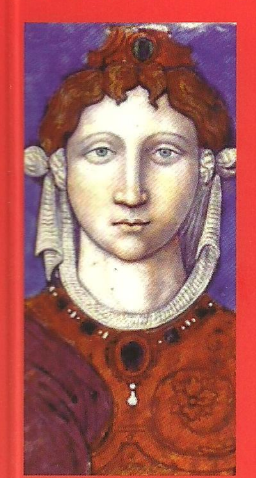
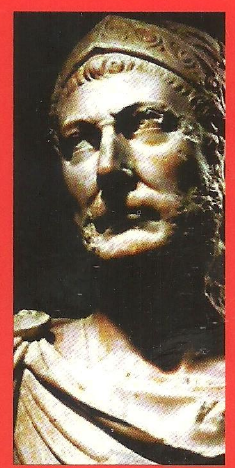
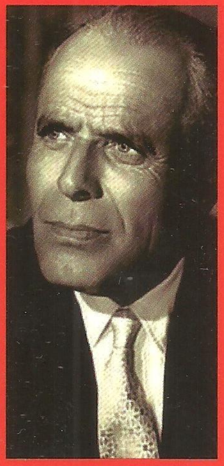
HISTOIRE DE LA TUNISIE

HABIB BOULARÈS

LES GRANDES DATES

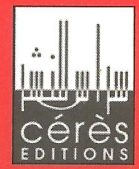





DE LA PRÉHISTOIRE À LA RÉVOLUTION

CÉRÈSÉDITIONS

Couverture : de gauche à droite, Elissa-Didon (Walter Museum, Baltimore), Hannibal (Musée archéologique, Naples), Kheireddine (Musée militaire, La Manouba), Habib Bourguiba.



6, rue Alain Savary - 1002 Tunis
BP 56 Tunis Belvédère
www.ceres-editions.com

HABIB BOULARÈS

HISTOIRE DE LA TUNISIE

LES GRANDES DATES

DE LA PRÉHISTOIRE À LA RÉVOLUTION



Crédit photographique : Photothèque des éditions Cérès, sauf mention contraire. La source de l'image, sauf interne ou inconnue, est signalée dans la légende correspondante. Suivant l'usage, les cartes renvoient à leurs premiers auteurs. Les droits et droits réservés sont gérés conformément à la législation tunisienne et notamment de la Loi n 94-36 du 24 février 1994, relative à la propriété littéraire et artistique et de la Loi n 2009-33 du 23 juin 2009, modifiant et complétant la loi n 94-36 du 24 février 1994.

Edition, iconographie : Samy Ménif
Mise en pages : Béchir Ben Réhouma
Impression : Finzi Usine Graphique

ISBN 8873-19-754-2

2e édition, juin 2012
6, rue Alain Savary - 1002 Tunis
BP 56 Tunis Belvédère
www.ceres-editions.com

SOMMAIRE

TRANSCRIPTION ET TRANSLITÉRATION

L'histoire de la Tunisie est une histoire multilingue. Elle fait tout autant appel à des langues chamito-sémitiques, telles que le punique, le berbère ou l'arabe qu'à des langues indo-européennes, telles que le latin et diverses autres langues européennes ; sans oublier le turc, langue altaïque. Cet ouvrage ne s'adressant pas aux spécialistes, aucun système de translittération n'a été privilégié. Pour la transcription des noms propres l'auteur a adopté l'orthographe la plus proche possible de la prononciation, à l'exception des termes largement consacrés par l'usage ou ayant évolué dans le temps. Certains usages demeurent néanmoins aberrants, l'auteur en rectifie quelques-uns et s'en explique en annexe de cet ouvrage.

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'un « honnête homme » du XXIe siècle ne doit pas ignorer de la longue histoire de la Tunisie ? Des réponses simples et rapides viennent à l'esprit : la fondation de Carthage en -814, les guerres puniques contre Rome, Amilcar en Espagne, Hannibal franchissant les Alpes, Scipion détruisant Carthage en -146, Rome triomphante dans l'Africa, les Arabes en Ifriqiya, les Normands sur les côtes, Saint Louis et sa croisade, les Espagnols, les corsaires, les Beys, la colonisation française, l'indépendance et, depuis peu, la Révolution. Comment, cependant, isoler des dates significatives de leur contexte, et éviter, tout autant, de se laisser emprisonner dans une suite chronologique ? Il n'y a pas que les dates qui comptent. Le " *Comment c'est arrivé* " prend, parfois, un relief particulier et met en scène des personnages devenus icônes. Hannibal, sa famille et Carthage, peuvent être donnés en exemple : de nombreuses personnes dans le monde, surtout de culture latine, hispanique ou italienne, s'appellent Hannibal ou Annibal, voire Amilcar, et de nombreuses villes ont pour nom Carthage ou Carthagène. L'Antiquité tunisienne interpelle des personnes qui, parfois, ne savent même pas où se trouve la Tunisie. De même l'admiration des sociologues pour le grand historien musulman Ibn Khaldoun ou le souvenir toujours vivant des Chiites Ismaéliens : qui se rappelle que la dynastie Fatimide avait trouvé un berceau en Tunisie ? Et la croisade de Saint Louis, pourquoi ? comment ? Tant d'événements concourent à focaliser l'attention de plusieurs publics sur Carthage la punique, *L'Africa* des Romains, *L'Ifriqiya* des Arabes,

L'Antiquité tunisienne interpelle des personnes qui, parfois, ne savent même pas où se trouve la Tunisie.

les corsaires, sans oublier les odalisques et les harems. On s'aperçoit, alors, que la réponse simple et rapide est insuffisante.

Ce livre se lit comme un atlas, un dictionnaire ou un répertoire. Les chapitres sont des articles sur des faits ayant participé à la définition progressive d'un pays et de son peuple. Chaque date est une unité avec son propre contexte. Mais parfois, les dates s'estompent au profit d'une thématique, car le plus important, alors, ce n'est plus ***une*** date, mais le développement d'un phénomène particulier. L'***Africa*** romaine, par exemple, n'est plus un pays indépendant aux prises avec d'autres, mais un espace où des changements sociologiques, culturels, confessionnels sont à l'œuvre. Ce n'est plus la date qui retient l'attention, mais le déroulement durant des siècles d'un phénomène. Parfois, quand les dates comptent, mais reflètent des phénomènes concomitants, il y a nécessité de les grouper. Ainsi au moment de la colonisation : le mouvement de libération nationale se développe parallèlement à l'action du pouvoir dominant et du bras de fer entre les deux. On ne saurait séparer l'un de l'autre, comme on le fait quand on raconte uniquement l'histoire du mouvement de la libération. Les faits se passent sur plusieurs plans et ils sont interactifs.

Ecrire l'Histoire, c'est s'interroger sur les événements marquants du passé, c'est afficher une vision de ces événements, une interprétation des faits et des gestes de monarques, généraux, coteries, peuples, en liaison avec des changements climatiques ou économiques, des migrations, des dominations, des ambitions et des déceptions, bref en liaison avec l'aventure humaine. On n'a jamais écrit l'Histoire du même point de vue d'une génération à l'autre, d'un pays à l'autre et du côté des gagnants comme du côté des perdants. Même dans le cadre d'une unité affichée, comme dans l'Union européenne, le Français, le

Ce livre se mit comme un atlas, un dictionnaire ou un répertoire

Tchèque, l'Allemand et le Polonais ne peuvent écrire l'histoire des guerres napoléoniénnes de la même manière. Or, pour notre partie du continent africain, cette *Africa* ou *Maghreb,* nous connaissons peu la véritable histoire des Berbères. Nous connaissons l'histoire de Carthage et des Puniques par les Grecs et les Romains. Nous connaissons mal l'histoire des Vandales. Nous connaissons la conquête arabe par les conquérants. Même à l'époque contemporaine où les documents et les témoignages abondent nous éprouvons quelques difficultés à démêler le fait de son interprétation.

L'historien professionnel a la lourde tâche de se livrer à ce travail de recherche du minerai, de le débarrasser de sa gangue et de le mettre à la place qui convient dans la durée. Mais ce travail de mineur a, lui-même, subi des transformations, soit sous l'effet du changement des méthodes scientifiques (le rôle de *l'Ecole des Annales,* ou celui du marxisme, par exemple), soit sous le poids de l'idéologie (religion, racisme, colonialisme, etc.). Il appartient donc au lecteur de l'Histoire de choisir son point de vue. Il peut déployer des efforts méritoires pour connaître toutes les thèses en présence, d'essayer de concilier les contraires, de tenter une synthèse, mais le choix final est le sien.

Nous connaissons peu la véritable histoire des Berbères. Nous connaissons l'histoire de Carthage et des Puniques par les Grecs et les Romains. Nous connaissons la conquête arabe par les conquérants.

Ce livre est l'ouvrage d'un *lecteur* politique ; plus précisément d'un auteur qui s'est posé la question centrale suivante, hors de toute considération religieuse, partisane ou ethnique : pourquoi et comment la Tunisie est, aujourd'hui, ce qu'elle est physiquement, socialement, culturellement ? Il s'agit d'y répondre à partir d'une documentation solide puisée chez les historiens professionnels spécialisés et auxquels l'auteur rend hommage, même lorsque ses conclusions sont diffé-

rentes des leurs. Ils ont fait un travail de recherche approfondie ; l'auteur fait, ici, un travail de commentateur. *Fact is fact, comment is free,* disent les anglo-saxons : le fait est le fait, le commentaire est libre.

A partir de ce choix fondamental -la réponse à la question posée- il fallait opter entre la dissertation continue et la concentration de l'attention sur les dates retenues. C'est cette seconde démarche qui commande tout l'ouvrage. Il y a donc, nécessairement, des événements qui sont négligés, des sauts dans l'histoire. Cela n'empêche point que les dates choisies sont situées dans leur contexte dans la mesure où ce contexte a joué un rôle déterminant dans leur occurrence. Le propos n'est ni de dérouler un récit comme un tapis roulant, ni de montrer uniquement la grandeur d'un régime ou l'éclat d'une époque. Ce n'est donc pas un livre apologétique. Nous n'en sommes plus là au XXIe siècle. Il fut un temps où notre dignité était niée. Nos écrivains, en nous défendant, montraient dans leurs écrits que nous étions un Etat depuis trois mille ans. De l'autre bord, des auteurs européens écrivaient que l'islamisation du Maghreb était le début de l'obscurantisme, de la décadence. À ceux-là répondait un mouvement de pendule glorifiant jusqu'à l'outrance l'ère arabo-musulmane au point de refuser de prendre en compte les siècles qui l'ont précédée. La colonisation a remis à l'honneur l'époque romaine et a occulté la punique Carthage et sa civilisation. À chaque époque des historiens, respectables quant à leur science, ont mis en avant leur point de vue. Seule compte pour les historiens romanistes l'Afrique romaine. Seuls les conquérants arabes méritent considération pour les historiens islamistes. Seul Ibn Khaldoun a rendu justice au peuple *Amazigh,* ces Berbères qu'aujourd'hui l'arabisme politique veut considérer descendants des Yéménites !

Pourquoi et comment la Tunisie est, aujourd'hui, ce quelle est physiquement, socialement, culturellement ?

Il nous faut, nonobstant tous ces points de vue, poser la question comment un territoire à partir duquel des métropoles comme Carthage, Kairouan, Mahdia, Tunis ont étendu leur pouvoir jusqu'au bout du Maghreb, jusqu'à l'Andalousie, à l'Ouest, et jusqu'au golfe de Syrte, à l'Est, se retrouve ramené aux dimensions de la Tunisie actuelle ? Comment un territoire qui a marqué l'histoire des Baléares, de la Corse, de la Sardaigne, de Malte et, surtout, de la Sicile, un territoire qui a entretenu des rapports suivis avec la mer, cette mer Méditerranée qui a tellement influencé sa civilisation et sa culture, soit devenu un pays terrien replié sur ses oasis, ses oliveraies et ses plaines céréalières ? Comment un territoire qui s'appelait *Africa éperdu* son nom au profit du continent tout entier ? Il n'y a là aucune nostalgie, mais le désir de comprendre l'enfantement de l'Histoire. Et puis, sur un autre registre, ce pays était-il prédisposé à la radicalisation au point de se jeter dans le christianisme donatiste, le christianisme arianiste, l'islamisme kharijite, parfois, dans toutes ses outrances ? Ou bien est-il naturellement modéré au point de faire triompher le catholicisme au temps d'Augustin, et le sunnisme contre le chiîsme, le malékisme contre tout autre obédience dans l'islam ?

Dans cette approche, il y a des dates qui comptent pour l'expansion du pouvoir et des dates pour le repli et le recul ; des dates pour l'empire carthaginois et des dates pour l'empire romain ; des dates pour la christianisation et des dates pour l'islamisation ; des dates pour l'empire ottoman et des dates pour l'empire des colons. Aujourd'hui, on n'a pas le droit de faire l'histoire des phases glorieuses uniquement. Les pages sombres ne doivent pas être tournées. Elles sont pleines d'enseignement. Elles ont déterminé des évolutions. Elles nous disent comment nous sommes devenus ce que nous sommes.

Comment un territoire qui a marqué l'histoire de la Méditerranée est-il devenu un pays terrien replié sur ses oasis, ses oliveraies et ses plaines céréalières ?

Le mot est dit : qui sommes-nous ? Un jour, un visiteur averti m'a dit : « En m'entretenant avec vos compatriotes, l'un me dit : je suis d'origine turque, l'autre me dit : je suis de descendance andalouse, et un autre se dit arabe... Pouvez-vous me dire qui sont Tunisiens ? » Je pouvais lui répondre : ils sont tous Tunisiens ! Mais la réponse serait insuffisante, car elle suppose l'existence d'un nationalisme ou d'un patriotisme dont il faut situer la date de naissance. Avant Carthage, l'autochtone appartenait à son groupe ethnique : Mazaces ou Amazigh, de la branche Baranès ou Botr, les deux racines berbères. Les Carthaginois se disaient Canâanis et non Phéniciens qui est une appellation grecque. Les sujets de l'empire romain se disaient *Africains* ou citoyens romains. Les Africains conquis par les Arabes, quand ils sont convertis, se disaient simplement Musulmans. J'avoue ne pas savoir comment se considéraient les sujets des Aghlabides ou des Hafsides, encore moins les sujets sunnites des Fatimides chiites. Curieusement, c'est avec les Ottomans qui ont divisé l'espace maghrébin en trois *Pachaliks* -d'Alger, de Tunis et de Tripoli- que les habitants de chacune des divisions, entraînés par les querelles de leurs gouvernants, s'identifient, alors, en tant qu'Algériens, Tunisiens et Tripolitains. Est-ce là un nationalisme naissant ou un régionalisme replié sur la défense d'un pré carré ? Et qu'étaient devenus tous les descendants des conquérants précédents qui n'avaient pas quitté le pays ? Une réponse d'un natif de Gafsa m'a toujours amusé. Sachant que cette région représente la zone d'habitat des tribus Hemamma Hilaliennes, je lui demandais s'il était Hemmami ? Il me répondit, avec beaucoup de subtilité : « Vous savez, chez nous, il y a des descendants des Turcs, il y a des Hemammas et il y a des Gafsis ! Les Turcs sont les descendants des Janissaires ottomans, les Hemammas

Aujourd'hui, on n'a pas le droit de faire l'histoire des phases glorieuses uniquement. Les pages sombres ne doivent pas être tournées.

les descendants des Hilaliens, les Gafsis les descendants de ceux qui habitaient derrière les remparts. » Autant dire des descendants de toutes les autres populations qui s'étaient réfugiées à l'intérieur de la cité, au fur et à mesure des invasions ! Belle réponse qui peut s'appliquer à Tunis, à Kairouan, à Mahdia, au Kef, à Sfax ou à Sousse et à toutes les cités qui avaient des remparts solides.

Quand on dit, comme le répètent les slogans touristiques, que la Tunisie est un carrefour de civilisations, on ne dit rien. Un carrefour est un lieu de rencontre, on s'y croise et chacun continue son chemin. C'est de creuset qu'il faut plutôt parler, un creuset où se fondent des éléments divers pour donner naissance à un alliage original qui ressemble à toutes ses composantes sans s'identifier seulement à l'une d'entre elles. C'est là que réside l'originalité d'une ouverture d'esprit se traduisant par une adaptabilité que l'on observe chez tous ceux qui ne sont pas farouchement repliés sur leur prétendue origine ethnique. Il suffit de parcourir un annuaire pour voir se côtoyer des Zenati, Zouaoui ou Hawari avec des Dridi, Bellil ou Riahi et des Sancho, Kortobi, Malki ou même Bortkise ! Tous sont tunisiens, parce qu'un jour des frontières ont enfermé un territoire devenu leur véritable patrie et au sein duquel les mariages et les migrations régionales ont fait le reste pour donner naissance au citoyen de la République d'aujourd'hui.

Quand on dit, que la Tunisie est un carrefour de civilisations, on ne dit rien. C'est de creuset qu'il faut plutôt parler, un alliage original qui ressemble à toutes ses composantes sans s'identifier seulement à l'une d'entre elles.

Le processus de formation des nationalités est fascinant. Il est à la fois le produit du hasard, du volontarisme, des luttes libératrices et des refus d'assimilation à autrui. La clé est dans l'identité et celle-ci traduit la manière dont on se reconnaît bien plus que l'origine, un choix dicté par les contraintes cristallisant un héritage ou lui donnant un autre sens. Les Hilaliens, à leur

arrivée dans le pays, étaient des Arabes et s'affirmaient comme tels. Restés en Ifriqiya ou déportés par les Almohades au Maghreb central ou occidental, ils sont devenus, plus tard, Tunisiens, Algériens ou Marocains. En Andalousie, et des siècles durant, les Arabes sont restés arabes, les Berbères sont restés berbères, et les Ibériques convertis sont restés des Mozarabes (des *mostaârabes,* des arabisés) avec des quartiers ou des villages distincts. Mais chassés par la *Reconquista* catholique, ils sont tous accueillis au Maghreb en tant qu'*Andalous.* Ils sont restés andalous vis-à-vis des Beys qui trouvaient qu'ils étaient orgueilleux. Ils se sont affirmés Tunisiens face à la colonisation. Le choc de la colonisation espagnole ou française a fait de toutes les ethnies, cohabitant en Afrique du Nord, des combattants musulmans contre la croix. L'identité c'est l'Islam. Certains Berbères se sont déclarés Arabes, parfois pour ne pas donner prise aux tentatives de francisation exploitant les différences ethniques. Les mots mêmes de Tunisie et d'Algérie sont apparus au XIXe siècle en prenant pour base le pouvoir établi à Tunis ou à Alger. Mais Tunis est, pourtant, la capitale depuis le XIIe siècle et le royaume hafside ne s'appelait pas royaume de Tunis mais *Bilad Emir Al-mouminine* dans le traité concluant la croisade de Saint Louis. Pour que naisse la nationalité, il faut que naisse la nation qui est le fruit d'une résistance et la prise de conscience collective d'un sort commun. En égrenant les dates décisives, nous assistons à la naissance de ce sentiment. Ali Balhaouane, l'illustre ténor des événements d'avril 1938 en Tunisie et le philosophe spécialiste de Ghazali, a écrit un opuscule significatif à la fin des années quarante : *Nahnou Umma,* Nous sommes une nation ! Il s'agissait de nous affirmer face au colonialisme. L'adjectif *national* est accolé

Il suffit de parcourir un annuaire pour voir se côtoyer des Zenati, Zouaoui ou Hawari avec des Dridi, Bellil ou Riahi et des Sancho, Kortobi, Malki ou même Bortkise !

à notre lutte de libération, à nos organisations populaires, voire à nos structures industrielles ou commerciales. Vint l'émergence de *YArabisme* en Orient et l'usage de ce qualificatif est retiré aux structures de tout pays arabe, car la *Umrna* ne peut être que toute la nation arabe. Les structures d'un pays ne sauraient être, aux yeux des Arabistes, que *Qotria* ou *Wataniya,* territoriales, régionales, même si on continue à traduire l'adjectif en langues européennes par *national.* Aujourd'hui, pour les islamistes militants, la *Umma* ne peut être que celle de l'Islam alors que l'on réservait à la religion le mot *Milla* que l'on retrouve encore en Turquie. Ainsi évoluent les prises de conscience !

Les jeunes générations ont-elles conscience de cette alchimie ? Pour ma génération, la nationalité a une importance primordiale. Le nationalisme tunisien a connu un grand élan en s'opposant en 1930 à l'inhumation des naturalisés français dans les cimetières musulmans parce que le naturalisé, en adoptant une autre nationalité que la sienne d'origine, est « sorti » de sa communauté ; il a « tourné » *-m'touren* !-, autrement dit il a retourné sa peau comme on retourne sa veste ! Aujourd'hui, la nationalité est, aux yeux de nombreux nationaux, une commodité juridique, un passeport, une possibilité de voyager et de s'établir quelque part dans le monde à l'ère de la mondialisation. Chez nous, si l'Union du Maghreb Arabe -UMA- conclue en février 1989 avait bien fonctionné, peut-être que tous les Mauritaniens, Marocains, Algériens, Tunisiens et Libyens seraient aujourd'hui des citoyens *maghrébins* ayant effacé les frontières. L'Histoire ne s'arrête pas. Il faut essayer de la *voir* à l'œuvre.

Le processus de formation des nationalités est à la fois le produit du hasard, du volontarisme, des luttes libératrices et des refus d'assimilation à autrui. La clé est dans l'identité bien plus que dans l'origine.

La période contemporaine a ses exigences, au regard de l'écriture. Les historiens demandent un délai assez long pour écrire ; les documents ne sont pas tous

disponibles ; il n y a pas assez de recul pour juger du succès ou de l'échec d'une politique ; et, comment parler librement de facteurs d'histoire encore présents, sans suspicion ? Mais comment ne pas parler du présent quand il est si riche d'événements qui changent la face d'un pays, l'esprit de ses habitants et les espoirs d'avenir ? Au combat entre des entités nationales pour étendre ou restreindre l'autorité d'un pays dans son environnement, se substitue une thématique du développement institutionnel, politique, économique, social, culturel, voire écologique, informatique ou sportif. Aussi avons-nous adopté cette démarche thématique pour parler du présent, rapidement, mais en élargissant le spectre plus que pour les périodes dites historiques parce que nous ne savons pas encore ce que retiendra l'histoire dans un siècle.

Destiné à un large public, le présent ouvrage n'est pas soumis à l'obligation académique de justifier chaque élément en renvoyant à des sources, sauf en cas de nécessité. Il n'est donc pas alourdi par un appareil d'érudition. Toutefois, comme nous ne pouvons pas lire l'histoire de certaines périodes sans renvoyer le lecteur à certains auteurs, l'indication de la référence entre parenthèses suffit. Tite-Live, Polybe, Appien, pour l'Antiquité, Gautier, Gsell, Charles-André Julien, pour la suite, Ibn Khaldoun, Ibn Abi Dhiaf, Talbi, pour la partie arabe, sont naturellement indiqués, et parfois avec des renvois précis quand cela paraît indispensable. En tout état de cause, les œuvres de ces historiens sont des œuvres maîtresses et personne ne saurait lire l'histoire de la Tunisie sans se référer à eux. Pour des données particulières ou pour des éléments prêtant à polémique, il y a nécessité d'indiquer la source avec précision. C'est le cas pour des auteurs comme Roger Casemajor

Les mots mêmes de Tunisie et d'Algérie sont apparus au XIXe siècle. Tunis est, pourtant, la capitale depuis le XIIe siècle et le royaume hafside ne s'appelait pas royaume de Tunis mais Bilad Emir Al-mouminine.

ou Pellegrin. Enfin, est-il besoin de préciser que dans le présent contexte, il y a lieu de s'en tenir aux changements les plus importants et d'éviter de se laisser entraîner vers le développement de biographies qui n'ont pas ici leur place ; et si le lecteur se sent encouragé à approfondir sa connaissance dans d'autres ouvrages, nous y verrons une grande gratification de nos efforts. Toute l'histoire ne peut pas tenir en un seul volume, fut-il de huit cents pages.

I. PRÉHISTOIRE ET ANTIQUITÉ PUNIQUE ET ROMAINE

-2 000 000

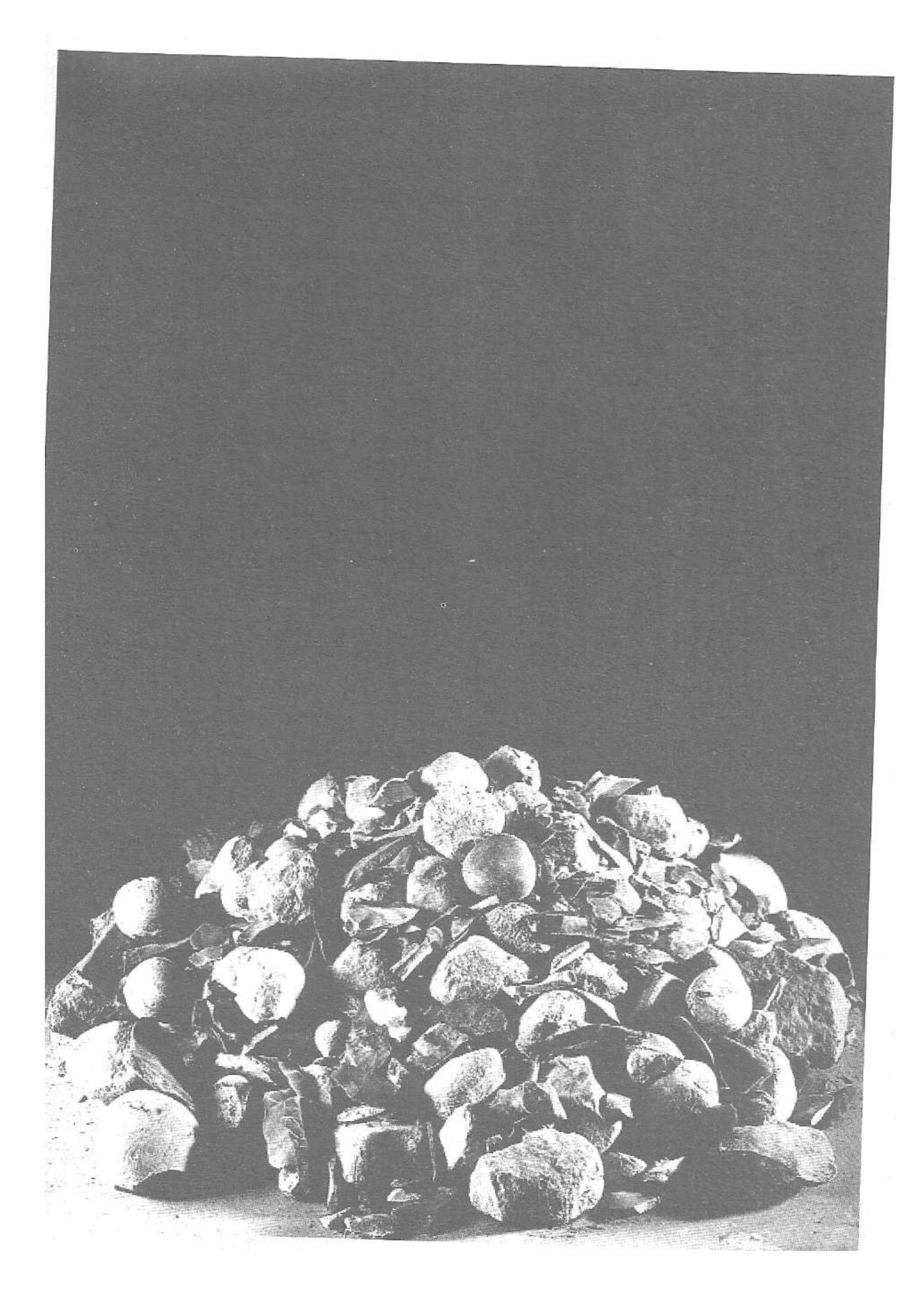
UNE PRÉHISTOIRE QUI REMONTE AUX ORIGINES DE L'HUMANITÉ

Hermaïon d'EL-Guettar (sud-est de Gafsa). Un amas de pierres, de dents et d'ossements d'animaux disposés en cône. Daté de plus de 40 000 ans, dédié à une source d'eau, il constitue pour de nombreux historiens l'un des plus anciens monuments religieux de l'humanité. Exposé au Musée du Bardo.

Plus les études préhistoriques se développent, plus le territoire occupant la rive méridionale du centre de la Méditerranée révèle son habitat, sa faune, sa flore et son climat. Il héberge, au début de l'ère quaternaire, *un homo habilis* capable de se procurer sa nourriture en utilisant des galets ramassés dans le lit des rivières et auxquels il donne une forme utile. Les scientifiques baptisent cette période du nom de « puble culture » ou culture des galets. Pour nous en tenir à l'espace aujourd'hui tunisien, des traces sont relevées dans les environs de Kébili, au Sud, de Gsar Lemsa, au Centre et de Bir Bouregba, au Cap Bon. C'était il y a deux millions d'années !

Il y a 600 000 ans *Yhomo erectus* a laissé des traces plus élaborées à Metlaoui, Redeyef, Gafsa, Bir Mcherga et encore à Bir Bouregba.

A dix kilomètres du Kef, au site de Sidi Ezzine, *Yhomo sapiens* a laissé des vestiges remarquables datant de la période d'il y a 100 000 à 80 000 ans : trois strates d'outils en pierre mieux façonnés et très variés ainsi que des os d'éléphants, d'hippopotames, de rhinocéros, de zèbres, de buffles, de gazelles, d'antilopes, de mouflons, d'onagres.

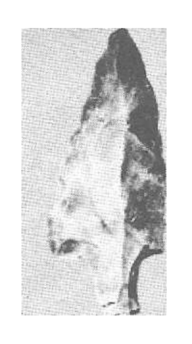


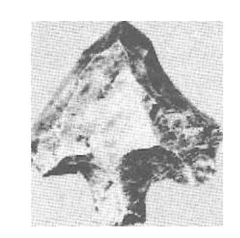
Pointes de la civilisation atérienne. L'Atérien, entre 40 000 et 20 000 ans, tire son nom du site de Bir El-Ater, en Algérie, peu distant de la frontière actuelle de la Tunisie.





Page de droite : Carte des principaux sites préhistoriques. La civilisation capsienne (-9000/ -4500) est particulièrement attestée dans la région de Gafsa, (l'antique Capsa dont elle tire son nom) : El-Mektaâ, Redeyef, Aïn Sondés, Bir Oum Ali, et dans la région de Kasserine : Aïn Metherchem. (D'après la carte de A. Guragueb, Tunis, Alif, 1978).



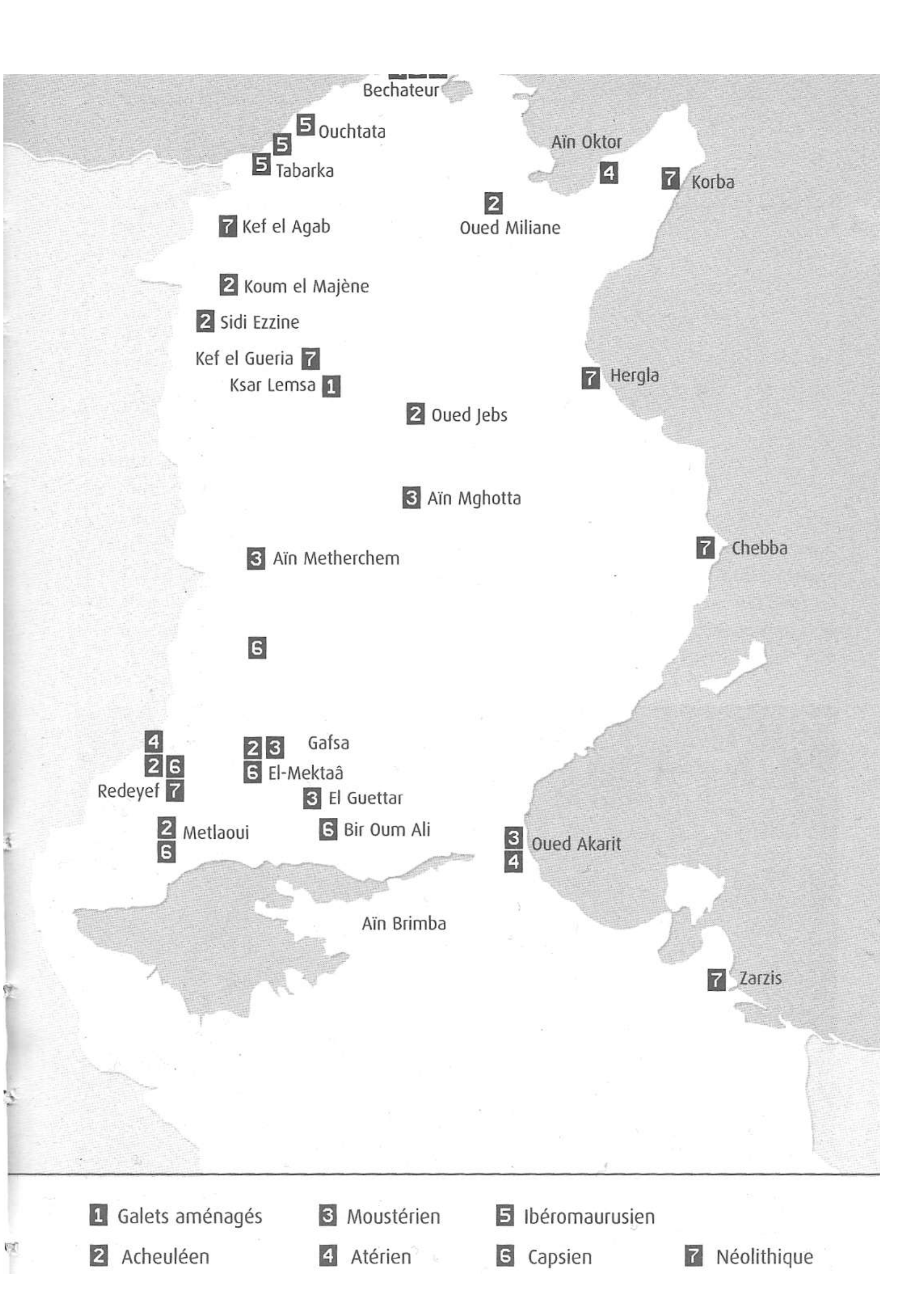


Le paléolithique moyen (entre 80 000 et 35 000 ans) connaît des changements de climat avec sécheresse, dans certaines régions et, humidité, dans d'autres. Les établissements humains se trouvent là où il y a des points d'eau. Les sites explorés se trouvent à Sidi Mansour, au nord de Gafsa, à Aïn Metherchem, au nord de Kasserine, à Aïn Mghetta, au sud de Sidi -Ali Ben Nasrallah et aussi dans les strates supérieures de Sidi Ezzine.

Entre le paléolithique moyen et le paléolithique supérieur, les spécialistes parlent de la ***civilisation atérienne,*** par référence au site de Bir El-Ater, en Algérie, à quelques kilomètres de la frontière actuelle de la Tunisie. Cette civilisation couvre une large zone s'étendant du Sahara à la Méditerranée et, à l'Est, jusqu'au Nil. En Tunisie, les vestiges de cette civilisation se trouvent à Tabarka, Bizerte, Menzel Témime, Korba, Monastir, Hergla, Gabès, Meknassi, Gafsa.

L'*homo sapiens sapiens,* un ancêtre qui n'a pas cessé d'évoluer, apparaît au paléolithique supérieur (entre 35 000 et 10 000 ans) et laisse des vestiges dans la zone s'étendant de la Libye à l'Atlantique. En Tunisie, on en trouve au Nord, à Nefza et au Cap Bon.

Entre 7 000 et 5 000 ans, les traces de la civilisation dite ***capsienne,*** par référence au nom antique de Gafsa (Capsa), sont recensées à El-Mektaâ, Aïn Sondos, Lala, Bir Om-Ali, ainsi qu'à Aïn Metherchem, au nord de Kasserine.

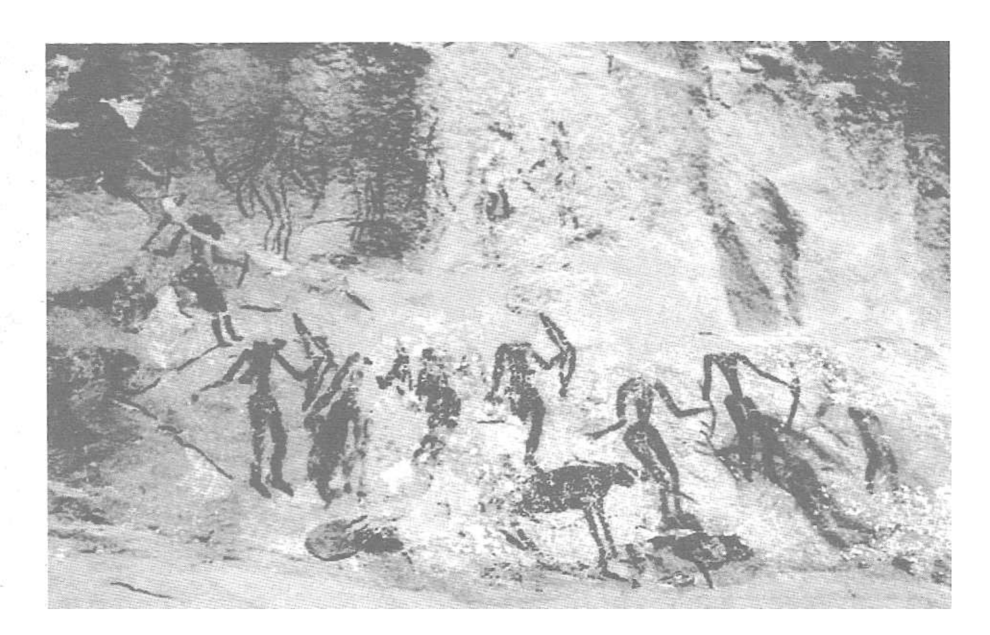

Bechateur
5 Ouchtata
5
5 Tabarka
Aïn Oktor
4
7 Korba
2
Oued Miliane
7 Kef el Agab
2 Koum el Majène
2 Sidi Ezzine
Kef el Gueria 7
Ksar Lemsa 1
7 Hergla
2 Oued Jebs
3 Aïn Mghotta
7 Chebba
3 Aïn Metherchem
6
4
2 6
Redeyef 7
2 3 Gafsa
6 El-Mektaâ
3 El Guettar
2 Metlaoui
6
6 Bir Oum Ali
3 Oued Akarit
4
Aïn Brimba
7 Zarzis
1 Galets aménagés
2 Acheuléen
3 Moustérien
4 Atérien
5 Ibéromaurusien
6 Capsien
7 Néolithique

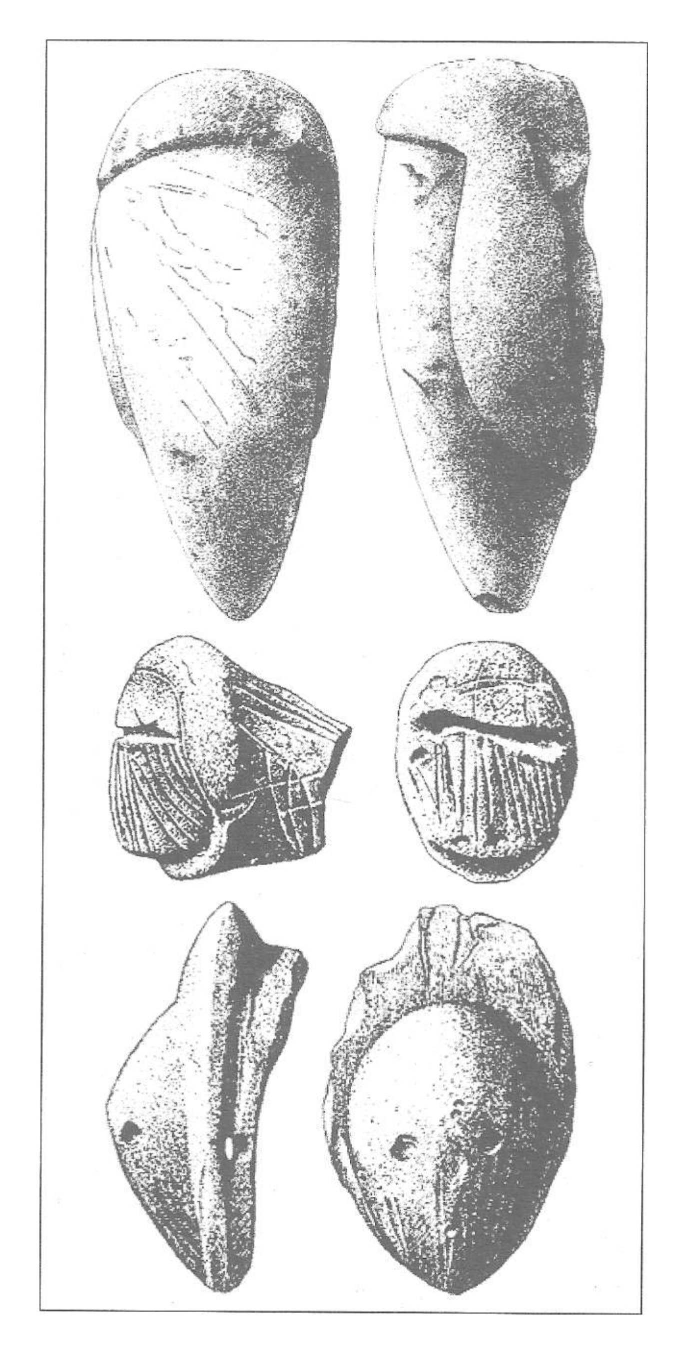
-5000

ET L'HISTOIRE S'ANNONCE

Le plus vieux squelette humain connu, à ce jour, en Tunisie, est découvert à Aïn Metherchem. Il s'agit d'un ***homo sapiens sapiens proto-méditerranéen.*** La datation de ses os remonte à 5000 ans. Après cette date, des populations nombreuses nous ont laissé des témoignages de leur passage sur terre à Redeyef, à Metlaoui, à Sebkhet Al-Maleh, au sud de Zarzis, au Kef, à El-Agueb, dans la région de Jendouba, ainsi qu'à Kef El-Karia, entre Makthar et Haffouz et autour des anciens lacs de Kelbia, Sidi El-Hani, Hergla.

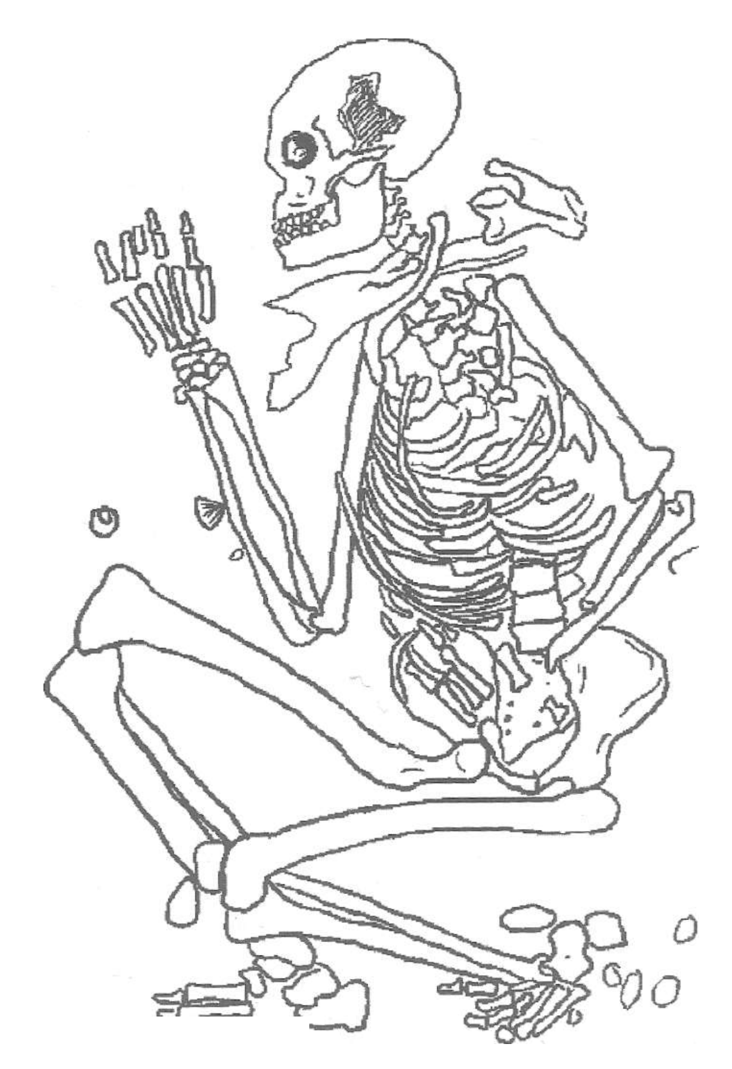
Scène de chasse dans une grotte à Aïn Khanfous, au Jebel Oueslat, l'un des plus importants sites d'art rupestre en Tunisie.





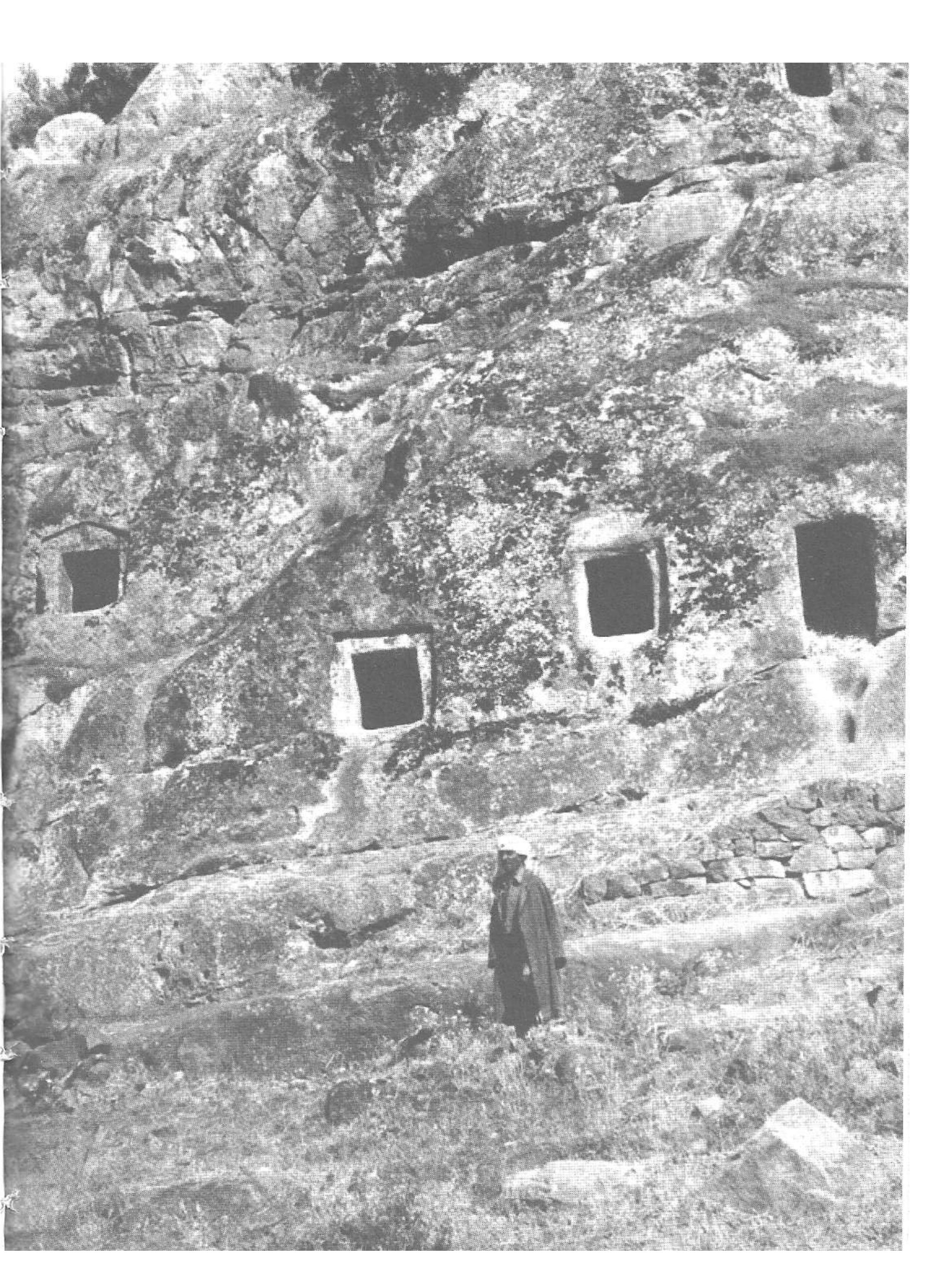
Figurines humaines en calcaire provenant du site d'El-Alektaâ, près de Gafsa. (D'après Ernest Gobert).

On le constate jour après jour : la Préhistoire n'a pas cessé de nous livrer ses richesses. A la veille de la période historique, on relève l'existence de trois sortes d'anciennes sépultures : des tumulus coniques dits ***bazines,*** des dolmens et des grottes, à Sejnane. Et les découvertes se poursuivent...



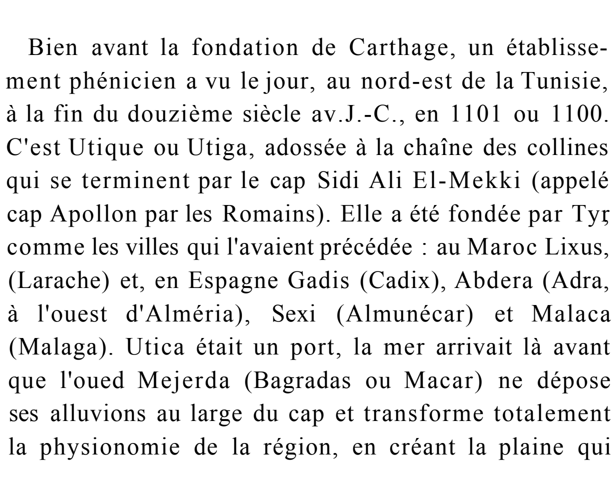
Squelette capsien inhumé, selon les usages, dans une position repliée et accompagné de coquilles d'escargots.

Page de droite : Chambres funéraires (dites haouanet) à Debabsa en Khroumirie.



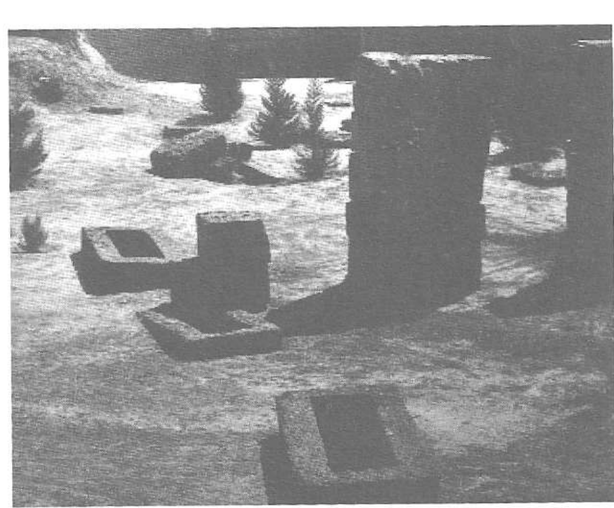
-1101

LA FONDATION D'UTICA

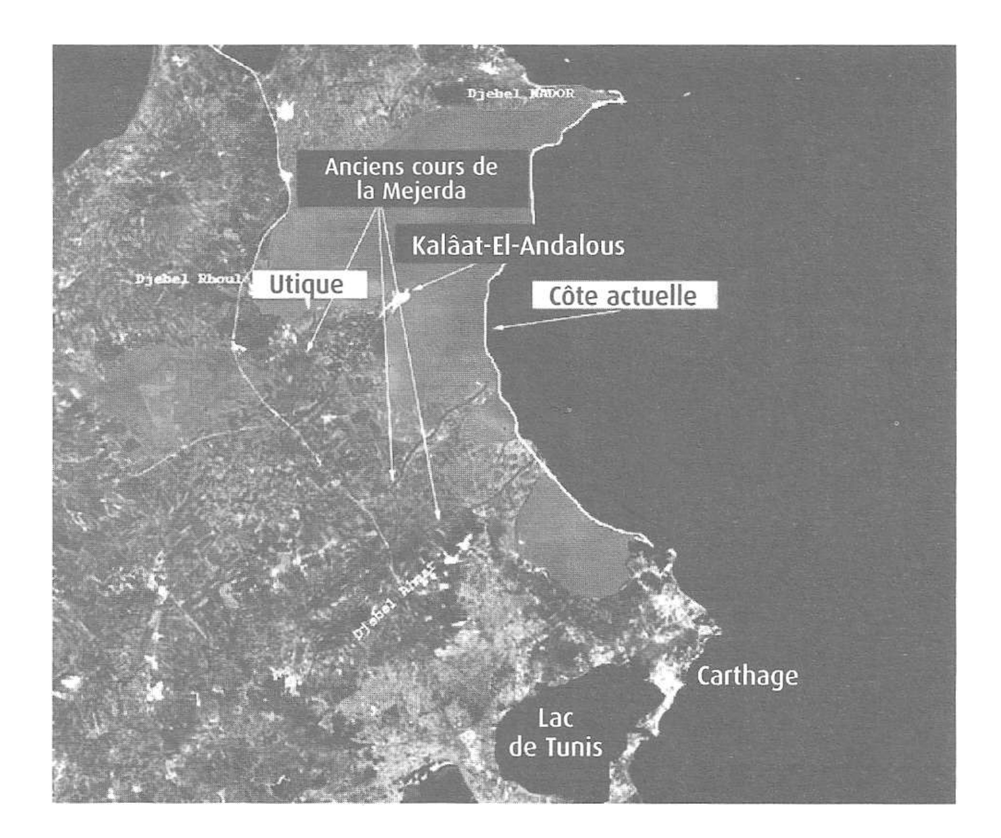


Proue de navire sur une stèle punique, III' siècle av.J.-C.

Bien avant la fondation de Carthage, un établissement phénicien a vu le jour, au nord-est de la Tunisie, à la fin du douzième siècle av.J.-C., en 1101 ou 1100. C'est Utique ou Utiga, adossée à la chaîne des collines qui se terminent par le cap Sidi Ali El-Mekki (appelé cap Apollon par les Romains). Elle a été fondée par Tyr, comme les villes qui l'avaient précédée : au Maroc Lixus, (Larache) et, en Espagne Gadis (Cadix), Abdera (Adra, à l'ouest d'Alméria), Sexi (Almunécar) et Malaca (Malaga). Utica était un port, la mer arrivait là avant que l'oued Mejerda (Bagradas ou Macar) ne dépose ses alluvions au large du cap et transforme totalement la physionomie de la région, en créant la plaine qui



La Nécropole punique, dite de la berge, à Utïque.



Déplacement des lignes du rivage. Peu à peu les alluvions ont gagné du terrain faisant reculer Utique à l'intérieur des terres.

s'étend au sud de Kalâat-El-Andalous. Elle est restée accessible par mer jusqu'à la période romaine. Peu à peu les alluvions ont gagné du terrain et, aujourd'hui, Utique est bien loin des rivages, à l'intérieur des terres.

Nous ne connaissons pratiquement rien de son histoire : trois siècles la séparent de la fondation de Carthage. Mais, il n'est pas exclu de dire qu'elle a dû vivre du commerce comme les autres colonies phéniciennes. Elle a gardé son indépendance durant les siècles d'hégémonie de Carthage. Au moment des grandes difficultés connues par celle-ci, Utique s'allie aux Romains. Après la destruction de Carthage, en 146 av. J.-C., elle est la capitale de l'occupation romaine jusqu'au moment où l'empereur Auguste décide la reconstruction de Carthage.

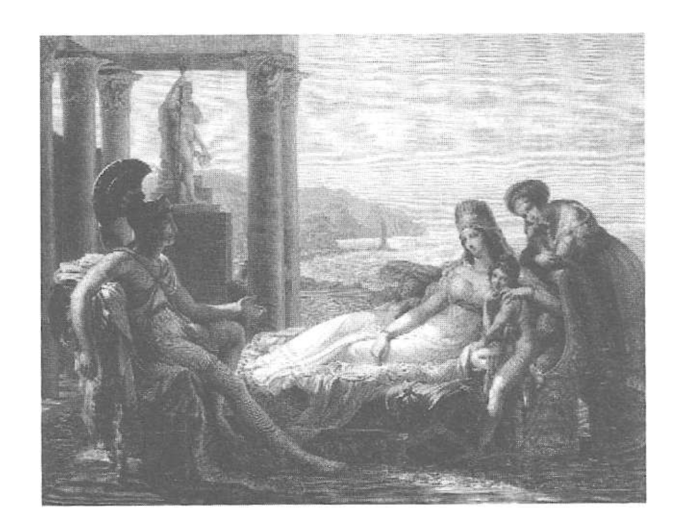
-814

CARTHAGE



Virgile, tenant le volumen déroulé de l'Enéide, ***accompagné de Clio, la Muse de l'histoire et de Melpomène, la Muse de la Tragédie. Cette mosaïque du III siècle, découverte à Sousse, est considérée comme étant la plus ancienne représentation connue du poète. Musée du Bardo.***

La naissance de Carthage ou ***Kart-hadasht***, c'est-à-dire, en phénicien, ville nouvelle, est entourée de légendes. Virgile au premier siècle av. J.-C. a vulgarisé l'histoire d'une princesse de Tyr -Elissa ou Didon- qui, fuyant, avec des courtisans, son frère, le roi Pygmalion, assassin présumé de son mari, Sychée, fonde la nouvelle ville en achetant aux habitants de la région la parcelle de terre que peut enserrer une peau de bœuf découpée en une lanière continue. Virgile la fait tomber amoureuse d'Enée, le prince troyen fuyant, lui aussi, sa terre natale après la destruction de Troie ou Ilion et faisant escale à Carthage. Mais, destiné par les dieux à fonder Rome, Enée poursuit sa route, abandonnant Didon au désespoir qui la pousse à se suicider en se jetant dans un bûcher.



Enée racontant à Didon les malheurs de la ville de Troie. Huile sur toile de Pierre Guérin, 1815. Musée du Louvre.



Didon achète sa terre pour la fondation de Carthage. ***Gravure*** *de Mathias* ***Merian*** *l'Ancien* ***dans*** Historische Chronica, ***Frankfurt,1630.***

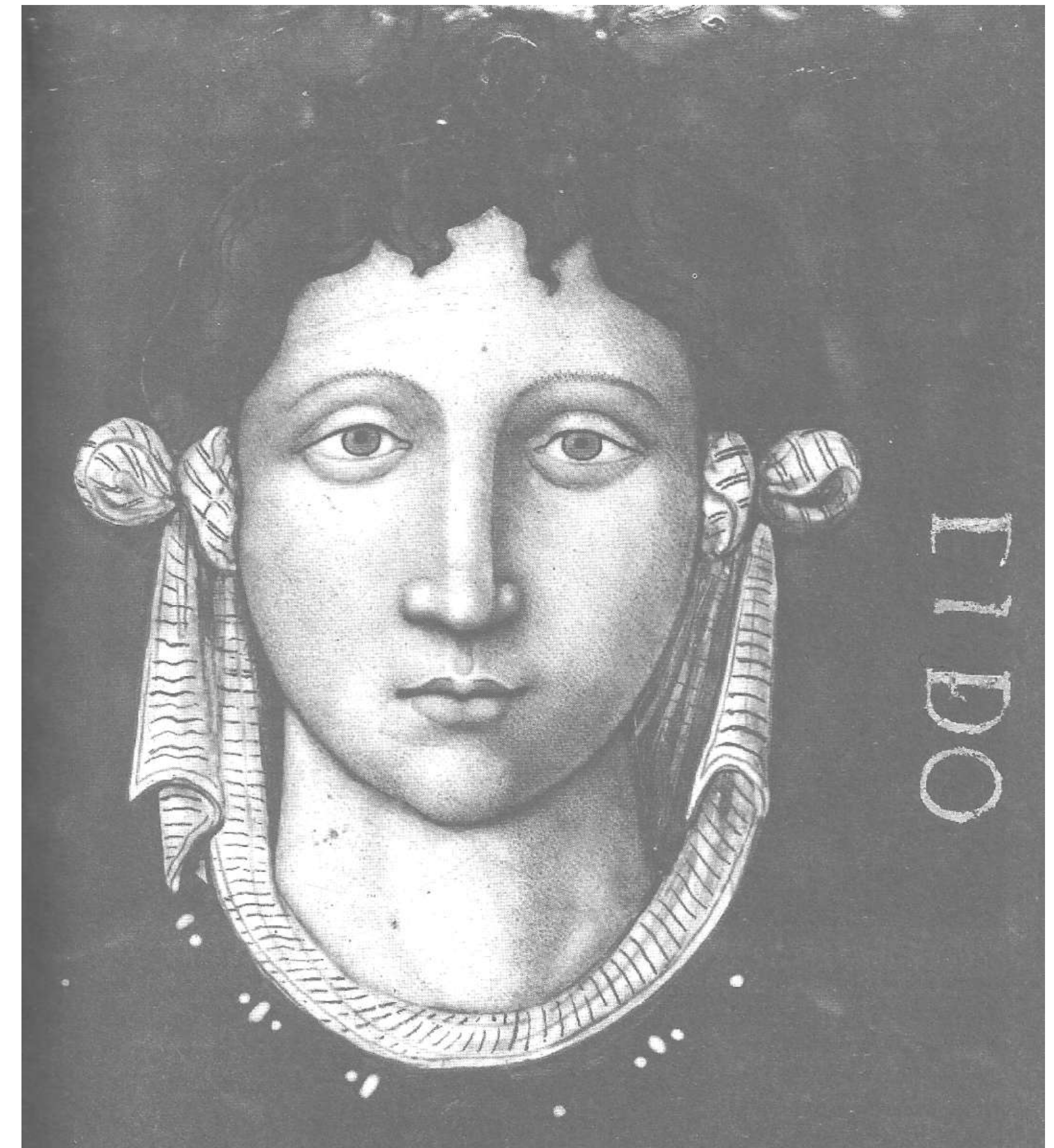
Double page suivante : A travers les siècles, et jusqu'à nos jours, Didon et Enée ne cessent d'interpeller les artistes. Ici, les portraits de Didon et Enée, réalisés en émail peint sur cuivre d'après Léonard Limosin, France, v.1530. Walter Museum, Baltimore.

Une autre légende fait demander la princesse en mariage par un prince local, Hiarbas (ou Hier-Baâl), selon l'historien romain Justin (95-175). Refusant cette demande et, ne voulant pas mettre en danger ses compagnons dans leur nouvel établissement, elle fit allumer un bûcher dans lequel elle s'immola. Deux légendes, deux mariages manqués et deux bûchers !

Les légendes ne remplacent pas l'Histoire, mais l'embellissent. Carthage a été fondée par des nobles venus de Tyr, peut-être à la suite d'un événement survenu dans leur patrie gouvernée par un roi du nom de Pum-Alyon (transcrit en Pygmalion). Ils ont emmené avec eux des femmes de Chypre et des trésors. Ils ont choisi de s'installer au fond d'un golfe abrité par un cap, probablement conseillés par leurs concitoyens d'Utique. Il n'est pas exclu qu'ils fussent commandés par une princesse, du nom d'Elissa ou Dido (la fugitive),



AENEAS

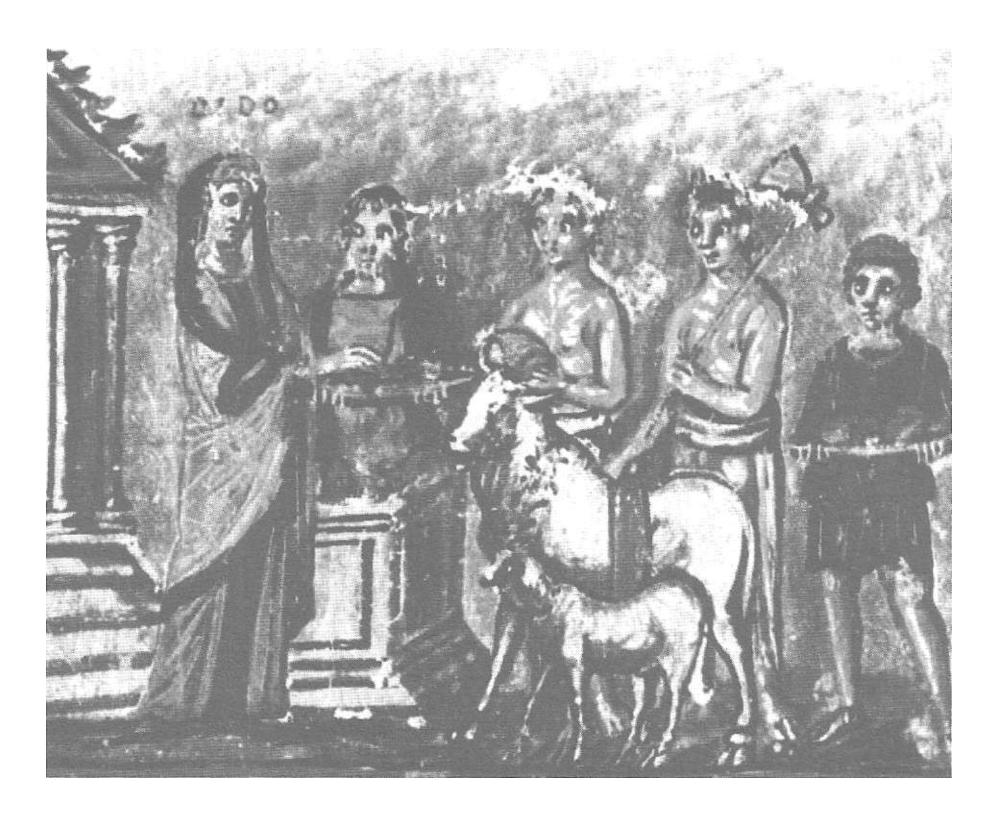

DIDO



Le navire d'Enée s'éloigne (en haut, en arrière plan), Didon est abandonnée. Assise sur un trône, elle est accompagnée d'Anna sa sœur et d'une servante. A droite, une personnification de l'Afrique, reconnaissable aux défenses d'éléphant. Fresque retrouvée à Pompéi, I" siècle. Musée Archéologique Nationale, Naples.

veuve d'un tyrien du nom de Zicher-Baâl (transcrit par Sychée). La légende de la peau de bœuf a son origine dans la nécessité où se trouvaient les immigrants de négocier l'achat d'un terrain aux habitants autochtones, les ***Imazighen,*** (pluriel d'Amazigh) ces berbères appelés par les auteurs grecs tantôt Lebou, tantôt Masakès. Peut-être...

Ces légendes nous sont parvenues sous la plume d'auteurs écrivant ***huit*** siècles après les événements. Sans doute, avaient-ils utilisé des sources anciennes que nous ignorons, mais la destinée extraordinaire de la nouvelle ville accrédite les origines royales, princières ou nobles des fondateurs. Ceux-ci avaient trouvé de



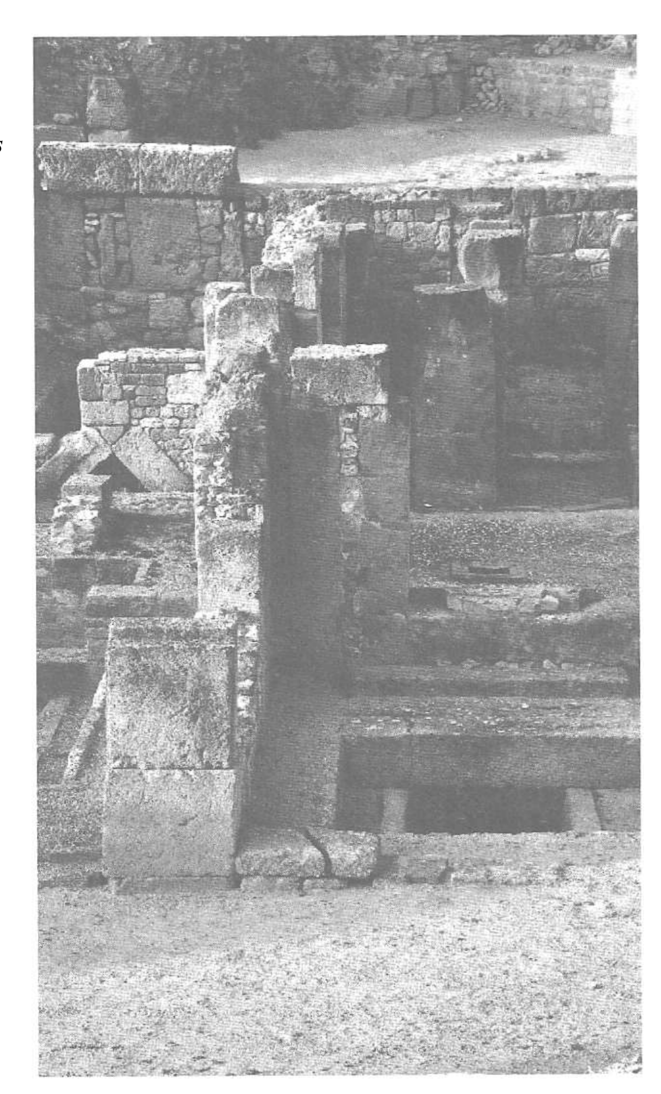
Didon offre un sacrifice, enluminure du manuscrit de l'Enéide de Virgile, IVe siècle. Bibliothèque Apostolique du Vatican.

bons termes pour cohabiter avec les autochtones dont ils avaient influencé la culture pour de longs siècles, au point que les auteurs des légendes donnent au prince berbère demandant la main d'Elissa, le nom de Hiarbas, typiquement punique. Les immigrants n'avaient sûrement pas rompu avec leur patrie dont ils avaient continué à honorer le dieu tutélaire, Melqart, sur place, et en envoyant des redevances annuelles au temple central à Tyr.

Aujourd'hui, les historiens et les archéologues s'accordent à établir la date de la fondation de Carthage en 814 av. J.-C., soit trois siècles après la destruction de Troie, ce qui rend la version de Virgile caduque.

Mais Virgile voulait laisser entendre que les dieux avaient déjà décidé de la prééminence de Rome.

On connaît peu de choses des cinquante premières années d'existence de cette cité, les plus anciens vestiges ne datant que du milieu du huitième siècle av. J.-C. Mais depuis, l'histoire, avec un H, s'est mise en marche.



Quartier punique sur la colline de Byrsa à Carthage. Les résultats des fouilles archéologiques se rapprochent de la date butoir de -814 av.J.-C.

Page de droite : Le suicide de Didon. Didon se poignarde avant de s'immoler par le feu. Walter Museum, Baltimore.

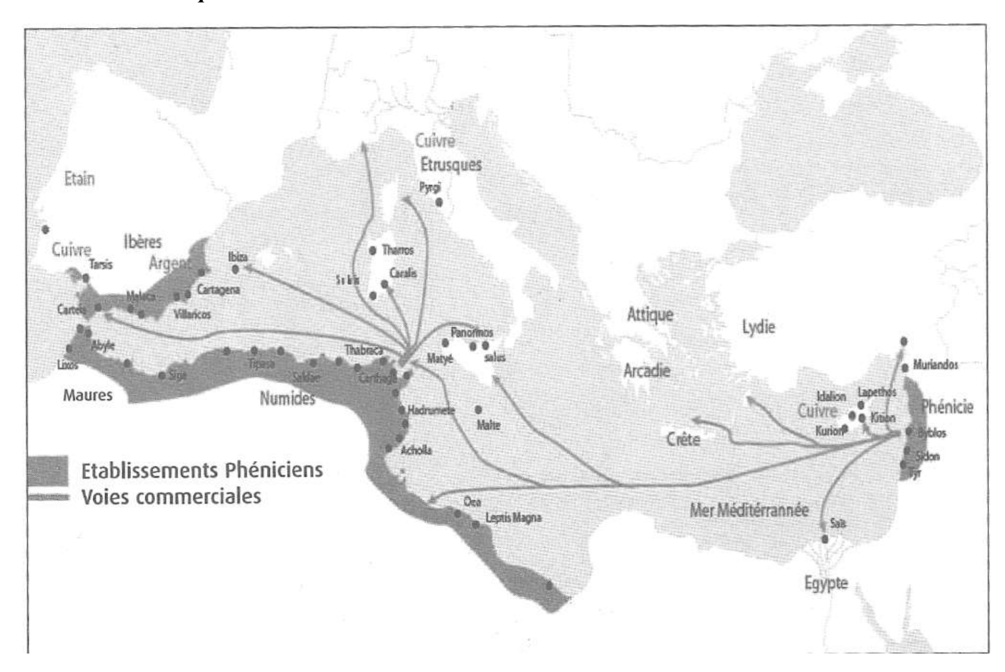

DIDO

-580

CARTHAGE AIDE TYR

Carte des établissements phéniciens et des voies maritimes et commerciales. Carthage se substituera progressivement à la Phénicie dans le contrôle de la Méditerranée occidentale et la création de nouveaux comptoirs.

En 580 av. J.-C. Carthage apporte son assistance à Tyr. La cité orientale, menacée par les Babyloniens, ne peut venir au secours de ses colonies dans l'Ouest méditerranéen. Carthage prend la relève pour chasser les Grecs de l'établissement tyrien de Lilybée (Marsala, en Sicile). Les Phéniciens avaient établi des comptoirs jusqu'à l'Atlantique bien avant les colonies de toutes les cités grecques. Mais aux huitième et septième siècles



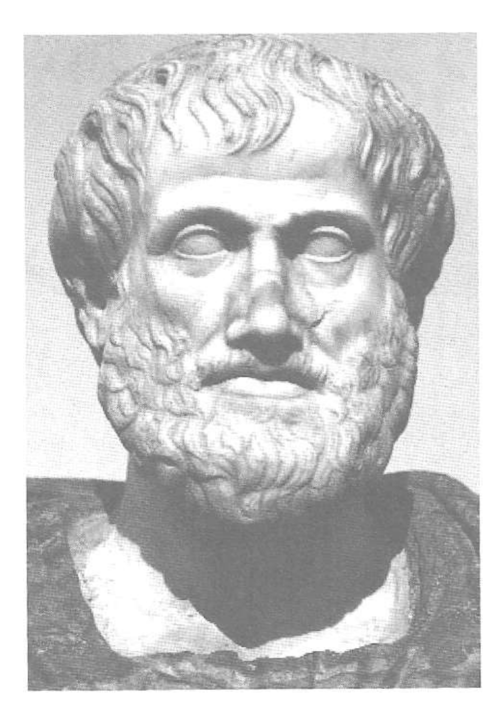
Restitution d'un navire de guerre punique (III[1] siècle av.J.-C.) à partir de l'épave retrouvée près de Marsala en Sicile.

la compétition devient plus rude entre Tyr et les cités grecques. Progressivement, la métropole orientale se sent contrainte de déléguer ses pouvoirs à sa sœur occidentale. D'ailleurs, en -573, Nabuchodonosor II soumet Tyr. Carthage devient responsable du sort des établissements phéniciens occidentaux. Cette évolution a dû impliquer, nécessairement, des changements dans

Monnaie de Sélinonte (tétradrachme) émise en 409, l'année de la prise de la ville par les Carthaginois.

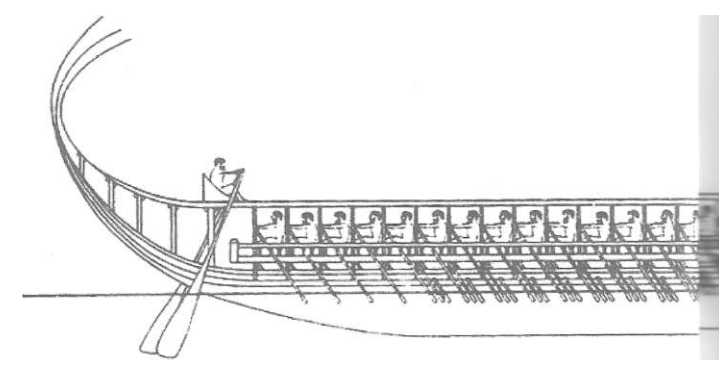






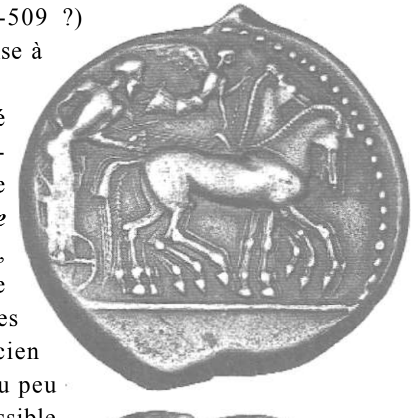
le gouvernement carthaginois. Il ne s'agit plus seulement de veiller sur la bonne marche du commerce et des relations d'amitié avec les partenaires multiples, phéniciens, africains, ibères, étrusques et autres ; il s'agit d'assurer la sécurité des autres établissements, comptoirs et relais fondés par les Tyriens, et de se prémunir contre les menaces extérieures. La responsabilité carthaginoise s'étend très loin du golfe de Tunis. Elle couvre au Maroc, Lixus et Mogador ; en Algérie, Rachgoun et les établissements créés par Carthage à Tipasa et Marsa Merdakh ; en Espagne, Gadès, Baria, Abdera, Sexi et Malaca ; aux Baléares, Ebussi (Ibiza) ; en Sardaigne, Nora, Tharros, Sulcis, Cagliari et l'établissement carthaginois de Monte Siraï ; en Sicile, Lilybée, Solunte et les cités carthaginoises de Panorme et Sélinonte ; à Malte, l'île et son environnement, sans oublier les établissements de la côte tunisienne de Hadrumète et Lepcis jusqu'au golfe libyen de Syrte. Il faut une armée puissante, une marine de guerre et une gestion rigoureuse de la politique étrangère. C'est ce que font les représentants de la dynastie des Magonides qui assurent la direction de

Aristote rappelle dans sa Politique ***la réputation qu'avait Carthage de posséder une bonne constitution « renfermant de nombreuses dispositions sortant de l'ordinaire... Une preuve de la sage ordonnance du gouvernement carthaginois, c'est le fait que l'élément populaire demeure de son plein gré fidèle au système constitutionnel établi, et qu'il n'y a jamais eu, ce qui en vaut la peine d'être signalé, ni sédition ni tyrannie. » (Trad.J. Tricot)***

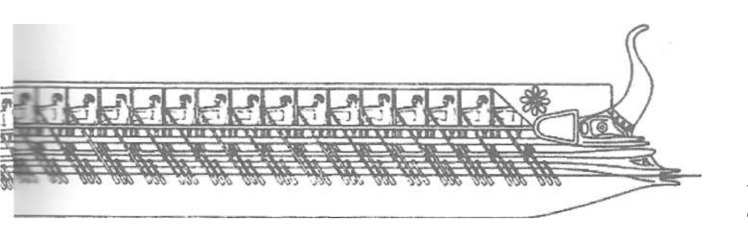


l'Etat carthaginois de la fin du VIe siècle (-509 ?) jusqu'en -380 et le dotent de moyens de défense à l'échelle du territoire maritime et terrestre.

Les Magonides ont, peut-être, instauré une monarchie, ou à tout le moins une oligarchie. La constitution de Carthage que décrit Aristote dans ***Les Politiques*** (ou ***Le Politique)*** ne débouche pas sur une royauté, mais sur une démocratie très équilibrée entre le pouvoir des ***Suffîtes (Shujfétim***), les juges dans la Bible, celui du Sénat (***kabir*** en phénicien et ***gerousia*** en grec) et celui des assemblées du peu pie, ***Am*** en phénicien. Cependant, il est possible que, dans des circonstances graves, notamment après la défaite de Himère (voir plus bas), des tendances en faveur d'une concentration des pouvoirs apparaissent au sein de la classe dirigeante dominée par des familles patriciennes. Désormais et jusqu'aux guerres contre Rome, Carthage va se trouver engagée dans des entreprises rien de moins qu'impériales. Un véritable empire maritime impose sa prééminence en Méditerranée et suscite, jusque chez les Perses, des envies qui finissent par le perdre. Les premières confrontations ont lieu avec les Grecs de Sicile. De -580 à -264, pendant trois siècles, Carthage entre en guerre neuf fois contre ces Grecs, souvent rassemblés par Syracuse, colonie de Corinthe.



Monnaie punique (tétradrachnie) de Syracuse.



Restitution d'une trirème des V-IV siècles av.J.-C.

550 : Guerre conduite par le carthaginois Malchus (Mlk ou Melek) contre les Grecs encouragés par les Perses qui veulent participer au contrôle de la Méditerranée. Malchus mène ensuite campagne contre les Sardes qui contestaient la main mise des Carthaginois sur l'arrière-pays.

- 540 : Des Phocéens s'installent à Alalia, (Alaria) en Corse, en -565. Cet établissement gêne à la fois, les Etrusques, maîtres du commerce dans cette partie de la Méditerranée, et les Carthaginois, leurs alliés établis en Sardaigne. Une alliance carthago-étrusque déloge, en -540, les Phocéens malgré le soutien de leurs concitoyens de Massalia (Marseille).

- 480 : Grave défaite carthaginoise à Himère, au nord de la Sicile. Carthage, qui perd ses possessions siciliennes, se tourne, en Afrique, vers l'intérieur du pays, pour se constituer un territoire ne dépendant pas uniquement de la mer.

- 409 : Revanche carthaginoise avec destruction de Himère et reprise de Sélinonte et Géla, mise à sac d'Acragas (Agrigente) et siège de Syracuse sauvée par Denys que est élu général. Celui-ci abandonne la moitié de la Sicile à Carthage quatre ans plus tard.

- 398 : Denys de Syracuse réalise l'union des cités grecques prend Motye, face à Marsala, et met Carthage en demeure de quitter la Sicile. Le général carthaginois Himilcon se venge en ravageant Zancle (Messine) et met le siège devant Catania. Défait, de nouveau, Himilcon se suicide. L'oligarchie, à Carthage, exige de ses généraux la conclusion de la paix.

Monnaie carthaginoise frappée en Sicile, vers 410 av.J.-C. L'inscription sous le cheval : Carthage, ***l'inscription du palmier :*** armée.

- 383 à - 376 : Nouvelle guerre contre Syracuse et défaite à Cabala. Le général Magon est tué. Son fils, un autre Himilcon, le venge en -376 en battant les Grecs. Denys abandonne le tiers occidental de l'île aux Carthaginois.

Au cours des dix dernières années de sa vie, de -376 à -367, Denys fait une troisième tentative, en vain, pour chasser les Carthaginois.

- 341 : Timoléon, nouveau maître de Syracuse, envoyé par la métropole Corinthe, défait les Carthaginois au Crimisos, cours d'eau près de Ségeste, au sud-est de Trapani.

- 315 : Agathocle, nouveau maître de Syracue, empiète sur les territoires de Carthage qui réagit en assiégeant Syracuse. Cinq ans plus tard, Agathocle débarque en Afrique, au Cap Bon, brûle sa flotte et ravage le pays durant quatre ans.



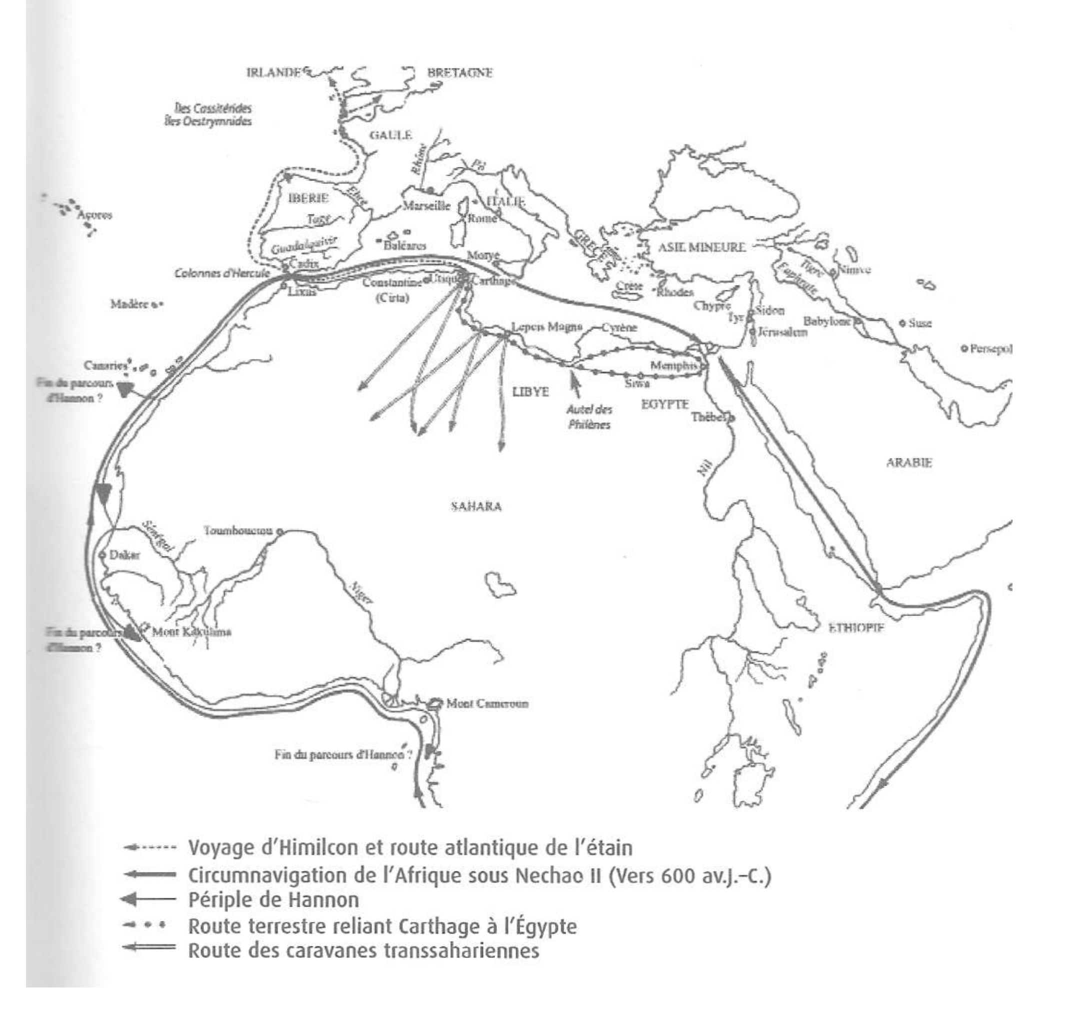
Timoléon, le vainqueur des Carthaginois à la bataille de Crimisos en -341** av.**J.-C.

- 278 : Les Carthaginois bloquent Syracuse qui appelle Pyrrhus. Celui-ci réussit à reprendre les conquêtes carthaginoises de l'Est de l'île, mais à son départ, en -269, Carthage recouvre ses possessions et retourne à la région de Messine. Et, c'est un différend entre les habitants de Messine, divisés entre partisans de Carthage et partisans de Syracuse, qui donne, en -264, l'occasion à Rome d'intervenir et d'engager la première ***guerre*** dite ***punique.***

-540

À LA DÉCOUVERTE DU MONDE NOIR : LE PERIPLE DE HANNON

En -540, après l'affaire d'Alalia, les dirigeants de Carthage, tenant compte de la concurrence en Méditerranée, décident d'étendre leur champ d'action au-delà des colonnes d'Hercule. Ils y sont encouragés par la disparition du royaume de Tarsis (Tarsessos, au sud de l'Espagne) qui aurait maîtrisé les circuits atlantiques. Deux expéditions sont confiées à deux grands capitaines : Hannon et Himilcon. Alors que Hannon va explorer la côte africaine au delà de Mogador, Himilcon remonte le long de la presqu'île ibérique et se dirige vers la Bretagne, les îles britanniques et, même dit-on, jusqu'aux Pays-Bas ! Mais c'est du périple de Hannon que nous avons la trace écrite, conservée dans une traduction grecque. Son périple occupe une place importante dans l'Histoire. C'est la première fois connue que des marins s'engagent, très loin, suivant les côtes occidentales du continent, dans cet Atlantique que les Arabes appelleront, plus tard, *Mer des Ténèbres.* Le périple ne manque pas de soulever des questions qui alimentent la controverse. Avec le souci compréhensible de ne pas donner des indications utiles aux concurrents, le rédacteur punique du compte-rendu, s'est évertué à rendre la vérification difficile. De nombreux savants se sont penchés sur la question. Les sceptiques ont mis



en doute la réalité du périple. Ce qui est certain c'est que les Phéniciens, puis leurs successeurs carthaginois connaissaient la route maritime atlantique jusqu'à leur propre établissement de Mogador. Sont-ils arrivés, comme le texte le laisse entendre jusqu'au golfe de Guinée ? En tout état de cause, l'auteur du compte-rendu décrit des côtes, des caps, des montagnes et un volcan qui ne portent évidemment pas leur nom d'aujourd'hui, mais il s'agit bien des côtes de l'Afrique

Carte des explorations carthaginoises. (D'après Hédi Dridi, Carthage et le monde punique, ***Paris, Les Belles Lettres, 2006).***

occidentale jusqu'à l'embouchure du Niger et le mont Cameroun. Voici le texte, selon la traduction de François Decret :

« Les Carthaginois décidèrent qu'Hannon doublerait les colonnes d'Hercule et fonderait des villes carthaginoises. Il fit voile avec 60 navires à 50 rameurs, emmenant environ 30 000 hommes et femmes, des vivres et tout ce qu'il faut. Après avoir franchi les Colonnes d'Hercule et navigué deux jours au-delà, nous fondâmes une première ville qui reçut le nom de Thymiaterion : elle était entourée d'une grande plaine. Ensuite, nous dirigeant vers l'Occident, nous parvînmes au Soloeis, promontoire libyque couvert d'arbres ; ayant établi là un sanctuaire de Poséidon, nous reprîmes la navigation dans la direction du soleil levant pendant une demi-journée, après laquelle nous arrivâmes à une lagune située non loin de la mer, couverte de roseaux abondants et élevés; des éléphants et d'autres animaux très nombreux y paissaient. Après avoir dépassé cette lagune et navigué pendant une journée, nous fondâmes sur la mer des colonies appelées le Mur Carrien, Gytté, Akra, Melitta et Arambys.

« Etant partis de là, nous arrivâmes au grand fleuve Lixos, qui vient de la Libye. Sur ses rives, des nomades, les Lixites ; faisaient paître des troupeaux. Nous restâmes quelque temps avec ces gens dont nous devînmes les amis. Au-dessus d'eux vivaient les Ethiopiens inhospitaliers habitant une terre pleine de bêtes féroces, traversée de grandes montagnes dont sort, dit-on, le Lixos. On dit aussi qu'autour de ces montagnes vivent des hommes d'un aspect particulier, les Troglodytes ; les Lixites prétendent qu'ils sont plus rapides à la course que des chevaux. Ayant pris des interprètes chez les Lixites, nous longeâmes le désert, dans la direction du midi, pendant deux jours, puis dans la direction du soleil levant pendant un jour. Alors nous trouvâmes, dans l'enfoncement d'un golfe, une petite île, ayant une circonférence de cinq stades;

nous l'appelâmes Cerné et nous y laissâmes des colons. D'après notre voyage, nous jugeâmes qu'elle était située à l'opposite de Carthage, car il fallait naviguer autant pour aller de Carthage aux Colonnes que pour aller des Colonnes à Cerné.

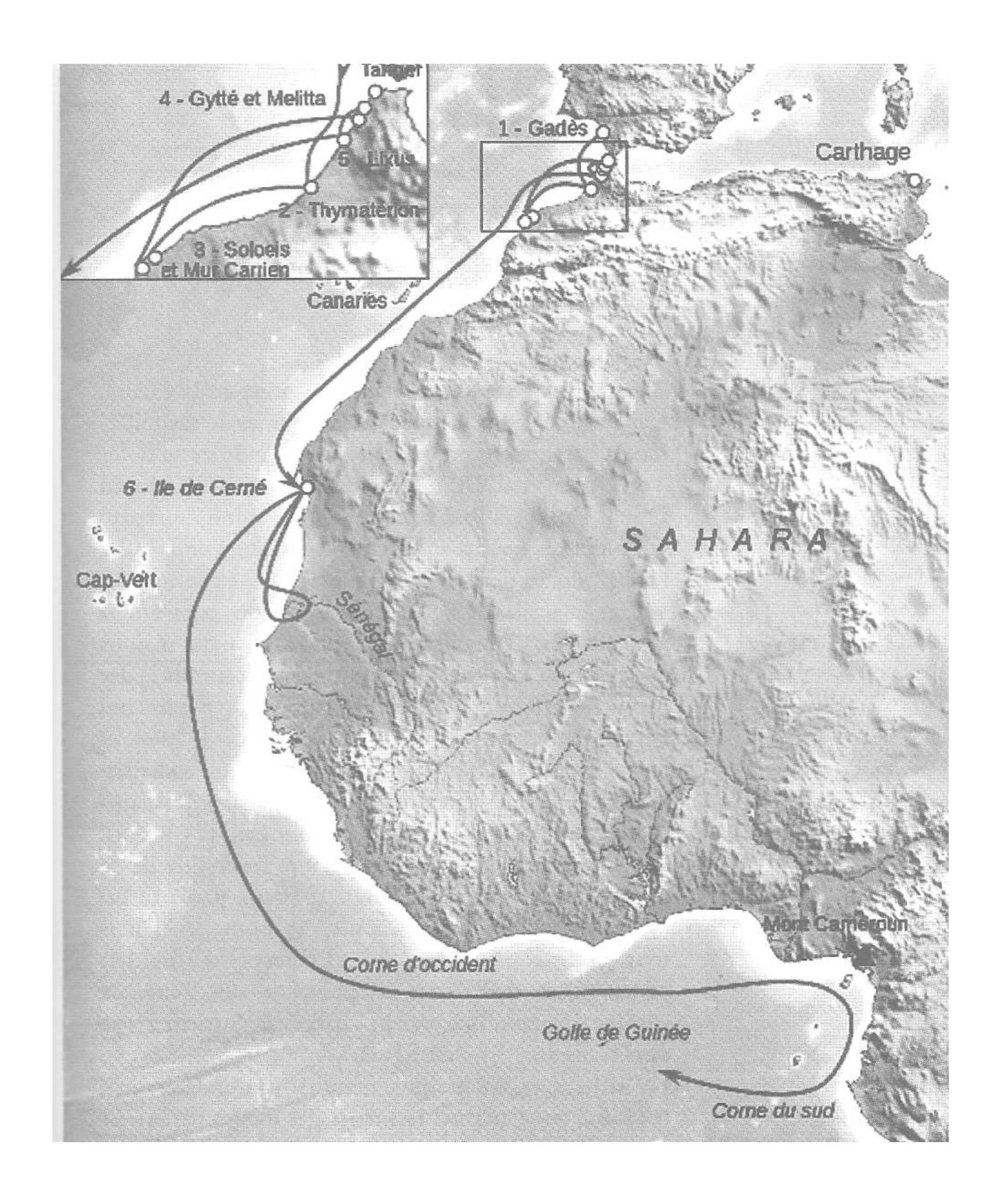
« De là, passant par un grand fleuve, le Chrétès, nous arrivâmes à un lac qui renfermait trois îles plus grandes que Cerné. Partant de ces îles, nous fîmes un jour de navigation et arrivâmes au fond d'un lac que dominaient de très grandes montagnes pleines d'hommes sauvages, vêtus de peaux de bêtes, qui, nous lançant des pierres, nous empêchèrent de débarquer. De là, nous entrâmes dans un autre fleuve, grand et large, rempli de crocodiles et d'hippopotames. Puis nous rebroussâmes chemin et retournâmes à Cerné.

Première page du périple d'Hannon du codex grec (398) de la Bibliothèque Palatine de Heidelberg.

« Nous naviguâmes de là vers le midi, pendant douze jours, en longeant la côte tout entière occupée par des Ethiopiens qui fuyaient à notre approche. Ils parlaient une langue incompréhensible, même pour les Lixites qui étaient avec nous. Le dernier jour nous abordâmes à des montagnes élevées couvertes d'arbres dont les bois étaient odoriférants et de diverses couleurs. Ayant contourné ces montagnes pendant deux jours, nous arrivâmes dans un golfe immense, de l'autre côté duquel il y avait une plaine; là, nous vîmes la nuit des feux s'élevant de tous côtés par intervalles avec plus ou moins d'intensité. Après avoir fait provision d'eau, nous continuâmes notre navigation le long de la terre

pendant cinq jours, au bout desquels nous arrivâmes à un grand golfe que les interprètes nous dirent s'appeler la Corne d'Occident. Dans ce golfe se trouvait une grande île et, dans l'île, une lagune qui renfermait une autre île. Y étant descendus, nous ne vîmes, le jour, qu'une forêt; mais la nuit beaucoup de feux nous apparurent et nous entendîmes des sons de flûtes, un vacarme de cymbales et de tambourins et un très grand bruit. La peur nous prit et les devins nous ordonnèrent de quitter l'île.

« Nous partîmes donc en hâte de ce lieu et nous longeâmes une contrée embrasée pleine de parfums; des ruisseaux de flammes en sortaient et venaient se jeter dans la mer. La terre était inaccessible à cause de la chaleur. Saisis de crainte, nous nous éloignâmes rapidement. Pendant quatre journées de navigation, nous vîmes, la nuit, la terre couverte de flammes; au milieu était un feu élevé, plus grand que les autres et qui paraissait toucher les astres. Mais, de jour, on reconnaissait que c'était une très grande montagne, appelée Char des Dieux. A partir de là, nous longeâmes, pendant trois jours, des flammes et nous arrivâmes au golfe nommé la Corne du Sud. Dans l'enfoncement était une île, semblable à la première, contenant un lac, à l'intérieur duquel il y avait une autre île pleine d'hommes sauvages. Les femmes étaient de beaucoup plus nombreuses. Elles avaient le corps velu et les interprètes les appelaient Gorilles. Nous poursuivîmes des mâles, sans pouvoir en prendre aucun, car ils étaient bons grimpeurs et se défendaient. Mais nous nous emparâmes de trois femmes. Mordant et égratignant ceux qui les entraînaient, elles ne voulaient pas les suivre. Nous les tuâmes et nous enlevâmes leur peau, que nous apportâmes à Carthage. Car nous ne naviguâmes pas plus avant, faute de vivres. »



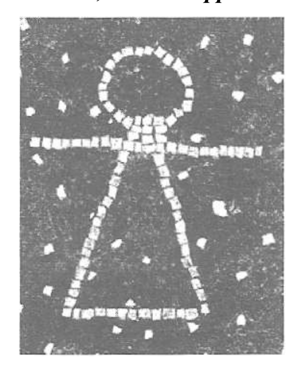
Carte des explorations carthaginoises. D.R.

480

UN PAYS POUR CARTHAGE

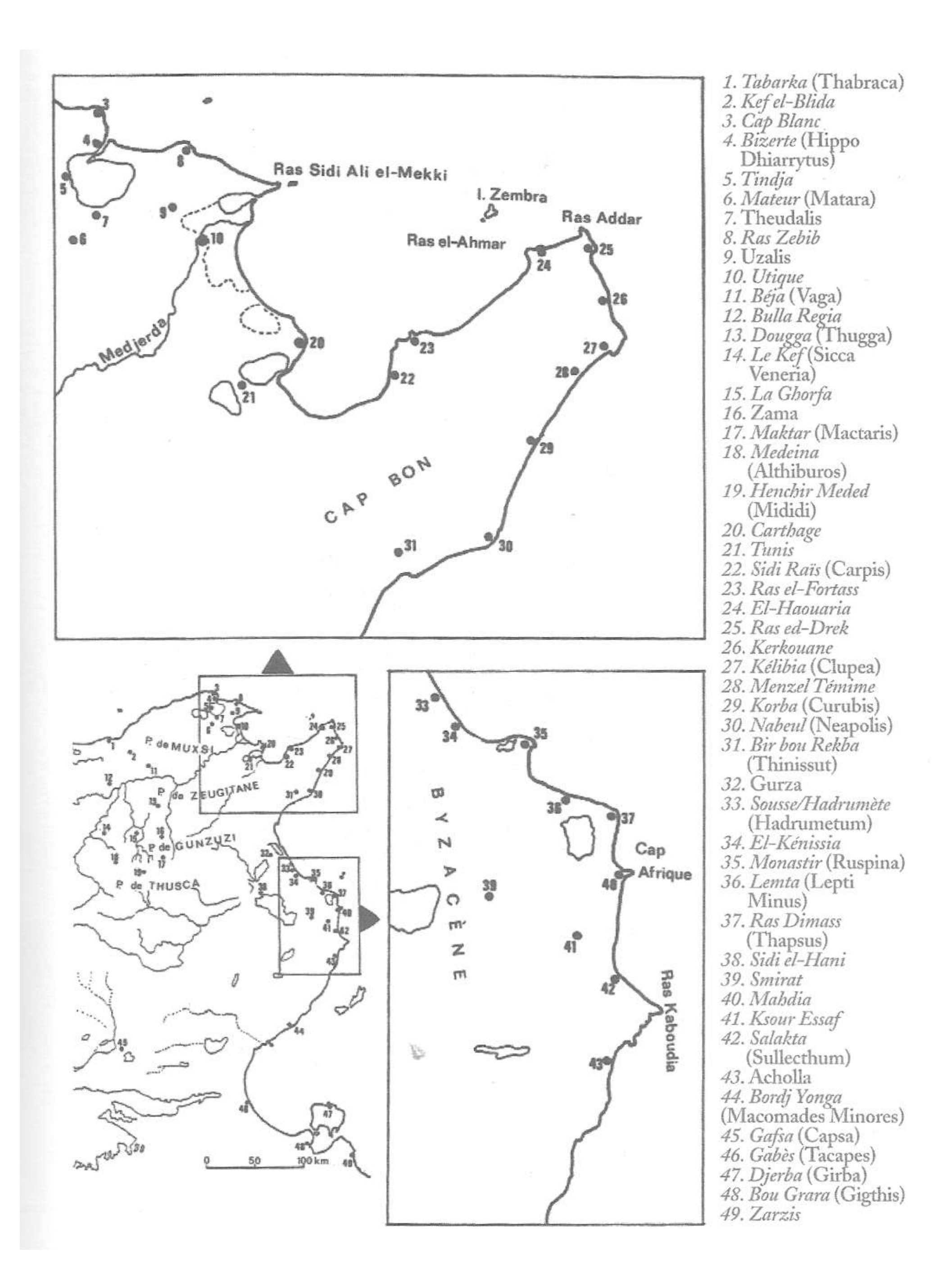
Carte des sites puniques correspondant aux limites territoriales actuelles de la Tunisie.
(D'après le Dictionnaire de la civilisation phénicienne et punique, ***Brepols, 1992).***

Mosaïque au sol représentant Tanit, le signe le plus répandu sur les stèles puniques, apparu à Carthage au V' siècle av.J.-C., sur des cippes.



Après la défaite de Himère (au nord de la Sicile), Carthage se trouve coupée de ses sources de ravitaillement, notamment en céréales. Elle décide de se doter d'un espace vital. L'évolution de la situation au Moyen Orient l'avait obligée à prendre la direction du réseau de comptoirs tyriens en Occident, la défaite de Himère l'oblige alors à devenir la capitale d'un pays continental, avec ce que cela implique d'intégration des populations autochtones, d'organisation administrative des régions et de défense de l'ensemble contre, en l'occurrence, des menaces continentales. Elle conquiert un territoire qui s'étend de Bône ou de Tabarca à Tébessa, à l'Ouest, et jusqu'au golfe de Syrte, à l'Est. Ce territoire constitue la base de ce qui sera, plus tard, ***YAfrica*** des Romains et ***Ylfriqiya*** des Arabes. Nous ne connaissons pas dans le détail les étapes de cette extension. Il est difficile de croire qu'elle s'est faite d'un seul coup, parce qu'on constate que l'intégration n'est pas homogène dans tout cet espace. Les régions de l'Ouest et du Sud ont certainement donné des difficultés à des généraux comme Hannon qui étaient chargés de « pacifier » le pays conquis.

Carthage va, néanmoins, marquer profondément ce territoire de sa culture. Les mariages mixtes paraissent avoir été fréquents, et de nombreux princes berbères portent des noms typiquement puniques. Saint Augustin témoignera, beaucoup plus tard au cinquième siècle, que la population qu'il a connue se



-480 : Un pays pour Carthage

Le jeune homme de Byrsa. Une reconstitution dermoplastique, très proche du réel, d'après le squelette d'un jeune homme carthaginois, du VI av.J.-C., âgé de 19 à 24 ans et mesurant 170 cm. Exposition au Musée de Carthage, octobre 2010 - mars 2011.



considérait ***canâanéenne,*** c'est-àdire du pays de ***Canâan*** (Syrie-Liban-Palestine, aujourd'hui) et parle punique, une langue sémitique. Le métissage a, sans doute, facilité l'intégration. Carthage, dès sa fondation, semble avoir eu un penchant pour les liens intercommunautaires. Les premiers immigrants n'ont-ils pas pris, en route pour l'Afrique, des Chypriotes pour épouses ? D'autres mariages mixtes ont été conclus, au cours des générations suivantes avec les autochtones. Nous

savons, par exemple, que la famille Barca, d'Amilcar et de Hannibal, avait du sang berbère dans les veines. Elle n était sans doute pas une exception.

Toutefois, l'extension du domaine carthaginois a exigé bien des efforts. Au début, il s'est agi d'une conquête militaire qui a été, semble-t-il, très difficile. Ensuite, il s'est agi de maintenir l'ordre et d'exploiter le sol et le sous-sol. Des révoltes ont eu lieu. L'aide apportée par la population aux Mercenaires, après la première guerre contre Rome, en témoignera plus tard. Il y eut, également, des assauts de nomades aux frontières du territoire. Mais on est conduit à constater que la politique sociale pratiquée par Carthage a abouti à la naissance de ce que les historiens de l'Antiquité appellent la population ***libyco-punique.*** L'intégration est si vraie qu'il est difficile de dire si les habitants de Kirkouan, de Dougga ou, plus tard, l'empereur romain Septime Sévère originaire de Leptis magna, étaient des Puniques ou des Berbères. Quand le nom Africa sera adopté, plus tard, on les appellera plus couramment ***Africains*** et les Arabes diront ***Afarica*** (pl. de ***Ifriqi),*** pour les distinguer des Numides voisins.



Monnaie punique frappée à Carthage (-241/-221).



Vue aérienne du site punique de Kerkouane. Apparu au VI[e] siècle av.J.-C., ce village est l'un des rares sites puniques qui n'a pas connu d'occupation ultérieure au III[e] siècle av.J.-C. Au premier plan, les remparts extérieurs et la large rue qui les sépare de l'enceinte intérieure. Les fouilles ont révélé que le modèle de la porte occidentale est issu d'une vielle disposition syro-palestinienne. Dans la nécropole apparaissent des noms de Libyques, qui se sont, sans doute, adaptés aux modes de vie puniques.

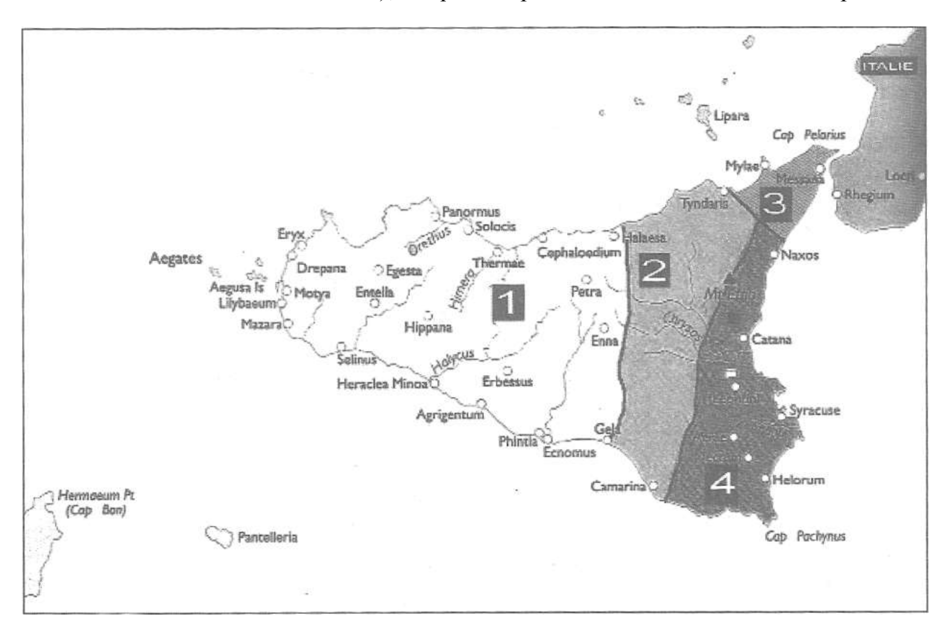
-264

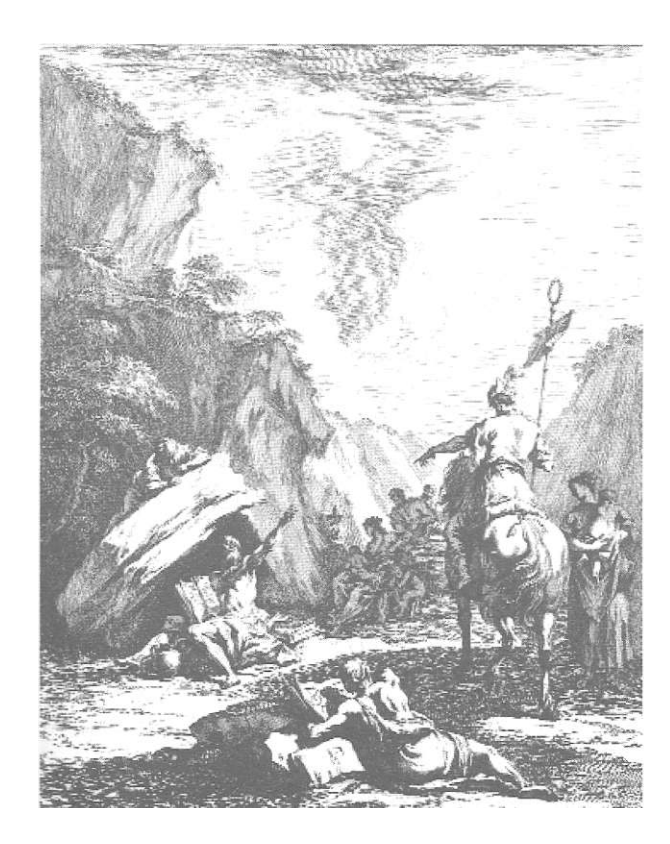
PREMIERE GUERRE CONTRE ROME : LA GUERRE DE SICILE

Avec la guerre de Sicile commencent ce que les historiens européens, appellent ***les guerres puniques.*** C'est au terme de ce premier conflit que Carthage perd définitivement la Sicile, alors que jusqu'en -278 ses relations avec Rome étaient celles d'une alliée.

Des mercenaires de Campanie (région de Naples), se faisant appeler les Mamertins (enfants du dieu Mars), et qui ont pris Messine à la suite de la prise de

Carte de la Sicile où la part de Carthage (carré 1) était dotninante à la veille de la « Première Guerre Punique ». D.R.





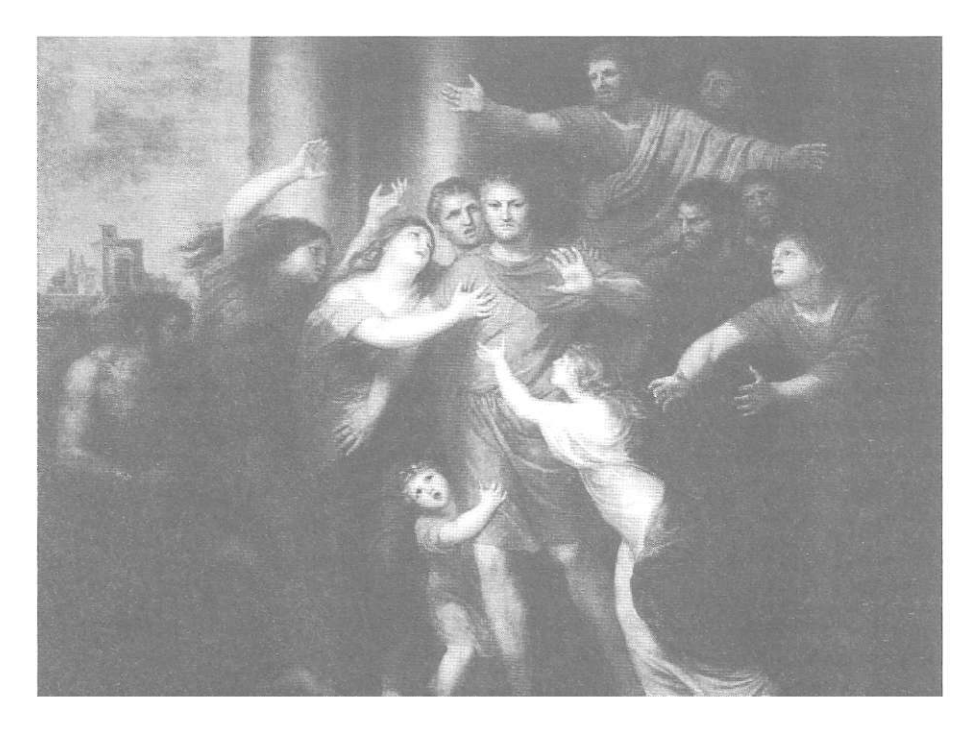
A cheval, Hiéron II, roi de Syracuse ; assis, le savant Archimède. Gravure de J. Goupy d'après Sebastiano Ricci, (vers 1700).

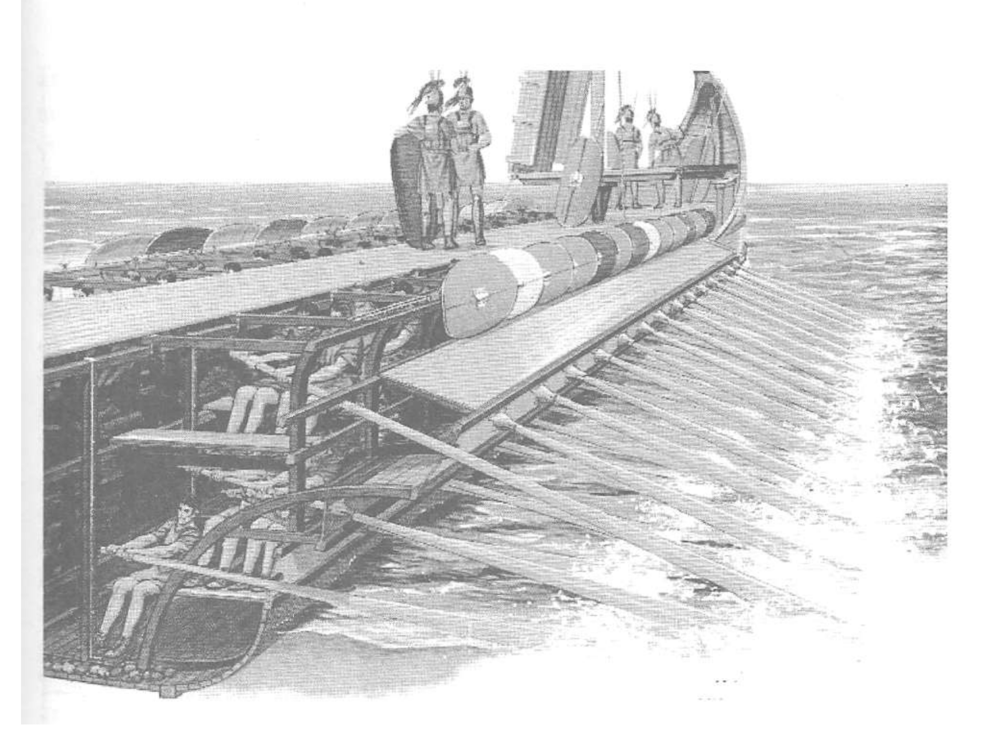
Rhégion, ont été attaqués par Hiéron II de Syracuse qui a mis le siège devant la ville, espérant chasser ces « barbares » et devenir maître de tout l'Est sicilien. Les Mamertins, à la recherche d'un soutien sérieux contre Syracuse, se divisent en deux clans : les uns appellent Rome au secours et les autres, Carthage. Un général carthaginois s'installe dans la citadelle, mais le parti favorable aux Romains l'en chasse. Carthage, considérant que ce général a abandonné la place par sottise ou lâcheté, le crucifie. Les Romains traversent le détroit et font échouer le siège mis par Syracuse. Carthage met sur pied une nouvelle armée. La guerre s'engage dans une grande confusion. Les Syracusains changent de position, l'année suivante en considérant qu'une

alliance avec Rome est de nature à les aider pour chasser les Carthaginois de Sicile. La guerre pour Messine se transforme en guerre pour la maîtrise de l'île. Carthage la perdra, mais Syracuse y perdra, aussi, son indépendance. Sous la direction du clan des Claudii, Rome montre que sa voracité ne s'arrête pas à la botte italienne.

La guerre dure vingt-trois ans et use plusieurs généraux, amiraux et consuls : pas moins de huit généraux carthaginois dont les principaux sont Hannon, Asdrubal, Carthalon, Hannibal le Rhodien, Amilcar Barca et un autre Hannon. Rome qui profite de cette guerre pour se doter d'une marine, est obligée de construire à quatre reprises une flotte, perdant par trois fois des bateaux dans des désastres maritimes ou des défaites. Un consul, Marcus Attilius Regulus, qui

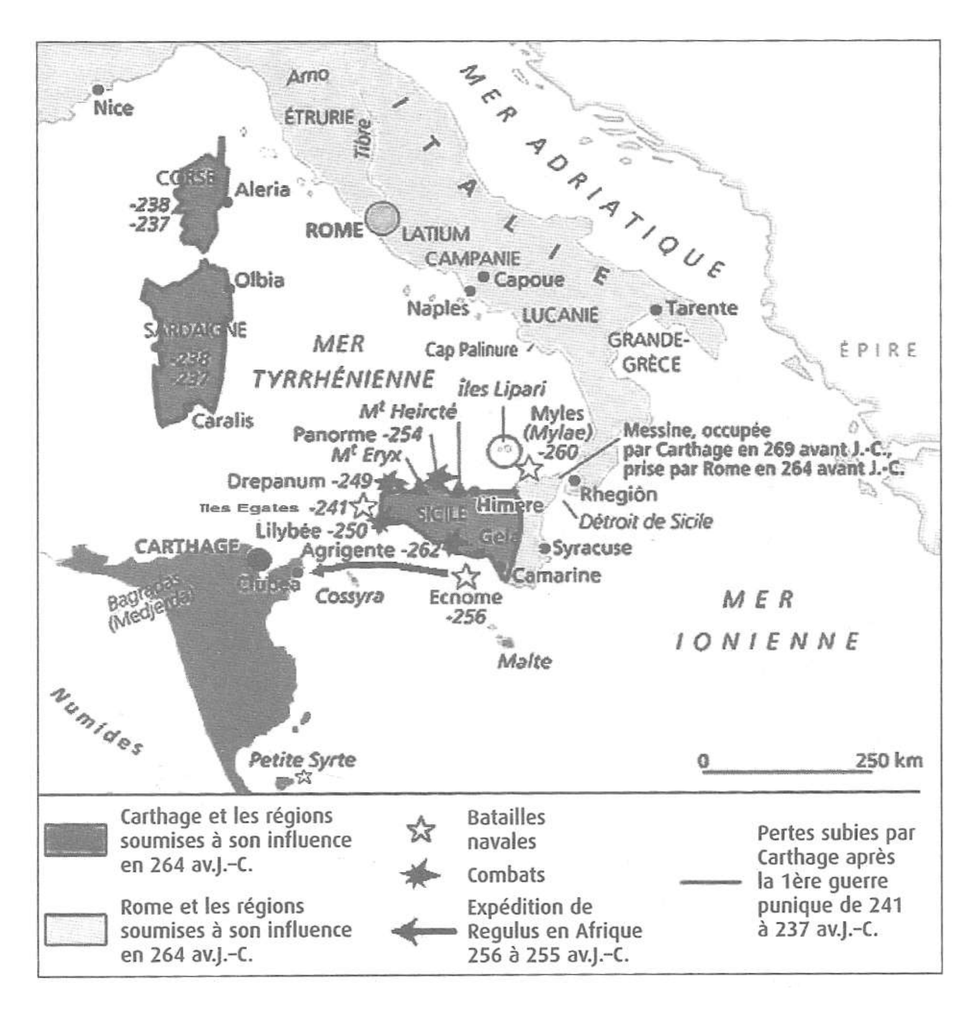
Les Romains exhortent le consul Marais Attilius Regulus de ne pas retourner à Carthage. Huile sur toile de Cornelis Cels, 1791. Musée** de* ***l'Ermitage, Saint-Pétersbourg.





croit rééditer l'exploit d'Agathocle en débarquant au cap Bon et en prenant Tunis, en -256, perd la bataille et est fait prisonnier. Les Romains sont obligés d'envoyer en Afrique, une flotte de 350 bateaux pour rapatrier l'armée de Regulus. Mais, 274 embarcations font naufrage à Camarine, au sud de la Sicile, en -255. Deux ans après, Rome renouvelle l'expédition d'Afrique en débarquant ses soldats à Jerba (appelée aussi Brachéon, Méninx et île des Lotophages). Mais la flotte échappe difficilement aux hauts fonds et subit une nouvelle tempête désastreuse au retour vers la Sicile. Les Romains sont plus heureux sur terre. Ils occupent plusieurs villes siciliennes et le combat se concentre, à partir de -254, autour des établissements de l'Ouest : Palerme, Trapani, Marsala, Sélinonte... Quand Amilcar Barca est nommé à la tête de l'armée carthaginoise de Sicile, en -247 (année de naissance de son fils Hannibal), il commence par attaquer l'armée romaine sur ses arrières

Vaisseau de guerre, restitution d'une quinquérème romaine (vaisseau à cinq rangs de rameurs et trois rangs de rames). Cette première confrontation à l'armée carthaginoise va permettre à Rome de développer pour la première fois une flotte de guer re. Les romains s'inspirèrent alors, sans doute, du modèle de la quinquérème carthagi-



Carte des Batailles engagées lors de la Première Guerre Punique et des pertes territoriales subies par Carthage.

au Bruttium (la Calabre) débarque près de Palerme et s'installe sur le mont Heirectè (aujourd'hui Monte Castellaccio), au milieu des ennemis, d'où il va harceler les Romains durant quatre années. En -241, Rome prend Trapani et la flotte envoyée par Carthage pour dégager la ville est défaite aux îles Egates avec 50 bateaux coulés et 70 capturés. Carthage décide de conclure la paix et charge Amilcar d'en négocier les termes. Celui-ci qui n'a jamais été battu durant quatre

ans, conclut un traité acceptant que Carthage évacue la Sicile, mais sans déposer les armes et après un échange de prisonniers. Amilcar conduit ses troupes en bon ordre à Lilybée (Marsala) et les confie au commandant de la place Giscon et rentre, chez lui, très probablement, dans le Sahel tunisien. Mais Rome, au moment de la ratification du traité par le Sénat, aggrave les clauses par l'exigence de l'évacuation des îles Lipari et met à profit les difficultés de Carthage avec ses mercenaires pour s'emparer définitivement de la Sardaigne.



Amilcar et son fils Hannibal âgé de neuf ans. Gravure d'après Henry Singleton, 1802.

La connaissance de cet épisode de la fin de la première guerre contre Rome est indispensable pour la compréhension de la suite. On a beaucoup glosé sur la haine de Rome dans la famille d'Amilcar qui aurait fait jurer à son fils, Hannibal, de n'être jamais l'ami des Romains. Amilcar na pas été battu par les Romains. C'est cette position qui lui a permis de négocier un traité honorable. S'il évacue la Sicile, c'est sur ordre de son gouvernement et le Sénat carthaginois. Mais ce qu'il ne pardonne pas à Rome, c'est de manquer à sa parole et d'ajouter des clauses au traité déjà conclu. Il considérera cela comme une perfidie inpardonnable.

-241

LA GUERRE DES MERCENAIRES



Salammbô, lithographie d'Alfons Mucha, 1896. British Muséum, Londres.

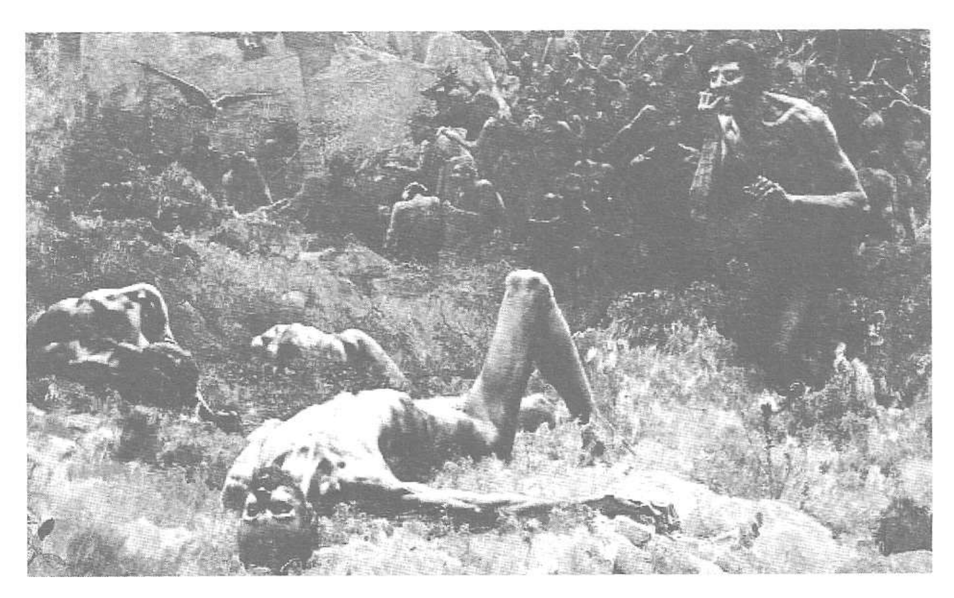
Rendue célèbre par le roman français de Gustave Flaubert ***Salammbô***, la guerre des Mercenaires ou la guerre d'Afrique, représente un épisode dramatique de la vie de Carthage à la fin de la première guerre contre Rome. Exsangue, ayant perdu ses points d'appui de Sicile et des îles alentour, son commerce étant perturbé et manquant de liquidités car la fin des hostilités eut lieu hors de la saison de rentrée de l'argent, Carthage éprouve une réelle difficulté pour payer ses propres mercenaires revenus en -241, malgré les précautions prises par le général Giscon (Ger-Sakun) de ne les envoyer en Afrique que par groupes. L'armée de Sicile comptait dans ses rangs, d'après l'historien Polybe, des Ibères et des Baléares, des Gaulois et des Ligures, des transfuges de l'armée romaine grecs et italiotes et une majorité d'Africains. Le Sénat carthaginois commence par vouloir les faire patienter. Mais le comportement des soldats en ville devient vite insupportable pour les citadins. Les dirigeants prennent, alors, une décision qui va avoir des conséquences très graves : ils décident de les éloigner à Sicca (Le Kef) en attendant de pouvoir leur payer le



Les Mercenaires de Carthage. Huile sur toile de Gustave Sureau, Salon de 1884.

reliquat des soldes. Les Mercenaires considèrent cette décision comme un acte de méfiance et d'hostilité à leur égard, eux qui s'étaient donné corps et âmes pour Carthage et qui n'avaient qu'une seule envie : rentrer chez eux dans leur foyer les mains pleines. Plus le temps passe à Sicca, plus leurs ambitions enflent et plus les surenchères s'élèvent parmi eux. Carthage commet une seconde erreur en chargeant le général Hannon, commandant militaire du territoire et ne connaissant pas l'armée de Sicile, d'aller obtenir d'eux une réduction du reliquat des soldes. Ils se révoltent et exigent le paiement immédiat de la totalité de ce qu'ils considèrent comme leur dû. Ils prennent la direction de Carthage et campent à Tunis. S'engage, alors, et pour trois ans et quatre mois, une guerre atroce qui va laisser Carthage encore plus affaiblie.

La guerre connaît plusieurs développements. Elle va révéler des personnalités très fortes dans chaque camp.



Le Défilé de la hache. Huile sur toile de Paul Buffet, 1894. Musée des Beaux Arts, Nantes.

Des chefs d'envergure vont vite prendre le commandement chez les Mercenaires. L'histoire nous a gardé les noms de certains d'entre eux : Mathô le Berbère, Spendius le Campanien, transfuge de l'armée romaine et Autarite le Gaulois. Du côté carthaginois, on relève les noms de Hannon le grand, conquérant de Tébessa, mais rentré bredouille du Kef, Giscon le dernier commandant en Sicile et que Carthage envoie tardivement à Tunis, Amilcar rappelé à la tête d'une nouvelle armée, en parallèle avec celle de Hannon, Narr'Havas le chef berbère, grand admirateur dAmilcar et qui, pour cette raison, se met entièrement au service de son idole avec ses cavaliers.

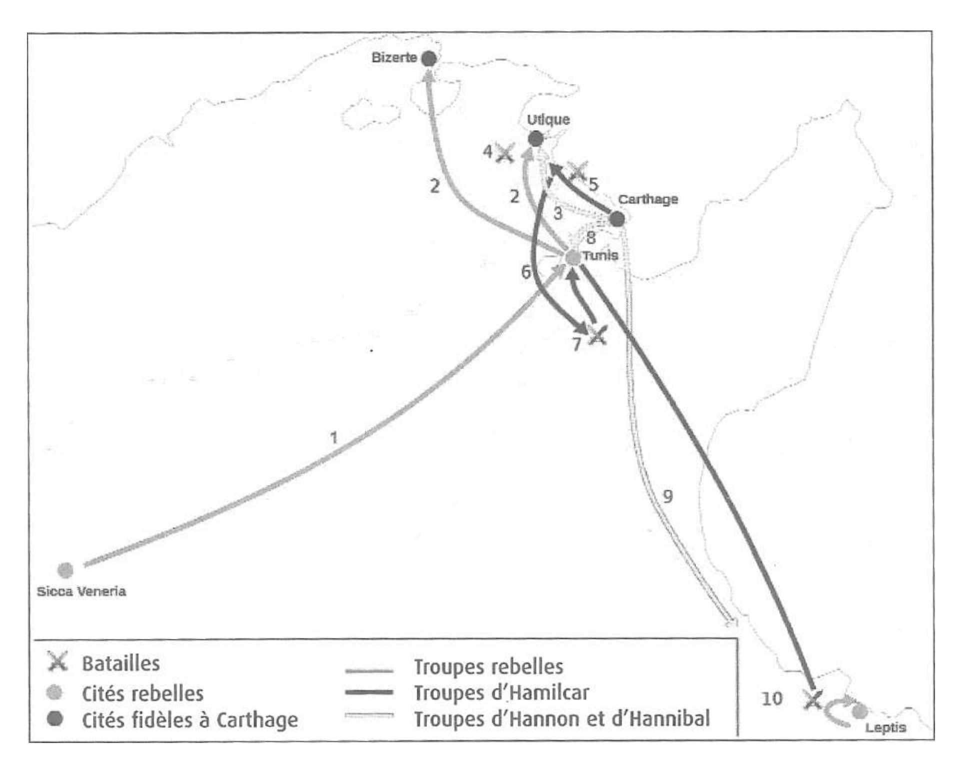
Il y avait déjà au départ une majorité d'Africains dans les rangs des Mercenaires. Or, quand Mathô envoie de Tunis des émissaires à travers le pays pour appeler la population à la révolte, il reçoit un renfort de soixante-dix mille hommes et des dons d'argent et de bijoux de femmes qui lui assurent une trésorerie bien confortable ! Il ne s'agit plus d'une rébellion de Mercenaires, mais bien d'une insurrection générale des Africains rejetant

l'administration des Carthaginois et la politique répressive de généraux comme Hannon. Les Africains connaissent leur pays et savent où il faut aller. Ils commencent par mettre le siège devant Utique et devant Hippo-Zaryte (Bizerte). Pour mieux comprendre les événements, il faut se rappeler que la topographie du nord de la Tunisie n'est pas celle d'aujourd'hui. Ainsi ce que nous appelons Sebkha de l'Ariana était un plan d'eau ouvert sur la mer, bordé de hauts fonds ; le lac de Ghar-el-Melh communiquait également avec la mer et la cité d'Utique était un port ; la vaste plaine s'étendant aujourd'hui des collines du Jebel Nahli à Kalâat-el-Andalous, était un marais ou un lac peu profond. Pour sortir de Carthage, il fallait passer par l'isthme de la Soukra, et pour accéder au Nord, il fallait franchir le Macar, ancien nom de la Mejerda, par un pont que les insurgés ont occupé sous le commandement de Spendius.

Hannon accourt pour dégager Utique, gagne la bataille et s'installe imprudemment dans la ville avant de s'y retrouver assiégé par un retour des insurgés réfugiés sur les collines environnantes. Carthage envoie Amilcar avec soixante-dix éléphants. Il fait lever le siège d'Utique. Il se laisse piéger, à son tour, dans la plaine où il est encerclé. C'est là qu'entre en scène le Berbère Narr'Havas qui lui apporte son aide. Amilcar écrase l'armée rebelle. Les Mercenaires supplicient Giscon, leur ancien commandant détenu depuis son déplacement à Tunis. Et, comble de malheur pour Carthage, se déclenche en

Jebel Er-Ressas.





Carte des batailles engagées lors de la Guerre des Mercenaires (suivant les données de Polybe). D.R.

Sardaigne, une révolte d'autres mercenaires qui tuent leur chef Bostar et ses officiers carthaginois. La Sardaigne est virtuellement perdue.

Après l'épisode d'Utique, la mésentente est consommée entre Hannon et Amilcar. Carthage rappelle Hannon et envoie un Hannibal comme commandant en second. Hippo-Zaryte et Utique font défection et leur population rallie les révoltés. Mathô et Spendius mettent le siège devant Carthage coupée de toutes ses sources de ravitaillement. Elle appelle Syracuse à son secours. L'ennemie d'hier l'aide par la voie maritime. Amilcar défait les rebelles, les poursuit et les écrase sous les pieds des éléphants dans un défilé que Gustave Flaubert a rendu célèbre, dans son roman, sous le nom de « Défilé de la Hache ». Son emplacement serait du côté de Jebel Er-Ressas. Autarite, Spendius et un chef

berbère nommé Zarzas sont faits prisonniers et mis à mort. Reste Mâtho et ses troupes.

Fin politique, Amilcar, avec son second Hannibal, se déplace partout pour pacifier le pays et pour renouer le contact entre Carthage et la population autochtone, aidé en cela par le berbère Narr' Havas. Il renvoie chez eux les prisonniers qui acceptent de ne pas prendre les armes. Mais Mathô s'est replié sur Tunis. Hannibal est fait prisonnier par Mathô et mis à mort. Amilcar resserre le siège. Carthage envoie une délégation de sénateurs pour réconcilier Hannon et Amilcar, et leur faire terminer chacun de leur côté, cette guerre qui traîne. Tunis est libérée et Mathô est pourchassé jusqu'au Sahel par Amilcar. Il est fait prisonnier et supplicié, probablement du côté de Lemta.

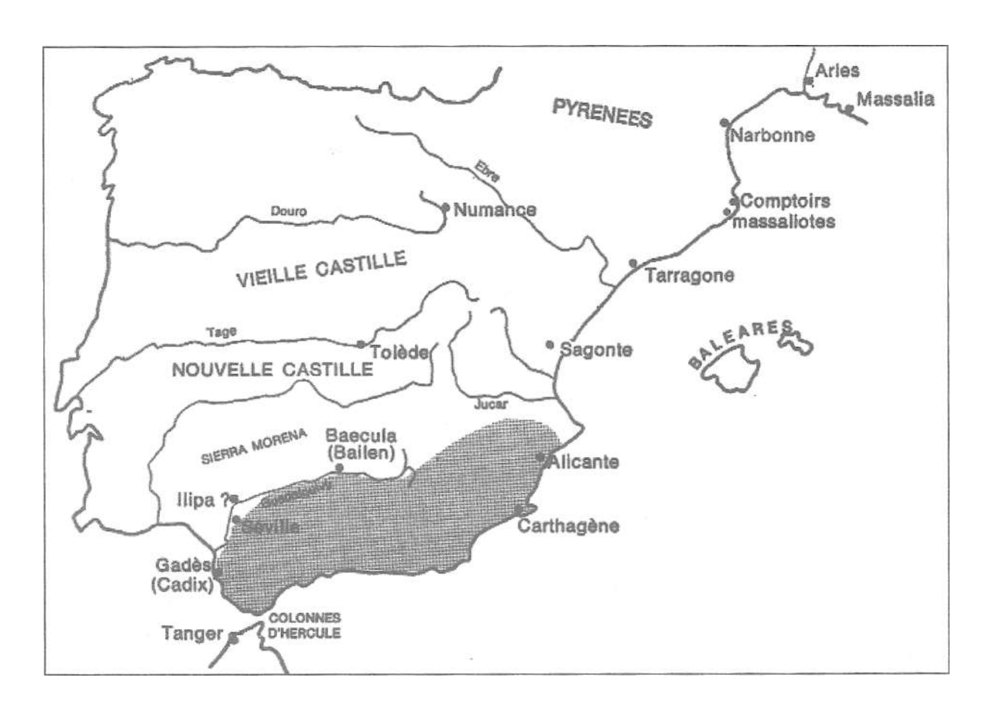
Cette guerre est une catastrophe pour le pays, pour sa population et pour ses dirigeants. Appelée dans l'Histoire « la guerre des Mercenaires », les épisodes que l'on vient de rappeler la font plutôt ressembler à une guerre civile, mettant face à face, un pouvoir central et une grande partie des habitants. Elle a mis en évidence les erreurs de gestion du territoire *amazigh* par l'aristocratie punique. D'ailleurs Polybe l'appelle « la guerre d'Afrique ». Elle laisse Carthage encore plus affaiblie qu'à la fin de la guerre de Sicile. La population n'acceptait pas que le territoire soit une simple source de revenus pour Carthage et que ses habitants soient écrasés par les impôts. Que Bizerte et Utique la vieille rallient les insurgés est significatif, mais, d'un autre côté, le ralliement d'un chef berbère comme Narr'Havas, indique qu'il y avait d'autres voies à suivre. On peut supputer ce qu'a pu être le différend entre Hannon, partisan d'une politique de force, et Amilcar, partisan d'une politique d'entente avec les populations autochtones. Mais si le clan de Hannon triomphe au Sénat de Carthage, ce que laisse supposer l'exigence d'entente entre les deux généraux, que faire d'Amilcar et de son armée, une fois la guerre terminée ?

-238

UN DOMINION EN IBERIE POUR AMILCAR

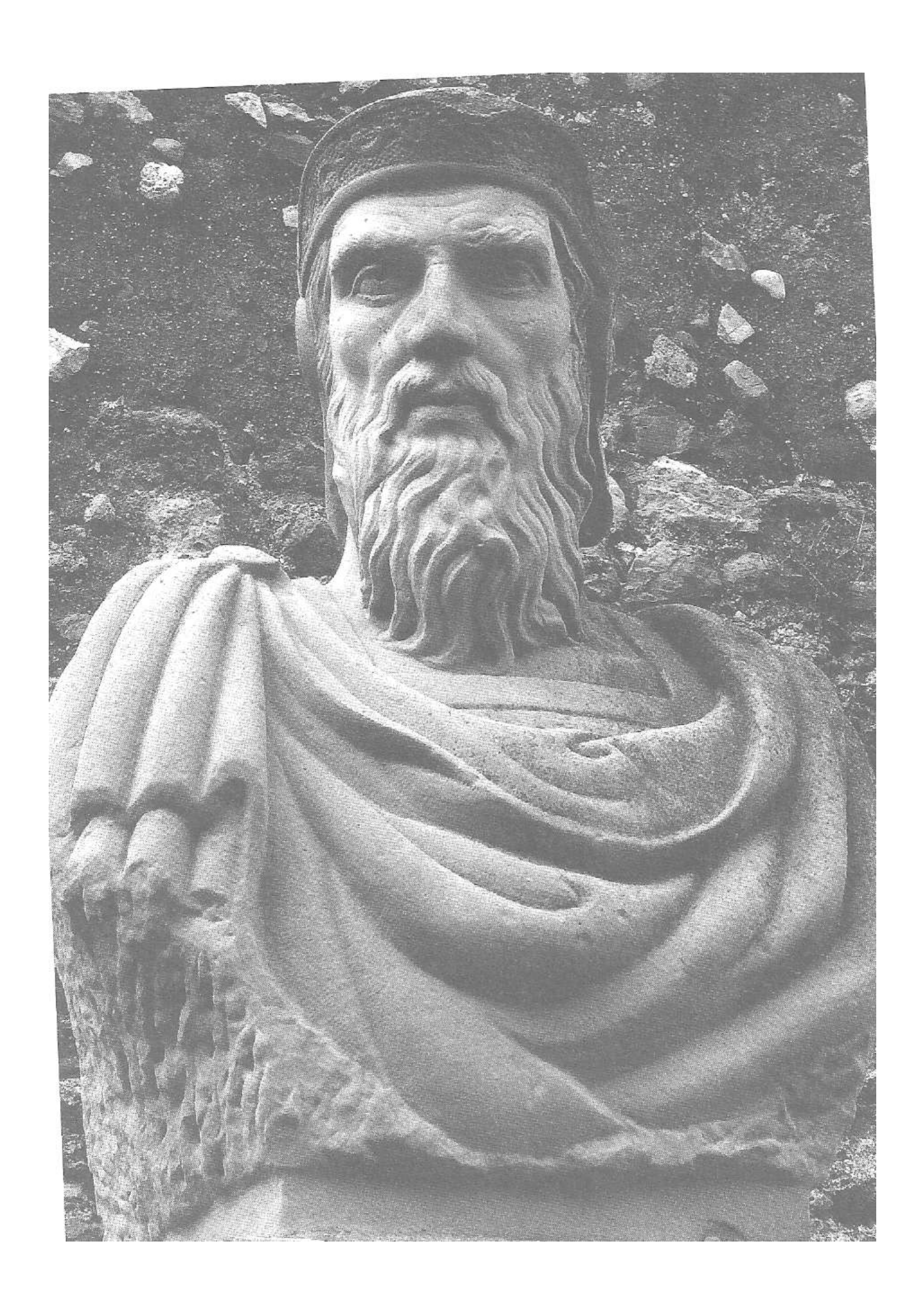
Carte des possessions barcides (en grisé) dans la péninsule ibérique, (d'après Serge Lancel)

Peu d'informations sont disponibles sur ce qui s'est passé à Carthage immédiatement après la fin de la guerre d'Afrique. On en est réduit aux déductions à partir de ce que disent les historiens grecs et latins. Amilcar, invaincu en Sicile a des raisons d'en vouloir à son gouvernement et surtout à Rome. Ayant négocié





Monnaie punique frappée en Espagne représentant, vraisemblablement, Amilcar figuré en Héraclès ou Melqart (Dieux, fondateurs de cités). Au revers un éléphant et son cornac. British Museum, Londres.



un traité honorable avec les Romains avant de rentrer chez lui, il ne peut accepter que les Romains aggravent, unilatéralement, la situation en dépouillant Carthage de toutes les îles et, en outre, de profiter de la situation créée par la révolte des Mercenaires de Sardaigne pour s'emparer de cette grande île. Carthage tente de reprendre en main la situation en envoyant sur place une armée. Mais Rome déclare que ces préparatifs sont destinés à reprendre les hostilités contre elle et menace d'entrer en guerre contre Carthage. Celle-ci s'engage dans des négociations qui la conduisent, pour consolider la paix, à payer un tribut supplémentaire à Rome et à renoncer à l'envoi d'une armée en Sardaigne. Rome en profite, en -238, sous le consulat de Tiberius Sempronius Gracchus pour s'emparer de cette île qui, depuis cette date, fait partie de l'Italie. On devine que c'en est trop pour le patriote ardent qu'est Amilcar qui part pour l'Espagne l'année suivante. Que s'est-il alors passé ? Qui du Sénat carthaginois, du clan Hannon, ou du parti d'Amilcar a l'idée d'envoyer le général populaire en Ibérie ? Sans doute, Carthage a-t-elle déjà établi, depuis bien longtemps, des comptoirs et des colonies, à l'est et au sud de la presqu'île ibérique, à partir des Baléares et jusqu'à Cadix, la vieille destination phénicienne. Mais cette fois-ci, il s'agit de la conquête d'un pays qui pourrait compenser la perte de la Sicile et de la Sardaigne.

Les préparatifs sont rapides. La décision a, peut-être, été prise avant la phase finale de la guerre des Mercenaires. Peut-être, aussi, que la peur de laisser désœuvrée une armée qui vient de sauver Carthage a-t-elle précipité la décision. En tout cas, on ne peut que constater qu'il s'est passé très peu de temps entre le retour de la paix à la fin de l'année -238 et le départ d'Amilcar vers l'Ibérie, en -237. Il y est accompagné de son gendre, Asdrubal, et de son fils, Hannibal, alors âgé de neuf ans. Clin d'œil malin du hasard : Massinissa, le prince ***amazigh massyle*** qui jouera un

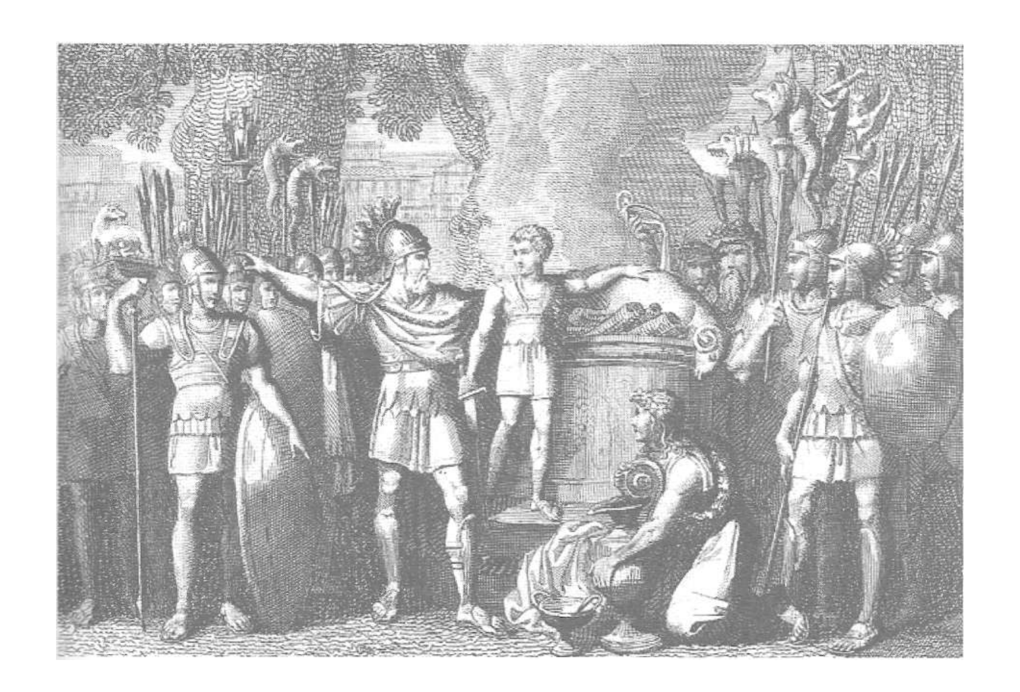
Monument dédié** à* ***Asdrubal à Carthagène en Espagne.

rôle essentiel dans la bataille de Zama, en -202, vient de naître.

Quel est l'effectif de cette armée ? Quelle route a-t-elle prise pour se rendre en Ibérie ? On voit mal Carthage qui a été contrainte par Rome d'abandonner la Sardaigne y faire faire escale à son armée en route vers les Baléares. Amilcar et son état-major ont-ils suivi la côte africaine alors que le courant marin va dans le sens Ouest-Est près des côtes ? Ont-ils emporté suffisamment d'argent pour recruter en Ibérie une armée ? Nous n'en savons rien. En revanche, ce que nous savons c'est que, durant près de neuf ans, de -237 à sa mort en -228, Amilcar conquiert au combat, ou gagne par des négociations, un domaine important pour sa patrie. Carthage disposait déjà, en Espagne, de Cadix, sur la côte atlantique, de Malaga, au sud, et des escales importantes sur la côte orientale, face aux Baléares. Désormais, elle conquiert un arrière-pays dont le sous-sol est riche en métaux qui vont lui permettre de payer les indemnités de guerre et recouvrer sa richesse. On pense que ce domaine couvre l'Andalousie, la Manche et le Levante. Mais conquérir ne signifie pas faire taire toutes les oppositions. Comme on le verra par la suite, les populations ibères et celtibères donneront du fil à retordre à Amilcar et à ses successeurs.

En -228, Amilcar, attiré par un chef ibère avec qui il croyait négocier et allant à sa rencontre sans grande escorte, se retrouve pris dans un guet-apens. Il décide de se replier en traversant le Jucar en crue pour rejoindre sa troupe restée sur l'autre rive et se noie sous les yeux de ses soldats. Son gendre Asdrubal se rend sur place et l'armée le proclame général. Carthage ratifie la décision.

Amilcar avait pratiqué un mélange de diplomatie et de combats. Asdrubal va opter essentiellement pour la diplomatie. En sept ans, il multiplie les initiatives. Il consolide le domaine conquis. Il multiplie les alliances avec les chefs ibères et épouse la fille de l'un d'entre



Amilcar et son jeune fils Hannibal, lors d'un sacrifice. Gravure de Rafaelle Perschini d'après Bartolomeo Pinelli, illustrant une édition de l'ouvrage de Charles Rollin, /'Histoire ancienne des Egyptiens, des Carthaginois..., ***Paris, 1730-1738.***

eux. Il crée une nouvelle ville, Carthagène sur la côte orientale, entre l'Andalousie et la Catalogne, au débouché d'un pays minier riche, et en fait le siège de son gouvernement. Il règne en vice-roi autonome, frappe sa propre monnaie, reçoit des ambassades et fait accepter par Rome l'état de fait mais, consent que les Carthaginois ne dépassent pas l'Ebre. Tout parait lui réussir lorsqu'un soldat gaulois de son armée le tue, chez lui, pour des raisons obscures, en -221.

Hannibal, fils d'Amilcar Barca, étant dans l'armée depuis l'âge de quatorze ans et s'y étant illustré, est élu par les soldats successeur d'Asdrubal.

-218

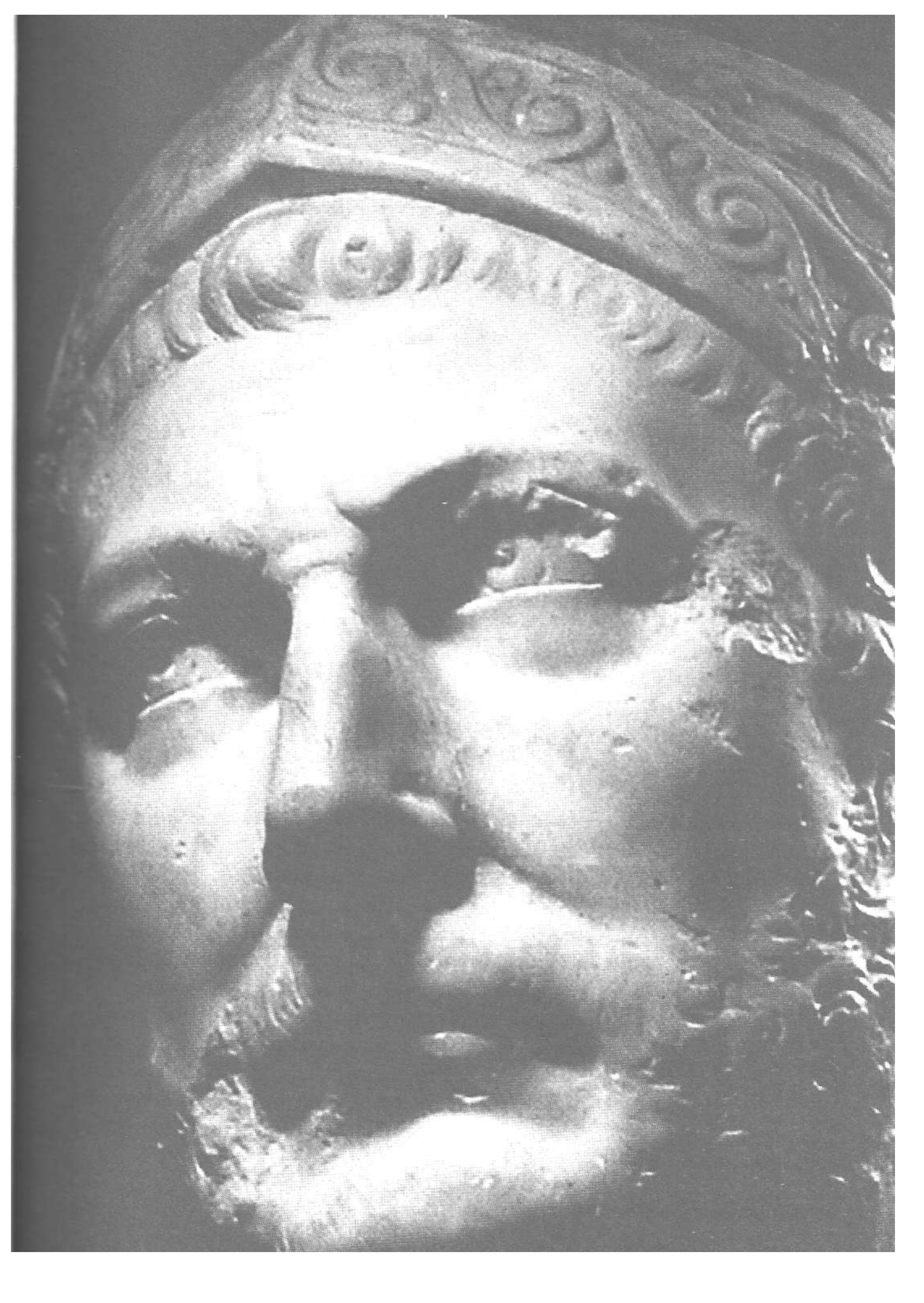
LA GUERRE DE HANNIBAL : FRONTS D'ITALIE, D'ESPAGNE, D'AFRIQUE !



Monnaie punique émise en Espagne. ***Portrait*** *présumé d'Hannibal. 237-218 av.J.-C. Museu National d'Art de Catalunya, Cabinet numismatique, Barcelone.*

Page droite : Buste présumé d'Hannibal, trouvé à Capoue, II siècle av.J.-C., détail. Musée Archéologique National, Naples.

Hannibal est né en -247, avant le départ de son père pour la guerre de Sicile. Amilcar le retrouve six ans plus tard. A l'âge de neuf ans, il part vers l'Espagne avec son père qui lui fait donner une éducation privilégiée avec deux précepteurs grecs. A quatorze ans, soit vers -233, il est incorporé dans l'armée où il se fait rapidement la réputation de vivre comme un soldat ordinaire : se couchant par terre, s'habillant simplement, mangeant avec la troupe et se battant comme n'importe qui. La seule distinction qu'il paraît avoir recherchée, c'est son cheval blanc. Parlant punique en famille, il a appris avec ses précepteurs le grec, l'histoire d'Alexandre le grand et probablement l'histoire des peuples de l'Orient avec lequel tant Alexandre que les Phéniciens ont été en contact. Sa fréquentation des soldats de la troupe lui a permis d'apprendre d'autres langues. La légende a retenu qu'il était polyglotte. Quand son père meurt, il est âgé de dix-neuf ans et il est sous les ordres de son beau-frère, Asdrubal. Il est un jeune officier discipliné et, quand Asdrubal est tué, en -221, le voilà proclamé, à vingt-six ans, chef de l'armée d'Espagne. Carthage ratifie la décision des troupes, non sans qu'on ait entendu quelques grognements au Sénat sur cette ***monarchie des Barcides.***





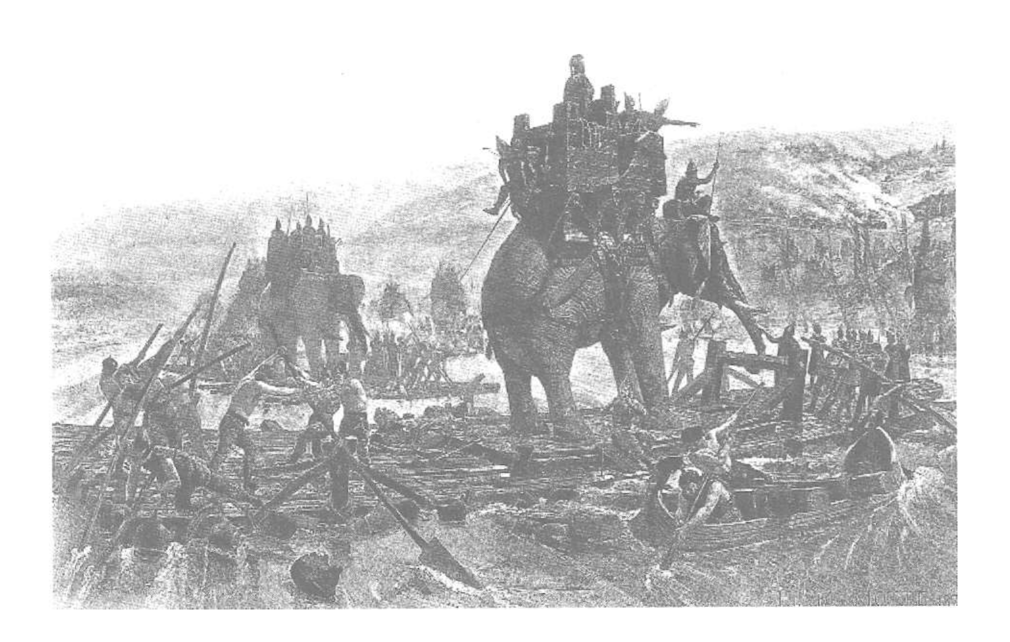
Hannibal traversant le Tage. Majolique d'Urbino (Italie), v. 1550. Hannibal écrase ses adversaires dès que ceux-ci franchissent le fleuve. Sa victoire est considérée comme la première manifestation de son génie militaire. British Museum, Londres.

Comment la situation évolue-t-elle, en quatre années, jusqu'à la proclamation de la guerre entre Carthage et Rome en -218 ? C'est une question qui a donné lieu à des controverses passionnées, selon que l'on adopte le point de vue romain, ou que l'on cherche à démêler les fils d'une histoire obscurcie du fait que nous ne disposons que des sources des vainqueurs. Des historiens, et non des moindres, ont soutenu que, Amilcar ayant fait jurer à son fils, à l'âge de neuf ans, avant de quitter Carthage pour l'Espagne, de ne «***jamais être l'ami des Romains*** », le fils ne pouvait que manifester le désir de déclarer la guerre, dès lors qu'il est devenu le maître



d'une armée s'appuyant sur un domaine riche. Cette thèse suppose qu'il est seul en mesure de décider de la paix et de la guerre. C'est oublier le poids du Sénat de Carthage dans les pourparlers avec les envoyés de Rome avant la déclaration de guerre faite par les sénateurs romains en pleine séance du Sénat carthaginois qui les recevait. C'est tenir pour négligeable le fait que Carthage comptait assez sur les revenus de l'Espagne pour se permettre de laisser son gouverneur agir à sa guise. C'est transfigurer l'affaire de la cité de Sagonte, le ***casus belli***, pour la faire concorder avec les doléances romaines.

Hanniba1 renvoie le butin de Sagonte à Carthage. Majolique d'Urbino (Italie), v. 1550. British Museum, Londres.



Les éléphants d'Hannibal traversent le Rhône. Gravure d'Henri-Paul Motte, 1878.

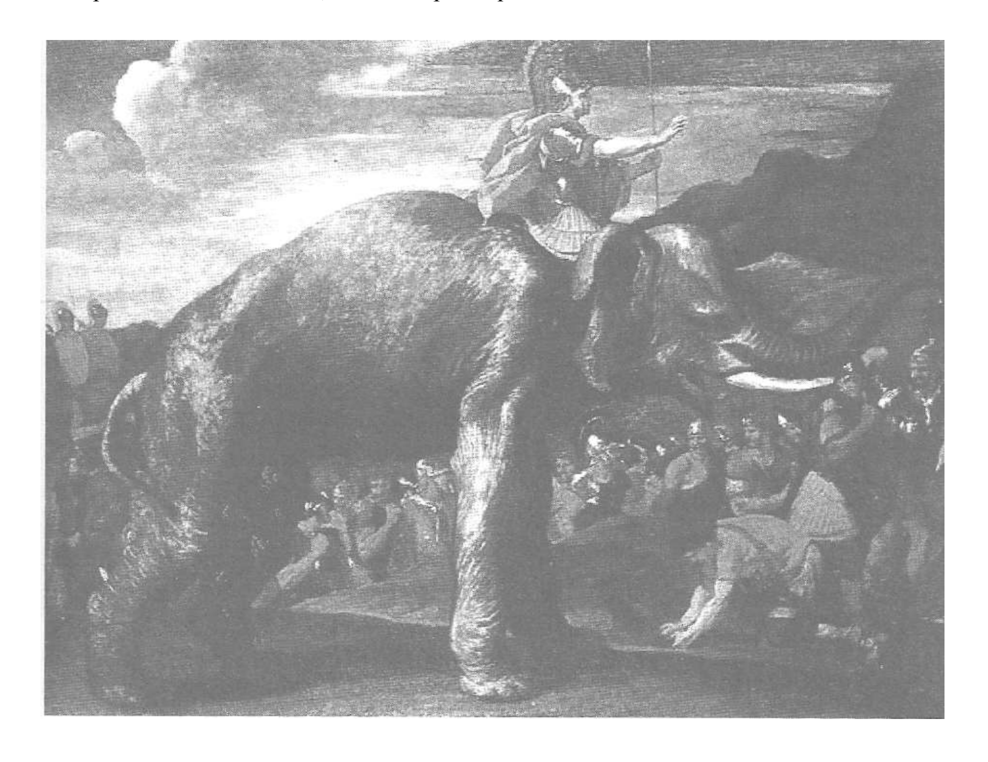
Hannibal semble, en prenant son commandement, vouloir poursuivre l'œuvre de son père et de son beau-frère, agrandir le domaine carthaginois dans la presqu'île ibérique et se rapprocher des populations autochtones. Il épouse une princesse d'Orisse de Castello, dans la Tarraconaise d'aujourd'hui. Il en a un fils. Il envahit le pays des Olcades (en Nouvelle Castille orientale), en -221, puis, l'année suivante, il avance vers le cours moyen du Douro en Vieille Castille, dans le pays des Vaccéens et prend Salamanque et Arbocala. Un soulèvement des Carpétins de la région de Tolède l'oblige à se replier au sud du Tage où il écrase ses adversaires dès que ceux-ci franchissent le fleuve. Cette victoire est considérée par les historiens comme la première manifestation de son génie militaire. C'est alors qu'intervient l'affaire de Sagonte.

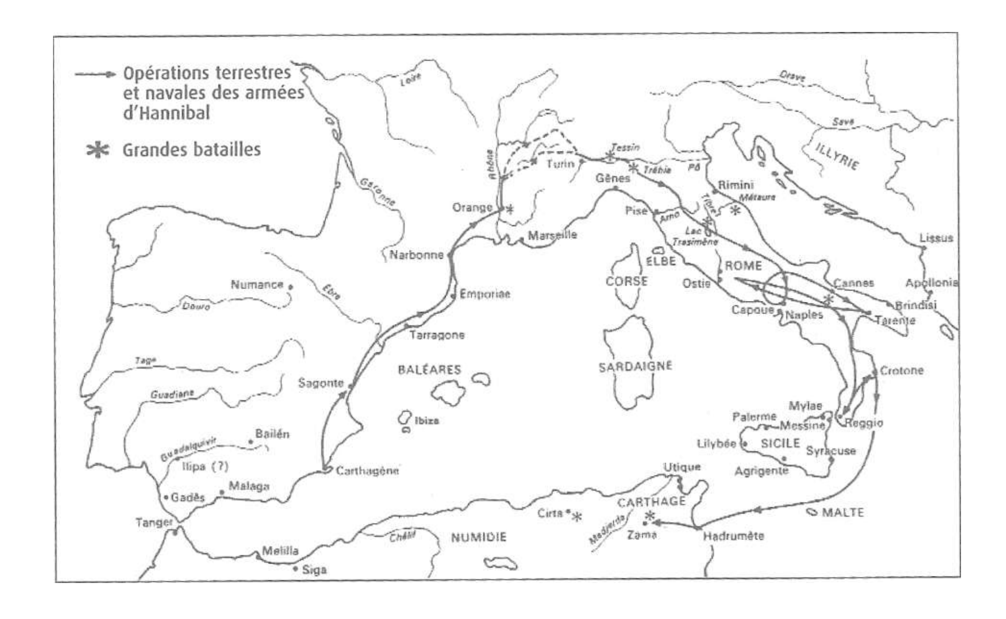
Sagonte est une ville au sud de l'Ebre, mais au nord du Jucar, sur la côte orientale ibérique. Elle est protégée par Rome en qualité ***d'amie des Romains*** qui est une

qualification diplomatique en dessous de celle d'alliée. Or les tribus avoisinantes avaient signé des accords de protection avec les Carthaginois. Sagonte les agresse, tente de les soumettre et en fait des prisonniers. Les Carthaginois sont appelés au secours. Hannibal met le siège devant Sagonte. Rome proteste auprès de Carthage. Le siège dure neuf mois et se termine par un massacre.

Les Romains considèrent que les Carthaginois ont violé l'accord conclu avec Asdrubal, ce que conteste Carthage : Sagonte est située au sud de l'Ebre que les Carthaginois se sont engagés à ne pas franchir. L'Ebre, mentionné dans l'accord, selon certains historiens, était-il le Jucar ? Les calculs de distance auxquels s'est livré l'historien grec Polybe qui s'y est rendu, au siècle suivant, prouvent bien qu'il n'y avait pas d'erreur sur l'emplacement du fleuve, d'autant plus qu'au moment

Hannibal traverse les Alpes. Peinture de Nicolas Poussin, v. 1625. The Frick Collection, New York.



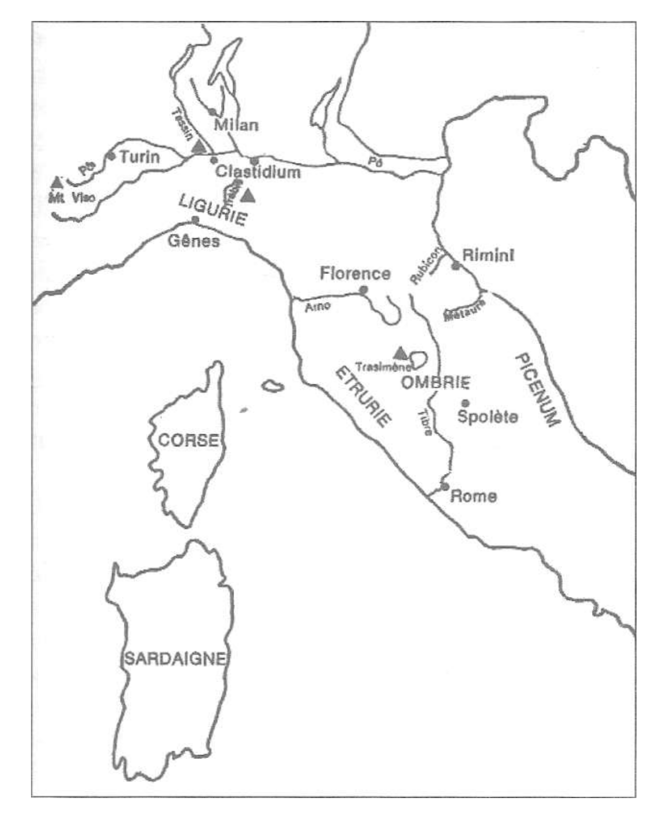


De Carthagène à Zama. Opérations terrestres et navales d'Hannibal durant la Deuxième Guerre Punique, (d'après François Decret, Carthage ou l'empire de la mer, ***Paris, Seuil, 1977).***

de la signature de l'accord avec Asdrubal, Sagonte n'était pas encore « l'amie » de Rome. S'il y a donc une raison de réagir de la part des Romains, ce serait parce que Sagonte a un lien d'amitié récent avec eux et non parce que les Carthaginois ont franchi l'Ebre. Or ceux-ci étaient dans l'obligation d'intervenir en application de l'accord de protection conclu avec les voisins de Sagonte. Bref, un litige local que l'on pouvait résoudre par un arbitrage équitable. En fait, Hannibal en agrandissant le domaine carthaginois s'approche de l'Ebre, c'est-à-dire d'une zone où la concurrence avec les autres « amis » de Rome, les Massaliens (de Marseille) est grande. Il ne saurait souffrir la présence d'un « abcès de fixation » dans cette Sagonte qui se prévaut d'une protection la rendant intouchable. Rome, de son côté, voit bien que l'énergie des Barcides risque de soumettre la totalité de la presqu'île ibérique. Ayant éliminé les Carthaginois des îles du centre de la Méditerranée, Rome, aiguillonnée par les Phocéens de Massala, jette un regard intéressé vers les côtes septentrionales. Elle

considère l'avance carthaginoise en Espagne dangereuse et les partisans de la guerre au sein du Sénat la poussent à intervenir. Le discours des sénateurs envoyés à Carthage et dont nous avons le compte-rendu chez Tite-Live ne laisse pas de doute sur ce sujet. Ils déclarent la guerre ! Carthage l'accepte dans un grand tumulte.

Hannibal sort ses troupes, au printemps de -218, de leurs quartiers d'hiver et se met en route en quittant Carthagène après avoir confié le gouvernement de l'Espagne à son frère Asdrubal et assuré la défense de Carthage en faisant passer des contingents ibères en Afrique, et en les remplaçant dans l'armée laissée sous le commandement d'Asdrubal par des contingents africains. C'est une marche légendaire qui commence



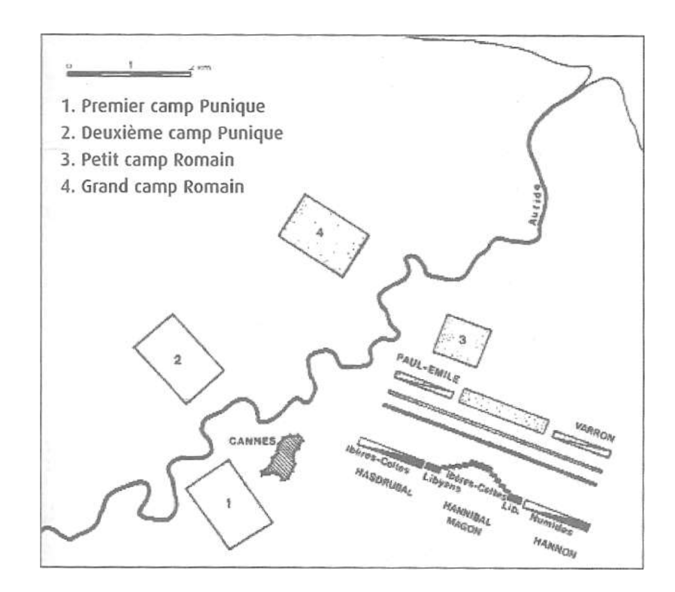
Du Tessin à Trasimène, les triangles indiquent les batailles remportées par Hannibal au Tessin, à la Trébie et au Lac Trasimène. (d'après Serge Lancel).

avec une armée de cent mille hommes environ. Il s'agit, d'abord, de franchir les Pyrénées. Les premières difficultés apparaissent qui obligent Hannibal à livrer des batailles, à réduire ses effectifs en libérant dix mille hommes autorisés à rentrer chez eux et à changer de chemin. Il laisse les bagages lourds et le matériel de siège sous la garde d'un de ses lieutenants, Hannon, avec près de vingt mille hommes. Il négocie le passage de son armée avec les populations du sud de la Gaule et arrive au bord du Rhône, au mois d'août, à la tête d'une armée évaluée, approximativement, à cinquante mille hommes. La thèse la plus généralement acceptée c'est qu'il remonte, en suivant le fleuve, vers le Nord, jusqu'à l'Isère et prend, alors, la route des Alpes au milieu d'énormes difficultés et de retards accumulés. Quand il arrive, enfin, aux sommets, la saison est bien avancée, probablement vers la fin du mois d'octobre. En descendant dans la plaine de Turin, son armée est réduite à la moitié de ce qu'elle était au bord du Rhône. C'est lui-même qui fit graver les effectifs sur du bronze, au cap Lacinon, en Calabre, en -205 : 12000 fantassins africains, 8000 Ibères, 6000 cavaliers, des Baléares (frondeurs) et quatre éléphants. C'est cet exploit qui a frappé l'imagination de générations d'hommes politiques, de chefs militaires et d'historiens. On ne compte pas les livres écrits sur le franchissement des Alpes et surtout sur les chemins empruntés. Chaque année, encore aujourd'hui, paraît un livre essayant d'apporter quelque nouvel élément.

Commence, alors, la guerre que va mener Hannibal, en Italie, en trois grandes étapes. La première voit la traversée de la plaine du Pô par l'armée réorganisée de Hannibal, avec des victoires contre les Taurini, dans la région de Turin, et contre les Romains, aux bords du Tessin et de la Trébie, dans le Milanais, suivies de la descente vers Bologne, puis vers la Toscane. L'étape suivante est celle qui a le plus marqué les esprits par les victoires de Trasimène (juin -217) et de Cannes (août

-216). La troisième est une guerre de harcèlements réciproques dans la partie méridionale de la botte italienne jusqu'au retour en Afrique en -203.

Mais pendant que se déroule la guerre en Italie, une autre guerre se développe en Espagne. Sagonte vaincue, Rome avait décidé d'aller frapper les Carthaginois dans leur dominion. Le consul Publius Cornélius Scipion en est chargé. Il lève une armée et prend la direction de l'Espagne au moment où Hannibal prend la route pour l'Italie. Les deux armées ont failli se rencontrer sur les bords du Rhône. Le consul romain, comprenant que l'armée de Hannibal se dirige vers l'Italie, confie, à la fin du mois d'août -218, le commandement de ses deux légions à son frère Cnaeus, et revient à Rome pour lever une autre armée et défendre son pays. C'est cette armée, doublée par celle du consul de 1'année suivante, qui fait face à Hannibal au Tessin et à laTrébie. Or l'armée commandée par le frère Cnaeus Cornélius Scipion, débarque au nord de l'Espagne, à Emporia, et remporte des victoires significatives contre les Carthaginois, commandés par Hannon. Elle



La Bataille de Cannes, remportée par Hannibal en août -216. (d'après W.Huss, Geschichte der Karthager, ***Munich, 1985).***

Hannibal comptant les anneaux des chevaliers romains tombés à la bataille de Cannes (216 av.J.-C.). Sculpture en marbre de Sébastien Slodtz, 1704. Musée du Louvre.

s'empare des bagages lourds laissés par Hannibal, en Catalogne. Puis, au cours de l'hiver (-218/-217), c'est la marine romaine et les Marseillais qui infligent une défaite sévère aux Carthaginois, dans l'embouchure de l'Ebre. Les Romains grâce aux Marseillais deviennent maîtres de cette partie de la côte. La Catalogne échappe, ainsi, aux Puniques et Cnaeus Scipion installe ses quartiers à Tarragone, dans une région qu'il a ralliée à Rome. La perte du nord de l'Espagne est un grave revers pour Carthage et pour Hannibal. C'est à partir de cette base que les Romains vont commencer à grignoter le domaine carthaginois. On verra le frère de Hannibal, Asdrubal, obligé, huit ans plus tard, de passer, probablement, par le pays basque, pour amener, sur ordre de Carthage, son armée en Italie.

Deux guerres se déroulent donc sur deux territoires éloignés l'un de l'autre. La politique de Carthage est peu claire. S'est-elle, après la victoire de Hannibal à Cannes, désintéressée de la guerre ? A-t-elle sous l'influence du clan des Hannon considéré l'affaire comme une entreprise exclusivement Barcide ? Comment expliquer, pourtant, que lorsque Hannibal, qui ne peut marcher sur Rome avec les effectifs qui lui restent, envoie son frère Magon demander à Carthage des renforts, le Sénat carthaginois les lui refuse et renvoie Magon en Espagne ? Le frère de Hannibal, Asdrubal se fait battre par les



Le consul Publius Cornélius Scipion, dit l'Africain. Gravure de P. Pondus, 1638. Bibliothèque nationale du Portugal, Lisbonne.

frères Scipion (Publius ayant rejoint son frère Cnaeus après la fin de son consulat), lorsque la nouvelle est répandue dans le camp carthaginois qu'il a reçu l'ordre de se rendre, avec son armée, en Italie, ce qui provoque une débandade dans ses rangs. Il envoie, à ce propos, de vives protestations au Sénat de Carthage. Il y a là une chronologie qui n'est pas précisée : le renvoi de Magon en Espagne a-t-il eu lieu avant ou après le revers subi par Asdrubal ? Il semble bien, en tout cas, qu'à partir de -216 les frères Barca ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes et sur leurs partisans, probablement, minoritaires au Sénat. En -215 une flotte envoyée par Carthage pour reprendre pied en

Retour de Magon Barca, frère d'Hannibal, à Carthage annonçant au Sénat la nouvelle de la victoire à Cannes, demandant des renforts pour Hannibal et présentant les anneaux d'or pris aux chevaliers romains morts durant la bataille. Miniature médiévale illustrant un passage de /Histoire romaine *de Tite-Live, Livre XXIII.*



Sardaigne échoue. Peut-être est-ce là que réside l'explication de l'attitude de Carthage : elle serait plus intéressée par la récupération de la Sardaigne, voire de la Sicile, que par l'aide à apporter à Hannibal pour parfaire son emprise sur l'Italie. La même année Hannibal conclut une alliance avec Philippe de Macédoine. Il tient sous son contrôle le sud de l'Italie, avec, d'un côté, Capoue et, de l'autre, les Pouilles, les Abruzzes, et bientôt Tarente. Quatre mille cavaliers

numides et quarante éléphants débarquent, l'année suivante, à Locres, sur la côte orientale de la Calabre, sous le commandement de Bomilcar, neveu de Hannibal. En -214, c'est Syracuse qui rejette l'alliance de Rome. Un revirement que Hannibal a encouragé directement par l'intermédiaire de ses deux représentants grecs, mais qui n'est pas exploité par Carthage. C'est dans la résistance aux Romains de cette ville importante que s'illustre le célèbre savant Archimède, et il sera tué par un soldat romain qui ne savait pas qui il était. En -212 l'armée des Scipion, en Espagne, reprend Sagonte et, au centre de la Méditerranée, Rome dresse, contre Philippe de Macédoine, une alliance du sud de la Grèce avec la Ligue Etolienne, l'Elide et Sparte. La guerre s'étend ainsi à tout le nord de la Méditerranée. En (-)211, Massinissa, le jeune prince berbère luttant pour son héritage royal en pays Numide (à l'Est de l'Algérie) a vaincu Syphax, le roi de Numidie occidentale qui convoite l'Est. Il passe en Espagne avec ses cavaliers pour rejoindre les rangs carthaginois, sur ordre de son père, le roi Gaïa de Numidie orientale. Au cours de la même année, de graves revers sont subis par les Romains en Espagne : les deux frères Scipion sont tués au combat, à un mois d'intervalle, le premier, Publius, victime d'une charge de la cavalerie numide de Massinissa, en Andalousie, puis son frère Cnaeus, sous les coups des troupes puniques, au nord de Murcie. C'est encore au cours de cette année que Hannibal tente, en vain, de faire le siège de Rome (peut-être grâce aux renforts arrivés à Locres). Et, c'est cette même année que, suite à un malentendu, les habitants de Capoue, se croyant abandonnés par Hannibal, ouvrent leurs portes aux Romains qui font décapiter tous les dirigeants locaux.

Un nouveau tournant de la guerre a lieu l'année suivante. Syphax, roi des ***Massaessyles*** de Numidie occidentale (Algérois et Oranais) qui s'était déclaré allié de Rome, charge une ambassade de confirmer son option.



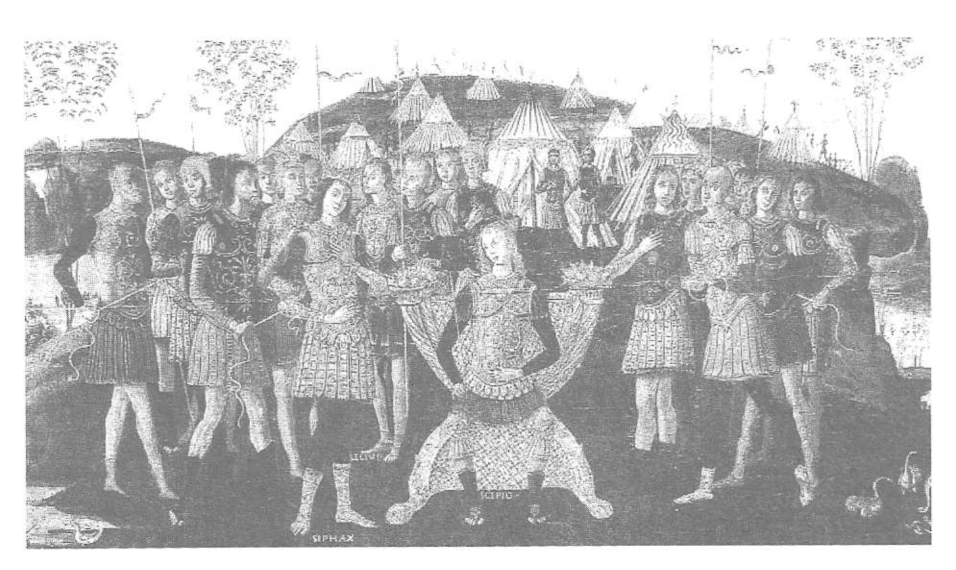
Philippe V de Macédoine, l'allié de Hannibal.

Massinissa sur une pièce émise par la Banque centrale de Tunisie, 1969.



Philippe de Macédoine entre en conflit ouvert contre Rome. Scipion, le futur « africain », désireux de venger son père, Publius, et son oncle, Cnaeus, se fait nommer à la tête de l'armée romaine en Espagne ; et voilà qu'il réussit, à l'improviste, à prendre Carthagène, la capitale punique. Changement de décor : Asdrubal Barca se retire, en -209, en Castille, avant de partir l'année suivante, à la tête d'une armée, vers l'Italie. Hannibal perd Tarente alors même que son emprise semble s'améliorer en Italie du Sud. En -207, Asdrubal arrive en Italie, mais il est tué à la bataille du Métaure, au bord de l'Adriatique. En -206, Magon, le junior des Barca, perd Cadix et part à son tour pour l'Italie. Scipion rencontre, en -205, Massinissa, le prince ***massyle*** (de Numidie orientale) qui change de camp et se met au service de Rome. Syphax, le roi numide ***massaessyle***, a, finalement, pris le parti de Carthage. Il a épousé la princesse Sophonisbe, fille du général et diplomate Asdrubal Ben Giscon, pour sceller son ralliement à la cause punique. C'est ce marché qui avait provoqué, en Espagne, le revirement de Massinissa, la récupération du royaume de ses ancêtres jugée plus importante que

Scipion l'Africain (assis) recevant Syphax (à sa droite). Huile sur toile de Bernardino Fungai,fin XVIII' siècle, Musée des Beaux-Arts Pouchkine, Moscou.

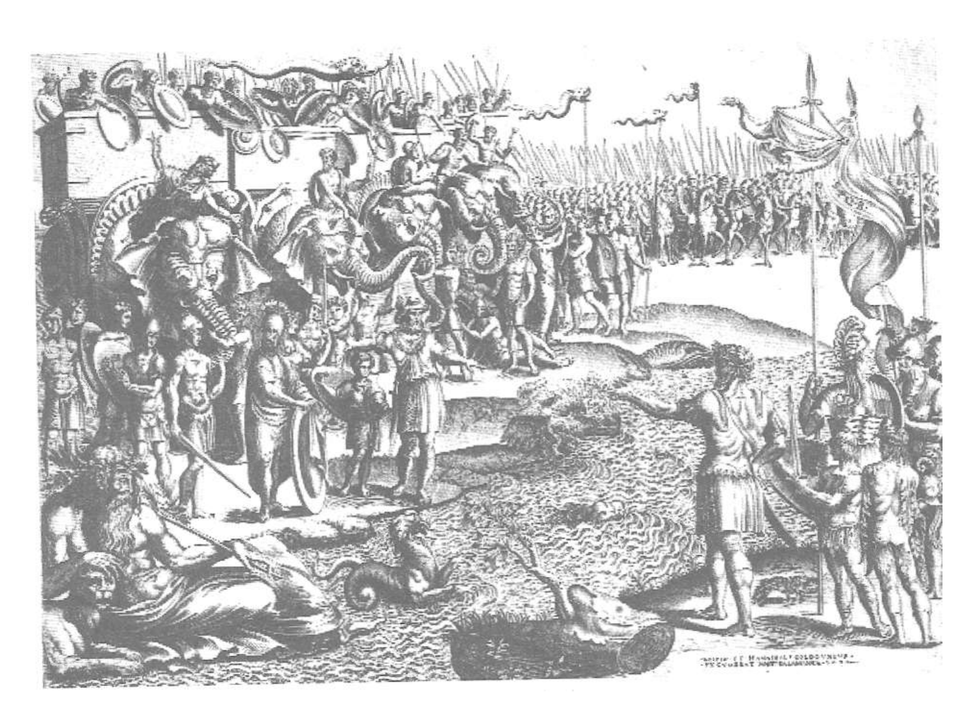




Hannibal horrifié regarde la tête coupée de son frère Asdrubal Barca. Peinture de Giovanni Battista Tiepolo, V.l 725, Kunsthistorisches Muséum, Vienne.

la fidélité à Carthage. Celle-ci a promis le royaume de ses ancêtres à Syphax en contrepartie de l'abandon de l'alliance romaine. L'Espagne est définitivement perdue pour Carthage.

Dès lors, c'est la guerre d'Afrique qui va commencer. Massinissa rentre en Afrique via le détroit, traverse le pays d'Ouest en Est avec une escorte fournie par le roi du Maroc. Il engage le combat contre Syphax, mais perd la bataille dans un premier temps. Il se réfugie à



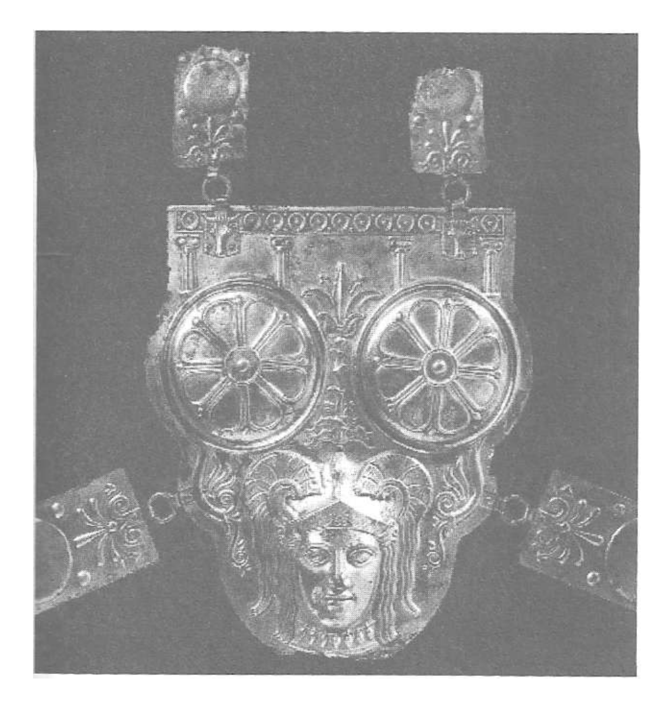
Rencontre, d'Hannibal et de Scipion avant l'engagement de la bataille de Zama (-202). Gravure d'Antonio Salamanca, 1541.

Gabès en attendant l'arrivée de l'armée romaine. En -204, Scipion, parti de Sicile après son retour en Italie, débarque au cap appelé aujourd'hui Ras Sidi Ali El-Mekki et installe son camp à l'emplacement de Kalaat-el-Andalous. Aidé par les cavaliers de Massinissa, il gagne ce qu'on a appelé ***la bataille des Grandes plaines,*** c'est-à-dire de la région de Mateur à Bou-Salem et Jendouba. Syphax y est battu et Massinissa le poursuit jusqu'au Constantinois. Il est fait prisonnier et Massinissa l'emmène, enchaîné, jusqu'à Cirta (Constantine) ; la capitale massyle ouvre les portes à son héritier légitime.

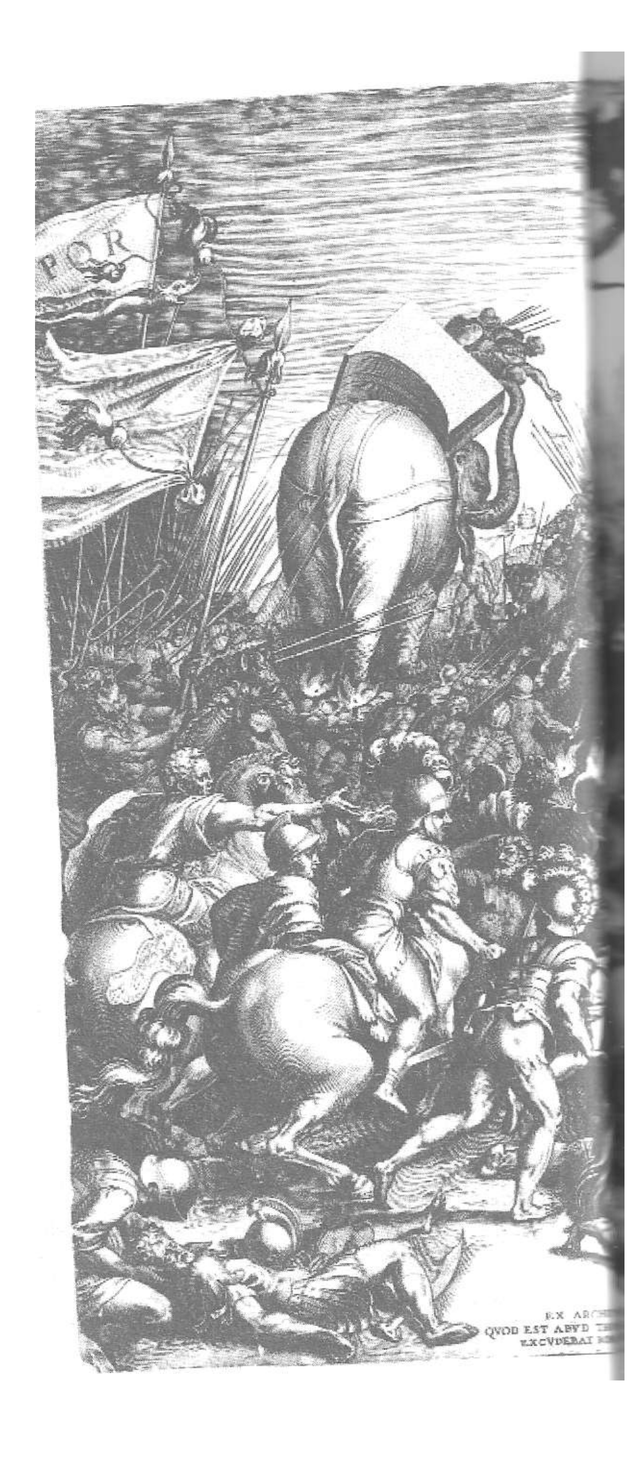
La guerre aurait pu s'arrêter là. Le Sénat de Carthage, ayant envoyé à Scipion une délégation de ses membres, a obtenu, en -203, une trêve. Hannibal reçoit, lui aussi, une délégation de sénateurs carthaginois qui l'informe de l'accord conclu et lui demande de rentrer au pays. Son jeune frère Magon, au nord de l'Italie depuis trois ans, est blessé au cours d'une

bataille livrée près de Milan et, s'étant embarqué à Gênes, meurt au cours du voyage. En -202, Carthage, affaiblie par le siège et coupée de ses sources de ravitaillement, laisse certains de ses habitants traverser le golfe pour piller le chargement de bateaux romains échoués à la suite d'une tempête, sur la côte du Cap Bon. Rome considère que la trêve est rompue et Scipion reprend les hostilités en quittant sa base de Tunis. Il rappelle Massinissa et ses cavaliers. Carthage rappelle, à son tour, Hannibal de sa retraite au Sahel, et lui confie une armée constituée à la hâte. Mais la bataille décisive est perdue à Zama (dans la région de Siliana). Rome exulte ; Carthage est définitivement vaincue, et Scipion se voit accorder le qualificatif ***d'Africain*** qu'il gardera dans les livres d'histoire.

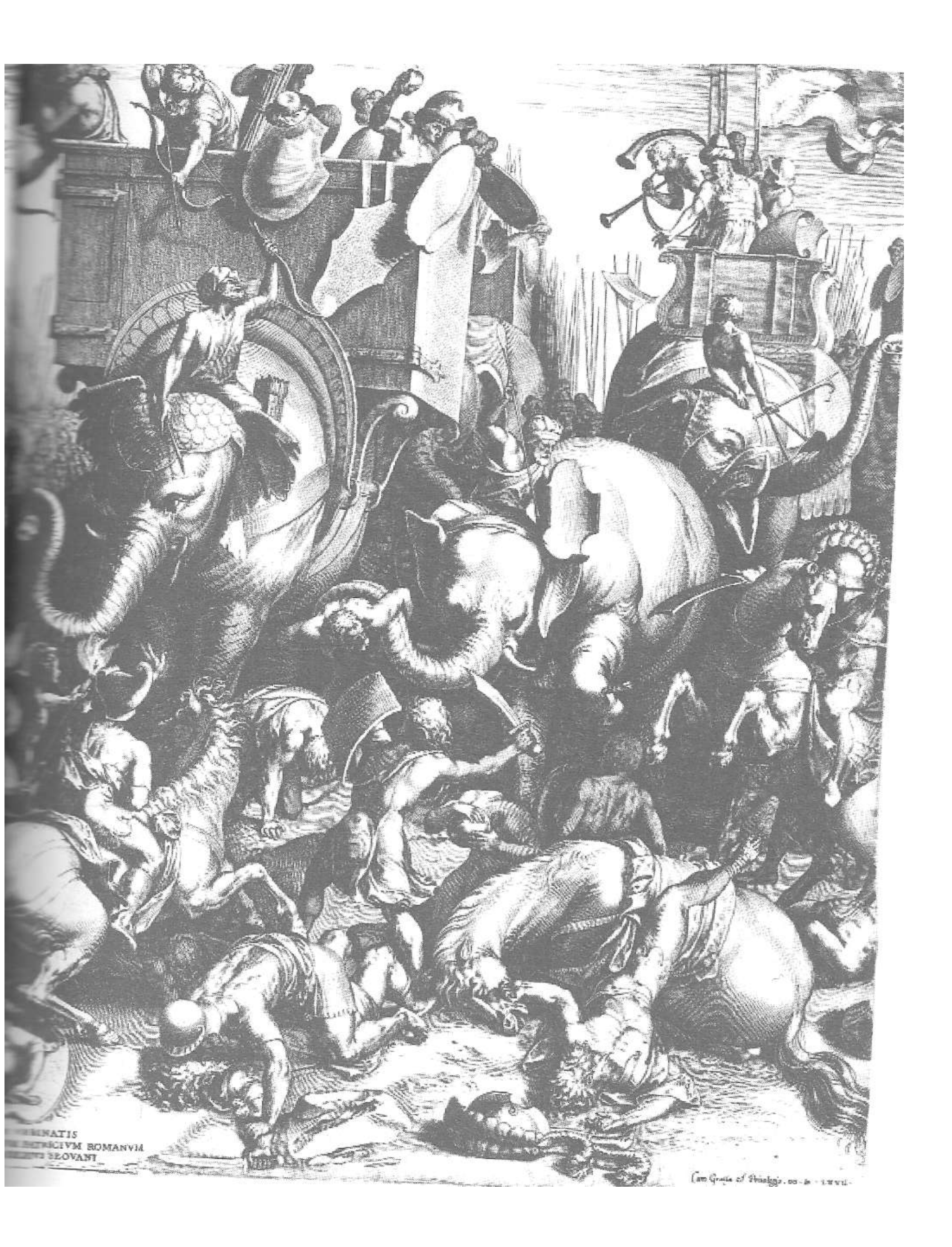
Carthage est condamnée à livrer toute sa flotte de guerre, à ne plus dresser d'éléphants et à ne pas faire la guerre à qui que ce soit sans l'accord de Rome.



Revers d'une cuirasse en bronze dorée, retrouvée avec sa face à Ksour Essaf ayant probablement appartenue à un officier de l'armée d'Hannibal Fin du III' siècle av.J.-C., Musée du Bardo, Tunis.



La Bataille de Zama. Gravure de Carnelis Cort, ***1567.***



-218 : La guerre de Hannibal : Fronts d'Italie, d'Espagne, d'Afriq,

-202

UN ROYAUME POUR MASSINISSA

Après le départ dAsdrubal Barca d'Espagne pour rejoindre son frère en Italie, un autre général, Asdrubal Ben Giscon, a été envoyé pour commander dans la presqu'île ibérique. Ce chef militaire est doublé d un diplomate et il fait, certainement, partie du cercle des principaux décideurs à Carthage. Une fois la défaite des armées puniques consommée, il traverse les Colonnes d'Hercule et fait escale chez Syphax, dans sa capitale Siga, dans la région d'Oran. C'est *l'Aguellid* ou le roi de la Numidie *Massaessyle,* c'est-à-dire de lAlgerie occidentale et centrale. Entre son royaume et le domaine de Carthage, s'étend le royaume des Numides *Massyles* dont la capitale est Cirta (Constantine) et dont *l'Aguellid,* Gaïa, est mort en -206, en confiant son trône a son

Monnaie numide à l'effigie de Syphax.





frère Oezalce (O'zalleg ?), l'aîné de la famille et l'époux d'une nièce de Hannibal Barca. Le successeur meurt sans régner longtemps, peut-être au cours de la même année. C'est le fils de ce dernier, Capussa, qui tente de prendre la suite, mais il est contesté par une autre lignée de la famille dont le défenseur, un certain Mazétula, veut placer sur le trône un prince encore enfant, du nom de Lacumena. Mazétula, pour renforcer sa position, épouse une fille de Oezalce et se rapproche de Syphax en même temps. Le défunt roi Gaïa était l'allié de Carthage et c'était lui qui avait chargé son fils, Massinissa, d'aller se battre, en son nom, en Espagne. On est en présence d'un entrelacs de relations dynastiques qui laissent tout en suspens. Autant dire que pour Massinissa, malgré ses sacrifices, la partie s'annonçait difficile. En cette fin de guerre, il est important pour Carthage, de savoir comment Syphax envisage l'avenir de ses relations extérieures d'autant qu'il avait manifesté à plusieurs reprises son amitié pour Rome sans trop s'engager. Scipion aussi voulait savoir sur qui Rome pouvait compter et il se rend, à son tour, à Siga, avant la fin de sa mission en Espagne. Le roi *massaessyle* est-il toujours dans les mêmes dispositions que lorsqu'il a envoyé, en -210, une ambassade

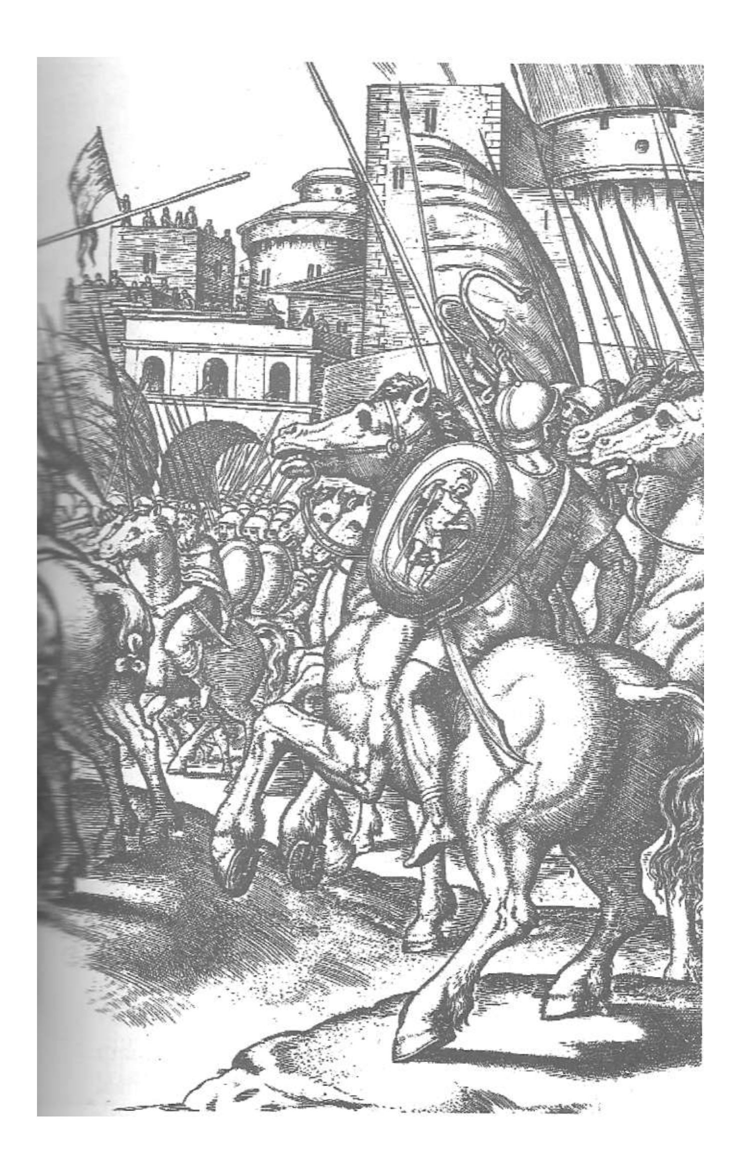
Monnaie numide à l'effigie de Massinissa.



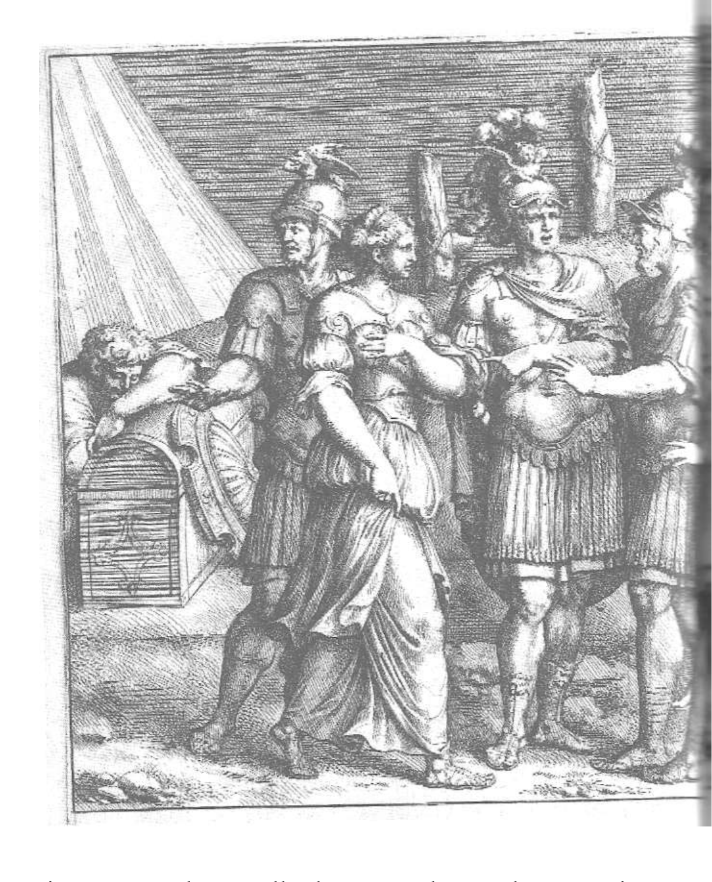
La victoire de Scipion contre Syphax. Gra vure, Italie, v. 1530.



au Sénat romain pour donner des assurances à Rome ? Une vraie scène de théâtre se déploie où les hauts représentants de deux puissances en guerre se retrouvent au même endroit, au même moment, pour tenter d'obtenir l'alliance d'un même personnage central.



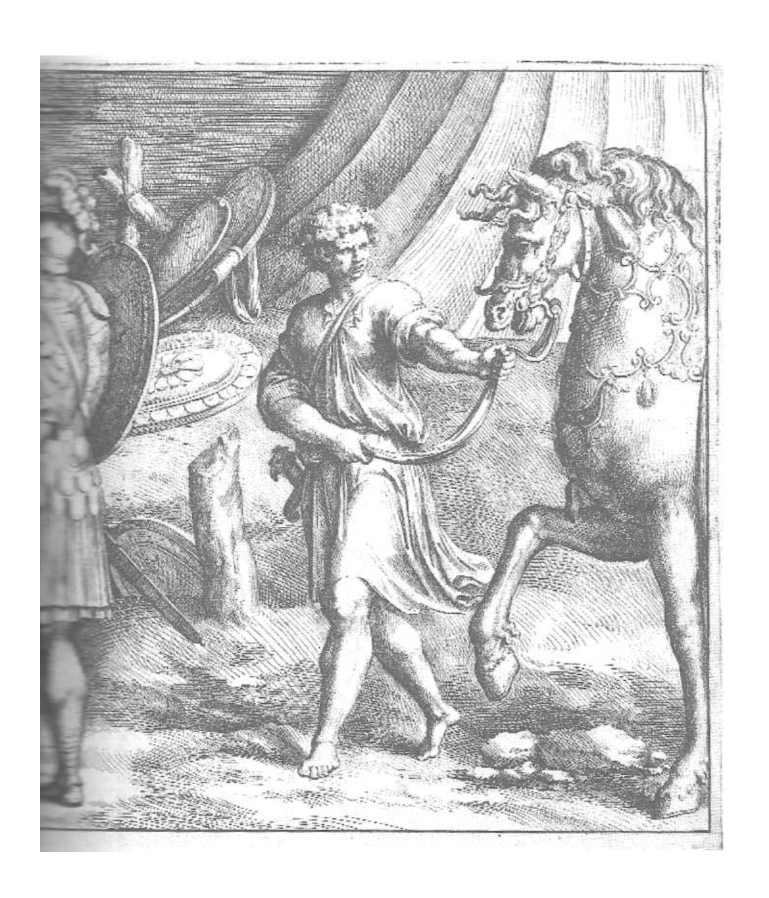
Syphax se montre plus rusé que ses deux interlocuteurs, tous deux fins diplomates. Scipion dira, d'après Polybe, qu'il a trouvé, dans cette scène, Asdrubal encore plus redoutable, en diplomate, que sur le champ de bataille. Asdrubal Ben Giscon joue son va-tout :



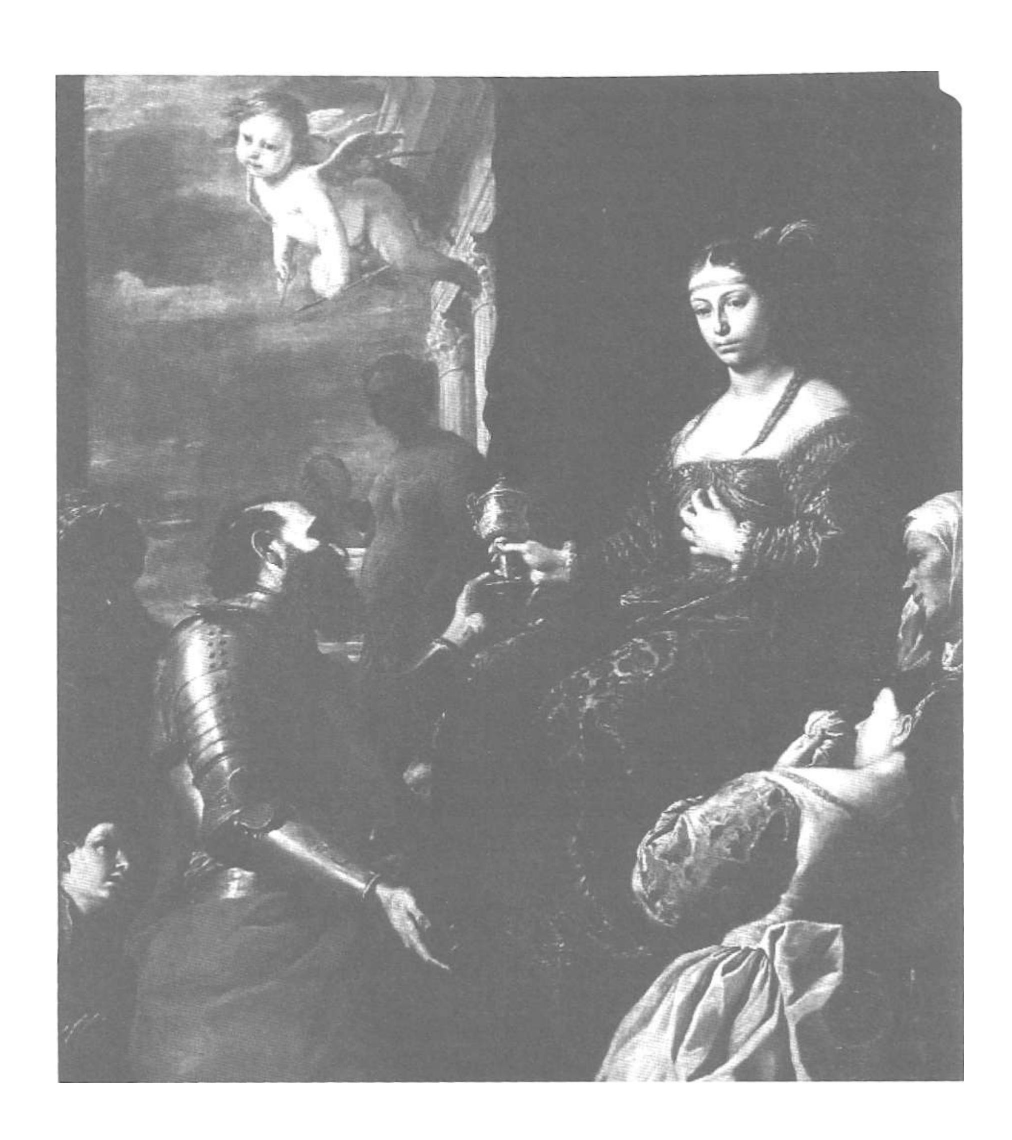
Massinissa avec Sophonisbe sa future épouse, face à eux des soldats romains. Gravure d'après Giulio Romano, Rome, 1647.

jugeant que la querelle des prétendants à la succession de Gaïa et d'Oezalce a assez duré, il promet le trône des *Massyles* à Syphax s'il rejoint le camp carthaginois. Proposition alléchante qui fait de ce souverain le maître de toute la Numidie en obtenant en prime la main d'une princesse, la propre fille d'Asdrubal, Sophonbaâl (Sophonibas en latin et Sophonisbe en français) et dont le destin a inspiré plusieurs auteurs dramatiques :Trissino, Caretto, Mairet, Corneille, etc.

Essayons d'y voir clair. Le royaume des *Massyles,* Berbères de l'Est nord-africain, connaît une querelle de succession. Plusieurs prétendants convoitent le trône et le plus avantagé parmi eux, par son lignage et



ses états de service, c'est Massinissa, le fils du roi défunt et qui s'est battu en Espagne, dans les rangs carthaginois avec ses cavaliers numides. C'est même ces cavaliers qui sont les responsables de la mort de Publius Scipion ***père***, le premier des adversaires de Hannibal Barca. Il se trouve que, souvent, chez les peuples anciens, la succession se fait suivant le droit d'aînesse et non en ligne directe. Massinissa avait accepté que son oncle régnât selon la règle agnatique, mais écarter de la succession toute la lignée de Gaïa au profit d'un enfant d'une autre lignée est inacceptable, surtout que Massinissa a servi loyalement le gouvernement de Carthage ; et, promettre le trône à Syphax



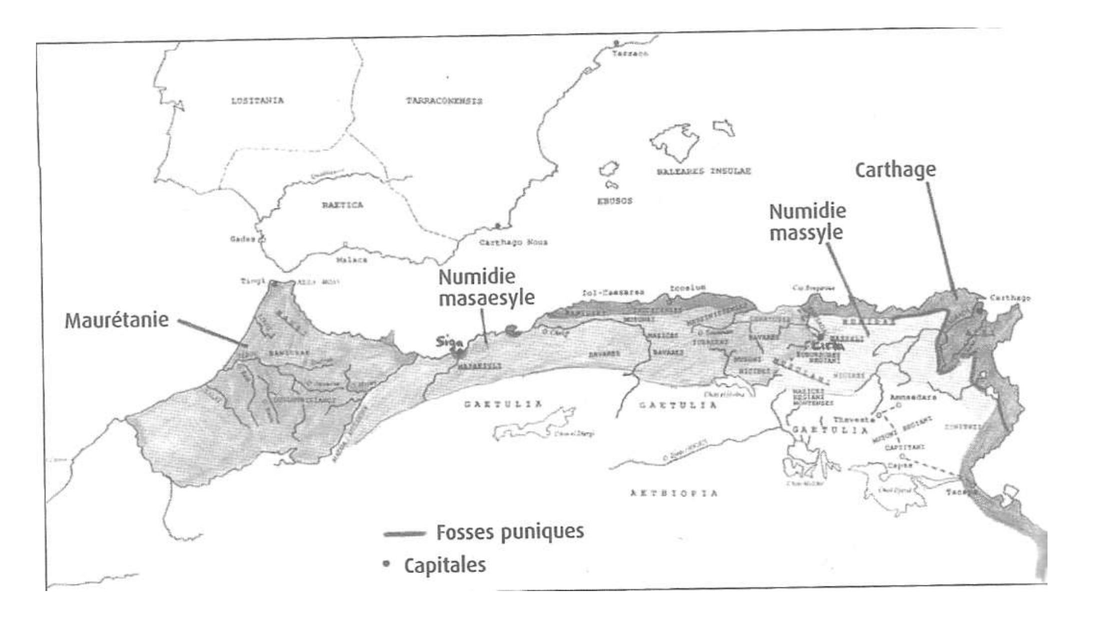
l'est encore moins. Sans hésiter, Massinissa se présente à Scipion, en Espagne, et se met au service de Rome. Il traverse ensuite le détroit, obtient du roi Baga de Maurétanie (Maroc) une escorte et se rend on ne sait par quel chemin dans les territoires massyles où il lève une armée. Mais Syphax avait déjà pris possession du

royaume massyle. De rudes combats se déroulent entre les deux armées dans la région de Khroumirie et de Souk-Ahras qui tournent à la déroute de Massinissa. Avec une petite armée, il se réfugie dans le golfe de Gabès.

Quand Scipion débarque en Afrique, Massinissa accourt avec ses cavaliers en tenant parole ; et quand le général romain engage *la ou les batailles des Grandes plaines*, l'apport des cavaliers massyles contribue hautement à défaire l'armée de Carthage et celle de Syphax. Scipion s'en retourne à Tunis et laisse Massinissa poursuivre Syphax et remporter encore la victoire contre le roi massaessyle blessé. Massinissa le fait prisonnier, le conduit, enchaîné, devant les murailles de Cirta qui ne pouvait que se rendre à l'héritier direct du trône des Massyles. Intervient, alors, la scène glorifiée par les dramaturges : Sophonisbe, l'épouse de Syphax, aimée par Massinissa qui tente, en vain, de la sauver en l'épousant !

L'année -202 n'est pas seulement celle de la défaite carthaginoise à Zama, elle établit la date de naissance du premier grand royaume berbère connu dans cette partie du continent, même si certains écrivains considèrent que le royaume *massyle,* du temps de Gaïa, s'étendait jusqu'à Tripoli. On a souvent dit que les Berbères étaient indisciplinés, réfractaires à toute organisation étatique et en rébellion contre tous les pouvoirs. Ce qui vient d'être rappelé montre que ce jugement, longtemps colporté par des historiens sérieux, est faux. Il traduit, parfois, le désarroi des gouvernants face à des populations exploitées. De fait, les Berbères qui peuplent un territoire immense, du fond du Sahara à la Méditerranée et de l'Océan Atlantique au Nil, ne constituent pas une seule nation pour qu'on attende d'eux d'être rassemblés en un seul Etat. Le vocable de tribus, répandu par les historiens arabes ne leur convient pas non plus. Ce sont plusieurs peuples aux modes de vie très différents. Les uns sont nomades

La mort de Sophonisbe. Suite à la victoire de Scipion, Sophonisbe, la fille d'Asdrubal Giscon, épouse de Syphax roi des Massaesyles, puis de Massinissa roi des Massyles, reçoit le poison et s'apprête à se suicider. Huile sur toile, Mattia Preti, v. 1660. Musée des Beaux-Arts, Lyon.



habitués aux longs parcours, d'autres sont des pasteurs limités dans leurs déambulations par leurs troupeaux, d'autres sont sédentaires, ruraux ou citadins. Les sédentaires et les pasteurs ont établi des royaumes que l'on découvre au fur et à mesure que l'on tourne les pages des livres d'histoire. De nombreuses dénominations leur ont été données par les Grecs, les Latins, les Puniques et les Arabes. On a appelé Maurétanie, le nord du Maroc ; on a appelé Numidie, l'Algérie ; on a appelé Afrique, le centre et le nord de la Tunisie ; on a appelé pays des Lebous, la Cyrénaïque. Leurs habitants ont été appelés Maures, Numides, Afers, Lebous, Gétules, Tehanous. Eux-mêmes se sont appelés Imazighen (pluriel d'Amazigh) mot défiguré chez les historiens antiques en Mazakès ou Masacès. Les Arabes ont regroupé tous les Berbères en deux nations ***Baranès*** et ***Botr*** et ont reconstitué, selon des traditions orales recueillies auprès d'historiens berbères les noms courants des rameaux des deux grands arbres généalogiques supposés : Zénata, Louata, Haouara, Lemtouna, Sanhaja,

Masmouda, Awraba, Nefoussa, etc. Des siècles plus tard, on définira les Berbères plutôt par les lieux de vie et d'habitat : Atlas, Hoggar des Touaregs, Kabylie ou Aurès...

On ne garde pas trace, pour la période précédant la naissance de Carthage, d'un royaume établi dans ce qui deviendra la Tunisie. On sait qu'un chef aurait vendu à la fondatrice de la ville un terrain. Ce vendeur était-il un roi, un prince ou un chef de tribu ? Son pouvoir se limitait-il à la région de Carthage ? Nous l'ignorons. Le mot ***Afer*** ou ***Afri*** (qui servira plus tard à créer le nom ***Africa***) désignait-il, selon une étymologie hypothétique, un espace ***au-delà*** de la cité, en somme la campagne ou les campagnards ? ou s'agit-il des troglodytes ? Etendre la notion de campagnards ou de troglodytes à l'ensemble des habitants de l'Africa est contredit par l'existence d'établissements urbains qui ont précédé l'arrivée des Carthaginois comme Tunis, Hippone-Zyarit (Bizerte), Thugga, Thala, Tébessa, Tacapès, Capsa qui portent des noms typiquement berbères. Des hypothèses ont été avancées pour toutes ces dénominations de peuples et de cités dont on ne connaît ni l'origine ni la signification première. Elles prouvent, seulement, qu'il y eut toujours, à travers l'histoire, un peuplement ***amazigh*** qui s'est adapté comme il a pu aux changements climatiques et qui a, peut-être, changé de noms en fonction de l'évolution démographique de certains de ses rameaux.

À la fin du IIIe siècle av. J.-C., au moment où l'Histoire s'intéresse aux amis des Carthaginois et des Romains, plusieurs Etats existaient en Afrique du Nord. A l'Ouest, se trouve un royaume dit par les Romains de ***Maurétanie tingitane,*** c'est-à-dire de la région de Tanger, et dont le roi est ce Baga qui donne une escorte à Massinissa. Au centre, un royaume de Numidie ***massaessyle,*** en Algérie occidentale et centrale, avec sa capitale ***Siga,*** dans la région d'Oran. A l'Est, un royaume de Numidie ***massyle***, voisin du



Inscription dédicatoire à Massinissa

territoire de Carthage et dont la capitale est ***Cirta*** (Constantine). Plus à l'Est, un domaine de Carthage étendu au fil de l'histoire de la région de Bône jusqu'à Lebda (***Leptis Magna*** en Libye). Les Massyles de Massinissa ont revendiqué, après la défaite de Carthage, tout le domaine carthaginois comme faisant partie de leur patrie. Rome voulait réduire et non effacer de la carte le territoire de Carthage qui devait, encore, payer des indemnités de guerre énormes. Aussi, dès la victoire de Zama, Massinissa, en accord avec les Romains, s'était-il taillé un royaume comprenant la Numidie de ses ancêtres et une grande partie de la Tunisie, au sud-ouest d'une frontière qui s'étirait de Tabarka jusqu'aux environs de Gabès, en faisant de Bône (***Hippo-regia***) et de Zama ***{Zama-regia)***, deux nouvelles capitales.

Massinissa pose un problème à l'histoire de la Tunisie. Faut-il voir en lui un envahisseur qui a privé Carthage d'une partie importante de son territoire et un traître à la cause punique qu'il a trahie en changeant de camp pour se mettre au service de l'étranger ? Ou faut-il le considérer comme un libérateur de son peuple de l'occupation carthaginoise dont la guerre des Mercenaires a montré les défauts ? Sans doute, la majorité des habitants du pays sont-ils des ***Imazighen*** (pluriel ***dAmazigh*** dont on a conservé jusqu'à aujourd'hui, en Tunisie, les patronymes Mazigh et Mzoughi et en Algérie et au Maroc le mot ***Tamazight*** pour désigner la langue). Mais les régions annexées par Carthage, au moins depuis trois siècles, avaient donné naissance à une population que les historiens appellent ***Libyco-punique,*** bien imprégnée de culture punique et fournissant à sa métropole des effectifs pour son armée et l'essentiel de ses ressources agricoles. En revanche, les nouvelles régions annexées jusqu'aux confins des Aurès, Tébessa comprise, s'étaient dressées contre l'armée de Hannon qui n'y avait pas laissé de bons souvenirs. Faut-il dire que le véritable domaine de Carthage se situait, justement, au nord-est de cette nouvelle frontière de Tabarka au golfe de Gabès ? L'hypothèse n'est pas sans consistance, car, plus tard, quand Rome détruira Carthage, en -146, ce sera ***grosso modo*** ce domaine carthaginois délimité après la défaite punique de Zama qu'elle appellera ***Africa*** et qu'elle ne cédera pas au royaume numide ***massyle.*** Quant à la partie du domaine cédé à Massinissa, Rome la reprendra, plus tard, et l'appellera ***Africa nova***, tout en laissant, alors, des princes massyles et massaessyles régner sur l'Algérie d'aujourd'hui, dans les royaumes de Massinissa et de Syphax. On peut en inférer que le nouveau royaume berbère a annexé une zone litigieuse qui était probablement instable sous Carthage.

Massinissa va déployer durant son règne de cinquante-trois ans (il mourra en -148), des trésors de

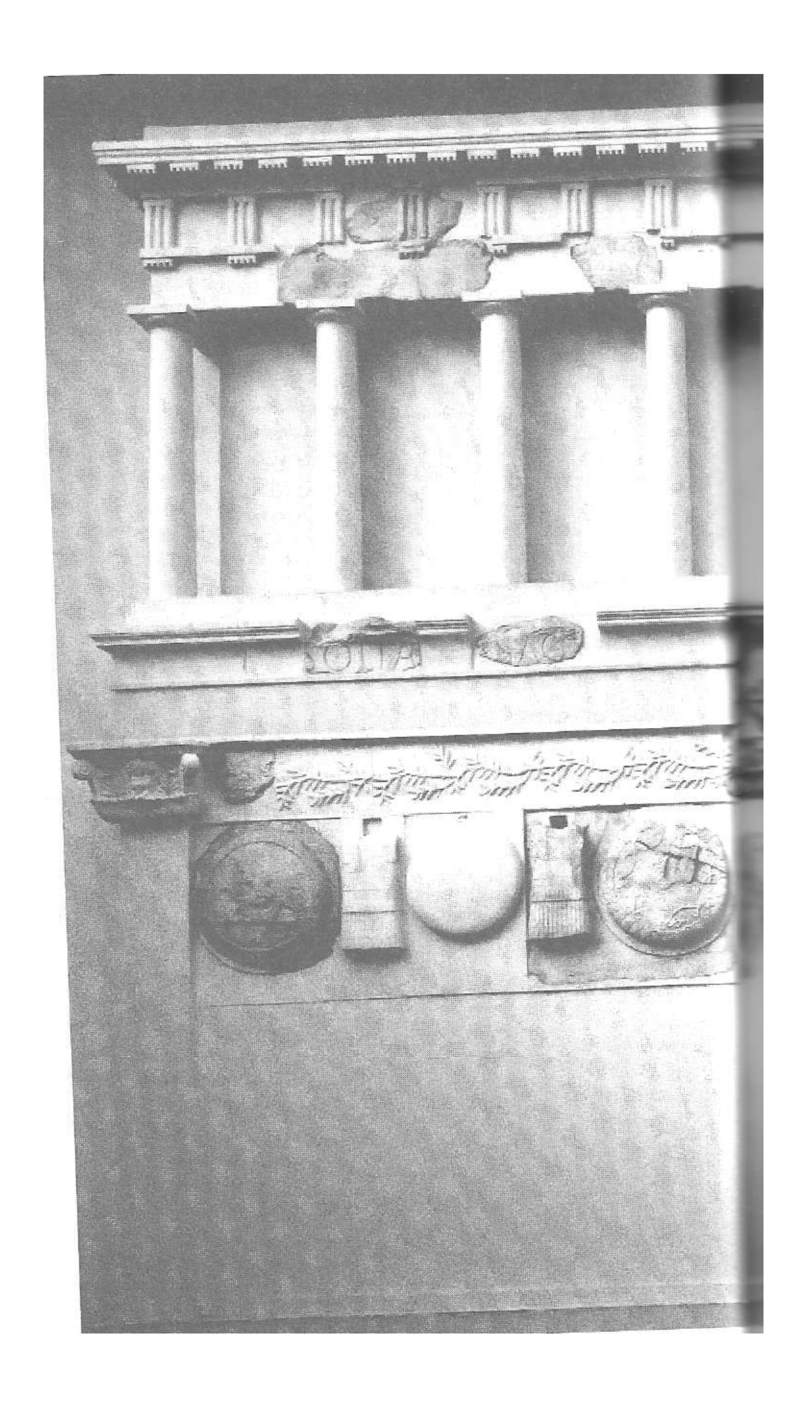
diplomatie avec Rome pour justifier ses provocations contre Carthage. Il agrandit sans cesse son domaine. Il l'étend jusqu'à la petite Syrte (golfe de Gabès). Il coupe la continuité du territoire avec la Tripolitaine et revendique la Grande Syrte. Il s'approche de Sfax, en grignotant du terrain. Chaque fois, Rome va le soutenir contre les plaintes de Carthage qui s'était engagée dans le traité de paix de ne pas déclarer la guerre sans l'autorisation de Rome. Excédés, les Carthaginois finissent par s'armer pour repousser Massinissa dans les limites convenues. En -150, Rome qui avait reçu la totalité des annuités des indemnités de guerre fixées par le traité de -201, prend prétexte de la décision de Carthage de s'armer pour lui déclarer la guerre. Rarement les historiens reconnaissent la mauvaise foi romaine. Dans ce cas, si.

En fait, le sort de Carthage était scellé depuis longtemps. Elle a porté Hannibal au pouvoir en l'élisant ***suffîte,*** en -196, six ans après la défaite de Zama, mais a combattu ses réformes et, plus grave, a failli le livrer à Rome l'année suivante s'il ne s'était avisé de s'enfuir en direction de l'Orient. L'ancienne métropole d'un grand empire maritime, affaiblie à la fin de la seconde guerre contre Rome, ayant perdu l'Espagne et les Baléares après avoir perdu toutes les îles, condamnée à payer des indemnités durant cinquante ans, a réussi grâce à son savoir-faire commercial l'exploit de se redresser et de s'affranchir de tous ses engagements financiers contraignants. Cela ne peut laisser Rome indifférente qui avait refusé le paiement en avance des dernières indemnités de guerre.

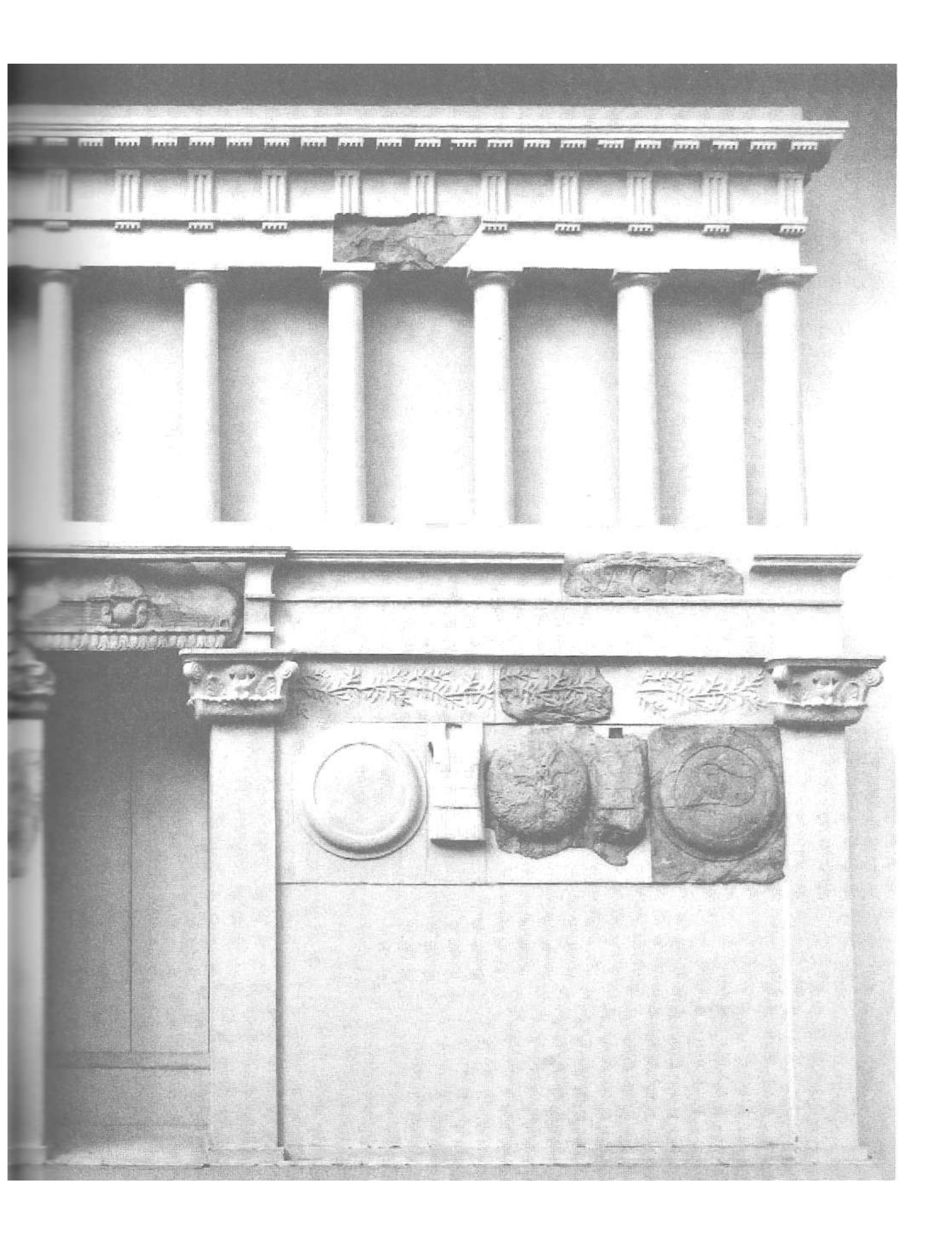
Le rôle joué par Massinissa est essentiel. Il aurait pu vivre en bonne intelligence avec un voisin dont on a limé les griffes, et renouer avec le passé d'amitié et de coopération de son père Gaïa avec l'Etat punique. On peut juger que son ressentiment contre le pays qui a vendu son royaume est très fort. On peut conclure qu'il a compris que l'occasion était propice d'agrandir

son domaine jusqu'aux limites du domaine carthaginois, c'est-à-dire jusqu'à la frontière établie entre les Puniques et les Grecs, au fond de la Grande Syrte, à l'autel des frères Phillène. Carthage est donc sous pression permanente et le roi massyle est assuré de l'impunité. Mais une fois tous les engagements honorés, Carthage peut se considérer libérée des contraintes d'un traité signé en -201 et dont les clauses sont bafouées par Massinissa et ses protecteurs. Â Rome, le parti belliciste et le parti paysan s'interrogent sur l'avenir. De l'interrogation à l'appel à l'action immédiate il n'y a pas d'hésitation pour les va-t-en-guerre. Quelle meilleure illustration que celle donnée par le vieux sénateur Caton, porte-parole des possédants fonciers qui, membre des ambassades envoyées par Rome pour arbitrer les litiges entre Carthage et Massinissa, concluait ses discours, au Sénat romain, par le fameux *Ceterum ego censeo Carthaginem delendam esse* (Pour le reste moi je pense que Carthage doit être détruite), phrase qui se transforma, plus tard, une fois le drame accompli, en *Delenda est Carthago* (Carthage est détruite) !

Caton l'Ancien (Marcus Procius Cato). Médaillon du médaillier Valerio Belli, Italie, v. 1530.



Reconstitution d'un monument dédié à Massinissa. Musée de Chemtou.

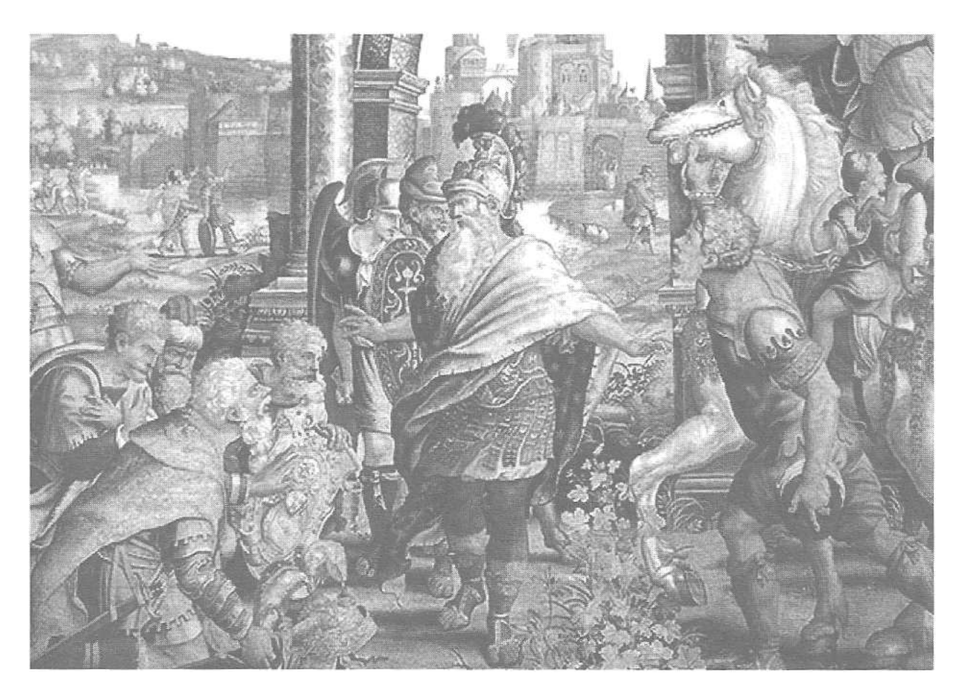


LA TROISIÈME GUERRE PUNIQUE

A la veille de la guerre qui va consacrer la suprématie de Rome en Méditerranée, Carthage, redevenue prospère grâce au travail de ses habitants et à leur savoir-faire, voyait se disputer en son sein, trois tendances : une prêchant l'entente avec Rome, une seconde prêchant l'entente avec Massinissa et la troisième œuvrant pour donner plus de pouvoir au peuple au détriment de l'aristocratie. De son côté, Massinissa continuait ses empiétements et ses revendications. On peut noter, à ce propos, que les auteurs anciens, notamment Appien, parlent d'« Africains » et de « Numides » quand ils évoquent les frictions et les conflits entre populations relevant de Carthage, d'un côté, et de Massinissa, de l'autre. Les « démocrates » de Carthage réussirent à

Portrait présumé de Micipsa, fils de Massinissa. Monnaie émise en Maurétanie.





La Réception des envoyés de Carthage, Scipion le Jeune reçoit les envoyés de Carthage. Tenture d'après Giulio Romano (1492-1546). Copie exécutée à la manufacture des Gobelins pour Louis XIV, en 1688-1689, d'après la tenture tissée à Bruxelles (v.1558) pour le ***maréchal de Saint-André. Musée du Louvre, Paris.***

bannir de la cité les partisans de Massinissa. Celui-ci envoya ses deux fils, Gulussa et Micipsa, en ambassade à Carthage pour exiger la réhabilitation de ses partisans. On refusa de les recevoir. Pis encore : Gulussa fut attaqué sur le chemin du retour vers son père. Massinissa réagit et Carthage chargea le chef des troupes auxiliaires, Asdrubal, de faire face au roi numide. Une guéguerre commençait ! Une ambassade romaine fut envoyée avec des instructions précises, d'après Appien : « *régler le différend si Massinissa avait le dessous, et même l'attiser s'il avait le dessus* » ! Ce furent les Carthaginois, piégés dans une plaine par Massinissa, assiégés, affamés, qui furent vaincus, désarmés et tués par les soldats de Gulussa à leur départ de leur camp. Carthage perdait dans cette affaire près de cinquante mille hommes, dit-on. Le jeune Scipion Emilien, fils adoptif de la famille des Cornelii Scipion alors tribun, est envoyé par Rome demander des éléphants à Massinissa. Il assista



Mausolée royal numide d'El Khroub à Cirta (Constantme, Algérie), considéré comme le tombeau de Massinissa.

à la bataille proprement dite du haut d'une colline. Rome, obéissant à des considérations stratégiques, cherchant, encore d'après Appien, à ne pas laisser, tout de même, Massinissa devenir trop puissant, se prépara à la guerre, l'ultime guerre qu'appelait de ses vœux Caton l'Ancien qui était sur le point de mourir. Carthage de son côté, croyant amadouer, à la fois Rome et Massinissa, condamne à mort Asdrubal, son champion la veille contre le roi numide, en lui faisant endosser la responsabilité de la bataille ! En vain.

Premier acte du drame : Utique, tirant son épingle du jeu, envoie une ambassade à Rome pour déclarer qu'elle se range de son côté. Encouragée, Rome mobilise. La guerre est déclarée. Massinissa est laissé hors-jeu. Il en conçoit un vif courroux, disant que c'est lui qui a mis Carthage à genoux et que les Romains arrivent

Rampe de halage inclinée au port circulaire de Carthage.



pour cueillir, seuls, le fruit. Une victoire des Romains, comme la suite le prouvera, prive Massinissa du territoire sur lequel il compte étendre sa souveraineté. On est en -149. Une armée de quatre-vingt mille fantassins et quatre mille cavaliers est mobilisée et commandée par les deux consuls : Manilius pour les forces terrestres et Censorinus pour la marine, avec des instructions secrètes de détruire Carthage, en tout état de cause. Dans un premier temps, cette force imposante est dirigée des ports romains vers la Sicile sur cinquante quinquérèmes, cent bâtiments de guerre légers et un grand nombre de bateaux ordinaires, de vedettes et de navires de commerce. Les Carthaginois affolés en recevant la notification de la déclaration de guerre, n'ayant aucune force disponible, envoient à Rome une ambassade qui s'entend dire qu'elle doit livrer trois

cents enfants des familles aristocratiques en otages, ce que Carthage s'empresse de faire. Mais les instructions secrètes de destruction de Carthage sont confirmées par le Sénat aux consuls. Aussi, malgré la livraison des otages, l'armée romaine passe-t-elle en Afrique, débarque à Utique et occupe les anciens emplacements de Scipion l'Africain. Une autre ambassade carthaginoise est envoyée à Utique auprès des consuls qui exigent, alors, la livraison de toutes les armes publiques et privées. Carthage y consent et livre deux cent mille panoplies complètes, les projectiles, les traits et deux mille engins balistiques. La délégation de sénateurs, de prêtres, de notables qui vient livrer les armes s'entend dire que la dernière exigence du Sénat romain est l'évacuation totale de la cité et l'établissement de ses habitants là où ils le désirent pourvu que ce soit au-delà de quinze kilomètres, « ***parce que les Romains ont pris la décision de détruire la ville !*** » Les dés sont jetés. L'agonie va commencer avec le refus des Carthaginois d'obtempérer. Le Sénat carthaginois vote la guerre, libère les esclaves, annule la condamnation à mort d'Asdrubal et lui demande de participer à la défense de la patrie avec les vingt mille hommes qu'il a sous ses ordres. Il commence par ravitailler Carthage à partir de l'arrière-pays qu'il contrôle. Le commandement dans Carthage même est confié, ironie de l'histoire, à un autre Asdrubal fils d'une fille de Massinissa ! Et dans un sursaut d'orgueil blessé, toute la population se met au travail, jour et nuit, pour fabriquer des armes, des boucliers, des projectiles, des ressorts à torsions avec les cheveux tondus des femmes et autant d'engins balistiques que possible.

Les consuls romains s'avancent vers Carthage, au début de l'été -149. Manilius attaque depuis l'isthme (du côté de la Soukra), Censorinus du côté de la langue de terre séparant le lac du golfe (Le Kram aujourd'hui). La résistance inattendue des Carthaginois étonne, d'abord, et oblige les Romains à mettre au point d'au-



Restitution de la ville basse et des ports puniques de Carthage, le port militaire circulaire et le port commercial rectangulaire qui s'étendait sur près de sept hectares. D.R.

tres tactiques. Dès lors, c'est un long combat qui va durer trois ans entre une ville assiégée par mer et par terre par une armée dotée de tous ses moyens et des habitants décidés à mourir en se défendant pied à pied, faisant preuve d'inventivité permanente pour pallier leur faiblesse. en-armes.Dans les rangs romains, après le départ de Censorinus, en automne, pour présider aux élections à Rome, Manilius, resté seul, est débordé par les sorties des Carthaginois, les attaques des cavaliers africains de la campagne carthaginoise et l'armée d'Asdrubal. Il décide de s'attaquer à celle-ci. Les batailles ne se révèlent pas décisives en raison des capacités manœuvrières du général carthaginois. C'est au cours de ces épisodes que s'illustre comme jeune officier romain Scipion Emilien, revenu en Afrique.

Au début de l'année 148, le vieux roi numide meurt

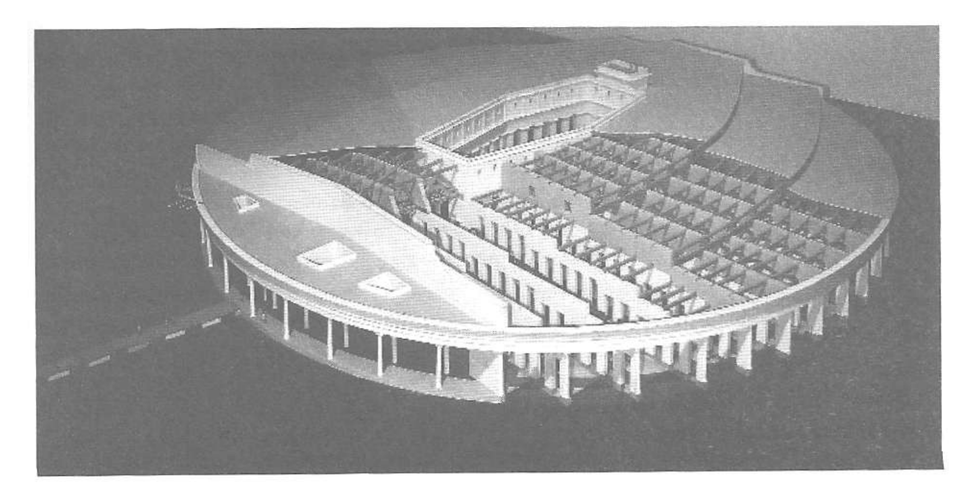
à l'âge de quatre-vingt-dix ans, après avoir désigné comme légataire précisément ce Scipion, petit-neveu adoptif de son ami Scipion l'Africain, pour exercer un arbitrage entre ses trois fils légitimes et le grand nombre de fils illégitimes. Massinissa a, ainsi, par une ultime ruse, mis son royaume sous protectorat romain. Le vieux baroudeur avait compris que si Rome écrase Carthage, il n'y aura plus de place pour un royaume berbère indépendant. Autant en assurer la pérennité par une alliance librement consentie. Le Sénat romain, au même moment, envoie une délégation pour s'enquérir de la situation militaire. Elle note les éloges exprimés par l'armée à l'endroit de Scipion et ses multiples initiatives, à côté d'un Manilius décrié. Rome nomme Pison à la place de Manilius. Scipion rentre à Rome accompagné du chef africain Himilcon dit Phaméas qu'il a rallié à la cause romaine. Il découvre que sa popularité est grande dans sa patrie. Le public réclame la nomination de Scipion consul alors qu'il n'a pas l'âge. Mais un changement institutionnel exigé par le peuple permit aux tribuns et non aux consuls de désigner Scipion nouveau consul à la fin de l'année (-)148 et de lui attribuer comme champ d'action l'Afrique. Il a, alors, trente-sept ans et non les quarante-deux exigés par les statuts.

Au mois d'avril de 147 av. J.-C., Scipion Emilien s'embarque, donc, pour l'Afrique. Arrivant à Utique et apprenant que les Romains sont en mauvaise posture à Carthage du côté des falaises (Sidi Bou-Saïd ou Amilcar), il s'empresse de se rendre avec ses troupes au nord de la cité assiégée et entre dans le faubourg de Mégara (La Marsa). Asdrubal le défenseur de la ville accourt de Byrsa pour défendre le nord de la cité et bloquer l'avance des Romains. Scipion s'en retourne à Utique organiser son armée. Carthage assiégée déploie des trésors d'astuces pour se ravitailler ; ses voiliers marchands se faufilent entre les bateaux romains stationnés dans le golfe. Scipion, revenu devant la cité assiégée, fait boucher l'entrée du port. Les Carthaginois

y répondent en creusant un autre chenal pour accéder à la mer en employant les femmes et les enfants, jour et nuit, et construisent des bateaux avec les vieux bois, probablement d'anciennes embarcations avariées ou réformées. Au terme de cet effort, ils surprennent les Romains en faisant une sortie par le nouveau chenal avec cinquante trirèmes, des chaloupes, des barques, des embarcations plus petites et engagent un combat naval. Cherchant à rentrer au port, tous en même temps, leur nombre obstrue le chenal et oblige les bateaux de grand tonnage à se réfugier à côté de la plate-forme commerciale où ils furent attaqués par l'armée romaine. Les Carthaginois ne se laissant pas abattre, font une sortie de nuit et incendient les machines de siège romaines. Cela permet le lendemain de relever la partie du mur abattue par les Romains de ce côté de la langue de terre (au Kram).

Au cours de l'hiver 147/146, Scipion affame la ville en coupant toute possibilité de ravitaillement. Au printemps 146, Scipion pénètre dans Carthage par le port commercial et son légat Laelius par le port circulaire, l'objectif étant la Grand-Place (entre les ports et la colline de Byrsa). Dès lors l'investissement de la cité commence.

Ilot de l'amirauté du port de guerre circulaire de Carthage. La capacité de ce port du II' siècle av. J.-C. est estimée à environ 170 navires- Une belle série de maquettes est visible à Vantiquarium installé au port punique à Carthage.



-146

DELENDA EST CARTHAGO

FIN DE LA CARTHAGE PUNIQUE

Dans le livre VIII de ***YHistoire romaine*** d'Appien, historien grec d'Alexandrie (né en 95), nous disposons d'une description précise de la prise de Carthage. Il avait puisé ses renseignements, très probablement, dans les parties perdues de l'Histoire de Polybe, témoin des événements à côté de Scipion Emilien. Carthage a résisté, au grand étonnement des Romains, trois ans. En nous référant à la toponymie d'aujourd'hui, elle a été attaquée par le côté de la Soukra, par le Kram, par les falaises d'Amilcar-Sidi-Bou-Saïd et par La Marsa, chaque fois sans résultat notable. Finalement, c'est par un coin du rempart sud du port que sa défense est entamée ***{cf. texte précédent).*** Scipion y pénètre par là et Laelius contourne la zone du port rectangulaire pour attaquer par la partie circulaire, donc dans le voisinage du port militaire.

Durant six jours et six nuits, Carthage va être prise au terme de combats féroces, quartier par quartier, rue par rue, immeuble par immeuble, d'une terrasse à l'autre, jusqu'au lieu de l'ultime résistance : la citadelle, en haut de la colline de Byrsa et le temple sacré d'Eschmoun. N'est épargnée aucune catégorie d'habitants, épuisés, affamés par le long siège et la lutte sans répit : vieillards, femmes, enfants, adultes, blessés ou encore valides sont

Première page du livre *VIIIde* /Histoire romaine ***d'Appien d'Alexandrie, rédigée en grec, consacrée à l'histoire « libyque ou carthaginoise ». Edition de C. Stephani,*** *Lutetiae (Paris), 1551.* ***Bibliothèque nationale de France, Paris.***



ΑΠΠΙΑΝΟΥ ΑΛΕΞΑΝΔΡΕΩΣ ῬΩΜΑΙΚΩΝ ΛΙΒΥΚΗ Η ΚΑΡΧΗΔΟΝΙΚΗ.

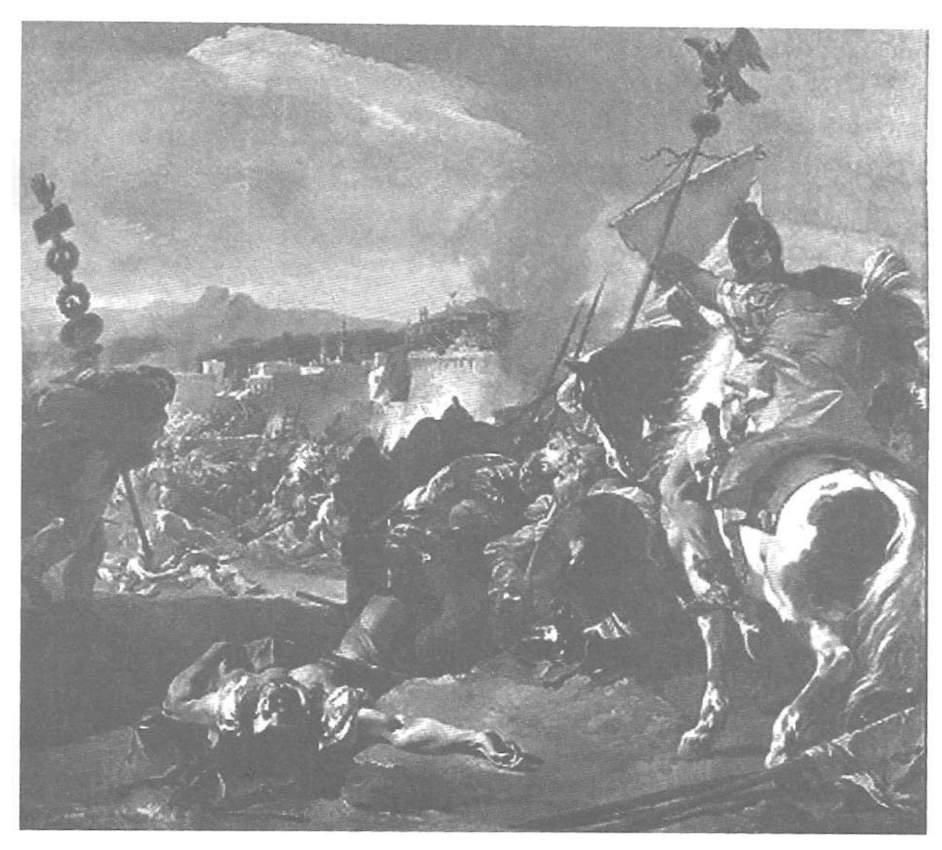
ΚΑΡΧΗΔΟΝΑ τὴν ἐν Λιβύῃ Φοίνικες ᾤκισαν ἔτεσι πεντήκοντα πρὸ ἁλώσεως Ἰλίου. οἰκισταὶ δ' αὐτῆς ἐγένοντο Ζωρός τε καὶ Καρχηδών· ὡς δὲ Ῥωμαῖοί τε καὶ αὐτοὶ Καρχηδόνιοι νομίζουσι, Διδὼ γυνὴ Τυρία, ἧς τὸν ἄνδρα κατέκτανε κρύφα Πυγμαλίων Τύρου τυραννεύων, καὶ τὸ ἔργον ἐπέκρυπτεν. ἡ δὲ ἐξ ἐνυπνίου τὸν φόνον ἐπέγνω, καὶ μετὰ χρημάτων πολλῶν καὶ ἀνδρῶν ὅσοι Πυγμαλίωνος τυραννίδα ἔφευγον, ἀφικνεῖται πλέουσα Λιβύης ἔνθα νῦν ἐστὶ Καρχηδών. ἐξωθούμενοι δ' ὑπὸ τῶν Λιβύων, ἐδέοντο χωρίον ἐς συνοικισμὸν λαβεῖν, ὅσον ἂν βύρσα ταύρου περιλάβῃ. τοῖς δὲ ἐνέπιπτε μέν τι καὶ γέλωτος ἐπὶ τῇ τῶν Φοινίκων μικρολογίᾳ, καὶ ᾐδοῦντο ἀντειπεῖν περὶ οὕτω βραχυτάτου· μάλιστα δ' ἠπόρουν ὅπως ἂν πόλις ἐν τηλικούτῳ διαστήματι γένοιτο. καὶ ποθοῦντες ἰδεῖν ὅ, τι ἐστὶν αὐτοῖς τοῦτο τὸ σοφόν, συνέθεντο δώσειν, καὶ ἐπώμοσαν. οἱ δὲ τὸ δέρμα περιτεμόντες ἐς ἱμάντα ἕνα στενότατον, περιέθηκαν ἔνθα νῦν ἐστὶν ἡ Καρχηδονίων ἀκρόπολις· καὶ ἀπὸ τοῦδε Βύρσα ὀνομάζεται. χρόνῳ δ' ἐνθένδε ὁρμώμενοι, καὶ τῶν περιοίκων ἀμείνους ὄντες ἐς χεῖρας ἤπερ, ναυσί τε χρώμενοι, καὶ τὴν θάλασσαν οἷα Φοίνικες ἐργαζόμενοι, τὴν πόλιν τὴν ἔξω τῇ βύρσῃ περιέθηκαν. καὶ δυναστεύοντες ἤδη, Λιβύης ἐκράτουν, καὶ πολλῆς θαλάσσης ἐκδημήσεις τε πολέμους ἐστράτευον ἐς Σικελίαν, καὶ Σαρδώ, καὶ νήσους ἄλλας ὅσαι τῆσδε τῆς θαλάσσης εἰσί, καὶ ἐς Ἰβηρίαν· πολλαχῆ δὲ καὶ ἀποικίας ἐξέπεμπον· ἥ τε ἀρχὴ αὐτοῖς ἐγένετο δυνάμει μὲν ἀξιόμαχος τῇ Ἑλληνικῇ, περιουσίᾳ δὲ μετὰ τὴν Περσικήν. ἑπτακοσίοις δ' αὐτοὺς ἔτεσιν ἀπὸ τοῦ συνοικισμοῦ Ῥωμαῖοι Σικελίαν ἀφείλοντο, καὶ Σαρδὼ μετὰ Σικελίαν, δευτέρῳ δὲ πολέμῳ καὶ Ἰβηρίαν, ἔς τε τὴν ἀλλήλων ἐμβαλόντες μεγάλοις στρατοῖς, οἱ μὲν Ἀννίβου σφῶν ἡγουμένου τὴν Ἰταλίαν ἐπόρθουν ἑκκαίδεκα ἔτεσιν ἑξῆς, οἱ δὲ Λιβύην, Κορνηλίου Σκιπίωνος τοῦ πρεσβυτέρου σφῶν στρατηγοῦντος, μέχρι τὴν ἡγεμονίαν Καρχηδονίους ἀφείλοντο, καὶ ναῦς, καὶ ἐλέφαντας, καὶ χρήματα σφίσιν ἐπέταξαν ἐσενεγκεῖν ἐν χρόνῳ. δεύτεραί τε σπονδαὶ Ῥωμαίοις καὶ Καρχηδονίοις αἵδε διέμειναν ἐς ἔτη πεντήκοντα, μέχρι λύσαντες αὐτάς, τρίτον πόλεμον καὶ τελευταῖον ἀλλήλοις ἐπολέμησαν· ἐν ᾧ Καρχηδόνα Ῥωμαῖοι κατέσκαψαν, Σκιπίωνος τοῦ νεωτέρου σφῶν στρατηγοῦντος, καὶ ἐπάρατον ἔγνωσαν. αὖθις δ' ᾤκισαν ἰδίοις ἀνδράσιν, ἀγχοτάτω μάλιστα τῆς προτέρας, ὡς εὐχερέστερον ἐπὶ Λιβύῃ χωρεῖν. τούτων τὰ μὲν ἀμφὶ Σικελίαν ἡ Σικελικὴ γραφὴ δηλοῖ· τὰ δ' ἐν Ἰβηρίᾳ γενόμενα ἡ Ἰβηρική· καὶ ὅσα Ἀννίβας ἐς Ἰταλίαν ἐσβαλὼν ἔπραξεν, ἡ Ἀννιβαϊκή· τὰ

tués. Le spectacle est terrifiant. L'objectif des assaillants est double : vider la ville de ses habitants morts ou vifs et la détruire par l'incendie.

L'historien grec Polybe était présent, on l'a déjà dit, à côté de Scipion Emilien dont il était l'intime de la famille ; mais le détail du récit hallucinant de cette tragédie est conservé chez Appien, cette partie de l'histoire originale étant perdue. Des auteurs, défendant la mémoire des Romains et surtout des Scipion, disent qu Appien est porté à l'exagération compte tenu de sa formation alexandrine à l'école de Théron qui fait une grande place, dans les récits, aux discours et aux descriptions. Peut-être, emporté par l'horreur de ce qu'il décrivait, avait-il forcé le ton. Mais un Grec de sa génération, instruit par le sort réservé par les Romains à Corinthe, détruite par le consul Mummius en -146, précisément, et à Numance, en Espagne, détruite par le même Scipion Emilien en -133, n'a aucune raison de ménager les Romains. Cependant, il n'avait pas donné de preuves d'aimer particulièrement les Carthaginois dans ses écrits sur Amilcar et sur Hannibal. Outre sa source probable chez le témoin oculaire Polybe, il avait, probablement, recueilli d'autres récits disponibles à son époque. De telles actions sont nécessairement féroces et le compte-rendu en est marqué. Cependant, Appien ne ménage pas ses efforts pour offrir de Scipion une image si favorable qu'on ne saurait le taxer d'avoir voulu en salir la mémoire.

C'est dans le livre VIII (Libykè) de son ***Histoire romaine*** qu'Appien rapporte comment fut prise Carthage. Le récit dont sont extraits les passages suivants est emprunté à l'édition des Belles Lettres (Paris 2002), dans la traduction de Paul Goukowsky et Serge Lancel. ***(.Les numéros de pages renvoient à cette édition).***

L'entrée dans Carthage : ***L'effort de Scipion était dirigé contre Byrsa, la position la plus forte de la ville, où la majeure partie de la population avait trouvé refuge. Trois rues y grimpaient en partant de la Grand-Place, avec***



partout des immeubles de six étages tassés les uns contre les autres. Comme les Romains étaient criblés de traits à partir de ces immeubles, ils s'emparèrent des premiers pour, de là, repousser les ennemis montés sur les édifices voisins... Cette guerre se livrait donc en haut sur les toits, mais une autre se déroulait dans les rues contre les adversaires qui se présentaient. La ville entière était pleine de gémissements et de lamentations, de clameurs et de souffrances de toutes sortes, puisque des hommes étaient tués dans des combats rapprochés et que d'autres, encore vivants, étaient précipités du haut des toits et s'abattaient sur le sol, quelques-uns venant même s'embrocher sur le fer des lances dressées ou sur d'autres dards ou sur la pointe des épées...(page 116).

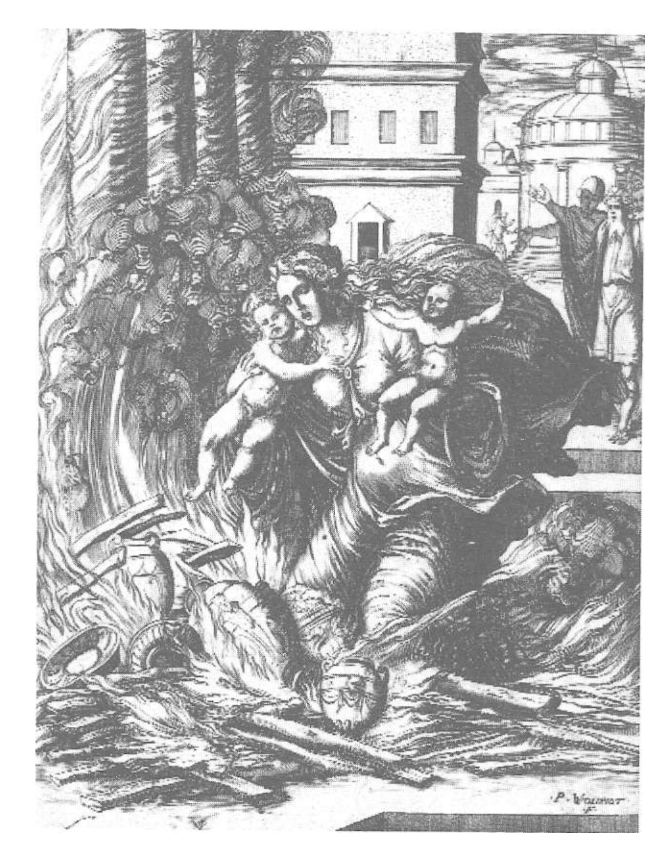
Scipion et son armée attaquent Carthage. La prise de Carthage. Huile sur toile de Giovanni Battista Tiepolo, v. 1725. Metropolitan Museum, New-York.

L'incendie : ***On évitait de rien incendier encore, à cause des Romains présents sur les toits, jusqu'à ce que Scipion atteignît Byrsa. Alors ilfit incendier les trois rues*** (celles qui montent à la colline) ***simultanément et ordonna à d'autres troupes de tracer un chemin à travers les quartiers qui flambaient les uns après les autres afin de faciliter la circulation des relèves,*** (page 116).

Les morts et les vivants : ... ***l'incendie embrasait tous les immeubles. ..Le vacarme s'en trouva considérablement amplifié et, avec les pierres, venaient s'écraser au milieu des Romains des masses de cadavres et aussi des vivants -surtout des vieillards, des enfants et des femmes qui s'étaient cachés au plus profond des maisons, les uns couverts de blessures, les autres à demi brûlés et poussant des cris affreux...*** (page 117).

Six jours et six nuits passés à tuer, incendier, ouvrir parmi les gravas des chemins pour ceux qui montent vers la colline. Appien rapporte aussi que Scipion présent partout, assure la relève des soldats épuisés et accorde à un groupe de Carthaginois qui a demandé de partir, le droit de quitter la ville. Le chiffre cité est de cinquante mille, ce qui paraît impressionnant, mais comme par ailleurs le même texte parle de six à sept cents mille habitants (ce qui paraît aux historiens exagéré), le nombre des rescapés est, en tout état de cause dérisoire ! Asdrubal, à son tour, demande la vie sauve, pour lui et les siens. Scipion accepte, mais les défenseurs de la citadelle refusent de se rendre et parmi eux sa propre femme.

La fin : ***On raconte que la femme d'Asdrubal, quand on allumait l'incendie*** (par les transfuges romains passés du côté carthaginois et décidés à périr pour éviter de tomber entre les mains de Scipion) ***se plaça bien en face de Scipion, parée de ses atours autant qu'elle avait pu lefaire dans son malheur ; elle avait disposé ses enfants à ses côtés et dit, de manière à ce que Scipion pût l'entendre : « Toi, Romain, tu n'as pas à craindre la vengeance des dieux, car tu as marché contre une terre ennemie ; mais Asdrubal, que***

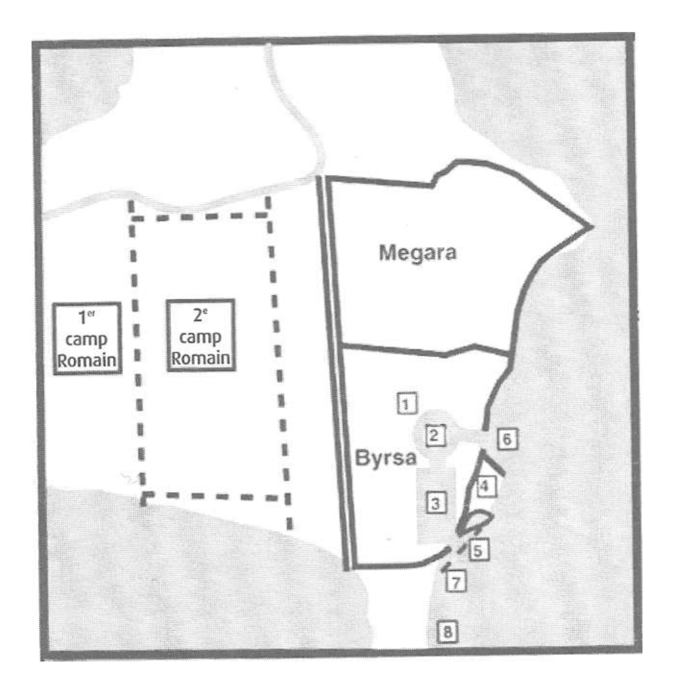


La femme d'Asdrubal, portant ses deux enfants, se précipite dans les flammes. Gravure de Pierre Woeriot, France, d'après Baldassare Peruzzi, Italie, v. 1555.

voici, traître à sa patrie, à ses sanctuaires, à moi-même et à ses enfants, puissent les divinités de Carthage le châtier, et toi-même en faire autant ! » (page 119). Après une ultime insulte à l'adresse de son mari, elle égorge ses enfants et se précipite avec eux dans les flammes.

Une fois Carthage en ruine, Scipion autorise les soldats à piller. Ils peuvent tout prendre sauf l'or, l'argent et les objets consacrés. Il envoie à Rome le butin. La ville, ou ce qui en reste, est brûlée durant dix-sept jours. Survenant après l'incendie des voies de communication qui a permis l'avancée des troupes romaines, cet incendie achève l'anéantissement de la grande cité. Les savants discutent encore pour savoir si l'incendie a

Positions de l'armée romaine à Carthage.



détruit aussi Mégara. Qu'importe ! Scipion avait prononcé, avant l'assaut final, l'***evocatio,*** la formule sacrée qui demande aux dieux protecteurs de la cité de la quitter, et la ***devotio*** qui la voue aux dieux infernaux ! Malgré ces imprécations, il semble que c'est le Sénat lui-même qui a exigé, après la destruction, la malédiction que beaucoup d'historiens rapportent. Toutefois, on discute encore pour savoir si la malédiction a couvert la totalité de la superficie de Carthage, Mégara comprise, ou bien le cœur de la cité antique de Byrsa (ports, plaine, collines, citadelle et acropole sacré), ou seulement le terrain exigu qu'on appelle aujourd'hui la colline de Byrsa et ce qui existait à sa place. Cette dernière hypothèse pourrait expliquer pourquoi, plus tard, les Romains ont complètement rasé la colline pour installer leur forum.

La guerre est finie. Scipion rentre à Rome savourer son triomphe. Une guerre qui n'avait aucune justifica-

tion, car même si le motif invoqué est le réarmement des Carthaginois, la victoire des troupes de Massinissa enlève toute valeur à l'argument. De plus, Carthage n'est pas soutenue par les autres villes puniques, dont Utique, Hadrumète, Leptis, Thapsus, Acholla, qui ont fourni du ravitaillement aux Romains ! Carthage a pris soin de ne rien entreprendre contre Rome et a accepté toutes ses exigences, si dures pour la population. La décision du Sénat romain est un acte cynique pour asseoir une suprématie en Méditerranée. En cette année 146, Carthage a cessé d'exister, en tant qu'Etat et en tant que ville. Ses ruines sont maudites. Mais peut-on condamner à mort une ville qui fut glorieuse durant huit siècles ?

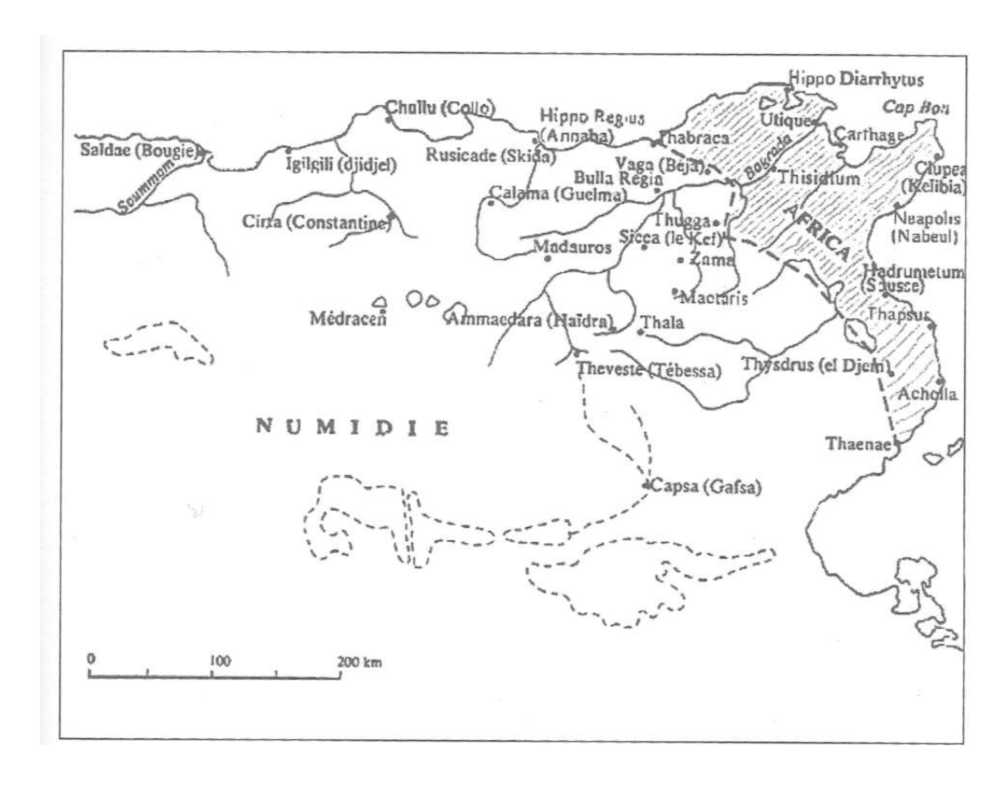
La destruction de Carthage. Miniature de Maître François, enlumineur, c. 1475-1480, Paris, illustrant la traduction française par Raoul de Presles de La Cité de Dieu ***de Saint Augustin. Fol. 21v, Livre 1,17. Bibliothèque municipale de Nantes.***



-123

UNE COLONIE ROMAINE

Utique devient capitale après Carthage. On dit que c'est là qu'a été célébré le triomphe de Rome et qu'au cours des jeux organisés à cette occasion, les transfuges qui ne sont pas morts dans l'incendie de Carthage ont été donnés aux fauves. Elle sert de siège à l'état-major militaire et elle devient le chef-lieu, mais de quoi ? Rome a occupé le territoire carthaginois qui a échappé au pouvoir de Massinissa et est limité par la ***fossa regia*** creusée de Tabarka jusqu'au sud de Sfax et ne comprenant ni Béja, le centre des zones céréalières, ni le Kef qui commande les plaines de l'Ouest, ni évidemment les villes de Gafsa, Gabès, Oea (Tripoli) et Leptis (Lebda) et tout leur environnement. Tout ce qui est à l'ouest de cette frontière est laissé aux souverains numides, fils de Massinissa. Le territoire conquis par Rome a vu son nom changé en ***Africa.*** Rome hésite entre colonie et province, durant plus de vingt ans. En -123, le Sénat, sur proposition de Caïus Gracchus, adopte une loi autorisant la création d'une colonie, ***Colonia Junonia Karthago.*** Nous ne possédons pas de détails, mais on peut supposer que, dans l'esprit du promoteur, il ne s'agit pas de déblayer le terrain encombré par les décombres de l'ancienne cité, mais de permettre l'installation des six mille colons sur les zones non détruites. On divisa le pays, hors des villes « libres » qui ont soutenu la guerre contre Carthage, en centuries d'environ cinquante hectares afin d'y installer ces colons. Cette colonie n'eut pas la vie longue.



Les adversaires de Gracchus lui ont reproché d'avoir permis l'installation de fermiers sur un sol maudit. Certains colons, superstitieux, sont repartis. En -111 le Sénat annule la loi de -123. Les colons qui n'étaient pas repartis sont autorisés à vendre leur lot à des investisseurs qui ont commencé à créer des ***latifundia.*** Des tributs sont perçus des occupants des lieux, des Puniques, des Libyco-puniques qu'on appelait alors, des ***Africains.*** Il faut attendre près d'un siècle pour que se créât, en -46, ***la Colonia Julia Karthago,*** en hommage à Jules César à l'origine de cette décision ; et, c'est une autre loi de -29 qui consacre l'abandon de l'interdit sur le sol maudit et donne naissance à la nouvelle Carthage, ***romaine.*** La province est gouvernée par des hommes de rang consulaire nommés pour une année, donc peu encouragés à entreprendre de grands travaux ou d'en-

Le tracé des limites territoriales de la nouvelle province romaine Africa et l'emprise numide, (d'après Christophe Hugoniot, Rome en Afrique. De la chute de Carthage aux débuts de la conquête arabe, ***Paris, Flammarion, 2000).***

gager des projets d'avenir. On a avancé le chiffre de trois mille nouveaux colons installés à la faveur de la nouvelle loi, auxquels furent adjoints d'anciens colons de la première vague ou des Africains romanisés.

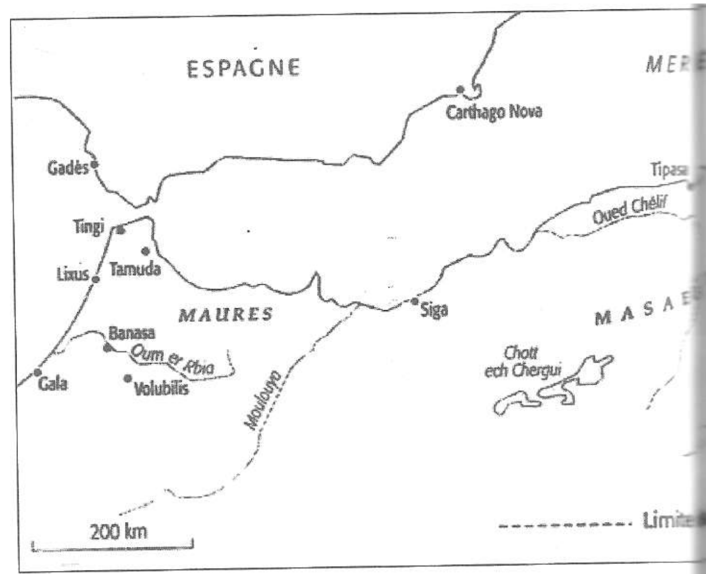
Hors du territoire sous occupation, s'étendent les royaumes numides ***massyle*** et ***massaessyle*** jusqu'à la frontière du Maroc (le cours de la Moulouya). Ainsi, les Romains ont sous leur tutelle depuis -146, un territoire carthaginois appelé ***Africa*** sous administration romaine directe, flanqué de royaumes représentant à l'Ouest et au centre, l'ancien territoire des ***Massaessyles*** confié aux héritiers de Syphax et, à l'Est, le royaume ***massyle*** des héritiers de Massinissa. Les rois berbères reçurent en cadeaux des livres de la bibliothèque carthaginoise, sauf les ouvrages intéressant Rome, comme le traité d'agronomie de Magon. Leur allégeance à Rome ouvre la porte à une romanisation graduelle.

La situation va changer à peine trente ans après la destruction de la Carthage punique lorsqu'en -118 le royaume berbère de l'Est va être pris en main par le petit-fils de Massinissa, Jugurtha, qui va s'engager dans un conflit mémorable contre Rome. A la mort de Massinissa, en effet, les pouvoirs ont été partagés entre ses trois fils - Micipsa, Gulussa et Mastanabal - par l'arbitre désigné par leur défunt père ; partage ***àes pouvoirs*** et non du ***sol*** au terme d'une sage décision du consul Scipion Emilien. Après la mort de ses deux frères, Micipsa est resté seul maître du trône. Il a élevé le fils de son frère Mastanabal et d'une concubine, un jeune prince du nom de Jugurtha tandis que le fils de Gulussa, Massiva, est accueilli à Rome où il s'est installé. Au moment de la guerre de Numance, en -133, Rome demande à Micipsa d'y envoyer un contingent de cavalerie numide. Le roi décide de placer à sa tête le jeune Jugurtha qui avait alors vingt-sept ans et avait montré sa bravoure dans les rangs de l'armée numide au point qu'il était devenu, dit-on, l'idole des soldats. Réédition de l'histoire de Massinissa ! Micipsa a-t-il

Vue aérienne actuelle (Google Earth) où les grandes centuriations, tracées par les arpenteurs romains, dans la région de Carthage sont encore visibles. Un patrimoine méconnu et qui mérite d'être respecté par les nouveaux schémas d'urbanisme.



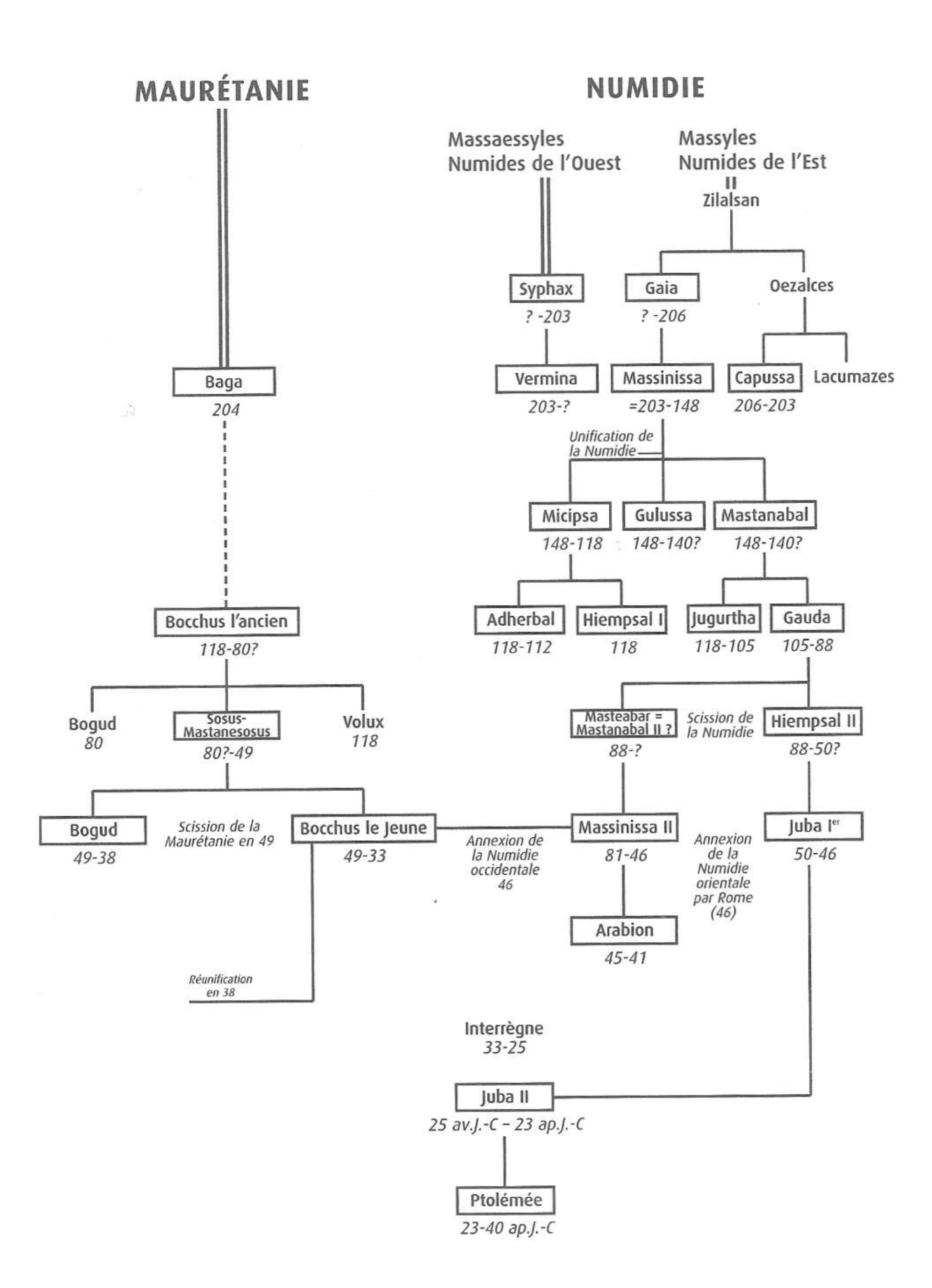
Jules César envoie une colonie romaine à Carthage. Peinture de Claude Audran II, 17 siècle. Musée national des châteaux de Versailles et du Trianon.



espéré se débarrasser de Jugurtha, parce que deux enfants sont nés dans son foyer royal - Adherbal et Hiempsal - et qu'il fallait penser à leur avenir ? Jugurtha, non seulement administre au siège de Numance la preuve de sa bravoure et de son savoir-faire, mais s'initie aux mœurs politiques romaines de l'époque, marquées par le recours à la corruption pour obtenir du Sénat ce que l'on désire. Au terme de la mission d'Espagne, le général romain, le même Scipion Emilien qui a détruit Carthage et partagé le pouvoir entre le père et les oncles de Jugurtha, donne au brave prince, à l'adresse de Micipsa, une lettre dans laquelle il souligne la valeur de ce baroudeur et toutes ses qualités de chef qu'il entend faire apprécier par le Sénat romain. Le roi comprend, en recevant ce message qu'il ne peut pas écarter Jugurtha pour faire place à ses deux enfants. Il adopte officiellement son neveu et confie, au moment de mourir, en -118, le pouvoir aux trois fils sous la tutelle romaine. Les trois héritiers se réunissent à Thirmida (probablement ***Thimida Bure,*** près de



Carte du II' au Ier siècle,
(d'après Claude Nicolet,
Rome et la conquête du monde méditerranéen,
t. 2, Paris, PUF, 2001).

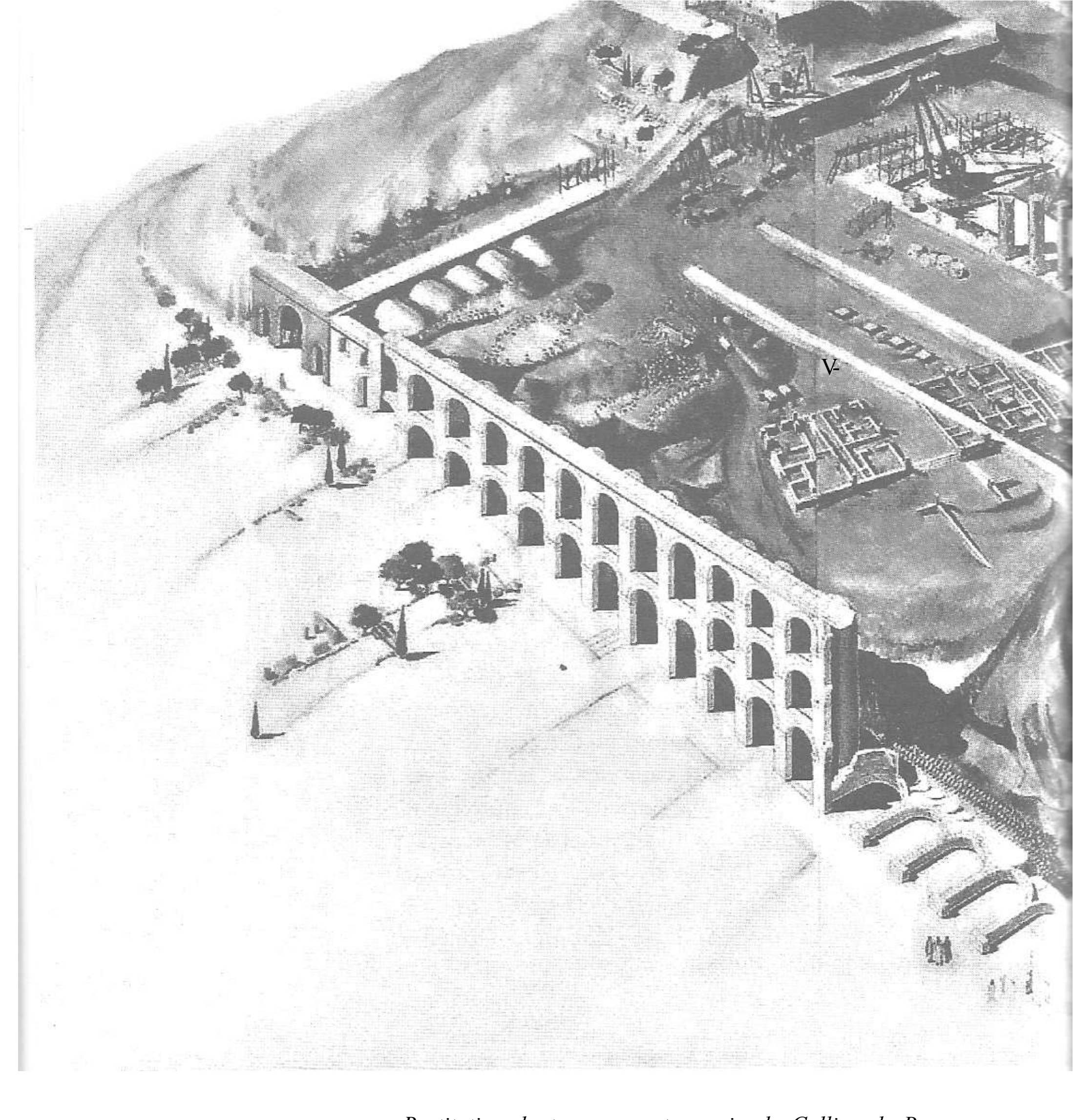

MAURÉTANIE
NUMIDIE
Massaessyles
Numides de l'Ouest
Massyles
Numides de l'Est
Zilalsan
Syphax
? -203
Gaia
? -206
Oezalces
Baga
204
Vermina
203-?
Massinissa
=203-148
Capussa
206-203
Lacumazes
Unification de
la Numidie
Micipsa
148-118
Gulussa
148-140?
Mastanabal
148-140?
Adherbal
118-112
Hiempsal I
118
Jugurtha
118-105
Gauda
105-88
Bocchus l'ancien
118-80?
Bogud
80
Sosus-
Mastanesosus
80?-49
Volux
118
Masteabar =
Mastanabal II ?
88-?
Scission de
la Numidie
Hiempsal II
88-50?
Bogud
49-38
Scission de la
Maurétanie en 49
Bocchus le Jeune
49-33
Annexion de
la Numidie
occidentale
46
Massinissa II
81-46
Annexion
de la
Numidie
orientale
par Rome
(46)
Juba Ier
50-46
Arabion
45-41
Réunification
en 38
Interrègne
33-25
Juba II
25 av.J.-C – 23 ap.J.-C
Ptolémée
23-40 ap.J.-C

Dougga), ne s'entendent pas et décident de partager le pays et le trésor. L'année suivante Hiempsal, le plus jeune qui s'est montré le plus hostile à Jugurtha, est tué. Son frère Adherbal accuse Jugurtha du forfait et se réfugie à Rome. Celle-ci convoque le présumé coupable. Le Sénat partage le royaume en deux : la Numidie centrale échoit à Jugurtha et la Numidie orientale est donnée à Adherbal. On peut interpréter ce partage comme une double précaution : placer le dernier fils légitime du défunt près de la province gouvernée par Rome et confier un territoire tampon à Jugurtha face aux héritiers de Syphax, l'ancien adversaire. C'était compter sans l'ardeur et l'appétit de Jugurtha.

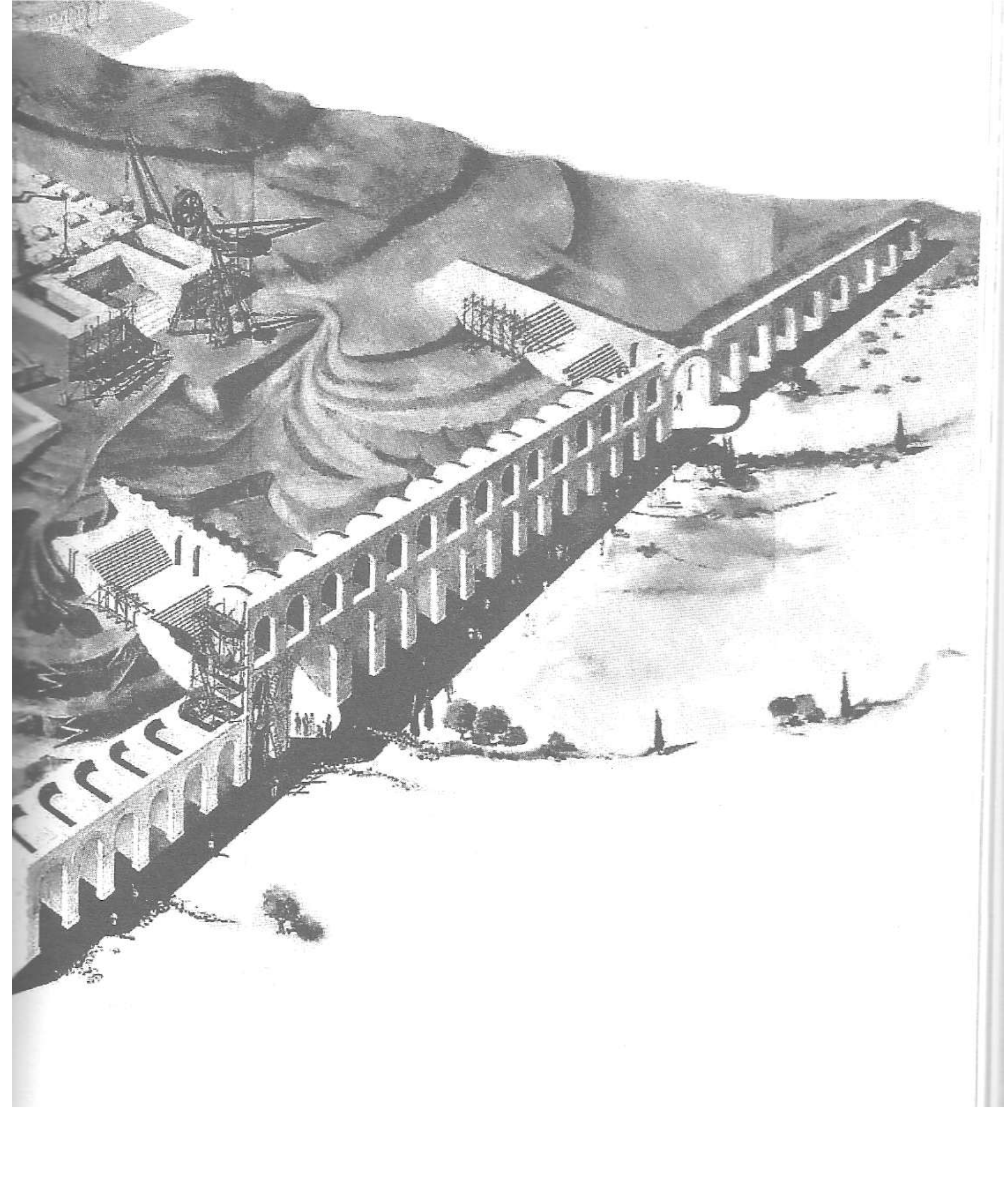
Ce partage, en effet, ne résiste pas cinq ans à l'usure. En -113 des opérations militaires obligent Adherbal à se barricader dans Cirta (Constantine). Jugurtha met le siège devant la ville qui dure cinq mois. Rome envoie des ambassadeurs sans succès. Elle convoque Jugurtha en territoire africain (c'est-à-dire carthaginois). Il répond à la convocation, mais refuse de lever le siège. Adherbal finit par capituler. Il est tué avec tous ses lieutenants. Jugurtha devient seul maître de la Numidie en rassemblant tout l'héritage de Massinissa.

Rome prend, en -111, la décision d'envoyer une armée en Afrique. C'est le début de la guerre dite de Jugurtha dont l'historien Salluste a fait un livre célèbre sous le titre de ***Bellum Iugurthinum.***

Tableau généalogique des dynasties et rois « berbères » de Maurétanie et de la Numidie Massaesyle et Massyle avant et après l'unification.



Restitution du terrassement romain de Colline de Byrsa. Musée de Carthage. Une -vaste esplanade est dégagée pour accueillir forum, basilique judiciaire et temples suivant les schémas de l'urbanisme romain.



-111/105

LA GUERRE DE JUGURTHA

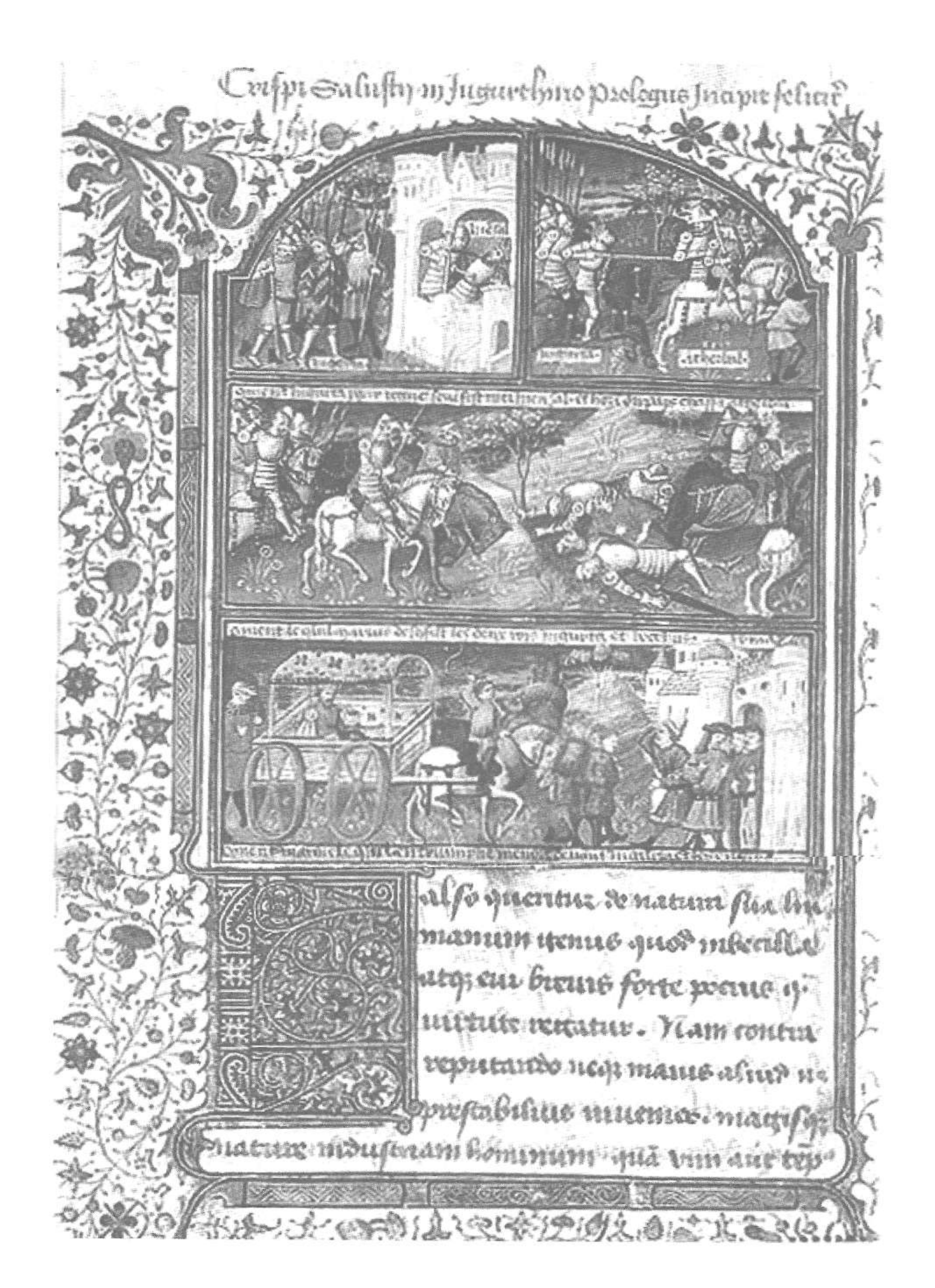


Jugurtha. Pièce de monnaie émise par la Banque Centrale de Tunisie en 1969,

De haut en bas : « Usurpation de jugurtha, victoire de Marius, triomphe de Marius ». Miniature du Maître de Bedford pour le livre de Salluste De bello jugurthino *(Guerre de jugurtha), Paris, v. 1430.*

Saliuste (-86/-35) est le seul historien dont le compte rendu est resté entier. Personne ne peut s'en passer. Des autres auteurs qui ont traité le sujet ne restent que des bribes sur lesquelles on peut difficilement fonder un récit continu.

Le récit de la « guerre de Jugurtha » appelle trois remarques préalables. En premier lieu il faut relever que Saliuste est de parti pris. Son hostilité à Jugurtha se manifeste à chaque page. Pour lui, c'est un personnage mauvais, criminel, corrupteur et perfide qui s'est initié à ce qu'il y avait de pire dans les mœurs romaines au cours de son séjour en Espagne. De plus, Saliuste étant un protégé de César et donc un partisan des partis populaires s'opposant avec force à l'aristocratie corrompue du Sénat, il vilipende, en dénonçant Jugurtha, les mœurs de ses propres ennemis. Ainsi, il ne manque aucune occasion, au cours de son récit, de se laisser entraîner dans des digressions sur les faits ou les méfaits des uns et des autres parmi les personnalités de l'époque ou dans le rappel des discours de ceux dont il partage les idées. Sans doute les mœurs de Rome n'étaient-elles pas exemplaires, en ce début de déclin de la République, mais Saliuste lui-même ne s'était-il pas enrichi quand, en -46, il a été nommé par César gouverneur de Numidie ? Avec la fortune amassée en Afrique il s'est fait construire une villa superbe à Rome, ***Horti Sallustiani*** restée célèbre. Aussi devons-nous être prudents dans la lecture de son texte.



-111/105 : La Guerre de Jugurtha 1137

Ne pouvant le corriger, limitons-nous à rapporter les faits bruts et laissons le lecteur se faire sa propre opinion.

En second lieu si Jugurtha est chargé de tous les vices par une certaine historiographie romaine, il faut non seulement rappeler qu'il a trouvé des défenseurs partout à Rome et surtout au Sénat (même si on les accuse de forfaiture), mais qu'il est resté un grand homme aux yeux d'un nombre considérable de Maghrébins qui voient en lui le premier « nationaliste » à s'être dressé, avec un succès limité dans le temps, contre ce qu'il considérait comme l'hégémonie et l'occupation étrangères. Il a utilisé à son profit les contradictions du pays dominant ; il est considéré comme un héros emblématique de l'indépendance des peuples ; et, à ce titre, les « délits » qui lui sont reprochés ne font-ils pas partie, hélas !, de la riche histoire des guerres anti-coloniales ? Bourguiba ne disait-il pas, avec fierté : « ***Te suis un Jugurtha qui a réussi !*** »

Passage de la Guerre de Jugurtha ***de Salluste. Manuscrit latin sur parchemin, fin du X' siècle. BNF, Paris.***

Enfin, depuis la fin de la seconde guerre punique, les Romains ont encouragé leurs jeunes nobles ou hommes de valeur à tenter ce qu'on appellerait aujourd'hui ***l'aventure coloniale***, pour s'illustrer en politique et aussi pour s'enrichir. La Grèce, l'Espagne, l'Asie mineure sont devenues des champs d'honneur mais également des mines aux trésors convoités, et peu de généraux et de conquérants ont échappé à l'accusation de détournement de fonds ou de biens.

Les faits. Rome confie, en -111, l'armée envoyée en Afrique au consul L. Calpurnius qui, dès son arrivée, convoque Jugurtha qui se trouve à Béja. La rencontre a lieu et Jugurtha obtient la paix en accep-



Combat de Marius et de Jugurtha. Miniature du Moyen-Age.

tant de se soumettre aux exigences de Rome. Calpurnius laisse sur place sa légion comme garantie de paix ; mais les soldats se conduisent comme des prédateurs dans un terrain conquis. On accuse Jugurtha de les corrompre. Rome envoie le préteur Cassius (il sera consul en -107) pour convoquer à Rome Jugurtha. La rencontre a lieu à Béja et le roi accepte d'accompagner le préteur. Le Sénat n'arrive pas à juger le roi numide en raison de l'opposition des sénateurs

Le triomphe de Marius. Huile sur toile de Giovanni Battista Tiepolo, 1729. Metropolitan Muséum, New-York.



qui lui sont acquis. On est, alors, en -110. Les adversaires de Jugurtha poussent le fils de Gulussa, Massiva, qui vit à Rome, à réclamer le royaume numide. Le prétendant est assassiné et Jugurtha est accusé d'avoir fait commettre le crime par son collaborateur Bomilcar et d'avoir soustrait celui-ci au jugement en l'expédiant en

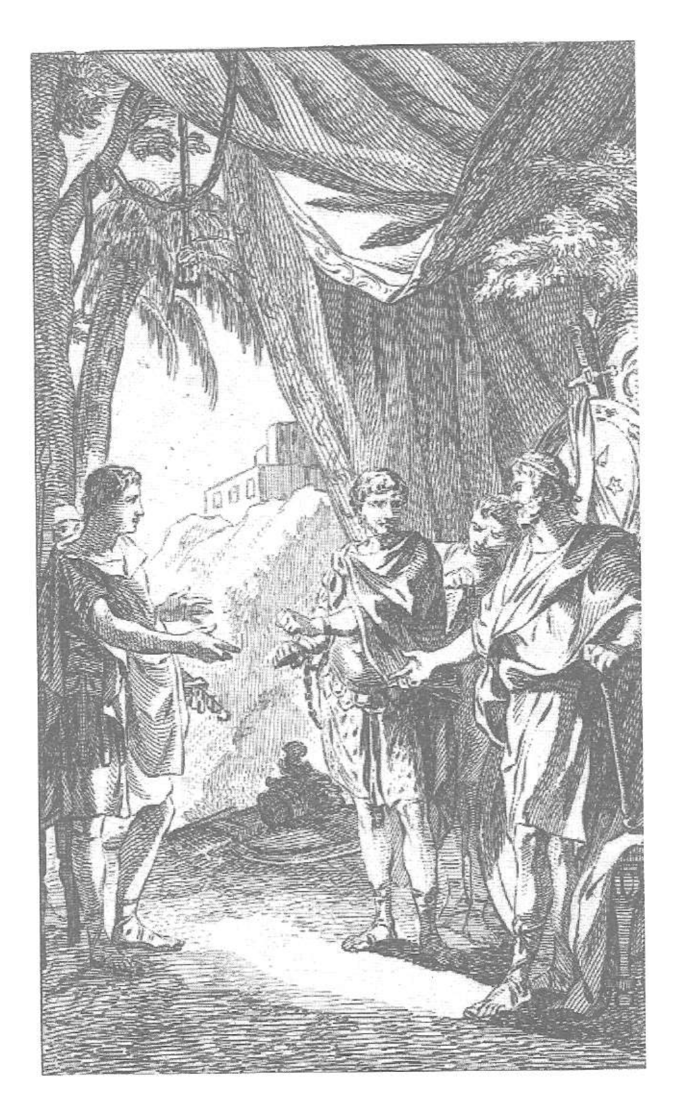
Numidie. Il est, à son tour, renvoyé en Afrique. C'est alors qu'il prononce sa phrase célèbre : « ***Urbem venaient et mature perituram si emptorem invenerit,*** ville corrompue et prête à se vendre si elle trouve un acheteur ».

La guerre reprend. Le consul Albinus est chargé de conduire l'armée d'Afrique. Les opérations traînent en longueur. Albinus, parti à Rome pour les élections, laisse le commandement à son frère Aulus qui, voulant s'illustrer, sort l'armée, en plein hiver, en direction de Calama (Guelma). Jugurtha l'encercle. Des Ligures et des Thraces de l'armée romaine désertent pour le côté numide et Aulus accepte de quitter la Numidie. Albinus de retour ne fait rien pour redresser la situation. Metellus, consul de l'année -109, arrive en Afrique. Il décide, avec son lieutenant Marius le chef de la cavalerie, de commencer par remettre sur pied une armée qui ne connaît plus de discipline. Il installe son camp à Béja, puis livre bataille au sud de Bou-Salem, près de l'oued Mellègue. Le résultat est incertain en fin de journée, mais le consul romain est satisfait parce que l'armée se comporte comme une vraie légion. Les protagonistes prennent la direction de Zama. Jugurtha

Monnaie de Faustus Cornelius Sylla, v. 56 av.J.-C. Sur le revers : Sylla trônant, Bocchus (roi de Maurétanie) agenouillé, tient une branche d'olivier et Jugurtha, en position de captif, a les mains liées.



Bocchus livre Jugurtha (au centre) à Sylla. Illustration du livre de Charles Rollin The Roman History, *Londres 1739-45.*



refusant le combat, Metellus assiège Zama, la ville royale. Marius est envoyé en direction de Sicca (Le Kef) mais il se fait cerner par Jugurtha, en réchappe et retourne à Zama. Echec de l'armée romaine qui s'en va occuper ses quartiers d'hiver à la fin de cet été -109. Bomilcar plaide auprès de son roi pour arrêter les frais

d'une lutte inégale, les Numides n'étant pas en mesure de vaincre. Jugurtha se laisse convaincre. Les pourparlers qui, en fait, n'ont jamais été interrompus, font connaître les exigences romaines. Metellus réclame la livraison de deux cent mille poids d'argent, de tous les éléphants, des chevaux et des armes ainsi que la remise de tous les transfuges de l'armée romaine. Jugurtha accepte ! mais refuse de se rendre en personne à Medjez-el-Bab. Le Sénat romain attribue la Numidie à Metellus. Jugurtha décide de reprendre la guerre. Un complot est fomenté contre la garnison romaine à Béja. Metellus reprend Béja et fait exécuter tous les membres du sénat de la ville.

En mars -108, c'est le nouveau consul Marius qui reçoit le commandement pour l'Afrique. En attendant, Metellus livre bataille, défait Jugurtha qui se réfugie à Thala, le poursuit et assiège la cité. Jugurtha s'en dégage et part vers l'Ouest (les sources ne donnent pas d'autre précision). Le siège de Thala dure quarante jours. Pendant ce temps, Leptis Magna se met sous la protection du consul romain qui lui envoie quatre cohortes. Metellus, l'aristocrate, souhaite finir la guerre avant l'arrivée de son successeur et ancien adjoint, Marius, un consul issu de la plèbe. Jugurtha cherche à lever des renforts, probablement dans les Aurès et dans la région du Mzab (les sources anciennes parlent de Gétules, les Berbères des confins sahariens). Il prend langue avec Bocchus, roi de Maurétanie (Maroc du Nord). Les deux rois décident de marcher ensemble vers Cirta (Constantine). On ne sait, à ce stade, si Cirta est déjà prise par Metellus ou si les deux rois veulent en faire leur base ? Metellus engage des pourparlers avec Bocchus. Marius envoie son lieutenant Manlius en avant-garde en Afrique. Lui-même débarque à Utique et s'en va assiéger Gafsa qui ne se rend qu'à la fin de l'été -107. Les défenseurs sont massacrés, les habitants survivants sont réduits en esclavage et les bâtiments sont incendiés. Marius veut donner cette ville en exemple.

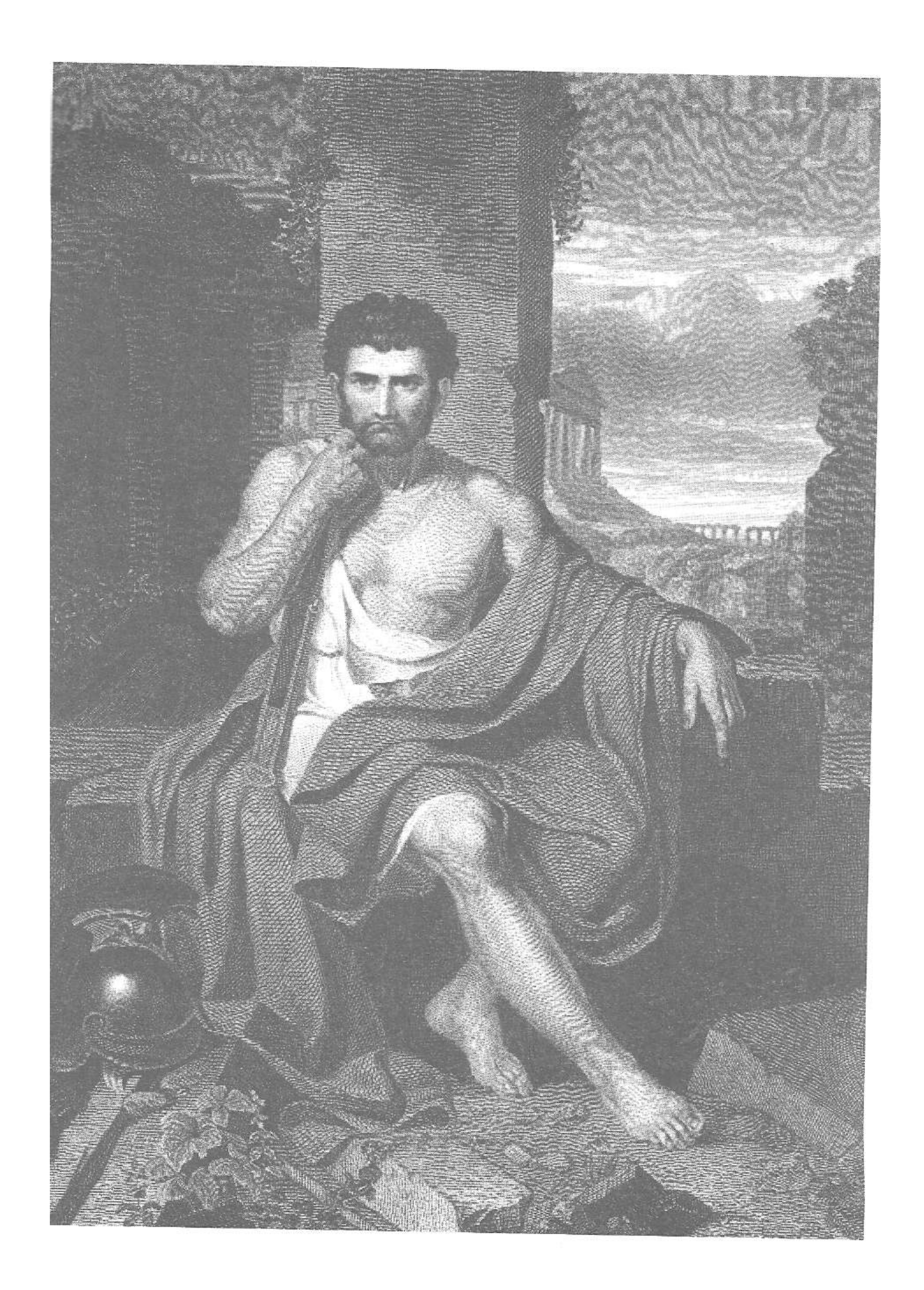
Sulla, chef de la cavalerie le rejoint, venant d'Utique. Il envoie son autre adjoint à Larès (Lorbeus).

Jusqu'à ce stade du récit de la guerre le lecteur a pu suivre l'évolution des adversaires sur les champs de bataille de Tunisie, et en partie de l'Est de l'Algérie. Mais les mouvements des armées vont désormais devenir difficiles à suivre sur le terrain. On dit que Marius a installé ses quartiers pour l'hiver 106/105 sur le littoral ; lequel ? dans la région de Constantine ? Une bataille est livrée et l'issue en est indécise ; où ? Marius arrive à Cirta ; dans la ville ou devant ? Bocchus lui envoie des émissaires demander d'engager des pourparlers. Le général romain lui délègue ses deux lieutenants Manlius et Sulla. Le roi mauritanien envoie à Rome des ambassadeurs. Des gages lui sont donnés en contrepartie de la paix. Sulla est envoyé de nouveau à Bocchus.

En -105, au terme de pourparlers secrets, Jugurtha qui a cru consolider son alliance en épousant une fiËe de Bocchus est livré par son beau-père à Marius ; le roi mauritanien préférant la sauvegarde de son royaume à la vie de son gendre. Marius met ainsi fin à une guerre de sept ans. Jugurtha marchera, avec ses deux fils devant le char du triomphe à Rome et sera mis à mort dans la prison du forum, le Tullianum. Il avait cinquante-quatre ans.

Une page de l'histoire est tournée. Jugurtha a voulu refaire l'unité du royaume de Massinissa. Cette Numidie-là a cessé d'exister. L'Oranie est donnée à Bocchus. Un territoire exigu entre le Constantinois et l'Algérois continuera à s'appeler Numidie et est donné à Gauda, un demi-frère de Jugurtha. La Numidie de l'Est est annexée au domaine romain. La province d'Afrique, ***l'Africa Vêtus*** est agrandie. Retour de pendule de l'histoire, ce que les Romains vont appeler ***YAfrica Nova*** correspond, à peu près, à l'extension du territoire punique de Carthage à son apogée, du littoral constantinois à Leptis Magna et la Grande Syrte.

Marius méditant sur les ruines de Carthage. Gravure d'après l'huile sur toile de John Vanderlyn, 1842.



-105

TOUTE *L'AFRICA* EST ROMAINE

L'Afrique est romaine pour plusieurs siècles, jusqu'à l'arrivée des Vandales en 430 ; ***l'Africa vêtus*** à partir de la destruction de Carthage en 146 av. J.-C., et ***YAfrica nova*** à partir de la fin du royaume de Jugurtha en 105 av. J.-C., soit pour 576 et 535 ans. Une si longue période transforme profondément un pays, ses habitants, leur mode de vie, leur économie et leur environnement urbain et monumental, comme l'ont fait sept siècles de métissage humain et culturel entre Berbères et Puniques. L'empreinte laissée par cette romanisation n'apparaît pas, aujourd'hui, du premier regard, à l'exception des ruines des théâtres, amphithéâtres, aqueducs, basiliques, temples et autres vestiges. Mais six siècles transforment aussi l'invisible c'est-à-dire la culture d'un peuple. L'originalité de la Tunisie c'est cette rencontre, à travers sa longue histoire, des cultures punique, romaine et arabe sur un substrat berbère. Déjà nous avons vu des rois et des villes porter des noms puniques et des noms autochtones, Massinissa, Jugurtha, Massiva, Adherbal, Mastanabal, Cirta, Thugga, Tacapes. Des noms latins vont apparaître, des Augustin, Tertullien, Cyprien, Monique, Julius, Aurélien, au point qu'il faut s'assurer parfois de l'origine d'un personnage célèbre tel que l'empereur Septime Sévère, à la fois punique et berbère.

Cinq phénomènes focalisent notre attention durant ces siècles : la romanisation progressive qui va aboutir à la citoyenneté universelle sous Caracalla (202) ; la

Allégorie de l'Africa, reconnaissable à la coiffe en dépouille d'éléphant. Coupe en argent provenant du « Trésor de la Villa de Boscoreale » à Naples. Fin du I" siècle avant J.-C. -première moitié du I" siècle ap. J.-C. Musée du Louvre.







Personnification de L'Africa. M osa ïque du III" siècle, Musée d'ElJem.

christianisation qui va donner à l'église catholique des martyres et d'ardents défenseurs ; la passion religieuse qui va enrôler les Africains en faveur de doctrines radicales ; la conjonction entre revendications religieuses et revendications sociales illustrée par le mouvement des Circoncellions. Le cinquième phénomène est celui de l'urbanisation qui était déjà très importante durant les siècles précédents, comme en témoignent les noms des villes et qui va s'accentuer au point de faire de cette ***Africa*** romaine une des provinces les plus urbanisées de l'empire. Cette transformation physique du paysage et le rôle joué par des citoyens africains dans la vie de l'empire vont donner aux plus illustres d'entre eux l'occasion d'embellir les villes par des monuments dont les vestiges témoignent aujourd'hui de la splendeur passée. Ces changements s'entrecroisent durant ces siècles et en empêchent la division en périodes distinctes. Nous choisirons quelques dates significatives pour mettre en lumière ces phénomènes.

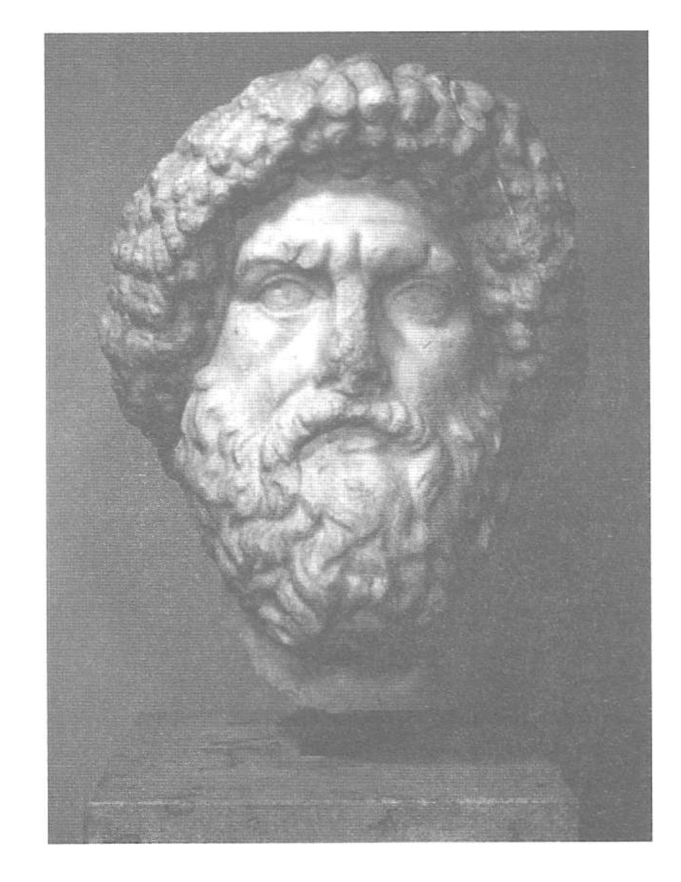
Page de gauche : Personnification de Rome. Mosaïque du II siècle. Brooklyn Museum, New- York.

-146/+212

LA ROMANISATION

En vérité, la romanisation a commencé avec Massinissa qui pour consolider son royaume n'hésita pas à faire cause commune avec les Romains. Plusieurs de ses descendants ont été éduqués à Rome. Une fois Carthage détruite en -146, la romanisation s'est traduite

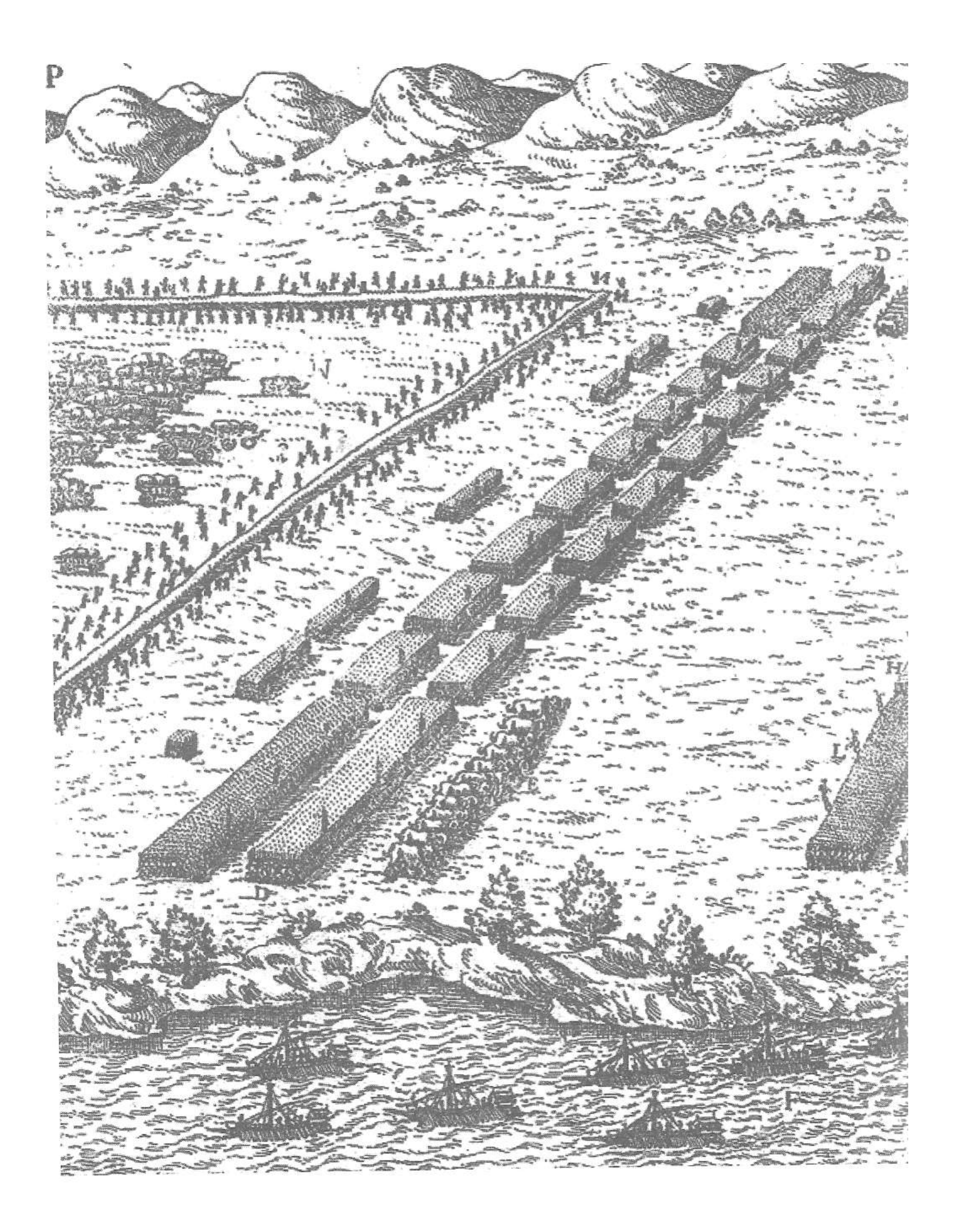
Buste en marbre de Juba I", roi de Numidie, provenant du site de Cherchell (ancienne Caesarea), Algérie. Fin du I" siècle av.J.-C. Musée du Louvre.

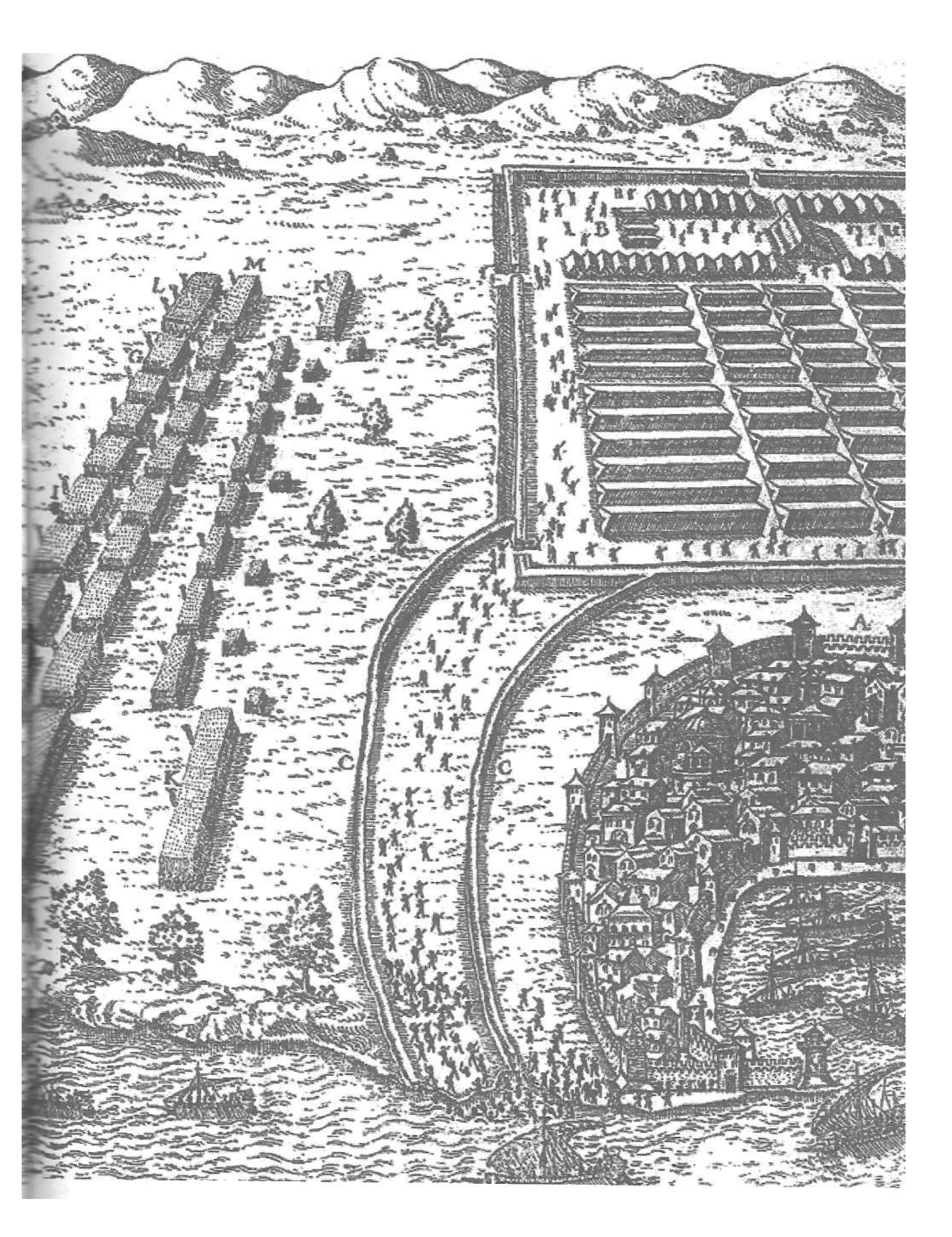


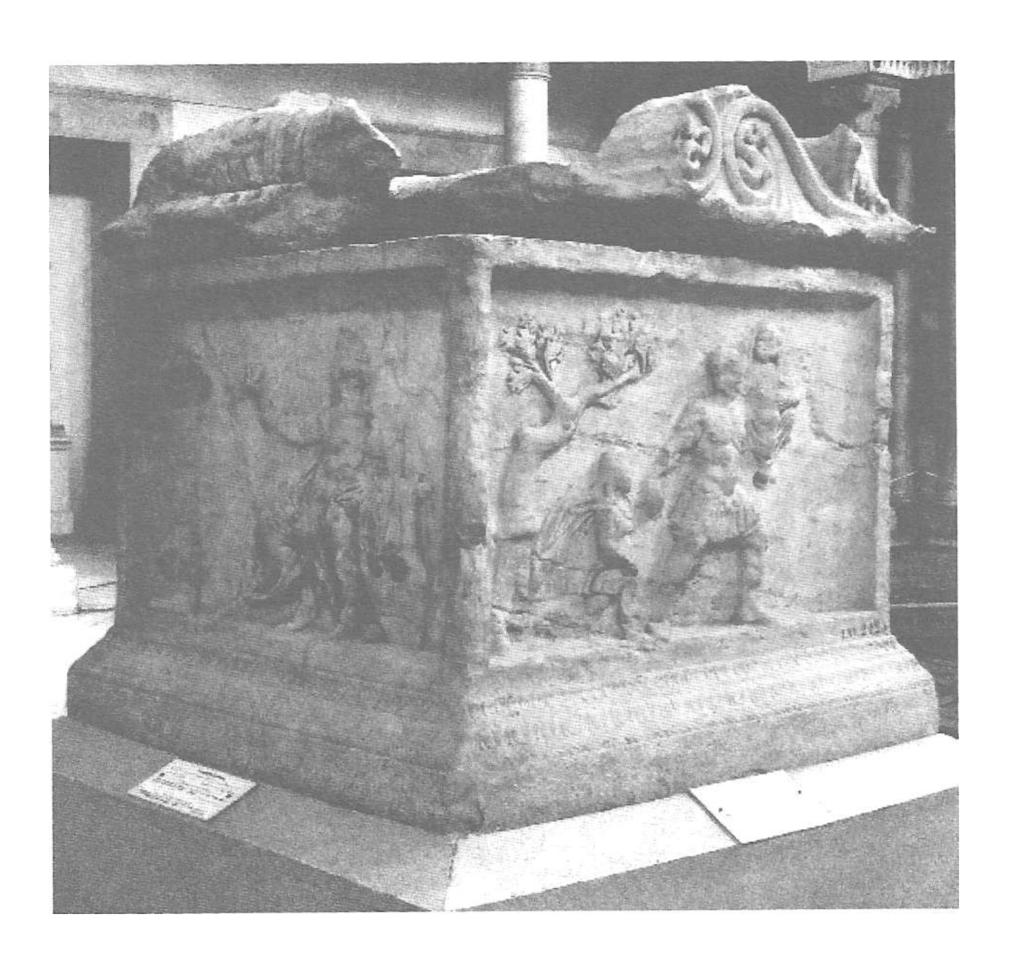
Page de droite : Monnaie de q. Caecilius Metellus Pius Scipio, 46-47 av.J.-C. frappée dans la province Africa.

par l'installation de colons ; et, si l'occupation du sol de Carthage posait quelque problème, le reste du territoire était resté disponible. La ***Provincia Africa*** n'est-elle pas un domaine romain gagné par les armes ? Les villes libres - celles qui avaient pris le parti de Rome avant la destruction de Carthage, comme Hadrumète, Thapsus, Leptis, Utique ou Acholla - ont échappé à la main mise ultérieure par les Romains. Passé l'épisode de la colonie créée par Gracchus, entre -123 et -111, la fin du royaume massyle de Jugurtha en -105 a mis fin à la division de l'Afrique et étendu le domaine romain comme il a été signalé précédemment. Cette Afrique couvre alors un domaine très étendu de Bône à la Tripolitaine en passant par Thagaste (Souk-Ahras) etTheveste (Tébessa). ***L'Africa nova*** voit Sicca (Le Kef) désignée pour en être le chef-lieu, Utique restant le chef-lieu de ***L'Africa vetus.*** Un domaine à l'Ouest est laissé aux descendants de Massinissa élevés à Rome et considérés sûrs. C'est ainsi que Juba arrière petit-neveu de Massinissa s'est trouvé sur le trône d'un royaume numide, réduit, certes, mais réel au milieu du premier siècle av. J.-C Mais Juba est si bien romanisé qu'il est entré dans les jeux des partis politiques et s'est rangé du côté de Pompée contre César. Dès la victoire de celui-ci sur les partisans de Pompée à Thapsus en -46, le royaume numide est supprimé et le domaine romain est étendu plus encore à l'Ouest. Un aventurier, allié de César, du nom de Sittius reçut en don une partie de l'héritage numide avec Cirta comme chef-lieu. Il installe dans son nouveau domaine ses mercenaires campaniens. Il perd tout à son tour à la mort de César et c'est Auguste en -40, ayant l'Afrique en partage, qui décide l'unification des deux provinces et l'extension du territoire par l'incorporation du domaine de Sittius. La romanisation est en marche

Double page suivante : La Bataille décisive de Thapsus (Ras Eddimes). Gravure d Andréa Palladio. La victoire de César sur les partisans de Pompée à Thapsus en - 46 scelle la fin du royaume numide.


P
D
D
L
F


M
L
K
G
I
B
A
C
C
K

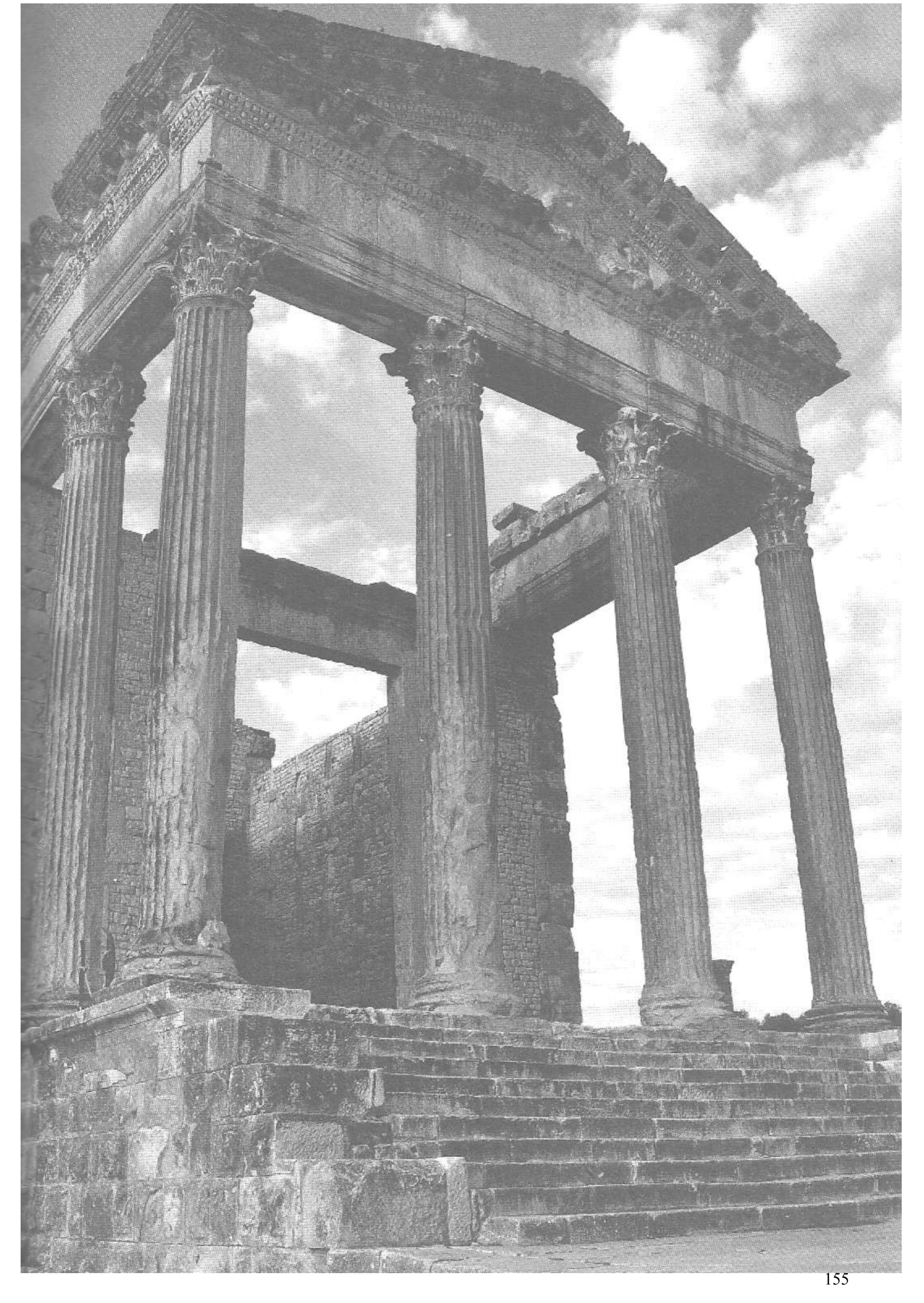


I

Autel dédié à la famille de L'empereur Auguste(Gens Augusta), témoignant de la diffusion du culte impérial à Carthage. Bas-relief sur quatre faces. Ici, à gauche, une personnification de Rome munie de ses attributs.

plus que jamais puisque Rome va bientôt faire renaître Carthage de ses cendres et que le domaine sera ouvert à l'émigration italienne durant le siècle suivant.

Cette Afrique-là va poser de nombreux problèmes à l'empire naissant. Dans le partage du pouvoir, c'est au Sénat d'en désigner le gouverneur avec rang de proconsul (d'où le nom d'Afrique proconsulaire), mais c'est l'empereur qui est maître des forces armées, et le chef de la légion, la célèbre ***Augusta,*** dépend de lui. Dualité de pouvoir donc, et source de conflits entre le Sénat et l'Empereur. Il s'ensuit des frictions entre les



Page précédente :
Le Capitale de Dougga. Temple romain du II' siècle dédié aux divinités protectrices de Rome : Jupiter, Junon et Minerve.

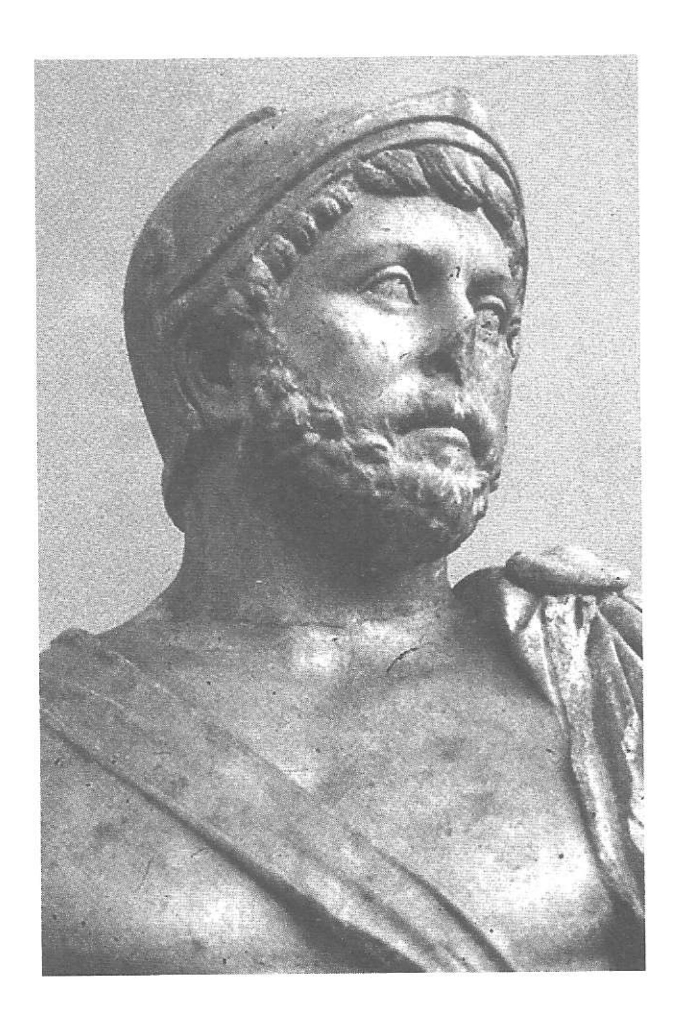


Figure héroïsée de l'empereur Hadrien. Musée du Bardo.

deux hauts responsables régionaux qu'on cherche à atténuer en déplaçant le militaire vers Sicca (Le Kef) puis, sous les empereurs Flaviens à Tébessa, et enfin à Lambèse (en Algérie). D'un autre côté, l'immigration italienne étant pratiquement tarie à la fin du premier siècle après J.-C., et la romanisation accordant des droits que les autochtones ne dédaignent pas, on va voir les cités s'engager dans un processus qui les conduira à devenir des partenaires à part entière dans l'empire.

Les cités sont classées soit en colonies soit en cités pérégrines. Elles reçoivent les unes après les autres le statut de ***municipe*** qui permet aux habitants libres des premières d'être des citoyens romains et aux habitants des secondes d'obtenir la citoyenneté romaine à titre individuel en fonction du rang occupé dans la direction des affaires municipales (membre du sénat de la ville ou magistrat). Des colonies peuplées uniquement d'Africains obtiennent parfois le statut de ***municipia civium romanorum.*** La distribution des pouvoirs à la tête de ces municipes est calquée sur le modèle de Rome. Toutefois des traces d'organisation punique restent dans des cités à dominante africaine.

Ce mouvement de romanisation est suffisamment important pour donner à l'empire, sous l'empereur Hadrien au milieu du deuxième siècle, des milliers de dignitaires de haut rang. En 212 un édit de Caracalla fait de tous les habitants libres de l'empire des citoyens romains. Au troisième siècle, vingt-cinq à trente procurateurs équestres sur cent soixante-dix sont africains. Les Africains romanisés accèdent à toutes les charges : préfet du prétoire, commandant des troupes, juge, voire sénateur. Les empereurs Marc Aurèle et Commode leur donnent des charges importantes pas seulement à Rome. Enfin c'est grâce au « parti » africain que les Sévère ont supplanté les Antonins. Ils vont, à leur tour, accentuer le rôle des Africains dans l'empire et n'oublient pas qu'ils sont de souche libyco-punique : ils feront renaître la Numidie sur une superficie réduite, mais suffisante pour satisfaire l'amour-propre des autochtones.

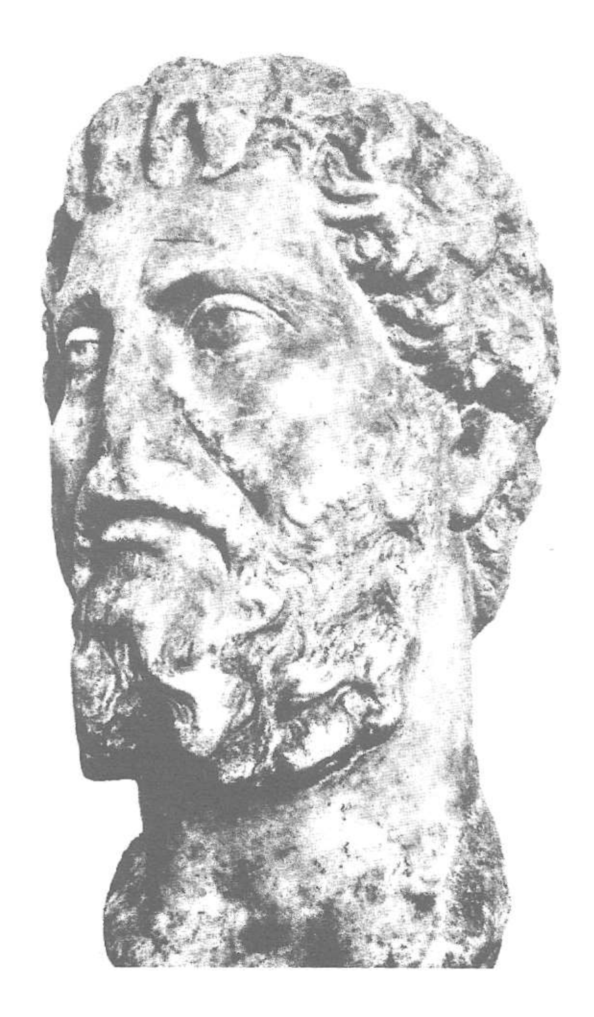
Cette vague de romanisation connaît des limites. Si les villes donnent naissance à une bourgeoisie dont l'idéal est, à la fois, l'enrichissement et la citoyenneté romaine, la majorité de la population reste rurale et attachée à ses traditions. Les épîtres de Saint Augustin en témoignent clairement. En outre, les villes conservent leur nom d'origine, souvent berbère, parfois punique,

Buste de l'empereur Caracalla provenant du site de Thuburbo Majus. Musée du Bardo.



même si elles lui accolent une épithète ou une définition latines. Ainsi en est-il, entre bien d'autres, de Hadrumete, Thuburbo maïus et minus, Thubursica bure, Ubba Cellae, Leptis minor et Leptis magna, Turris Tamalleni, à côté des Capsa, Tusurus, Thysdrus, Thapsus, Cercina, Vaga, Thabraca, Tunes, etc.

Le contraste entre villes romanisées ou en voie de l'être et les campagnes demeurées marquées par la



Buste de l'empereur Septime Sévère, Musée du Bardo.

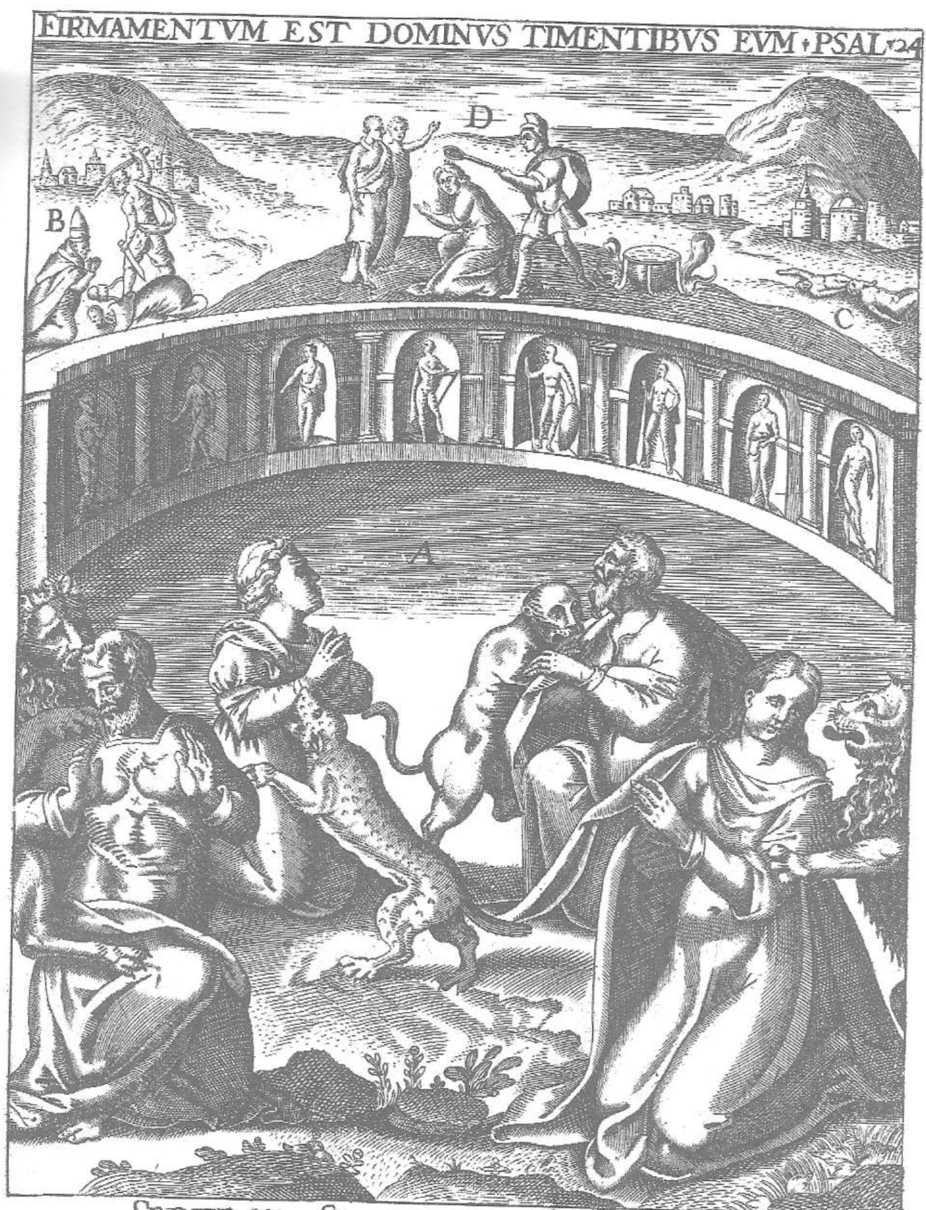
culture libyco-punique trouvera son expression dramatique dans les différents soulèvements et dans les tentatives d'investir les zones riches, surtout en période de disette. Les autorités impériales déplacent, par nécessité, le ***limes***, cette frontière, dérisoire en certains endroits, délimitant le domaine sous contrôle romain. Les gestes accomplis par la dynastie des Sévère répondent aussi au désir de donner satisfaction aux autochtones.

200/410

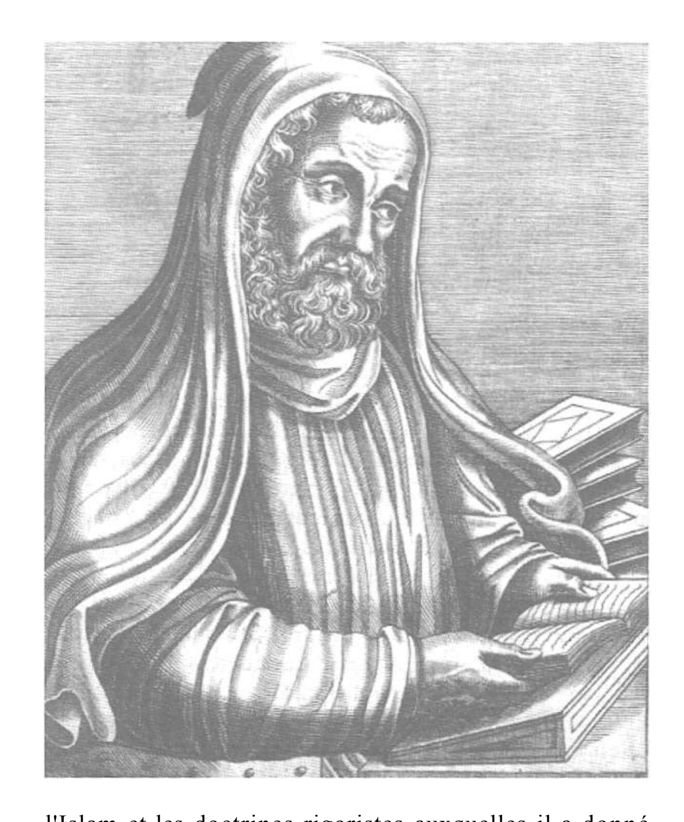
ESSOR DU CHRISTIANISME

Augustinus, Saint Augustin dans son étude, en second plan le buste de Platon et en arrière plan les ruines d'une basilique. Pièce d'un dinar émise par la Banque centrale de Tunisie, 1969.

Le Christianisme s'est introduit en Afrique en douceur. On ne peut pas mettre une date précise sur le début des conversions, mais, en revanche, on peut dater le début des persécutions. Le martyre de Perpétue, en 200, suivi, en 203, par celui de Félicité, constitue un repère. C'est Septime Sévère qui est, alors, empereur à Rome où c'est le culte de l'empereur qui est de droit, associé à celui des divinités tutélaires traditionnelles. Comme en d'autres lieux, le Christianisme a d'abord attiré les esclaves et les humbles. Il représente un danger pour les classes dirigeantes quelle que soit leur origine. La progression de la nouvelle religion se fait lentement, mais finit par pénétrer les couches sociales supérieures et les rangs de l'armée. Elle se diffuse d'une manière continue de 235 (l'ère des empereurs Gordiens) jusqu'en 430. Les Africains ont montré, à travers l'histoire, une inclination manifeste à adhérer à un credo simple marqué d'une grande rigueur. Aussi ont-ils été attirés par des courants de pensée radicale. Ainsi en est-il du Manichéisme (qu'adopte Augustin dans sa jeunesse), du Donatisme (dont il sera question plus loin) et de l'Arianisme professé par le prêtre alexandrin Arius. Nous verrons, d'ailleurs qu'il en sera ainsi avec



SEPTIMIO SEVERO, ET CARACALLA, IMPP,
A. PERPETVA et FELICITAS et alij bestijs obiecti dilaniantur.



Tertullien (v. 155-220), né à Carthage, un grand théologien de l'église d'Afrique considéré comme le premier Père de l'église d'Occident. Le christianisme lui doit le premier emploi du terme de Trinitas (la Trinité). Il finira adepte du montanisme, une des nombreuses hérésies en vogue à cette époque. Portrait illustrant l'ouvrage d'André Thevet, Les Vrais portraits et vies des hommes illustres, *Paris, 1584.*

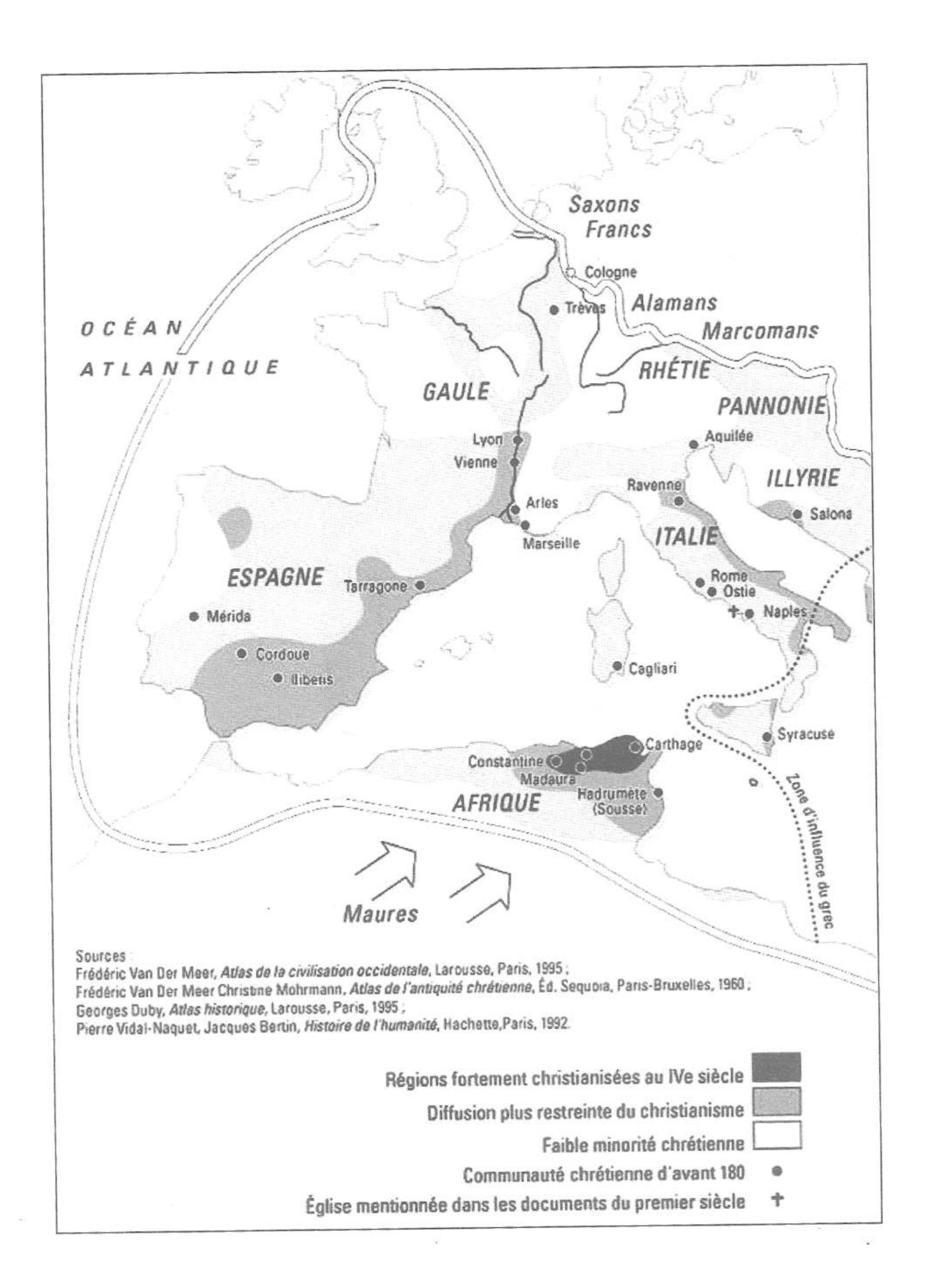
Page précédente : Le martyre de Perpétue et de Félicité sous le règne de Septime Sévère. L'iconographie martyrologique associe souvent les deux saintes. La scène est réputée s'être produite dans l'amphithéâtre extérieur de Carthage. Gravure de Jan van Haelbeck, v. 1600.

l'Islam et les doctrines rigoristes auxquelles il a donné naissance. Cela représente un autre danger pour le pouvoir qui hésite, jusqu'à Constantin (306/337), entre tolérance et persécution. Mais l'église s'organise de mieux en mieux chaque fois que l'étau se relâche ; elle s'enrichit aussi, et suscite des convoitises. En attendant, sous le règne de l'empereur Valérien (253/260) la répression des Chrétiens continue. L'évêque Cyprien subit son martyre en 258. Il s'était opposé à la remise des livres saints et des biens de l'église aux autorités. Mais la mort de Valérien est suivie par quarante années de répit pour les Chrétiens jusqu'au règne de Dioclétien (284/313) qui reprend les persécutions. Il veut imposer à tout l'empire le retour au culte des dieux traditionnels et ordonne, sous peine de condam-



Cyprien (v. 200-258), évêque de Carthage, mort en martyr durant la deuxième persécution générale contre les chrétiens édictée par l'empereur romain Valérien. Défenseur de l'unité de l'Eglise ***(titre de son principal ouvrage), il est considéré comme le premier grand théoricien de l'ecclésiologie (science de l'Eglise en tant qu'institution). Portrait illustrant l'ouvrage d'André Thevet,*** Les Vrais portraits et vies des hommes illustres, ***Paris, 1584.***

nation à mort, la remise des livres et des biens chrétiens aux autorités. La communauté chrétienne est divisée entre ceux qui acceptent l'ordre de l'empereur pour sauver les croyants de la mort et ceux qui refusent toute compromission. Cette division a de profondes répercussions sur la vie de l'église en Afrique et en Numidie. Constantin ouvre à son accession au trône impérial en 306 une ère de tolérance. Mais en 312 éclate un conflit entre les ***Lapsi***, ceux qui avaient, sous Dioclétien, accepté de remettre les livres et les biens aux autorités, et les Africains et Numides restés fidèles à leur foi. Ceux-ci ayant refusé la nomination de Caecilianus (Cécilien), jugé ***lapsi,*** comme archidiacre de.Carthage, nomment à sa place Donatus chef de l'église africaine, malgré la décision du synode de


Saxons
Francs
Cologne
Trèves
Alamans
Marcomans
OCÉAN
ATLANTIQUE
GAULE
RHÉTIE
PANNONIE
Lyon
Vienne
Aquilée
ILLYRIE
Ravenne
Arles
Marseille
Salona
ITALIE
ESPAGNE
Tarragone
Rome
Ostie
Naples
Mérida
Cordoue
Iliberis
Cagliari
Syracuse
Carthage
Constantine
Madaura
Hadrumète
(Sousse)
AFRIQUE
Zone d'influence du grec
Maures
Sources :
Frédéric Van Der Meer, Atlas de la civilisation occidentale, Larousse, Paris, 1995 ;
Frédéric Van Der Meer Christine Mohrmann, Atlas de l'antiquité chrétienne, Éd. Sequoia, Paris-Bruxelles, 1960 ;
Georges Duby, Atlas historique, Larousse, Paris, 1995 ;
Pierre Vidal-Naquet, Jacques Bertin, Histoire de l'humanité, Hachette, Paris, 1992.
Régions fortement christianisées au IVe siècle
Diffusion plus restreinte du christianisme
Faible minorité chrétienne
Communauté chrétienne d'avant 180
Église mentionnée dans les documents du premier siècle

Rome, en 313 de blanchir Cécilien et la décision du synode d'Arles, l'année suivante, de l'acquitter définitivement. Désormais il y a en Afrique des donatistes et des orthodoxes, ce qualificatif désignant les partisans des décisions des synodes. L'affaire se complique davantage quand l'autorité impériale, alliée de l'église officielle et voulant la paix, intervient dans le litige en exigeant des Donatistes de remettre leurs églises, leurs livres et les biens du clergé aux orthodoxes. Les Donatistes refusent et deviennent rebelles à l'empereur ! Mais en 321 ils obtiennent un décret de tolérance et développent leur action librement. Leur église compte, en 336, au concile réuni à Carthage, 270 évêques et ils ne se laissent pas déborder par leurs adversaires. Constans (ou Constant), devenu empereur en 337, juge que les conflits religieux représentent une grande menace pour la stabilité de l'empire, et

Page de gauche : L'expansion du christianisme jusqu'au IVe siècle. Le nord de la Tunisie compte parmi les cinq grandes régions les plus christianisé de l'Antiquité tardive et la région la plus christianisée du bassin occidental de la Méditerranée. Carte partielle d'après R. Gimino.



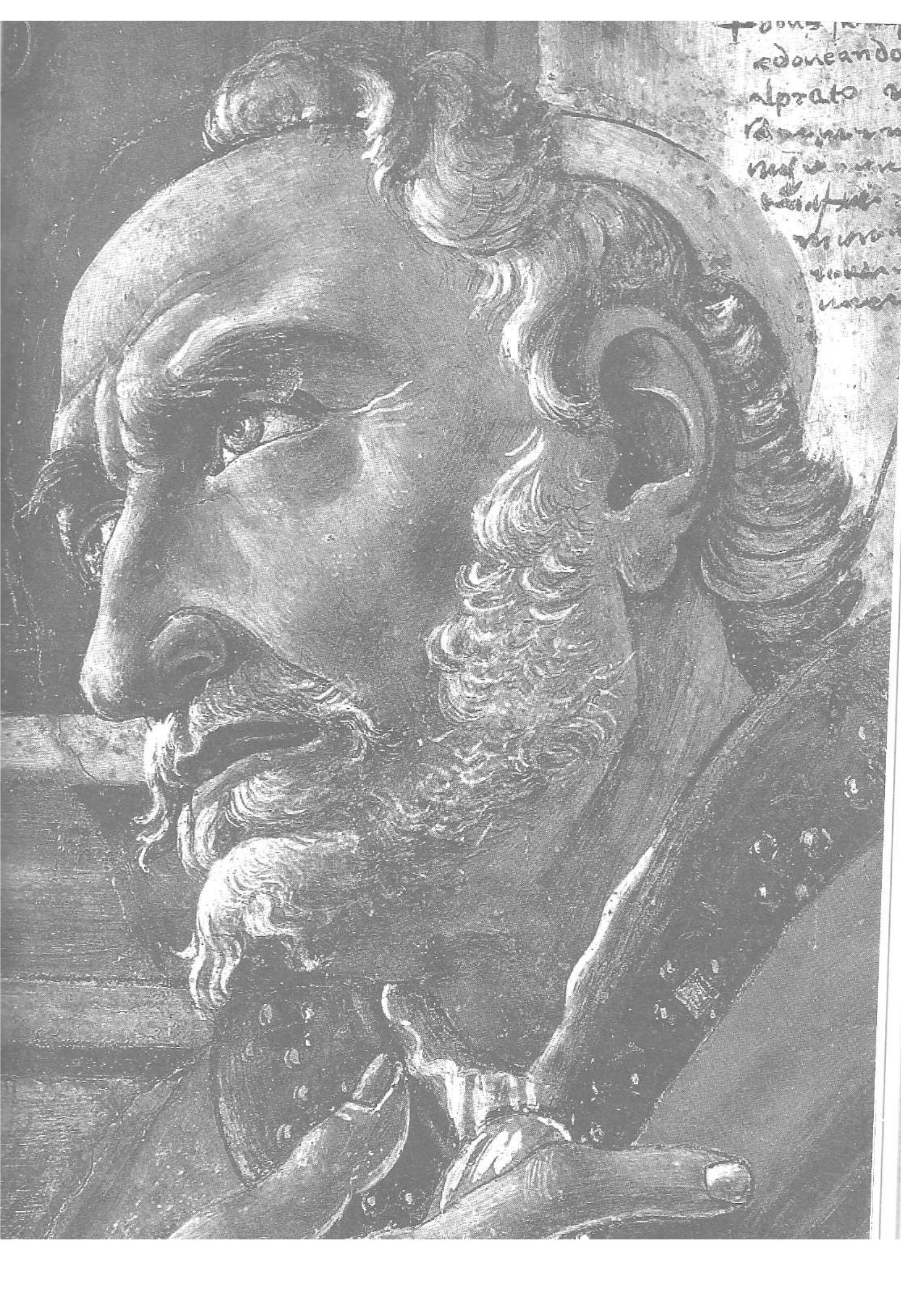
Saint Melchiades (ou Meltiades), Pape (311-314) né en Tunisie. Initiateur en 313 d'un concile à Latran suite à la contestation donatiste de l'élection de l'évêque de Carthage. Basilique Saint Pierre, Rome.

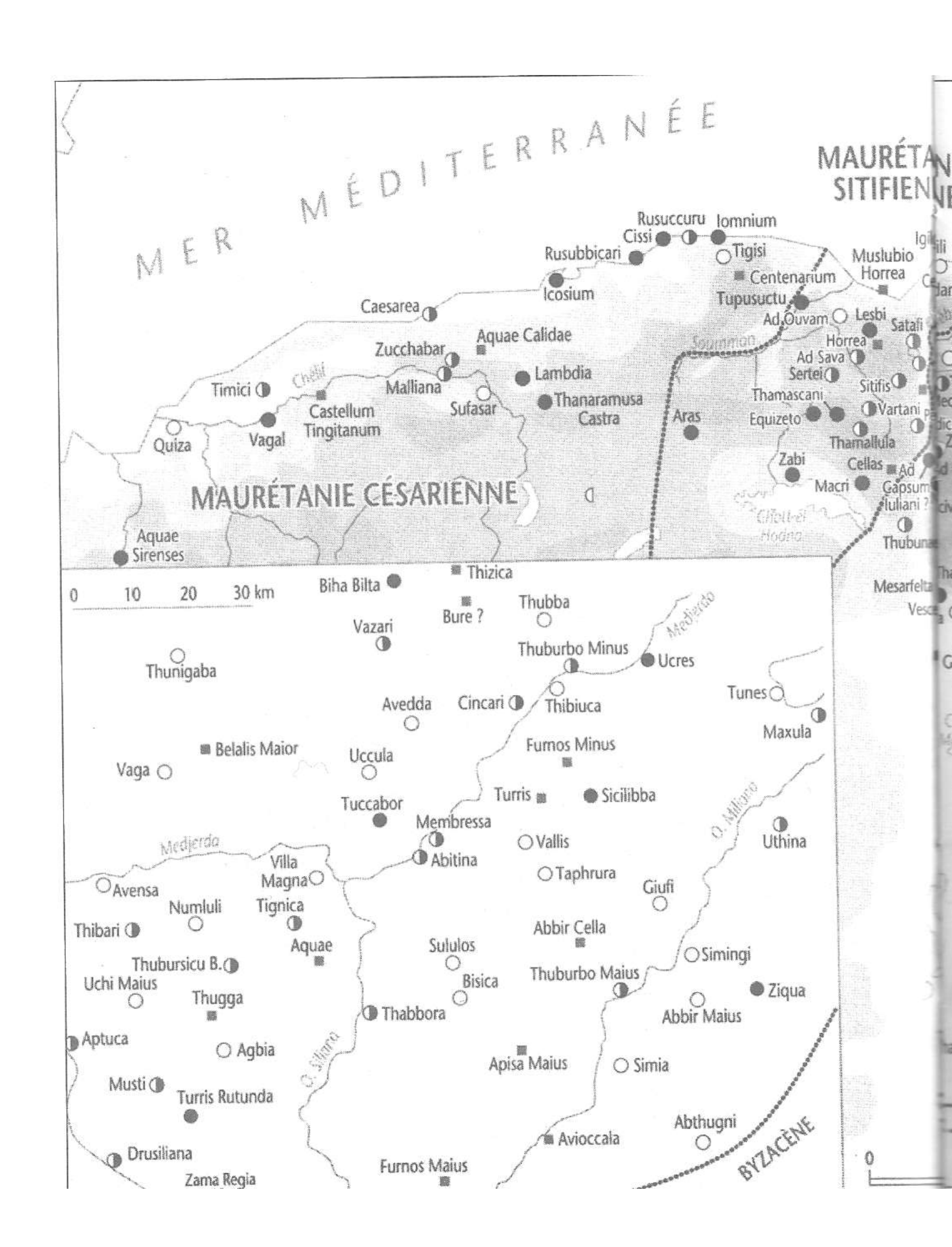
Saint Augustin. Fresque de S. Botticelli, 1480, Eglise Ogniassanti, Florence, détail.

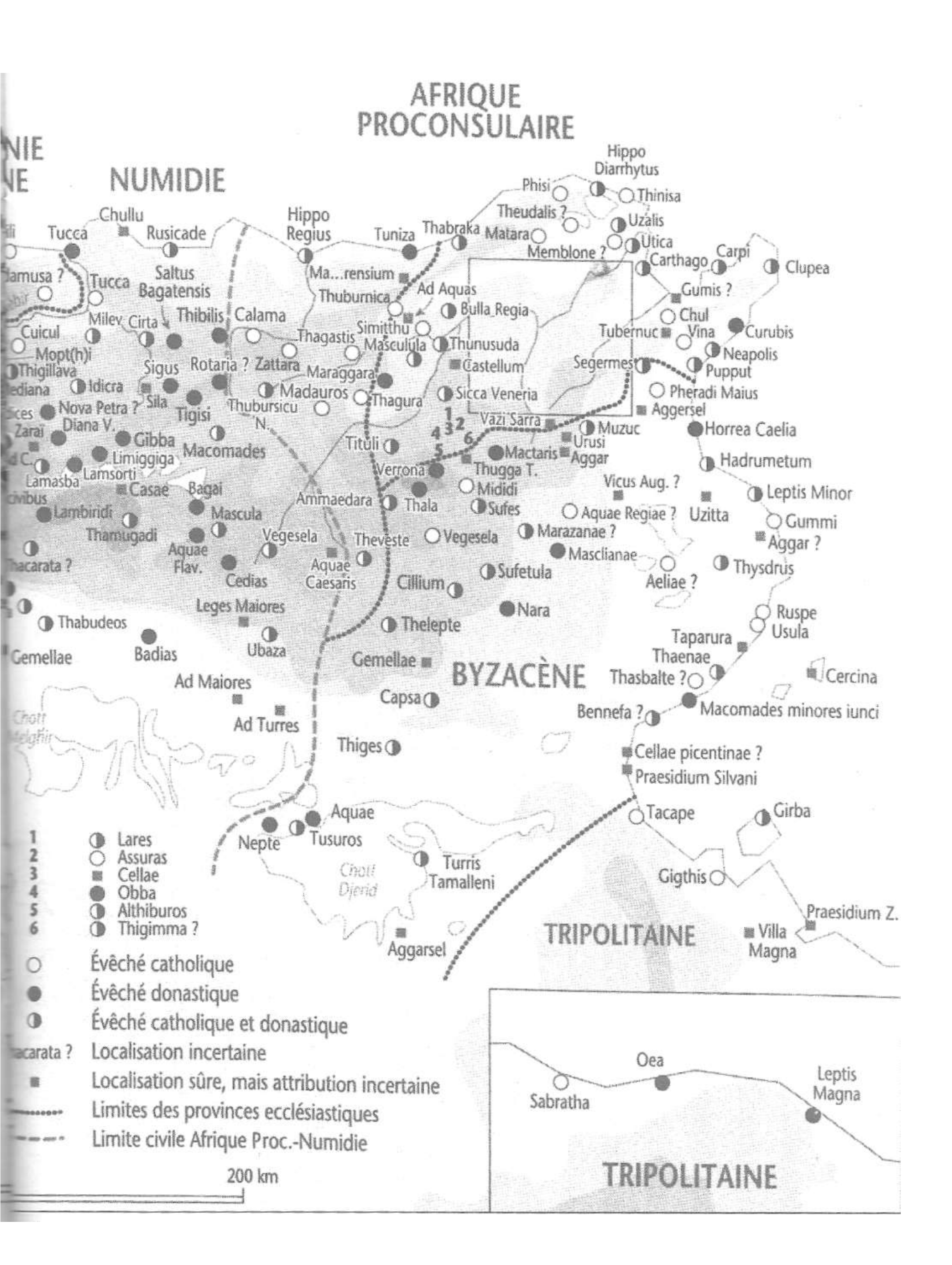
prenant position pour l'église officielle, ordonne aux Donatistes de remettre de force leurs lieux de culte aux Orthodoxes. Mais l'empereur Julien (360/363), le Philosophe ou l'Apostat (comme on l'appelle selon les goûts), rétablit les Donatistes dans leurs droits. Ils connaissent de nouveau la répression sous l'empereur Gratianus (Gratien) en 376. Une division dans leurs rangs a lieu en 393 par l'apparition d'un courant « maximianiste » notamment en Byzacène et en Tripolitaine ; et ce sont trois églises qui se font face : catholique, donatiste et donatiste maximianiste. Entre temps, le prêtre alexandrin Arius (256/336) a provoqué un autre schisme en niant la divinité du Christ. Il faut rappeler qu'en ce temps, le ***credo*** chrétien cherchait encore à se fixer. Le nouveau courant chrétien ***arianiste*** est condamné par le concile de Nicée en 325 et par le concile de Constantinople en 381.

C'est dans ce contexte qu'est né à Madaure (aujourd'hui Mdaourouch) près de Thagaste (Souk-Ahras), en 354, un enfant prénommé Augustin, d'un père païen et d'une mère chrétienne, Monique. Entre le paganisme des uns, le manichéisme des autres et un christianisme divisé en orthodoxe catholique, donatiste, maximianiste et arianiste, il trace son propre chemin, à Carthage puis à Milan. Il devient chrétien grâce à saint Ambroise. En 411 se réunit à Carthage une conférence cruciale où tous les thèmes agitant les Chrétiens sont débattus et où le Donatisme est catégoriquement rejeté par le clergé. C'est là qu'Augustin va briller par une éloquence mise au service d'une rigueur qui attire l'attention sur lui. Déjà évêque d'Hippone depuis 395, il fait une entrée spectaculaire sur la scène chrétienne en fustigeant les Arianistes, les Donatistes et en se faisant le champion d'un catholicisme exigeant. Il retourne à Bône (***Hippo regius***), ville de l'Ouest de la ***Zeugitane,*** c'est-à-dire de la partie nord de ***L'Africa.*** C'est là qu'il meurt en 430 dans une ville assiégée par les Vandales autres chrétiens arianistes !

Double page suivante : Géographie de l'Eglise africaine. La Conférence de Carthage, tenue en 411, a réuni près de 600 évêques, 286 catholiques et285 donatistes. En comptant les absents chaque rite pouvait se réclamer de plus de 400 évêchés. Un nombre impressionnant sans commune mesure avec la diffusion du christianisme en Occident. (D'après Paul Corbier et Marc Griesheimer, L'Afrique romaine. 146 av. J.-C.- 439 ap. J.-C., Paris, Ellipses, 2005.)




MER MÉDITERRANÉE
MAURÉTANIE SITIFIENNE
MAURÉTANIE CÉSARIENNE
Rusuccuru
Iomnium
Cissi
Tigisi
Rusubbicari
Centenarium
Icosium
Tupusuctu
Caesarea
Ad Ouvam
Lesbi
Muslubio
Horrea
Satafi
Aquae Calidae
Zucchabar
Horrea
Ad Sava
Sertei
Lambdia
Malliana
Timici
Chélif
Castellum Tingitanum
Sufasar
Thanaramusa Castra
Aras
Thamascani
Equizeto
Sitifis
Vartani
Quiza
Vagal
Thamallula
Zabi
Cellas
Ad Gapsum
Macri
Iuliani ?
Aquae Sirenses
Chott-el-Hodna
Thubunae
Mesarfelta
0 10 20 30 km
Biha Bilta
Thizica
Bure ?
Thubba
Vazari
Medjerda
Thunigaba
Thuburbo Minus
Ucres
Avedda
Cincari
Thibiuca
Tunes
Maxula
Belalis Maior
Fumos Minus
Vaga
Uccula
Turris
Sicilibba
Tuccabor
Membressa
Vallis
Uthina
O. Miliane
Medjerda
Abitina
Villa Magna
Taphrura
Avensa
Giufi
Numluli
Tignica
Thibari
Aquae
Abbir Cella
Thubursicu B.
Sululos
Simingi
Uchi Maius
Bisica
Thuburbo Maius
Ziqua
Thugga
Thabbora
Abbir Maius
Aptuca
Agbia
O. Siliana
Apisa Maius
Simia
Musti
Turris Rutunda
Abthugni
BYZACÈNE
Avioccala
Drusiliana
Zama Regia
Furnos Maius

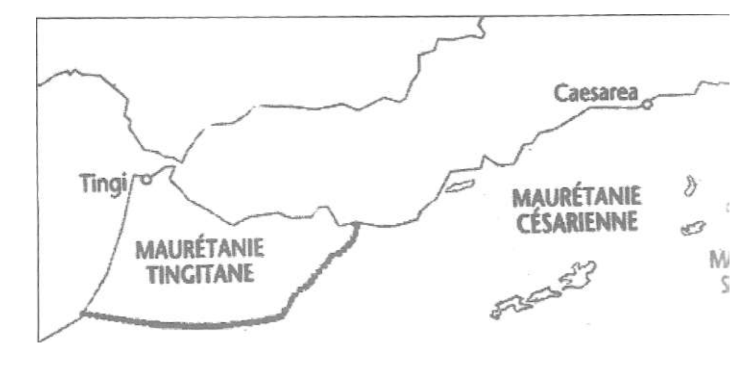

AFRIQUE PROCONSULAIRE
NUMIDIE
BYZACÈNE
TRIPOLITAINE
Hippo Diarrhytus
Phisi
Thinisa
Theudalis ?
Uzalis
Utica
Chullu
Tucca
Rusicade
Hippo Regius
Tuniza
Thabraka
Matara
Memblone ?
Carthago
Carpi
Clupea
Tucca
Saltus Bagatensis
Ma...rensium
Thuburnica
Ad Aquas
Gumis ?
Bulla Regia
Chul
Curubis
Milev
Cirta
Thibilis
Calama
Cuicul
Thagastis
Simitthu
Tubernuc
Vina
Mopt(h)i
Masculula
Thunusuda
Neapolis
Thigillava
Sigus
Rotaria ?
Zattara
Maraggara
Castellum
Segermes
Pupput
Idicra
Sila
Madauros
Pheradi Maius
Nova Petra ?
Tigisi
Thubursicu N.
Thagura
Sicca Veneria
Aggersel
Diana V.
Vazi Sarra
Muzuc
Horrea Caelia
Zarai
Gibba
Macomades
Tituli
Urusi
Limiggia
Mactaris
Aggar
Hadrumetum
Lamsorti
Verrona
Thugga T.
Lamasba
Casae
Bagai
Mididi
Vicus Aug. ?
Leptis Minor
Ammaedara
Thala
Sufes
Lambiridi
Mascula
Aquae Regiae ?
Uzitta
Gummi
Thamugadi
Vegesela
Theveste
Vegesela
Marazanae ?
Aggar ?
Aquae Flav.
Aquae Caesaris
Masclianae
Thysdrus
Cedias
Cillium
Sufetula
Aeliae ?
Leges Maiores
Nara
Ruspe
Thabudeos
Thelepte
Usula
Taparura
Badias
Ubaza
Thaenae
Gemellae
Gemellae
Thasbalte ?
Cercina
Ad Maiores
Capsa
Bennefa ?
Macomades minores iunci
Ad Turres
Thiges
Cellae picentinae ?
Praesidium Silvani
Tacape
Girba
Aquae
Nepte
Tusuros
Turris Tamalleni
Chott Djerid
Gigthis
Praesidium Z.
Villa Magna
Aggarsel
1 Lares
2 Assuras
3 Cellae
4 Obba
5 Althiburos
6 Thigimma ?
Évêché catholique
Évêché donastique
Évêché catholique et donastique
Localisation incertaine
Localisation sûre, mais attribution incertaine
Limites des provinces ecclésiastiques
Limite civile Afrique Proc.-Numidie
200 km
Oea
Sabratha
Leptis Magna
TRIPOLITAINE

193/430

MOUVEMENTS SOCIAUX

Les insurrections des populations n'ont en fait jamais cessé. Comme pour les Puniques durant les siècles précédents, toute fixation de frontières implique l'exclusion de populations mobiles par nature ou pour des raisons économiques ou climatiques. Il y eut, d'abord, la révolte de Tacfarinas au premier siècle ; puis d'autres révoltes éclatent en Maurétanie et en Numidie de 253 à 262 ; et, de nouveau de 289 à 297.

La romanisation a graduellement intégré dans l'empire romain toutes les catégories sociales, sauf les esclaves. Mais intégrer ne signifie pas égaliser, mettre au même niveau : riches et pauvres, citadins et campagnards, sédentaires et nomades, propriétaires de grands domaines et petits paysans, voire citoyens latinisés et non latinisés. Les autorités hésitent longtemps entre

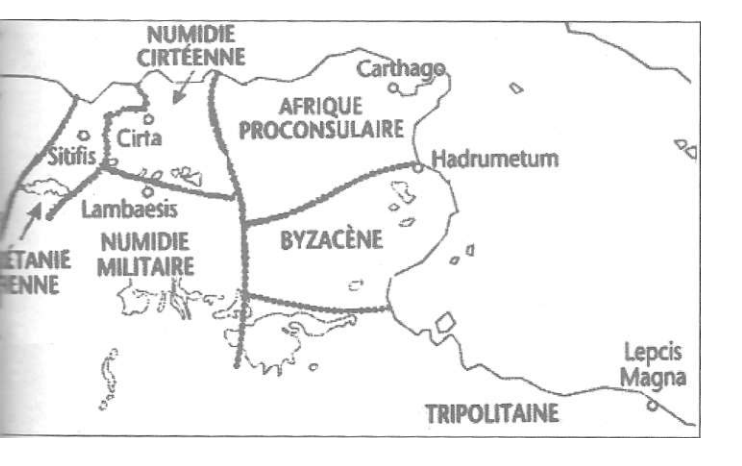


Les nouvelles divisions territoriales introduites par Dioclétien visent, en augmentant le nombre de provinces, à rendre l'administration de l'Afrique plus commode.

deux politiques : homogénéiser ou différencier. On a vu comment peu à peu des habitants de différentes catégories sont devenus citoyens romains jusqu'au moment où l'édit de Caracalla a gommé, en 212, les différences juridiques en intégrant tous les habitants de l'empire. Les Sévère étaient conscients que l'égalisation juridique ne répondait pas à toutes les exigences. Ils ont fait renaître le royaume numide et ont tenté d'intégrer à l'intérieur du ***limes*** des populations naguère combattues. Mais il y avait les exigences de l'expansion militaire et coloniale. Ils se sont alors heurtés aux territoires des ***Musulamii***, des ***Nybgenii,*** des ***Chinitii,*** des ***Musunii,*** autochtones des régions de l'Aurès et du centre-ouest tunisien et de la région de Nefzaoua, à l'Est du Chott El-Jérid. L'empire finit par étendre le ***limes*** jusqu'à Ghadamès.

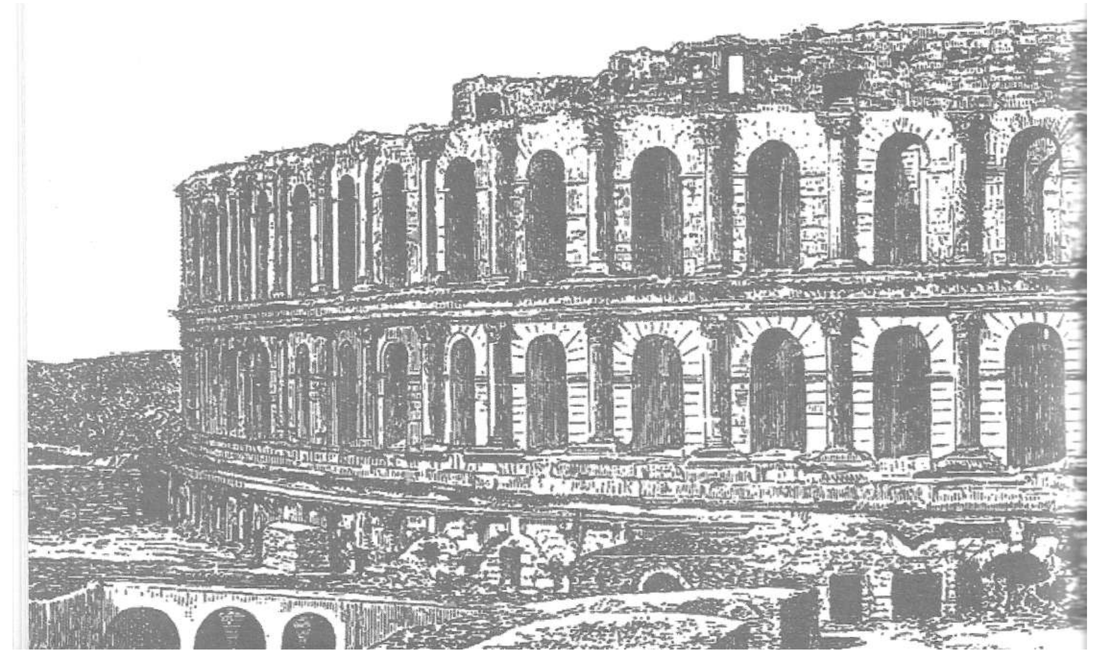
Monnaie de Dioctétien. Carthage, 300.

En 238 les habitants deThysdrus (El-Jem) se révoltent contre les abus fiscaux. Ils élisent le vieux consul Gordianus empereur ; mais l'élu meurt au cours de la même année. Pour gérer un domaine trop vaste et très différencié, Dioclétien divise (284/305) la province proconsulaire en trois. La ***Zeugitania*** au nord, comprenant la Tunisie du Nord et s'étendant à l'Ouest jusqu'à



Bône. Elle est limitée au Sud par une ligne partant d'un point entre Pupput (Hammamet) et Néapolis (Nabeul) jusqu'à Tébessa comprise. Vient ensuite la ***Byzacena*** s'étendant entre cette ligne et une limite tracée de Gabès à Nefta. Enfin la ***Tripolitania*** est détachée de ***L'Africa.*** Elle s'étend du Chott-el-Jerid à Leptis Magna. Les trois provinces et les deux ***Maurétanies Sitifienne et Césarienne***, soit l'Algérie de l'Est et du centre, sont placées dans une même division territoriale de l'empire, un ***diocesis*** d'Afrique, avec à sa tête un gouverneur siégeant à Carthage.

Les Donatistes avaient réussi à embrigader les classes pauvres et c'est la masse des ouvriers agricoles qui leur fournit des troupes. Ceux que l'on connaît dans l'histoire sous le nom de ***Circoncellions*** (les rôdeurs des celliers) et qui ont fait trembler les grands propriétaires terriens, sont en fait des ouvriers libres, mobiles et saisonniers. Or les Catholiques comptaient dans leurs rangs des propriétaires fonciers ; d'où la tentation d'assimiler les Circoncellions aux Donatistes. En vérité il s'agissait bien d'un mouvement socio-économique qui recrutait ses adhérents dans toutes les obédiences même si une majorité d'entre eux étaient donatistes.

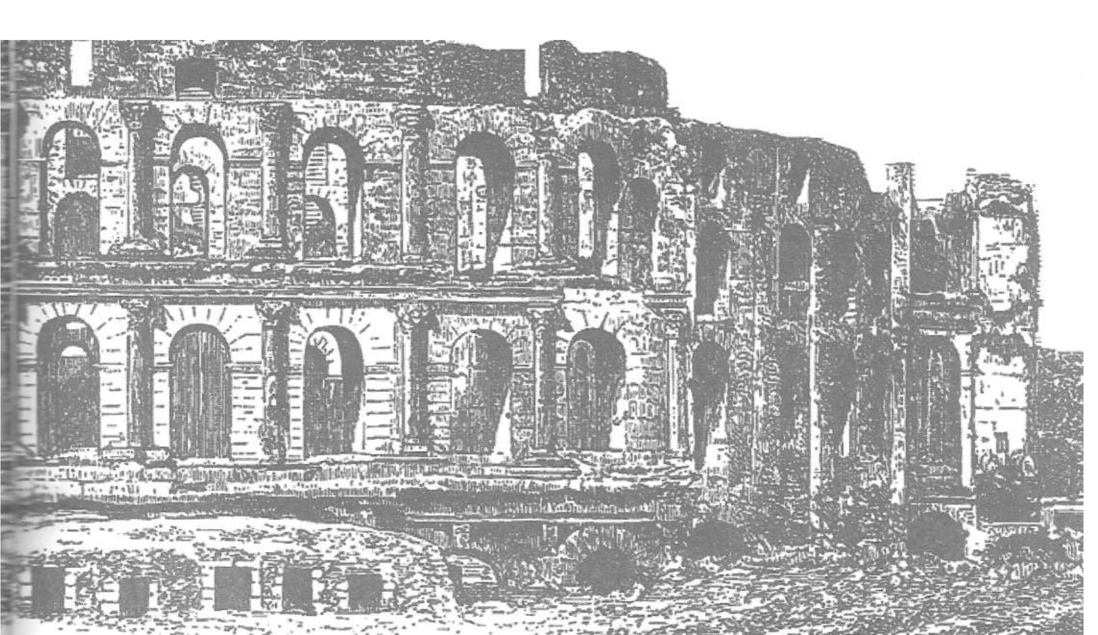


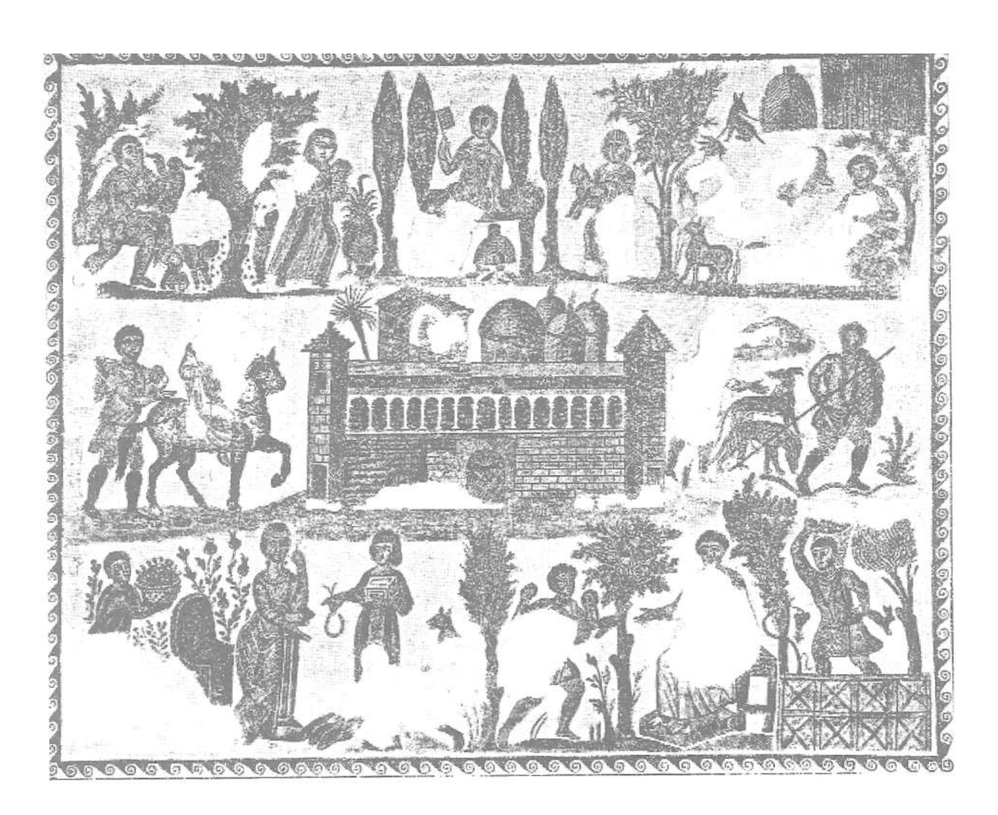
Amphithéâtre de Thysdrus (El-Jem). En 238 les habitants de la ville se révoltent contre les abus fiscaux. Ils élisent le vieux consul Gordianus empereur.

ROMAINS MAIS PAS TROP !

En évoquant la romanisation, la christianisation. l'urbanisation et la participation à la vie de l'em pire, il faut se garder de généraliser à outrance. Rien n'est total. Des masses populaires sont restées dans leur environnement physique comme elles étaient avant le pouvoir romain. La christianisation n'a ni éradiqué le paganisme ni converti les Juifs présents depuis les premiers temps de Carthage et dont on discute encore s'ils étaient autochtones ou immigrés. L'urbanisation révèle une carte contrastée avec une grande densité de villes dans la partie appelée par Dioclétien ***Zeugitania***, c'est-à-dire le nord de la Tunisie jusqu'à Bône ; vient ensuite la ***Byzacena,*** c'est-à-dire le centre de la Tunisie jusqu'au pied de l'Aurès. Quant au reste du territoire de cette Afrique « romaine », il conserve, pratiquement ses agglomérations berbères anciennes, à l'exception des postes érigés pour servir de garnison. Il y a des raisons économiques et stratégiques derrière ces données. Il n'est pas étonnant que la région la plus développée soit la Tunisie du Nord et

Lampe à huile juive, trouvée à Carthage, ornée d'un chandelier à sept branches.



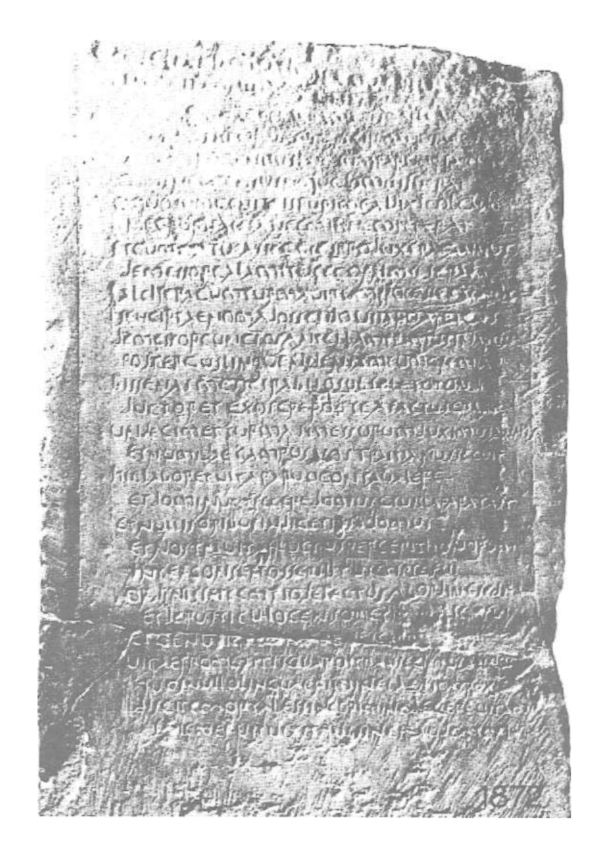


Mosaïque dite du Seigneur Julius. Carthage, fin du IV siècle. Musée du Bardo, Tunis. Une véritable mise en scène du quotidien vécu dans une vaste demeure de campagne appartenant sans doute à un riche propriétaire terrien. La bâtisse est sécurisée, mur aveugle au rez-de-chaussée et tourelles de contrôle aux angles. Un témoignage éloquent sur le mode de vie et la prospérité des latifundiaires.

l'Est de l'Algérie. C'est là que se trouve ***le grenier de Rome,*** la zone fertile, de nature à accueillir des ***latifundia*** et de s'ouvrir sur l'extérieur, c'est-à-dire sur l'empire, par ses exportations. Les villes du littoral ont un rôle de débouchés et leur développement est tributaire de la production de leur arrière-pays. L'inclusion des territoires punique et numide dans le domaine romain sert l'empire et non un développement endogène. Il fallait donc que la division administrative des provinces réponde aux besoins de l'empire. La division opérée par Dioclétien répondait à cette logique : les débouchés du sud de ***VAfrica*** sont à chercher à Gabès, à Sabratha, à Oea (Tripoli) et à Leptis Magna, d'où le détachement de ce Sud du reste de ***YAfrica.***

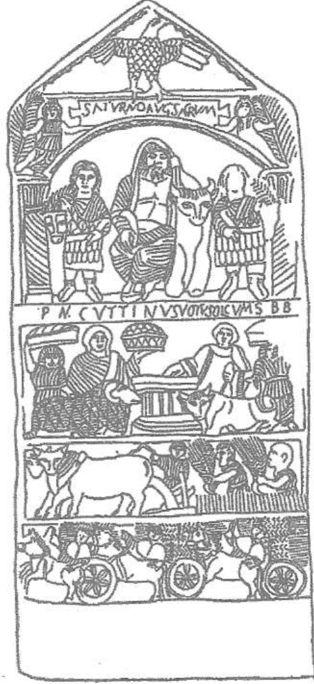
Il convient d'ores et déjà de faire, sur le plan socio-

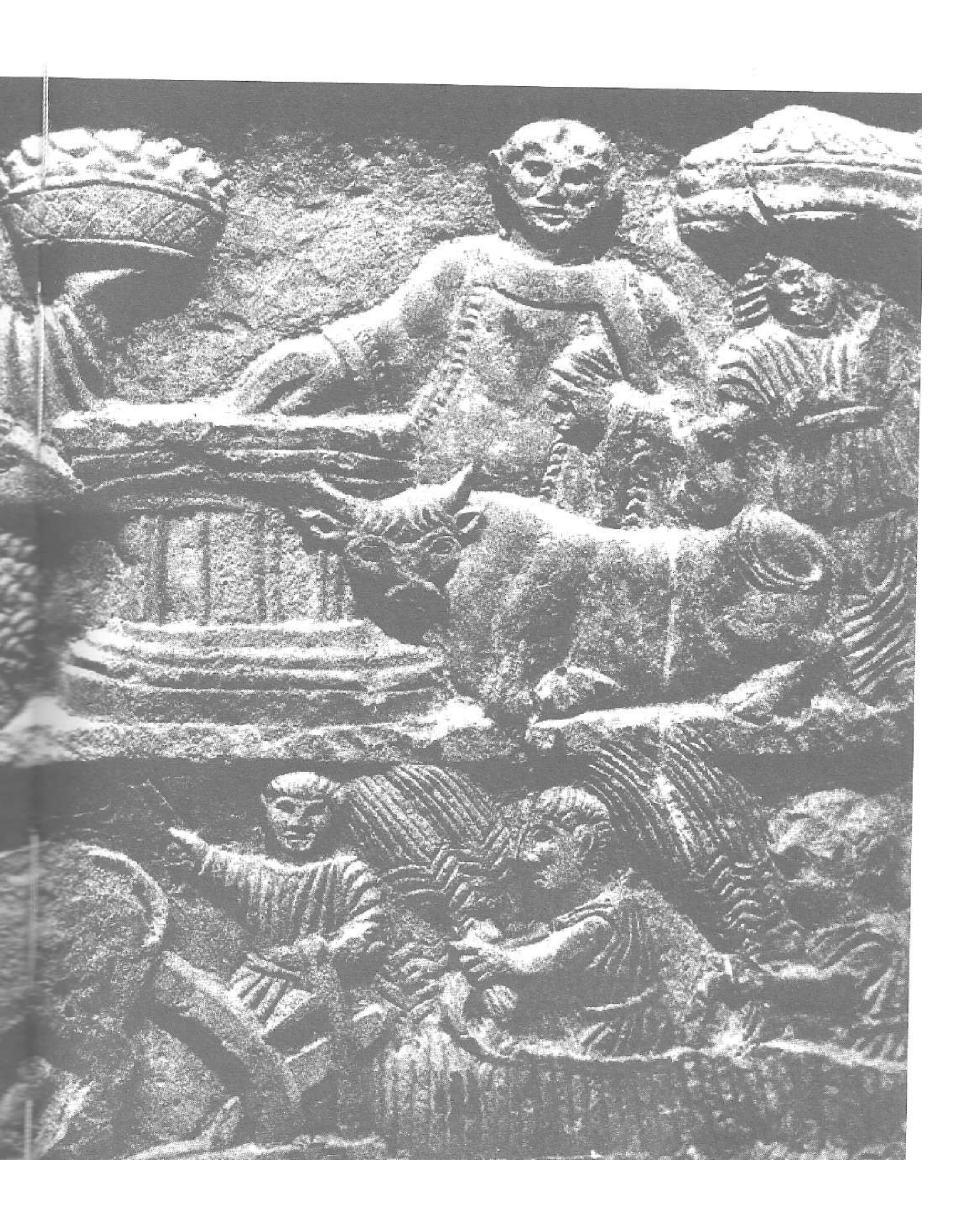
logique, une remarque importante. Cette division du territoire sous domination romaine s'adapte aux conditions d'exploitation économique, mais correspond également à une certaine différenciation des populations. S'agissant, par exemple, des comportements cultuels, il est fascinant de voir comment les régions et les classes où se sont recrutés les partisans des doctrines les plus rigoristes dans la Chrétienté, ce sont les mêmes qui fourniront leurs adeptes et leurs combattants aux mouvements rigoristes et radicaux dans l'Islam. On ne peut que regretter de ne pas disposer de données détaillées sur les mouvements religieux antiques berbères et puniques. On trouverait, peut-être, les mêmes correspondances.



Inscription de Makthar. Musée du Louvre. Un témoignage précieux sur le parcours d'un paysan allant de la culture des champs jusqu'au Sénat : « Je suis né d'une famille pauvre ; mon père n'avait ni revenus, ni maison à lui. Depuis le jour de ma naissance, j'ai toujours cultivé mon champ. Ma terre ni moi n'avons pris aucun repos. Lorsque revenait l'époque de l'année où les moissons étaient mûres, j'étais le premier à couper mes chaumes ; lorsque paraissaient dans les campagnes les groupes de moissonneurs, qui vont se louer autour de Cirta, la capitale des Numides, ou dans les plaines que domine la montagne de Jupiter, alors j'étais le premier à moissonner mon champ. Puis, quittant mon pays, j'ai pendant douze ans, moissonné pour autrui sous un soleil de feu ; pendant onze ans, j'ai commandé une équipe de moissonneurs et j'ai fauché le blé dans les champs des Numides. A force de travailler, ayant su me contenter de peu, je suis enfin devenu propriétaire d'une maison et d'un domaine : aujourd'hui, je vis dans l'aisance. J'ai même atteint les honneurs : je fus appelé à siéger au Sénat de ma cité, et de petit paysan je devins censeur, j'ai vu naître et grandir autour de moi mes enfants et mes petits-enfants ; ma vie s'est écoulée paisible et honorée de tous.»

Stèle dédiée à Saturne, dite stèle Boglio, III siécle
Musée du Bardo,
Ci-contre un détail.



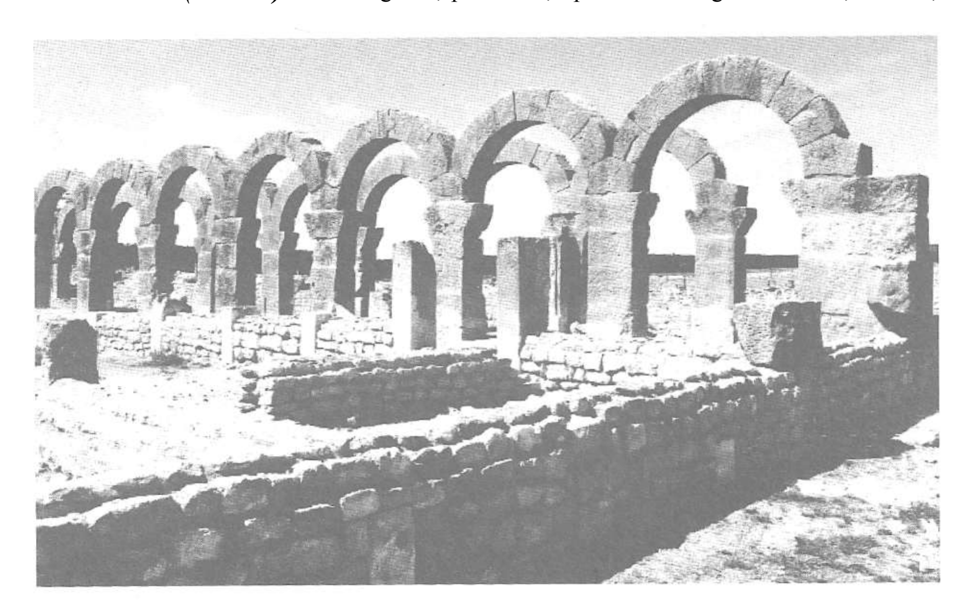


430

LES VANDALES ARRIVENT !

L'église vandale de Henchir El-Gousset (Thélepte, Kasserine). Une inscription retrouvée sur place (conservée au Musée de Sbeïtla) date le monument de la 26' année du règne de Thrasamund (521-522).

L'autorité de l'empire romain est, à la fin du IVe siècle, en train de chanceler sous le coup des invasions venant de l'Est européen. Pour mieux maîtriser la situation, l'empereur Théodose croit bon de diviser les restes de l'empire entre Orient et Occident, en 395. Mais si la capitale orientale, Constantinople, sera bien défendue, pour des siècles, Rome n'est plus un lieu sûr pour l'empereur d'Occident qui se réfugie à Ravenne en 402. Ces événements précipitent la fin de l'ère proprement ***romaine*** de ***YAfrica.*** Quelques sénateurs s'y réfugient, pourtant, après le saccage de Rome, en 410,

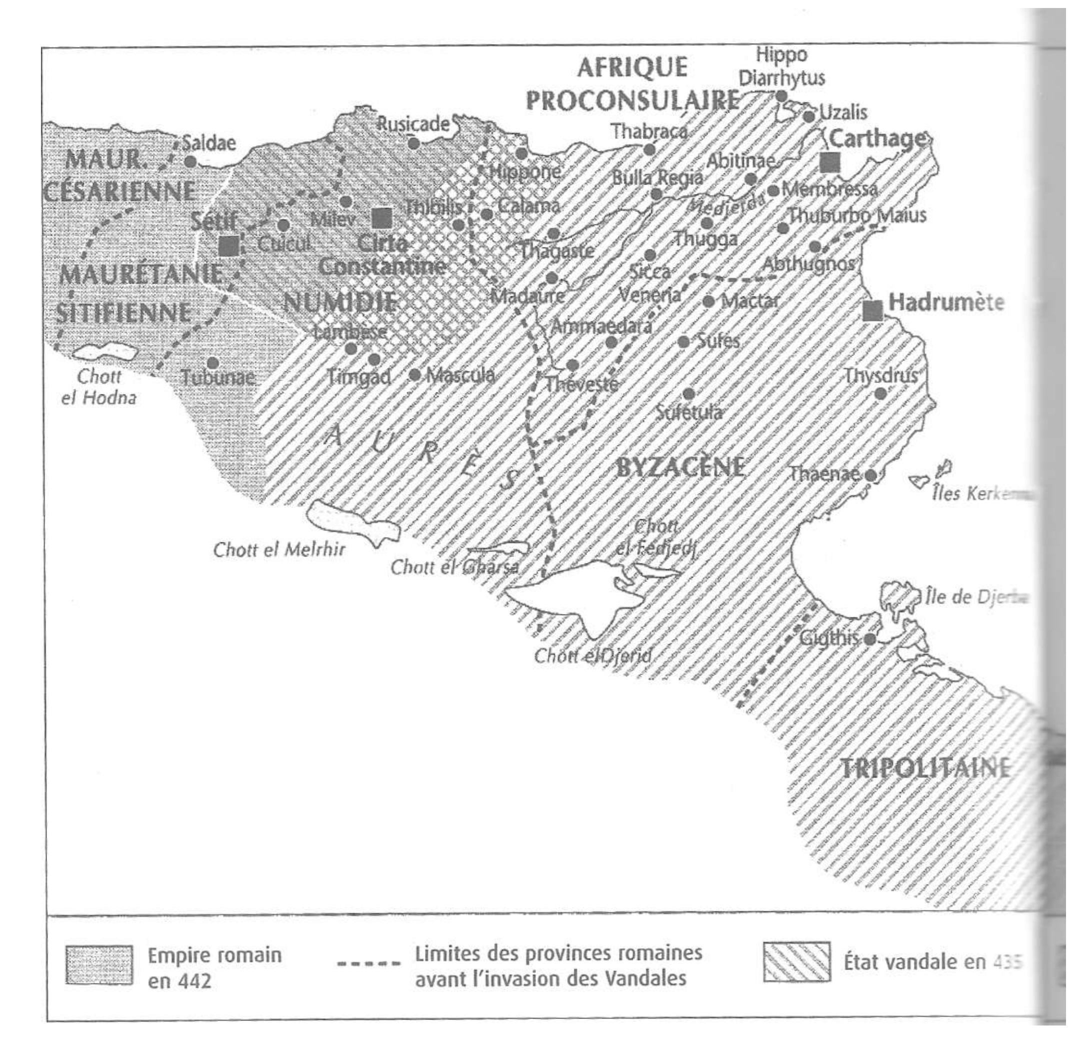


par les Wisigoths d'Alaric. L'illusion d'un empire qui dure est entretenue en qualifiant Carthage de ***nouvelle Rome.*** Mais le destin est inexorable : l'invasion vandale avance à grands pas via la presqu'île ibérique et les côtes méridionales de la Méditerranée occidentale. L'Afrique est envahie, un pan après l'autre, de 410 à 455 et va sortir de l'empire pour un siècle.

Les Vandales sont décidés à trouver un pays où s'installer. Une masse de quatre-vingt mille hommes, femmes, enfants et vieillards franchit le détroit des Colonnes d'Hercule pour chercher une terre nourricière. Il faut croire qu'ils ne la trouvèrent pas immédiatement, car ils avancèrent vers l'Est passant de la ***Maurétanie tingitane*** (le Maroc du Nord) à la ***Maurétanie césarienne*** (l'Algérie du centre), au prix de combats multiples. Arrivés dans la région de Sétif, ils se voient offrir, après d'âpres combats, un espace de vie en Numidie (l'Algérie de l'Est), par le pouvoir appelé encore romain. Les dissensions avaient bien ébranlé la solidité de ce pouvoir en Afrique à la suite, entre d'autres événements, de la rébellion du comte Boniface, condamné puis rappelé parce que jugé seul capable de faire face à la situation. Rappelons-nous que les Vandales avaient assiégé Bône l'année de la mort de Saint Augustin en 430. Les négociations aboutissent à la conclusion d'un traité en 435 consacrant leur établissement en Afrique. Mais les Vandales visaient les terres fertiles de l'***Africa,*** et surtout de la ***Zeugitane,*** c'est-à-dire du nord de la Tunisie. Ils atteignent leur but en mettant fin au pouvoir romain en 455 et en occupant de fait l'ancien territoire de la Carthage punique. Encore un retour de pendule de l'histoire.

Les Vandales ont été commandés durant quarante-deux ans par un chef de grande envergure : le roi

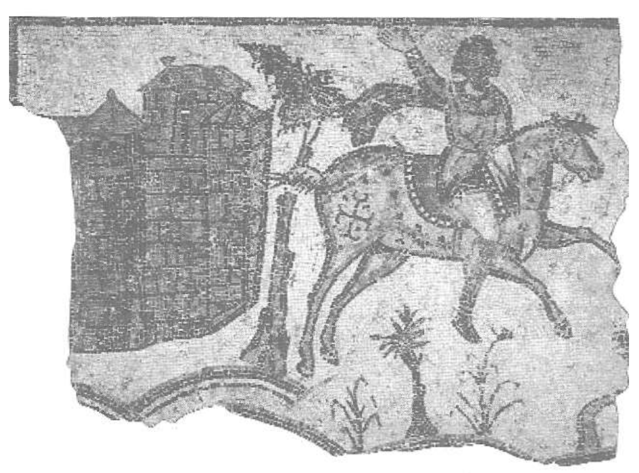
Monnaie émise à Carthage, le roi vandale Genséric (427-477).



Carte de l'Etat vandale au milieu du V' siècle, (d'après Christophe Hugoniot, Rome en Afrique. De la chute de Carthage aux débuts de la conquête arabe, ***Paris, Flammarion, 2000).***

Genséric. Il les a conduits là où ils désiraient s'établir : une terre hospitalière. Mais la douceur de vivre africaine va venir à bout de leur spécificité. Voilà ces Vandales réputés « barbares » qui apprennent le latin, adoptent les mœurs romaines et administrent le pays avec le personnel trouvé sur place. Quatre-vingt mille au milieu d'une population estimée à deux millions d'habitants ne peuvent que se fondre dans la





Cavalier vandale, V' siècle. Mosaïque découverte à Borjjedid à Carthage. British Museum, Londres.

masse. De nombreux mariages mixtes y contribuent inévitablement. Genséric meurt en 477 et ses héritiers n'ont ni son caractère ni son énergie. Hunéric, son fils, règne jusqu'en 484, en suivant tant bien que mal, l'exemple de son père. Mais Gunthamund (484/496) est velléitaire. Thrasamund (496/523) donne de l'éclat à son règne par sa culture et son sens artistique, faisant démentir l'image répandue en Europe par les moines

catholiques de Vandales incultes et destructeurs. En vérité ces barbares étaient chrétiens, mais de rite arianiste, adeptes d'Arius qui n'admettait pas la divinité du Christ, et étaient honnis par les Catholiques, majoritaires parmi les Chrétiens du pays. Ces Catholiques ont payé cher pour recouvrer leur unité après les conflits contre les Donatistes, les Manichéens et les Circoncellions, sans oublier les luttes contre les païens qu'ils ont essayé d'éliminer de la scène africaine. Deux clergés s'opposent, ainsi, sous le régime vandale, sans concession. Pourtant, entre les Vandales qui se battaient tous les jours au cours de leur longue marche à travers l'Europe vers un pays d'accueil et leurs héritiers établis dans le havre africain, l'écart est immense. Le royaume vandale a repris les ambitions puniques, s'est doté d'une marine, a soumis les îles de la Méditerranée occidentale, envahi Rome razzié les côtes grecques et conclu un traité avec Byzance en 376. Pour mener à bien une politique expansive, sur le continent africain et outre-mer, il lui a fallu disposer d'une bonne administration, de ressources et d'un soutien parmi la population. La guerre civile permanente entre Chrétiens ne sert pas les objectifs du royaume.

Accédant au pouvoir en 523, Hildéric essaie de résorber le conflit religieux en favorisant le clergé catholique.

De gauche à droite : Monnaie émise à Carthage, le roi vandale Gunthamund (484-496). Monnaie (deanarius) émise à Carthage, le roi vandale Thrasamund (496-523).





Accusé de trahison par les siens, il est détrôné et remplacé par son cousin Gélimer en 530. En ce début de sixième siècle, l'empire romain d'Orient a repris le flambeau de l'unité impériale et essaie à partir de Byzance de récupérer l'Afrique. Le moment est bien choisi. Les Vandales ont pratiqué la même politique que leurs prédécesseurs : puiser, pour renforcer leur armée, dans le fonds berbère inépuisable. Ils ont fait des alliances avec les uns et ont combattu les autres. Ils ont levé des impôts sur des populations appauvries ou réfractaires. Ils se sont fait des ennemis implacables chez les habitants du Sud. Le pays est fragilisé par une politique expansive et une instabilité interne. Enfin ils n'ont plus en face d'eux le moribond empire romain d'Occident, mais une nouvelle force venue d'Orient. Gélimer réussit à repousser deux expéditions byzantines. Le général Bélisaire, dépêché par l'empereur Justinien, tire la leçon des échecs et réussit à surprendre les autorités vandales. Au moment où il débarque, au Sahel alors qu'on l'attendait à Carthage, la marine vandale est en Sardaigne. Appelée à la rescousse, elle n'arrive pas à temps. Bélisaire remporte la victoire et met ainsi fin au règne vandale en 534. L'empereur Justinien s'offre l'Afrique comme fief personnel pour lui et pour l'impératrice Théodora.

De gauche à droite :
Monnaie émise à Carthage, le roi vandale Hildéric (523-530).
Monnaie émise à Carthage, le roi vandale Gélimer (530-533).

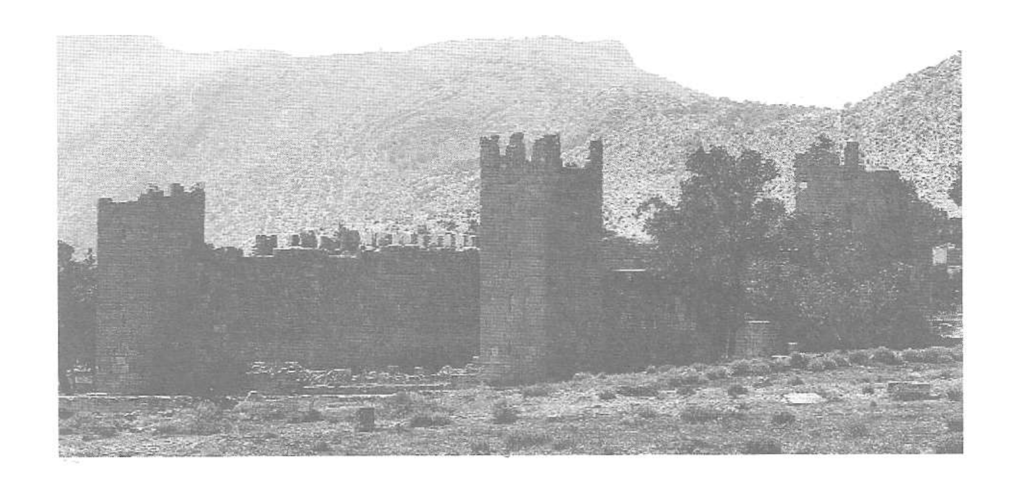




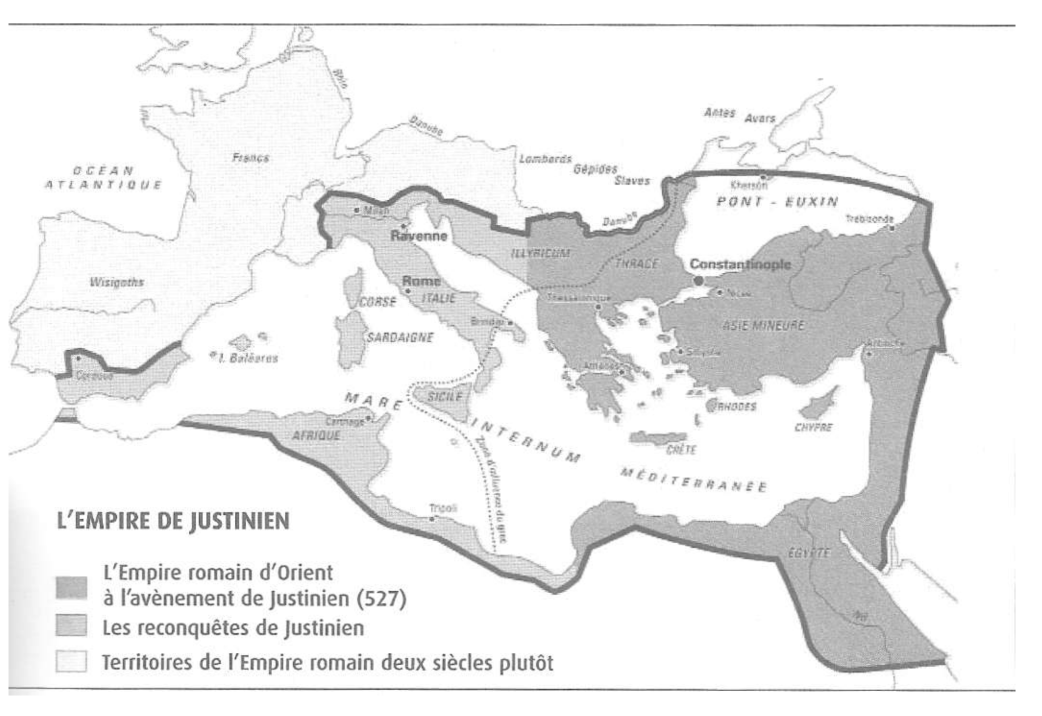
533

BYZANCE *IN* AFRICA : CONTRASTES

Le siècle dit byzantin qui s'ouvre en 534 ne revêt pas un caractère uniforme. Vu avec le recul du temps, il apparaît marqué par la construction de monuments, de temples, de villes, de forteresses, de remparts et de basiliques qui offrent au regard l'illustration d'une civilisation brillante. Pourtant derrière cette scène spectaculaire dont témoignent entre autres les ruines de la nouvelle capitale Sufetula, se profile l'instabilité d'un régime et d'un pays qui a préparé le terrain à l'invasion arabe.



La forteresse byzantine de Linvisa (Ksar Lemsa), dans la région de Oueslatia, VI' siècle. L'ouvrage de défense le mieux conservé de la période byzantine en Tunisie.



Le succès de l'expédition de Bélisaire n'a pas que reconquis l'Afrique pour l'empire romain d'Orient, il a assuré, aussi, le triomphe du clergé catholique, et déclenché une ruée pour la chasse aux Arianistes, la confiscation de leurs églises, de leurs biens, et l'élimination, cela va sans dire, de leur clergé. Cette répression est encouragée par l'impératrice Théodora, catholique passionnée. Les Vandales battus sont réduits en esclavage, quand ils n'ont pas réussi à s'expatrier. Leurs femmes sont données aux officiers de l'armée conquérante qui, à leur tour, se mettent à revendiquer les anciens biens de leur épouse vandale jusqu'à obtenir satisfaction. Des soulèvements berbères qui avaient commencé à la fin de l'ère vandale regagnent d'intensité, notamment en Byzacène et en Tripolitaine, de 534 à 539 puis de 544 à 546. Des mutineries dans l'armée et même des retours de flamme vandale, à

L'empire de Justinien s'étend au bassin occidental de la Méditerranée. D.R.



Portrait de Bélisaire d'après la mosaïque de l'église Saint Vital à Ravenne. (détail)

partir de la région de l'Aurès, ont ajouté à la complexité de la situation.

L'empereur Justinien, on l'a dit, a pris l'Afrique pour fief. Il la gère au début directement. Il s'est choisi des terres fertiles et des terrains bien situés. Plusieurs villes ajoutent à leur nom le qualificatif de ***Justiniana*** avec la bénédiction de l'empereur. Mais les désordres assombrissent le tableau. Après Bélisaire c'est le général Salomon qui « pacifie » le pays ; mais les troubles continuent. L'empereur charge en 548 Jean Troglita de mettre fin au désordre. Ce général réussit, après de nombreux combats, à rétablir la paix pour quinze ans. Justinien meurt en 565, l'Afrique redevient domaine public. L'empereur Maurice (582/602) crée l'exarquat d'Afrique, comme celui de Ravenne, pour gouverner la région tout entière. Mais celle-ci étant divisée en plusieurs provinces, depuis longtemps, l'exarque entre en conflit avec les gouverneurs de ces anciennes provinces, comme c'est le cas, en 646, avec le patrice Grégoire.

Theodoro, mosaïque de Saint Vital à Ravenne. (détail)



Page de droite : L'empereur Justinien, même mosaïque où figure Bélisaire.



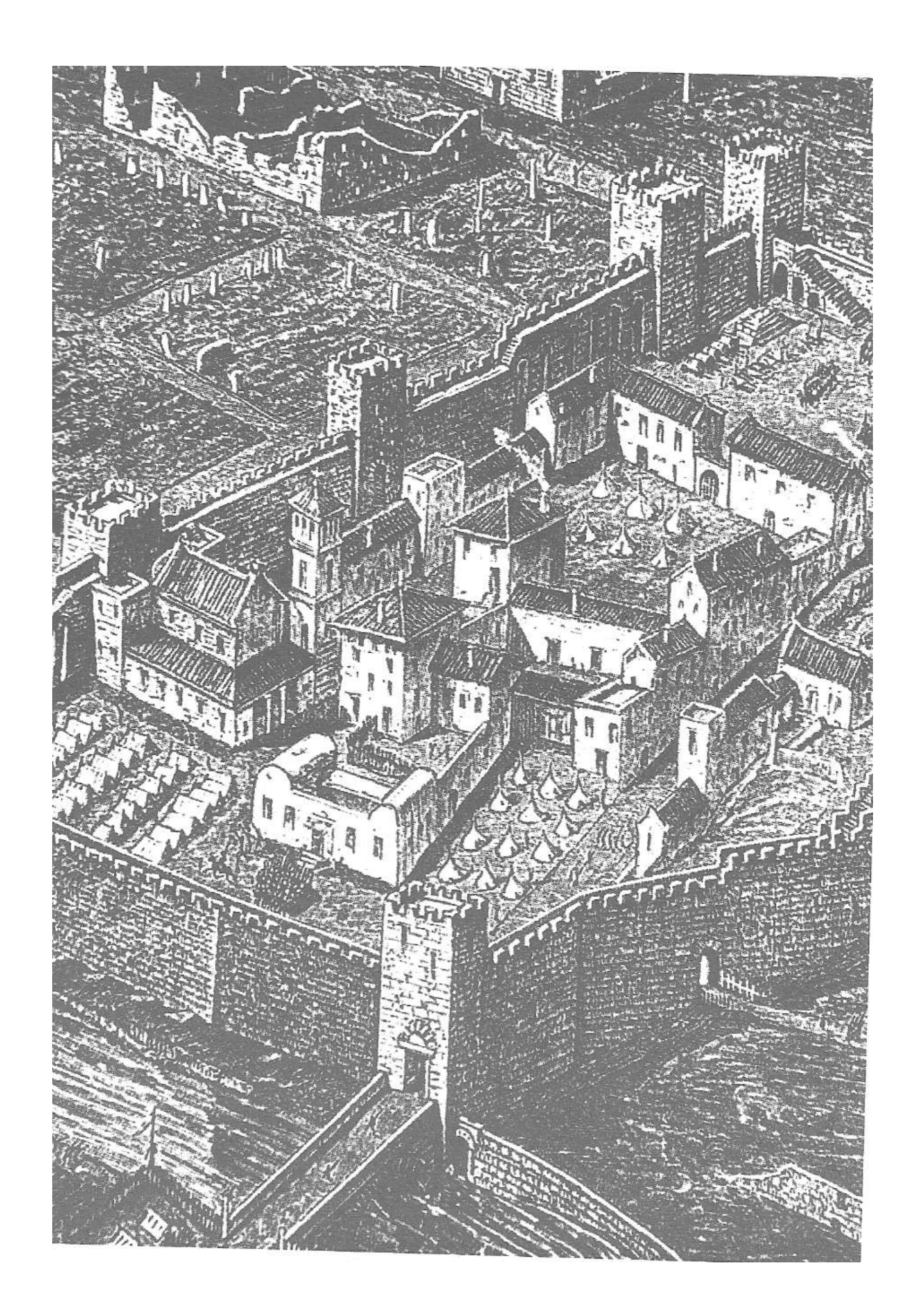
Celui-ci rompt avec l'empereur Héraclius (610/641) - le ***Hirakl*** bien connu des chro-niques arabes - et qui a été évêque de Carthage avant d'aller à Constantinople chasser du trône l'usur-pateur Phocas. Héraclius connaissait donc l'Afrique et a son point de vue sur la manière de l'administrer. Grégoire aussi qui profite de la situation pour faire renaître l'empire d'Occident. Il se proclame empereur d'Afrique, et pour se mettre à l'abri des attaques byzantines, il choisit Sufetula (Sbeïtla) comme capi-tale, loin des côtes. Il s'agit probablement aussi de mieux surveiller les déplacements des Berbères venant des plaines de l'Ouest et des monta-gnes de l'Aurès. Mauvais choix pour lui car les Arabes arrivent de l'Est et par terre, et il va trouver la mort au cours du premier grand choc ! Pourtant, l'invasion ne réussit pas du premier coup et les résistances byzanti-nes et berbères vont se poursuivre jusqu'à la nouvelle destruction de Carthage (698) et jusqu'à la mort de la fameuse ***Kahéna*** (701).

Monnaie au nom d'Héraclius (610-641).

A Haïdra (Ammaedara), les Byzantins entourent l'arc de triomphe de la période romaine d'une muraille de pierre, le transformant en fortifi-cation.



Page de droite : La forteresse byzantine de Haïdra (détail) d'après une restitution d'Henri Saladin.



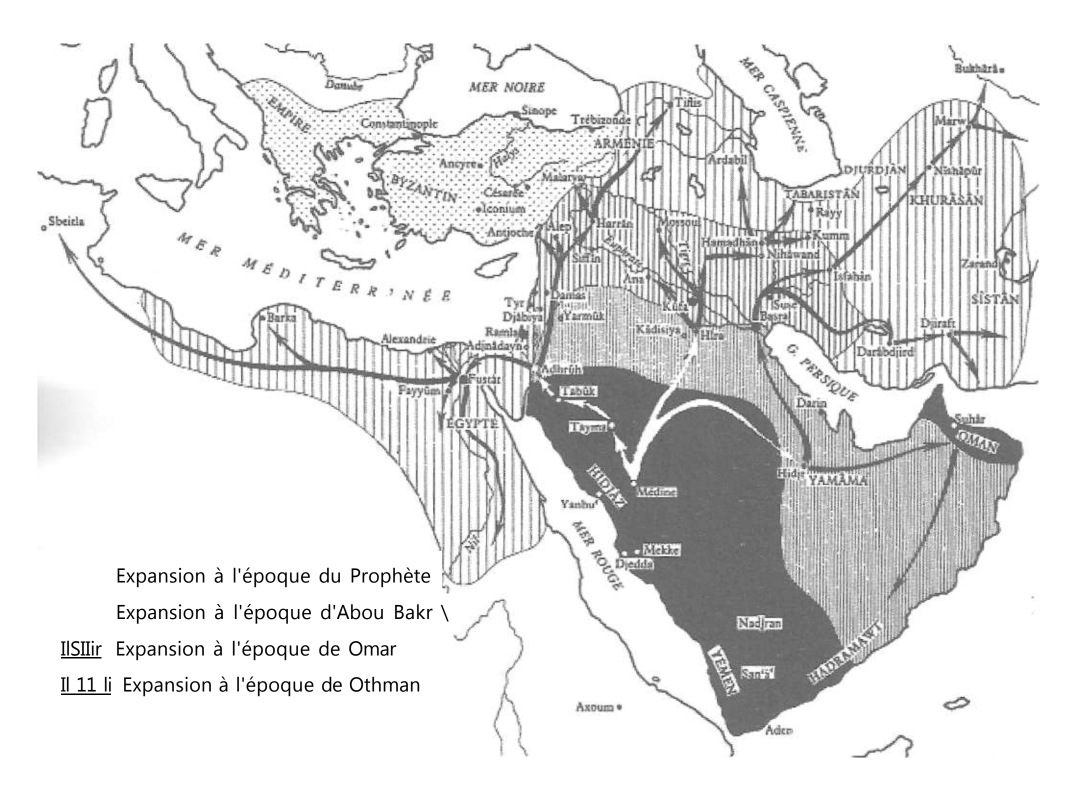
II. DES CONQUÊTES ARABES ! LA FIN DES HAFSIDES

647/705

L'HISTOIRE ARABE DÉCOUVRE *LIFRIQ1YA*

Monnaie omeyyade frappée sous le règne de Mouâwiya. La figure est directement inspirée du modèle sassanide d'Iran auquel est ajouté en arabe la « basmala ». Après l'assassinat de Ali Ibn Abi Taleb, Mouâwiya prend la tête de la communauté musulmane et fait de Damas la capitale de l'empire en formation.

Pour l'historiographie arabe l'entrée des Musulmans en Afrique, « l'ouverture » de l'***Ifriqiya,*** comme cela s'écrit en langue arabe (***Fath Ifriqiya),*** constitue l'entrée de l'Afrique dans l'histoire. Mil sept cent cinquante ans sont passés depuis la fondation d'Utique, et les siècles de Carthage et de Rome, sans oublier les millénaires de la préhistoire ne sont pas pris en compte. Us sont résumés en quelques lignes chez les auteurs soucieux d'afficher leur savoir. La chronique se déroule comme un film du point de vue des conquérants venant de l'Est. Rien, ou peu d'informations sur ce qu'il y avait en face d'eux. Il n'est évidemment pas question de décrire l'état d'un pays rongé par les troubles, les soulèvements contre la pression fiscale, les déboires de l'administration byzantine dans ses rapports avec les Berbères, les conflits entre l'autorité locale et la cour de Byzance. Le pays n'était plus un Etat structuré et fort, et il pouvait être une proie facile. Pourtant il recelait des éléments réels de résistance à la soumission. Les Arabes l'ignoraient. Une ignorance qui n'était pas le défaut des seuls chroniqueurs, tardifs d'ailleurs, elle était celle des conquérants eux-mêmes ; et, elle sera la cause de toutes les difficultés qu'ils rencontreront dans leur entreprise. Jusqu'à présent, il n'est pas rare de rencontrer des personnes instruites qui ne savent pas qu'il a fallu plus de cinquante ans pour asseoir en ***Ifriqiya***



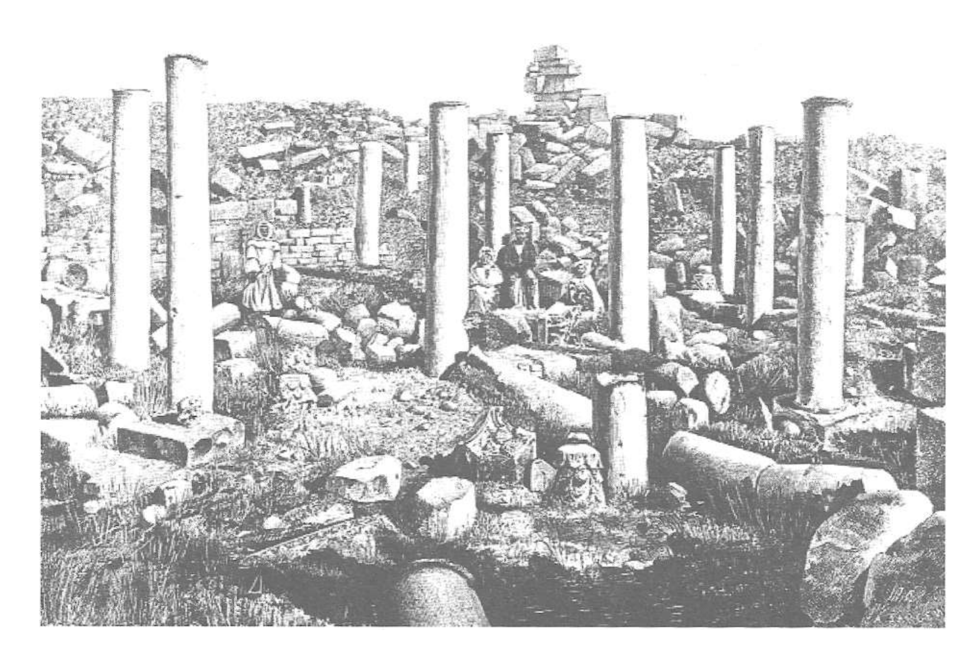
le pouvoir arabe, des générations pour atteindre l'objectif de l'islamisation générale et des siècles pour assurer l'arabisation du pays. Peut-être cette ignorance était-elle due, en partie, à la facilité avec laquelle les Musulmans d'Arabie ont conquis les régions voisines en Orient. Mais ces régions, ils les connaissaient intimement pour avoir entretenu avec elles longtemps des liens commerciaux et culturels. Cela dit, ce qui précède ne signifie pas que pour la conquête de l'Afrique, comme pour d'autres combats en Ibérie ou en Gaule, le zèle de fervents croyants désireux de répandre leur foi n'a pas été déterminant dans l'enrôlement des combattants venus d'Orient chercher une place au paradis.

Les premières conquêtes de l'islam de l'époque du Prophète jusqu'au règne de 'Othman Ibn Affane.

C'est donc en 647 que fut organisée la ***Ghazouat*** ou l'expédition des « Sept Abd-Allah », ainsi libellée par

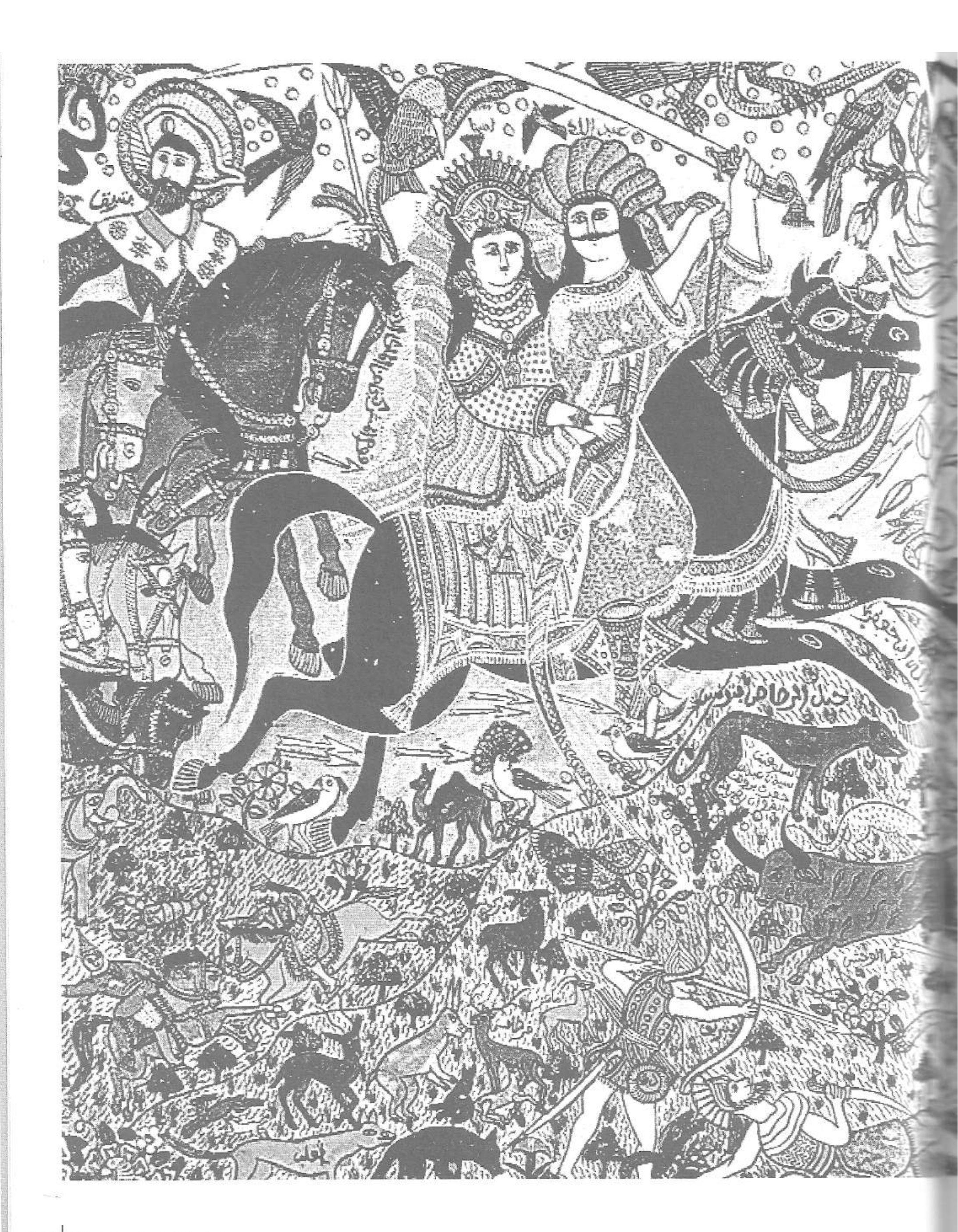
les chroniqueurs parce qu'elle a bénéficié de la participation de plusieurs compagnons du Prophète dont sept avaient pour prénom Abd-Allah avec à leur tête le commandant en chef Abd-Allah Ibn Abi-Sarh, frère de lait du Khalife en exercice à Médine, Othman Ibn Affane. Les Musulmans, à partir de l'Egypte, avaient déjà poussé l'avantage jusqu'en Cyrénaïque. Vingt mille hommes ont été mobilisés pour cette nouvelle « ouverture » à l'Ouest. Nous disposons de peu d'éléments précis sur leur parcours. Ce que nous savons c'est que le grand choc avec l'armée byzantine eut lieu à quatre-vingts kilomètres de Sbeïtla, à 'Ogoba, et que le Patrice Grégoire y trouva la mort. Les Arabes remportent une victoire incontestable. Ils envoient des ***saraya*** (colonnes) dans plusieurs directions et finissent par conclure des trêves avec les habitants en contrepartie de trois cents mesures (***quintar)*** d'or. Ils s'en retournent ensuite en Egypte, sans laisser de gouverneur ou de garnison sur place. Victoire sans lendemain donc et qui laisse subsister des interrogations sur sa véritable portée. Le plan était-il ainsi conçu dès le départ ? Ou bien les difficultés rencontrées avaient-elles fait renoncer à l'objectif d'occupation ? Toujours est-il que les combattants s'en allèrent avec leur butin et que l'Afrique n'eut plus rien à craindre des Arabes jusqu'en 665. L'empire byzantin aurait pu mettre à profit la mort de Grégoire pour réorganiser l'Afrique. Il n'en fut rien en raison de l'opposition entre Maxime, le chef de l'église africaine, et l'empereur Constantin II Héraclius. La pression fiscale poussant les habitants à la désobéissance, le pays n'est plus gouverné. Il est entre les

Arc de triomphe de Dioclétien à Sbeïtla. Dessin d'Henri Saladin.



Lieu-dit Ogba,près de Sbiba. Gravure réalisée en 1885. Le grand choc avec l'armée byzantine eut lieu à quatre—vingts kilomètres de Sbeïtla, précisément à 'Ogoba, où le Patrice Grégoire trouva la mort.

mains de confédérations berbères en dissidence ou d'organisations citadines locales. En outre, du côté arabe, le Khalife Othman Ibn 'Affane est assassiné en 656 et la communauté musulmane se trouve prise dans la tourmente d'une guerre civile qui va changer le cours de l'histoire. Le successeur, Ali Ibn Abi-Taleb, contesté par le clan des Béni Omeyya dont le chef de file est le gouverneur de Damas Mouâwiya Ibn Abi-Sofyane, est assassiné en 660 par d'anciens partisans devenus dissidents (***Khawarij***). Le champ est alors libre pour Mouâwiya qui prend la tête de la communauté musulmane et fait de Damas la capitale de l'empire en formation. La dynastie Omeyyade est là pour quatre-vingt-dix ans. En 665, Le chef militaire en Afrique, Gennadius, entre en conflit avec l'empereur byzantin qui lui oppose un autre général nommé Aréton. Gennadius s'adresse directement à Damas pour demander de l'aide. La route de l'Ifriqiya semble ouverte pour les troupes arabes et Mouâwiya confie





La légende de la conquête musulmane de la Tunisie a parcouru les siècles et a survécu dans l'art populaire jusqu'à une période récente. Sur ce fixé sous verre, Sfax, XIXe, les protagonistes sont nommés. A gauche : le Patrice Grégoire, le Girjir des historiens arabes désigné ici par le nom de Batriq, Emna sa fille, montée à cheval derrière Abdallah Ibn Jaâfar. Face à eux : Sayidna Ali (Ibn Abi Taleb) et le cheval d'Abou Obeyda.

Page suivante :
Dinar d'or de la première période musulmane, dit pseudo-byzantin, émis probablement en Ifriqiya, v.695-705. Sur l'avers, deux bustes impériaux basés sur ceux d'Héraclius et d'Héraclius Constantin II. Sur le revers, la profession de foi musulmane (la chahada) en langue latine.





Page de droite :
L'école coloniale tant en Algérie qu'en Tunisie a cherché à mettre en relief les épisodes de la conquête musulmane de l'Afrique du Nord, mettant ru exergue la lutte des Berbères autochtones contre les Arabes. L'école des indépendances tiendra au contraire à relativiser ou à ignorer cette-période. La vérité est, se 11 is do u te, r: m : -che ? > t in.
Document extrait du manuel Histoire de France et d'Algérie *de Bo n n efi n et Marchand* Cours Moyen et Supérieur, *Paris, Hachette, 1950.*

une armée de dix mille hommes à Ibn Hodeij, prénommé également Mouâwiya, pour une nouvelle expédition à l'Ouest. L'armée de Mouâwiya Ibn Hodeij est renforcée en route par la garnison de Cyrénaïque avec à sa tête des hommes que nous retrouverons dans la suite des événements : Oqba Ibn Nafaâ et son frère Abdallah. Entrant en Afrique avec la complicité de Gennadius, le général byzantin dissident, Mouâwiya Ibn Hodeij s'installe dans la région où sera bâtie Kairouan, à Qamounia. Puis l'île de Jerba est prise. Toute l'expédition semble avoir eu pour objectif de consolider un chef byzantin dissident et d'affaiblir le pouvoir de Constantinople, car, en 666, Mouâwiya Ibn Hodeij retourne en Egypte avec son butin. Ce n'est que quatre années plus tard que 'Oqba, cette fois-ci, reprend le chemin de l'Afrique avec l'intention d'y rester. En 670 il s'installe à Qamounia et fonde Kairouan dont l'emplacement au centre du pays, en région de plaines, convient aux troupes arabes à cheval et va servir de base à toutes les expéditions. L'entente avec les Byzantins n'est pas "reniée ; le chef arabe évite tout affrontement avec eux et dirige son action contre les Berbères qu'il veut soumettre et convertir. Il n'y réussit pas, la résistance ***amazigh*** deve-

« OBSERVONS »



1. Sidi Okba arrive au bord de l'océan Atlantique.

Cette scène se déroule près de la ville actuelle de Tanger. Montrons le chef arabe Sidi Okbu. Que fait-il ? Qu'expriment son attitude et le geste qu'il fait ? Décrivons les guerriers qui l'accompagnent. A quoi voyons-nous qu'ils sont musulmans ? Regardons, à droite de la gravure, Koccilah, un chef berbère fait prisonnier par Sidi Okba.



2. La Kahina demande aux Berbères de lutter contre les Arabes.

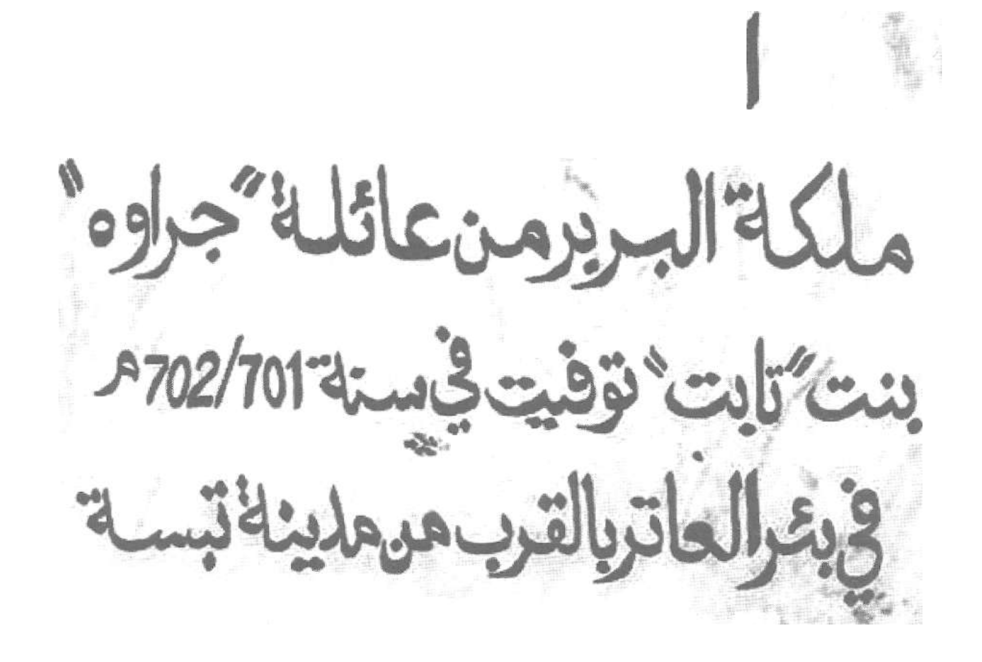
Regardons la Kahina. Décrivons ses vêtements, les mêmes que portent encore de nos jours les femmes de l'Aurès. Que fait-elle ? A quoi voyons-nous que ses auditeurs acceptent avec enthousiasme de l'aider à lutter contre les musulmans ? Comment les partisans de la Kahina sont-ils armés ? Décrivons le paysage et les maisons du village.

nant de plus en plus farouche. Il faut en tirer la leçon. Le gouverneur de l'Egypte dont dépend alors l'expédition rappelle 'Oqba en 675 et le fait remplacer par Abou-l-Mouhajer Dinar qui décide de pratiquer avec les Berbères une politique de conciliation et d'encourager ceux qui sont prêts à coopérer. Il y réussit dans une large mesure en poussant jusqu'à Carthage et le Cap Bon et, en direction de l'Ouest, jusqu'à Mila (en Algérie). Mais" le chef des Awrabas, Gsila (que les Arabes appellent souvent Koceila) lui tient tête. Gsila est battu et se réfugie dans les montagnes de l'Aurès. Abou-l-Mouhajer ne renonce pas à sa politique de conciliation. En 680 Gsila est séduit et se convertit à l'Islam avec sa tribu. Il accompagne Abou-l-Mouhajer Dinar à Kairouan.

Cette politique de véritable pacification a son inconvénient. Elle réduit le butin et les rentrées d'argent pour l'empire dès lors que le converti à l'Islam n'a plus à payer la ***jizya,*** l'impôt de capitation auquel sont assujettis les non musulmans. Le nouveau Khalife Yazid ne l'entend pas ainsi. Il démet Abou-l-Mouhajer de ses fonctions et le remplace par 'Oqba, l'homme à poigne. La politique répressive reprend et contre elle les insurrections berbères. Gsila reprend les armes ; des Byzantins aussi qui comprennent que la nouvelle politique les vise pour les mêmes raisons. 'Oqba prend la tête de dix mille hommes, se dirige vers les Aurès, puis vers Msila, dans la région du Zab, et remporte une victoire contre une coalition de Berbères Louata, Zenata, Meknassa alliés avec des Byzantins de Tiaret. Et c'est à partir de là que la légende lui attribue une marche triomphale jusqu'à l'Océan atlantique. Légende douteuse car on y parle de Tanger qui est au nord, du

pays des Masmouda qui est dans le Haut-Atlas et de Oulili (Volubilis) qui est dans la région de Meknès. Il peut s'agir d'une reconstitution imaginaire longtemps après la découverte du Maroc profond, d'autant que la légende ne mentionne pas les étapes intermédiaires en Algérie au-delà du Zab. Néanmoins, il faut bien admettre que 'Oqba est le véritable promoteur du pouvoir arabe en Ifriqiya. 684 représente un tournant : les Byzantins ont compris que la politique de 'Oqba ne respecte pas l'entente établie entre les Arabes et eux. Ils décident de s'allier avec les Berbères. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'embuscade montée par Gsila et ses alliés contre 'Oqba, sur son chemin de retour à Kairouan. 'Oqba meurt à Tahouda, près de Biskra, au sud de l'Aurès. Abou-l-Mouhajer qui n'avait pas quitté le pays y trouve aussi la mort. Gsila s'installe à Kairouan comme roi berbère et les Byzantins reprennent le Zab.

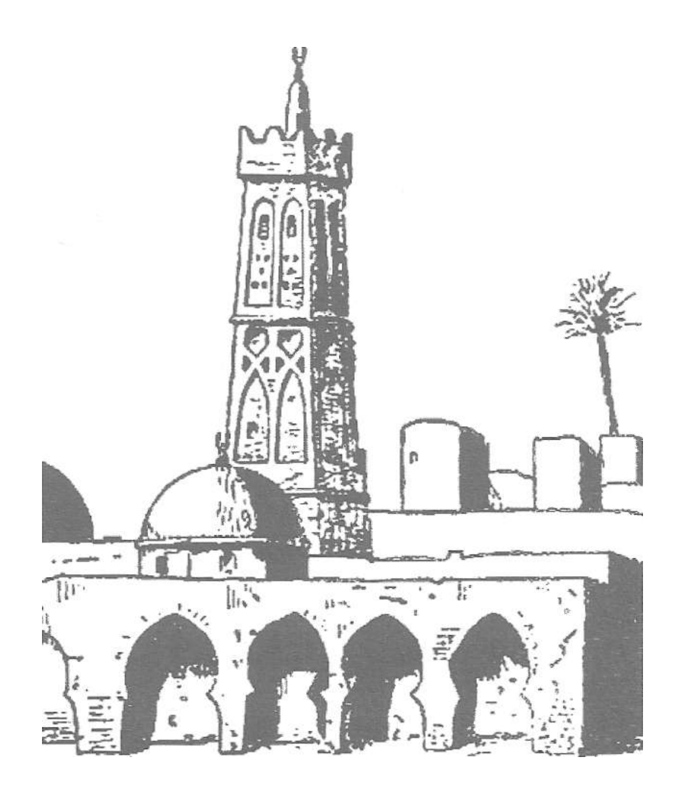
Monument dédié à la Kahéna, à l'entrée de la ville de Baghai\ dans les Aurès, en Algérie. Près d'ici, dans la vallée de la Meskiana à l'ouest de Tébessa, Hassen Ibn No'mane subit en 694 une défaite face aux troupes berbères conduites par Dahya fillede Tabeta fils de Tifan, chef des Jrawa, surnommée par les Arabes la Kahéna et reconnue par les siens comme reine des Aurès. Il triomphera d'elle en 701 dans la bataille de Borj Ghedir.



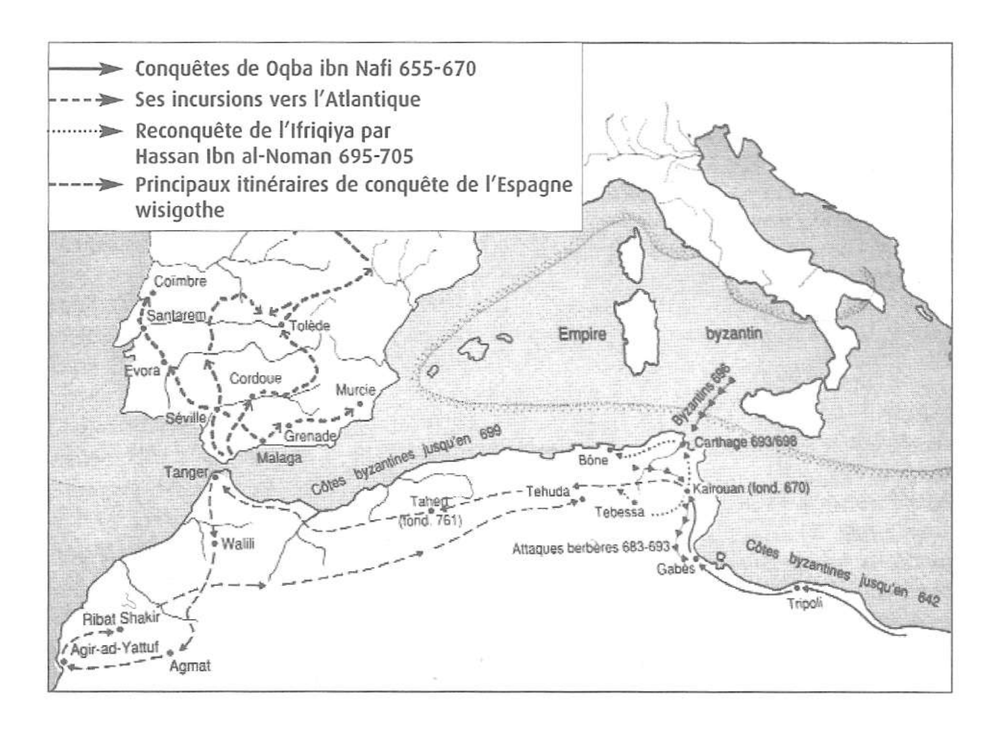


Effigie de Abd-Al-Malik Ibn Marwane sur un dinar omeyyade de 74 de l'hégire (693-694).

Le Khalifat, à Damas, ne reste pas sur cette défaite. En 688 Abd-Al-Malik Ibn Marwane confie à son frère Abdel-Aziz, gouverneur de l'Egypte, les affaires de ce qu'on prend l'habitude d'appeler le Maghreb et Zouhayr Ibn Qays Al-Balawi est chargé de reprendre Kairouan. Gsila se replie sur Sbeïtla près de laquelle une bataille a lieu où il trouve la mort. Les Byzantins conduisent, eux, un raid en Cyrénaïque sans succès. En 693 Abd-Al-Malik Ibn Marwane décide de reprendre en main les affaires du Maghreb. Il constitue une armée de quarante mille hommes dont il confie le commandement à Hassen Ibn No'mane Al-Ghassani. C'est alors qu'intervient la véritable conquête de l'Ifriqiya et l'installation du pouvoir arabe au Maghreb. Kairouan, Carthage, Mateur, Bizerte, en 694, jalon-



Mosquée et mausolée de Oqba Ibn Nafaâ sur le lieu où il fut tué, à Téhuda, près de Biskra, en Algérie.



Les conquêtes de Oqba Ibn Nafaâ, de Hassan Ibn No'mane et les incursions en Espagne, (d'après Maghreb médiéval, *collectif, Aix-en-Provence, Edisud, 1991).*

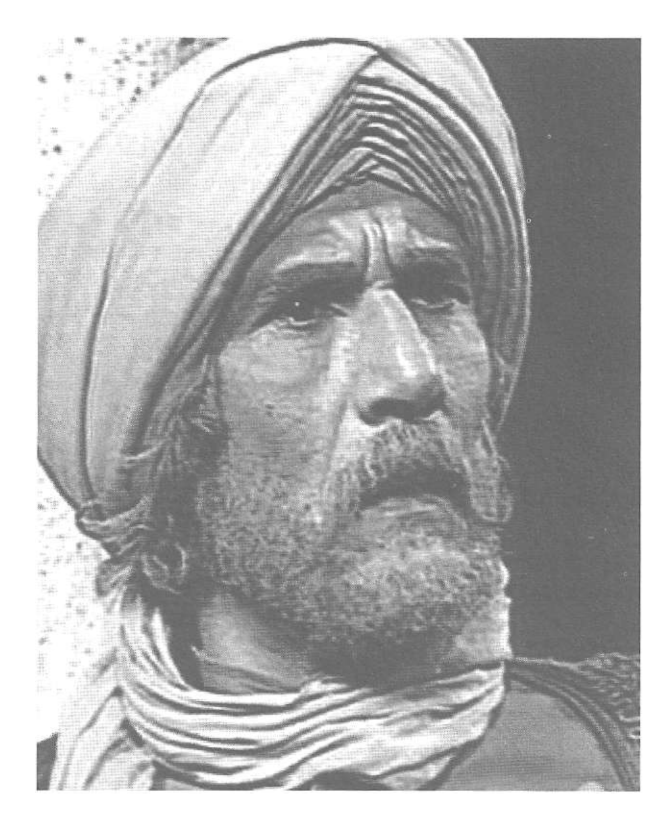
nent les victoires de Hassen. Il subit une défaite, la même année, dans la vallée de la Meskiana, à l'ouest de Tébessa, face aux troupes berbères conduites par Dahya fille de Tabeta, fils de Tifan, chef des Jrawa, surnommée par les Arabes la Kahéna et reconnue par les siens comme reine des Aurès. Les Byzantins reprennent Carthage. Hassen, à son tour, reprend Carthage, en 698, et détruit ses fortifications pour qu'elle ne serve plus de refuge et choisit Tunis comme chef-lieu de la région nord. Il reprend la direction du sud-ouest et, en 701, il triomphe de la Kahéna qui meurt dans la bataille de Borj Ghedir, dans le Hodhna algérien. Il conclut la paix en prélevant douze mille otages sur les troupes berbères. Après les victoires de Hassen Ibn N'omane on peut dire que l'Ifriqiya est entrée dans le domaine arabe.

702

LE SIECLE DE KAIROUAN CAPITALE DE *L'IRFRIQIYA* DU *MAGHREB* ET DE *L'ANDALOUS*

Représentation imaginaire d'Al-Walid Ibn Abd-Al-Malik. D'après L'Encyclopédie des Millions.

Hassen Ibn N'oman a bien conquis ***Ylfriqiya*** pour l'Islam, mais on ne lui en sait pas gré. Il dépendait alors du gouverneur de l'Egypte, Abd-el-Aziz Ibn Marwane, le frère du Khalife Abd-Al-Malik. Hassen s'est arrangé pour expédier à Damas, directement, une partie importante du butin ramené ***d'Ifriqiya*** et offre l'autre partie à Abd-el-Aziz qui ne l'entend pas ainsi. Hassen est alors démis de ses fonctions et remplacé par un homme lige de Abd-Al-Aziz : Moussa Ibn Noceyr. Celui-ci est connu à Bassorah par ses exactions fiscales et ses détournements de fonds. Il échappe de justesse aux sanctions exemplaires du fameux Hajjaj Ibn Youssef et ne doit son salut qu'à la protection du frère du Khalife et prince héritier qui l'appelle en Egypte comme conseiller. Mais le prince héritier meurt avant le Khalife et c'est le fils de celui-ci qui accède au Khalifat à Damas. v C'est lui, Al-Walid Ibn Abd-Al-Malik Ibn Marwane qui nomme Moussa gouverneur



L'acteur égyptien Abdallah Ghaïth dans le rôle de Moussa Ibn Noceyr. Capture d'écran du feuilleton Moussa Ibn Noceyr, ***réalisé par Jalel Ghanim et produit par l'Union de la radio et de la télévision égyptienne. Le feuilleton historique est l'un des grands thèmes de la production télévisuelle arabe destiné à un public en quête d'identité, féru des «gloires » du passé.***

de ***l'Ifriqiya.*** L'Afrique a changé de gouvernement, mais la politique régionale reprend ses droits comme si les Arabes sont les héritiers directs des Puniques. Hassen avait armé une expédition pour la Sardaigne. Moussa fait de même en direction de la Sicile. Et pour mieux contrôler ce nouveau domaine, ***l'Ifriqiya*** est détachée de l'Egypte et relève directement de Damas.

Moussa fait rapidement la preuve de ses capacités : il attaque la casbah de Zaghouan, combat la coalition des Berbères Sanhaja, Koutama, Hawara et Zenata, en Tunisie et en Algérie orientale. Vers le Maroc, il envoie son fils Marwane dans la région du Sous et son lieutenant, Zarâa Ibn Moubarak contre les Masmouda du Haut Atlas. Il arme une nouvelle expédition pour

Page suivante : Deux gravures représentant le roi wisigoth Witiza et le duc Rodrigo, rivale d'Akhila, fils de Witiza et allié des Arabes pour la reconquête de la. couronne.



LAM.ª 34

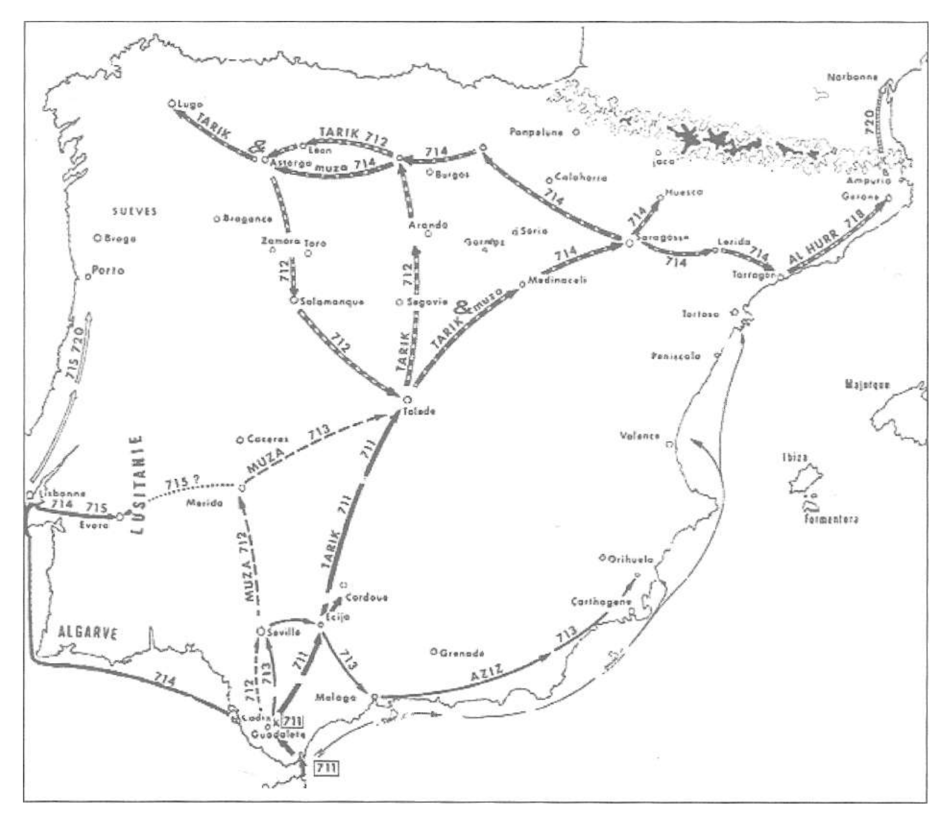
WITIZA

TRIGÉSIMO QUARTO REY DE LOS GODOS
ENTRÓ Á REYNAR POR ASOCIACION CON
SU PADRE EN EL AÑO DE CHRISTO 697.
REYNÓ 15 AÑOS HASTA EL DE 711
EN QUE MURIÓ.



la Sardaigne, en 707. L'année suivante, c'est lui-même qui prend la tête d'une expédition vers Tanger où il laisse le commandement, d'abord, à son fils Marwane, puis à Tariq Ibn Ziyad un chef berbère converti et qui a donné des preuves de ses capacités guerrières dans la pacification.

L'histoire donne un coup d'accélérateur en faveur des Musulmans. En 708, le roi wisigoth Witiza (les Arabes l'appellent Ghiticha) meurt. Son fils Akhila (Waqila en arabe) est écarté de la succession et remplacé par le duc Rodrigo candidat, à la fois, du clergé catholique et de la noblesse en Espagne du Sud. Il s'ensuit un conflit où le gouverneur Julien de Ceuta (Maroc), partisan d'Akhila, prend contact avec Moussa Ibn Noceyr pour soutenir son favori. Réponse favorable des Arabes qui envoient Tarif Ibn Malik Al-Moâfiri. Celui-ci franchit le détroit (appelé par les Arabes le ***Zouqaq)*** et débarque à un endroit qui portera désormais son nom : ***Tarifa.*** Il ravage ensuite la région en accord avec Akhila, s'avance jusqu'à Algésiras et rentre à Tanger avec butin et prises de guerre. Cette première expédition a lieu, donc, en accord avec les Wisigoths contestataires et a montré la possibilité d'entreprendre une opération de plus grande envergure. Le commandement musulman s'y prépare à Tanger et à Kairouan. Tariq Ibn Ziyad franchit, en 711, le détroit qui gardera son nom sous la forme de



Carte détaillée des conquêtes arabes de l'Espagne wisigothique. Les noms sont indiqués suivant l'usage espagnol. Muza : Moussa Ibn Noceyr ; Tarik : Tariq Ibn Ziyacl;Aziz :Abd Al-Aziz ibn Moussa Ibn Noceyr (gouverneur de 713 à 716) ;Al Hurr : Al-Horr Ibn Abd-Ar-Rahmane Ath-Thaqafî (gouverneur de 716 à 719.

Gibraltar (contraction de ***Gebel-Tariq),*** avance à la tête de douze mille hommes vers Algésiras, remporte une victoire décisive à Guadalete (***Wad-el-Lekka)*** près de Sidonia (***Chadhouna***), à l'ouest de Cadix. Soit qu'il fut grisé par le succès, soit qu'il voulût donner du lustre à son action purement berbère, il poursuit son avance malgré l'interdiction décrétée par son chefMoussa qui n'entend pas se laisser frustrer de la gloire de la conquête. Tariq avance vers Ecija (***Istija***), Cordoue et Tolède, accumulant victoires et butin. Moussa Ibn Noceyr, à son tour, embarque, en 712, à la tête de dix-huit mille hommes, passe par Séville et Mérida et ne peut rattraper Tariq qu'à Tolède, sur leTage, en 713. Il suffit de regarder la carte de l'Espagne pour voir que



Tariq Ibn Ziyad tel qu'ilfigure sur un billet de banque émis par le Gouvernement de Gibraltar (contraction de Gebel-Tariq), une possession de la couronne britannique.

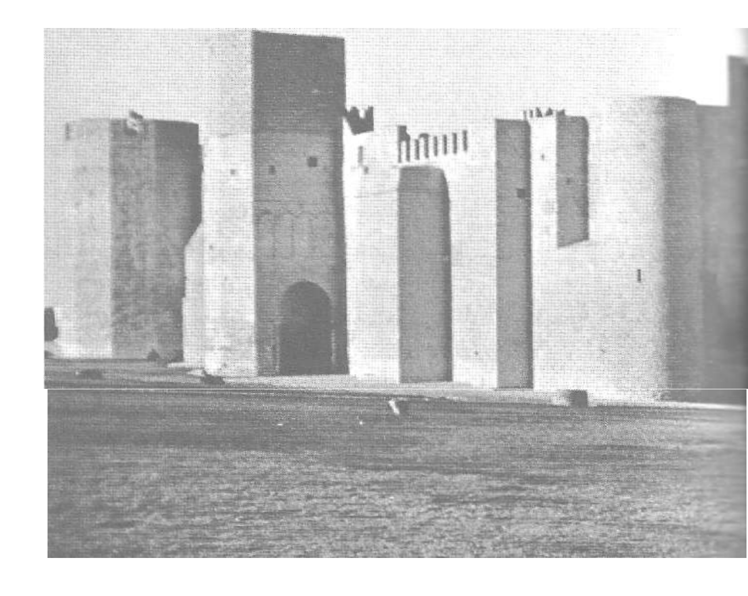
Tariq a réussi son coup - la moitié sud du pays est prise par les Berbères en deux ans - mais il s'est mis en situation d'insubordination vis-à-vis de son chef qui l'arrête et le met aux fers. Les nouvelles vont vite ; Damas apprend les succès de Tariq et le différend entre les deux hommes ; Moussa est rappelé pour rendre compte. Il confie le commandement à son fils Abd-Al-Aziz et emmène avec lui Tariq enchaîné. Le protecteur de Moussa, le Khalife Al-Walid, meurt en 714 et, son successeur Souleymane Ibn Abd-Al-Malik fait libérer Tariq, jette Moussa en prison et lui fait rendre gorge.

L'empire musulman a bien étendu son aire jusqu'à l'Océan Atlantique. Le mélange de politique de conciliation et de coercition lui a rallié de nombreuses tribus berbères. Elles se sont mises au service du nouveau pouvoir et servent bravement dans la conquête ainsi qu'à mettre aux pas les tribus réfractaires. Kairouan est la capitale d'une région qui comprend ***YIfriqiya*** classique ***(XAfrica*** des Romains de Tripoli à Constantine), le ***Maghreb*** central (l'Algérie) et extrême (le Maroc) ainsi que la nouvelle conquête espagnole dénommée

Andalous. Cette immense province de l'empire, de la Tripolitaine à l'Andalousie, compte des Berbères ***(.Nefoussa, Louata, Sanhaja, Nefzawa, Matmata, Medghra, Tenata, Hawara, Jrawa*** et ***Awraba*** pour ne citer que ceux avec qui l'alliance est plus ou moins acquise), des ***Africains*** (les descendants des Libyco-puniques, des Romains, des Vandales et des Byzantins, restés dans le pays) et des conquérants Arabes accompagnés de Perses du Khorassan. L'autorité y est exercée par les Arabes avec des gardes berbères et une administration tenue par des ***Africains*** en majorité chrétiens romanisés. Il en est ainsi jusqu'au milieu du huitième siècle. La question récurrente posée à Damas est de savoir s'il faut maintenir cette province comme source de revenus, de butins et de belles esclaves berbères très recherchées pour les ***harems*** ou d'en faire un large domaine de l'Islam. Dans le premier cas, il y a lieu de modérer les conversions ; dans le second, il faut encourager le prosélytisme, convertir et diffuser la langue arabe et assimiler tous les nouveaux musulmans, même si cela implique une réduction de la pression fiscale, un arrêt des enlèvements de jeunes filles et un respect des accords de paix avec les tribus. Selon les Khalifes et les gouverneurs qu'ils envoient à Kairouan, l'une ou l'autre politique est mise en œuvre avec ses conséquences. Chaque fois que les chroniques mentionnent des troubles, insurrections ou dissidences, au Maghreb ou en Andalousie, il convient de rechercher ce qui les a motivés.

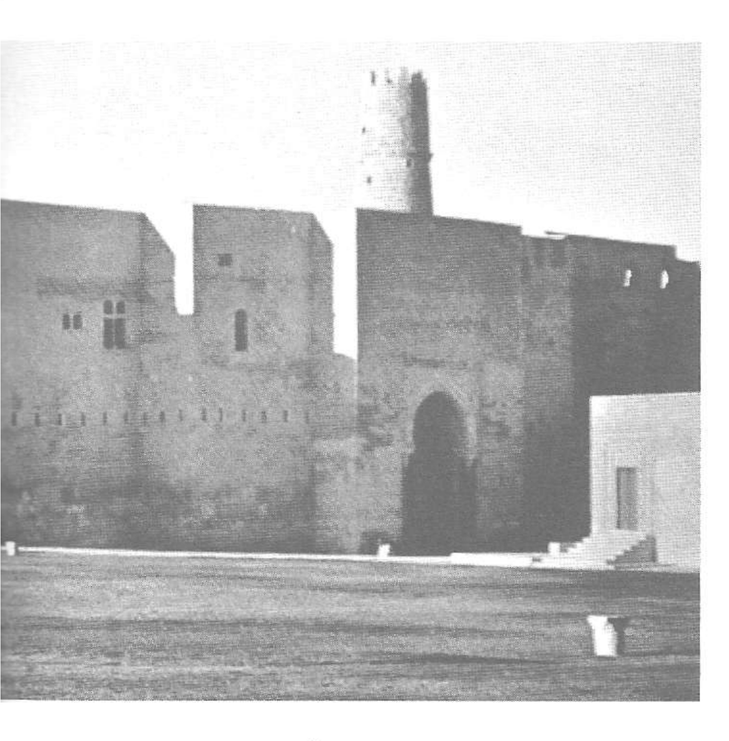
En 718, le Khalife Omar Ibn Abd-Al-Aziz connu pour sa piété, nomme en ***Ifriqiya*** Ismaïl Ibn Abd-Allah Ibn Abi-l-Mouhajer qui pratique une politique de conciliation et de rassemblement. En 719, Le Khalife Yazid nomme un homonyme : Yazid Ibn Abi-Mouslem qui pratique une politique de répression contre les Berbères qui le tuent. Bichr Ibn Safwane est envoyé à sa place qui répond au dilemme en reprenant la politique de conquête et en organisant des expéditions vers

Le Ribat de Monastir, érigé en 796par le gouverneur** de **l'Ifriqiya Harthima Ibn** Ayan **(795-797)** sous le règne du **Calife** abbaside **Haroun** Ar-Rachid. **C'est le premier** grand **ouvrage défensif arabe au Maghreb.



la Sicile, la Sardaigne et la Corse. Les résultats financiers sont décevants ; il est rappelé et remplacé par Obeida Ibn Abd-Arrahmane Assalmi. Le nouveau gouverneur reprend la persécution et la pressurisation des Berbères. Le ***Maghreb*** redevient pour l'Orient un réservoir de ressources financières, de butins, de courtisanes et de garçons pour l'aristocratie. Certains commanditaires vont jusqu'à faire parvenir au gouverneur de la province le profil des femmes qu'ils désirent.

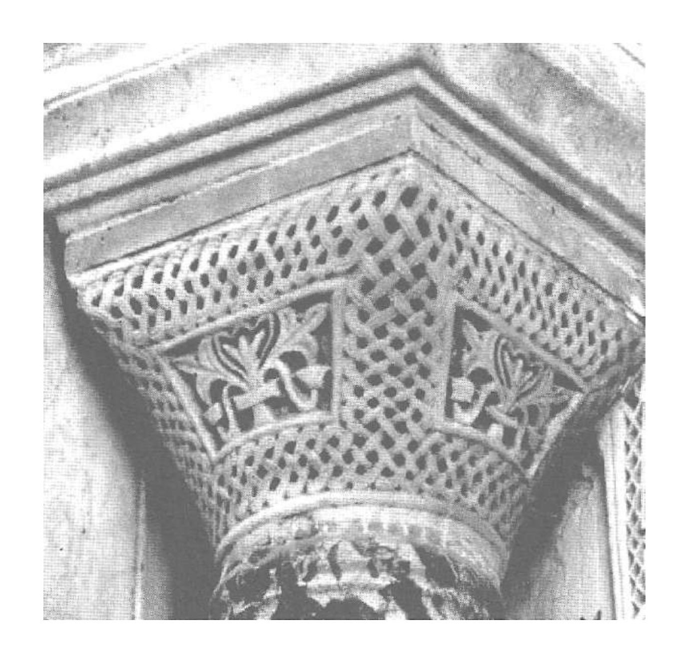
De 720 à 752, des raids sont menés en Sicile avec plus ou moins de succès. En 735, le gouverneur Obeid-Allah Ibn Al-Habhab fait face à une révolte étendue des Berbères et des Africains. En 738, le gouverneur Omar Ibn Abd-Allah Al-Mouradi décide de prélever sur les Berbères l'impôt du ***Khomos*** (le cinquième) qui n'est prélevé, au bénéfice du Khalife, que sur ce qui est propriété exclusive de la communauté



اثارت بنو مروان فينا ومـالـنـا
وفى الله ان لم يعدلوا حكم عـدلُ
كانهم لم يشهدوا لِيَ وقـعـة
ولم يعلموا من كان قبل له الفضل
وفيناكمُ حرّ القنا بصـدورنـا
وليس لكم خيل سوانا ولا رَجْـل
فلما بلغتم نيل مـا قـد اردتـمُ
وطاب لكم فيها المشارب والاكل
تغافلتمُ عنّا كانّ لم نكن لكـم
صديقا وانتم ما علمتم لنـا وصـل

Poème adressé par Abou al-Kahttab** Ibn **Safwane, un ancien partisan de Bichr** Ibn **Safwane, au Calife Hicham, se plaignant des agissements et de l'ingratitude de son nouveau gouverneur, Obeida Ibn Abd-Ar-Rahman et lui rappelant son dévouement et celui des siens à la cause des Banou Marwan (les Omeyyades). Les chroniqueurs rapportent que cet envoi avait provoqué la chute de Obeida !

Remploi d'un chapiteau byzantin dans la Grande Mosquée Zitouna. Certaines sources attribuent sa fondation à Obeid-Allah Ibn Al-Habhab.



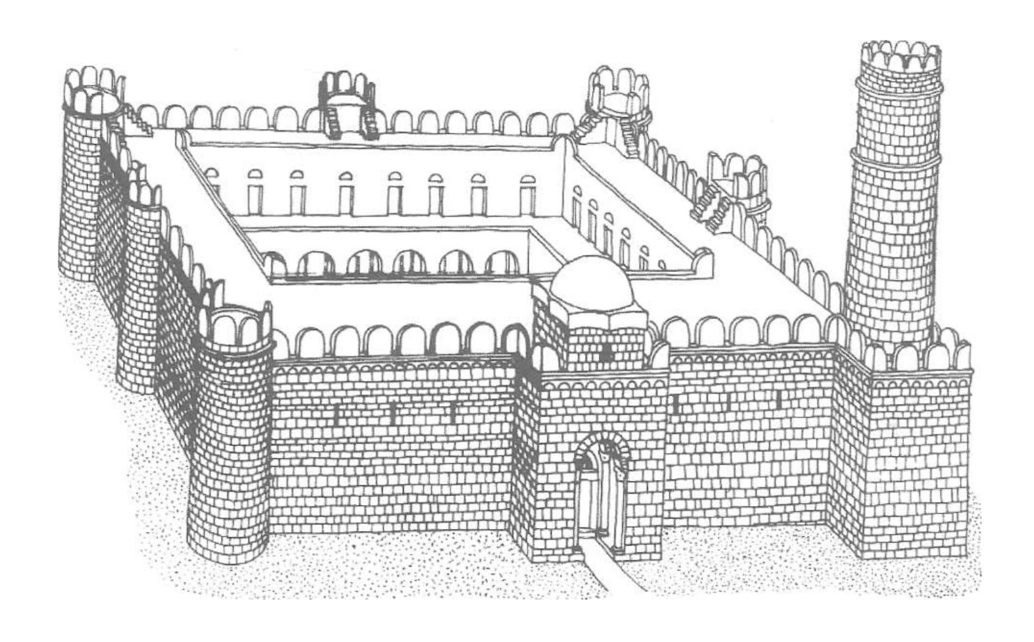
musulmane. Les Berbères sont donc considérés, corps et biens ***propriété*** de la ***Umma.*** Les Kharijites d'obédience ***sofrite***, très rigoristes et violents, se révoltent au Maroc, sous la conduite d'un porteur d'eau des ***Medghra*** auquel succède rapidement Khaled Ibn Hamid Al-Hatouri, un ***Zénète.*** Celui-ci réussit à infliger à l'armée de soixante-dix mille hommes que lui oppose le pouvoir une défaite cuisante sur les rives du fleuve Sébou. La situation est de plus en plus difficile pour le pouvoir central. En 742, les Arabes sont de nouveau défaits au Zab (Algérie) mais renversent la situation en leur faveur en triomphant de deux grands chefs kharijites, Al-Fazari et Al-Hawari. L'année suivante, le sous-gouverneur d'Andalousie, Abd-Arrahmane Ibn Habib réussit un coup de force en débarquant en ***Ifriqiya,*** en s'installant à Tunis et en obligeant le gouverneur Handhala Ibn Safwane à quitter le pays pour Damas. Le Khalife Marwane Ibn Mohammad avalise le changement. Mais avec la fin du khalifat Omeyyade de

Poids en verre égyptien au nom** de **Obeid-Allah Ibn Al-Habhab, gouverneur de Ifriqiya (734-741).



Damas, Abd-Arrahmane fait allégeance aux Abbassides de Baghdad. Le pouvoir musulman au Maghreb n'est plus uni. Les Khawarej ***sofrites*** de la confédération berbère des ***Ouarfajjouma*** investissent Kairouan, en 755, et mettent fin au rêve d'Ibn Habib de s'approprier ***Maghreb etAndalous.*** Mais les Khawarej sont eux aussi divisés : les ***Ibadhites*** de Tripolitaine, plus modérés, chassent de Kairouan les ***Sofrites*** qui partent s'installer à Sijilmassa au Maroc. En 756 c'est l'Andalousie qui voit naître le nouveau royaume Omeyyade. Une famille de ***condottieri,*** les Mohallabi, dont le fondateur, Omar, avait été nommé successeur du gouverneur Ibn Al-Achâath qui avait chassé les ***Ibadhites*** de Kairouan en 761, s'installe en Ifriqiya, de 768 à 794. En 776, les Khawarej Rostomides, ***Ibadhites*** de Tripoli, s'installent, après Kairouan, en Algérie centrale. En 788, le royaume Idrisside est proclamé, à son tour, au Maroc oriental, soutenu par les Berbères ***Awraba.*** Kairouan n'est plus le chef-lieu de tout l'occident musulman.

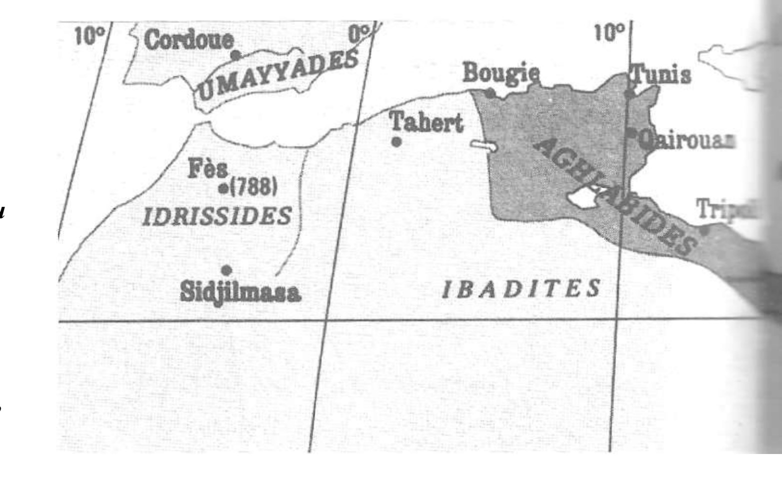
Ribat de Sousse. Fin du VIII' siècle sous le gouverneur de l'Ifriqiya Yazid Ibn Hatim (La tour sera édifiée en 821). Dessin M.I.T.



800

UN ROYAUME AUTONOME : *L'IFRIQIYA AGHLABIDE*

Les représentants de la famille aghlabide connaissent le Maghreb. Le premier, Al-Aghlab Ibn Salem avait succédé, à Kairouan, en 765, au gouverneur Ibn Al-Achâath démissionnaire. Son fils Ibrahim Ibn Al-Aghlab a été gouverneur du Zab, à l'ouest des Aurès, et en ces périodes troubles, il avait tenté de s'opposer au passage du prince Idris, un descendant d'Ali par son fils Hassen, fuyant l'Orient après l'échec d'une insurrection. Ensuite, Ibn Al-Aghlab a conspiré pour faire empoisonner ce prince au moment de son instal-



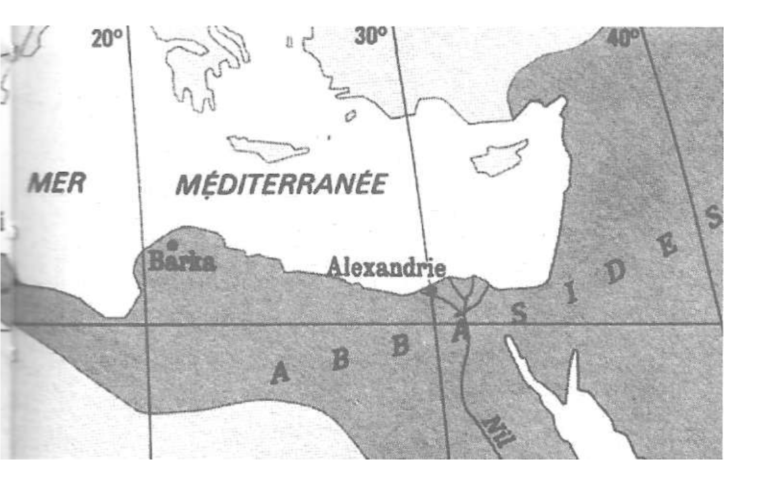
L'Occident musulman et l'Egypte, du milieu du VIII" siècle au milieu duX' siècle, (d'après A. Ducellier, M. Kaplan, B. Martin, F. Micheau, Le Moyen-Âge en Orient : Byzance et l'islam, ***Paris, Hachette, 1990).***



Dirham aghlabide émis sous le règne d'Ibrahim Ibn Al-Aghlab.

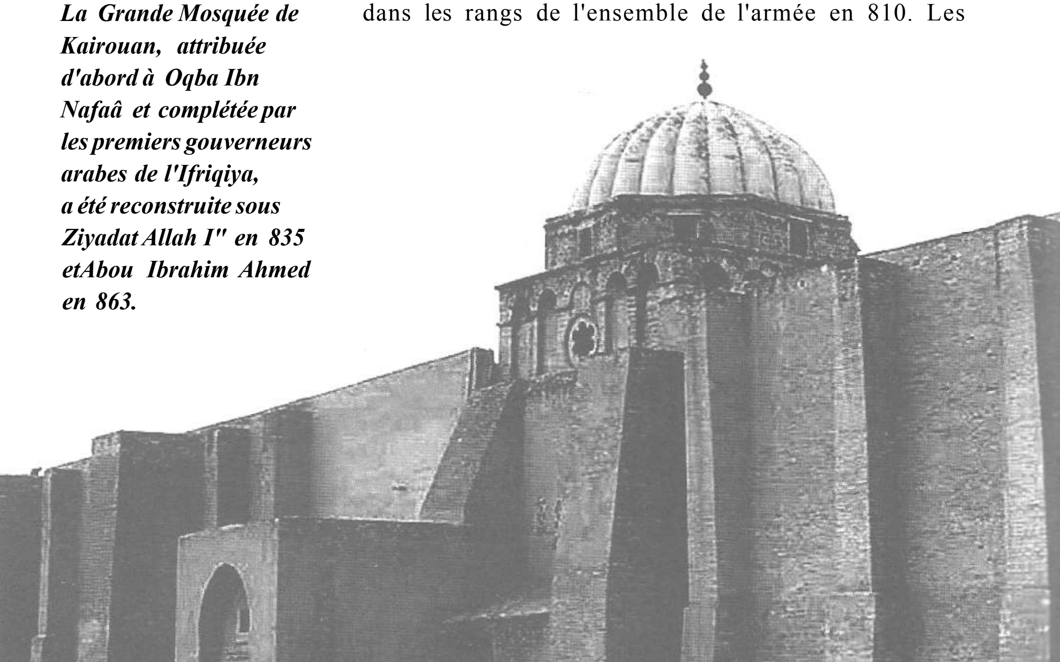
lation à Fès. Il a su faire valoir ces services auprès de la cour de Baghdad. Il est nommé gouverneur de l'ensemble de l'Ifriqiya et, en juillet 800, il obtient des Abbassides que cet émirat devienne héréditaire dans sa famille.

Les Abbassides n'ont pas pris les rênes d'un empire monolithe. En installant leur capitale à Baghdad, ils bénéficient du soutien des populations non Arabes de Perse, du Khorassan et de Transoxiane, mais ils savent que ceux qui leur sont hostiles se trouvent à l'Ouest,



en Syrie, en Arabie, en Egypte, au Maghreb et en Andalousie. Leur règne va être d'ailleurs marqué par l'influence culturelle persane et l'apparition de ce qu'on appelle la ***chououbiya*** ou le chauvinisme anti-arabe. La constitution d'un royaume qui est favorable aux Abbassides en ***Ifriqiya*** les sert parce qu'il s'agit d'un Etat tampon face aux Kharijites d'Algérie et aux Idrissides du Maroc, mais surtout face aux Omeyyades de Cordoue que les Aghlabides ne vont pas hésiter à harceler.

Dans l'histoire de la Tunisie, il s'agit du premier royaume musulman indépendant car, hormis une allégeance formelle au khalife de Baghdad, les princes aghlabides qui se contentent du titre d'Emir sont indépendants dans leur gestion du pays et même dans leur politique étrangère. Mais il faut d'abord maîtriser le pays, ce qui ne se révèle pas facile et, curieusement, ce n'est pas seulement à cause des Berbères réfractaires mais surtout à cause de leur propre armée arabe avec la révolte de Khoraych Al-Kindi à Tripoli en 801, une nouvelle révolte de Tripoli en 805 et une mutinerie dans les rangs de l'ensemble de l'armée en 810. Les

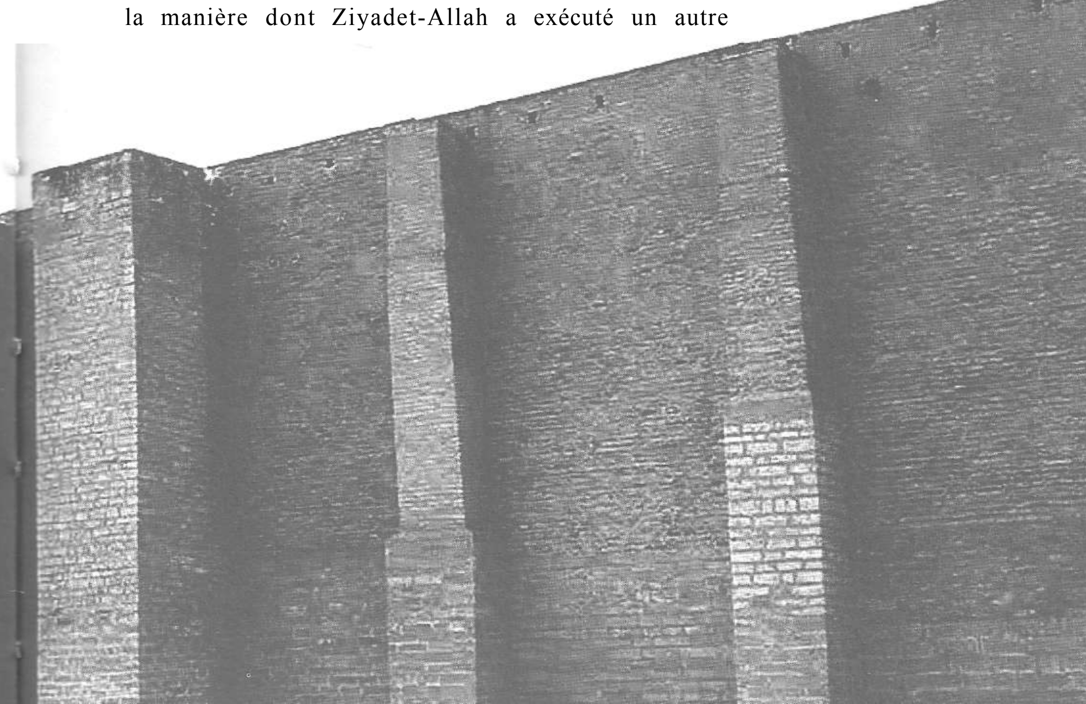


La Grande Mosquée de Kairouan, attribuée d'abord à Oqba Ibn Nafaâ et complétée par les premiers gouverneurs arabes de l'Ifriqiya, a été reconstruite sous Ziyadat Allah I" en 835 etAbou Ibrahim Ahmed en 863.

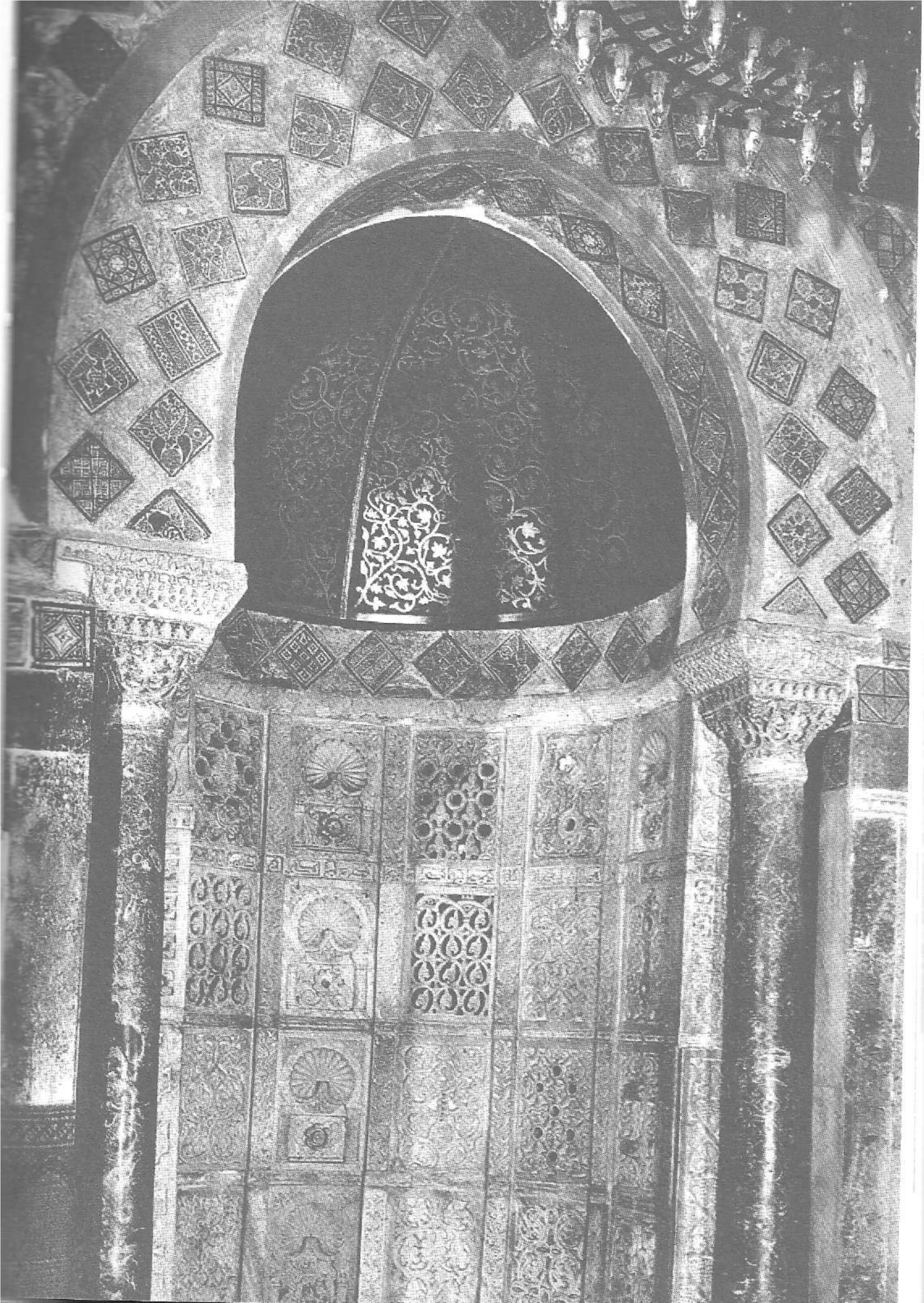
expéditions en direction de la Sardaigne - pas moins de cinq entre 807 et 821 - ne suffisent pas à contenir l'avidité des soldats et officiers. Une révolte conduite par Ziyad Ibn Sahl éclate au Fahs, puis une autre à Kasserine, en 823, plus difficile encore avec à sa tête un noble de la tribu de Qays du nom de Mansour Ibn Nasr dit Tounboudhi.

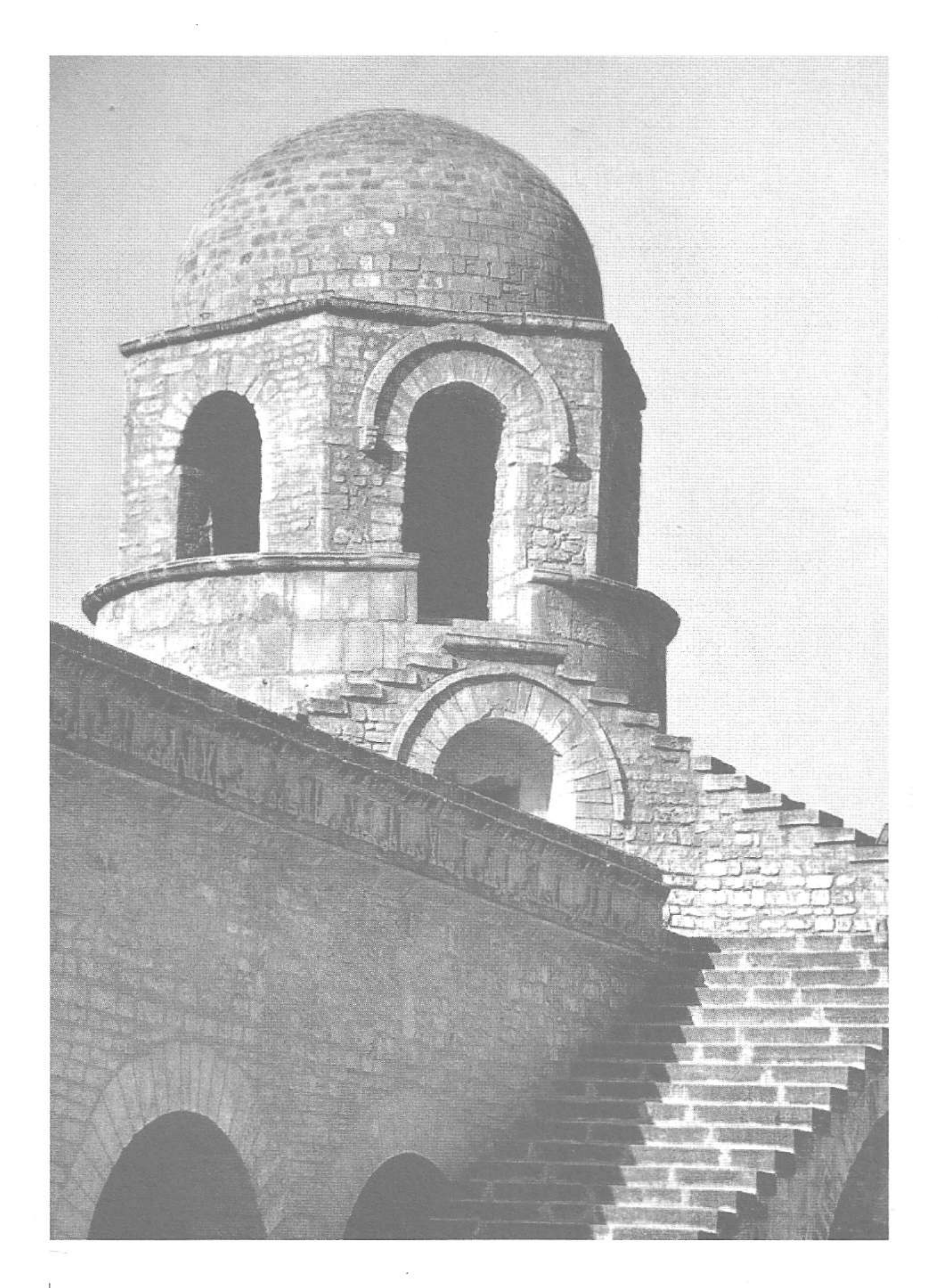
En 812, le fondateur de la dynastie, Ibrahim Ibn Al-Aghlab meurt. Le moment est délicat parce qu'en Orient, une guerre de succession éclate entre deux khalifes, Al-Amine et Al-Ma'moun. Les Aghlabides ne se font pas d'ennemis dans les deux camps, ils restent neutres ; les deux khalifes de Baghdad reconnaissent Abd-Allah comme successeur d'Ibrahim Ibn Al-Aghlab. Mieux encore, quand Ibrahim Ibn Al-Mahdi, dit Ibn Chakla, se proclame, à son tour, khalife, l'aghlabide Ziyadat-Allah qui a succédé à son frère en 817 refuse de le reconnaître. Al-Ma'moun lui en saura gré lorsqu'il gagne définitivement la partie l'année suivante. Mais la révolte de Tounboudhi en ***Ifriqiya*** est grave. Ce noble qui était gouverneur de Tripoli fut outré par la manière dont Ziyadet-Allah a exécuté un autre

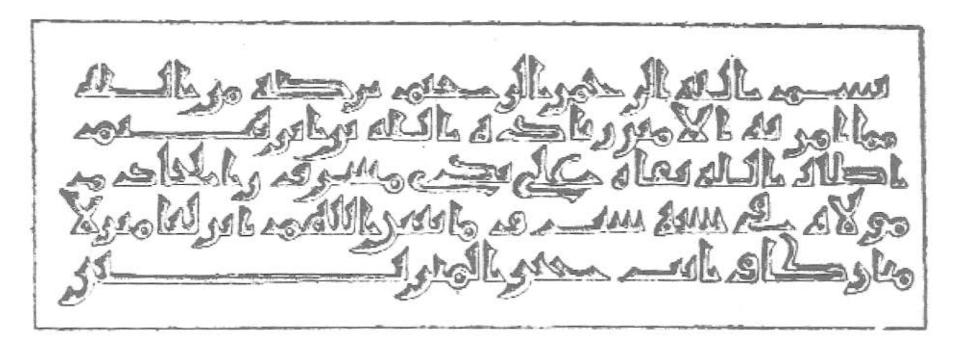
Double page suivante : Le minaret et le mihrab de la Grande Mosquée de Kairouan, construits sous le règne de Ziyadat-Allah I (817-83)











Inscription attribuant la tour-vigie du ribat de Sousse à l'émir Ziyadat Allah I" en 821.

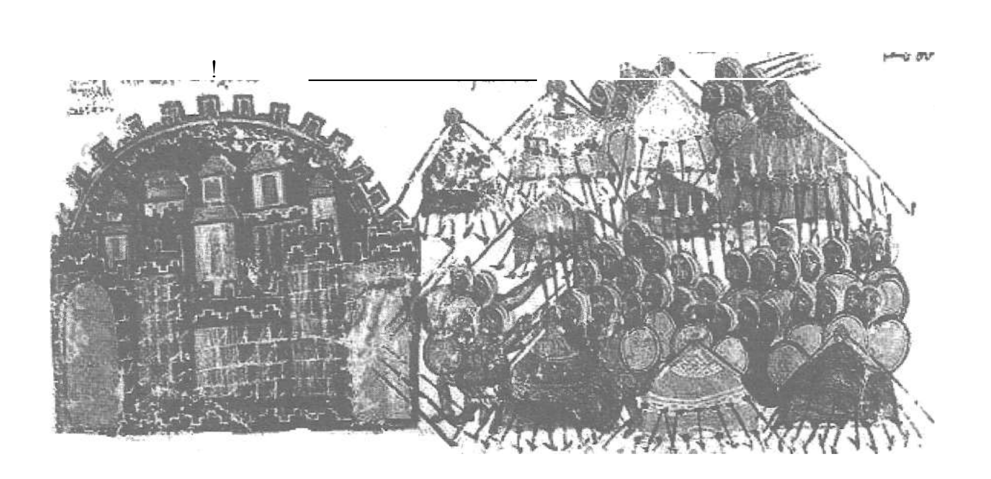
rebelle arabe, Amr Ibn Mouâwiya et ses deux fils. Il prend les armes et bat les forces aghlabides à Tunis. Battu à Kairouan, il se barricade dans son castel de Tounboudha, près de Mohammédia. Amr Ibn Nafaâ prend sa suite en 825 à Sbiba et écrase l'armée de Ziyadat-Allah qu'il poursuit jusqu'à Kairouan. Mansour reprend son action à la tête des alliés et la majeure partie du pays échappe au pouvoir central. C'est le cousin de l'émir, Sofyane Ibn Saouada qui redresse la situation grâce à une coalition de berbères Nefzaoua et Zenata, de noirs et de mercenaires et inflige aux rebelles arabes une défaite à Taqyous (Thigès près de Degache). La rébellion n'est pas définitivement écrasée mais les différends qui opposent les deux chefs de la révolte renversent la situation en faveur du pouvoir aghlabide et c'est Ziyadat-Allah qui sort victorieux de l'épreuve. L'insurrection connaîtra encore des retours de flamme jusqu'à la fin du siècle, malgré l'effort du pouvoir central de détourner l'attention vers d'autres objectifs plus glorieux.

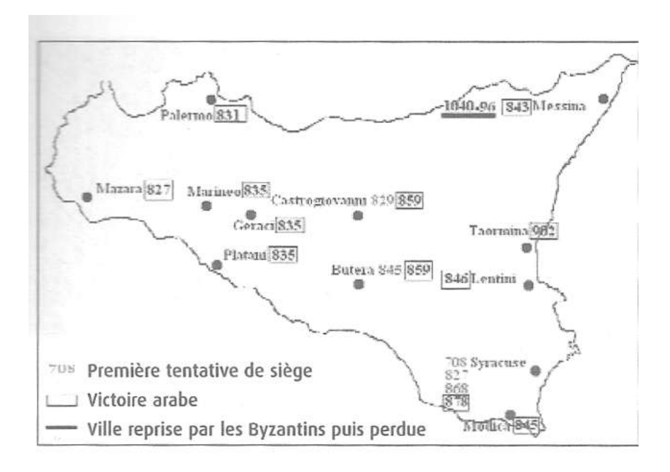
La grande affaire du règne aghlabide est à l'extérieur et elle connaîtra un meilleur destin : il s'agit de la conquête de la Sicile. Après une première tentative en 820, c'est en 827 que dix mille hommes, sept cents cavaliers, répartis sur cent embarcations, quittent le port de Sousse, sous le commandement du grand Qadhi de Kairouan, Assad Ibn Al-Fourat, prennent la direction de la Sicile et débarquent à Mazara del Vallo.

Page de gauche : Mosquée de Sousse construite sous le règne de l'émir aghlabide Abou-l- Abbas Mouhatnmad (841-856).

La chance leur sourit au début en avançant vers l'Est de l'île sans grande difficulté, mais le siège de Syracuse leur coûte très cher ; la peste décime leurs rangs et Assad est lui-même atteint et meurt. En sens inverse ce sont les Toscans qui essaient de débarquer en Tunisie et, c'est un autre rebelle au pouvoir aghlabide, Abd-As-Salam Ibn Al-Moufarraj, qui les met en déroute après leur débarquement, en 828, entre Utique et Carthage. Malgré l'épidémie et les difficultés, les Arabes restent en Sicile, et procèdent à l'établissement graduel de 831 à 841, de l'autorité aghlabide sur l'ouest de l'île avec Palerme comme base. Messine est prise en 842, puis Modica, Raguse, en 849. Une colonne marche sur Rome, après un débarquement à Ostia, en 846, livre une partie des faubourgs au pillage et fait des dégradations dans la cathédrale Saint-Pierre. Auparavant les colonnes arabes sont intervenues au sud de l'Italie jusqu'à Bénévent, Tarente et Brindisi. La conquête de la Sicile se poursuit en 858, avec le

Portrait d'Assad Ibn Al-Fourat. Dessin de Zeryat.





Les campagnes arabes en Sicile.

siège et la prise d'Enna, le siège de Syracuse qui sera prise en 878, la soumission deTaormine, etc. La Sicile va rester entre les mains des musulmans de L'Ifriqiya pour plus de deux siècles et en gardera l'empreinte pour plusieurs siècles.

La dynastie aghlabide n'a pas eu seulement à combattre les insurrections de son armée arabe qui l'obligèrent à recourir à recruter des gardes noirs. Ces Noirs se révoltèrent aussi et le pouvoir les massacra en 878 et les remplaça par des mercenaires ou des esclaves. Les Emirs ont eu, sur un autre registre, à défendre leur

Page de gauche : Siège aghlabide de Messine en 842. Illustration extraite de la Chronique byzantine *de Skylitzes. Bibliothèque nationale de Madrid.*

La conquête de Syracuse. Chronique byzantine *de Skylitzes. Bibliothèque nationale de Madrid.*

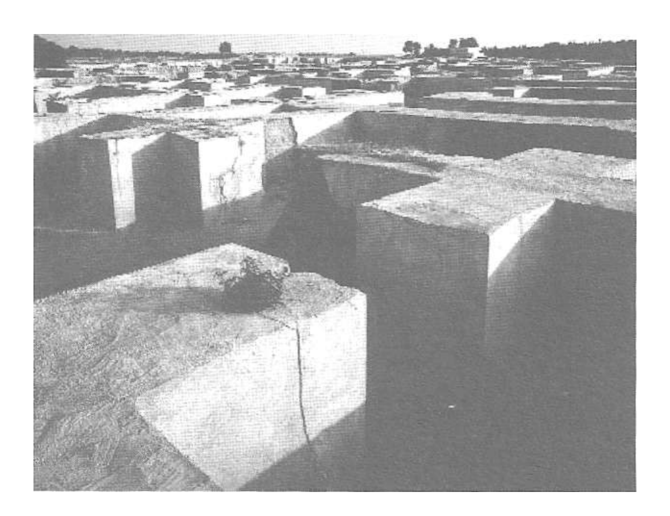


« Mouhammad est le messager d'Allah. » Inscription sur une colonne de la Grande Mosquée de Kairouan.



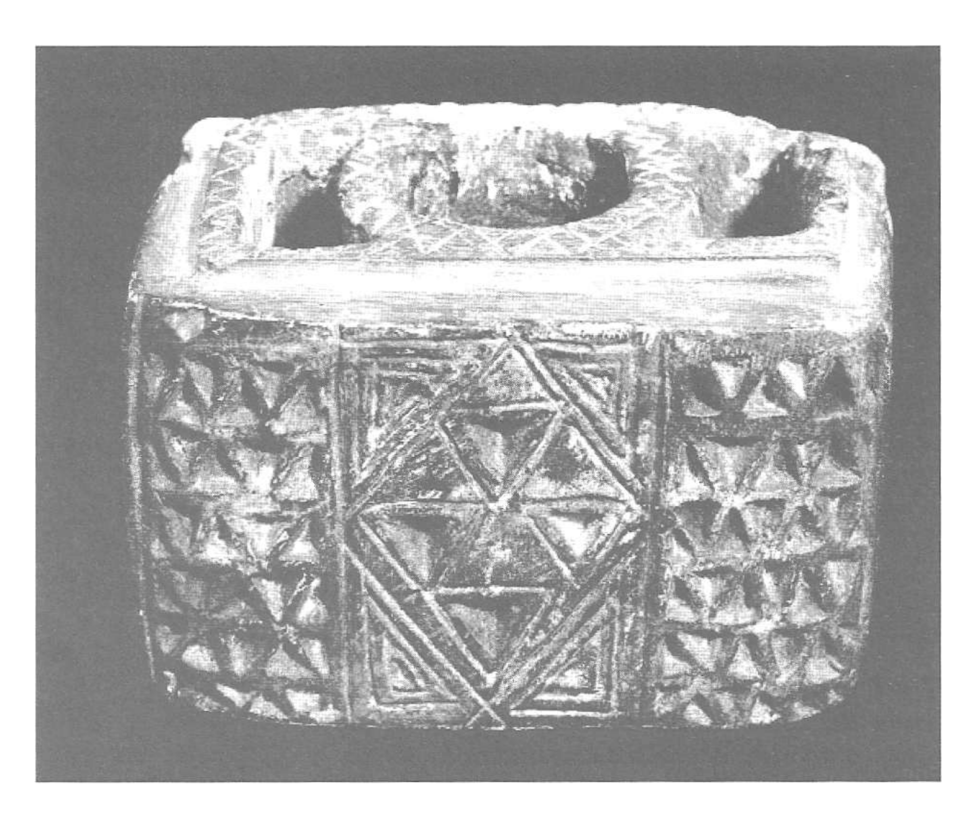
indépendance contre les tentatives de Baghdad de reprendre le contrôle de l'Ifriqiya en 826, puis sous le Khalife Al-Mou'tacim (833/842), et contre les visées des Toulounides d'Egypte, en 878. Ils réussirent à maintenir leur indépendance et, en secourant les habitants de Tripoli dressés contre les exactions inqualifiables d'Al-Abbas Ibn Ahmad Ibn Touloune, l'émir Ibrahim II confirma l'étendue de son royaume jusqu'au golfe de Syrte. En revanche, ils se coupèrent de la population en adoptant en 833 la doctrine du Mutazalisme officialisée, en Orient, par le Khalife Al-Ma'moun, alors que l'obédience des maîtres religieux à Kairouan est sunnite traditionnelle et que le Kharijisme est dominant chez les Berbères. Cette orientation à laquelle les Emirs aghlabides restèrent fidèles jusqu'au bout leur causa bien des soucis et fut le ressort de révoltes (des berbères Zouagha, Louata, Meknessa de Gafsa et du Jérid) en 838 à 841 et de la résistance des berbères Ibadhites du Jebel Nefoussa en

Ruines de Raqqada. Cité princière fondée en 876par l'émir aghlabide Ibrahim II.



Tripolitaine et de leurs coreligionnaires du Zab algérien. En résumé, et jusqu'à la dernière décennie du siècle, le royaume connaît de nombreuses insurrections des Berbères plus prompts que d'autres catégories de la population à se dresser contre un pouvoir tyrannique s'exerçant contre ses gardes noirs, ses propres courtisans, ses oulémas sunnites et les grands seigneurs arabes du royaume. Autant dire qu'il y avait là une situation que sauront exploiter les propagandistes des Fatimides en voie de prendre le pouvoir au Maghreb.

L'ère aghlabide approche de sa fin ; une fin dramatique et indigne d'une dynastie qui a résisté durant un siècle à tous les dangers intérieurs et extérieurs. Le dernier Emir a fait tuer son père pour prendre sa place sous le nom de Ziyadat-Allah III. Il tente de faire face aux progrès des colonnes armées des Fatimides venant de l'Ouest. Sa propre armée défaite à Lorbeus, il quitte sa résidence de Raqqada avec harem, courtisans, gardes et partisans, en emportant tout le trésor public,



Encrier du IX' siècle provenant du site, de Raqqada. Musée de la civilisation et des arts islamiques de Raqqada, Kairouan.

en direction de Tripoli. Son cousin Ibrahim, arrivé à Raqqada après son départ pour le soutenir, ne peut que constater la fuite. Il cherche à reconstituer une armée en appelant les Kairouanais à fournir les subsides nécessaires, mais ceux-ci refusent et le chassent. Il suit à la trace Ziyadat-Allah et le rejoint à Tripoli. Toutes les exhortations pour se ressaisir n'y sont d'aucun secours, le fugitif n'a qu'une idée en tête se rendre à Baghdad et vivre dans l'opulence sous la protection du Khalifat Abbasside que sa famille a servi pendant un siècle. Mais refoulé d'Irak, il mourut, après quelques allers et retours entre Egypte et Syrie. On ne sait où exactement et il fut enterré, dit-on, sur un ancien emplacement de latrines! Même si ce n'est pas vrai, le symbole est fort.

بسم الله الرحمن الرحيم

هذا قبر سحنون بن سعيد بن حبيب بن حسان بن بكار بن ربيعة التنوخي.
أول الطبقة الرابعة من فقهاء مدينة القيروان وعبادها وما يليها من بلدان
افريقية وغيرها ومحدثيهم. اجتمعت فيه خصال قلما اجتمعت في غيره: الفقه البارع والورع
الصادق والصرامة في الحق والزهادة في الدنيا والتخشن في اللبس والطعام والسماحة.
كان مولده سنة ستين ومائة وتوفي في رجب لسبعة أيام مضت منه سنة أربعين ومائتين. أخذ العلم
عن جماعة من العلماء من افريقية ومصر والمدينة والشام قال فيه ابن القاسم: ما قدم إلينا
من افريقية أحد مثل سحنون. وكان يقول أجرأ الناس على الفتيا أقلهم علما يكون عند الرجل
باب واحد من العلم فيظن أن الحق كله فيه. أخذ عنه أغلب علماء افريقية وتولى قضاءها
وكان يقول قليل من العمل مع الورع كثير. رضي الله تعالى عنه. عن رياض النفوس للمالكي

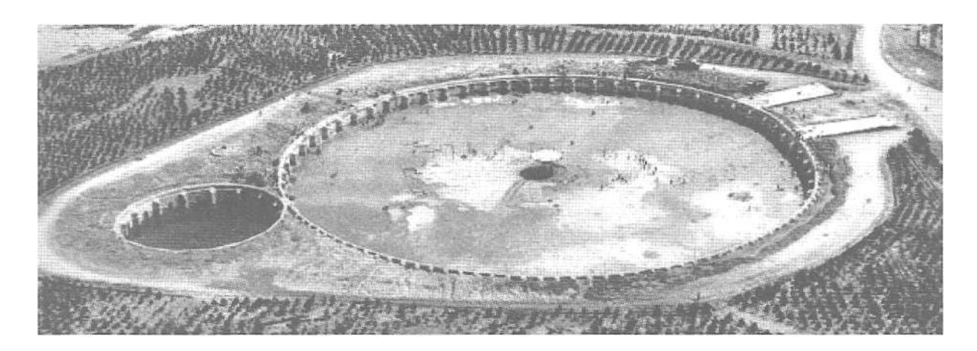
Inscription (récente), citant an passage de Riadh an-noufous ***d'Al-Maliki, ornant le mausolée de l'imam Sohnoun à Kairouan.***

Il n'en demeure pas moins que l'ère aghlabide fut une ère d'affirmation d'indépendance, de diffusion de l'Islam sunnite traditionnel modéré qui a résisté aux attaques mutazalites, kharijites et chiites grâce à la résistance continue des ***Ulémas*** de Kairouan. C'est au cours de la première moitié du siècle aghlabide qu'a brillé au firmament des études musulmanes l'étoile du grand imam Sohnoun, Abou Saïd Ibn Saïd Ibn Habib Al-Tannoukhi, le grand propagateur et défenseur du droit malékite au Maghreb. Né à Kairouan en 776 et mort en 854, après des études en ***Ifriqiya*** et en Orient, il revint à sa ville natale, y enseigna à des étudiants venant de partout (on dit qu'il forma plus de sept cents ***faqihs)*** et réunit en un volume, ***Al-Moudawana Al-Kobra*** tout le ***Fiqh*** de l'imam de Médine Malek Ibn

Stèle de Souleymane Ibn Imran, mort en 883, successeur d'Ibn Sohnoun à la charge de Qadhi. Musée de la civilisation et des arts islamiques de Raqqada, Kairouan.



Manuscrit de l'ouvrage Ajwibat *(Réponses) de l'imam Sohnoun.*



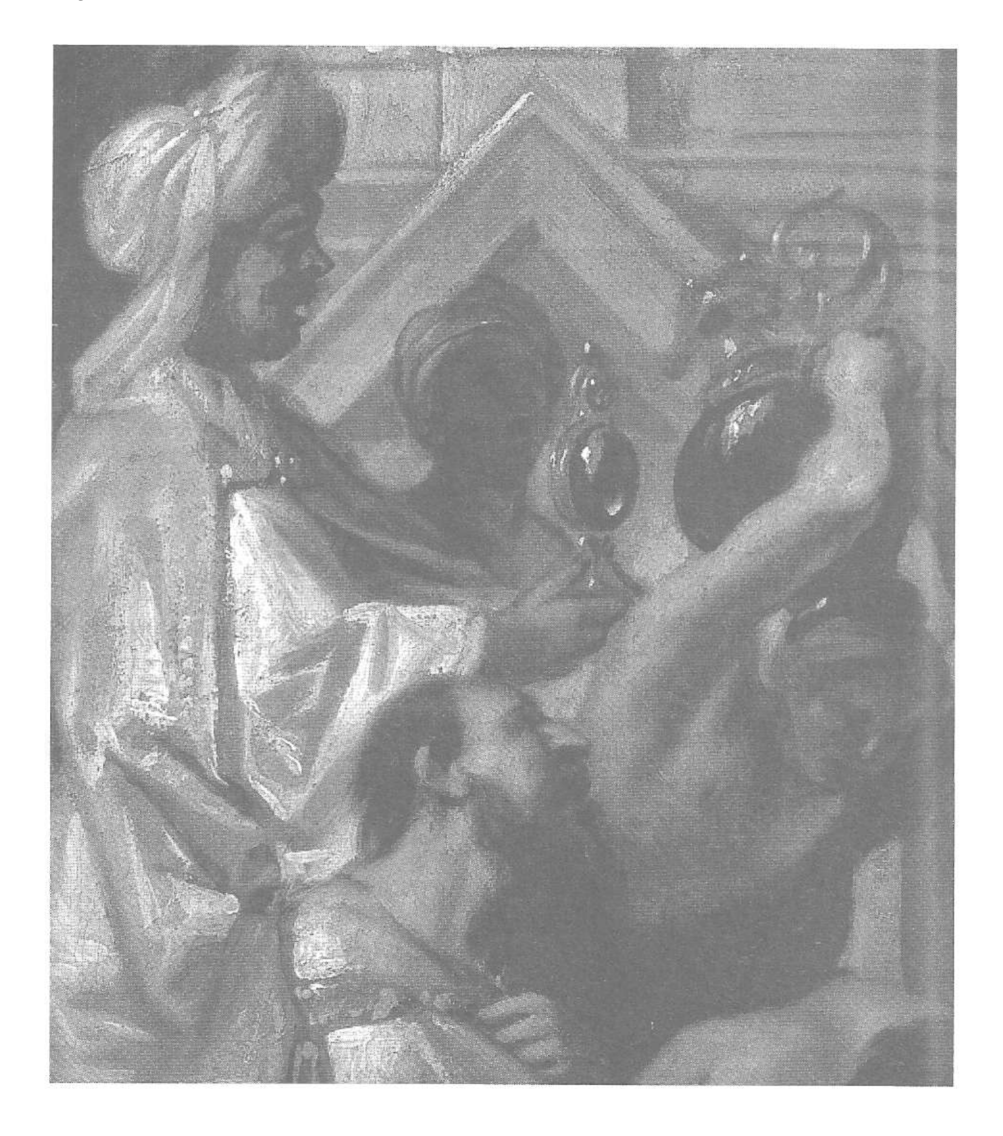
Bassins des Aghlabides. Œuvre de l'émir Abou Ibrahim Ahmad en 862. S'étendant surplus d'un hectare, leur contenance est estimée à 53 000 m'

Page de droite : C'est un Aghlabide qui accompagne l'ambassade abbaside auprès de Charlemagne. Détail d Hommage du calife Haroun Al Raschid à Charlemagne. ***Huile sur toile de Jacob IJordaens, v.1651. Musée des Beaux-Arts à Arras.***

Anas. Son œuvre demeure la base de référence du Malékisme au Maghreb.

L'ère aghlabide fut aussi une ère de constructions civiles (mosquées) et militaires (***ribats*** et forteresses), d'urbanisme (deux faubourgs au moins de Kairouan, Al-Qasr Al-Qadim et surtout Raqqada), et d'ouverture sur la Méditerranée occidentale. Elle fut aussi une ère de rayonnement à l'étranger, la dynastie aghlabide ayant entretenu des relations commerciales suivies en Méditerranée en reprenant des traditions locales. C'est un aghlabide qui accompagna, en 800, l'ambassade abbasside auprès de Charlemagne, dans le Piémont, et le morcellement de l'Italie de l'époque a, sans doute, encouragé les projets d'expansion dans le sud de la botte. Sa grande réussite fut la conquête durable de la Sicile. Le domaine aghlabide n'a pas repris les dimensions de la grande province musulmane dirigée au siècle précédent à partir de Kairouan, mais il fut l'égal, à peu près, du domaine de Carthage à l'apogée de l'ère punique dans sa grande extension du golfe de Syrte jusqu'au massif des Aurès et même plus, en englobant le plateau et le Chott du Hodhna et le Zab, cette région du sud constantinois aux contours imprécis mais qui sert d'avant-poste à ***Ylfriqiya.*** Le contrôle de tout le territoire ne fut pas aisé, mais il garda ses dimensions jusqu'au bout. Les relations ont été conflictuelles entre le royaume aghlabide et ses voisins de l'Est, notamment les Toulounides d'Egypte, et de

l'Ouest, les principautés kharijites d'Algérie, le royaume des Idrissides et celui des Omeyyades de Cordoue. De fait, cette situation reflétait l'état de l'empire musulman soumis, partout, aux forces centrifuges et que la prééminence spirituelle du Khalifat masquait au regard bienveillant.



909

LES FATIMIDES : UN KHALIFAT CHIÎTE AU MAGHREB *SUNNITE* ET *KHARIJITE !*

Quand l'Omeyyade Abd-Arrahmane et le Hassanide Idris sont venus au Maghreb, ce n'était pas parce qu'ils étaient sûrs de fonder un royaume, à Cordoue pour le premier et à Fès pour le second, mais parce que chacun des deux avait une mère berbère. En vérité, ils avaient fui les persécutions en Orient pour se réfugier dans les terres de leurs ancêtres maternels et la chance leur a



Cavalier au turban. D'après une coupe** de **Sabra Al-Mansouryya, X siècle. Musée du Bardo.

souri. Dans le cas fatimide ce sont des Berbères qui ont aidé à s'installer un Khalifat dans la descendance du Prophète Mohammed par sa fille Fatima, d'où le nom de Fatimides. La dévotion des musulmans du Maghreb pour la famille du Prophète n'est pas nouvelle. Les historiens y font remonter au début de l'islamisation l'attachement à ceux qu'on appelle ***Ahl-el-Bayt*** (les membres de la famille) sans que cela implique nécessairement l'adhésion aux doctrines politiques et idéologiques qui ont donné naissance aux différentes branches du Chiîsme. Mais quel résultat aurait obtenu le Mahdi, fondateur de la dynastie, quelle que fût son auréole, sans les ***Koutamas,*** ces berbères du Constantinois qui ont servi de fer de lance à l'action intelligemment menée par un propagandiste de talent et un conducteur d'hommes hors pair que fut Abd-Allah As-Sanâani ? Les Fatimides auraient préféré, sans doute, établir leur pouvoir en Orient, mais ce sont les Abbassides qui l'y ont détourné à leur propre avantage.

Néanmoins le choix du Maghreb n'est pas fortuit. Plusieurs des descendants du Prophète par le petit-fils Al-Hassen Ibn Ali Ibn Abi Taleb étaient, paisiblement installés, au neuvième siècle, à la tête de villes ou de régions de l'Algérie d'aujourd'hui. L'historien MohamedTalbi, dans son œuvre majeure sur la dynastie aghlabide, en a recensé, d'après le géographe Al-Yâqoubi, dans la vallée de la Mitidja, plus de six. Il y en avait également à Tlemcen, sur la rive et à l'embouchure du Chélif, au centre entre Msila et Tahert, ainsi qu'à Bouira. Ils sont acceptés et respectés par des berbères ***Matmata, Zénata, Sanhaja*** et ***Zouara.*** Mais entourer les descendants du Prophète d'affection n'entraîne pas de prendre automatiquement les armes à leur service. Pour obtenir ce résultat, il faut un conditionnement particulier.

Formé en Orient, Abd-Allah dit ***As-Sanâani*** (parce qu'il arrivait en provenance de Sanâa chef-lieu du Yémen), connu aussi sous le nom d'Abou-Abd-Allah




Dinar émis à Tukhla (au Yémen) au nom d'Al-Mahdi 'Obeid Illah (909-934).

Ad-Da'î (le Prédicateur) est venu au Maghreb rechercher un public pour son prosélytisme en faveur de la branche ismaélienne du Chiîsme, réduite à la clandestinité par la violence des persécutions, et dont le chef vivait dans l'anonymat à Salamiya, petit village entre Hama et Homs, en Syrie. Il a trouvé en 893 une audience réceptive dans cette chaîne des Babors qui se dresse en Petite Kabylie et où habitent les Berbères ***Koutamas,*** convertis à l'Islam, mais jamais réellement soumis aux pouvoirs successifs établis à Kairouan. Ils vivaient, isolés, presque encerclés par des garnisons entre piémont et plaine qui surveillaient leurs mouvements. Le Prédicateur ayant fait la connaissance de pèlerins Koutamas à La Mecque, il les a suivis dans leur montagne.

Sa tâche n'a pas été facile. Il lui a fallu dix ans pour réussir à convertir les Koutamas à l'ismaélisme, rassembler leurs factions dressées les unes contre les autres par le pouvoir aghlabide, les unifier, en constituer une armée forte et disciplinée et amasser suffisamment d'argent pour aller de l'avant. Une grande étape est atteinte quand il s'installe avec ses partisans à Ikjane, une casbah entre Mila et Sétif et, en 902, c'est Mila elle-même qui est prise puis réoccupée par les

Aghlabides avant d'être reprise de nouveau par les Koutamas. C'était une victoire décisive car la ville était une des bases de ce cercle de garnisons qui entouraient les Kotamas et sa prise signifie que l'encerclement est brisé. Dès lors les expéditions vont se multiplier, sans résultat spectaculaire immédiat. Le répit imposé entre deux conquêtes est mis à profit pour approfondir la connaissance du Fatimisme par les nouveaux adeptes et panser les vieilles blessures laissées par les affrontements entre factions rivales. En 904, c'est au tour de Sétif de tomber entre les mains du Prédicateur. Puis c'est la grande bataille de Lorbeus (en Tunisie) qui va tourner, en 909, à la déroute complète de l'armée aghlabide et provoquer la panique et la fuite de Ziyadet-Allah III dont il a déjà été question. En 907, le fief aghlabide du Zab (au sud des Aurès) tombe à son tour et, le 21 mars 909, le Prédicateur Abd-Allah As-Sanâani fait son entrée solennelle à Kairouan, abandonnée par le dernier aghlabide.

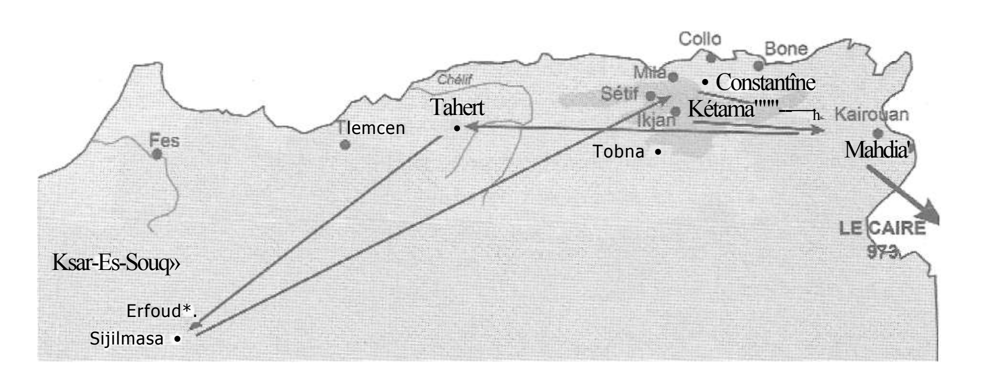
La victoire est totale, mais il faut que le ***Mahdi***, le chef des Ismaéliens Fatimides, la cueille en venant sur place ; or il est emprisonné à Sijilmassa, aux confins sahariens du Maroc. En outre, le Prédicateur qui a fait tout le travail depuis plus de dix ans ne l'avait encore jamais rencontré. Le ***Mahdi***, contraint à la clandestinité, avait quitté Salamiya en 902. La situation y devenait dangereuse. Le Khalifat Abbasside venait de triompher de la révolte des Zinj en Mésopotamie et des Qarmates en Arabie. Le fugitif hésite alors entre le Yémen où se trouve un ancien



Les ruines de Sijilmassa, au Maroc. C'est à Sijilmassa que le Mahdi s'installe incognito.

foyer de prédication et l'Egypte où le pouvoir Toulounide est chancelant. Il semble que ses conseillers ont préféré lui indiquer le Maghreb loin du pouvoir de Baghdad et où Abou Abd-Allah Ad-Da'î enregistre des progrès. Le ***Mahdi*** prend donc la route de l'Ouest. Il passe par Tripoli et Qastilya (c'est-à-dire le Jérid) et compte bien se rendre chez son Da'î dans la région des Koutamas. Or en 904, les Aghlabides ont repris avec vigueur la lutte contre les insurgés. Sétif n'est pas encore tombée entre les mains d'Abou Abd-Allah. Le fugitif poursuit son chemin vers l'extrême Maghreb, choisissant Sijilmassa au Sud du Tafilelt. Il s'y installe ***incognito.*** Mais les informations circulent : Baghdad a appris que le ***Mahdi*** avait quitté Salamiya et les Abbassides ont alerté tous leurs représentants. L'Egypte vient, en 905, de revenir dans leur giron, les Aghlabides se battent encore en Ifriqiya et Baghdad a réussi même à faire remplacer l'émir Ibrahim II par son fils, en 902. Le gouverneur de Sijilmassa finit par découvrir la véritable identité de ce voyageur et de ses amis. Il les arrête et les jette en prison, à tout hasard. Or, en Petite Kabylie, Abou Abd-Allah accumule les succès. Où et quand a-t-il su que son maître était à Sijilmassa ? Il est curieux de voir

Monnaie ail nom du Khalife Al-Mahdi, Kairouan, 912.



Les Fatimides au Maghreb de 909 à 973. (carte à partir d'Ed. Jouhaud, Histoire de l'Afrique du Nord, ***Les Deux coqs d'Or» Paris, 1968.)***

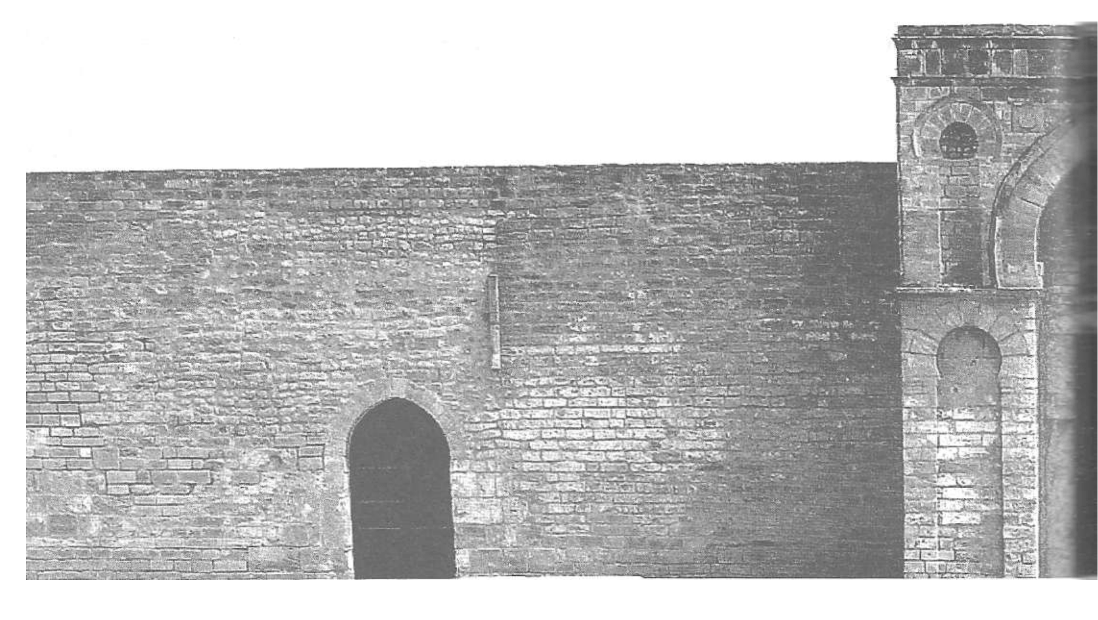
son itinéraire de conquêtes du Nord Constantinois vers le Zab et le Jérid et de nouveau le long de ce qui est aujourd'hui la frontière tunisienne. Il ne pouvait pas ne pas savoir que son maître, venant d'Egypte, avait pris la direction de l'Ouest. A-t-il voulu, en vain, aller à sa rencontre ? Il remonte vers Lorbeus, y remporte sa grande victoire et entre à Kairouan.

Au vu de ce que l'on sait de la suite des événements, il paraît logique de croire que le ***Mahdi*** soit venu de son Orient au Maghreb pour prendre possession d'un royaume prêt à accueillir le Khalifat Fatimide. Rien n'est aussi évident. Ni les hésitations du voyageur, ni son parcours, ni l'état des différentes principautés au Maghreb n'autorise d'y croire. Lui aussi s'est enfui de l'Orient trouble pour se réfugier à l'occident du monde musulman. En outre le choix de Sijilmassa n'est pas celui d'un endroit sûr, mais il est loin des grandes villes et il s'y installe, d'ailleurs, ***incognito*** jusqu'au moment où il est arrêté. Abou Abd-Allah le Prédicateur infatigable a parfaitement compris que le danger est grand : pour la première fois une autorité met la main sur le ***Mahdi*** tant recherché. Tout peut arriver ! Abou Abd-Allah se fait accompagner d'une armée pour aller ***délivrer*** son maître. Il y réussit au terme d'un affrontement avec les troupes du seigneur Midrarite de Sijilmassa et après avoir, en route, renversé le régime kharijite Rostomide de Tahert. Les conditions de la libération sont confuses, le Prédicateur se trompe de personnes en prenant un autre prisonnier pour le maître. L'erreur est vite corrigée et la grande histoire est prête, alors, à dérouler ses fastes. Le rescapé arrive, enfin, à Raqqada, le 21 mars 909. Il avait, auparavant, fait un détour par Ikjan, le foyer de départ de la prédication chez les Koutamas, et où se trouvait le trésor de guerre dont le nouveau chef a pris immédiatement possession.

Monnaie au nom du Khalife Al-Mahdi, Mahclia, 926.

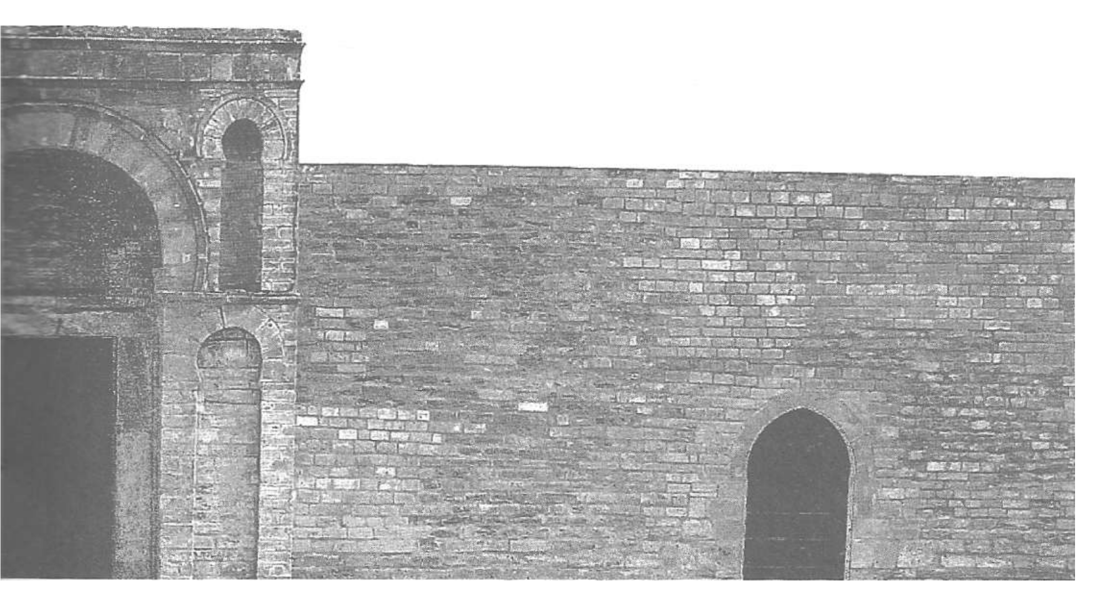
Mais qui était ce ***Mahdi*** réellement ? Les Abbassides et les Sunnites, en général, ont émis des doutes sur son ascendance véritable, encouragés en cela par le fait que les Chiites recouraient à des subterfuges pour masquer l'identité de leur ***imam*** caché. Qu'importe ! Pour l'Histoire, il est reconnu par les Ismaéliens, ses adeptes, comme étant Abou Mouhammad Abd-Mah Al-Mahdi B'Illah, descendant du Prophète par Fatima et Ali Ibn Abi-Taleb, et de la branche du septième petit-fils Ismaïl Ibn Jaâfar As-Sadiq ; qu'il était bien ***Yimam*** caché jusqu'alors, et qu'il s'est ***manifesté*** selon le credo chiite pour prendre en charge la communauté musulmane, la ***Umma,*** afin d'y assurer ***paix et justice.*** Tel est la conviction des Ismaéliens même si leurs adversaires préfèrent, pour le rabaisser, l'appeler par le diminutif ***Obeid-Illah.***

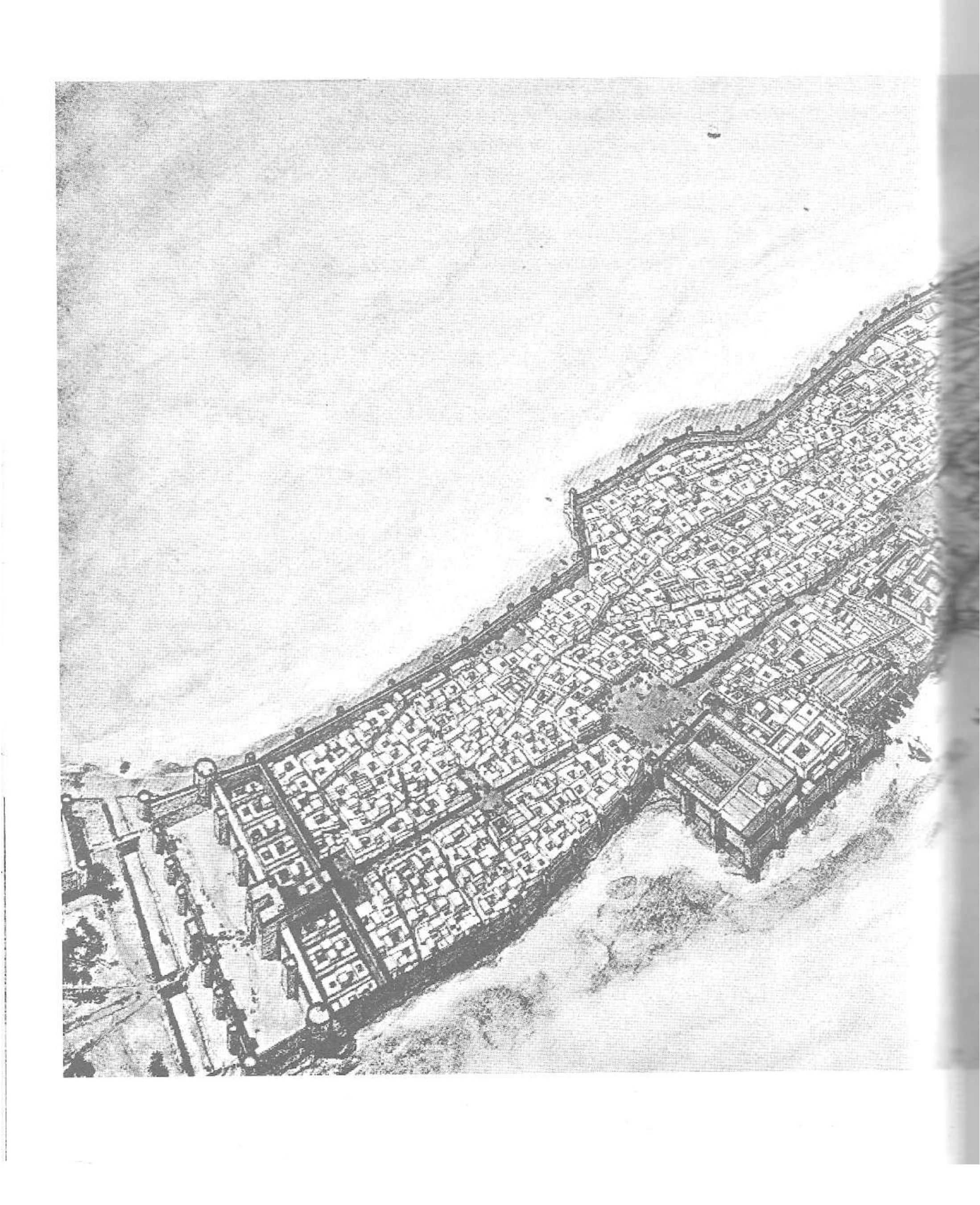
Le pouvoir est acquis par la force. Il reste au nouveau souverain à obtenir le ralliement des cœurs, tâche qui s'avère bien plus difficile. L'islam de la majorité des musulmans de l'Ifriqiya est un islam sunnite, en général malékite, c'est-à-dire très modéré, traditionaliste et évitant les controverses théologiques. Certains groupes



La grande Mosquée de Mahdia, œuvre d'Al-Mahdi, 916. Reconstruite, en fidélité au premier schéma, au début des années 1960.

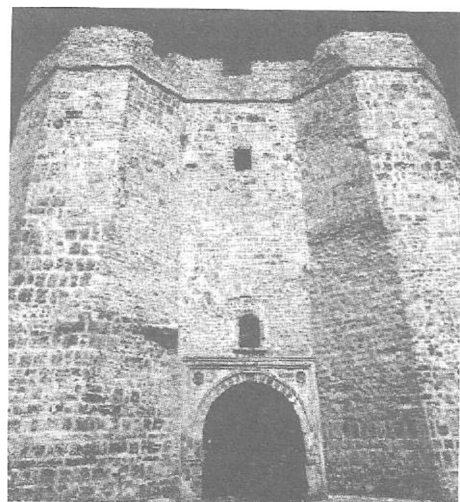
de Berbères ont adopté le Kharijisme qui est resté confiné dans les régions montagneuses ou présahariennes. Toutes les tentatives de l'imposer comme doctrine centrale ont échoué. Bien plus, des quatre principales tendances du Kharijisme (***Ibadhïsme, Sofrisme, Azraqisme*** et ***Nokkarisme)*** c'est la première, c'est-à-dire la plus modérée qui a chassé les autres. Quant au Chiîsme qui connaît, également, plusieurs courants, il n'a jamais séduit le Maghreb par ses formes radicales. Certes il y a un grand attachement à la famille du Prophète et à tous ses descendants, mais cet attachement se décline sous différentes couleurs, et il n'a pas induit une adhésion aux idéologies et surtout aux théologies élaborées par les partisans sectaires. En outre, des deux branches principales du Chiîsme - duodécimaine (dite ***Imamiste)*** et septicémaine (***Ismaïlienne)*** - c'est la première qui est la plus modérée. Or les Fatimides appartenaient à la seconde. Cela n'est pas fait pour faciliter leur entente avec les ***Ulémas*** sunnites de Kairouan ; et, le différend qui en résulte marquera les relations entre le pouvoir et la population ifriqiyenne durant un siècle et demi





*Ci-**contre :***
Mahdia, la -ville fatimïde fondée Par Ai-Mahdi en 916, une presqu'île d'env. • 1400mètres de longueur sur 500 mètres de largeur. Restitution de Jean-Claude Golvin.

Bab Zouiia, dite Skifa ei-Kahla, imposante porte fortifiée se dressant à l'entrée de la ville fatimide de Mahdia.





Siméon (à gauche) envoie un émissaire au Khalife Ab t;.;Abd--Alla h Al-Mabdi (a droite). Chronique byzantine de Skylitzes. Bibliothèque nationale de Madrid.

jusqu'à la grande rupture du milieu du onzième siècle. Pour l'heure, les Fatimides ont bien l'intention de gouverner le pays et d'aller aussi loin que possible à l'Ouest et à l'Est.

Les difficultés commencent tout de suite. En 910 un soulèvement de Zénètes au centre de l'Algérie est maté. L'année suivante, c'est plus grave : les Koutamas, considérant qu'ils étaient dépossédés des prérogatives dont ils jouissaient depuis dix-sept ans avec Abou Abd-Allah Ad-Da'î, se révoltent. Al-Mahdi y répond violemment et l'affaire se retourne contre les Koutamas et contre le Da'î et son frère Abou Al-Abbas qui sont exécutés. Désormais le Khalife est le seul chef qui peut mobiliser ceux qui sont restés fidèles parmi les Kotamas pour mettre au pas les récalcitrants comme, par exemple, les Kairouanais. La même année 911 voit des partisans aghlabides restés au Qasr Al-Qadim, près de Kairouan, s'insurger. Ils sont vaincus et chassés. Enfin, encore la même année, la Sicile fait sécession. Une nouvelle émeute éclate, en 912, à Kairouan où sept cents Koutamas (encore !) sont massacrés. Le pouvoir fatimide répond par la persécution des Ulémas sunnites accusés d'être derrière l'émeute. Les Zénètes

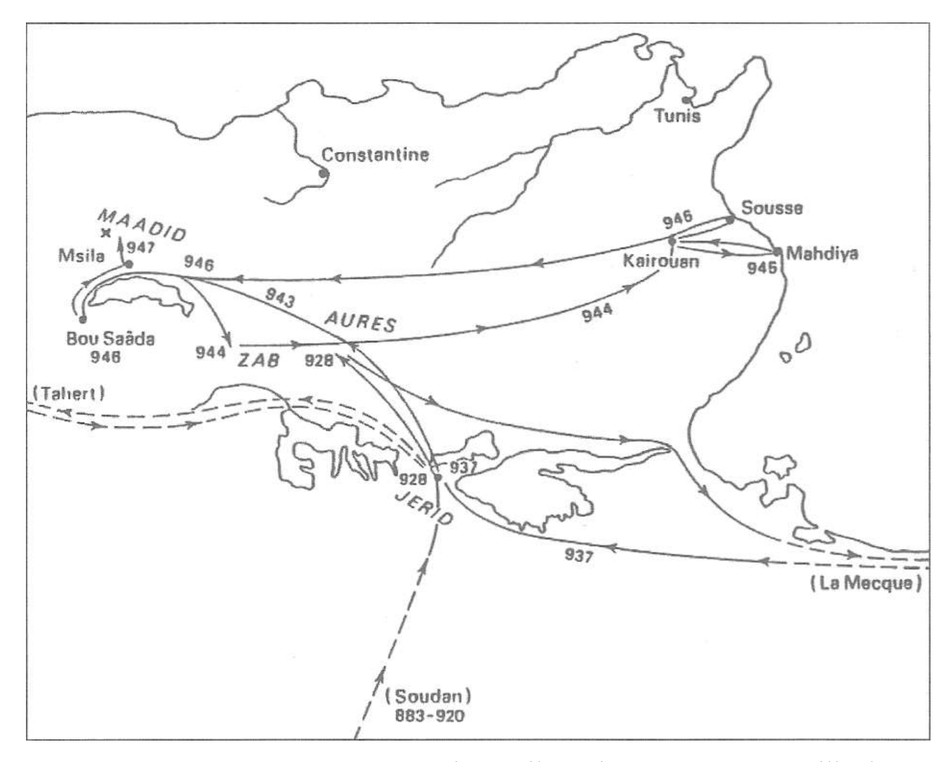
de la région ibadhite du centre de l'Algérie se révoltent de nouveau. Le Mahdi envoie des troupes pour les mater. Le soulèvement des Hawara Ibadhites de Tripoli y fait écho. Un anti-Mahdi apparaît au même moment chez les Koutamas de la tribu d'Orissa dans le Constantinois ; il est écrasé. La stabilité est bien loin d'être acquise. On comprend que, pour échapper à la turbulente Ifriqiya, le souverain tente une première expédition vers l'Egypte, en 913, sous le commandement de son héritier Al-Qa'im ; et qu'elle soit renouvelée en 919 avec quelques succès en Cyrénaïque et au Fayoum. L'Orient représente le rêve. En attendant, il faut gérer le présent et, en 916, la sécession de la Sicile est noyée dans le sang. La reprise est rudement menée par les alliés orientaux de la famille fatimide, la tribu des Kalbi.

Les Idrissides du Maroc sont, eux aussi, des descendants d'Ali Ibn Abi-Taleb par son fils Hassen. Mais les Fatimides considèrent qu'ils sont, eux les descendants de Hussein, les seuls héritiers légitimes du Prophète. Aussi, ils tentent par deux fois d'éliminer les Idrissides. Ils prennent Fès en 921 ; la perdent en 926 ; réattaquent le Maroc en 928. C'est que l'enjeu est d'éviter que le Maroc tombe sous la coupe des voisins de Cordoue, d'autant que le souverain de l'Andalousie, Abd-Arrahmane III avait répondu à la première avancée fatimide vers Fès en prenant pied à Melila et à la deuxième tentative en prenant Ceuta.

Après un quart de siècle de règne difficile, Obeid-Illah Al-Mahdi meurt, en 934, à l'âge de soixante-trois ans. Son fils Al-Qa'im Bi-Amr-Illah lui succède. Rompu aux affaires, ayant déjà conduit l'armée de son père vers l'Egypte, puis vers le Maroc, il avait dû rentrer précipitamment en Ifriqiya, en 927, parce que des intrigues de cours tentaient de le faire remplacer en tant que prince héritier par son frère Abou-Ali. Depuis il ne quittait plus Mahdia. Il n'était pas beaucoup aimé dans la capitale. Il a compris tard les risques de l'ab-

Monnaie frappée au nom de « Al-Imam** Al-**Qa'im *Bi-Amr* ***Allah*** *Amir* ***Al-Mu'minin. »***





Les campagnes d'Abou Yazid, sahib al-himar, l'homme à l'âne, (d'après l'Encyclopédie berbère).

Page de droite :
*Monnaie **frappée au nom** d'Abou **Yazid, Kairouan,** 944.*
***Monnaie frappée au nom du Khalife Al-Mansour,** 948.*
*Monnaie **frappée au nom** du Khalife **Al-Moîzz,** Le Caire, 969.*

sence. Aussi, va-t-il continuer à rester tranquille durant dix ans, attaché à consolider un pouvoir contesté. Et ce pouvoir va être mis en danger, en 944, par la plus importante insurrection du règne : celle de Makhled Ibn Keydad, celui qu'on appellera par dérision ***l'homme à l'âne,*** parce que, boitant, il a choisi cette bête comme monture. La dérision n'a pas empêché la révolte de durer trois années, ni qu'elle soulevât la totalité du pays au point qu'il ne restait plus au pouvoir fatimide que le refuge de Mahdia assiégée dans ses remparts solides et la ville de Sousse qui a, seule, résisté à toutes les attaques. ***L'homme à l'âne*** était un Zénète kharijite. Mais en cinq mois, il a réussi à soulever tout le pays, sunnite et kharijite, à obtenir la sanctification de son action par les Ulémas de Kairouan, à enrôler des Hawara et notamment les Béni Kamellane (ou

Gamellane d'après Ibn Khaldoun), ainsi que d'autres Berbères du Jérid, des Aurès et du Zab, et à bénéficier du ralliement de villes importantes telles que Béja, Tunis, Gafsa... La révolte n'était pas le soulèvement d'une tribu ou d'une secte et elle avait des causes multiples. Mais au fil des mois les insurgés se livrent à des excès et ils se retrouvent, peu à peu, coupés du soutien populaire. En 945, Al-Qa'im meurt à Mahdia. Son successeur, Ismaïl, attend de triompher de la révolte, en 947, pour se proclamer Khalife et prendre le surnom d'Al-Mansour, le Victorieux. Il meurt, à son tour, en 953 après un règne marqué par différents troubles en Sicile et au sud de l'Italie. Il y a essayé avec difficulté de sauvegarder la Calabre, Otrante et Bari des tentatives byzantines. En 958 son successeur Al-Moîzz-li-Dine-Illah, conclut avec Byzance une trêve pour cinq ans.

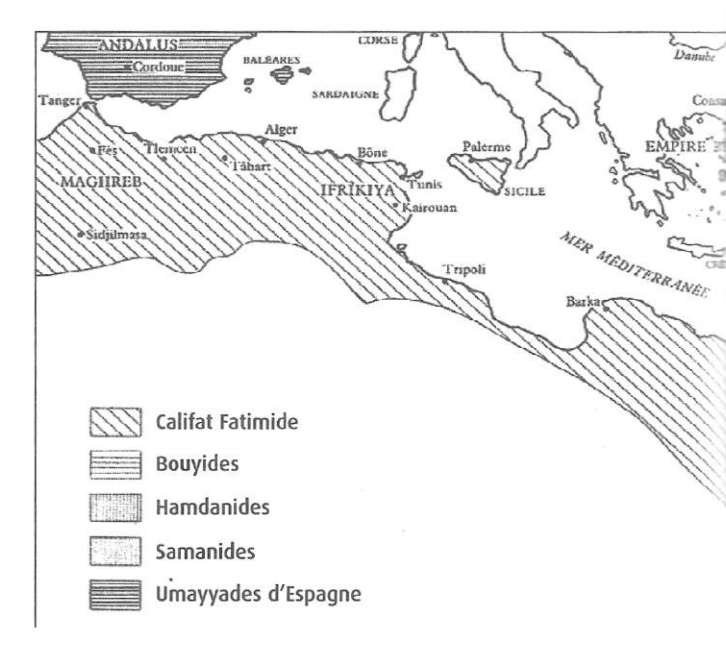




Al-Moîzz qui laisse un grand nom dans l'histoire après avoir conquis l'Egypte a tenté de reprendre la politique de ses pères dans toutes les directions. Il a organisé un raid contre Almeria, en Andalousie ; les Omeyyades y ont répondu par un raid contre Sousse. Il a repris Sijilmassa, mais a échoué devant Fès ; il est descendu au sud-ouest marocain en direction du Sous, puis a poussé ses troupes jusqu'à l'Océan, avant de remonter vers le Nord et prendre Fès avec l'aide des Berbères Sanhaja, en 959. Mais l'Orient reste l'objectif majeur. C'est dix ans plus tard que le général fatimide Jawhar réussit à faire son entrée dans la capitale de l'Egypte, le ***Fostat*** fondé par le conquérant arabe Amr Ibn-Al-Ass. Il ne restait plus pour Al-Moîzz qu'à choisir son lieu de résidence. En vérité il

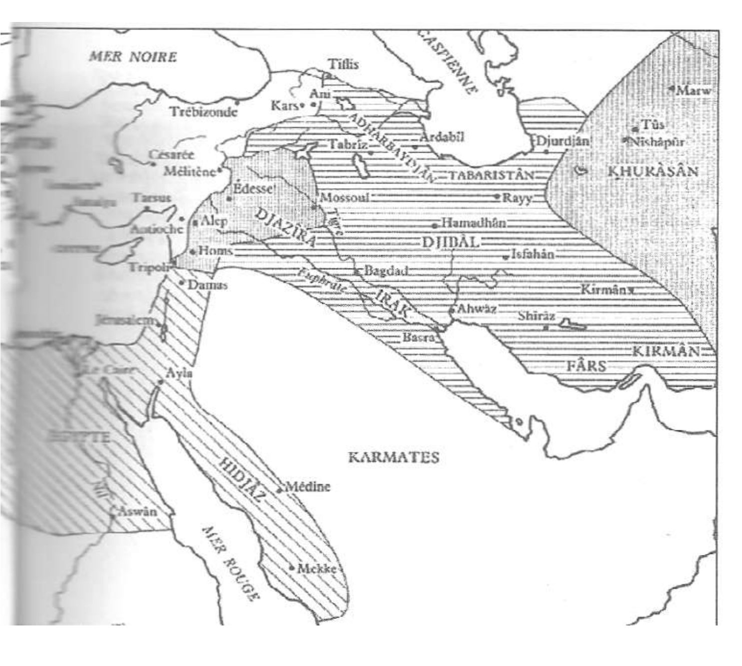


Extension territoriale du califat fatimide.



n'a pas eu beaucoup d'hésitation. Ses ancêtres avaient toujours rêvé d'établir leur Khalifat au Moyen-Orient. Le rêve s'accomplit sous son règne. L'armée fonde une nouvelle cité au nord du Fostat et construit pour son souverain un palais et une mosquée. La nouvelle cité est appelée Al-Qahira, l'***Impérieuse,*** et la mosquée Al-Azhar, la ***Brillante.*** Un programme pour dominer et pour diffuser les lumières de la doctrine fatimide.

Les fidèles des Koutamas accompagnent le Khalife au Caire. La Sicile est confiée aux alliés orientaux Kalbi et rattachée directement au Caire. Le Maghreb est confié aux Sanhaja et à leur chef Bologgin Ibn Ziri. Son père, Ziri Ibn Manad, s'était illustré dans la soumission notamment du Zab et le fils est resté au service du Fatimisme avec son clan qui a donné de nombreuses preuves de fidélité. Nous verrons que les Sanhaja qu'on appelle aussi les Zirides, par référence au patriarche Ziri Ibn Manad, feront de leur mieux pour demeurer loyaux vis-à-vis du maître du Caire,



malgré de nombreuses difficultés dans les rapports avec les Sunnites.

Signalons que cette ère fatimide a connu un grand nom de la médecine ifriqiyenne, Abou Jaâfar Ibn Ibrahim, rendu célèbre par son surnom d'Ibn Al-Jazzar. Il est né avec le siècle et mort en 978 environ et fut l'élève d'un fameux médecin juif, Ishaq Ibn Souleymane. Ibn Al-Jazzar qui, dit-on, surpassa son maître, a laissé quatre guides médicaux dont un de pédiatrie, traduit en latin, à côté d'autres ouvrages sur l'histoire, notamment sur les Fatimides.

La cour fatimide avait son chantre en la personne du grand poète Ibn Hani' à qui l'érudit Mohamed Al-Yaâlaoui a consacré une thèse magistrale. Né en Andalousie, en 932, d'un père lui-même né à Mahdia, peut-être d'origine orientale, il a émigré en Ifriqiya et s'est mis au service des Fatimides et notamment d'Al-Moîzz qu'il suivra en Egypte où il est mort en 973, donc peu de temps après l'installation au Caire. Ibn

Ibn Al-Jazzar, Zad al-Mousafir, traduction latine. Bibliothèque municipale de Reims.

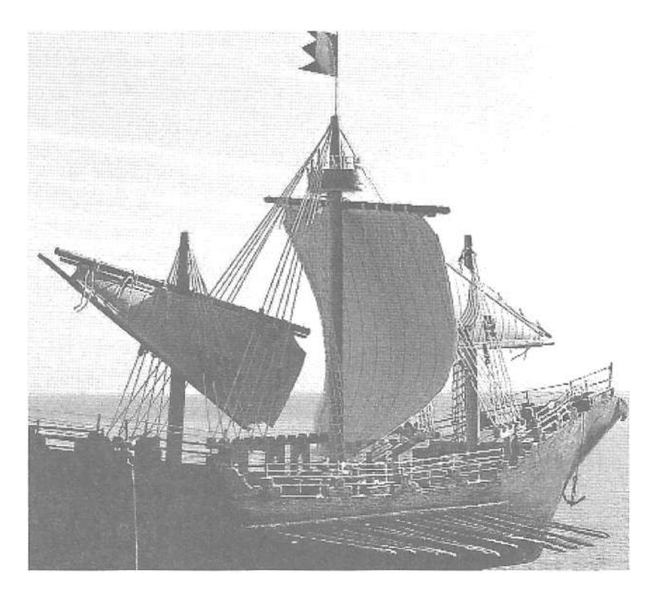
Hani' est un poète archaïsant, composant ses vers sur le modèle classique, si bien qu'en Orient il est qualifié souvent de « Moutanabbi du Maghreb ». Plus que son style, en lui-même admirable, sa poésie est un hymne permanent à la gloire du Khalife avec des excès de langage qui ont fait hésiter bien des auteurs à le citer dans leur anthologie. Ainsi, une fois, il s'est adressé à Al-Moïzz en lui conférant des attributs généralement réservés à Dieu :

C'est ta volonté qui prime, non celle des Destins ! Rends ta sentence ! Prends ta décision ! car tu es l'Unique et le Triomphant !

En revanche, le nom de l'homme de religion le plus célèbre et le plus respecté de cette période est celui de

Page de gauche : ïshaq Ibn Souleymane, Kitab al-himyat, traduction latine. BNF, Paris.

Maquette d'un navire de guerre fatimide, Alger. *D.R.*



La flotte fatimide

Ibn Hanï al-Andalousi, le poète de la cour du Khalife Al-Muizz

J'en jure par ces coursiers des mers qui prennent le départ à la nuit ; j'atteste qu'ils sont secondés pàr des forces innombrables

Surmontés de dais chatoyants, ils ressemblent à ces tentes qui dérobent aux regards les bédouines aux cils de gazelle ; cependant ces voiles ne recouvrent pas les belles, mais des guerriers à la vaillance de lions (...)

Le chef byzantin fut saisi de les voir surgir, toutes bannières déployées, leurs voiles claquant au vent...

Les étendards, fixés à la cime des mâts, grandissaient les navires, édifices imposants érigés sur une assise rien moins que solide (...)

N'était leur mouvement rapide, on les eût pris pour des montagnes majestueuses, car ils avaient aussi des sommets altiers et des pics menaçants

[Rapides comme des] oiseaux, mais oiseaux de proie dont la pâture ne peut être que d'âmes [ennemies]
[Ces navires] lancent des flammes qui s'embrasent pour consumer l'ennemi ; ces foyers, le jour du grand combat, ne s'éteignent jamais
Grondant de colère, ils échangent des jets ardents, tels des langues de feu sortant de leur géhenne
Comme l'éclair qui foudroie, un soujfle brûlant se précipite hors des bouches d'acier sifflantes (...)
Les braises incandescentes flottent sur l'eau comme des plaques de sang parsemant des étoffes sombres
Comme la chandelle qui se nourrit de son huile, elles adhèrent aux flots et y trouvent leur aliment (...)
Ces barques, fins coursiers qui n'ont pour rênes que les vents, et pour parcours que les bulles de l'écume (...)
Bien que venues au monde sans membres, ont de longs bras à l'écartement large ; vierges chastes, elles recèlent cependant [dans leurs flancs] une nombreuse progéniture (...)
Elles [ces barques] glissent, couvertes de mousselines légères tissées d'or dans leur trame serrée (...)
Et si tant est que celles-ci ont revêtu les tuniques brodées, d'autres sont protégées par des cuirasses et des boucliers ».

Poème d'Ibn Hani' décrivant la flotte fatimide, un document d'une indéniable valeur historique. Traduction de Mohamed Yaâlaoui.
Le feu grégeois, en usage chez les Fatimides est tel que le décrit Ibn Hani'. Chronique byzantine ***de Skylitzes. Bibliothèque nationale de Madrid.***



Manuscrit du Qadhi Noômane.

Abou Hanifa Noômane Ibn Mouhammad At-Tamimi plus connu sous l'appellation de Qadhi Noômane, tant sa charge officielle à côté des Fatimides est liée à sa réputation. Il a connu Obeïd-Allah, servi son fils Al-Qaïm, puis Al-Mansour et enfin Al-Moîzz qu'il a suivi en Egypte où il est mort en 974, âgé de plus de quatre-vingts ans. Mais, plus que par ses sentences de juge, Noômane est aujourd'hui encore connu par ses ouvrages qui constituent une référence incontournable pour connaître la pensée et la théologie ismaéliennes. Il a écrit plusieurs livres, peut-être quarante-deux selon certains chercheurs, ou quarante-quatre, selon d'autres. Il n'en est parvenu jusqu'à nous que vingt. Certaines des idées développées dans ces ouvrages ont été dictées

par les Khalifes eux-mêmes. Citons parmi ceux dont nous disposons :

- *Daâïm Al-Islam* (les piliers de l'Islam), un livre sur le ***fiqh*** ismaélien qui aurait été écrit à la demande expresse d'Al-Moîzz ;

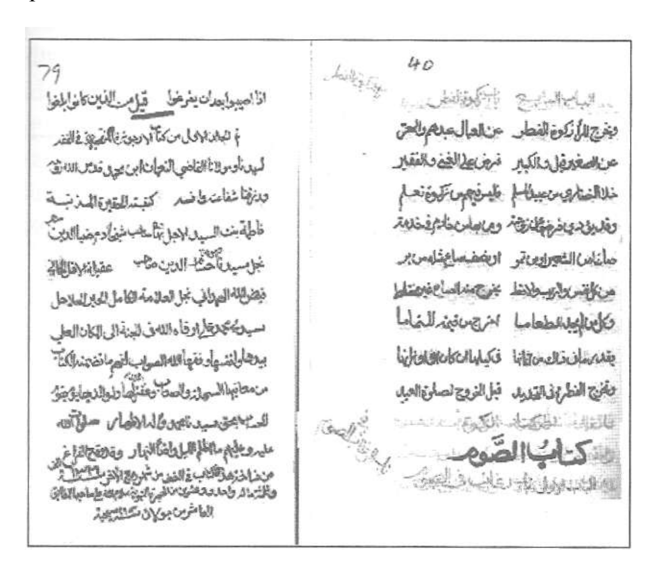
- une exégèse des ***Daâïm,*** intitulée ***L'éducation des croyants*** par la connaissance exacte de l'ésotérique en matière de religion ;

- un ***Asâs At-Ta'wil*** (fondement de l'interprétation) qui donne les clés de la compréhension des textes sacrés ;

- *Al-Majalis Wa-l-Moussayarate* (les séances et les accompagnements) une sorte de *Verbatim* de ce qu'il a enregistré des dits du khalife au cours de son long compagnonnage ;

- *Iftitah Ad-Daâwa* (début de la prédication), un livre souvent utilisé par les historiens et où il raconte toute l'action du prédicateur Abou Abd-Allah chez les Koutama jusqu'au triomphe des Fatimides.

Tous les ouvrages du Qadhi Noômane sont largement étudiés, analysés et commentés, voire traduits par les Ismaéliens dans le monde entier.


79

40

كتاب الصوم

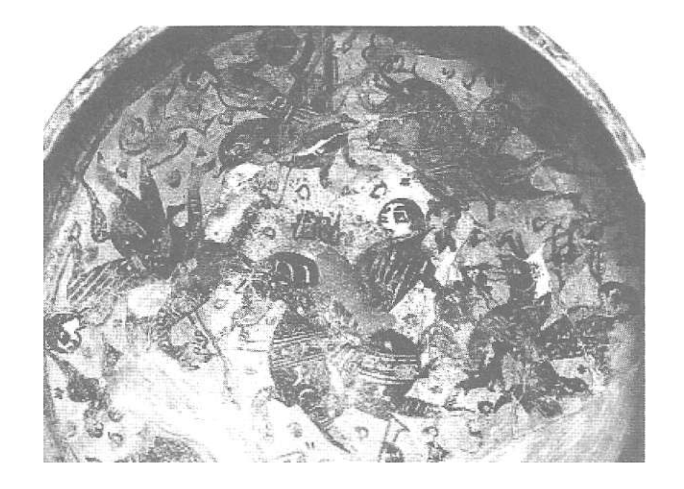
Manuscrit de Kitab al-Mountakhab du Qadhi Noômane.

972

LE DIFFICILE VICARIAT DES ZIRIDES

Comment diriger, loyalement, une population sunnite, au nom d'un Khalife chiite lointain, quand on est d'abord un soldat rigoriste ?

Singulier destin que celui des Zirides ! Ces guerriers de la grande confédération Sanhaja du centre du Maghreb avaient trouvé dans le Chiîsme la possibilité de desserrer la pression des Hawara de l'Est acquis au Kharijisme dans leur majorité, des Zénèta de l'Ouest balançant entre Omeyyades de Cordoue et Rostomides de Tahert, sans oublier les Awraba de Fès et d'Oulili (Volubilis), soutien des Idrissides. Les Sanhaja auraient pu constituer le noyau des forces fatimides si leur



Plat orné d'une scène de bataille, fin du X' siècle. Musée de la civilisation et des arts islamiques de Raqqada, Kairouan.

Page de droite : Statue de Bologgin Ibn Ziri à Alger.

région avait présenté les mêmes caractéristiques que la Kabylie montagneuse. Le centre de leur domaine est à Achir, au sud de Médéa, sur le plateau de l'Algérie centrale. Mais, voilà ! C'est dans la Petite Kabylie des Kotama que le Prédicateur Abou Abd-Allah avait trouvé un foyer pour réussir l'embrigadement après endoctrinement des combattants pour le compte des futurs Khalifes fatimides. Néanmoins les Sanhaja ont eu leur chance quand il a fallu, pour les troupes chiites, prendre le Zab, puis Tahert et pousser jusqu'à Sijilmassa. Depuis, ils ont montré une adhésion irréprochable au Fatimisme. Ils y avaient d'autant plus d'intérêt que les Kotama n'étaient pas leurs amis et qu'il ne leur déplaisait pas de leur faire concurrence. L'heure de leur promotion a sonné quand le premier Khalife Obeid-Illah Al-Mahdi eut à rétablir l'ordre dans les rangs des fractions des Koutama soulevées. Il a maté les insurgés et a tué leur anti-Mahdi, mais il a compris qu'il lui fallait s'appuyer sur une force de rechange pour contrebalancer celle des Koutama. Ziri Ibn Manad, le chef Sanhaji était l'homme idoine. Il a servi jusqu'au bout la dynastie; et, quand Al-Moîzz décide, en 972, de transférer sa capitale en Egypte en emmenant avec lui comme force de frappe les Koutama fidèles, c'est au fils de Ziri, Bologgin, qu'il confie l'Ifriqiya. La dynastie Ziride est née. Le Fatimide prend tout de même quelques précautions : il soustrait du domaine de juridiction de son fondé de pouvoir la Tripolitaine, la Sicile et la Petite Kabylie. S'il prenait envie à ce vice-roi de sortir de son domaine, il ne pourrait le faire qu'en direction de l'Ouest, c'est-à-dire au détriment des adversaires kharijites, idrissides, zénètes ou



omeyyades. La route est bloquée à Tripoli, la mer interdite et les Kotamas font contrepoids en Petite Kabylie. En outre, le khalife retient entre ses mains des pouvoirs fiscaux et intervient dans les activités guerrières de son fondé de pouvoir.

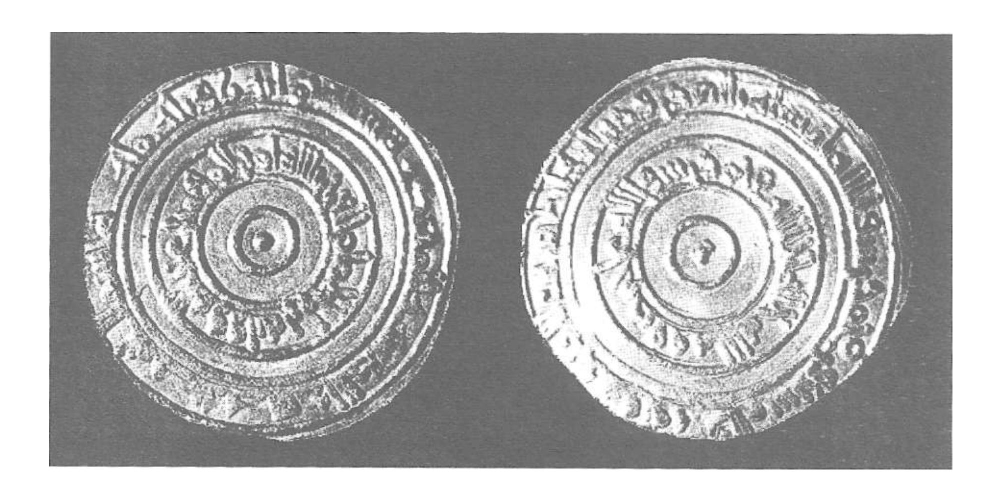
Situation particulièrement difficile pour le prince ziride. Dès l'annonce du départ de la cour fatimide vers l'Egypte, les régions soumises par la force se révoltent. Bologgin Ibn Ziri commence par diriger ses forces contre Tahert retournée au kharijisme, puis soumet Tlemcen, puis poursuit les Zénèta du Nord ; mais, le Khalife ordonne d'arrêter l'offensive ; puis s'oppose à l'augmentation des impôts. Pis encore, les frères de Bologgin fomentent un complot, en 981 ; découverts, ils se réfugient en Egypte ; le Khalife les reçoit, les comble de présents et les renvoie en Ifriqiya avec l'ordre de ne pas leur faire de mal. En 983, le prince ziride réussit à soumettre les Zénèta et pousse l'avantage jusqu'à Ceuta qui lui résiste ; et, c'est au cours de cette offensive que le Khalife réclame l'envoi de mille cavaliers sanhajis ! Apparemment, le Khalife craint que son vassal se laisse griser par des victoires successives.

Le dogme des Fatimides autorisait la figuration humaine. Tête enturbannée en stuc trouvée à Sabra Al-Mansouria, fin du X siècle. Musée de la civilisation et des arts islamiques de Raqqada, Kairouan.

Bologgin meurt en 984. Son fils Abou-l-Fath Al-Mansour, lui succède. Pour marquer son autorité, il oblige les dignitaires de l'Etat ziride à venir lui faire acte d'allégeance, à Achir, le berceau des Sanhaja. Mais si son père était d'une loyauté sans faille pour le Khalife fatimide, Al-Mansour va affirmer son autonomie vis-à-vis du Caire. Il change d'attitude à l'égard des Ulémas sunnites et leur fait des présents. Il soigne

sa popularité auprès du peuple et ordonne la construction d'une cité à l'emplacement de son ancien camp, Al-Mansouria, au sud de Kairouan. Il y fait une entrée solennelle en décembre. Mais la véritable tendance d'Al-Mansour va apparaître brutalement dans l'assassinat d'un prédicateur. Il s'agit d'un ***kateb*** (scribe) nouvellement converti à l'ismaélisme que le Khalife Al-Aziz nomme ***Dai*** et renvoie en Ifriqiya en ordonnant à Al-Mansour de prêter serment devant lui. Le vassal obtempère, mais l'année suivante, il organise une mise en scène et assassine le prédicateur. L'affaire est grosse. Elle déclenche une révolte des chiîtes à Kairouan et soulève les Koutama. Al-Mansour mate les insurgés et se rend en Petite Kabylie où il écrase la rébellion avec férocité dans le voisinage de Sétif, met la main sur Abou-Fahm, l'envoyé spécial du Caire, et le fait égorger devant deux autres envoyés qu'il renvoie au Khalife pour témoigner. Al-Aziz encaisse l'affront sans réagir. Il meurt, d'ailleurs, peu de temps après et son successeur, An-Nacir ne réagit pas non plus. Al-Mansour meurt en 996 à Al-Mansouria. Six mois après, c'est au tour d'An-Nacir de mourir au Caire. Une page est tournée dans les relations entre le souverain fatimide et son représentant en Ifriqiya.

Dinar en or, frappé à Mahdia en 990, au nom du cinquième Khalife fatimide Al-Aziz (975-996).





***Le** Bassin aux lions du Palais **du** Manar **à** la Qalâa **des** Béni **Hammed.** (**d**'après Qantara).*

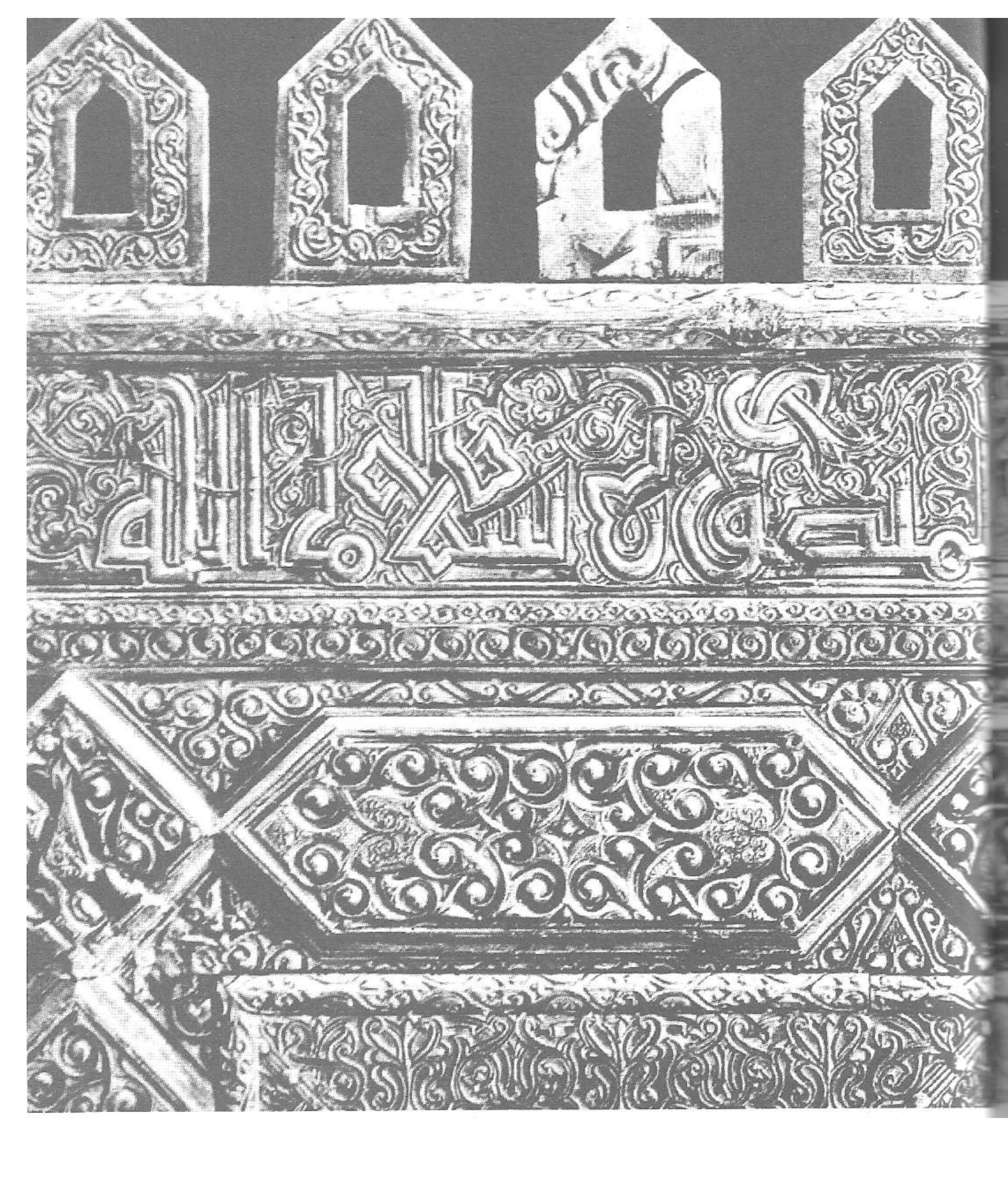
C'est le règne d'Al-Hakim qui commence au Caire ; et, au Maghreb, c'est celui d'un jeune homme de douze ans, Badis Ibn Al-Mansour. Les relations sont rétablies, on pourrait dire affectueusement : Al-Hakim envoie des maîtres pour former le jeune émir et celui-ci va se montrer d'une docilité exemplaire. Le maître de Cordoue, Al-Mansour Ibn Abi-Amer, ayant profité des turbulences que connaissait le royaume ziride sous Al-Mansour Ibn Bologgin pour investir le Maroc, Badis, devenu par la vertu d'un décret d'Al-Hakim, ***Nacir-ed-Dawla Abou Maned,*** se désintéresse du Maghreb central qu'il confie à son oncle Hammed. Celui-ci aspire à plus. Il construit la Qalâa qui portera son nom (***Qalâa des Beni Hammed)*** et, profitant d'une révolte à Tripoli, il attaque le royaume sanhaji de son neveu. Deux armées de Sanhaja s'affrontent ainsi durant deux années. L'oncle ingrat se réfugie dans sa Qalâa. Le neveu Badis l'assiège en 1016 ; mais la veille de l'attaque décisive, Badis meurt à l'âge de

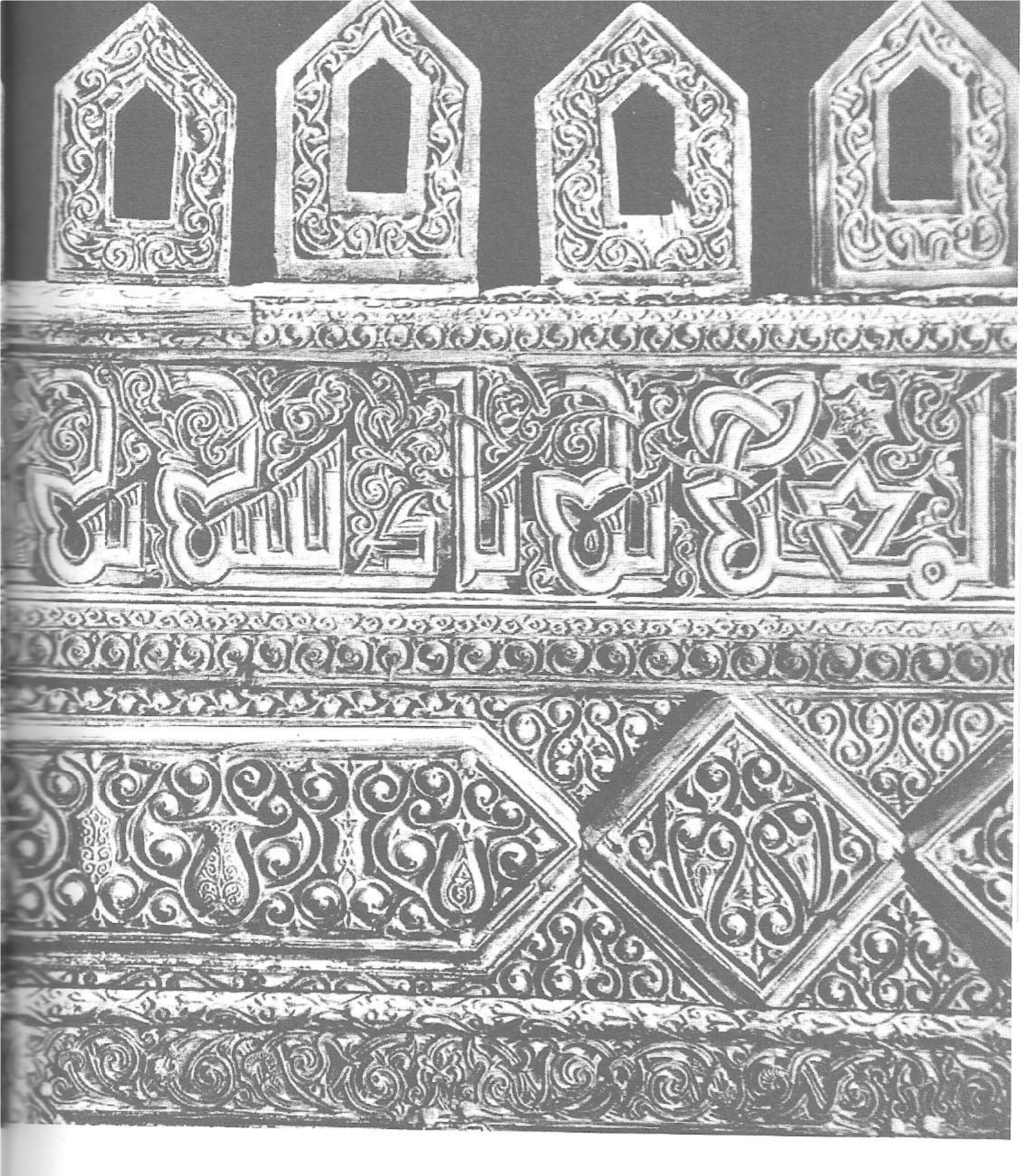
trente et un ans. La mort de ce prince réputé protégé du khalife Al-Hakim, déclenche le massacre des Chiites dans toute l'Ifriqiya. Son fils, Al-Moîzz Ibn Badis, âgé de neuf ans et laissé en sûreté par son père à Mahdia, lui succède. La paix est conclue entre Al-Moîzz et l'oncle Hammed qui accepte de donner son fils comme otage.

Al-Moîzz accède au trône dans des conditions dramatiques. Il est jeune. Bien pris en main par d'excellents éducateurs, il va laisser une image d'homme cultivé. Mais, en 1027, la Tripolitaine est la proie d'un chef zénète et est définitivement perdue pour l'Ifriqiya. Bien plus, le nouveau maître zénète s'en prend au royaume ziride. Les Sanhaja, au prix d'une lutte acharnée, rejettent l'envahisseur, mais pratiquement le Sud de la Tunisie est coupé de Mahdia. En même temps l'anarchie s'installe en Sicile malgré de vaines tentatives d'Al-Moîzz d'en reprendre le contrôle. Triste période pour l'Occident musulman qui assiste, en 1031, à la fin du royaume des Omeyyades de Cordoue sans qu'aucune force régionale en profite. L'ère des ***Reyes des Taïfas*** ou Rois des Clans, commence en Andalousie avec Béni-Houd à Saragosse, Dhou-Noun à Tolède, Béni-Abbad à Séville, Béni-Ziri à Grenade, Béni-Al-Aftas à Badajoz, Béni-Hammoud Al-Idrissi à Malaga, Béni-Jawhar à Cordoue et Béni-Ameur à Valence. Triste spectacle pour nous qui avons l'avantage de connaître la suite des malheurs de l'Espagne



Dinar au nom d'Al-Moîzz Ibn Badis.

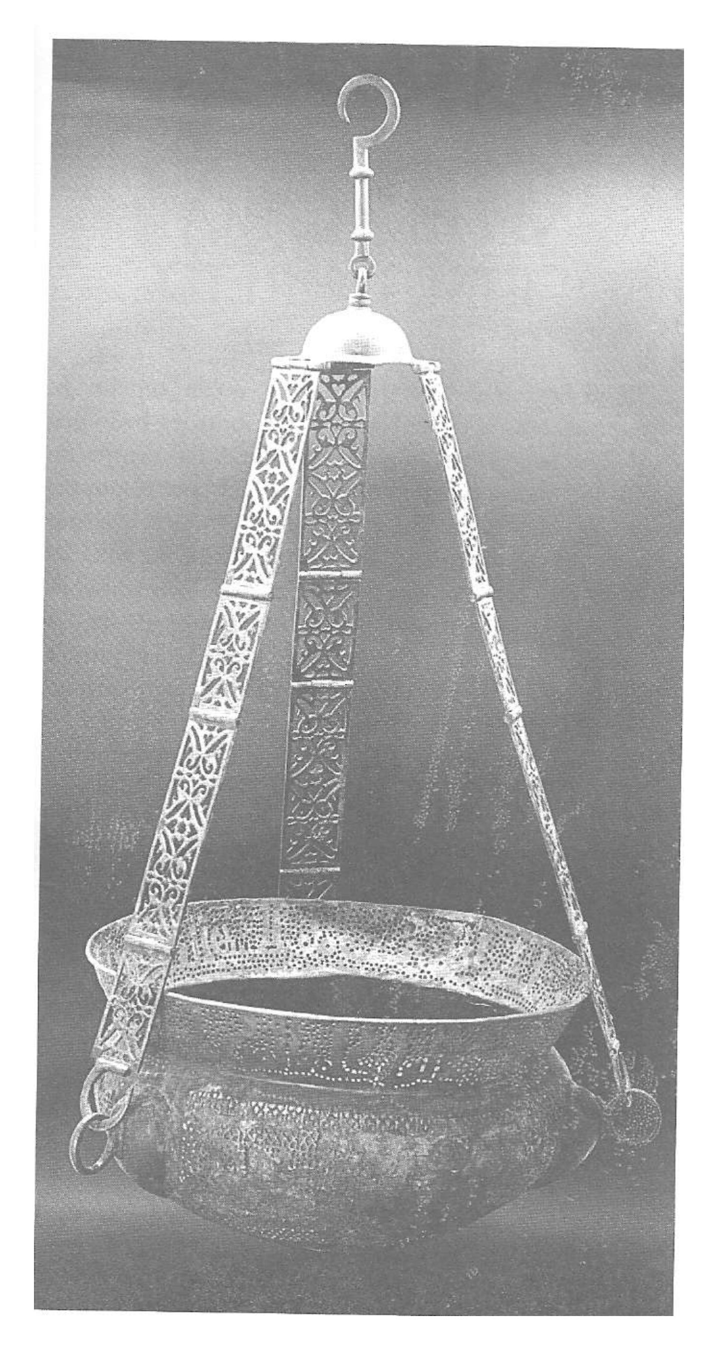




La maqsoura au nom d'Al Moîzz Ibn Badis a la Grande Mosquée de Kairouan., v. 1022 (détail). Un endos privé que le Khalife se réservait à l'intérieur de la salle de prière.

musulmane attribués à ce morcellement, mais en y regardant bien, tel est aussi le cas dans le reste du Maghreb et jusqu'en Orient, le onzième siècle étant une période de bouleversement de tous les équilibres régionaux. La Sicile s'ouvre alors aux Normands et le siècle s'achèvera avec la première Croisade.

Les historiens divergent sur les dates : c'est entre 1041 et 1045 qu'Al-Moîzz décide de faire allégeance aux Abbassides de Baghdad. La rupture est consommée lorsqu'en 1049 les sermons du vendredi sont dits dans les mosquées au nom du khalife abbasside. Acte de rupture et qui aura de lourdes conséquences, certes, mais acte compréhensible. D'une part, le règne d'Al-Hakim a engagé le khalifat fatimide sur des voies théologiquement contestables et cette évolution est arrêtée brutalement par la disparition mystérieuse du Khalife en 1020. D'autre part, le régime établi en Ifriqiya n'a, à aucun moment, été accepté par la majorité sunnite et les minorités kharijites. Chaque incident donnait lieu à des émeutes et des représailles. Renier l'allégeance chiite revient à se mettre en accord avec la majorité sunnite du pays. Le coup porté au pouvoir du Caire est rude. Le Khalife Al-Moustancir (1036/1094) y répond, dit-on, à l'instigation de son ministre Al-Bazouri, en provoquant une migration massive destinée à punir l'Ifriqiya, mais qui, par l'évolution des événements va changer la structure du Maghreb tout entier. L'ère qui s'ouvre est celle des Béni-Hilal.

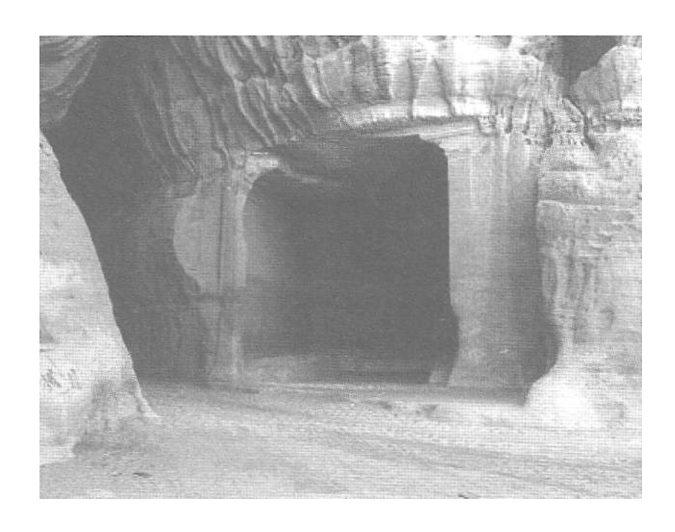


Lampe : en bonze au nom d'Al-Moîzz Ibn Radis (1032- 1051 Musée de la civilisation et des arts islamiques de Raqqada, Kairouan,

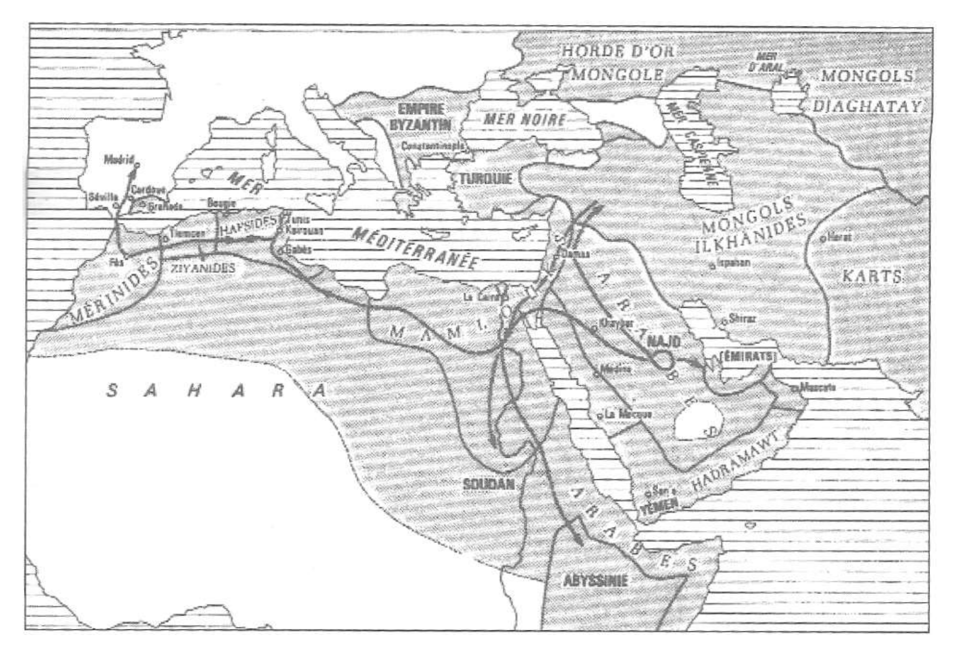
1048

BÉNI HILAL, RIAH, SOLEIM, DOREID...

Qui étaient-ils ces envahisseurs qu'on appelle du nom générique de Hilaliens ? Ce sont des bédouins appartenant à un groupe prolifique du centre de l'Arabie qui ont donné bien des soucis aux responsables de la communauté musulmane, à commencer par le Prophète lui-même qui a maudit, parmi eux, les Dhakwane, rameau des Béni Soleim. Ils nomadisaient sur un vaste territoire du plateau de Nejd, de La Mecque jusqu'au sud de la Syrie et du Hedjaz jusqu'à la région qu'on appelait alors Bahreïn au bord du Golfe. Cette situation leur permettait de rançonner les caravanes et, au besoin, de faire des incursions à Médine, à La Mecque et jusqu'au sud de la Mésopo-



Monument** nabatéen à* ***Madain Salah** en **Arabie que la légende considère comme le palais d'Abou Zayd Al-Hilali.



Le périple des Hilaliens.
(d'après Lucienne Saada,
La Geste hilalienne,
Paris, Gallimard, 1985).

tamie. Les Omeyyades autant que les Abbassides, soucieux de la sécurité des pèlerins, ont déployé des efforts importants pour les empêcher de nuire. Lorsque le mouvement des Qarmates, des Ismaéliens dissidents, a pris de l'ampleur, à partir de la fin du neuvième siècle, c'est grâce aux Hilaliens que ces turbulents chiites ont occupé La Mecque, en 930, et arraché de la Kaâba la fameuse pierre noire emportée à Bahreïn. Le mouvement n'a rendu la pierre à son emplacement original que vingt-deux ans plus tard.

L'inspirateur et éponyme des Qarmates - Hamdane Qarmat - était d'obédience ismaélienne et, pour les Fatimides, c'était un de leurs prédicateurs. Mais le mouvement a échappé au contrôle du Mahdi caché et il est devenu autonome en adoptant des idéaux socio-économiques. Cette indépendance lui a valu d'être la cible des Fatimides autant que des Abbassides. Les Qarmates ont menacé la Syrie et même l'Egypte ; et, c'est le fatimide AI-Moïzz qui les a, finalement, vaincus



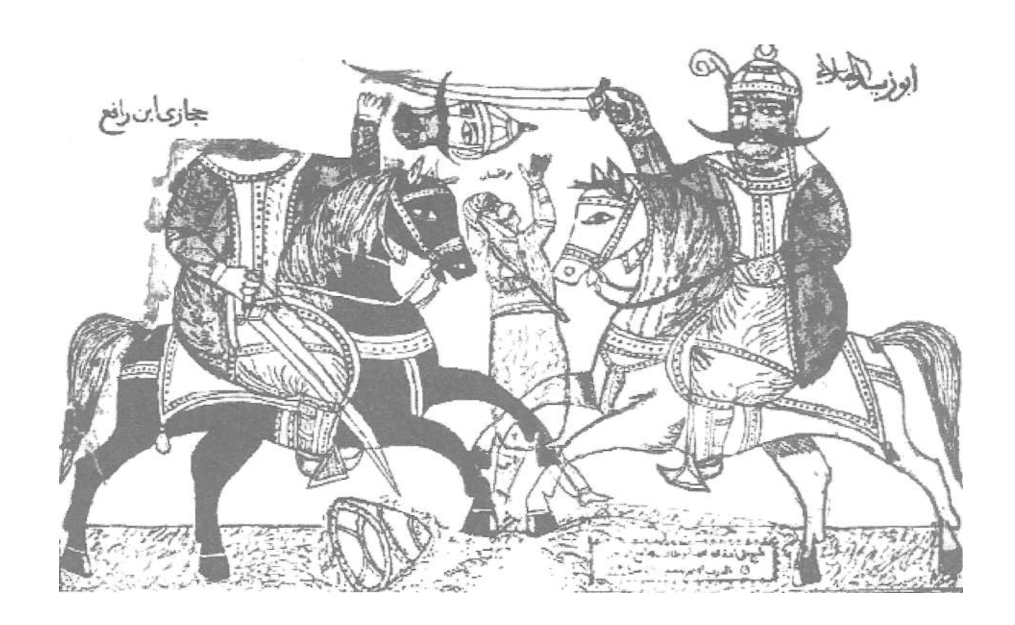
Première page du chapitreXIII du manus-crit enluminé en caractère maghrébin de La Geste des Béni Hilal. ***(d'après Tahar Guiga).***

en 971, c'est-à-dire deux ans après la prise de l'Egypte. Pour libérer les routes en Arabie, les tribus hilaliennes furent confinées dans le désert oriental, entre le Nil et la Mer Rouge où ils sont abandonnés, sous surveillance, sur une terre aride. Ils ont vécu tant bien que mal, en attaquant, de temps en temps, les oasis, les terres cultivées au bord du fleuve et même en poussant jusqu'aux villes. Ils n'avaient plus leur mordant d'antan, mais ils constituaient une menace permanente, surtout durant les années de disette. Le pouvoir du Caire arrivait,

néanmoins, à les contenir ; et voilà qu'au milieu du onzième siècle, intervient la brouille entre Mahdia et le Caire. Une belle occasion s'offrait aux dirigeants du Caire pour s'en débarrasser définitivement. On dit que le Khalife n'en était pas convaincu au début et c'est son ministre qui a réussi à l'en persuader.

La migration ne s'est pas faite d'un seul coup. Tant s'en faut : les Béni Hilal comptent de multiples branches et certaines étaient plus prolifiques que d'autres. D'un côté, il y a les Béni Hilal, de l'autre les Béni Soleim avec lesquels ils ont un ancêtre commun. Les Béni Hilal se divisent en Athbaj (dont les Drid sont les plus importants à côté des Guerra et des Kirfa), en Zoghba, en Jachm et en Riah. Ceux-ci constituent la fédération la plus importante avec ses rameaux Ameur, Sonber, Dahman (dont les Béni Jami' de Gabès) et les célèbres Merdas qui essaimeront dans plusieurs régions. Les Riah ont représenté l'avant-garde des Hilaliens arrivés en Ifriqiya. Les autres sont arrivés après, en vagues successives.

Représentation populaire du combat d'Abou Zayd et d'Ibn Rafi, d'après la version égyptienne. Le Caire, début XX' siècle.



Représentation populaire de la Jézia sur un fixé sous verre.



Les Béni Soleim ce sont les Kaâb (dont les Dhakwane maudits par le Prophète), les Debbab, les Heib et les Aouf qui se subdivisent en d'autres Merdas (à ne pas confondre avec leurs homonymes hilaliens), Allègue (ramifiés en Dellaj, Khémir, Hakim et Troud). Un des rameaux des Khémir (les Yaâqoub) donne naissance aux Abou-l-Lil qui exerceront un pouvoir durant des siècles.

Les affrontements avec les habitants sont multiples et la répartition des territoires change au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants. Les Riah des Béni Hilal étaient les précurseurs, mais



Abou ZaydAl-Hilali sur un fixé sous verre.

il leur a bien fallu faire de la place aux nouveaux arrivants et des frictions et même des affrontements violents ont surgi entre ces différentes tribus ajoutant à la confusion générale dans le pays. Il semble que dans la première répartition, avant le départ d'Egypte, les Béni Soleim devaient rester en Cyrénaïque, voire en Tripolitaine ; mais comment résister à l'appel de la prospérité à l'Ouest ? Du Nord au Sud, le pays est mis en coupe réglée. Les Hilaliens débordent, dès le début, l'espace de la Tunisie d'aujourd'hui et s'installent dans les plaines du Constantinois. N'échappent à leur emprise que les zones montagneuses de la Dhahra du

Page manuscrite de Masalik al-Absar, ***(d'ïbn Fadhl Allah Al-Omari), qui a aidé à la reconstitution d'une partie de l'ouvrage perdu d'ïbn Rachiq,*** Onmoudhaj az-zaman, ***une anthologie des poètes de Kairouan. BNF, Paris, (d'après l'édition de M. L. Metoui et B. Baccouche, MTE, Tunis, 1986).***

sud tunisien, des Aurès, des Némemchas, du Hodhna et des Babors ainsi que les territoires présahariens. Mais les Al-Mohades, dès le douzième siècle, déporteront des tribus entières en Algérie de l'Ouest et au Maroc, jusqu'à l'océan. Le même sort sera réservé à certaines tribus berbères turbulentes. Signalons que dans les zones plates, il est arrivé que de véritables intégrations finissent par se produire entre Berbères et Arabes. Ainsi, à titre d'exemple, les Hawara de l'Ifriqiya qui occupaient un large espace à l'ouest de la Tunisie et au sud du Constantinois s'étaient-ils, au fil du temps, arabisés et intégrés aux Béni Soleim installés dans la région. Ibn Khaldoun qui signale ce phénomène dit que l'assimilation était telle que l'on ne pouvait plus distinguer le Soleimi du Hawari.

Au milieu des remous du onzième siècle, les belles lettres avaient trouvé leur homme en la personne d'ïbn Rachiq. Abou Ali Hassen Ibn Rachiq Al-Azdi dit Al-Kairaouani est né à Mohammedia, entre Tunis et Zaghouan, en 994 environ. Mais c'est à Kairouan qu'il a reçu une solide formation littéraire. Il est devenu célèbre en tant que poète de la cour d'Al-Moîzz Ibn Badis. La postérité le connaît davantage par son ouvrage de base de la poétique arabe qui est encore, aujourd'hui, une référence : *Al-Omda* ; ainsi que par son propre recueil de poèmes et par d'autres traités de critique poétique. Après Al-Moîzz, il fréquente son fils Tamim, puis il émigré en Sicile, à Mazara del Vallo où il meurt en 1063.

ومما ذكر له قوله

قاضٍ اذا امضى بديهة قوله فهي الشراج لكل امرٍ مشكل
راضت تجاربه الزمان وراضها فاوما دا اصعبه براي فيصل
جعل السماح شعاره ودثاره فيمينه وشماله كالشمال
يلقى العفاة ببشره ونواله وبياض غرة وجهه المتهلل

ومنهم عبد الله بن فلاح هو اخر ما اخترته من الانموذج

واشترته من جني ذلك الشهيد الذي لم يمزج لم تقصر له يد ولا عرف الا وفلاح لداب وجد قال ابن رشيق كان مصدرا للقران مشهورا بذلك ذكيا لو دعيا مليح الشعر ومما انشد له قوله

يحلك من قلبي وسمعي وناظري حمى لم يبحه من اناتٍ مبيح
واني وان ابصرت منك تغيرا على ما بقلبي من هوى لشحيح
تقول اناس قد سلوت وانني لفي حسراتٍ تغتدي وتروح
تمكن من جسمي الضنى فاذا به تراها انا ابلى والفؤاد صحيح

قلت وهذا شعر يرق نضارة ويذوب غضارة يستبكي الصخر الاصم ويلين قوى الجليد

وقال ابن رشيق ومنه وشطا ما بالسيف لا بالنجاد وزني اخا وفي له نحيت الوداد

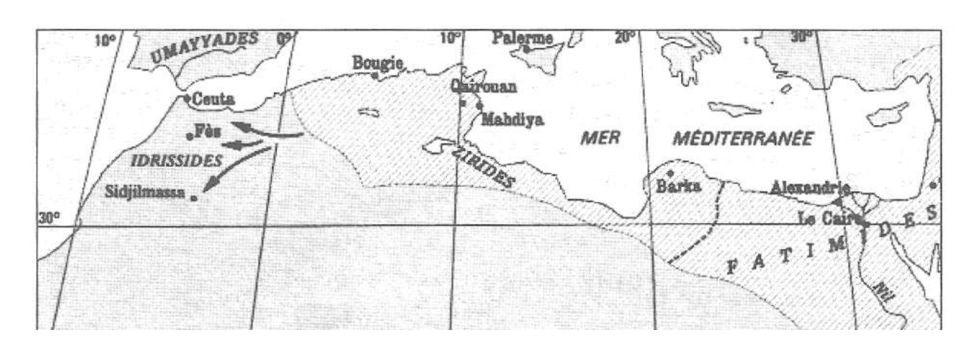
ايا من راى قبرا تضمن رمسه اخا شكره بما ان يفي الى الحشر
واصبح وجهي بعد اي نضارةٍ كساه البلى ثوبا يجد مع الدهر

وهذا اخر المختار من الانموذج فاما ما وقع عليه الاختيار من جواهر الذخيرة ودرها وافق ال

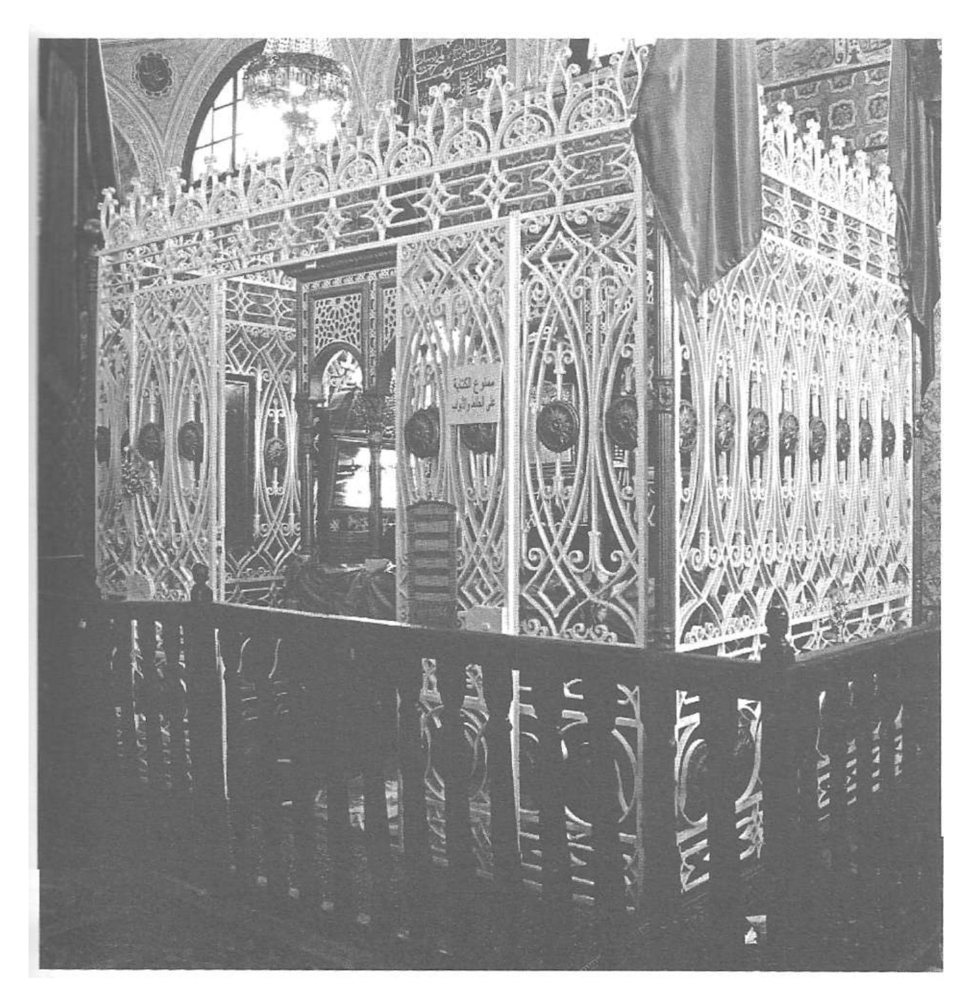
1050

LES ZIRIDES II : UN POUVOIR QUI SE DÉLITE

La rupture des Zirides avec Le Caire a déclenché le massacre des Chiîtes partout en Ifriqiya. Une vraie chasse à l'homme a ensanglanté toutes les villes. Nous ne disposons pas de statistiques fiables, mais les victimes devaient se compter par milliers. Il est certain que personne, parmi ceux qui n'ont pas fui à l'étranger, ne pouvait se déclarer chiite après cette curée. Une des phases les mieux connues fut celle de Tunis où s'illustra un homme d'envergure, sunnite intransigeant, et qui va devenir *le patron* de la ville avant d'être sanctifié : c'est Mahrez Ibn Khalaf. Il fit massacrer les musulmans chiîtes et protégea les Juifs qu'il fit résider pour la première fois à l'intérieur des remparts. La ville devait devenir, ensuite, le fief des Béni Khorassan investis de ce pouvoir par les Béni Hammed, la seconde branche des Sanhaja.



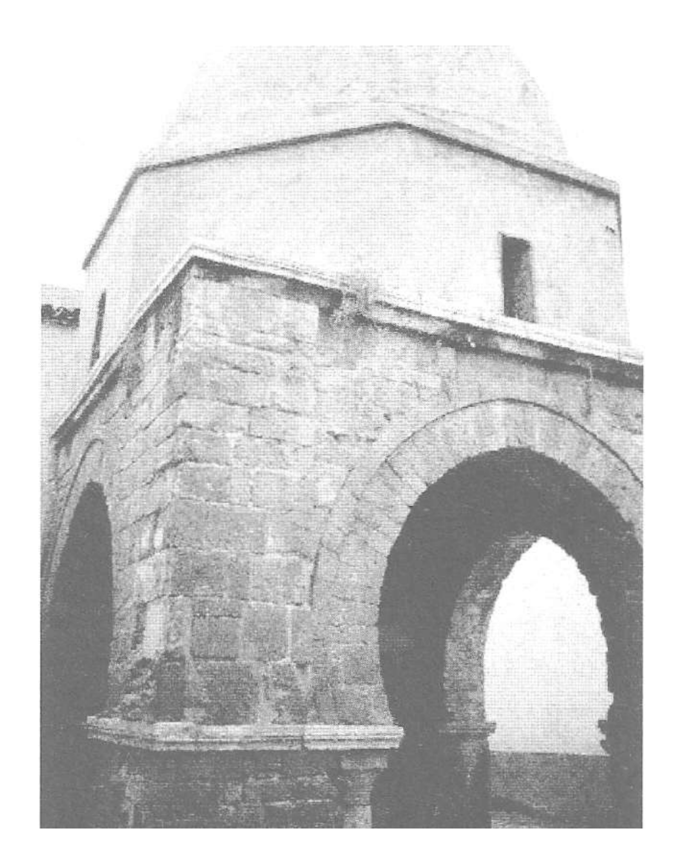
Le Maghreb et l'Egypte vers la fin** du X' **siècle, (d'après A. Diicellier, M. Kaplan, B. Martin, F. Micheau, Le Moyen-Âge en Orient : Byzance et l'islam, ***Paris, Hachette, 1995).***



Le tombeau à Tunis de Mouhriz Ibn Khalaf, plus connu sous le nom de Sidi Mahrez.

Les Zirides étaient les obligés des Fatimides. En rompant avec ses suzerains, Al-Moîzz n'a pas sauvé sa dynastie. Il a décidé de sa mort. Cependant l'illusion se maintiendra car le point final à l'existence officielle de la dynastie ne sera mis qu'un siècle plus tard. En attendant, c'est le ***pouvoir*** que le prince ziride va perdre. L'ère qui s'ouvre va focaliser l'attention sur les Béni Hilal, nom générique qui va occulter la diversité des éléments des tribus d'Arabes nomades qui vont

Mausolée des princes khorassanides à Tunis, plus connu sous le nom de Sidi Boukhrissane.



déferler sur l'Ifriqiya et investir, peu à peu, tout le Maghreb et le marquer définitivement de l'empreinte culturelle arabe. En fait, il s'agit de plusieurs vagues qui se succèdent durant un demi-siècle. Les détails sont noyés dans la légende, une véritable chanson de geste qui a traversé les siècles et qui est entendue comme une épopée par les uns ou comme une catastrophe par les autres. Ces Béni Hilal à qui est reconnu l'effet d'avoir arabisé la région avaient-ils été un facteur de régression économique au point de faire disparaître la prospérité du pays ? La controverse continue, sur ce sujet, depuis le douzième siècle. Ce qui est incontestable, c'est que leurs vagues successives ont

accéléré la décomposition de l'Etat ziride. Ils ont occupé les campagnes. Les habitants, toutes origines confondues, se sont repliés dans les villes, en ont consolidé les remparts, et, pour continuer à cultiver leurs champs, ont passé avec les Arabes bédouins des accords, leur ont payé un tribut et parfois fait la guerre. Dans les villes, et parfois dans des régions plus ou moins étendues, des *fiefs* se sont constitués. On parle à propos de l'Andalousie post-omeyyade de *Reyes des Taïfas*, c'est-à-dire de rois de communautés régionales ; il y eut l'équivalent de ce phénomène au Maghreb. On a vu bourgeonner des principautés partout. Tunis s'est donnée à la dynastie des Béni Khorassan. A Gafsa c'est son gouverneur, Abd-Allah Ibn Ar-Rand, un Jerbien de Sidghyan, qui s'est déclaré indépendant et ses descendants garderont le pouvoir durant un siècle. A Gabès ce sont des Arabes parmi les tribus des Béni



Inscription khorassanide de la porte de la Grande Mosquée Zitouna ouvrant sur Souk el-Attarine.

Hilal, les Béni Jami', qui ont pris le pouvoir. D'autres Arabes, les Ibn Al-Ward ont pris en charge Bizerte et ses environs. A Béja, àTébourba, au Kef, à Lorbeus et à Zaghouan, des chefs locaux ont défendu les emprises urbaines. Les Zirides ont vu ainsi l'aire de leur autorité se rétrécir au point de ne plus compter qu'une mince bande côtière entre Sousse et Sfax et, même sur cette portion du territoire, ils virent les Normands, installés en Sicile depuis 1041, leur disputer des postes maritimes importants du Sahel à Tripoli y compris toute l'île de Jerba. Peut-on encore parler d'un Etat ziride ? Les chroniqueurs l'oublient, d'ailleurs, comme si cet Etat avait disparu au milieu du onzième siècle. C'est pourtant avec les Zirides que la première vague des immigrants, celle des Riah, devait conclure des accords. Tamim fils d'Al-Moîzz Ibn Badis fait des efforts désespérés pour conjurer le sort : il reprend, momentanément, Sfax détachée du royaume par un sécessionniste de la tribu berbère des Barghouata et reprend Mahdia occupée par les Normands en leur payant trois cent mille dinars. Son successeur Yahya tente de se donner une marine en mesure de faire face aux dangers venant de la mer, en considérant qu'ils sont les plus graves pour un pays musulman, mais il meurt subitement en 1115 en sa résidence de Mahdia. Son fils Ali réussit, grâce à la fois à une entente avec une fraction arabe et à l'armée des fidèles Sanhaja, à



Navire normand d'après la Tapisserie de Bayeux.



Le Prince et le musicien. Bas-relief provenant de Mahdia. Musée du Bardo. L'historien Faouzi Mahfoudh pense y reconnaître une représentation de Roger de Sicile.

obliger le prince indépendant des Béni Khorassan de Tunis d'accepter de faire allégeance, pour un temps. Il mobilise même une fraction des Arabes Riah contre le chef des Béni Jami' de Gabès, mais ce seigneur local, tout arabe qu'il est, décide de pactiser avec les Normands qui lui envoient une flotte de secours. Ali meurt en 1121 sans avoir réussi à reprendre Gabès.

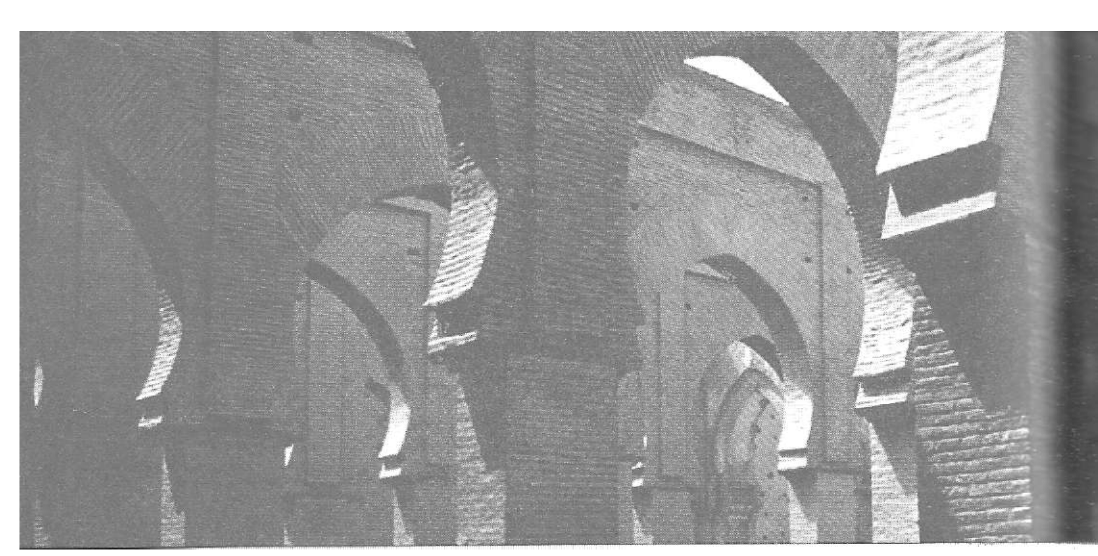
L'historien Ibn Khaldoun s'est complu à raconter en détail les péripéties multiples de cette période confuse qui font la joie des amateurs de romans historiques. Retenons que le dernier des Zirides, Hassen fils de Ali, ayant accédé au pouvoir à l'âge de douze ans en 1121 se fait prendre Mahdia dix-sept ans plus tard par Georges d'Antioche, ancien conseiller militaire de son père, rallié au normand Roger de Sicile. Il abandonne sa capitale, cherche, en vain, un refuge et finit par s'installer à Alger. C'est là que Abd-el-Moumen Ibn Ai, le premier khalife Al-Mohade, le trouve au cours de son avance vers l'Est. Il le prend en charge, le ramène, en 1159, à Mahdia, avant de le convoquer au Maroc deux années plus tard. Il mourut en route, probablement, en 1162.

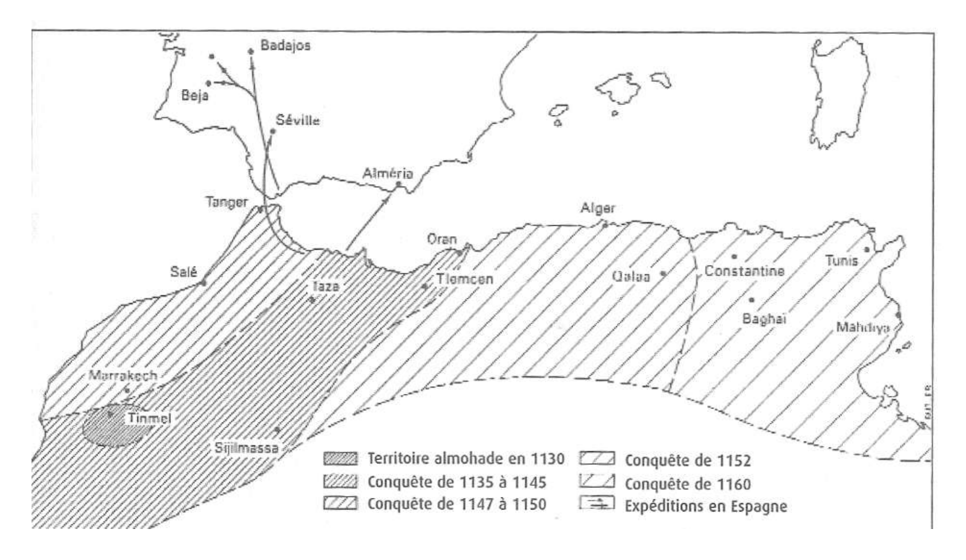
1160

AL-MOWAHHIDOUNE À MAHDIA

Ceux que l'historiographie en langues européennes appelle les ***Almohad.es*** ce sont, en arabe, les ***Mowahhidoune,*** c'est-à-dire les Unitaristes parce que leur doctrine repose sur une conception intransigeante du monothéisme musulman. Ils sont apparus au début du onzième siècle lorsque le doctrinaire Ibn Toumert, le ***Mahdi,*** s'est installé, en 1125, dans les montagnes du grand Atlas marocain, à Tinmel. Il y était chez lui, dans la confédération berbère des ***Masmouda,*** plus particulièrement la tribu des ***Hintata,*** accompagné par Abdel-Moumen Ben Ali, un de ses premiers adeptes qui s'est attaché à sa personne, en Algérie, au cours de son retour de pèlerinage à La Mecque. En cinq ans et grâce aux concours des Hintata, les Almohades ont imposé leur doctrine dans la région et mobilisé suffisamment de forces pour mettre fin au règne des

La Mosquée de Timmel au Maroc.





Les conquêtes d'Abd-El-Moumen Ibn Ali. (d'après Maghreb médiéval, ***collectif, Aix-en-Provence, Edisud, 1991).***

Morabitine (les ***Almoravides*** des historiens). Ceux-ci représentaient un autre courant religieux aussi rigoriste. Il avait été fondé par Abd-Allah Ibn Yacine, en 1030 au Sahara, sur la côte atlantique, et conduit au succès par un chef d'envergure : Youssef Ibn Tachiffine, de la tribu berbère des ***Lamtouna.*** Ils avaient fondé une nouvelle capitale, Marrakech, et eu leur heure de gloire en islamisant le Sénégal, le Mali et l'ancien empire du Ghana. Puis, ils s'étaient retournés vers le Nord, occupé Sijilmassa, Taroudant, Fès et tout le



Dirham almohade en argent au nom d'Abou Mouhammad Abd-El-Moumen Ibn Ali.

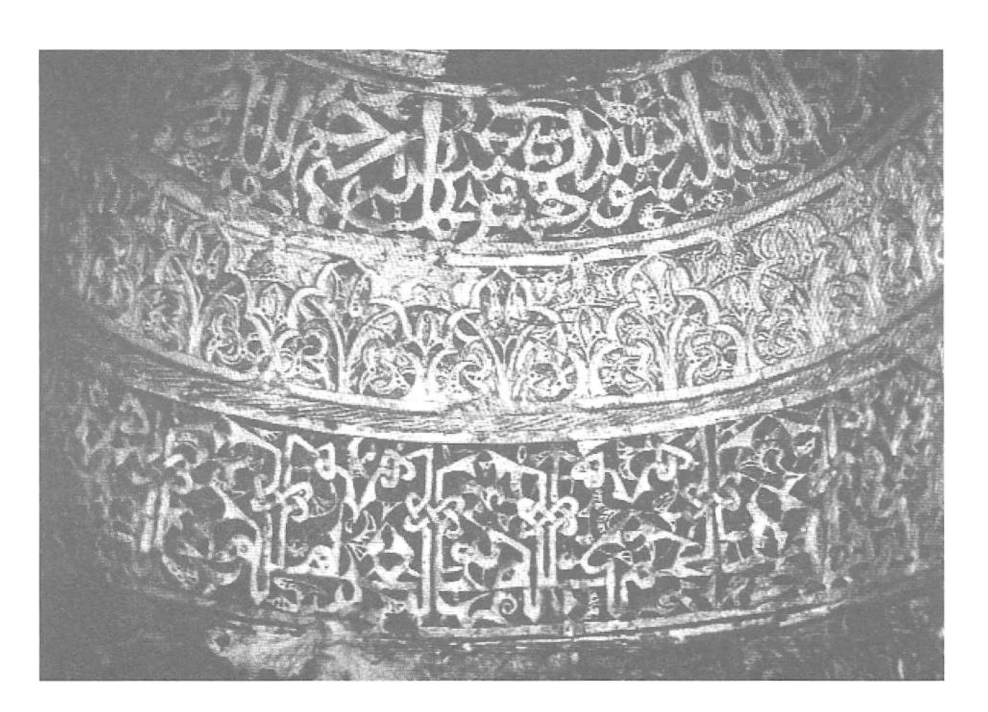
Maghreb occidental jusqu'à Alger. Ils étaient passés en Espagne, appelés au secours par les princes des ***Taïfas*** harcelés par la ***Reconquista*** chrétienne et remporté la grande victoire de Zallaqa, en 1085, et parachevé, en 1103, la prise en main de tout le sud de l'Espagne. Peut-être un trop vaste espace trop contrasté pour maintenir sa cohésion ? Le sang nouveau des Hintata Masmouda mobilisés au service des Almohades allait en venir à bout.

L'histoire du douzième siècle peut se décliner de différentes manières. Les ardents défenseurs de l'unité



maghrébine chantent, depuis, la grande marche du chef Abd-Al-Moumen Ibn Ali de l'ouest du Maghreb jusqu'à la Tripolitaine. Rien ne lui résista et il a réalisé le rêve de générations de Maghrébins aspirant à l'union. La vérité est plus prosaïque. Non seulement l'empire Almoravide était en décomposition, mais tout le reste du Maghreb qui n'avait jamais été pris par les Almoravides avait implosé après l'arrivée, au onzième siècle, des Hilaliens et l'éclatement de l'Etat ziride en Tunisie et de sa branche Hammadite au centre de l'Algérie. L'armée Almohade n'avait devant elle que

Dirham carré :
« Allah ***est notre Dieu, Mohammad est notre Messager,*** *Al-****Mahdi est notre Imam. »***



Décor en stuc du mihrab de la Mosquée de Bled El-Hadhar à Tozeur, où l'on reconnaît une influence almohade.

des fantômes d'Etats. Comme il a déjà été rappelé, ce douzième siècle était un siècle d'effondrement des équilibres précédents en plusieurs régions du monde euro-méditerranéen. Les Croisades, réclamées par le pape Grégoire et le concile de Clermont pour mettre fin aux guerres entre voisins chrétiens avaient commencé à se déployer à la fin du siècle précédent. Les Fatimides avaient perdu la Syrie au profit des Seljoukides, la main armée des Abbasides, et surtout pris puis perdu la ville de Jérusalem, conquise par les Croisés en 1099. Les Abbassides eux-mêmes n'avaient plus qu'un pouvoir nominal à Baghdad. Ils avaient perdu le contrôle du Nord où les Hamdanites s'étaient taillés, dès le dixième siècle, une principauté, allant de la zone kurde jusqu'à la côte phénicienne, et rendue célèbre par l'émir Seif-Ad-Dawla et les poètes Al-Moutanabbi et Abou-Firas Al-Hamadani. En Egypte, Salaheddine (le ***Saladin*** de l'Histoire) dont la famille

a balayé, en 1146, les princes hamdanites d'Alep et occupé, en 1169, le poste de conseiller du maître du Caire, a tout simplement mis fin à la dynastie Fatimide en 1172. En Ifriqiya, les Normands ont occupé Jerba et Mahdia en 1134, Tripoli en 1146, Gabès et Sfax en 1148. Il n'est pas étonnant que les populations maghrébines - rançonnées par les Arabes Hilaliens, déchirées par les rivalités entre principautés locales, les côtes ifriqiyennes occupées par des Chrétiens - voient en Abd-Al-Moumen un libérateur.

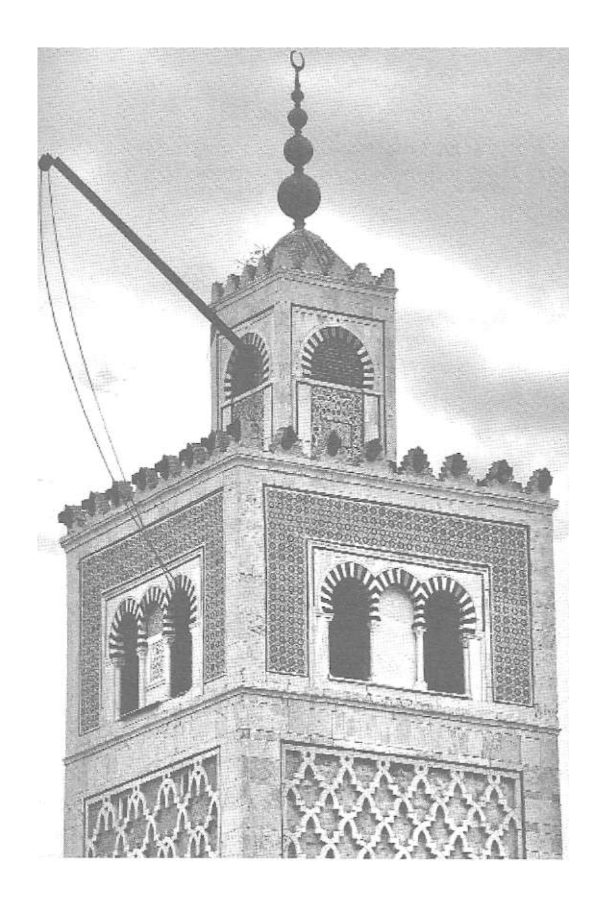
Les Almohades ont étendu leur autorité sur le Maghreb en 1161. Cela ne signifie pas qu'ils en ont soumis tous les coins et recoins. Gafsa n'est prise qu'en 1180. Plusieurs localités vont connaître une dissidence entretenue par un rejeton des Almoravides, Ibn Ghanya. Ironie de l'histoire, la dynastie des Almoravides qui n'avait jamais réussi à prendre pied dans la partie orientale du Maghreb allait y trouver un refuge lorsque cet Ibn Ghanya, d'abord installé aux Baléares, entreprit, en 1185, de reconquérir l'Afrique du Nord en débarquant à Bougie dont les Hammadites avaient été délogés par les Almohades. Son projet fut combattu ; cela ne l'a pas empêché, lui et ses descendants, de trouver de l'aide chez les Arabes de Béni Soleim, et d'occuper momentanément Biskra, au Sud, Bône au Nord, et de passer par Tunis, Mahdia, Gabès et Tripoli. Bref le pouvoir Almohade allait mettre du temps pour en venir à bout en le poursuivant jusqu'au Sahara, et il faut attendre la dynastie Hafside, à la fin du premier tiers du treizième siècle pour tourner vraiment la page des partisans d'Ibn Ghanya.

1228

ET TROIS SIÈCLES ET DEMI DE HAFSIDES

La naissance de la dynastie Hafside est laborieuse. A son origine, il y a le patriarche, Abou Hafs Omar Al-Hintati qui a mis au service de la nouvelle doctrine des ***Mowahhidine*** (Almohades) la force de frappe de sa tribu ***Hintata,*** branche des ***Masmouda*** du Haut-Atlas marocain. Pour sceller des liens de parenté avec le bras droit de l'Imam Ibn-Toumert, Abou Hafs a donné sa fille à Abdel-Moumen Ibn Ali, le berbère ***Koumi*** (une branche des ***Zénata)*** qui a suivi l'Imam depuis le début de sa prédication au Maghreb central. Abou Hafs portait un nom berbère : ***Faska O'mzal Inti.*** C'est l'Imam qui lui a donné son nom arabe : ***Omar***, par référence à Omar Ibn Al-Khattab le bras droit du Prophète de l'Islam, et ***Abou Hafs,*** parce que Omar a donné sa fille ***Hafsa*** en mariage au Prophète. Fiers de ce rattachement à une lignée prestigieuse tous les descendants du patriarche ***Faska*** vont garder le nom de ***Hafsiyine*** (Hafsides).

A la mort de l'Imam Ibn Toumert, il a paru évident à Abou Hafs d'œuvrer au sein du conseil des dix cheikhs almohades -le conseil de la ***Choura*** - pour que Abdel-Moumen Ibn Ali qui commandait déjà les troupes du vivant de l'Imam, succède au chef de la communauté, les Hintata constituant le noyau de l'armée des Masmouda au service de la doctrine. Abdel-Moumen n'a pas vécu longtemps après la conquête de l'ensemble du Maghreb. Avant de mourir en 1163, il a recommandé à son fils Youssef de ménager les



Œuvre de l'architecte Ibn Kacem, joyau de l'art monumental hafside, la mosquée de la Casbah remonte au règne d'Abou Zakarya Yahya. Les travaux ont duré quatre années, de 1231 à 1235.

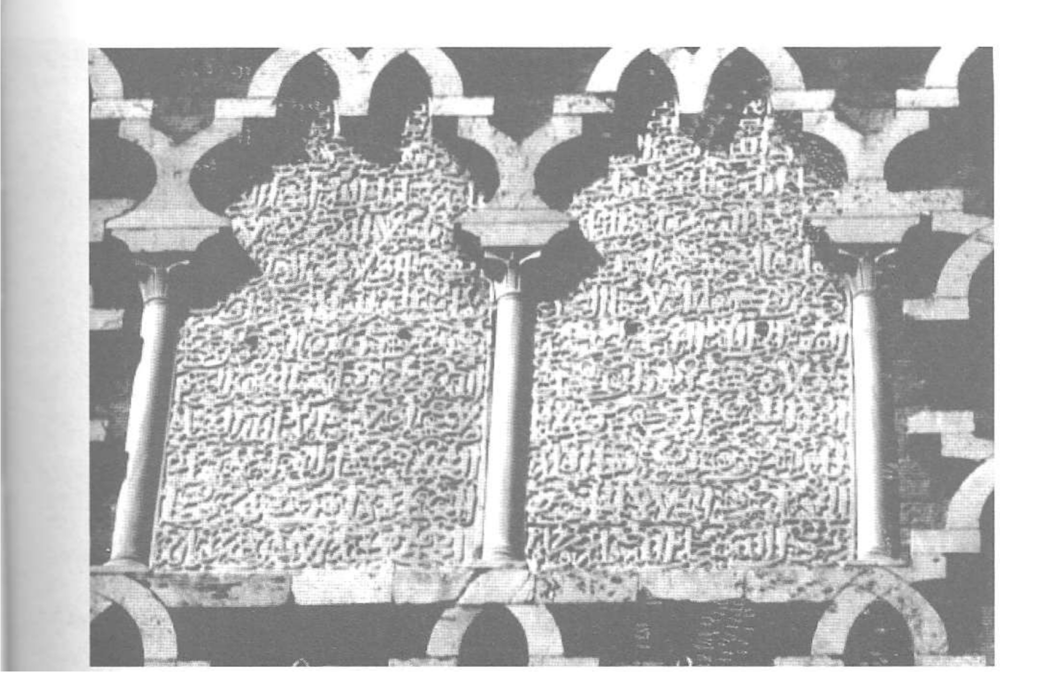
Hintata. C'est ainsi que les descendants d'Abdel-Moumen eurent le pouvoir et furent appelés *Sada* (pluriel de *Sayed)* et les membres de la famille d'Abou Hafs *Cheikhs.* Des troubles ont secoué le Maghreb à la mort d'Abdel-Moumen et Youssef fut amené un peu partout à réprimer les révoltes. A Gafsa, par exemple, c'est l'insurrection d'une conjonction de forces tripolitaines conduites par un mamelouk du nom de Karakouch et des Arabes. Ces troubles se poursuivent durant dix ans. En 1184, Ali Ibn Ishaq Ibn Ghanya, le survivant almoravide échappé au massacre au Maroc

Inscription en haut du mihrab** de la **Mosquée de la Casbah.



au moment de la prise des pouvoirs par les Almohades et réfugié aux Baléares, débarque à Bougie et va se révéler difficile à vaincre. Il conclut une alliance avec les tribus arabes, notamment les Béni Soleim, prend Alger, Miliana et met le siège devant Constantine. La même année Youssef Ibn Abdel-Moumen meurt à Marrakech et c'est son fils Yaâqoub qui lui succède. On l'appellera Al-Mansour, le victorieux. C'est lui qui reprend Gafsa des mains des Arabes et des Tripolitains ainsi que Gabès et Tozeur. Il déporte au Maroc une partie des Arabes Riah révoltés. Yaâqoub meurt en 1198 et son fils An-Nacir lui succède. Ali Ibn Ghanya mort, c'est son fils Yahya qui continue le combat et prend Mahdia, Kairouan, Béja, Annaba et Tunis. Mieux encore il déclare son allégeance aux Abbassides de Baghdad. L'Almohade An-Nacir reprend Tunis et y laisse comme gouver-

Chapiteau en marbre à la Mosquée** de **la Casbah.



neur le ***cheikh*** Abdel-Wahid Ibn Abi Hafs qui réussit à écraser les dissidences. Mais la succession en ***Ifriqiya*** n'est pas pour autant réglée : à la mort du ***cheikh*** en 1221 le khalife Almohade Al-Moustancir préfère nommer un représentant de la lignée d'Abdel-Moumen. Ce n'est que six ans plus tard, que le Khalife Al-Adil nomme le fils de Abdel-Wahid, Abou Abd-Allah Mouhammad. Mais le nouveau gouverneur s'oppose en 1228, au nom de l'orthodoxie almohade, à l'investiture du Khalife Al-Mamoun. C'est alors que Marrakech confie le pouvoir en ***Ifriqiya*** au véritable fondateur de la nouvelle dynastie : le ***cheikh*** Abou Zakarya Yahya Ibn Abdel-Wahid Ibn Abi Hafs Omar. Après soixante-trois ans donc de gouvernement direct des Almohades, l'***Ifriqiya*** prend une autre voie, désormais celle des Hafsides pour trois siècles et demi.

Inscription du minaret de la Mosquée de la Casbah, où figure le nom d'Abou Zakarya, datée de l'année 1233.

Le nouveau gouverneur qui n'a alors que vingt-six ans va révéler, durant un règne de vingt-deux ans, des

qualités exceptionnelles. Il pacifie le pays en écrasant les Arabes ***Dhawawda*** (une branche des Riah), en favorisant les ***Merdas*** et les ***Kaâb*** (des Béni Soleim), en déportant des tribus entières d'une région à l'autre pour casser les alliances dangereuses et en affirmant dans les faits que son autorité s'étend de Syrte aux confins du Maroc. Il est vrai qu'il est servi par les circonstances. Ironie de l'histoire, son frère Abou Abd-Allah Mouhammad a été écarté du pouvoir parce qu'il s'opposait au nom de l'orthodoxie almohade à l'investiture d'Al-Mamoun à Marrakech ; or la suite a montré que cet émir avait raison, le Khalife a rejeté en 1229 la doctrine rigoriste de l'Imam Ibn Toumert. Abou Zakarya Yahya se fonde sur ce reniement pour proclamer son indépendance et se proclamer dépositaire de la doctrine originelle. Désormais le vrai Khalife almohade est à Tunis et non à Marrakech. Il reçoit l'allégeance des fidèles de l'ensemble du Maghreb et, après 1245, de l'Andalousie (Séville, Jerez, Murcie, Almeria), sans pouvoir empêcher la chute de Valence puis de Séville entre les mains des Chrétiens. Il crée de petits Etats tampons à la limite du Maroc et au centre de l'Algérie (comme les domaines des tribus de Béni Toujine, de Béni Mendil et de Mellikch). Il confirme la dynastie d'Abd-el-Wad (***.Abdelwadides***) à Tlemcen en 1242, après avoir forcé son émir Yaghmourassen Ibn Zayane à rejeter son allégeance à Marrakech. Il fait ajouter son nom. dans les prières aux noms des successeurs du Prophète, ***Al-Kholafa Ar-Rachidine*** ou les Khalifes majeurs. Avec lui, c'est ***Ylfriqiya*** indépendante qui émerge de nouveau, mieux encore que du temps des Aghlabides car, à la



différence de ceux-ci, il ne doit d'allégeance à personne. Les Etats européens, Venise en 1231, Pise en 1234, Gênes en 1236, concluent avec Abou Zakarya plusieurs accords concernant le commerce et la navigation, en plus de l'engagement réciproque pour la paix. Marseille entretient un commerce avec Bougie.

Quand ce fondateur de dynastie meurt en 1249, il laisse à son fils Abou Abd-Allah Mouhammad (le futur Al-Moustancir) un vaste royaume au rayonnement d'empire. Ce successeur va avoir un destin peu ordinaire, une longévité exceptionnelle et comptera parmi les grands sultans des Hafsides.

Les aqueducs du Bardo, œuvre d'Abou Abdallah Al-Moustancir, 1276. Ils alimentaient la Casbah et les jardins royaux de Ras Tabia et dAbou Fihr. Les bassins dAbou Fihr se trouvent actuellement dans l'enceinte de la Cité des Sciences à Ttinis.

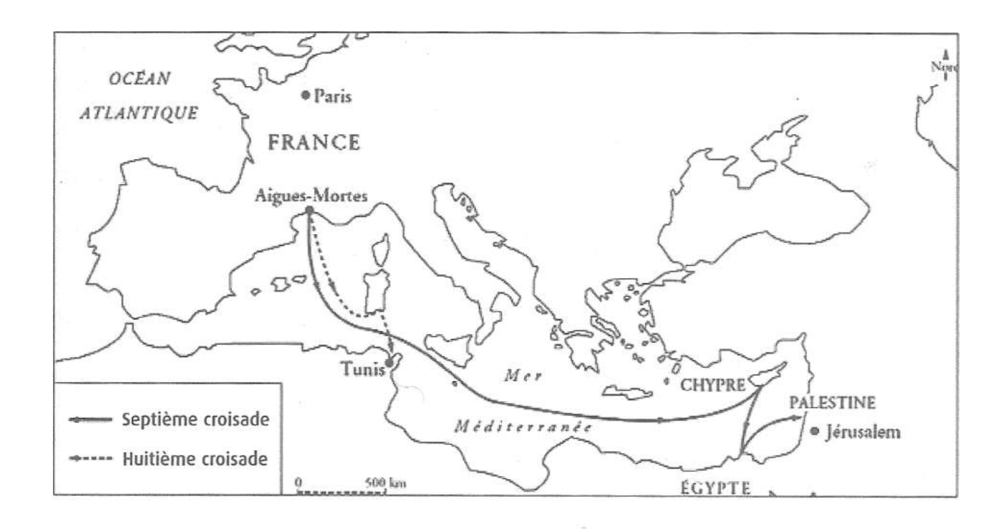
1270

LA CROISADE **DE LOUIS IX**

Abou Abd-Allah Mouhammad Ibn Abou Zakarya ne reçoit pas, malgré les apparences, un héritage de tout repos à vingt-deux ans. Très vite la contestation apparaît au sein de la famille. Un complot en faveur d'un cousin est noyé dans le sang. Un de ses frères, Abou Ishaq Ibrahim, s'échappe de Tunis où il était sous surveillance, se réfugie chez les ennemis de la famille, les Arabes Dhawawda, lève une force, s'empare de Biskra, s'apprête à marcher sur Gabès quand il est lâché par son principal soutien, le général Dhafer. Il se réfugie à Tlemcen et de là en Andalousie.

Monnaie au nom du Sultan hafside *Abou* ***Abdallah Mouhammad, Bejaïa (Algérie), 1249-1276.***

L'entourage du jeune sultan l'encourage à se proclamer ***Khalife*** en 1253, ce qui implique qu'il devienne ***Amir Al-Mou'minine*** ou Commandeur des Croyants, tous les croyants du monde de l'Islam. En effet, la place est libre : nulle part il n'y a de chef reconnu de la ***Umma,*** ni à Cordoue (depuis la fin des Omeyyades en 1031), ni au Caire (depuis la fin des Fatimides en 1172), ni à Marrakech (depuis le reniement d'Al-Mamoun), ni bientôt à Baghdad avec l'avances des Mongols. Or l'attachement des Musulmans au Khalifat, symbole d'unité, est connu et perdure jusqu'à aujourd'hui. Abou Abd-Allah Mouhammad s'appelle désormais ***Al-Moustancir*** (celui qui demande la victoire à Dieu), et il est confirmé dans sa dignité de Khalife par des allégeances successives



Itinéraire de la VII' et VIII' croisades, menées par Louis IX.

en provenance du Maghreb, d'Andalousie et d'autres pays musulmans, surtout après la chute de Baghdad, en 1258. Ainsi il reçoit de la part du Chérif de La Mecque, en 1259 une reconnaissance, inspirée, dit-on, par le philosophe andalou Ibn Sabîine. En Egypte, après quelques hésitations et un document de 1260 où le souverain hafside est qualifié d***'EmirAl-Mouminine,*** le mameluk Baïbars choisit de faire venir au Caire un survivant des khalifes de Baghdad qui inaugurera la seconde lignée des Abbassides. Il est vrai que Baïbars ayant pris le pouvoir à la suite d'un assassinat, a besoin d'une légitimation pour asseoir le nouveau règne des Mameluks. Dans ce contexte, un Abbasside chef spirituel sur place mais sans pouvoir réel, est plus utile qu'un Khalife lointain ayant un pouvoir réel.

Sur un autre registre, les relations extérieures de ***Ylfriqiya*** sont bonnes avec les Etats du bassin méditerranéen. Le frère du roi de France, Charles d'Anjou, œuvre pour écarter de Sicile le dernier des Haohenstaufen qui avaient hérité le royaume des Normands. Dans ce contexte, il a besoin du soutien des nombreux musulmans de Sicile dont le protecteur

Statue de Saint Louis dans les jardins du Musée de Carthage.

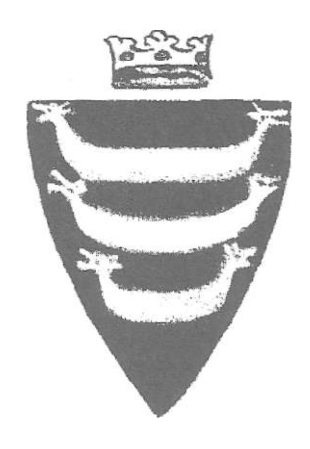


est le Sultan hafside. Or voilà que son propre frère, le roi de France Louis IX, convaincu qu'il a une mission apostolique à remplir, décide d'organiser contre ***Ylfriqiya***, en 1270, une expédition dont l'objectif n'est pas très clair. S'agissait-il d'une croisade pour effacer l'échec de 1254 en Egypte (à Damiette et à Mansoura) lorsque Louis IX fut fait prisonnier et ne fut libéré que contre rançon, ou bien, comme on l'a dit, l'intention du roi de France était-elle de convertir le Sultan hafside au christianisme ? Curieuse idée inspirée, peut-



Statue de Charles I" d'Anjou (Charles de Sicile) au Palazo Reale à Naples.

être, par les gestes amicaux du monarque à l'égard des Chrétiens alors que la *Reconquista* catholique s'intensifie au XIII siècle en Espagne, que le royaume d'Aragon chasse les Musulmans des Baléares et dispute la Sicile aux Français. Abou Abd-Allah, en fait, par respect pour sa mère chrétienne Atf, a construit une église privée. Il renouvelle les traités avec Gênes en 1250, avec Venise en 1251, ainsi qu'avec Florence. Il entretient d'excellents rapports avec Charles d'Anjou. Il emploie dans sa garde personnelle des

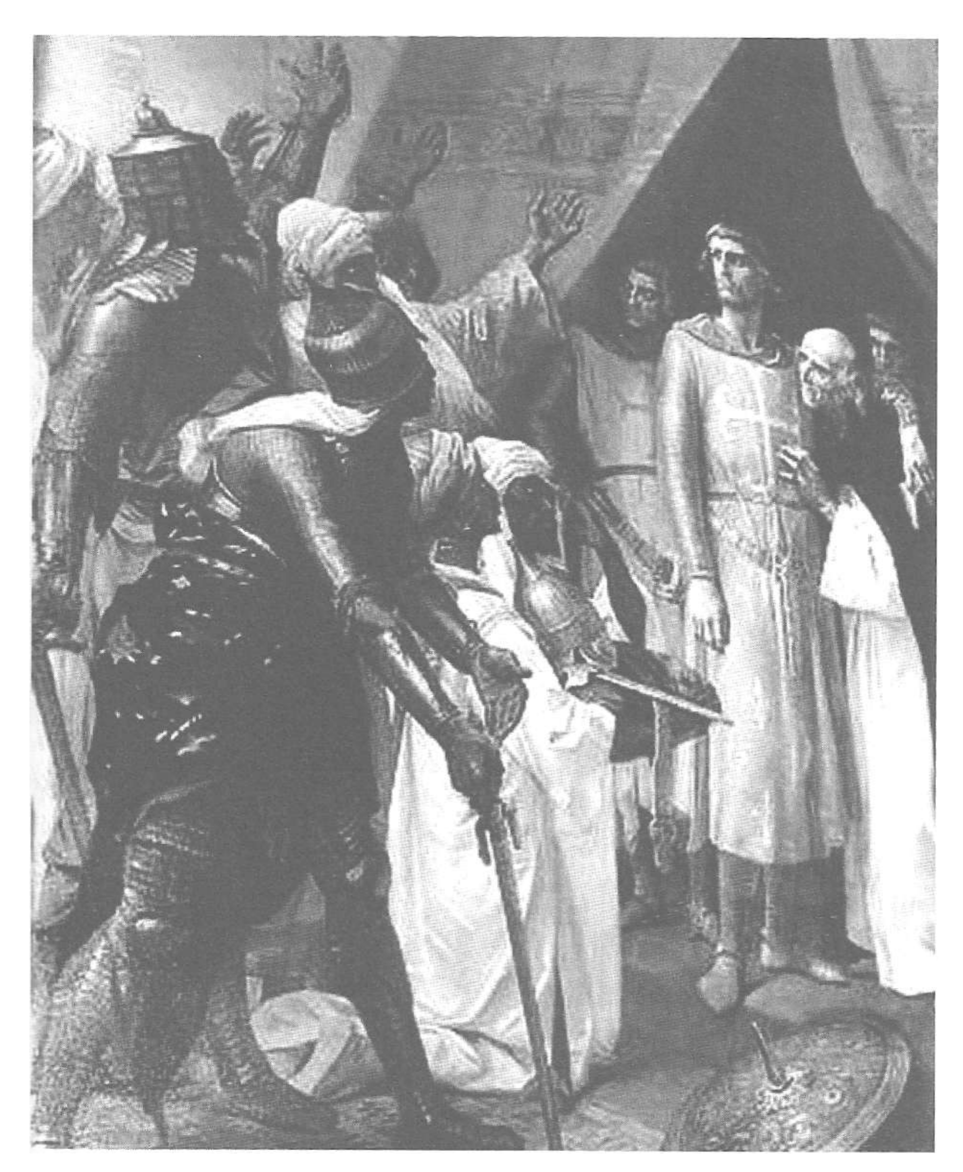


Armoiries de Hakon le Grand, roi de Norvège, Abou Abd-Allah entretenait des relations suivies avec les couronnes d'Europe.

chevaliers catalans. Il échange des ambassadeurs avec la Catalogne et avec Pise. Mieux encore, il charge une délégation d'assister, en mars 1258, à Valladolid, au mariage de Christine de Norvège avec le frère du roi de Castille Alphonse X ; et, Hakon le Grand, roi de Norvège, lui dépêche une ambassade en 1263. Si l'on se souvient que les Musulmans avaient perdu Cordoue en 1236, Séville en 1248 et Murcie en 1265, c'est, tout simplement, ce qu'on appelle aujourd'hui de la *real-politik* de la part du Hafside. Mais comment peut-on croire, même au Moyen Âge, à une envie ou une prédisposition à se convertir de la part d'un souverain qui s'est proclamé Khalife, *Emir Al-Mouminine* chef religieux de tous les Musulmans ?

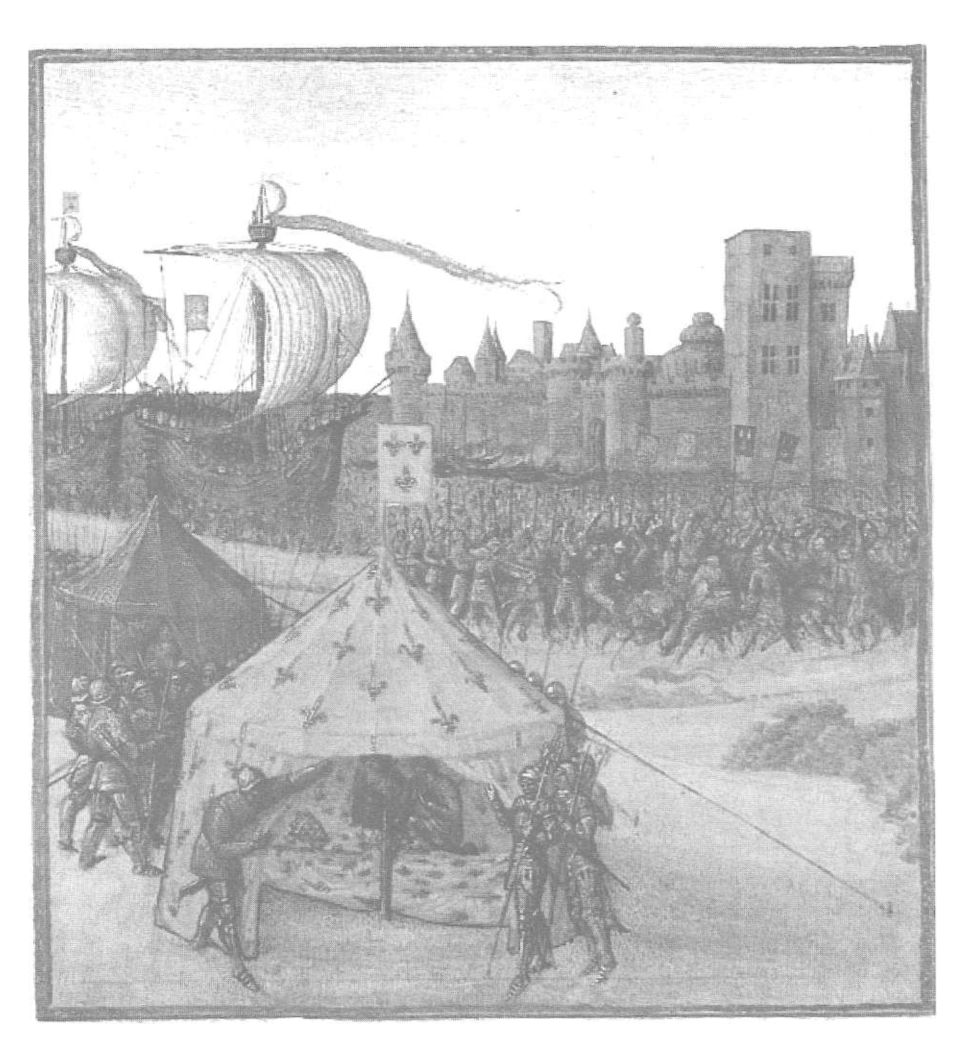
La « croisade » est, d'ailleurs, bien curieuse. Elle dure du 18 juillet, jour du débarquement à Carthage, jusqu'au 18 novembre 1270, date finale de l'évacuation des Européens, soit au total quatre mois passés plus à soigner les malades et enterrer les morts qu'à se battre. Au début, Charles d'Anjou qui semble avoir été pris de court, adresse à son frère Louis IX une lettre, le 24 juillet, lui demandant d'attendre son arrivée avant d'attaquer, puis une autre lettre, le 29 juillet, pour expliquer son retard. Il débarque finalement le 25 août, pour trouver son frère, le roi de France, mort le jour même et le choléra ayant déjà tué un des fils du roi, le comte de Nevers, le représentant du Pape, le cardinal D'Albano, et décimé une partie de l'armée croisée. Que va-t-il faire ?

Depuis leur arrivée, les croisés ont creusé un fossé autour de leur campement, après avoir chassé les Musulmans de Carthage et de la Mâalga. De leur côté, les Musulmans ont mobilisé tous ceux qui ont répondu à l'appel au *jihad* lancé par le Khalife : les tribus berbères des Béni Toujène conduits par leur émir Abou Zayane Ibn Abd-el-Qaoui, les volontaires du Sahel et de Kairouan parmi lesquels les cheikhs Al-Qedidi et Abou Ammar (le Sidi Ammar de l'Ariana)



Saint Louis à Tunis. Peinture au Panthéon à Paris.

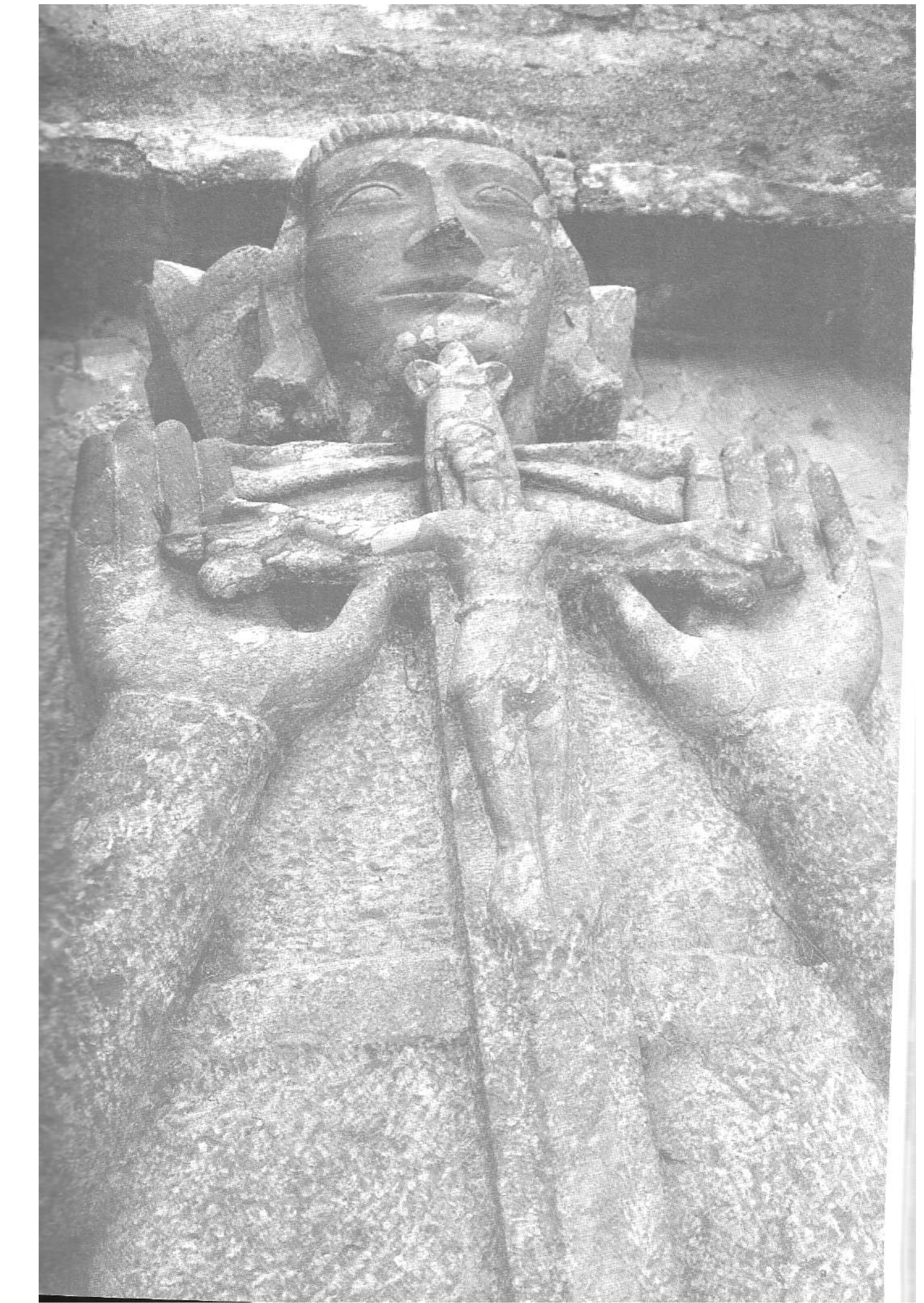
et l'armée du souverain. Leur camp a été installé à la Soukra, près de l'Ariana. Le commandant en chef est un cheikh hafside, Yahya Ibn Salah Al-Hintati, mais le Sultan lui-même est présent et sous sa tente son



La mort de Saint Louis à Carthage.

Page de droite : Gisant de Saint Louis dans les jardins du Musée de Carthage.

conseil rassemble tous les commandants *et* deux nobles castillans, Frédéric de Castille et Frédéric Lancia, adversaires de Charles d'Anjou. Tout se passe au début sous forme d'escarmouches pas trop coûteuses jusqu'à une tentative des Croisés à travers le lac de Tunis, le 4 septembre, qui ne réussit pas, et une contre-attaque musulmane, le 2 octobre qui tourne au désastre et aboutit à l'occupation et au pillage du camp



ceuz son pere le bon Roy phe
Dieudonne Cy finent les chapitres
du Roy pere saint loys.
Cy commancent les chapitres du Roy
saint loys. Le premier comment le
Roy saint loys fut couronne a Roy



Nous devons avoir en me
moire les faiz et les vail
lances des puissans et
des haulx hommes Et nous devons

hafside. Les deux protagonistes sont mûrs pour une négociation qui aboutit à la conclusion d'un traité, le 30 octobre, ratifié par le souverain musulman le 5 novembre. Le traité est établi pour quinze ans entre le souverain hafside nommé dans le texte *Al-Khalifa Al-Imam Al-Mouayed Al-Mansour Amir Al-Mouminine Abou Abd-Allah Mouhammad* et, dans l'ordre le Grand Roi Philippe *par la grâce de Dieu roi de France,* le Grand Roi Charles *par la grâce de Dieu roi de Sicile,* le Grand Roi Thibault *par la grâce de Dieu roi de Navarre.* Le texte garantit la paix entre les signataires, l'échange de prisonniers, la sécurité de leurs sujets dans les territoires sous l'autorité des contractants et le paiement par le souverain musulman de deux cent mille pièces d'or, une partie immédiatement et l'autre à terme, garantie par les sujets européens résidant sur le territoire hafside. Le roi de Sicile gagne en plus ce qui lui était dû pour les deux années précédentes, objet d'un litige qui traînait. L'évacuation a lieu du 10 au 18 novembre 1270.

Ni le déroulement ni l'issue de cette algarade ne peut satisfaire tout à fait les deux adversaires. Il est évident qu'ils ont cherché une issue à une impasse. Il n'y a pas eu de guerre au cours de cette VIII[e] croisade mais l'occupation momentanée d'une tête de pont où les « Croisés » se sont trouvés assiégés. La réaction musulmane fut enthousiaste dans la mobilisation mais sans efficacité sur le terrain. Tout s'est passé comme si aucun des adversaires n'avait envie de faire davantage. Les tribus accourues désiraient retourner à leurs foyers au seuil de l'automne. Charles d'Anjou s'en tire avec son dû en argent. Abou Abd-Allah sauve son pays d'une présence permanente en payant. De nombreux dignitaires musulmans se sont désolidarisés de la négociation confiée au général Abd-el-Qaoui et non au commandant en chef Al-Hintati. Le traité est signé par les cheikhs Sadafi, Ibn Zeitoun et Tamimi, comme témoins. Le prince anglais Edward, fils

Embarquement du cercueil de Saint Louis à Tunis. Grandes chroniques de France, *vers 1470.*

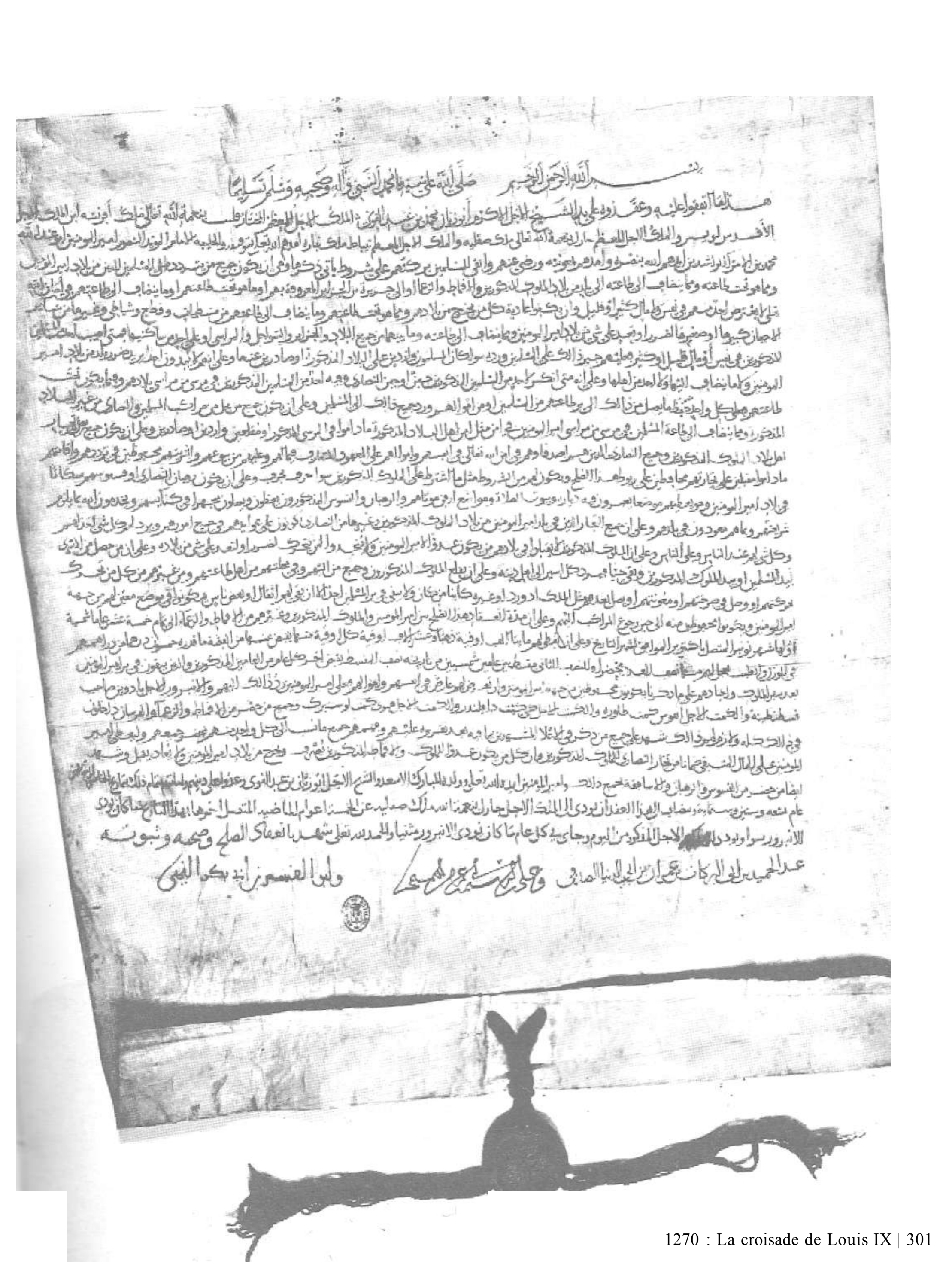
Page suivante : Accord de paix entre Philippe III le Hardi et le roi de Tunis. Grandes chroniques de France (jusqu'en 1350). Bibliothèque municipale de Lyon. Ms 880.



« Traité de faix et de commerce conclu après la mort de Saint Louis entre Al-Moustancir Billah, et Philippe III de France, Charles de Sicile et Thibault de Navarre, le 21 novembre 1270. » Musée des Archives nationales, Paris.

d'Henri III, arrivé trop tard, est couvert par les clauses du traité comme s'il avait participé depuis le début et il s'en est allé chercher, en vain, la gloire en Orient. Philippe III le Hardi, débarqué en tant que comte de Toulouse, quitte Carthage en tant que roi de France, après avoir survécu au choléra qui l'avait cloué au lit au moment de l'arrivée de son oncle Charles.

Abou Abd-Allah Mouhammad *Al-Moustancir* (ou Al-Mansour selon le traité) continue à régner jusqu'en 1277.


بسم الله الرحمن الرحيم صلى الله على سيدنا محمد النبي وآله وصحبه وسلم تسليما

1277

UN SIECLE DE TROUBLES

Un siècle, c'est long à l'échelle humaine, c'est trois ou quatre générations. Des hommes et des femmes naissent, vivent et meurent en n'ayant connu que des périodes troubles où l'essentiel de leur activité est d'assurer leur subsistance et leur sécurité. Abou Abd-Allah Mouhammad meurt en 1277 après avoir régné vingt-huit ans. Son successeur désigné est son fils Al-Wathiq, mais son frère, Abou Ishaq Ibrahim, retourne de son refuge de Grenade, débarque à Bougie, réclame la succession et marche sur Tunis avec l'aide des Arabes toujours prêts à soutenir une contestation du pouvoir central. Al-Wathiq abdique en faveur de son oncle qui s'empresse de le tuer avec ses trois fils. S'ouvre alors une ère de confusion qui va connaître plusieurs épisodes. Ibrahim est délogé, à son tour, par un prétendant, Ibn Abi Omara, qui le tue. C'est un frère d'Al-Moustancir, Abou Hafs Omar qui, soutenu par les Arabes de la tribu des Kaâb, triomphe d'Abou Omara

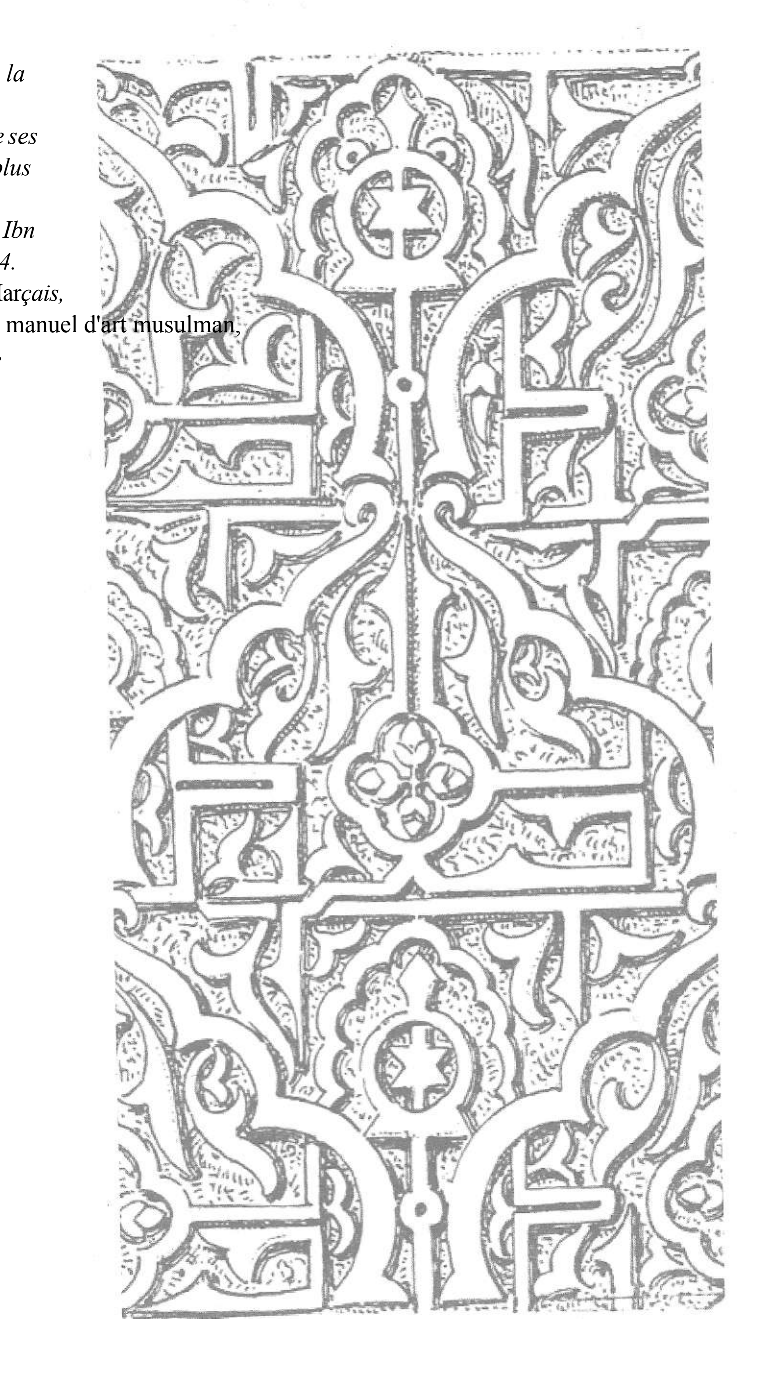


Borj Ghazi Mustapha à jerba, dit aussi Borj d'Abou Farès (el-Hafsi). Bâti à l'emplacement de la forteresse élevée par Roger de Lauria qui s'était emparé de Jerba en 1289.

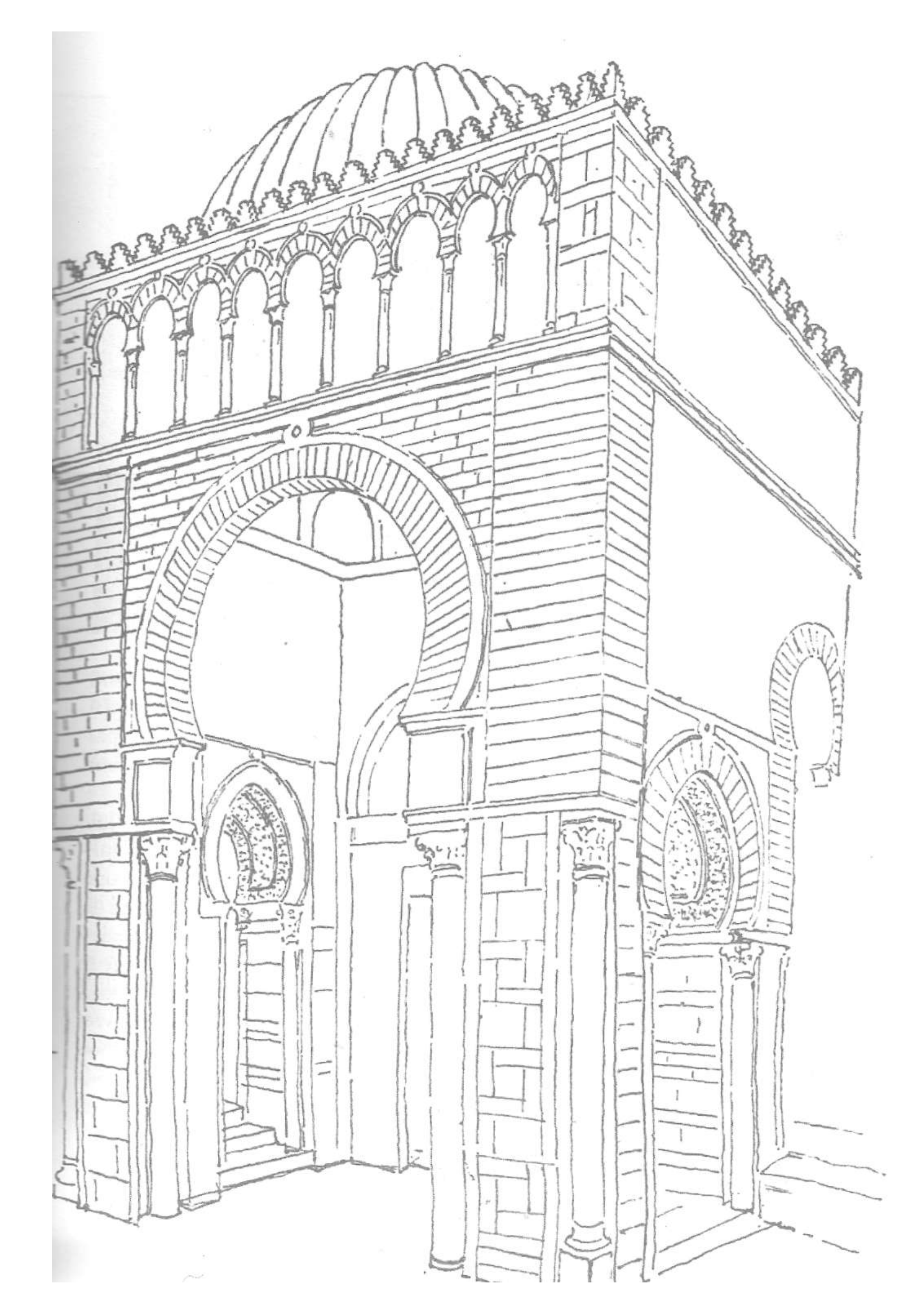
et le décapite. Le roi d'Aragon qui a délogé Charles d'Anjou de Sicile et soutenu Ibrahim profite des circonstances pour occuper Collo et Jerba. Bougie, Biskra, Gabès rejettent l'autorité de Tunis. En 1295 c'est Abou Acida, fils d'Al-Wathiq qui est investi, mais les querelles entre frères et cousins se succèdent jusqu'en 1347. Abou Acida est contesté par Abou Al-Baqa Khaled fils d'Abou Ishaq Ibrahim qui introduit dans la course au pouvoir leur oncle Al-Lihyani ; puis c'est Abou Dharba fils d'Al-Lihyani qui tente sa chance ; et, ce sont les tribus des Dhawawda, des Kaâb, des Awled Sibâa qui tirent les ficelles, installant et détrônant l'un ou l'autre. Un arrière-petit-fils du grand Abou Zakarya, Abou Bakr, réussit à gagner près de vingt ans de répit en accédant au trône en 1318. Il introduit dans le système successoral un élément qui va bientôt peser sur la suite des événements en donnant une de ses filles au sultan mérinide de Fès ; et, grâce à l'aide de son gendre, il arrive à débarrasser son territoire des Aragonais occupant les côtes. Les Habitants de Jerba en profitent pour se révolter et chasser à leur tour les Aragonais. A la mort d'Abou Bakr en 1347, le trône devait revenir à son fils Abou Hafs Omar, mais il en est écarté et l'occasion est bonne pour le Mérinide d'intervenir pour défendre la légitimité de son beau-frère. Abou-l-Hassen Al-Mérini marche sur Tunis, s'y installe et se retrouve quelque temps après assiégé à Kairouan où il était allé combattre une révolte arabe. Encore une fois ce sont les tribus, cette fois-ci les Bellil, une branche des Kaâb des



Statue de Roger de Lauria.



*B*ab Lalla *Rihana à la Grande Mosquée de Kair*ou*an et décor de ses doucelles, l'une des plus belles réalisations d'Abou Hafs Omar Ibn ihd al- Wa*h*id, 1294. (d'après Georges* Març*ais,* manuel d'art musulman, *t. II. Paris,.Auguste P*i*card 1927).'*



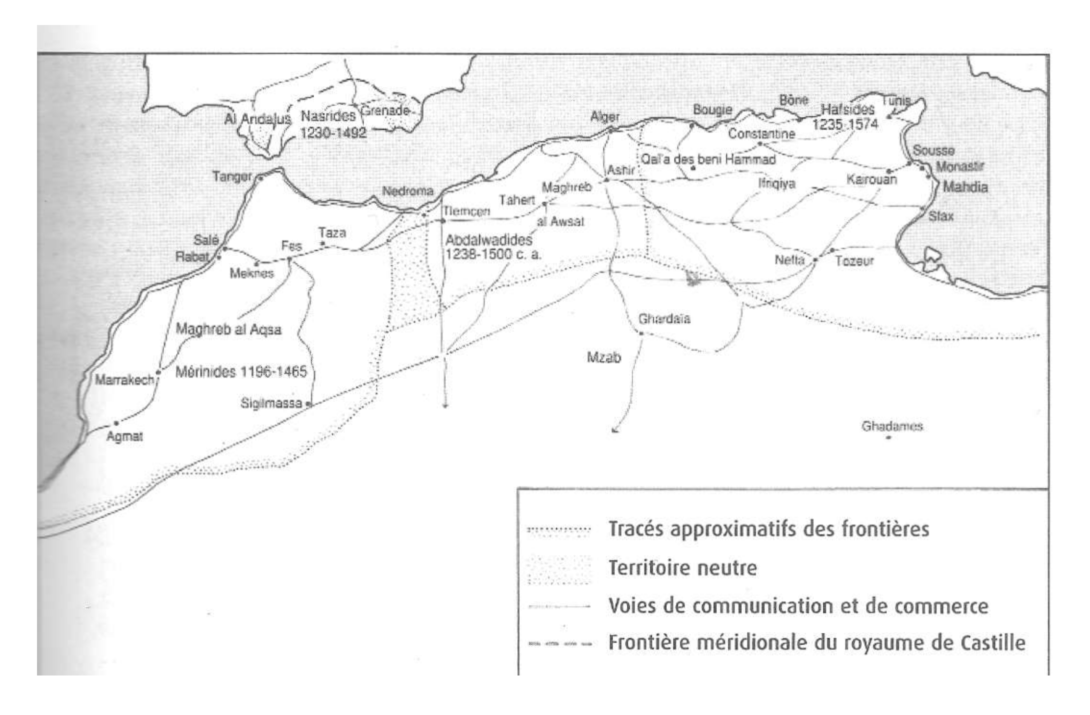
Mesure d'aumône en cuivre au nom du Sultan mérinide Abou-l-Hassen Musée des Antiquités et des Arts islamiques Alger.



Dinar un nom d'Abou Yahya Abou Bakr; 1318-1346.

Béni Soleim, qui vont être les maîtres de la situation. Ils garantissent la vie sauve au Sultan à condition qu'il accepte d'être ramené à Tunis sous escorte et de ne pas en sortir. C'est alors Tunis qui n'en veut plus et l'errant prend l'année suivante le chemin du retour, par mer, au Maroc, les routes terrestres n'étant plus sûres pour lui.

Cet épisode est très important dans l'histoire culturelle tunisienne. Le Sultan mérinide avait une solide réputation de protecteur des hommes de lettres et des savants et il avait réussi à soulever un tel enthousiasme que de nombreux représentants de *l'intelligentsia* de Kairouan et de Tunis ont décidé de le suivre. Malheureusement pour lui, son fils Abou Inan a pris le pouvoir à Fès et interdit à tous ses représentants d'aider son père ; et, certains des Ifriqiyens qui l'ont suivi sont morts au cours d'un naufrage. Néanmoins, l'épisode laissera une



Le Maghreb au XIV' siècle, (d'après Maghreb médiéval, *collectif, A ix-en-Provence, Edisud, 1991).*

profonde impression dont se souviendra le jeune Ibn Khaldoun plus tard.

Abou-l-Hassen était venu à Tunis comme défenseur de la succession légitime, mais également à la suite des manœuvres d'un personnage qui va jouer un rôle important : le chancelier hafside (*hajib*) Abou Abd-Allah Mouhammad Ibn Tafragin, un *cheikh* almohade. Il fait penser à Mazarin ou à ces conseillers de la cour de Florence toujours en train de « monter » des combinaisons diplomatiques par des mariages, des subsides et des alliances éphémères. Il avait déjà été l'artisan de l'alliance entre Hafsides et Mérinides. Il va écarter du pouvoir le fds laissé par Abou-l-Hassen qui n'est hafside que par sa mère et le remplacer par son demi-frère Abou Ishaq II, hafside de père et de mère. Il y trouve son avantage car le nouveau souverain le laisse exercer tout le pouvoir. Mais plusieurs régions se rebellent et refusent d'obéir à Ibn Tafragin : Gabès, Jerba, Tripoli,

Lettre d'Abou Acida Mouhammad (1295-1309) à Jacques II d'Aragon. Archives de la Couronne d'Aragon à Barcelone, (d'après le catalogue de l'exposition Ibn Jaldûn. ElMediterrâneo en el sigloXIV. Augey declive de los Imperios, Fundaciôn El Legado Andalusi, Séville, 2006).

Sfax, tout le Sahel. Les maîtres hafsides de Constantine et de Bougie se dressent contre Tunis. Alors le souverain mérinide Abou Inan entreprend, comme naguère son père, une marche vers l'Est, prend Tlemcen, puis Constantine, puis Tunis. Abou Ishaq et Ibn Tafragin s'enfuient. Abou Inan commet la même faute qu'Abou-l-Hassen : il enlève aux tribus arabes leurs privilèges. Une révolte est déclenchée par les Arabes. Abou Inan meurt en 1358 et la tutelle mérinide disparaît. Abou Ishaq revient avec Ibn Tafragin qui a encore six ans de gouvernement devant lui. Il ne disparaît qu'en 1364 après avoir contrôlé la politique hafside durant vingt ans. Quel personnage et quel destin qui méritent une étude approfondie !

A la mort d'Abou Ishaq, son neveu Abou-l-Abbas prend le pouvoir à Bougie en 1370 et proclame la réunion des deux provinces. La tribu des Kaâb l'invite à s'installer à Tunis où il redresse la situation dans l'Ifriqiya. Il reprend le contrôle du sud tunisien, soumet les tribus, pacifie le Zab, résiste aux attaques maritimes des Italiens contre Jerba et des Français contre Mahdia, renoue avec Pise et Gênes et pratique une politique de conciliation avec le Maroc à l'Ouest et l'Egypte à l'Est. A sa mort en 1394 il laisse un bel héritage à son fils, un autre grand sultan hafside : Abou Farès.

Ce quatorzième siècle a connu bien des remous et des changements brutaux de fortune. L'Etat hafside du bâtisseur Abou Zakarya et de son fils Al-Moustancir était devenu la proie des ambitions croisées des frères et des cousins qui n'avaient pas hésité à pactiser tantôt avec les tribus arabes, tantôt avec les dynastes marocains. Deux fois, les Mérinides s'installent à Tunis, il est vrai chez leurs parents par alliance. Les Aragonais, les Siciliens, les Français, en profitent pour occuper Mahdia, le Sahel, Jerba et du côté ouest Collo et tenter leur chance à Bougie ou Annaba. Pendant ce temps, le rayonnement dont avaient bénéficié les deux premiers

بسم الله الرحمن الرحيم صلى الله على سيدنا محمد وآله وصحبه وسلم تسليما

الحمد لله والشكر لله

من عبد الله محمد أمير المؤمنين ابن أمير المؤمنين ابن أمير المؤمنين ابن أمير المؤمنين أيده الله بنصره وأمده بمعونته إلى
الملك الأجل الأثير العظيم الشهير الرفيع ملك أرغون وبلنسية ومرسية ونبلط
وجلونة جاقمو ابن الملك الأجل الأثير العظيم بطره وفقه الله فضله في أجمل شأن
أما بعد فكتابنا هذا إليكم من حضرتنا بتونس حرسها الله ونعم الله سبحانه فيها
متصلة الإمداد غير منحصرة على التعداد وشكرنا عليها شكرا لم نبق منه
غاية الا بلغناها ما لا نهاية له إلا أن يسلها علينا وقبلنا ونرتعها والذي
فإن الذي نعلمه من عهدكم ووفائكم ونتحققه من ودكم وصفائكم
هو معلوم لديكم مما نعرفه أبدا لرسلكم وفي كتبنا إليكم عندنا
من ذلك ما فيه وصلكم وتقديره لديكم وكان وصل إلينا من قبلكم
بناحيه سرتان بمكتب ومعه جاقمو بروز وقد وصل معهما الكتاب منكم
بسبب سؤال الصلح من رسولك صاحب صقلية وكل ما لشرحه من يهان وشفعه
الكتاب شيء بأن يصطلحوا فيه بطول والأعمال فوق هذه وأمضى
عمله الصلح على صقلية لمدة عشرة أعوام وحضر لعمل
العقد من المسلمين والنصارى من عرفت أعيانهم ثبت فيه
أسماؤهم وتحصل من ذلك ما حصل من جميل الدولة
في حسن التصرف والمعاملة ما أوجب أن أنزلناه
منزلة حسنة ومن فيه على ما هو ضمنه

[illegible]



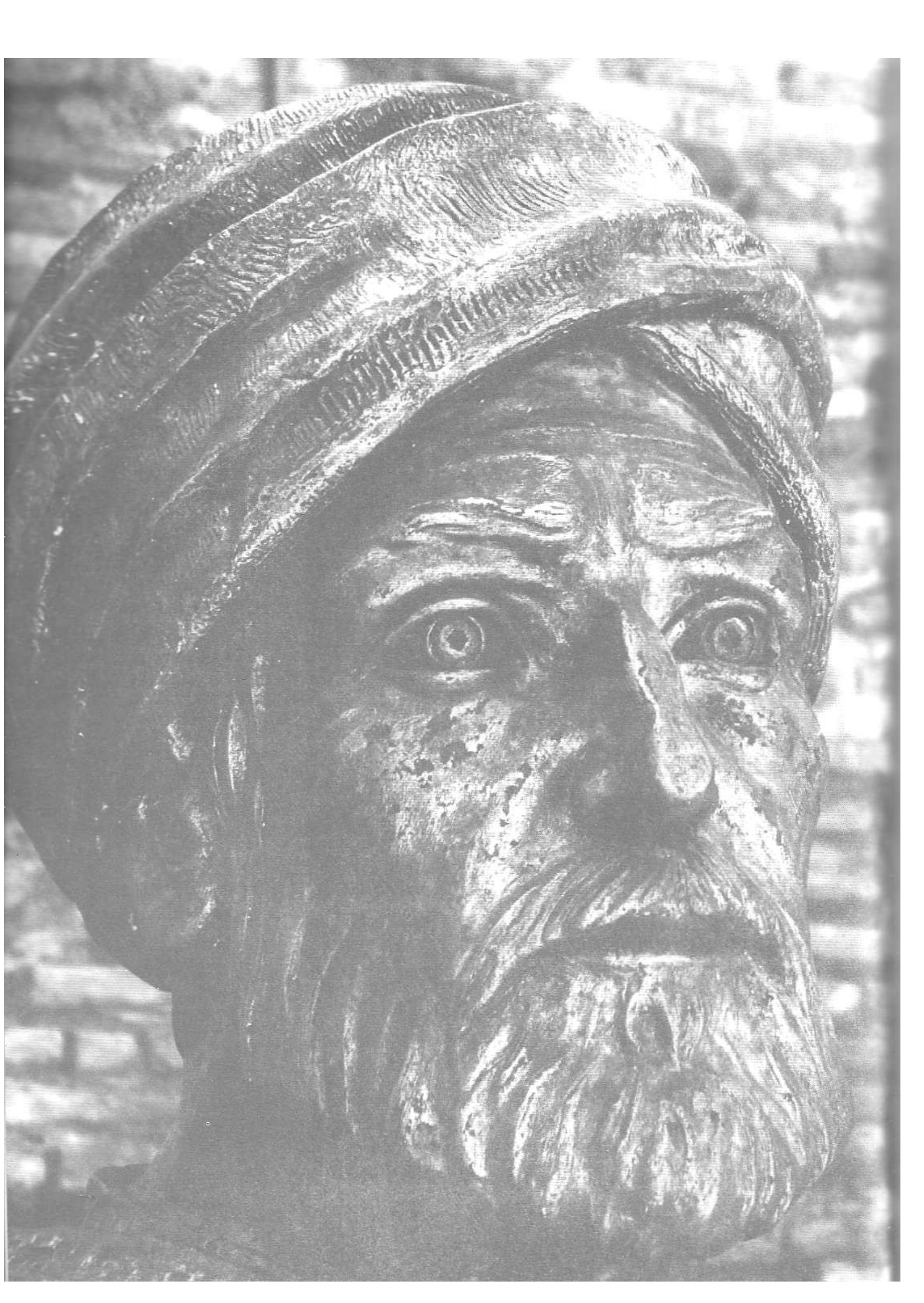
Mausolée d'Ibn Arafa au Djellaz à Tunis.

sultans s'est dissipé, *la Reconquista* a conquis du terrain en Espagne où ne reste plus entre les mains de l'autorité musulmane que Grenade et les Musulmans de Sicile n'ont plus de protecteur. Le bilan est lourd. Encore que s'il en était sorti un Etat bien défini dans ses frontières et ses structures, cela aurait pu donner satisfaction ; hélas ! ce sera encore le combat des successeurs. Abou-l-Abbas a bien redressé la situation. Mais ce sera la grande œuvre de son fils Abou Farès.

Cependant, le jugement à porter sur ce siècle doit être nuancé sur le plan culturel. Il a connu, jusqu'en 1311, le grand lexicographe Ibn Mandhour, natif de Gafsa et auteur du plus célèbre dictionnaire de langue arabe *Lisane Al-Arab.* La maîtrise des disciplines religieuses est passée progressivement de Kairouan à Tunis, la mosquée Az-Zeitouna (la Zitouna) prenant la place de la mosquée d'Oqba Ibn Nafaâ. Cependant, Kairouan a continué à être un grand foyer de culture musulmane, illustrée notamment par l'imam Abou-l-Hassen Al-Gabsi. A Tunis, c'est le nom de l'Imam Mouhammadd Ibn Arafa (1315/1399) qui se détache.

Statue d'Ibn Khaldoun (1332-1406) à Tunis. Œuvre de Zoubeïr Turki.

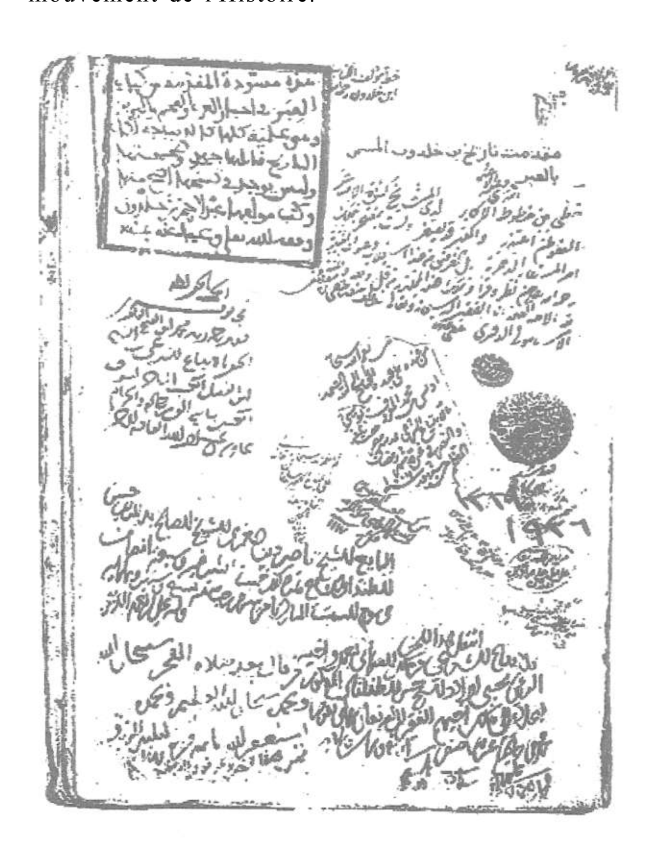




Aussi bien l'enseignement de ses maîtres (Mouhammad Ibn Abdessalam et Mouhammad Ibn Salama) que ses œuvres et celles de ses disciples (Mouhammad Ibn Khilfa Al-Obbi, Abou-l-Qacem Al-Borzoli) sont, à côté des œuvres d'Al-Gabsi, à la base des études sunnites malékites dans tout le Maghreb jusqu'en Mauritanie.

Ce siècle est aussi celui d'Abderrahmane Ibn Khaldoun (né en 1332 et mort en 1406) qui a su tirer les leçons de ce remue-ménage au milieu duquel il a vécu et surtout voyagé. Les événements de son temps jettent une lumière crue sur ses écrits. On comprend mieux les jugements qu'il porte sur ses contemporains, sur diverses catégories de populations et surtout sur le mouvement de l'Histoire.

Page de gauche : En raison de ses pérégrinations et divers déménagements, outre la Tunisie, où il est né et a grandi, l'Espagne, le Maroc, l'Egypte, de nombreux pays revendiquent la paternité d'Ibn Khaldoun. Buste d'Ibn Khaldoun à Bejaïa en Algérie.



Première page du manuscrit conservé à Istanbul des Prolégomènes (Al-Mouqaddima), *1491. Le carré, en haut à gauche, est réputé être de la main même d'Ibn Khaldoun.*

Double page suivante : Manuscrit d'une belle lisibilité du Kitab al 'Ibar *d'Ibn Khaldoun, conservé à la Bibliothèque de l'Université de Yale, 1728.*

بسم الله الرحمن الرحيم

صلى الله على سيدنا محمد واله وصحبه قال سيدنا ومولانا العبد الفقير الى الله تعالى ولي الدين
قاضي المسلمين ابو زيد عبد الرحمن بن خلدون الحضرمي المالكي ادام الله ايامه ۰ واعز احكامه ۰ وسدد
نقضه وابرامه ۰ وختم بالصالحات اعماله بفضله وكرمه ۰ انه ولي ذلك والقادر عليه وهو على كل شيء
قدير الحمد لله الذي له العزة والجبروت ۰ وبيده الملك والملكوت ۰ وله الاسماء الحسنى والنعوت ۰
العالم فلا يعزب عنه ما تظهره النجوى او يخفيه السكوت القادر فلا يعجزه شيء في السموات والارض
ولا يفوت ۰ انشانا من الارض نسما ۰ واستعمرنا فيها اجيالا وامما ۰ ويسر لنا منها ارزاقا وقسما ۰
تكنفنا الارحام والبيوت ۰ ويكفلنا الرزق والقوت ۰ وتبلينا الايام والوقوت ۰ وتتعاورنا الاجال
التي خط علينا كتابها الموقوت ۰ وله البقاء والثبوت ۰ وهو الحي الذي لا يموت ۰ والصلوة و
السلام على سيدنا محمد النبي العربي المكتوب في التورية والانجيل المنعوت ۰ الذي تمخض لفصاله
الكون قبل ان تتعاقب الاحاد والسبوت ۰ ويتباين زحل والبهموت ۰ وشهد بصدقه الحمام و
العنكبوت ۰ وعلى اله واصحابه الذين لهم في محبته واتباعه الاثر البعيد والصيت ۰ والشمل
الجميع في مظاهرته ولعدوهم الشمل الشتيت ۰ صلى الله عليه وعليهم ما اتصل للاسلام جده المبخوت
وانقطع بالكفر حبله المبتوت ۰ وسلم كثيرا اما بعد فان فن التاريخ من الفنون التي تتداوله الامم
والاجيال ۰ وتشد اليه الركائب والرحال ۰ وتسمو الى معرفته السوقة والاغفال ۰ وتتنافس فيه
الملوك والاقيال ۰ وتتساوى في فهمه العلماء والجهال ۰ اذ هو في ظاهره لا يزيد على اخبار عن الايام
والدول ۰ والسوابق من القرون الاول ۰ تنمق لها الاقوال وتضرب فيها الامثال ۰ وتطرف بها
الاندية اذا غصها الاحتفال ۰ وتؤدي لنا شان الخليقة كيف تقلبت بها الاحوال ۰ واتسع للدول
النطاق فيها والمجال ۰ وعمروا الارض حتى نادى بهم الارتحال ۰ وحان منهم الزوال ۰ وفي باطنه
نظر وتحقيق ۰ وتعليل للكائنات ومبادئها دقيق ۰ وعلم بكيفيات الوقائع واسبابها عميق ۰ فهو
لذلك اصيل في الحكمة عريق ۰ وجدير بان يعد في علومها وخليق ۰ وان فحول المورخين في الاسلام
قد استوعبوا اخبار الايام وجمعوها ۰ وسطروها في صفحات الدفاتر واودعوها ۰ وخلطها
المتطفلون بدسائس من الباطل وهموا فيها وابتدعوها ۰ وزخارف من الروايات المضعفة لفقوها
ووضعوها ۰ واقتفى تلك الاثار الكثير ممن بعدهم واتبعوها ۰ وادوها الينا كما سمعوها ۰ ولم يلاحظوا
اسباب الوقائع والاحوال ولم يراعوها ۰ ولا رفضوا ترهات الاحاديث ولا دفعوها ۰ فالتحقيق قليل

وطرف التنقيح في الغالب كليل ، والغلط والوهم نسيب للاخبار وخليل ، والتقليد عريق ٥
في الادميين وسليل ، والتطفل على الفنون عريض طويل ، ومرعى الجهل بين الانام وبيل ، والحق
لا يقاوم سلطانه ، والباطل يقذف بشهاب النظر شيطانه ، والناقل انما هو يملي وينقل ٥
والبصيرة تنقد الصحيح اذا تمقل ، والعلم يجلو لها صفحات الصواب ويصقل هذا وقد دون الناس
في الاخبار واكثروا ، وجمعوا تواريخ الامم والدول في العالم وسطروا ، والذين ذهبوا بفضل
الشهرة والامانة المعتبرة ، واستفرغوا دواوين من قبلهم في صحفهم المتاخرة فهم قليلون
لا يكادون يجاوزون عدد الانامل ، ولا حركات العوامل ، مثل ابن اسحق والطبري وابن الكلبي
ومحمد بن عمر الواقدي وسيف بن عمر الاسدي والمسعودي وغيرهم من المشاهير والمتميزين
عن الجماهير وان كان في كتب الواقدي والمسعودي من المطعن والمغمز ما هو معروف عند الاثبات
ومشهور بين الحفظة الثقات الا ان الكافة اختصتهم بقبول اخبارهم ، واقتفاء سننهم
في التصنيف واتباع اثارهم والناقد البصير قسطاس نفسه في تزييفهم فيما ينقلون او
اعتبارهم فللعمران طبايع في احواله ترجع اليها الاخبار ، وتحمل عليها الروايات والاثار ، ثم
ان اكثر التواريخ لهؤلاء عامة المناهج والمسالك ، لعموم الدولتين صدر الاسلام في الافاق
والممالك ، وتناولها البعيد من الغايات في الماخذ والمتارك ، ومن هؤلاء من استوعب ما قبل
الملة من الدول والامم والامر العمم كالمسعودي ومن نحا منحاه ، وجاء من بعدهم من عدل
عن الاطلاق الى التقييد ، ووقف في العموم والاحاطة عن الشأو البعيد ، فقيد شوارد عصره
واستوعب اخبار افقه وقطره ، واقتصر على احاديث دولته ومصره ، كما فعل ابن حيان مورخ الاندلس
والدولة الاموية بها وابن الرفيق مورخ افريقية والدولة التي كانت بالقيروان ثم لم يات من بعد
هولاء الا مقلد ، وبليد الطبع والعقل او متبلد ، ينسج على ذلك المنوال ، ويحتذي منه بالمثال
ويذهل عما احالته الايام من الاحوال ، واستبدلت به من عوائد الامم والاجيال فيجلبون
الاخبار عن الدول ، وحكايات الوقايع في العصور الاول ، صورا قد تجردت من موادها ، وصفاحا
انتضيت من اغمادها ، ومعارف تستنكر للجهل طارفها وتلادها ، انما هي حوادث لم تعلم
اصولها ، وانواع لم تعتبر اجناسها ولا تحققت فصولها ، يكررون في موضوعاتها الاخبار
المتداولة باعيانها اتباعا لمن عني من المتقدمين بشانها ، ويغفلون امر الاجيال الناشية
في ديوانها بما اعوز عليهم من ترجمانها ، فتستعجم صحفهم عن بيانها ، ثم اذا تعرضوا لذكر الدولة
نسقوا اخبارها نسقا ، محافظين على نقلها وهما او صدقا ، لا يتعرضون لبدايتها ، ولا يذكرون
السبب الذي رفع من رايتها ، واظهر من ايتها ، ولا علة الوقوف عند غايتها ، فيبقى الناظر متطلعا

1394

LA RENAISSANCE HAFSIDE : ABOU FARÈS

La consolidation de l'autorité hafside avait déjà commencé avec Abou-l-Abbas comme il a été dit plus haut ; mais c'est avec Abou Farès que la dynastie va connaître une véritable renaissance. Le nouveau sultan qui a pris le titre d'Al-Moutawakkil Ala-Allah et nommé plus familièrement Azzouz, diminutif de Abd-Al-Aziz, a un atout de naissance : sa mère est une arabe de la tribu des *Mhamid,* un rameau des *Dabbab* des Béni Soleim. Il peut donc espérer bénéficier d'un soutien efficace de ce côté. Certains de ses frères, présents dans la capitale à la mort de leur père, pèsent pour son choix au détriment d'un de leurs oncles. Enfin, il était déjà connu pour sa fermeté et sa bravoure notamment dans le combat contre les Chrétiens pour la défense et la récupération de Mahdia. Son règne est long : quarante ans avec beaucoup de difficultés à surmonter, d'abord contre certains de ses frères qui sont nombreux et dont il triomphe ainsi que des cousins et des hommes de son propre gouvernement ; ensuite il réduit les petits Etats créés à Tripoli, Gafsa dont il soumet les Awled Bellil, Tozeur, Gabès en soumettant les Ben Al-Makki et Biskra. Il conduit lui-même des expéditions jusqu'au Fezzan, à l'Est, et jusqu'aux confins marocains à l'Ouest et inaugure le quinzième siècle en ramenant Tlemcen dans le giron hafside. Il occupe Alger en 1410 au prix de lourds efforts.

Page manuscrite d'Al-Adilla al-bayyina an-nouraniyya 'ala mafakhir ad-dœwla al-Hafsiyya d'Abou- Abd Allah Mouhammad Ach-Chamma'. Une histoire panégyrique de l'Etat hafside.

الحلية الماضية الحجا هدية المتوكلية ادام الله

نصرها وتشييد على المنابر ذكرها وسميته

بالمآثر الدالة البينة النورانية على

مفاخر الدولة الحفصية ورغبت ممن يقف

على هذا التقييد من العلماء الاعلام ممن

يريد فيه من الخطا والنقص في ذلك بعين

الاغتباط ورضى عن كل عيب كليلة كما ان عين

السخط تبدي المساويا والله اسال ان يعصمنا

من الخطا والزلل ويهدينا ويرشدنا الى خير القول

والعمل وهو حسبنا ونعم الوكيل ولا حول ولا قوة

الا بالله العلي العظيم ذكر المقدمة وهي

تشتمل على خمسة ابواب الباب الاول في حد

المغرب واين يقع وما ورد في فضله وذكر اهل

التاريخ في كنهه ان حد المغرب من ضفة النيل

التي تلي بلاد المغرب الى مغرب الشمس وحده

Tunis, 5 octobre 1421. Traité de paix et de commerce entre le hafside Abou-Farès Abd-el-Aziz et la République de Florence et de Pise et le seigneur de Piombino, conclu par Barthélémy de Galéa, ambassadeur de Florence (ratifié en 1423 par Neri Fioveanti, ambassadeur florentin).

الحمد لله وحده   الحمد لله على كل حال

هذه نسخة عقد الصلح المبارك من غير مشهود ... نصه بعد سطر البسملة [illegible]

لما وقع على حضرة الخلافة السامية العلية السنية مدينة تونس المحروسة حضرة سيدنا ومولانا الخليفة الإمام الملك المعظم [illegible] الإسلام [illegible]

[illegible] المجاهد في سبيل رب العالمين أبو فارس عبد العزيز [illegible] وأعلى [illegible]

[illegible] المنصور [illegible] الموحد [illegible] المسلمين [illegible] أمير المؤمنين [illegible] الملوك والسلاطين المجاهد في سبيل [illegible]

[illegible]

الشرط الرابع [illegible]

[illegible]

الشرط التاسع [illegible]

[illegible]

الشرط الحادي عشر [illegible]

[illegible]

الشرط الثالث عشر [illegible]

[illegible]

الشرط السابع عشر [illegible]

[illegible]

الشرط العشرون [illegible]

[illegible]

الشرط الخامس والعشرون [illegible]

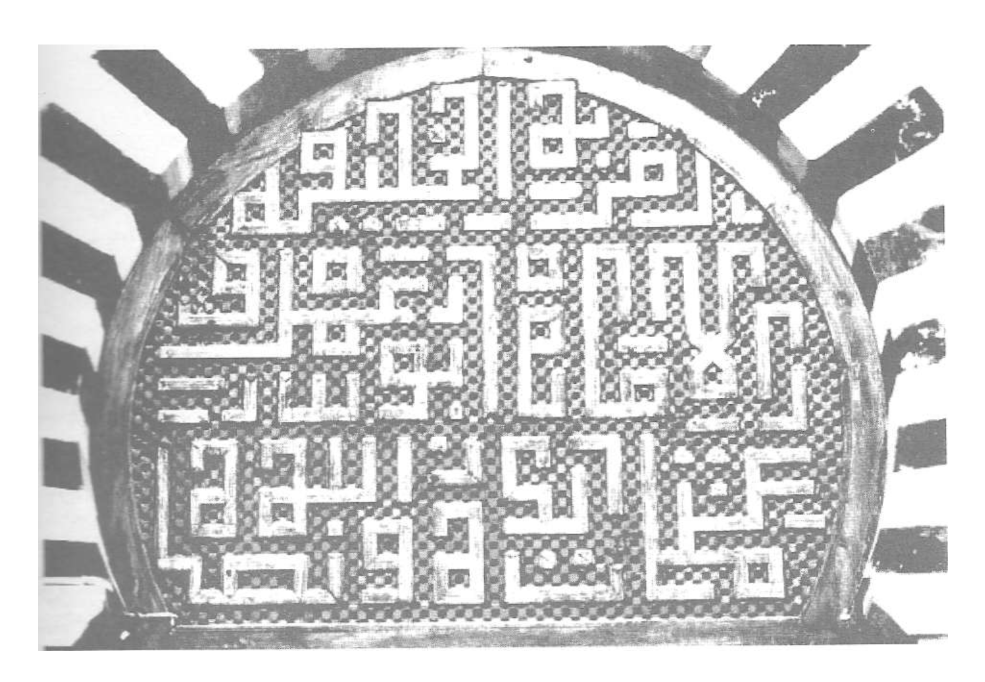
[illegible]

الشرط الثالث والعشرون [illegible]

[illegible]

الشرط الثامن والعشرون [illegible] الشرط السابع والعشرون [illegible]

[illegible]



Inscription** au-dessus de **Laporte de** la Maqsoura **d Abou Amr** Othman à **la Grande** Mosquée **Zitouna.

Abou Farès mène une politique étrangère couvrant tout le bassin occidental de la Méditerranée concluant des traités avec Venise, Gênes, Florence quand elle prend la relève de Pise. Ses relations avec le royaume d'Aragon sont empoisonnées par les difficultés avec le royaume de Sicile dirigé par un prince aragonais et qui tient à posséder Jerba et les îles Kerkennah. Alors que le royaume d'Aragon est tenté à plusieurs reprises d'établir des rapports paisibles avec Tunis, les démêlés avec la Sicile brouillent le paysage et provoquent des affrontements. Les relations commerciales avec les autres seigneuries connaissent des hauts et des bas selon les mouvements des corsaires musulmans et des prises d'otages par les Européens lors des raids sur les côtes de *Ylfriqiya* de Bougie jusqu'à Tripoli.

Abou Farès intervient dans les relations du royaume musulman des Nasrides de Grenade avec le royaume catholique de Castille, signe un traité avec les Espagnols en 1403, accueille un Nasride détrôné, l'aide à reprendre



Abou Amr Othman achève la Médersa mountaciriya (commencée en 1434par Abou Abdallah Mohamed Al-Moustancir), renouant avec la politique hafside d'édification de médersas qu'avait inaugurée Abou Zakarya au milieu du XIII' siècle, en fondant la Chamma'iya, première médersa dans l'histoire du Maghreb.

son trône en accord avec les Castillans et joue l'arbitre entre les deux partenaires en ces débuts du quinzième siècle. Abou Farès entretient des relations amicales avec l'Egypte qui accepte de protéger les pèlerins de *Ifriqiya* et il envoie des présents à La Mecque. A sa mort, en 1434, il laisse un royaume en paix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

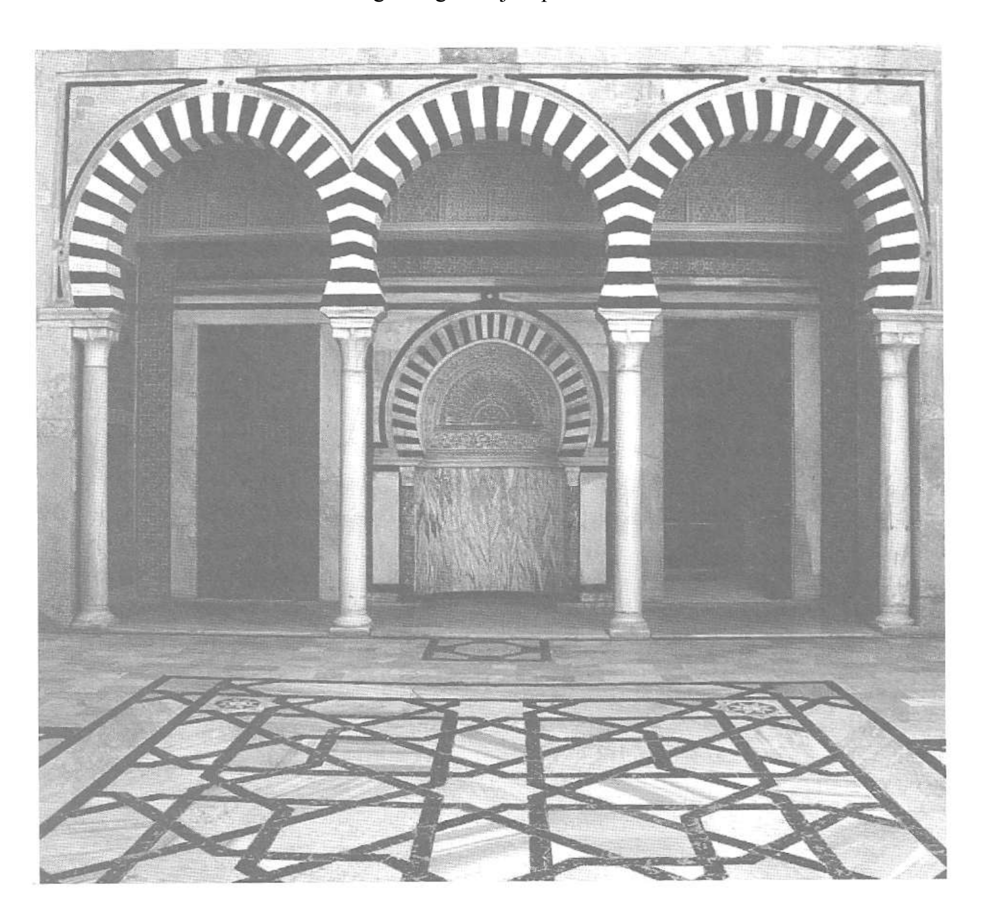
En 1435, après un intermède d'un an du successeur désigné Al-Montacir, mort prématurément, c'est son frère Abou Amr Othman qui prend les rênes du pouvoir à l'âge de dix-sept ans. Le nouveau sultan a déjà fait montre d'un savoir-faire dans la direction du gouvernorat de Constantine et, surtout, dans la manière dont il a aidé son frère à triompher de la révolte des Awled Bellil de Gafsa en dressant contre eux une autre tribu arabe les Awled Mohalhil. Son règne va être très long, cinquante-trois ans ! C'est un des cinq grands souverains hafsides. Il est témoin d'un changement de grande ampleur entre les Musulmans et l'Europe

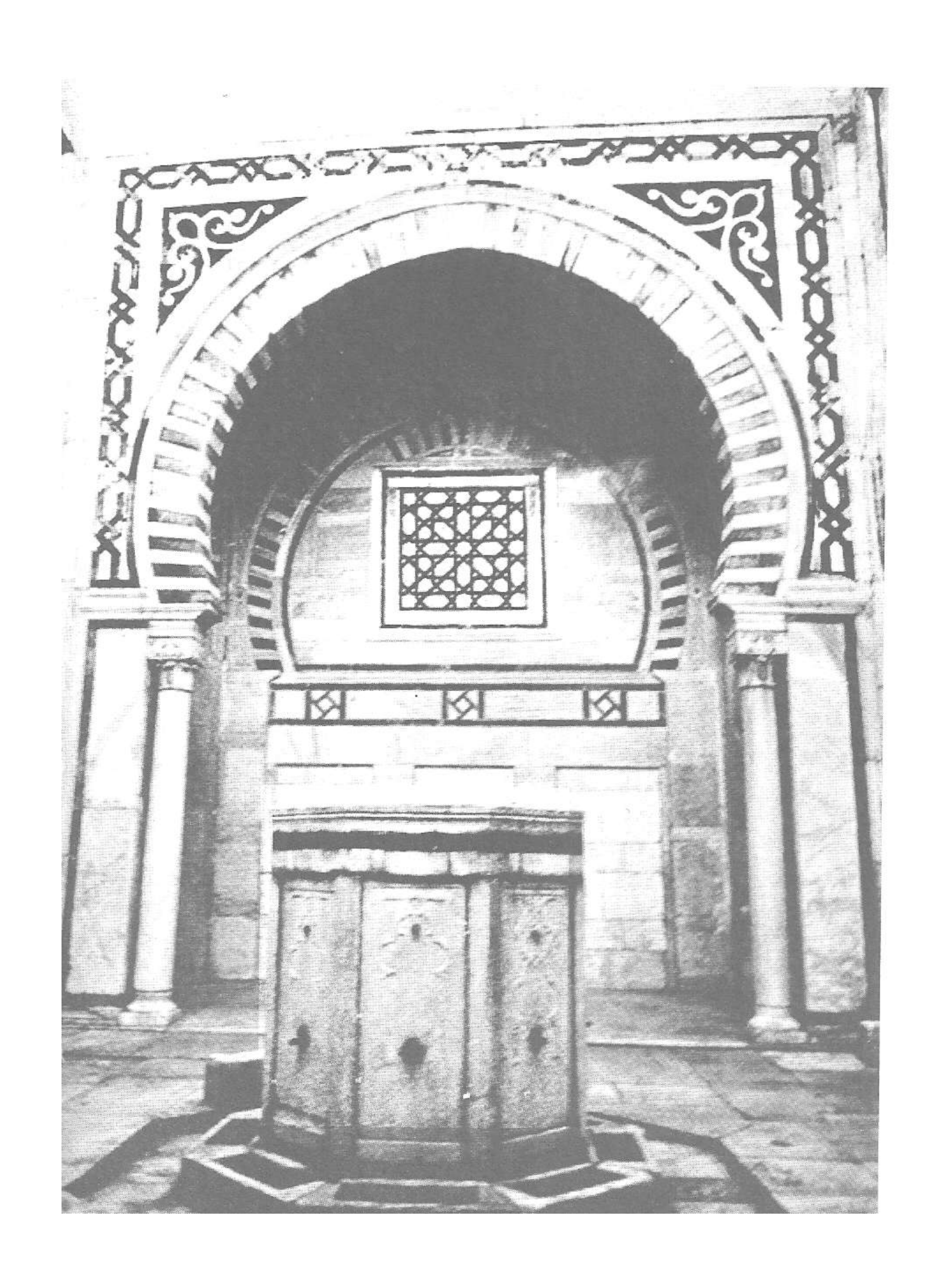
Page suivante :
Mausolée de SidiAbid El-Ghariani à Kairouan. Ce monument de la fin du XIV' siècle, caractéristique de l'architecture hafside, abrite d'ailleurs à côté de la sépulture de SidiAbid, celle du Sultan hafside Abou Abdallâh Mouhammad Al-Hassan (Moiday Hassan).

Page de droite :
Achevée en 1450, la Midha du Sultan à Tunis est l'une des réalisations architecturales les plus abouties du règne d'Abou Amr Othman.

chrétienne, avec la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, date considérée par les historiens du Nord comme la fin du Moyen Âge. Il ne voit pas le recul définitif des Musulmans en Espagne avec la chute de Grenade en 1492, mais il a vu l'avance de la *Reconquista* catholique dopée par le mariage des rois de Castille et d'Aragon en 1469, les conversions forcées et l'établissement de l'Inquisition en 1481.

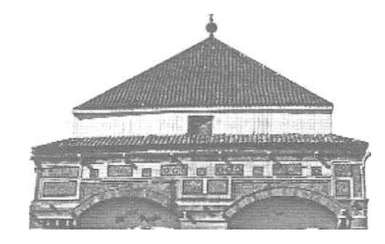
Après son règne brillant, les règlements de compte entre les princes hafsides vont entraîner lentement mais sûrement cette grande dynastie sur la voie d'une longue agonie jusqu'en 1575.





Grands bâtisseurs, les Hafsides léguèrent à la ville de Tunis de nombreux joyaux architecturaux tel que le Mausolée de Sidi Qacim ez-Zeliji, connu par son cachet quasi-andalous. Mais, comme le note Abdelaziz Daoulatli, « malgré l'afflux des éléments andalous, ce monument adopte les techniques architecturales et décoratifs propres à la tradition ifriqiyenne. Le mausolée de Sidi Qacim est le type même de l'édifice où l'influence étrangère s'est métamporphosée, après trois siècles d'acclimatation en terre ifriqiyenne » (Abdelaziz Daoulatli, Tunis. Capitale des Hafsides*, Alif Tunis, 2009. p.125).*

Ci-contre : Plaque funéraire en marbre ornée de carreaux de faïence en cuerda seca.
En bas : Couverture pyramidale de la chambre sépulcrale.




بسم الله الرحمن الرحيم

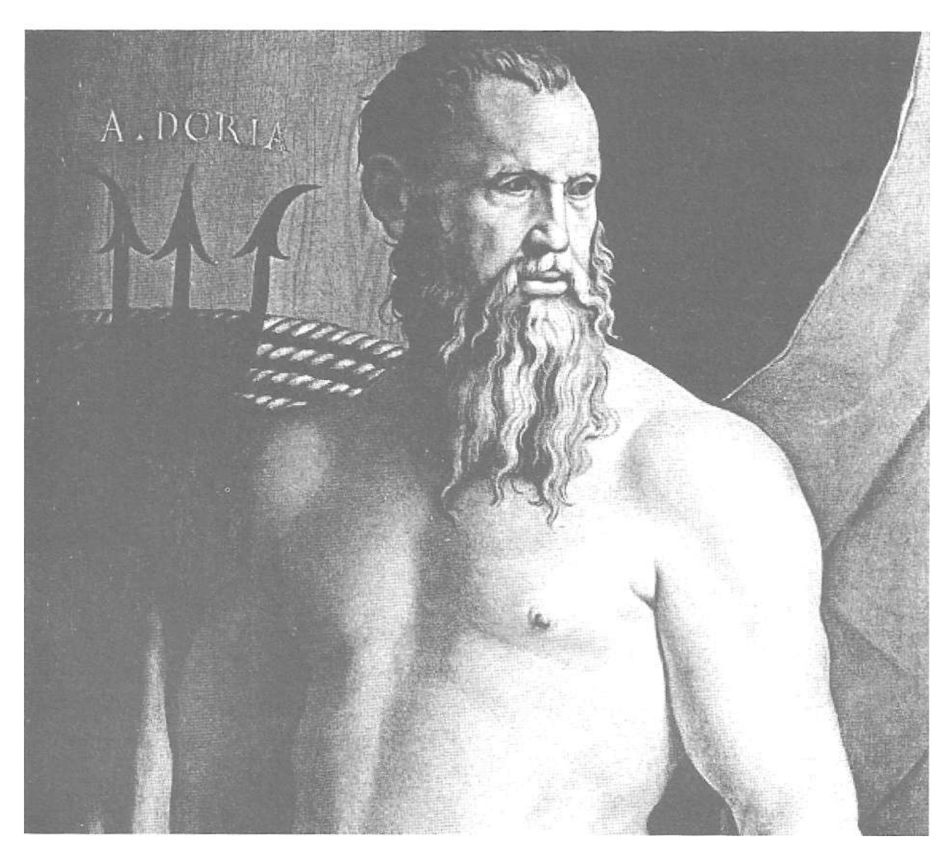
1500

OTTOMANS ET ESPAGNOLS AUX PRISES POUR UN SIÈCLE

Le siècle commence mal pour le Maghreb : dès 1500 l'Espagnol Pedro Navarro, d'abord pirate pour son propre compte puis au service de son roi, commence à harceler les côtes du Maghreb. Il faut dire que les Portugais avaient précédé leurs voisins sur les côtes marocaines. Ils se sont emparés de Ceuta en 1415, d'Agadir en 1505, de Safi en 1508, d'Azemmour en 1513, et de Tanger en 1471. Le Maroc à l'ouest de Melilla, étant, par le traité de Tordesillas, réservé aux Portugais, c'est à l'Est que l'Espagnol a les mains libres. De 1505 à 1511, les Espagnols s'installent à Mers-el-Kébir après un siège d'un mois et demi. Ils prennent, ensuite, Oran où le cardinal Ximénès (nous dit Charles-André Julien dans son *Histoire de l'Afrique du Nord)* préside au massacre de quatre mille Musulmans, à la captivité de huit mille et à la consécration catholique de deux mosquées. Les Espagnols prennent, toujours sous le commandement de Pedro Navarro, Bougie et Tripoli. Pour éviter les massacres et les destructions, les villes de Ténès,

Arrouj Gravure de Claude Vignon, 17' siècle.





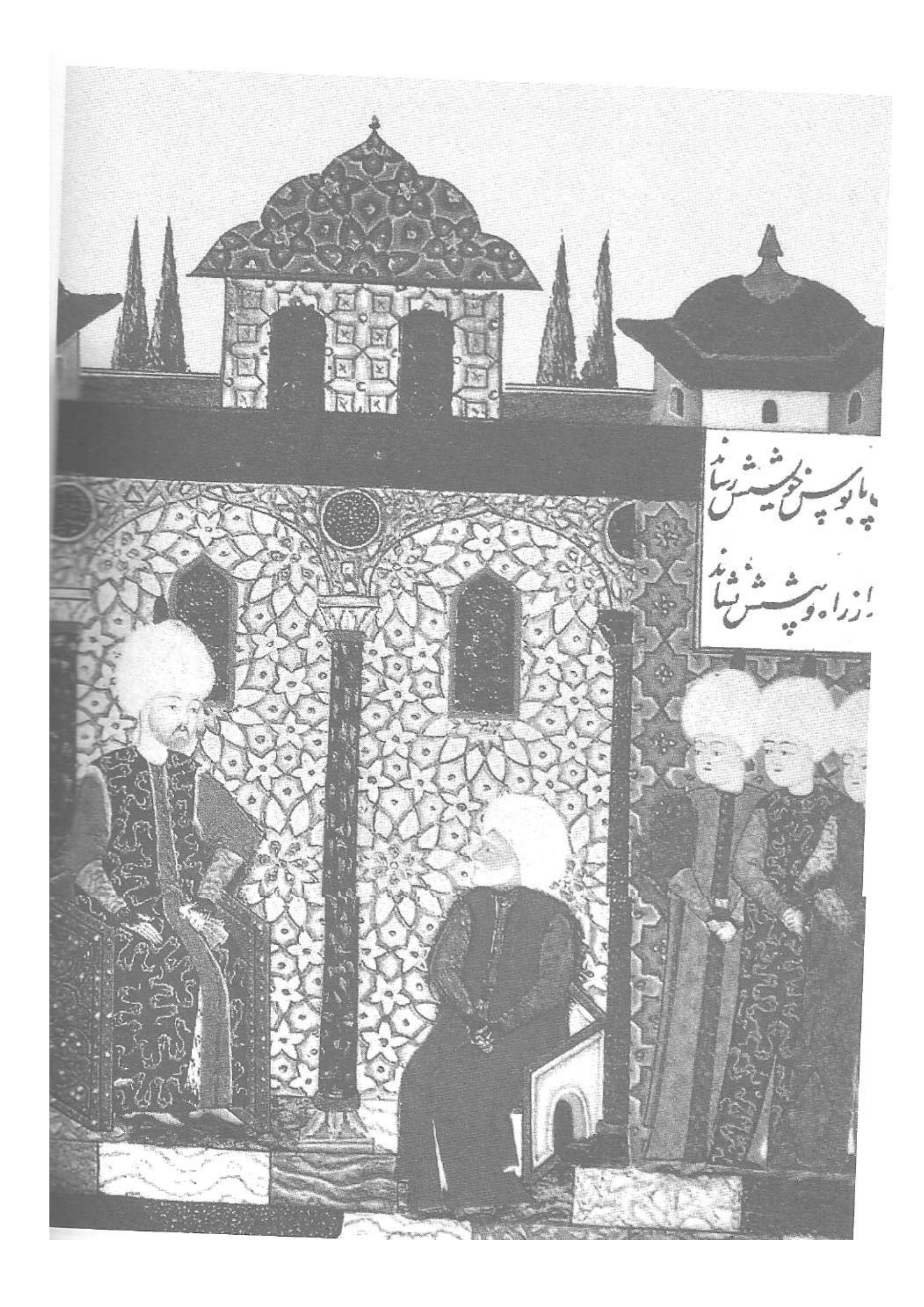
Andréa Doria représenté en Neptune, le dieu de la mer. Huile sur toile d'Angelo Bronzino, v. 1550 (détail). Pinacothèque de Brera, Milan. L'amiral génois Andréa Doria s'empare et brûle les navires de Kheireddine à La Goulette.

Dellys, Cherchell, Mostaganem achètent leur salut en offrant de payer tribut. Dès 1504, Arrouj et ses cadets Kheireddine et Ishaq (le quatrième frère Uyès étant mort lors d'une opération en mer Egée avant la période maghrébine) s'installent à la Goulette, à l'entrée du lac de Tunis. C'est une famille grecque originaire de Medelin (Lesbos) qui a commencé ses activités, dans ce qu'il faut bien appeler piraterie, en mer Egée. Ces loups de mer sont connus dans l'histoire comme les frères *Barberousse.* En vérité c'est le surnom du seul Kheireddine en raison de la couleur de sa barbe. En débarquant sur les côtes africaines, les frères répondent aux doléances des populations musulmanes du

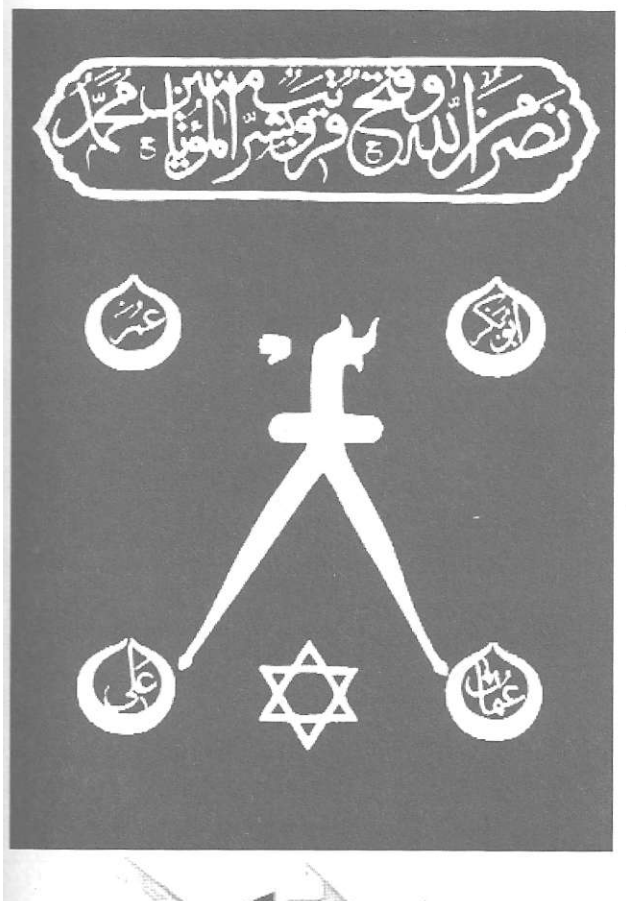
Soliman Le Magnifique accueille Kheireddine Barberousse. Miniature de 'Arifi Celebi, Suleymannâmeh. *Turquie, 1558. Bibliothèque de Topkapi Saray Muzesi Istanbul. Le Sultan Soliman I", dit Le Magnifique (Al-Qanouni, le Législateur, en arabe) reçoit Kheireddine le 27 mai 1533, le confirme dans son grade de Beylerbey, avant de l'élever en avril 1534 au rang de Kaboudan Pacha de la flotte de guerre ottomane.*

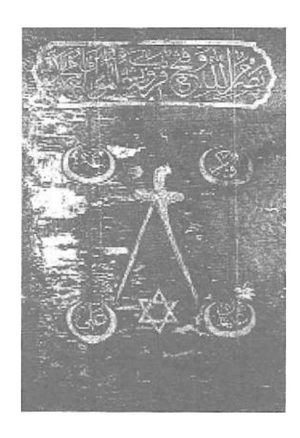
Maghreb qui voient dans l'invasion espagnole la suite de la *Reconquista* catholique réalisée en Espagne et couronnée par la chute de Grenade en 1492. 'Arrouj obtient même du Sultan Hafside le droit de se ravitailler dans les ports de *Ylfriqiya* et mouille sa douzaine de bateaux à Jerba où, en 1511, il défend, avec son frère Kheireddine, l'île, toujours convoitée par les puissances européennes. En 1512 'Arrouj échoue à prendre Bougie au cours d'un combat où il perd un bras arraché par un boulet de canon. Il choisit de s'installer à Jijel. Pendant ce temps, le génois Andréa Doria brûle, à la Goulette, les bateaux de Kheireddine. Celui-ci se replie sur Jerba avant de rejoindre Alger. Son frère Arrouj s'y est installé, en 1516, à la suite d'un véritable coup d'Etat pour mater une coalition des *Thâaliba* (tribu arabe dominante dans la région), des Algérois (qui ne veulent pas des corsaires) et des Espagnols (qui occupent le rocher face à la Casbah, le fameux Pénion de Velez). La joute est ouverte : désormais c'est une lutte à épisodes entre les *Raïs* (capitaines ottomans) et les chefs de la marine espagnole. Arrouj qui obtient l'accord d'Istanbul pour ses activités répond favorablement, en 1518, à une demande des Tlemceniens contre leur roi de la dynastie des Abd-Al-Wad (Abdelwadides) qui a accepté la suzeraineté des Espagnols installés à Oran depuis le début du siècle. Il réussit, mais une forte armée espagnole le déloge, rétablit le roi déposé, le poursuit au Nord et, dans une série d'affrontements féroces, son frère Ishaq est, d'abord, massacré, puis c'est à son tour de succomber.

Kheireddine prend le commandement des opérations en Méditerranée et obtient le titre de *Beylerbey*. Plus tard, il est nommé, en 1534, *Kaboudan Pacha* (grand amiral) par Soliman le Magnifique. Il étend son activité à l'Est en prenant Constantine, Bougie, Annaba. Il prend Tunis où il s'installe. Entre temps, c'est en 1526 que le tristement célèbre Abou Mouhammad Al-Hassan accède au trône des Hafsides.

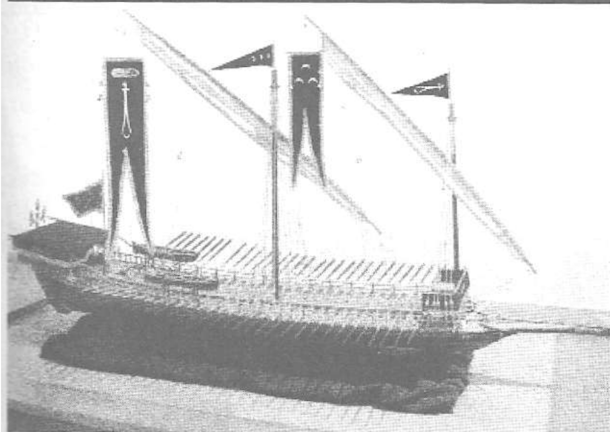



AV
ARIADENVS BARBARVSSA CIRTHAE TVNET
IO. REX AC OTOMANICAE CLASS PRAEF





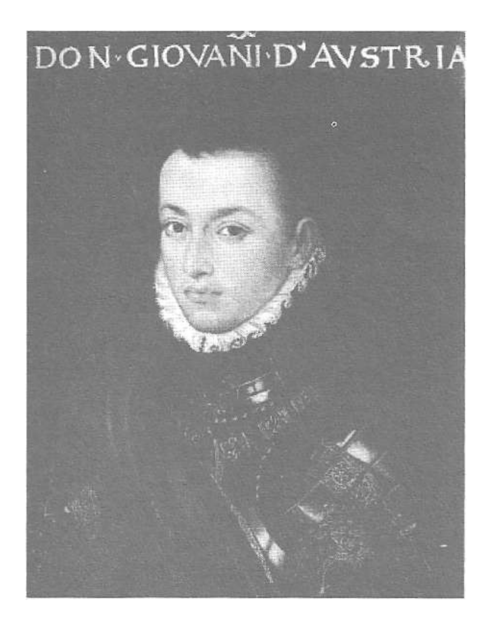
Le pavillon (Sandjak) de Kheireddine, lettre d'or sur fond vert.

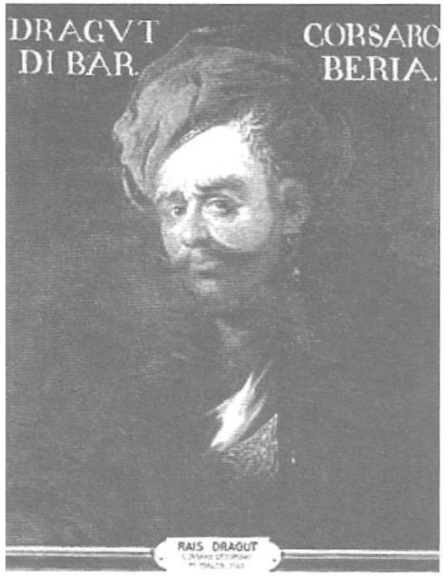


Maquette du navire-amiral de Kheireddine.

Page de gauche : Portrait de Kheireddine "Barbarussa". Gravure d'Agostino di Musi dit Veneziano, Venise 1535. Fitzwilliam Museum Cambridge. La mention latine lui donne le titre de Roi de Tunis.



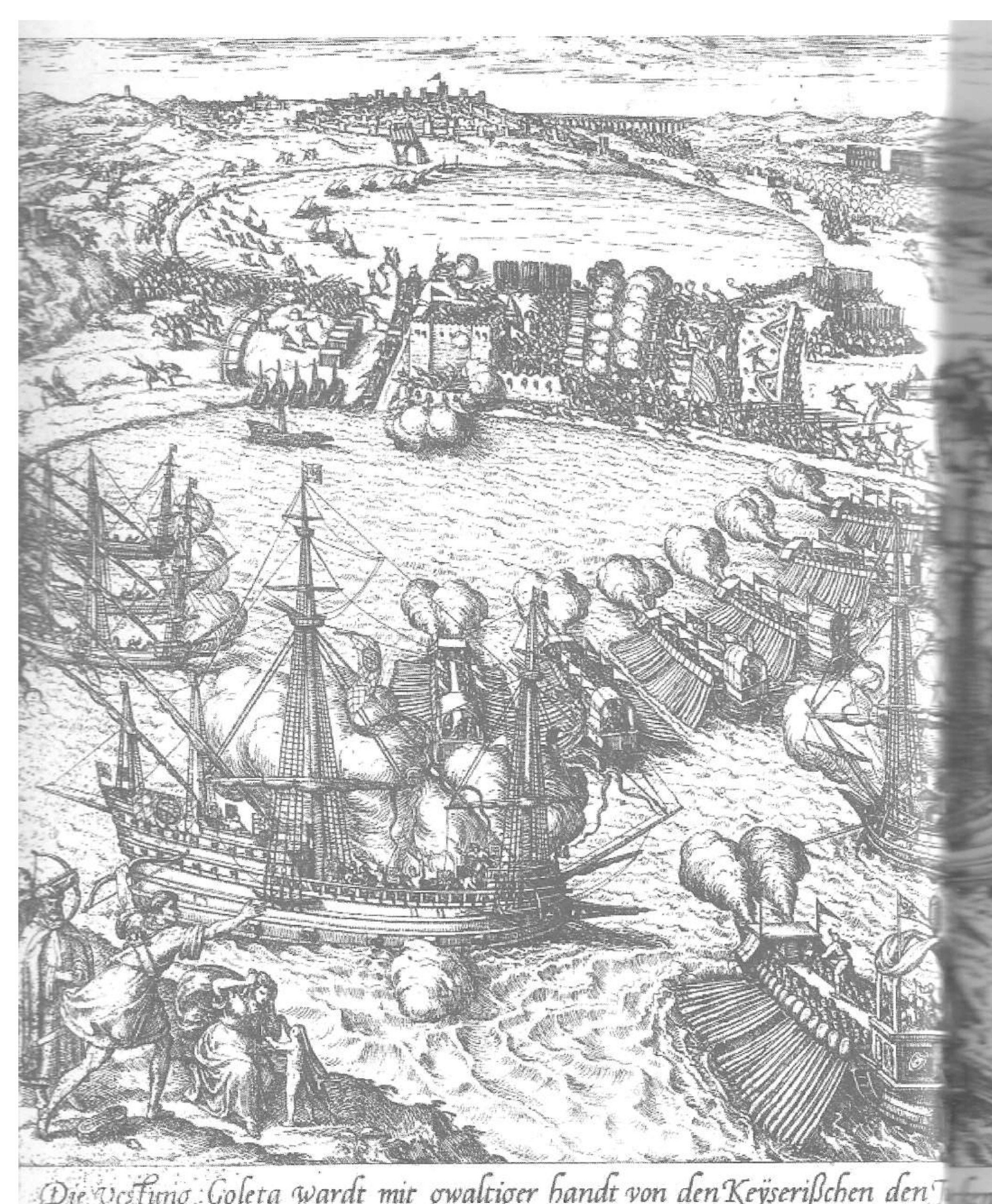




De gauche à droite :
Don Juan d'Autriche,
Raïs Darghouth.

Page de gauche :
Charles Quint s'apprête à se rendre à Tunis. Détail de la tapisserie réalisée d'après les cartons de Jan Cornelisz Vermeyen, le peintre flamand qui l'avait accompagné lors de l'expédition de Tunis.

C'est lui qui, après avoir échoué à collaborer avec Kheireddine, demande l'aide des Espagnols pour garder son trône. Charles-Quint répond favorablement, accourt à Tunis, chasse Kheireddine et commence la construction du bastion de la Goulette. Le trône de Tunis est placé sous protectorat pour quarante ans et le royaume se réduit aux régions et aux ports tenus par les Protecteurs pendant que la population se considère libérée de son allégeance aux Hafsides et se donne à tout mouvement de contestation. Charles-Quint en était conscient et jugeait, selon ses propres termes, précaire la situation d'un souverain « *haï par son peuple* ». C'est en 1542 que va apparaître et prendre une grande ampleur le mouvement religieux des *Chabbiya* (pl. de Chabbi). Ce mouvement religieux s'oppose à la fois aux Espagnols et à leurs alliés. Il rallie rapidement les tribus arabes des Hannachi, des Drid, des Troud et des Awled Saïd et devient maître du centre de la Tunisie. Il prend Kairouan comme capitale.

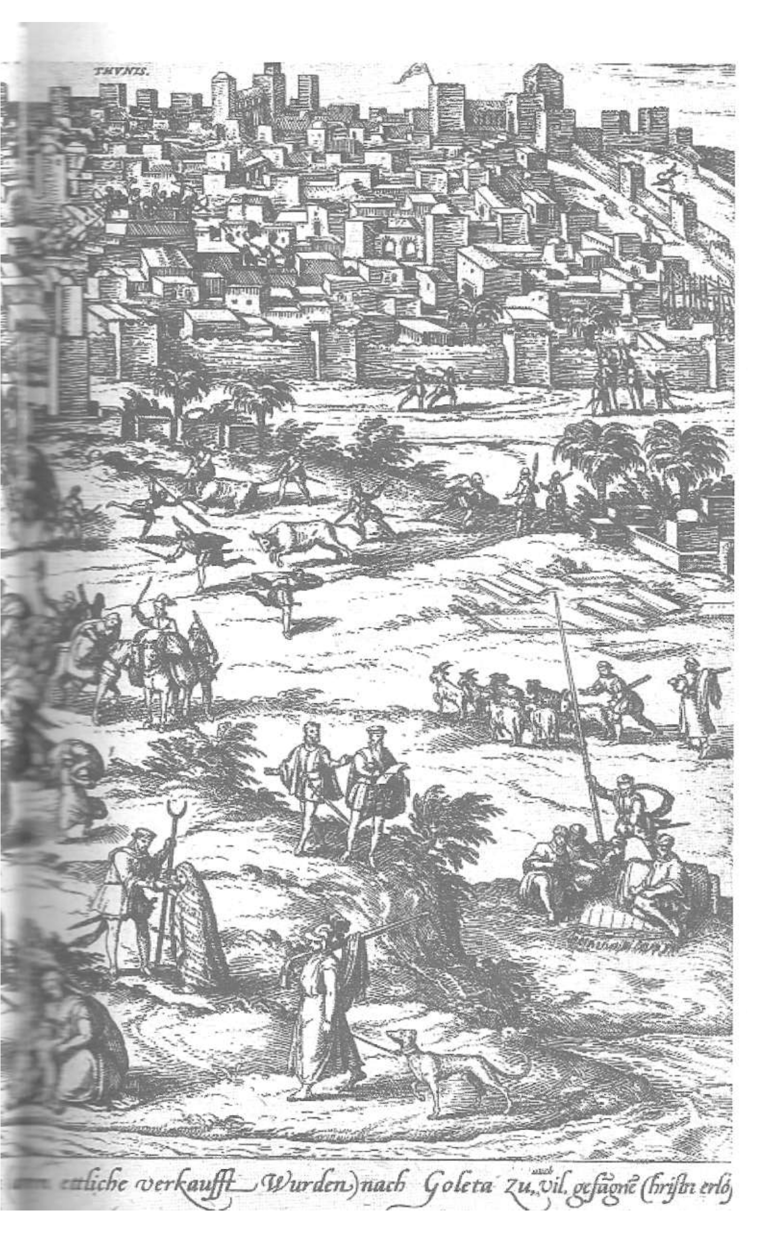

Die Vestung Goleta wardt mit gwaltiger handt von den Keyserißchen den



La prise de La Goulette (1535). Gravure v. 1550

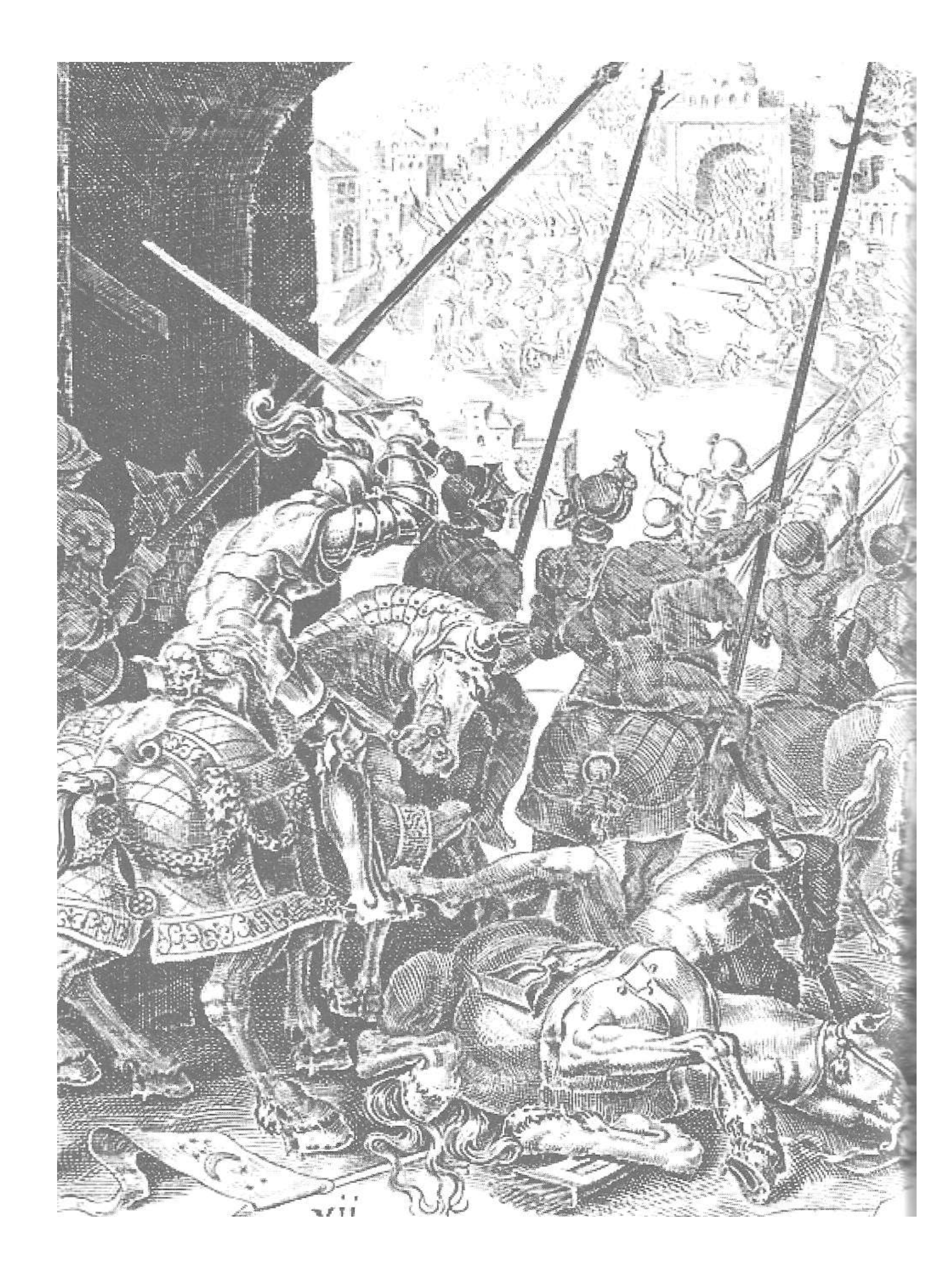


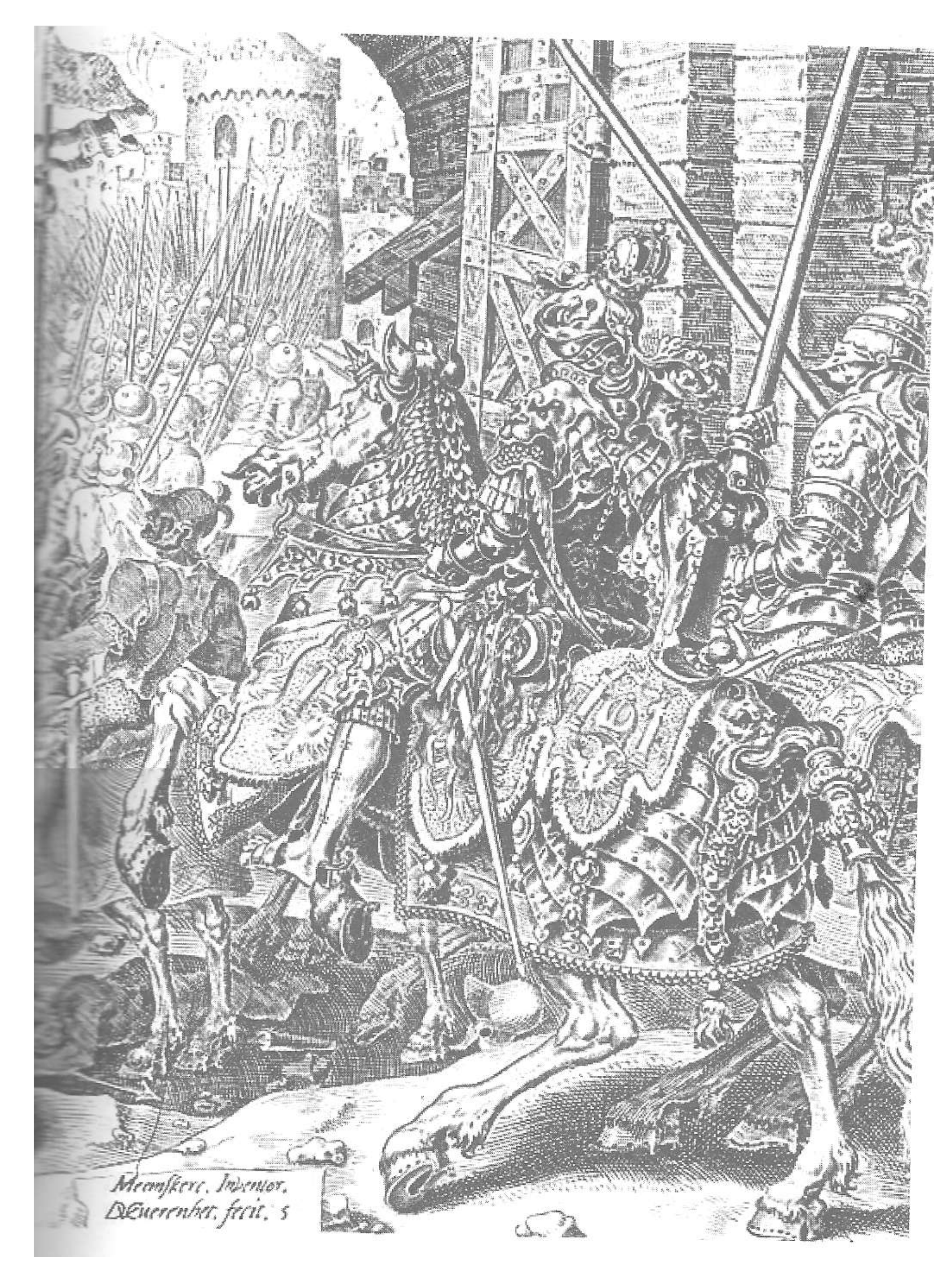
Der Keÿser nimbt die Stadt Thunis jn Africa ein, Plundert dieselbe, Vnd fuhret die gefang



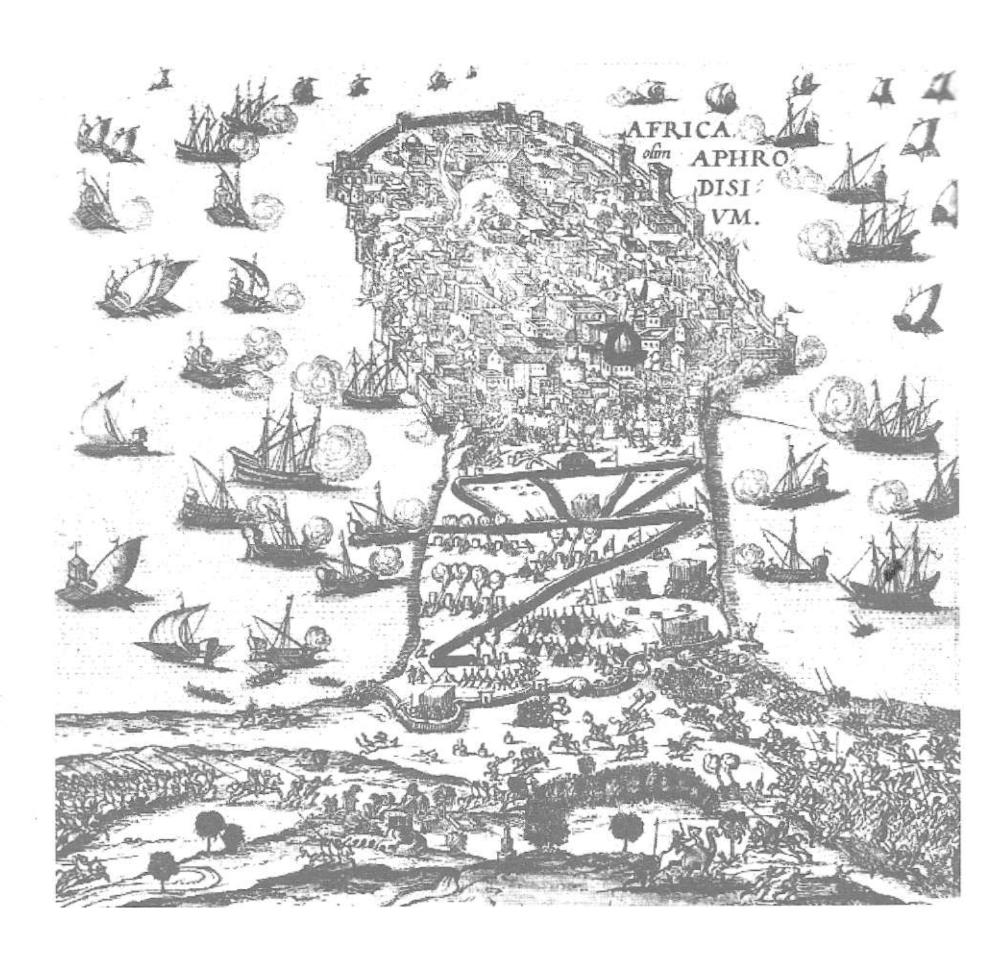
Le sac de Tunis (1535). Gravure v. Les cartons de Vermeyen ont servi à la réalisation d'un ensemble de tapisseries, conservées au Musée royal à Madrid et au Musée de Vienne et à la reproduction de plusieurs séries de gravures. Témoignage précieux, ces documents permettent de suivre les différents épisodes du conflit et offrent également une image vraisemblable de Tunis au XVI' siècle.

Double page suivante: La conquête de Tunis. Gravure de Maarten van Heemskerckune, v. 1555. British Muséum, Londres. Une vision magnifiée de la conquête de Tunis par Charles Quint, bien moins documentée que les travaux de Vermeyen, témoignant néanmoins de l'intérêt porté à cette expédition et des commandes faites aux artistes sur ce thème. Autant pour la Chrétienté que pour l'Islam, l'enjeu était historique.



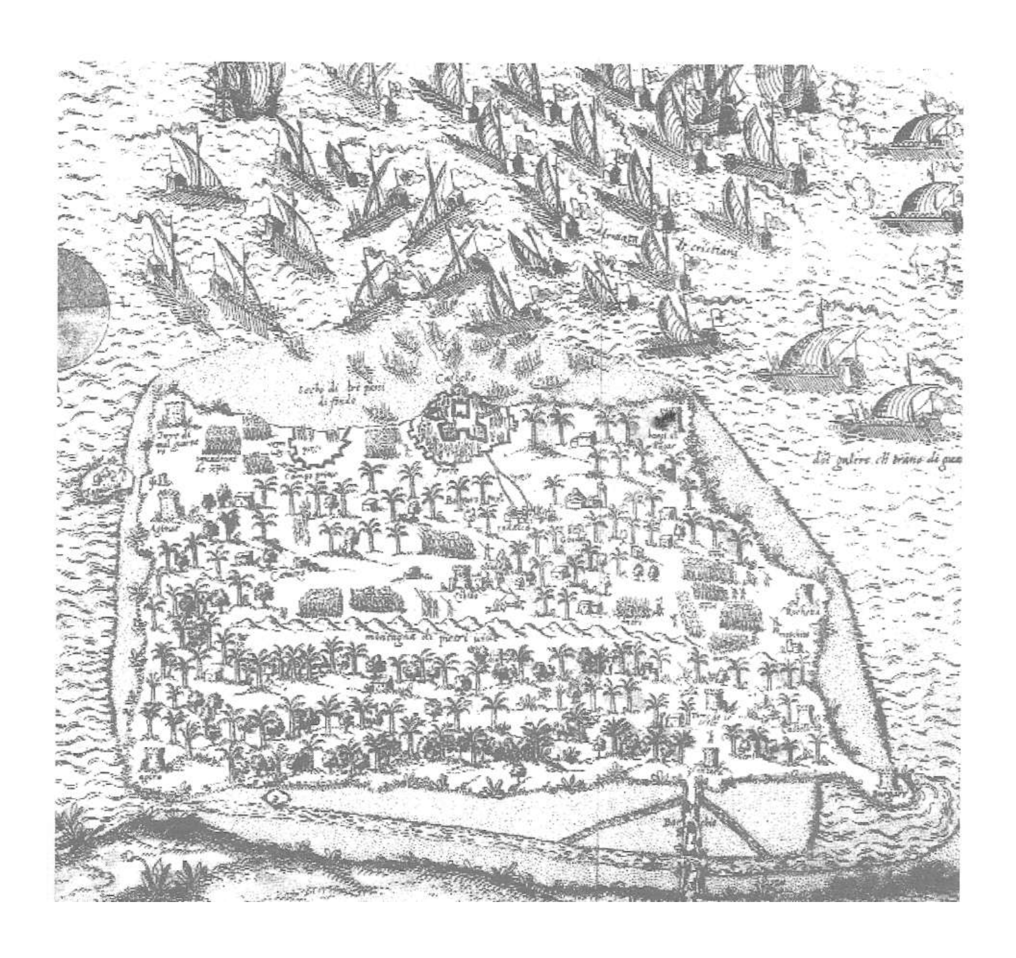


1500 : Ottomans et Espagnols aux prises pour un siècle



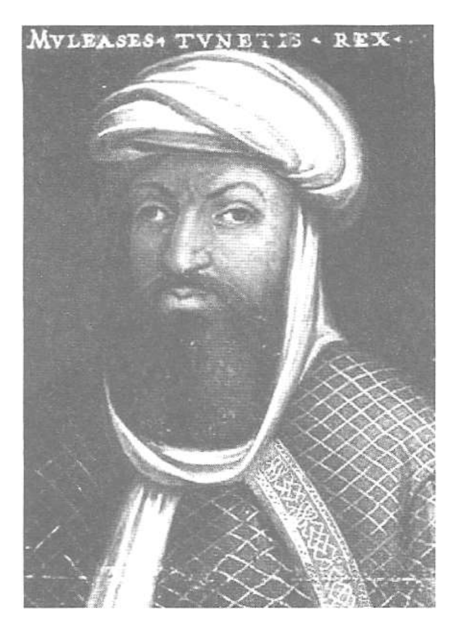
Le siège de Mahdia par les Espagnols en 1550.

Entre Européens l'entente n'est pas parfaite, même en ce temps de renaissance de l'esprit des Croisades. Les partenaires (ou adversaires) traditionnels des Hafsides n'entendent pas laisser le champ libre aux Espagnols. En 1550 une flotte de Naples et de Gênes attaque Mahdia et Jerba. L'année suivante c'est un autre marin ottoman fameux qui fait son apparition sur les côtes : Darghouth (ou Turgut en turc et Dragut dans les textes européens). C'est un Grec qui a commencé ses activités en mer Egée, a été captif et a dû ramer sur des galères génoises. Il a été racheté en 1540



par Kheireddine qui a su tout le parti à tirer d'un marin expérimenté connaissant bien les côtes méditerranéennes. Kheireddine a obtenu son rachat en concédant aux Génois la liberté de pêche du corail à l'île de La Galite. Dargouth prend Mahdia et attaque les côtes italiennes. Les Espagnols l'en délogent en 1550. Il tente de prendre Gafsa, mais échoue. Le Sultan ottoman l'intègre à son dispositif maritime et le mobilise dans le bassin oriental de la Méditerranée pendant cinq ans (1551-1556). Il reprend ensuite Jerba puis Malte et chasse de Tripoli l'ordre de Saint-Jean (futur

L'expédition espagnole contre Jerba.



Portrait du Sultan Moulay Mouhammad Ibn Al-Hassan, le dernier hafside. Musée de Vienne.

ordre des chevaliers de Malte) et obtient d'Istanbul le gouvernement de Tripoli dont il fait son quartier général. Les Chabbiya s'étant rendus coupables d'excès, la population de Kairouan appelle au secours Darghouth qui tente en vain de les déloger. On voit que la confusion règne dans le pays, chacun cherchant à se metti|f sous l'ombrelle d'un protecteur ! Dargouth évolue au large des côtes tripolitaines et tunisiennes jusqu'à Malte jouant au chat et à la souris avec les marines espagnoles et italiennes. Il participe à toutes les batailles importantes du centre de la Méditerranée. En *Ifriqiya,* il finit par chasser les Chabbiya de Kairouan au début des années soixante. Répondant à l'appel du Sultan pour participer à l'effort maritime ottoman, il meurt devant Malte en 1565.

En 1568, c'est un autre marin ottoman qui entre en lice, après la mort de Darghouth : Eulj Ali, un calabrais converti et entré au service du sultan ottoman. D'Alger où il s'est installé, comme *Beylerbey,* il prend la direction de Tunis, défait à Béja les troupes Hafsides, entre dans la capitale d'où le sultan Abou-1-Abbas Ahmad s'enfuit pour se réfugier à la Goulette sous protection espagnole. Cinq ans plus tard, c'est Don Juan d'Autriche, le fils naturel de Charles-Quint et le vainqueur des Ottomans à Lépante (1571), qui reprend Tunis et replace sur le trône le sultan Hafside. Istanbul réagit sans tarder. En 1574, c'est une flotte imposante avec à sa tête un amiral de rang de vizir, Sinan Pacha, accompagné d'Eulj Ali Pacha qui est secondé par Eulj Ramadhan As-Sourdou (le Sarde) son futur successeur à Alger. Tunis est assiégée par mer et par terre, avec le renfort de tribus arabes Hilaliennes et berbères Zénètes accourues à la rescousse. Tunis est prise ainsi que la Goulette où s'est réfugié le dernier

Page de droite : Portrait de Moulay Ahmad. Huile sur toile Peter Paul Rubens, v.1609. Muséum of Fine Arts, Boston.

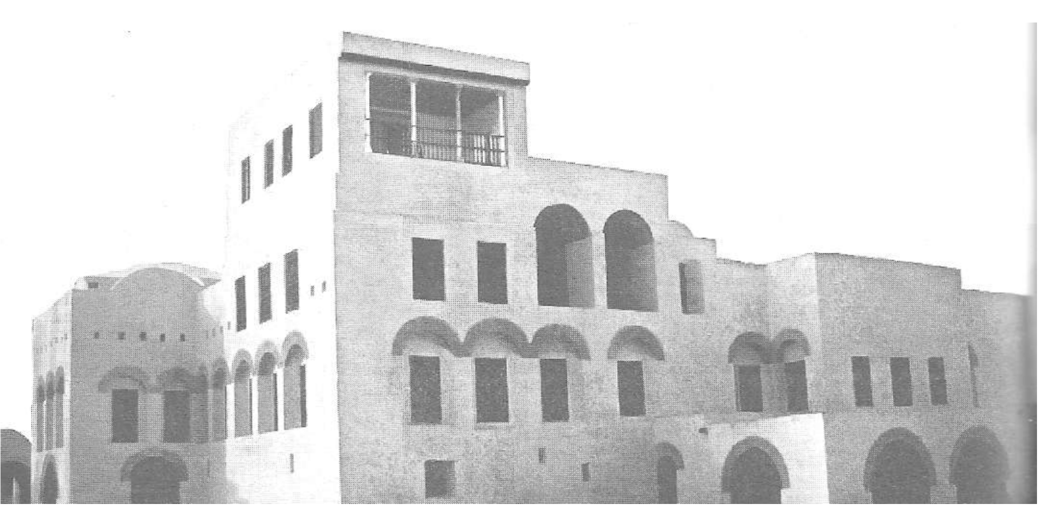


sultan Hafside Moulay Mouhammad Ibn Al-Hassan qui est fait prisonnier. Il est ensuite emmené à Istanbul où il mourra en captivité ! Ainsi finit une grande dynastie.

Cette fin de dynastie souligne le défaut congénital des monarchies orientales qui n'ont jamais résolu les problèmes de succession au trône. En fondant l'accès au pouvoir sur le droit de primogéniture et non sur le droit d'aînesse en ligne directe, et en laissant, en même temps, le souverain régnant libre de désigner son héritier et de fausser la règle, elles ont entretenu le sentiment de frustration chez des aînés de la famille qui cherchent à résoudre la question dans le sang. En ajoutant à cela les harems et les multiples concubines et favorites, manœuvrant à leur tour pour pousser leur progéniture dans la course au trône, ce système de succession ne fait qu'aggraver la question par la multiplication des prétendants. Aucune monarchie orientale n'échappe à ce phénomène source d'intrigues et de meurtres. Les trois derniers sultans Hatsides en sont une tragique illustration : Al-Hassan eut les yeux crevés par les soins de son propre fils Ahmad qui est déposé, à son tour, par son frère Mouhammad.

Pourtant, ce fut une grande dynastie grâce à l'œuvre accomplie par cinq de ses souverains (sur vingt-sept !) : Abou Zakarya le fondateur, Al-Moustancir le vis-à-vis de Saint Louis et de Charles d'Anjou, Abou-l-Abbas

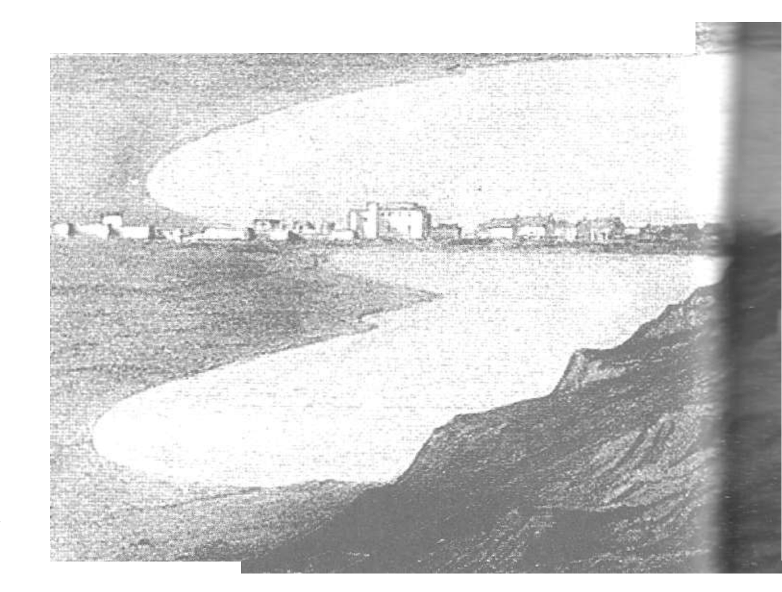
Le palais de Abdilliya à La Marsa, œuvre d'Âbou Abd-Allah Mouhammad,au pouvoir de 1493 à 1526.



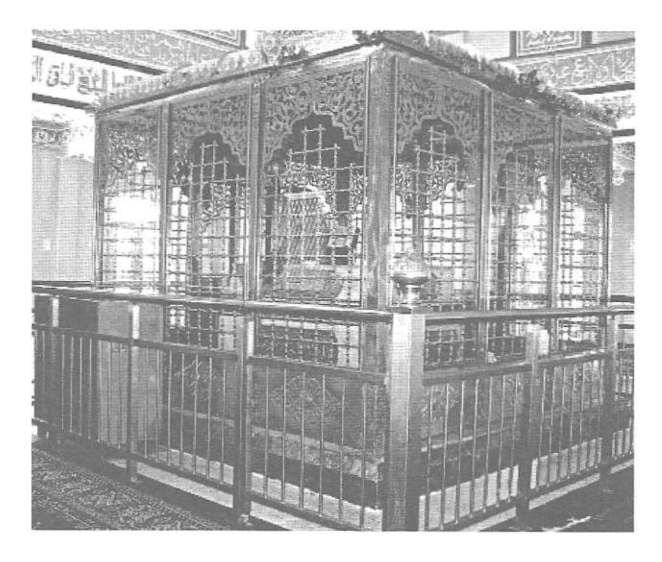
récrions de tribus arabes ou berbères, à des velléités de sécession des provinces et des conspirations familiales, mais ils ont su en venir à bout et conservé un grand royaume étendu dans l'espace et respecté à l'étranger. Ils ont encouragé les lettres et les sciences, construit des médersas, des mosquées, des fontaines publiques, des ponts, des forts, des souks, des remparts et des palais. On leur doit la Casbah de Tunis, hélas ! détruite, avec quelques demeures encore debout dans ce quartier. On leur doit également le Bardo, ensemble de résidences, prolongé par un immense parc organisé par Abou Farès et s'étendant jusqu'à Bab Saâdoune. On doit également à Abou Abadallah une grande résidence d'été à La Marsa dont l'ensemble, bâtiments et jardins, s'étendait de la Abdilliya jusqu'à ce qui est appelé aujourd'hui Marsa-plage et où les Beys ont construit leurs palais. Ces sultans ont eu, il faut le souligner, à régner longtemps. Ceci explique peut-être cela : Abou Zakarya vingt-et-un ans, Al-Moustancir vingt-huit ans, Abou-l-Abbas vingt-quatre ans, Abou Farès quarante ans et Abou Amr Othman cinquante-trois ans ! Il est vrai que le vingt-quatrième souverain, Abou Abdallah Mouhammad, le père de celui qui aura les yeux crevés, a régné trente-deux ans. Il aurait pu suivre l'exemple de ses illustres ancêtres, mais le déclin avait déjà commencé par l'occupation des côtes par les Espagnols et la lutte à épisodes entre occupants et Ottomans, lutte à laquelle le sultan assistait désarmé et plutôt complice des Espagnols. Dans toute monarchie, les souverains se succèdent et ne se ressemblent pas, mais quand les périodes de recul durent un siècle, les effets sont désastreux. Or ce fut le cas pour les Hafsides aux quatorzième (avec les démêlés Mérinides) et seizième (avec l'intrusion des Espagnols). Pendant ce temps, le pays a appris à vivre sans gouvernement central.

De multiples Etats miniatures sont apparus partout sur le territoire hafside. Les Oasis de Figuig se sont coalisées en domaine indépendant. Les tribus de la

chaîne des Ouarsenis (au nord-est de Tiaret) ont fait de même. La Kabylie s'est donné un roi à Kouko, village des Aït Yahya. Un cheikh hafside est devenu autonome entre Bône et Collo ; de même que les Arabes Dhawawida du Zab et du Hodhna. Les habitants éloignés des grands centres urbains à Touggourt se sont donné une dynastie. Enfin, les ports de Tunis, Bizerte, Bougie, Alger, Honein dans l'Oranais, ont organisé, indépendamment les uns des autres et du pouvoir central, l'activité de leurs corsaires. Pour compléter le tableau, il faut signaler que, dans les zones plus ou moins calmes, se sont développées deux tendances : d'une part, des familles de religieux (*Ulémas)* sont devenues des recours et des guides pour la population (par exemple les Qalchani et les Rassaâ, à Tunis, les Adhoum à Kairouan) et, d'autre part, les mouvements mystiques nés au douzième siècle ont obtenu de grands succès, comme ceux de Sidi Bou Madian (Bougie et Tlemcen) et de Sidi Abou-l-Hassen Al-Chadli (Tunis). Enfin rappelons le mouvement



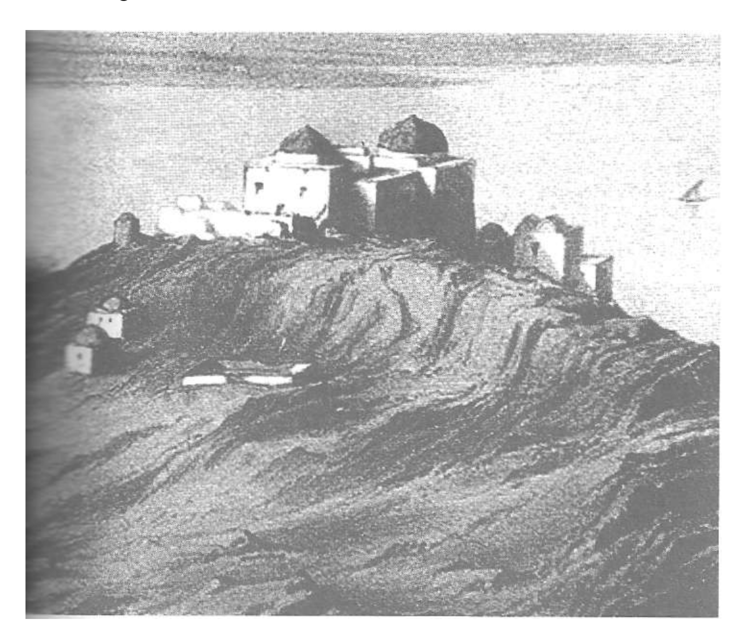
Colline et zaouïa de Sidi Abou-l-Hassan Al~Chadli à la sortie sud de Tunis.



Mausolée de de Sidi Abou-l-Hassan Al-Chadli à Humaitra en Egypte.

religieux des Chabbiya dont il a déjà été question.

En somme, il faut retrancher deux des trois siècles et demi de durée de la dynastie Hafside pour retenir les grands moments de son histoire.



III. OTTOMANS, MURADITES ET HUSSEINITES

4

DES SULTANS AUX PACHAS

Le Sultan ottoman Sélim II Miniature, 17 siécle, Los Angeles County Museum of Art. C'est durant t année de sa mort:(1574) que la "1 unisie est acquise aux ottomans, échappant ainsi a l'Espagne de Philippe II



LE ROYAUME HAFSIDE EST DIVISÉ EN TROIS PACHALIKS OTTOMANS

Aux yeux des Musulmans, les Ottomans, appelés par la population, ont sauvé le Maghreb de l'occupation chrétienne espagnole. Au regard de l'histoire, il en va autrement : les Ottomans ont mis fin à l'existence d'un vaste domaine Hafside en le divisant officiellement en trois provinces de l'empire, avec à la tête de chacune d'entre elles, un Pacha. On peut dater de cette époque la dimension géographique actuelle de la Tunisie ! Toutefois, on ne peut imputer aux Ottomans d'avoir réduit la Tunisie à ce qu'elle est. Dès le début du seizième siècle, indirectement quand les corsaires couraient pour leur compte, puis directement, en 1518, quand Arrouj et ses frères sont incorporés dans les effectifs de la course officielle, les Ottomans se sont installés dans ce qu'est l'Algérie aujourd'hui. On peut dire, de ce point de vue, qu'ils sont les « pères » de cette Algérie-là ! D'abord, Arrouj a visé à étendre son emprise à l'Ouest jusqu'à Tlemcen, puis, lorsqu'il a été nommé *Beylerbey* (Emir des Emirs), il a fait d'Alger la capitale de ses activités en mer. Ensuite la relève assurée par son frère Kheireddine a

étendu la mainmise ottomane sur l'Est jusqu'à Collo. Toute l'Algérie côtière a échappé ainsi au pouvoir Hafside, malgré des tentatives éphémères du sultan Al-Hassen de coopérer avec les entreprenants capitaines. Durant quatre-vingts ans, au quinzième siècle, onze *Beylerbeys,* nommés par Istanbul, ont dirigé, à partir d'Alger, tous les territoires conquis. S'ils n'avaient pas pu, à cause de la résistance des populations et des Espagnols, en plus de la montée en puissance des Chérifs Saâdiens, et malgré une coopération avec les sultans Wattasides de Fès, dépasser les confins du Maroc d'aujourd'hui, ils avaient, à l'Est, progressé jusqu'à englober, dans leur domaine, le Constantinois, confié aux soins d'un Bey. D'autre part, encore à l'Est, Tripoli a échappé, depuis la fin du quinzième siècle, au pouvoir Hafside, puis a été occupée, en 1510, par les Espagnols. Dargouth, au milieu du siècle, en a fait une base opérationnelle, non sans difficultés, car il a eu à combattre, à la fois, les flottes européennes et les habitants de l'arrière-pays qui ne l'acceptaient pas. Cela ne l'avait pas empêché de mener, à partir de cette base, ses opérations ciblées sur Jerba et de réaliser la conquête du centre de la Tunisie où il a triomphé des Chabbiya et repris Gafsa et Kairouan. On voit ainsi que, bien avant l'entrée de Sinan Pacha à Tunis, une grande partie de la Tunisie a déjà connu l'intervention ottomane. En divisant l'espace conquis en trois Pachaliks, après 1574, la Sublime Porte a consacré un état de fait ; et ce n'est qu'en 1587 qu'elle décida d'intégrer les territoires maghrébins dans l'organisation ordinaire de l'empire, en supprimant, à la mort de 'Eulj Ali, le titre de *Beylerbey.*

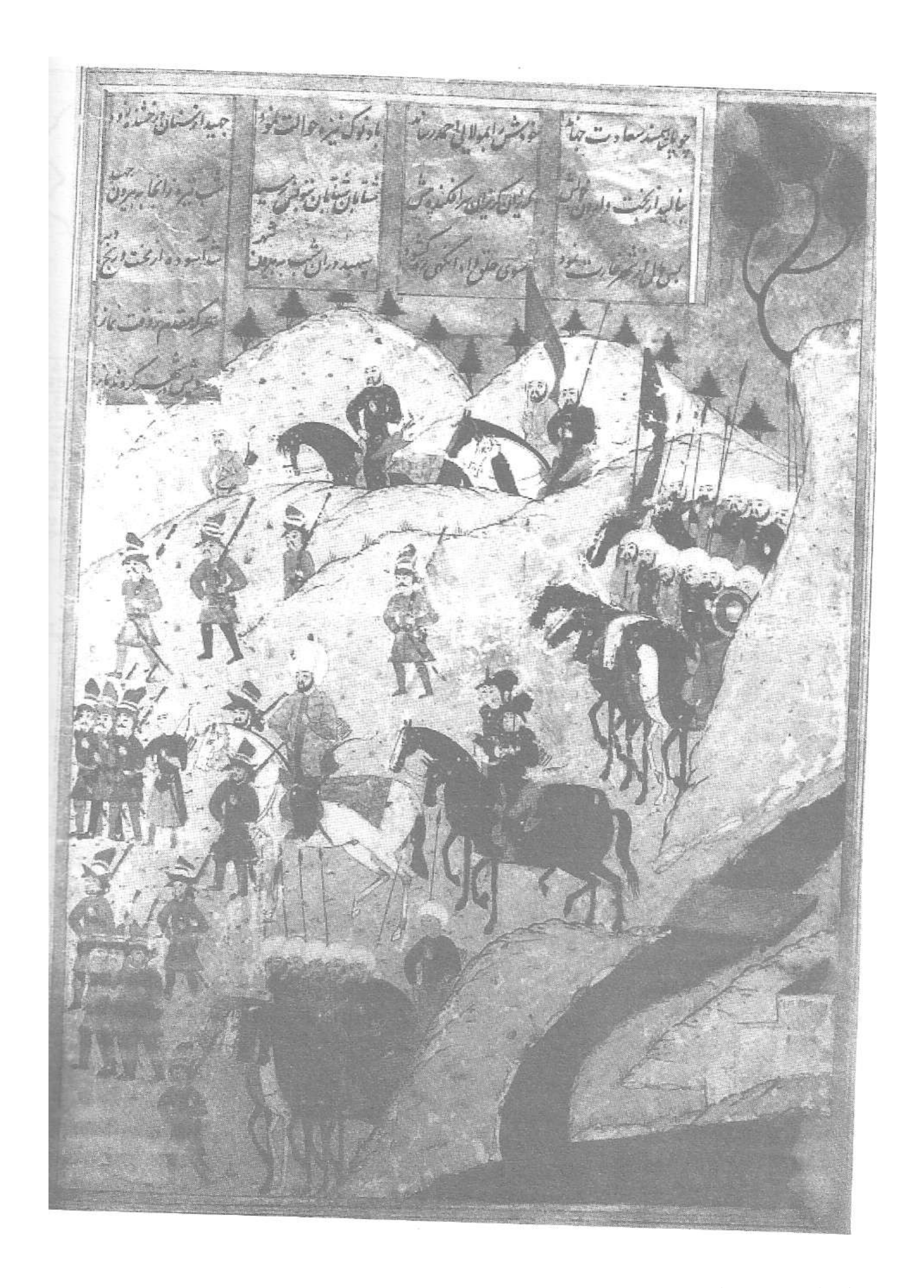


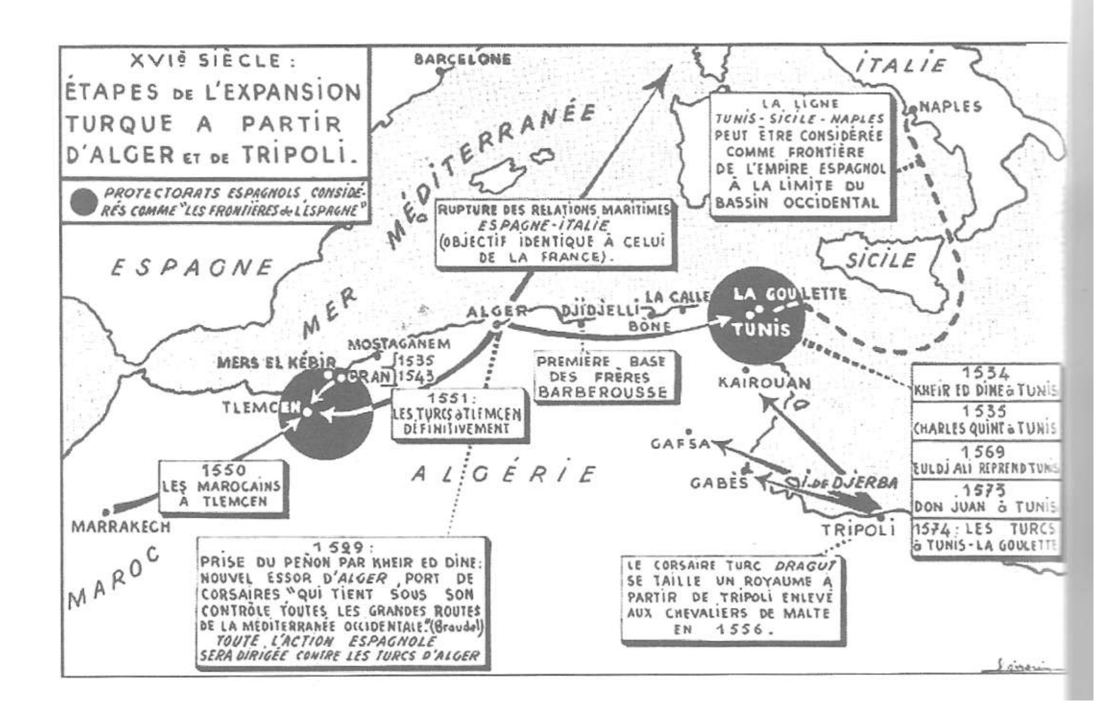
Le Sultan Ottoman Murad II. Peinture espagnole du 17' siècle. C'est sous son règne (1574-1595) que l'autorité ottomane s'affirme en Tunisie.

Eulj Ali (Kiliç Ali) Beylerbey. Monument élevé dans sa ville natale en Calabre.

Le demi-siècle qui sépare l'arrivée des Ottomans de la prise en main de la Tunisie par la première dynastie de Beys Muradites nous apparaît, aujourd'hui, comme une période de transition. Deux phénomènes nous sont visibles : d'une part, le désir des Ottomans de s'enraciner dans le pays en concluant des alliances matrimoniales qui donnent naissance à des *Kouroughlis,* des enfants de mariages mixtes qui vont, peu à peu, constituer l'effectif des garnisons ; et, d'autre part, l'impossible stabilité des rapports entre les trois autorités régionales. En limitant le territoire à ce qu'on appellera *Tunisie* et *Algérie* au XIX[e] siècle, l'opération ottomane a, sans le vouloir, donné naissance à un sentiment national, ou plutôt patriotique, lié à un territoire. Les autorités en place défendront aux frontières leur pré carré farouchement, les unes contre les autres (la première fois en 1628, entre la Tunisie et 1 Algérie, à la suite d'un litige tribal), en prenant l'habitude d'appeler les uns, les *Touansa* et les autres les *Dziria* ou les *Trabelsia,* par référence au siège central de l'autorité.

La structure mise en place, dans le Pachalik de Tunis, par le vizir Sinan Pacha, comprend, au sommet, le Pacha représentant du Sultan d'Istanbul. Il est secondé par les Janissaires avec, à la tête de chaque centaine, un officier appelé affectueusement *Dey* (l'oncle), des officiers supérieurs appelés *Bouloukbachis* et un officier supérieur portant le titre de *Bey* chargé de collecter les





Les Ottomans au Maghreb, de 1529 à 1574. D.R,

Page précédente : Les troupes ottomanes marchant sur Tunis en 1569. Le nom de Tunis est mentionné, en haut à partir de la gauche, deuxième colonne. Miniature turque de Ali, 1581. Collection de S. Agha Khan.

impôts avec l'aide de troupes locales, en général fournies par les tribus arabes. Les Janissaires sont répartis entre les garnisons et regroupés par *Oujaks* (foyers). Tous les officiers supérieurs se retrouvent dans un conseil (*Diwan)* dans lequel Sinan Pacha a invité aussi à siéger des notabilités du pays. La gestion du *Diwan* est confiée à un *Agha.* Les militaires vivent dans leurs casernes (*Qichlaq* dont les Tunisiens ont fait *Qichla* tout court), où ils vivent coupés de la population, avec leurs propres règles, leurs imams, leur juge *{Qadhi Askar).* Les Janissaires n'étaient pas tous turcs. Recrutés, à l'origine parmi les paysans anatoliens, ils furent, par la suite, enrôlés, non seulement dans tout l'empire, mais également parmi les Européens convertis, les *Eulj* (pluriel *Oulouj).* Les chroniqueurs européens appellent ceux-ci des « Turcs de confession ». Tous ces militaires des *Oujaks* parlent la langue officielle de

l'Empire, le Turc ; et, leurs descendants, des *Kouroughlis,* se disent encore aujourd'hui Turcs, malgré les mariages contractés, à chaque génération, avec des natifs du pays.

Cette organisation, logique en apparence, renferme des germes de double discorde. D'abord, avec la population qui découvre, peu à peu, l'arrogance et l'oppression d'une caste. Les *Bouloukbachis,* en particulier, se montrent odieux vis-à-vis de tout le monde, y compris avec les Janissaires placés sous leur ordre jusqu'à provoquer contre eux un mouvement de rejet qui s'est

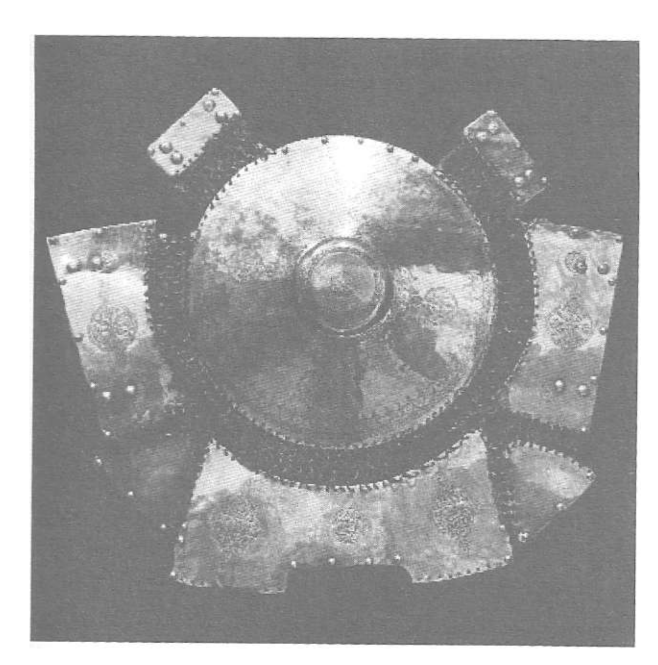


Bonloukbachi.
D'après un manuscrit anonyme conservé à la Bibliothèque nationale à Tunis, 17'-18' siècles.

Sinan Pacha.
Gravure du 16' siècle. Bibliothèque nationale autrichienne.



traduit par un massacre perpétré par les Janissaires en octobre 1591. Après ce sacrifice des *Bouloukbachis,* le *Diwan,* réuni, décida de désigner un des *Deys* comme chef de la milice et de placer sous les ordres de ce chef toutes les garnisons. Malgré cette réorganisation, il est évident que le *Pacha,* dont le rang est équivalent à gouverneur général, n'a, à sa disposition, ni la force, détenue par le *Dey,* ni les finances, entre les mains d'un *Bey* théoriquement aux ordres du *Diwan,* mais en fait soumis au *Dey* qui va bientôt le choisir seul. L'exercice du pouvoir de ce gouverneur général est tributaire de la bonne volonté et de la loyauté de ses supposés subordonnés. Le Dey, tout naturellement, finit par imposer à Tunis sa prééminence et son exemple est suivi, des années plus tard, par Alger. S'ouvre, alors, le règne des Deys qui persistera plus longtemps en Algérie qu'en Tunisie. Le titre de Pacha devient honorifique et Istanbul l'accordera, comme on le verra, à certains Beys de Tunis. Il faut ajouter à cela que l'op-



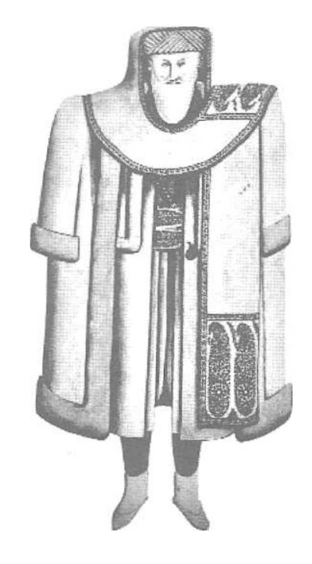
Armure ottomane, dite en miroir, réputée éblouir l'adversaire. Don du Musée militaire turc au Musée militaire national, Palais de la Rose à La Manouba.

position est rude entre la caste des Janissaires, résidant dans leurs casernes et dont la mission est de faire face aux rébellions et aux menaces d'invasion ; et, la classe des Corsaires, ces laboureurs des mers plus riches et plus libres. Des solutions de compromis se sont peu à peu imposées. En Algérie, par exemple, les Janissaires ont été autorisés à faire partie de certaines expéditions

Sabre kilij (Kiliç en turc) de Sinan Pacha datée de l'an 1000 de l'hégire (1591).



maritimes. Enfin, pour réduire l'arrogance des Janissaires venant de l'extérieur du territoire, ils furent encouragés à se mélanger davantage avec les populations locales et donner naissance à la catégorie des *Kouroughlis* (métisses d'Ottomans et d'Arabes, en général). Cette *intégration* progressive contribua largement à une consolidation de l'autonomie des gouvernants vis-à-vis d'Istanbul. D'ailleurs, en divisant l'ancien royaume Hafside en trois Pachaliks, Istanbul a défini ces provinces comme des *Iyalas,* dénomination plus importante que *Wilaya.* Le rang de *Ylyala* étant plus élevé que celui de *Wilaya,* et ses gouvernants jouissant de très larges pouvoirs, on traduisit cette notion, dans les langues européennes, par *Régence.* Ce ne sont pas des royaumes, mais ce ne sont pas non plus des provinces, simples subdivisions administratives du territoire impérial. C'est ainsi que les deux *Régences* de Tunis et d'Alger prirent, peu à peu, leur distance vis-à-vis de la métropole ottomane, sans pour autant rompre les liens avec l'empire qui se contentera de ratifier les nominations locales. Les thuriféraires de ce régime attribuent à la mansuétude du Sultan et son attachement aux règles de l'Islam le fait que l'empire ne prélevait d'office, des Régences maghrébines, aucun bénéfice autre que la contribution directe aux campagnes militaires auxquelles eËes sont invitées à participer. Ce jugement doit être nuancé, car, il y eut des tentatives de prélèvements financiers déjouées par les autorités locales et, longtemps après l'établissement du système, Jerba est restée un apanage du grand vizir d'Istanbul *{Sadr Aâzam)* qui y prélevait les impôts collectés par un Bey désigné par lui.



Le Dey.
D'après un manuscrit anonyme conservé à la Bibliothèque nationale à Tunis, 17'-18' siècles.

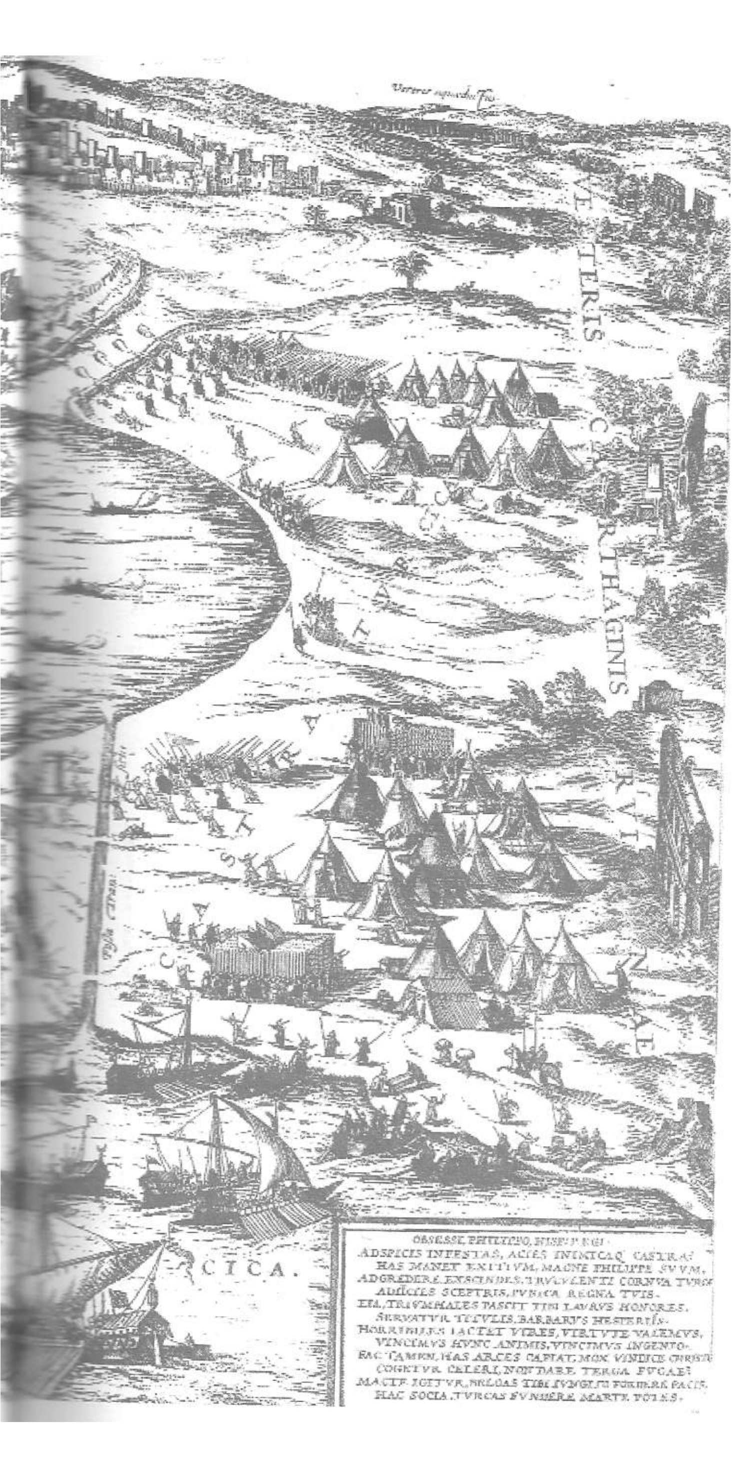
Ces données sont utiles pour comprendre la nature des rapports entre les dignitaires ottomans à l'intérieur des *Régences,* et leurs relations complexes avec Istanbul, d'une part, et les puissances européennes, d'autre part. Si, à Alger, le *Dey,* après *YAgha* des Janissaires, devient dominant par rapport au *Pacha,* en Tunisie, à la fin du premier tiers du dix-septième siècle, c'est le *Bey,* com-



« *Mufti et Seigneur de la Barbarie ». Gravure illustrant l'ouvrage de Jean-Jacques Boissard,* Habitas Variarum Orbïs Gentïum, 1581. *Herzog August Bibliothek à Wolfenbuttel (Allemagne).*

mandant le camp (*Bey al-Mahalla*), qui prend le pas sur le *Dey.* La dignité de *Dey* resta élective à Alger, alors qu'en Tunisie, celle du *Bey* de camp devint héréditaire. *Dey* est un titre qui ne disparaît pas pour autant en Tunisie : l'autorité de son titulaire est réduite, au bout d'un long cheminement, au périmètre de la capitale et ce haut magistrat devient, plus tard, le *Dawlatli,* littéralement homme de l'Etat et de fait sorte de superpréfet de la capitale. C'est Ibrahim Chérif, le tombeur de Murad III, qui inaugure, en 1702, le cumul des titres, et certains beys Husseinites s'appellent, jusqu'au *XX"* siècle, *Pacha Bey Dey* pour bien signifier qu'ils cumulaient tous les pouvoirs.


TVNES VRBS
Vallum et fossa
Christianorum
NOVA ARX
Vallum et foss
STAG NVM
CASTRA TVRCICA
GVLETTA
CLASSIS
TVNETIS VRBIS, AC NOVAE EIVS ARCIS, ET GVLETAE, QVAE PHILIPPO HISPAN: REGI PARENT VTI A TVRCIS, ET MAVRIS, SELIMO, THRACIAE REGE, ANNO CHRISTI. CIↃ. IↃ. LXXIV. MENSE IVLIO, ET AVGVSTO, FIXIS CASTRIS OPPVGNABANTVR, EFFIGIES.

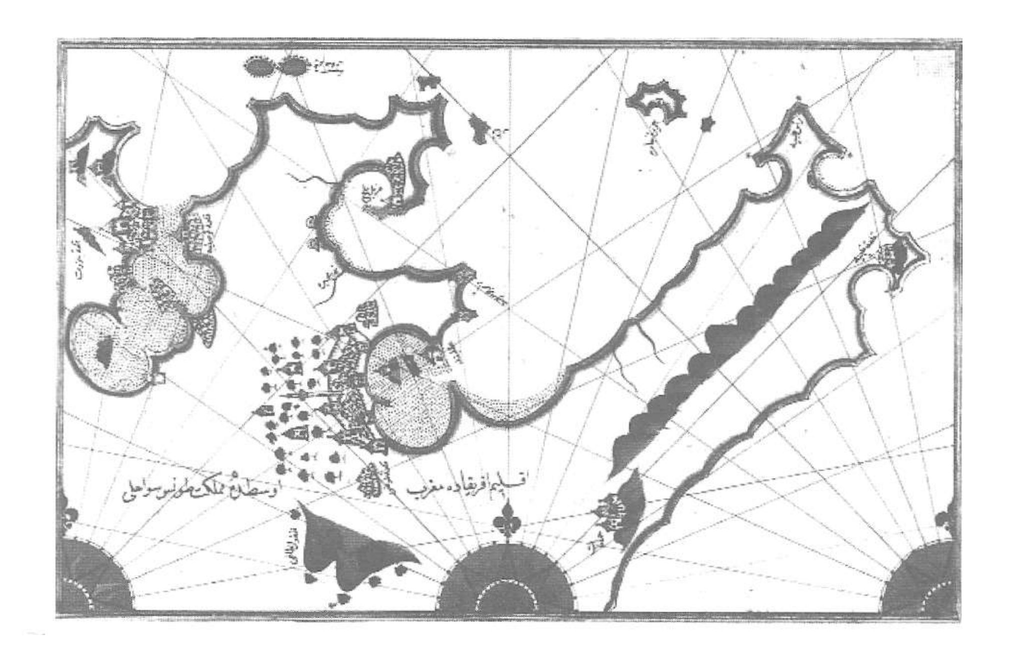


La Goulette et Tunis en 1574. La flotte ottomane s'empare de la Goulette. Gravure d'après Braun, 1575.

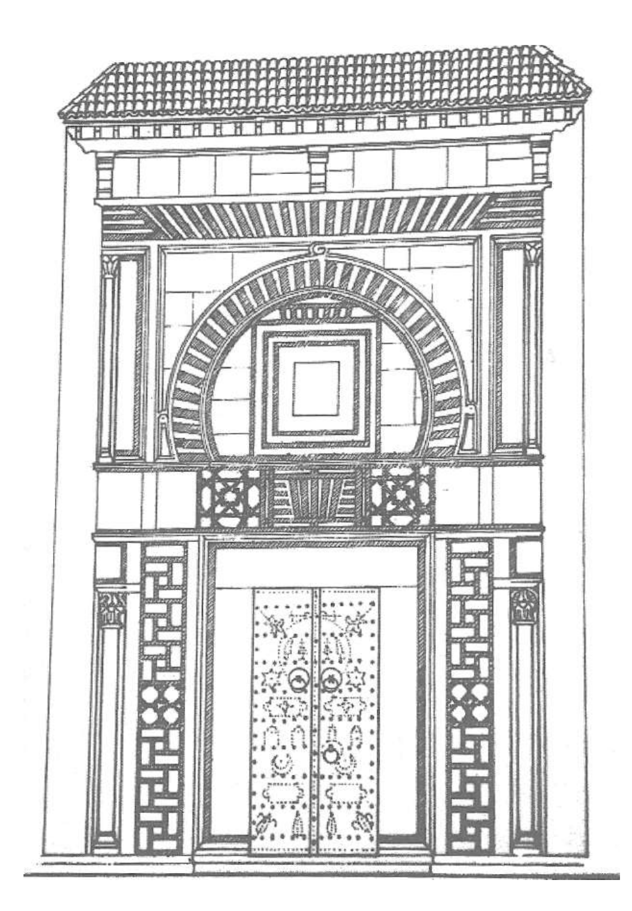
1591/1637

DES DEYS ET DES BEYS

Du massacre des *Bouloukbachis* qui inaugure l'ère des *Deys,* en 1591, à la mort de Youssef Dey, en 1637, se succèdent neuf titulaires. Ils dirigent le pays, matent des insurrections de tribus arabes, collectent les impôts, imposent leurs règles aux Janissaires. Certains ont été plus appréciés que d'autres. Le premier, Ibrahim, est retourné au bout de trois ans et après un pèlerinage à La Mecque, à Rhodes sa patrie d'origine. Le second, Moussa, s'est rendu odieux aux yeux des

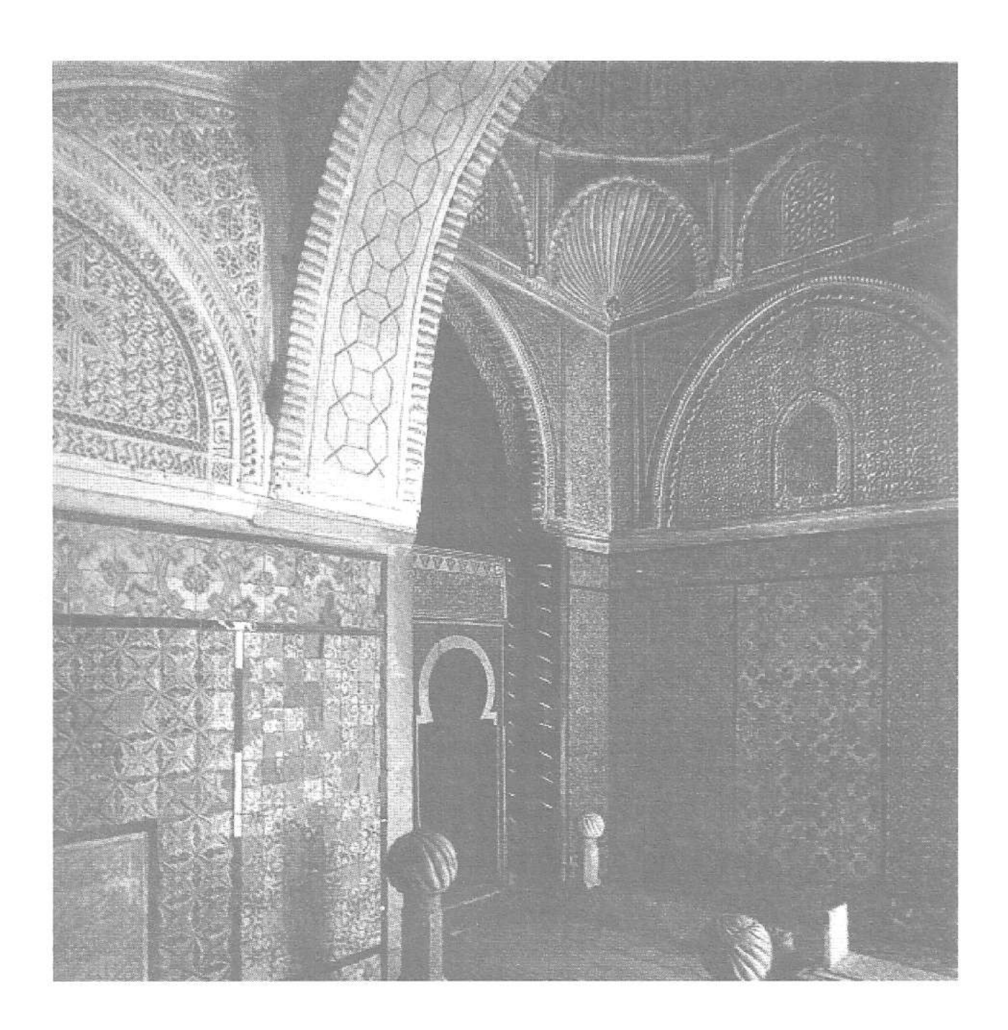


Carte de Tunis et du nord de la Tunisie. Kitab al Bahryya (Atlas maritime turc) *de Piri Reis, 16' siècle.*



Façade de Daj- Othman à Tunis. Dessin de Jacques Revault.

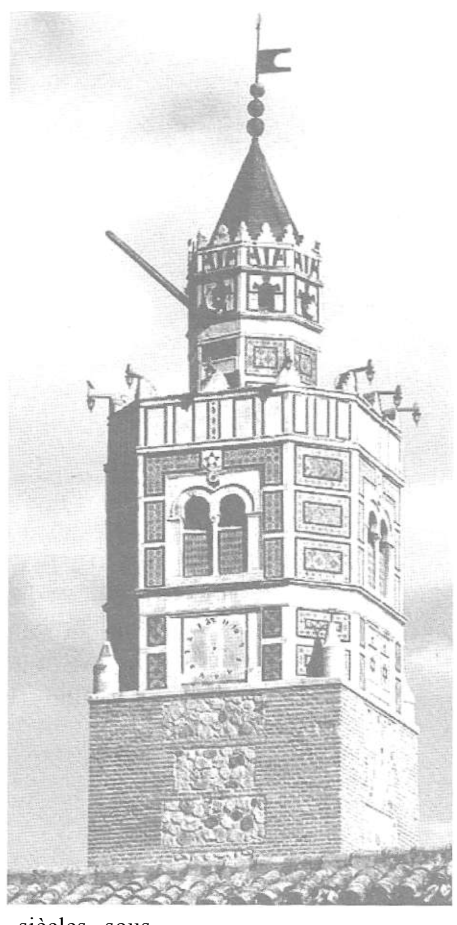
Janissaires et, au terme d'un pèlerinage, on l'a prié de ne pas revenir en Tunisie. Il est allé vivre et mourir en Algérie. Le troisième, Othman, a été, de 1598 à 1610, un grand dirigeant et a laissé des traces dans de nombreuses œuvres de charité dont l'hôpital Sadiki qui porta longtemps le nom de sa fille *Aziza Othmana.* C'est au cours de son mandat que le Bey Murad (nous employons l'orthographe de l'époque, plus proche de la prononciation turque où le *ou* est si court que les Tunisiens l'ont éliminé et ont transformé le nom en Mrad), Féponyme de la dynastie Muradite, a com-



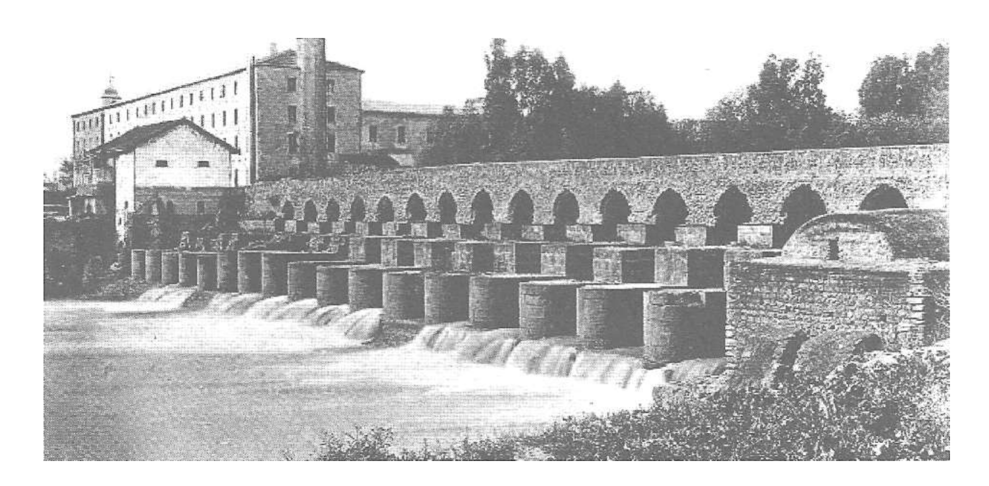
Mausolée, Tourbat Aziza Othmana,

mencé sa carrière, en tant que mameluk du Bey de camp Ramadhan. C'est au cours du « règne » de Otman Dey que la Tunisie a reçu les quatre-vingt mille Morisques expulsés d'Espagne entre 1607 et 1609. Cet apport de population dotée d'une technologie avancée a fait beaucoup de bien au pays. On leur doit la création ou le développement de cités comme Soliman, Belli, Niano, Grombalia, Turki, Jedeida, Zaghouan, Tébourba, Medjez-el-Bab, Testour,

Slouguia et Al-Alia. On leur doit les progrès de l'irrigation et de ses moyens comme les norias, la plantation de nombreux vergers au Cap Bon et l'introduction de certains métiers d'artisanat tel que celui de la chéchia ou le foulage de la laine dans le *Battan* près de Jedeida ou la construction des *carritas,* ce type de charrette à deux grandes roues dont ils ont popularisé l'usage. Ce sont ces Morisques (ou *Andalouss)* qui développent l'artisanat des *zélij,* ces carreaux de faïence vernissés qui décorent les maisons tunisiennes. La Tunisie avait déjà accueilli les émigrés andalous au fur et à mesure de l'avance de la *Reconquista* catholique. C'étaient des musulmans qui refusaient de rester sous domination chrétienne. Mais cette fois-ci, il s'agit d'une population qui avait accepté de rester sous gouvernement chrétien, de se convertir au christianisme, et qui s'était vue accuser, par l'Inquisition, de conserver ses mœurs, ses vêtements et ses traditions et surtout de pratiquer secrètement la religion musulmane. En tout cas, cette population, venant de toutes les régions espagnoles, a vécu depuis des siècles sous régime chrétien. On pense, par exemple, aux musulmans de Tolède, cité reprise par les Castillans en 1085, ou à ceux de Cordoue, après 1236 et dont les descendants ont été, plus de trois siècles plus tard, expulsés en tant que Morisques ! Même demeurée secrètement musulmane, cette population était largement et profondément espagnole, dans sa langue arabo-espagnole, dans ses traditions vestimentaires, dans sa cuisine, dans sa pratique des métiers et dans sa vie sociale.

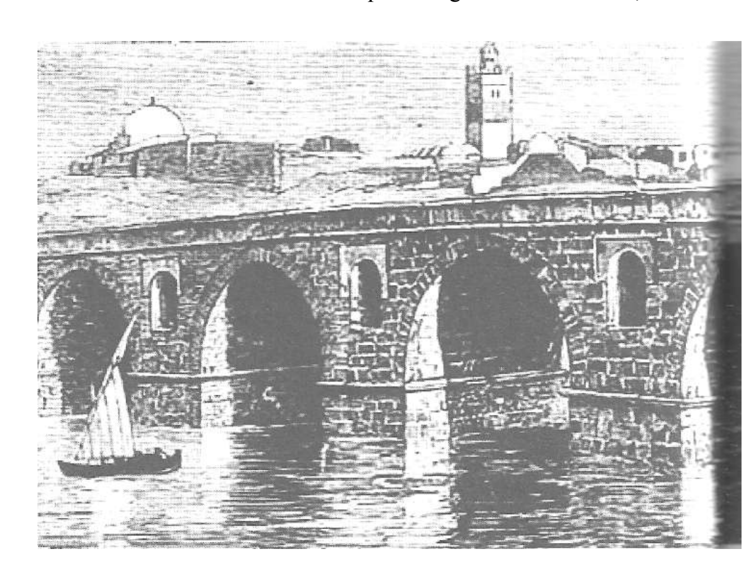


Mosquée de Testour.



Pont d'El- Battan

Le quatrième Dey, Youssef, gouverna longtemps, de 1610 à 1637. La Tunisie lui doit aussi de nombreuses œuvres telles qu'une partie des souks de Tunis et la mosquée qui porte son nom, un pont à Medjez-el-Bab, des médersas et des forts, les souks des chéchias, une flotte de corsaires de quinze galions. Il a eu,



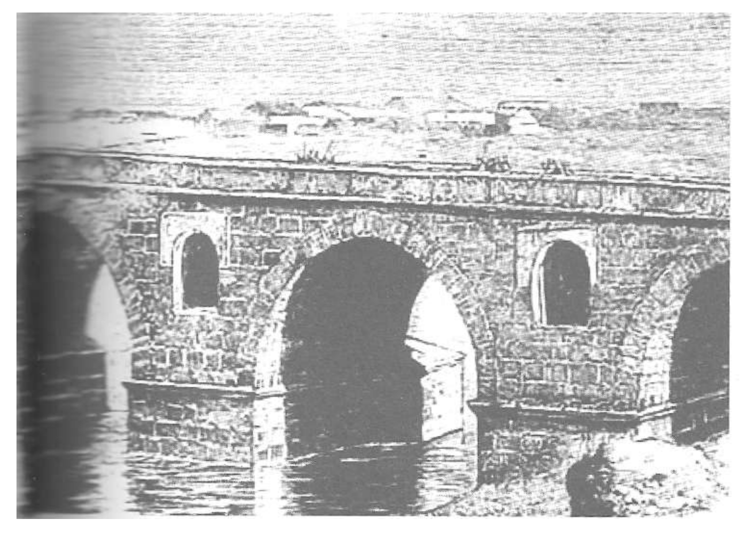
Pont de Medjez-et-Bab.

notamment, sous ses ordres Romdhane Bey, un commandant de camp qui a pris pour auxiliaire un Corse converti, Murad Santi à qui il a donné le grade de bey. C'est ce Murad qui lui sera désigné comme successeur, à sa mort, en 1613, et à qui Youssef Dey finit par tout confier dans la gestion du pays. Dans sa vieillesse, Murad Bey confie, à son tour, en 1631, le commandement du camp chargé de lever les impôts (la *mahalla)* à son fils Hammouda, véritable fondateur de la dynastie Muradite.

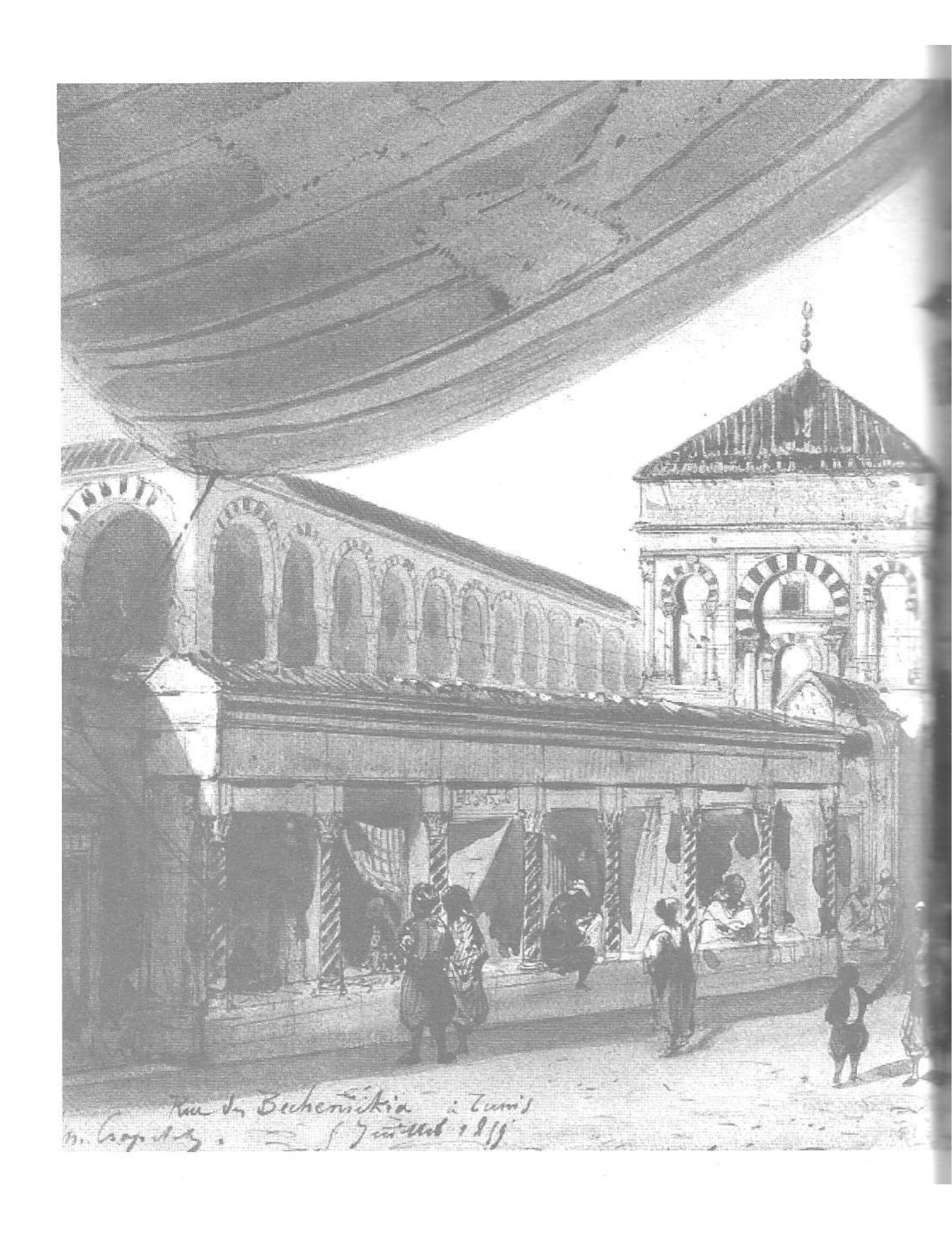
La consécration des Muradites comme *Beys* héréditaires ne met pas fin à la concurrence entre *Beys* et *Deys.* Bien que, signe du temps, le Bey intervînt dans la nomination du Dey en s'entendant avec des membres du *Diwan*, certains Deys ne renoncent pas de gaîté de cœur à l'exercice du pouvoir. Il faut dire que les rapports sociaux entre les « Turcs » ne sont pas simples. Les Deys achètent des captifs, jeunes ou moins jeunes, se les attachent comme *mameluks*, leur font prendre du service et parfois leur donnent le grade et la dignité de bey. Or, les vieux Janissaires, quelle que soit leur origine, méprisent cette catégorie de beys.



Inscription du pont de Medjez-el-Bab.



Double page suivante : Mosquée et mausolée Youssef Dey à Tunis. Rue des Bechemékia à Tunis », aquarelle de Loids-Amable Crapelet, 1859.





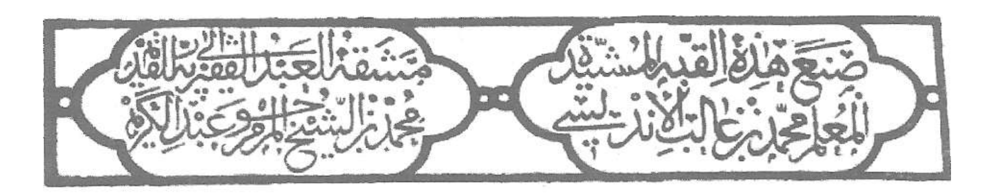
Entrée du Mausolée de Yeussef Dey à Tunis



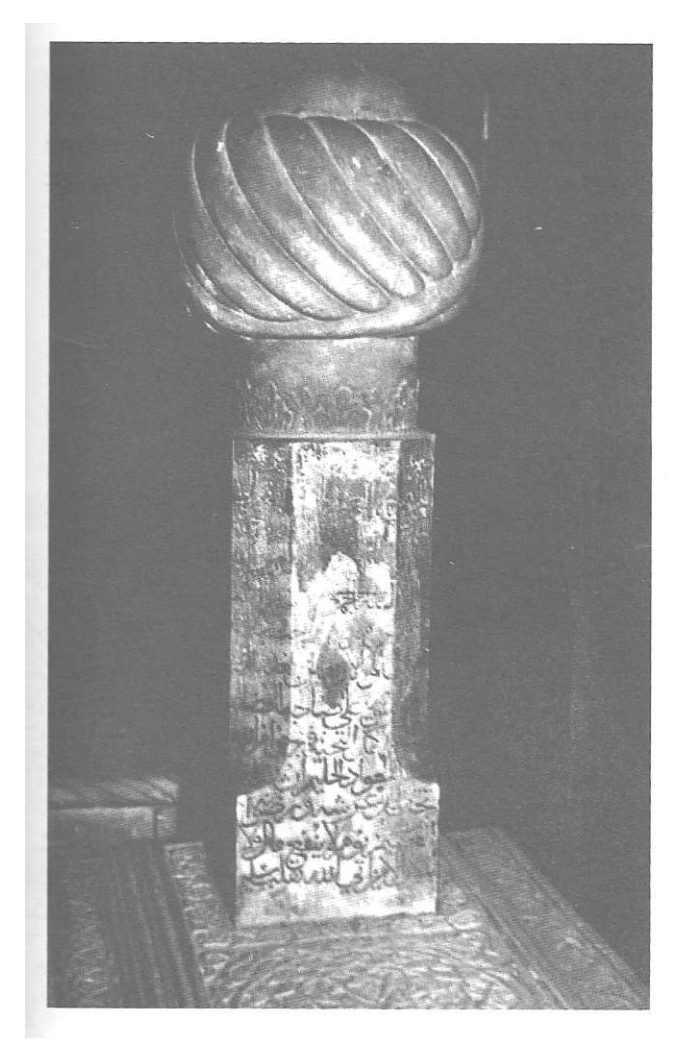
Certains de ces mameluks manœuvrèrent bien pour accéder à la dignité de Dey, puisque le commandement de la *Mahalla* (le camp des expéditions) est réservé à la famille Muradite. C'est ainsi que Mami, un *mameluk* de Youssef Dey, conspira pour faire accéder à la dignité de Dey un autre *mameluk,* Sta-Mrad, jouissant d'une bonne réputation parmi les soldats. Il considérait, à juste titre, que, de cette manière, la porte sera ouverte pour la nomination d'anciens *mameluks.* Ce qui fut fait. La concurrence devient encore plus serrée entre tous ceux qui portent l'uniforme ottoman. Le *Bey* Muradite intervient au moment de chaque désignation d'un nouveau Dey ; et, certains titulaires

Inscription au Mausolée de Youssef Dey indiquant le nom du maitre architecte andalous:

Moubammad Ibn Ghâlib Al-Andaloussi



du poste sont assassinés ou délogés *manu militari,* comme le Dey Mostafa Gara-Agouz qui, en 1666, survit à un empoisonnement. De même, le Dey Chaâbane Oglu complote en 1672 pour déposer Murad Bey II, mais celui-ci déjoue le complot, fait arrêter les partisans du Dey et oblige celui-ci de se retirer de sa charge. Il mourut d'ailleurs dans l'année. Son successeur Mouhammad Mentchali est, lui,



Tombeau de Youssef Dey. D'après Ahmed Saadaoui, Tunis, ville ottomane : trois siècles d'urbanisme et d'architecture, *CPU, Tunis,* **2001.**

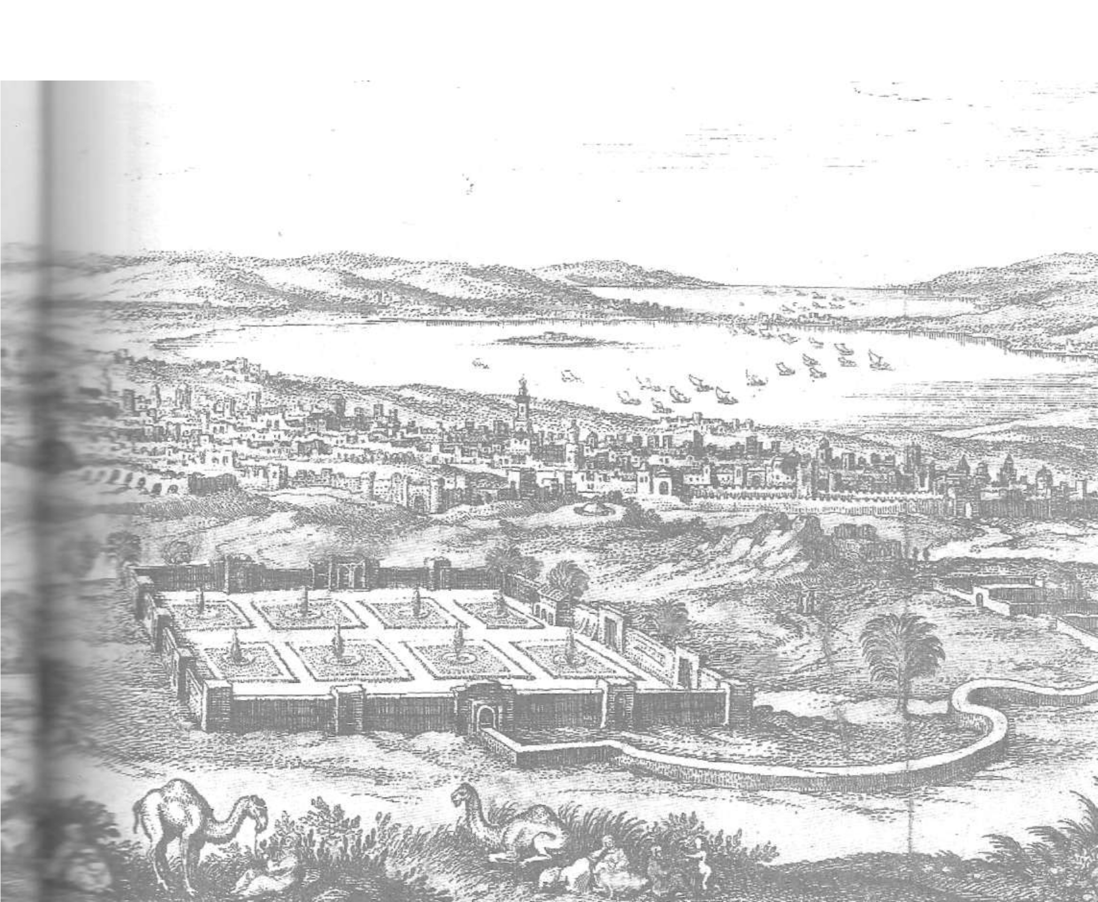
déposé par les soldats et remplacé par Haj Ali Laz l'année suivante. Le nouveau Dey tente, à son tour, d'écarter le Bey Murad durant l'expédition de celui-ci vers Tripoli où il devait aller punir les soldats mutinés contre leur Pacha Othman qui, avant sa mort dans sa casbah assiégée, a recommandé à ses partisans de s'adresser à Murad Bey II pour rétablir l'ordre ottoman. Le Bey de Tunis n'allait pas manquer cette occasion pour reprendre Tripoli ! Le complot fomenté par le Dey est découvert, à temps, par Mouhammad AI-Hafsi, frère de Murad, qui court avertir le Bey. Le Bey Murad prend la route du Sahel, puis se dirige vers Tunis où l'attend une nouvelle armée avec à sa tête un nouveau Bey choisi par le Dey et soutenu, en plus, par

Tunis. Gravure de Matthàus Merian 1646.



les tribus des Awled Saïd et des Mathalith. Mais la bataille qui se déroule à Mellassine aboutit à la victoire de Murad Bey II. Le Dey Haj Ali Laz est déposé par les soldats qui prennent en compte le désir du Bey et nomment Mami Jamal comme Dey.

Le film continue avec les Deys suivants, surtout lorsque, entre les princes Muradites, se déroulent des guerres civiles, offrant l'occasion aux Deys d'intervenir dans les affaires du pays, plus autonome qu'auparavant par rapport à Istanbul. C'est ainsi que ce Mami Jamal change de camp et complote contre l'héritier de Murad, son fils Mouhammad, en lui opposant son oncle Mouhammad Al-Hafsi et son frère Ali. C'est le commencement d'une suite de guerres civiles.

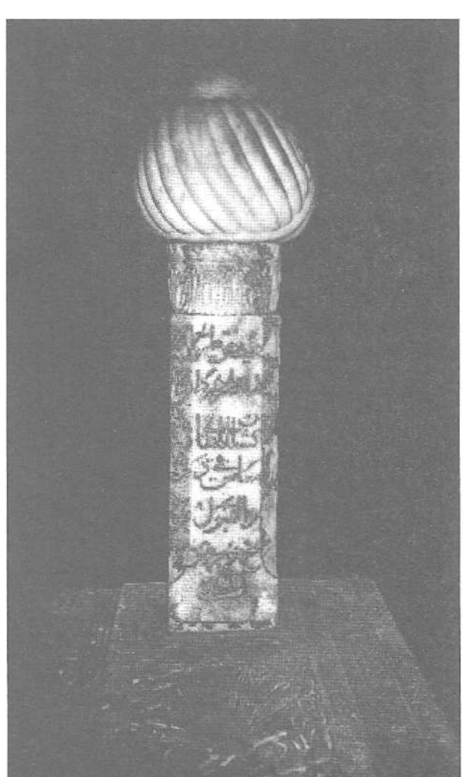


1637

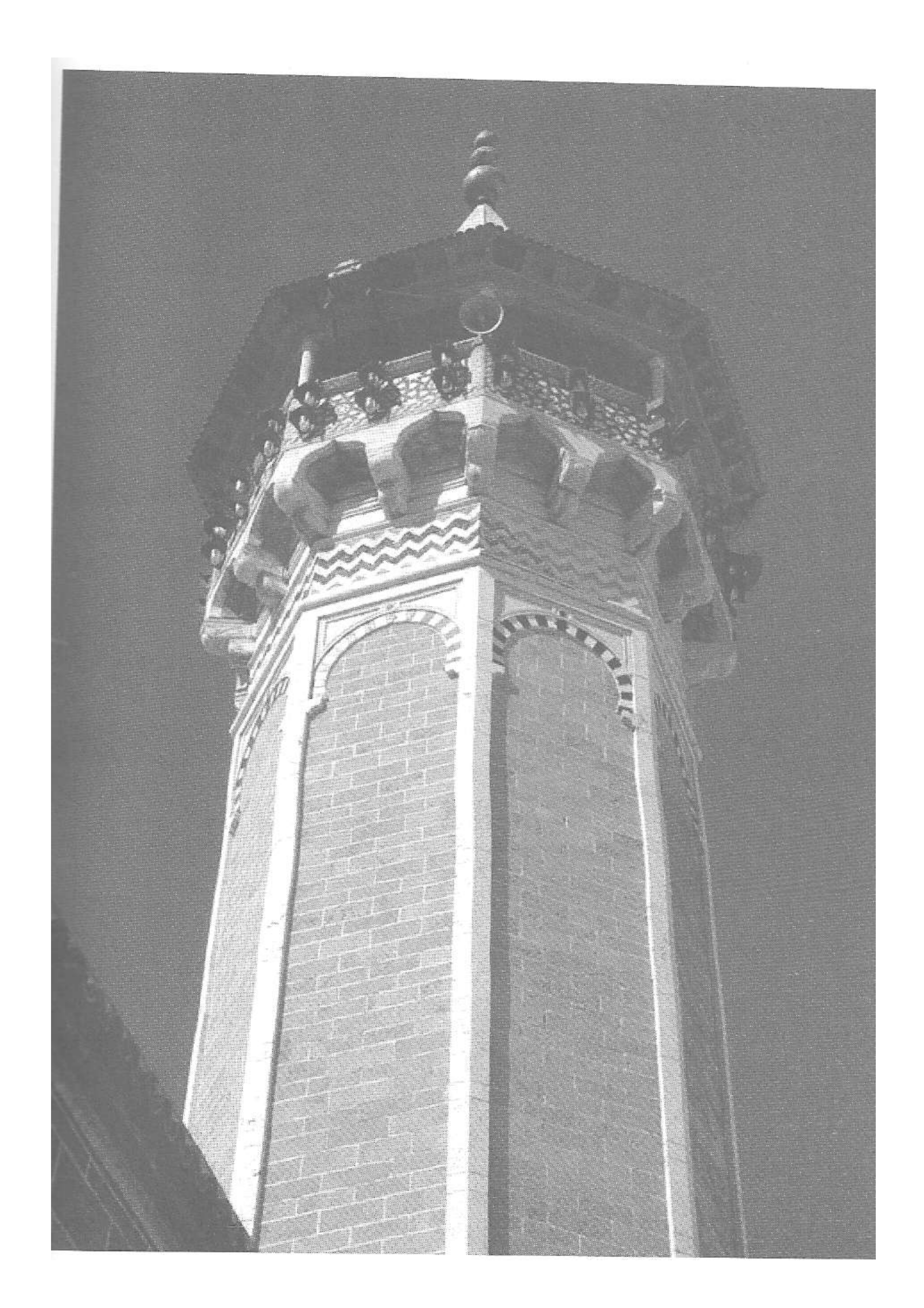
UN **GRAND PRINCE** HAMMOUDA PACHA

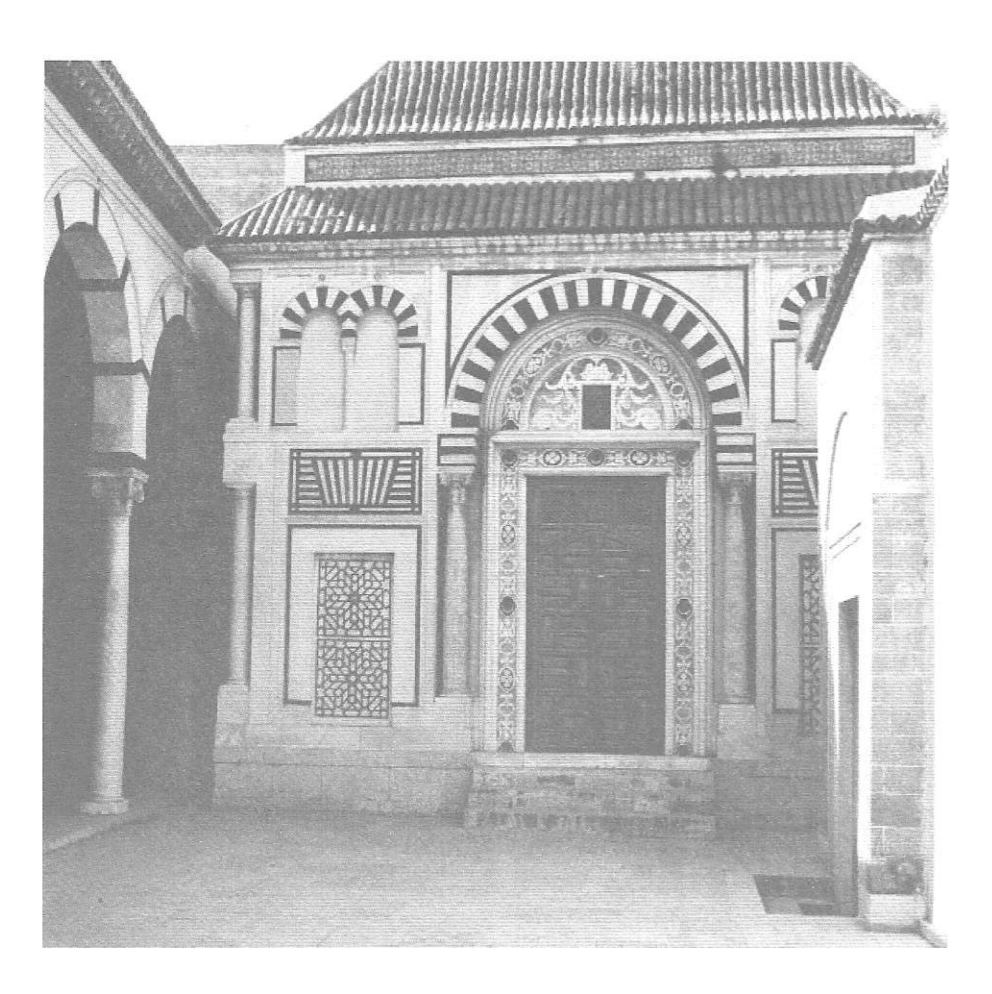
*Page de droite :
Minaret de la Mosquée
Hammouda Pacha
à Tunis.*

Tombeau de Murad I".



Pour l'histoire de la dynastie Muradite, le premier Murad, le mamelouk de Romdhan Bey, à qui échut, à la mort de celui-ci en 1613, la charge de *Bey de camp* pour la levée des impôts, est considéré comme le fondateur de la dynastie qui porte son nom. En fait, de 1613 à sa mort en 1631, Murad sert loyalement son chef Youssef Dey. Vers la fin de sa vie, il confie le commandement du camp à son fils, Hammouda. Le nouveau Bey est le premier Muradite à exercer, d'ailleurs avec panache, le pouvoir à sa guise. Il a déjà montré à côté de son père des qualités de chef et de fin politique. Devenu Bey, il ne cherche pas, à ses débuts, à gêner le Dey Youssef bienfaiteur de son père, ni les autres deys siégeant dans les casernes. Il leur laisse les mains libres dans le commandement des militaires et dans la tenue des garnisons, des ports et des forteresses. Il garde cette conduite jusqu'à la mort de Youssef Dey en 1637. Il fait régner alors l'ordre dans le pays. Il réussit à battre les plus turbulents des Arabes de son temps les Awled Saïd qu'il pousse à émigrer en Tripolitaine, soumet les habitants d'Al-Hamma de



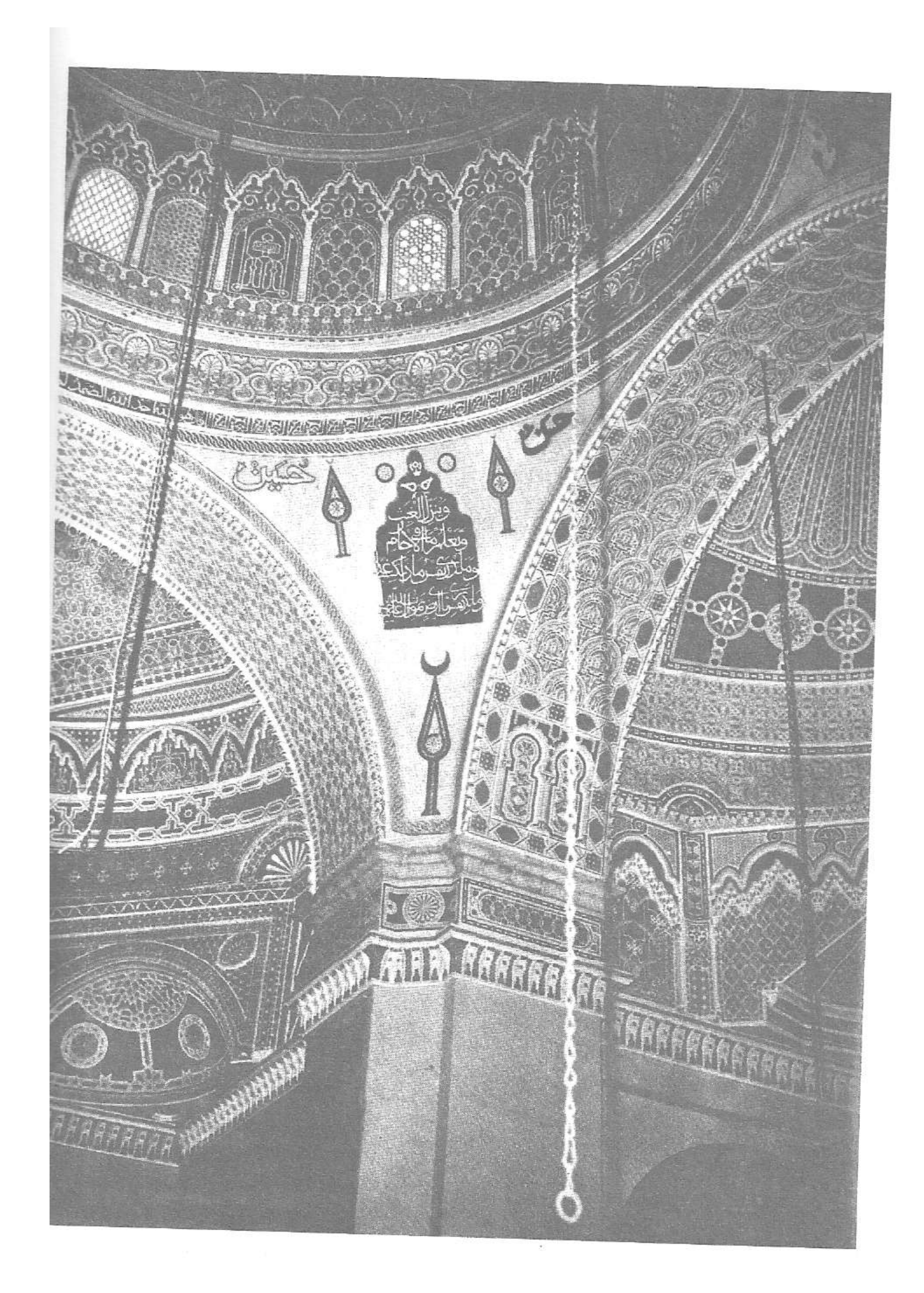


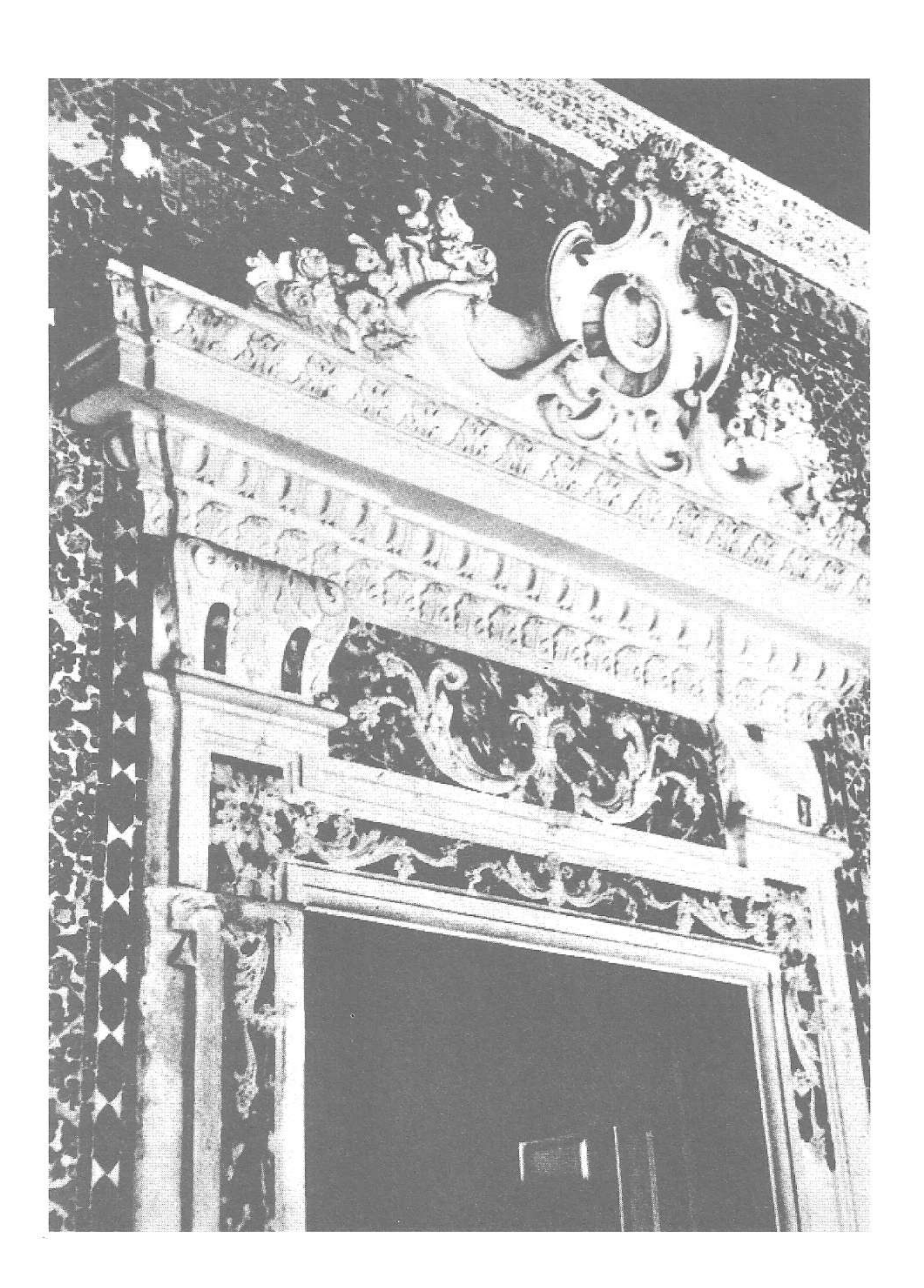
Mausolée de Hammouda Pacha à Tunis.

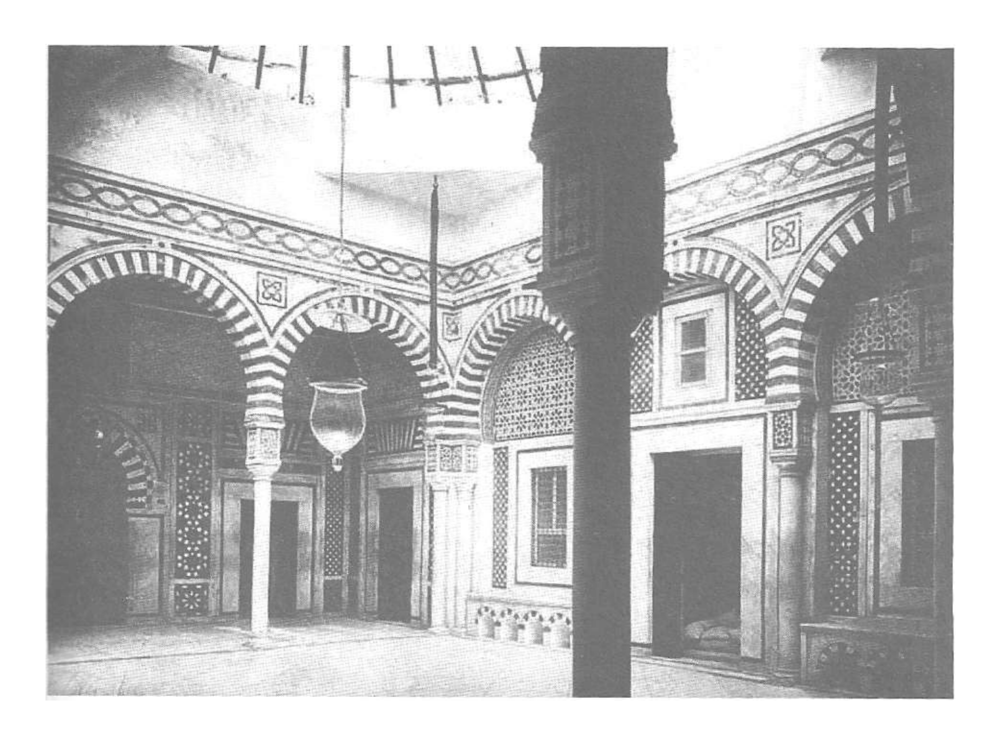
Page de droite : Intérieur de Sidi Mahrez à Tunis. Sa construction a été lancée par Hammouda Pacha,

Gabès et les Chennoufi du Kef, pacifie les régions de Amdoune, au Nord, et de Matmata, au Sud. En éliminant les restes des Chabbiya du centre, il les sépare des Arabes Drid et enrôle ceux-ci dans ses troupes. Enfin il crée, parallèlement aux corps des Janissaires « Turcs » commandés par les Deys, des compagnies de Spahis *{Sipahi* en tare veut dire cavalier) pour faire la police dans les places de Tunis, Kairouan, Le Kef et Béja.

Hammouda Pacha a laissé une profonde empreinte dans l'urbanisme de la capitale. Il agrandit et embellit







Patio de Dar-el-Bey.

Dar-el-Bey (le siège actuel du Premier ministère) et fait construire la mosquée qui porte son nom à côté de la zaouïa de Sidi Ben Arous, presqu'en face de sa première maison (qui existe encore). Il lance la construction de la mosquée de Sidi Mahrez d'inspiration ottomane. Il répare l'aqueduc de Zaghouan au niveau de Bab Saâdoune. Il ouvre aux pauvres un hôpital dans la rue Al-Azzafine. Il remanie en l'embellissant le mausolée d'Abou Zemâa Al-Balawi, *SidiAssahib,* à Kairouan. Il obtient en 1657 le titre de Pacha. C'est alors qu'il confie le commandement du camp à son fils Murad. Il meurt en 1666 après avoir régné au total trente-cinq ans (comme intérimaire auprès de son père, puis Bey de camp en titre et, enfin Pacha).

Son fils Murad Bey, deuxième du nom, a déjà fait ses preuves en commandant les troupes du vivant de son père. Il se rend en Tripolitaine pour châtier les rebelles

Page de gauche :
Décor italo-ottoman sur fond de faïence de Qallaline.
Mausolée d'Abou Zemâa Al-Balawi à Kairouan.

Page de droite ;
Fusil ottoman.
Musée militaire national au Palais de La Rose à La Manouba.

qui ont assiégé Othman Pacha, triomphe de l'armée qu'ils lui opposent et ne renonce à conquérir la région qu'à la demande expresse des dignitaires tripolitains qui le supplient de les laisser régler leur problème de gouvernance. C'est sur le chemin du retour qu'il apprend la conspiration, dont il a été question précédemment, fomentée par les Janissaires et qu'il battit à la bataille de MeËassine. Il réussit également à vaincre Belgacem Ech-Chouk, le cheikh rebelle du Jebel Oueslat qui finit, pour ne pas se rendre, par se suicider. Il massacre, dans leur caserne derrière la mosquée Az-Zeitouna, des soldats mutinés, détruit leur quartier et construit, à sa place, la médersa mouradiya (qui existe encore).

Les conflits entre les princes Muradites occupent toute la fin du XVII[e] siècle. Retenons que le fils de Murad II, Mohamed (ou selon la prononciation turque *Mhamed)* se voit opposer son oncle Mohamed Al-Hafsi

Médersa el-Mouradiya à Tunis, œuvre de Murad Bey II.



soutenu par son propre frère Ali et le Diwan des Janissaires avec à sa tête le Dey. Al-Hafsi réussit pour un temps en 1675. Mhamed revient au pouvoir dans l'année, après l'abdication de son oncle. Son frère Ali, bien que pardonné, va créer un précédent néfaste pour sa dynastie et la suivante : il va se réfugier en Algérie et demander le concours du Bey de Constantine. Dès lors, on n'arrêtera plus les interventions des « Algériens » jusqu'au milieu, au moins, du dix-huitième siècle. Chaque fois qu'un prince est écarté, il se réfugie à Constantine. Les péripéties de la guerre civile entre les Muradites donnent l'occasion à leurs voisins de choisir tantôt un côté, tantôt l'autre. Ali est finalement tué, en 1686, par ses soldats au cours d'une tentative d'arbitrage présidée par les « Algériens » à Ras Tabia, dans les envijpns immédiats de Tunis. Ce sont les Deys qui tirent profit de la situation. On les trouve derrière tous les rebondissements de la guerre civile. Mhamed qui a tout fait pour faire rentrer son frère Ali dans le rang, reste seul au pouvoir jusqu'en 1696.

La suite est lamentable et relève du théâtre de Shakespeare : Romdhan, le troisième frère, qui a adopté son neveu Murad, fils d'Ali, tente de le rendre aveugle, puis l'emprisonne à Sousse. Le jeune Murad réussit à s'enfuir, constitue une armée, tue son oncle et s'installe au pouvoir, en 1699. Ce Murad III marque la fin de la dynastie, mais mérite une approche particulière.

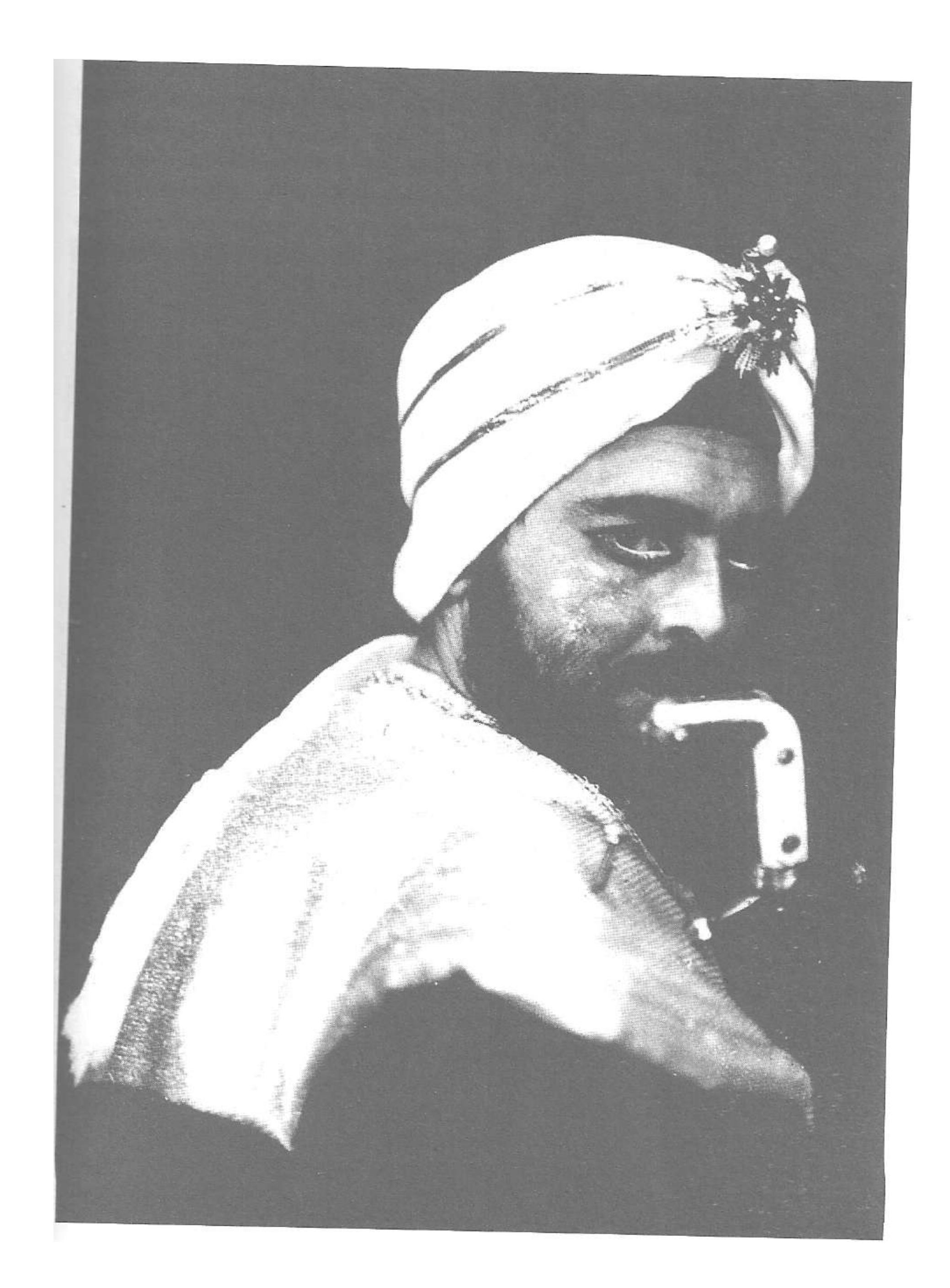


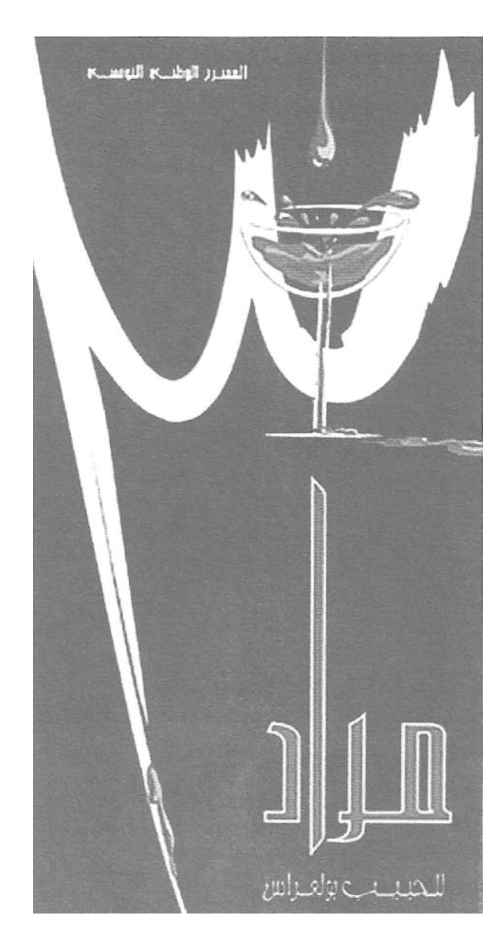
1699

MURAD III : VENGEANCE OU JUSTICE ?

L'auteur du présent livre est aussi l'auteur, en 1966, d'une pièce de théâtre intitulée *Murad III.* On ne s'étonnera pas du point de vue particulier exprimé dans ces lignes sur ce personnage hors du commun. Ceux qui ne sont pas familiarisés avec l'histoire dont nous venons d'évoquer quelques étapes significatives ont raison d'être frappés par le caractère sanguinaire du règne du dernier prince Muradite. Ce qui s'est passé, pourtant, entre les Deys et les Beys et entre les membres de chacune de ces classes, sans oublier les agissements de tous les gouvernants depuis la conquête arabe, donne des exemples de férocité qui relativisent les agissements de Murad. La violence a toujours été présente. Ainsi, cinq ans avant l'accession de Murad III au trône, le Dey Tatar a tué huit cents personnes en cinq mois et laissé un traumatisme tel dans la population qu'on disait : « Comme Tatar à la Casbah », pour décrire l'horreur inspiré par l'arbitraire d'un prince ! Ce qui fait la singularité des actes de Murad III c'est qu'ils sont provoqués par l'obsession de la vengeance. S'agit-il de folie ? S'agit-il de passion sanguinaire qui lui fait dire : *El-Bala* (le surnom de son sabre) *Jâît* (a faim) ? Ou s'agit-il de mener la recherche de la responsabilité jusqu'à la base de la hiérarchie d'un acte dont il a été victime ? Toutefois, ses agissements vis-à-vis de villes entières, Béja et

Aly Ben Ayed incarnant le rôle de Murad III dans la pièce de théâtre Murad III *de Habib Boularès. Il porte son célèbr e* B*ala* (F!ala, *sabre en turc).*





Affiche de la pièce de théâtre Murad III. *Nouvelle mise en scène, produite par le Théâtre nationale tunisien en 2003.*

Kairouan, notamment, sont inexcusables parce qu'ils constituent des punitions collectives. Ils relèvent d'une psychose obsessionnelle. Ils s'apparentent à la destruction de Dresde en Allemagne par les Alliés durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

Deux aspects retiennent, néanmoins, l'attention. Le premier est que le règne de Murad III a duré trois ans à une époque où il était aisé, relativement, de se débarrasser d'un prince indésirable ; les exemples dans sa propre famille abondent. Le second est que celui qui le tua, *XAgha* des *Spahis,* Ibrahim Chérif, s'empresse de mettre à mort tous les survivants de la famille Muradite : deux fils de Mhamed Bey qui accompagnaient Murad, un de leur cousin, Hammouda fils de Hussein Ben Murad II, un malade mental, ainsi que son fils âgé de quatre ans ! La dénonciation des excès de Murad n'a pas retenu le bras d'Ibrahim qui n'avait même pas l'excuse de la vengeance.

Sur un autre registre, Murad III a rempli son rôle de souverain en défendant son territoire et a conduit des campagnes jusqu'au cœur du Constantinois. Il a su s'attirer la coopération du Bey de Tripoli qui l'a secondé en lui adressant des renforts dans sa campagne constantinoise. Il a reçu une ambassade d'Angleterre et renouvelé avec ce pays les accords de paix et de commerce. C'est au cours de sa deuxième campagne et sur le chemin vers Constantine, qu'à l'étape de Béja, Ibrahim chérif l'a tué. Celui-ci avait été envoyé par Murad III, comme ambassadeur à

Istanbul pour expliquer ce qui se passait entre Tunis et Constantine et demander de l'aide. Il en est revenu avec un décret d'investiture à son profit !

Avec Murad III, l'ère de sa dynastie est close. Celle d'Ibrahim Chérif durera ce que dure les roses.

Etonnante association, peu pacifique, entrefleurs de lys et croissants. Chapiteau de la période muradite à Dar Daoulatli à Tunis. Photographie de Jacques Revault.



1705

OU COMMENT HUSSEIN BEN ALI SE RETROUVE FONDATEUR D'UNE NOUVELLE DYNASTIE !

Ibrahim Chérif ne règne que trois ans. Il serait un Turc ayant servi d'abord en Algérie et venu en Tunisie lors d'une des interventions des voisins, en compagnie de Mhamed Ben Chokr l'ancien *Kahia* (lieutenant) de Mhamed Bey, en 1686. Il s'est engagé dans les troupes beylicales établies à Gafsa. Il a bénéficié de diverses



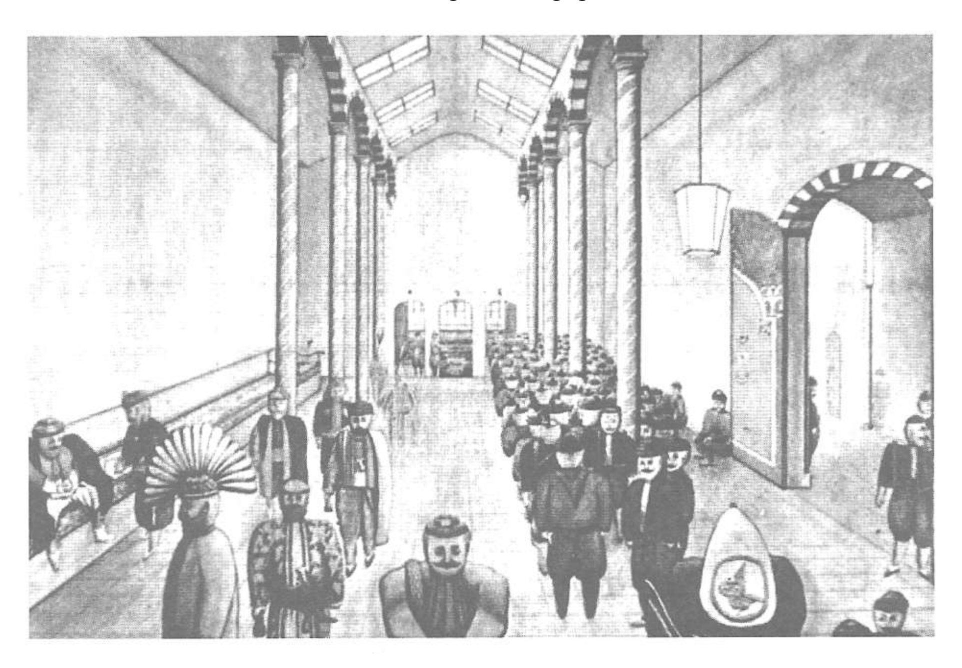
Mausolée de « Sidi-Ali-Turki » au Kef.



Hussein Ben Ali.

promotions jusqu'au grade d'Agha des Spahis. Son premier acte, après la mort de Murad III, et sa prise de : Miction de Bey, est de démettre de ses fonctions le Dey en exercice et de le remplacer par Gara Mostafa, ti de nommer son adjoint Mohamed Khoja Lasfar (un incien de la cour de Murad) Agha de la Casbah, autrement dit gestionnaire du Diwan des troupes. Vers la fin de l'année de son investiture, il démet ce Dey et récupère sa charge. Dès lors, il se met à signer les décrets avec les titres de Ibrahim Chérif Bey Dey. Il commet de nombreuses exactions dans diverses régions et les « Turcs » suivent son exemple au point d'exaspérer la population et de susciter des mouvements de révolte. Un ancien mameluk de Murad, du

nom d'Ali Essoufi prend la tête des révoltés à Kalâat Senan. Il est tué et sa tête est ramenée à Tunis. En 1703, Ibrahim obtient le titre de Pacha ; et, c'est ainsi qu'il est le premier souverain à réunir les trois qualités dans sa titulature. Il conduit une campagne, en 1704, en Tripolitaine, contre Khelil Bey l'ami de Murad qui a aidé le défunt Bey de Tunis dans sa première offensive en Algérie. Il gagne la bataille aux environs de

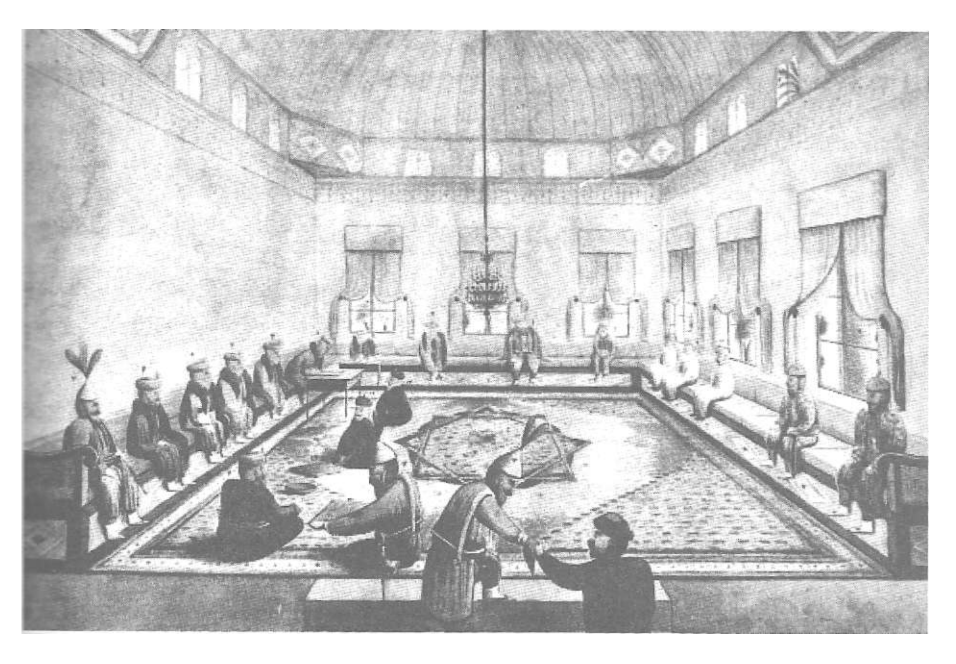


A gauche de l'image, les soldats en rang, le jour de la remise de leurs soldes à Dar el-Bacha à Tunis. D'après un manuscrit anonyme conservé à la Bibliothèque nationale de Tunisie, 17'-18' siècles.

Tripoli. Il poursuit Khelil et met le siège devant la cité. Mais le choléra décime ses troupes et les tribus arabes qui le secondent se retirent. Il rebrousse chemin, alors, en janvier 1705, et rentre à Tunis. Dans toute cette campagne, il a comme lieutenant Hussein Ben Ali Turki, l'Agha des Spahis.

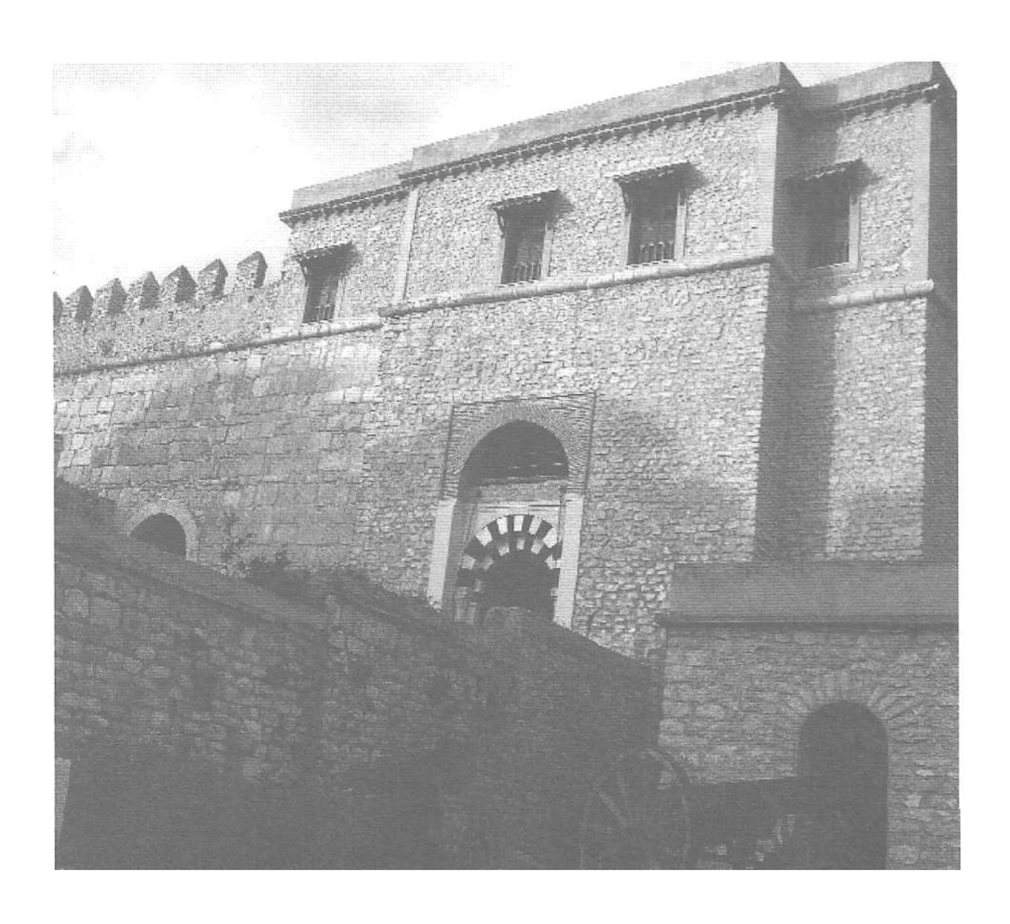
Au printemps, il se rend au Kef qu'il avait fortifié pour faire face à l'offensive algérienne conduite par Ichchi Mostafa. Mais dès que les deux armées se rencontrent, et avant le combat, les tribus arabes, se sou-

venant des exactions commises lâchent Ibrahim Cherif. Hussein Ben Ali lui conseille de conclure, alors, un accord avec l'adversaire. Il refuse. Il est fait prisonnier. Hussein Ben Ali qui se trouvait avec ses Spahis sur une colline avoisinante rentre à Tunis. C'était en juillet 1705. Arrivé près du lac Sedjoumi, il reçoit une délégation des notables de la capitale qui lui demandent d'accepter la charge de Bey. Après quel-



Le Diwan en réunion. Même manuscrit que l'image précédente.

ques hésitations, dit-on, il accepte. C'est vite dit, car voilà une nouvelle dynastie qui inaugure son temps dans la douleur, l'emprisonnement du souverain et l'abandon de la ville du Kef livrée au pillage des vainqueurs. Ibrahim Chérif est entre les mains d'Ichchi Mostafa qui reste au Kef. Une délégation quitte Tunis pour informer l'Algérien du changement d'autorité et lui demander de rentrer chez lui avec son prisonnier. Elle lui propose même de lui donner de l'argent. Le Bey algérien refuse et marche sur Tunis en dévastant



La Casbah du Kef. Vue extérieure. D.R.

Tébourba au passage, ses troupes étant gonflées par les bédouins toujours à l'affût d'une razzia. Les escarmouches se succèdent jusqu'en septembre 1705 lorsque (miracle !) le Bey Hussein dispose de canons et bat les envahisseurs dont les rangs se débandent. L'envahisseur reprend la route vers Algérie par Tébourba, Medjez-el-Bab, Béja, toujours poursuivi par les troupes « tunisiennes » grossies par le succès !

Hussein Ben Ali se contente du titre de Bey. Il avait bénéficié d'une sacrée chance pour échapper à la mort, plusieurs fois, surtout après l'assassinat de Murad III, puis pour échapper à la défaite au Kef et pour réussir

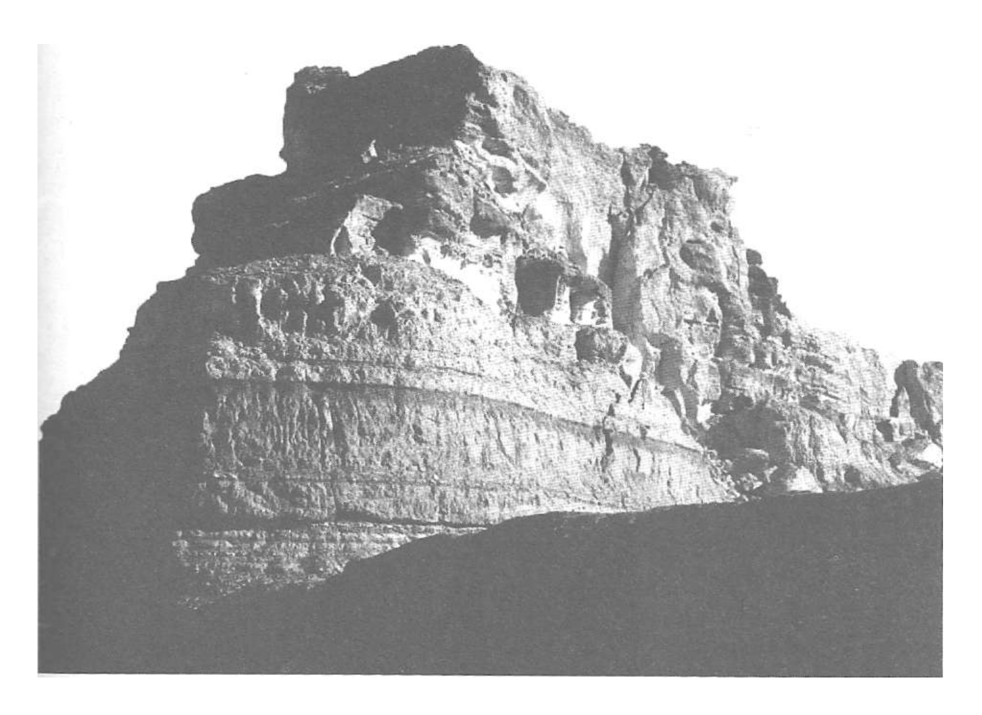


La Casbah du Kef. Vue intérieure. D.R.

à résister à un envahisseur coriace. Cet homme était originaire de Candia, c'est-à-dire de Crète. Son père, Ali dit Turki, immigré en Tunisie probablement au milieu du dix-septième siècle, s'était engagé dans les troupes régulières. Envoyé au Kef, il y épousa une fille de la tribu des Chennoufi qui lui donna un fils, Mohamed. Puis, il épousa une fille de la tribu des Charen qui lui donna, en 1675, un fils prénommé Hussein. Après la mort d'Ali Turki, enterré au Kef, les deux fils, engagés dans les troupes beylicales assument plusieurs charges. Mohamed, Chennoufi par sa mère, fait carrière dans les tribus de bédouins nomades. Il

épouse la fille d'un caïd, Hassen Ben Mohamed Ben Caïd Hassen et habite sous la tente. Sa femme lui donne son fils Ali. Ce futur Ali Pacha est ainsi assuré du soutien des Chennoufî par sa grand-mère et de celui des Bédouins par sa mère. Hussein, Charni par sa mère, fait carrière dans la capitale où il atteint, jeune, la fonction de Khaznadar, trésorier, probablement à la fin du règne de Mhamed Bey qui est mort en 1696. Victime d'un complot de cour, Hussein Ben Ah Turki s'enfuit à Kalâat Senan. Puis malgré un flirt avec le rebelle Ben Chokr (vers 1694), il se fait réintégrer dans la suite de Mhamed Bey. Après la mort de celui-ci, son successeur Romdhan Bey, nomme Hussein, Agha des Spahis. Murad III le charge de la wilaya des Àradh, autrement la région de Gabès. Cible de nouveau d'un complot de cour, il est convoqué à Tunis. Au lieu de s'enfuir comme le lui conseillaient ses amis, il se rend à la convocation et Murad III sensible à sa loyauté, le nomme *Kahia* à *Dar-el-Pacha,* et responsable de Dar-el-Jeld, autrement dit directeur du monopole du cuir. A la mort de Murad III, il s'enfuit au Jebel Oueslat, mais le successeur Ibrahim Chérif le rappelle et le nomme Agha des Spahis, fonction qu'il avait déjà assumée. En 1705, il a trente ans mais déjà une longue expérience.

L'épreuve n'est pas finie pour lui. Elle ne fait que commencer. Mohamed Khoja Lasfar, son compagnon qu'il a vite fait nommer Dey, veut rétablir la prééminence du Dey sur le Bey. Hussein Ben Ali réussit à s'en débarrasser en associant à son action l'ardeur des Arabes Drid et Riah, de la région du Fahs. Lasfar est tué à Tunis par ses propres soldats, convaincus, après une série d'assassinats injustifiés ordonnés par le Dey, que celui-ci n'a plus aucune chance de gagner la partie. Ensuite, Ibrahim Chérif, devenu le protégé du maître d'Alger est renvoyé d'Algérie par mer, pour reprendre ses fonctions à Tunis, en accord avec le Dey Lasfar qu'il croyait encore en vie. Averti, Hussein Ben



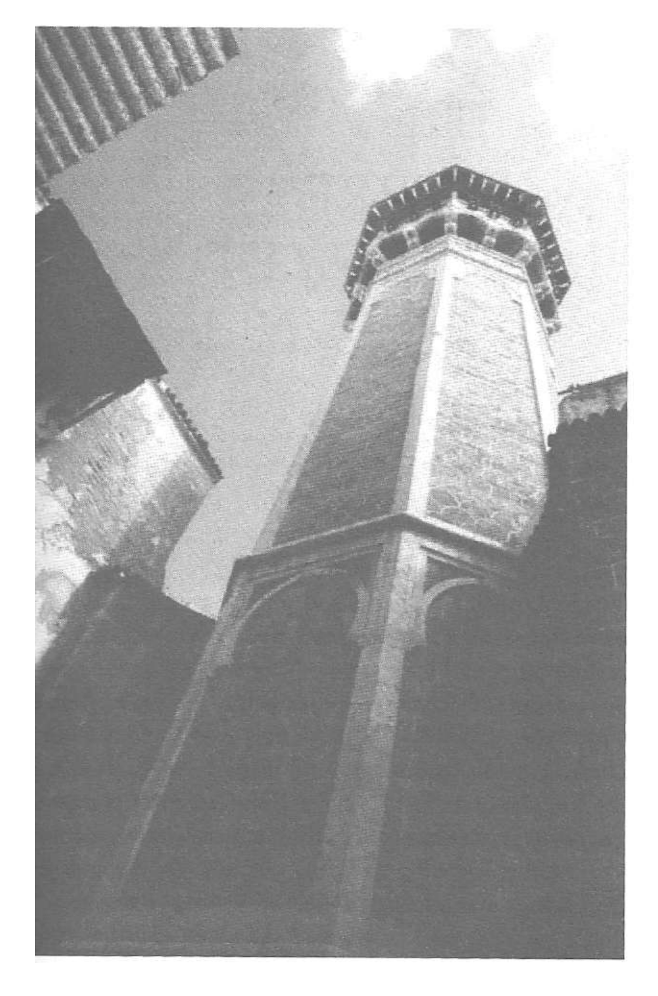
Kalâat Senan.

Ali fait surveiller les routes terrestres et maritimes. Un bateau de ses fidèles, habillés en marins européens, croise le transport d'Ibrahim Chérif à Ghar-el-Melh. Ceux-ci trompent le prétendant sur leur identité et le tuent, en 1706.

Dès lors, le nouveau Bey peut se consacrer à sa tâche. Or, voilà qu'en 1709, un de ses bateaux, ayant fait des captifs, lui offre une jeune et belle génoise de treize ans qu'il prend dans son harem. Il était déjà marié, mais il n'a eu qu'une fille. La génoise lui donne un garçon qu'il nomme Mohamed, puis un second, Ali, puis une fille, puis un troisième garçon, Mahmoud, puis un quatrième, Mostafa. Les données familiales changent et bouleversent les plans préétablis. Tant qu'il n'avait pas eu d'héritier mâle, Hussein Ben Ali avait adopté son neveu Ali, fils de son demi-frère Mohamed Ben Ali Turki né autour de 1695 et

veillé sur son éducation. Devenu grand, Ali s'est vu confier par son oncle le commandement des troupes autochtones, compte tenu de ses connaissances des Bédouins. En 1724, Hussein décide de confier le commandement du camp affecté à la levée des impôts à son fils Mohamed, un adolescent de quinze ou seize ans. Pour faire accepter ce remaniement à la tête du pays, il demande à Istanbul de conférer à son neveu Ali la dignité de Pacha. Celui-ci prend le titre offert à vingt-neuf ans, mais ne tarde pas à se rendre compte qu'il n'exerce aucun pouvoir et il se met en dissidence en 1728.

La guerre civile qui dure douze ans, masque, dans les mémoires, l'œuvre, notamment urbanistique et cultuelle de Hussein Ben Ali. Il faut noter à son actif, d'abord, qu'il a assuré l'ordre en sauvant le pays des suites de la défaite d'Ibrahim Chérif. Il a réduit toutes les rébellions déjà citées ainsi que celles, dix ans après, d'un prétendant Muradite soutenu, en 1713, par le clan des Hannachi, parents maternels des Muradites, et une tentative des amis d'Ibrahim Chérif, en 1715. Il a réorganisé l'arboriculture des oliviers *Habous* des environs de Tunis et affecté leurs revenus à des œuvres de charité. Il a réalisé des travaux publics en organisant un abreuvoir à Mellassine et en construisant des citernes, des réservoirs et des points d'eau à Tunis, à Gafsa, à Sousse et à Enfidha. Il a fait construire des ponts, parfois petits, mais nécessaires pour faciliter la circulation entre les villes et entre les villages au Kef, au Fahs, à Radès et à Sousse. Par piété réelle, il n'a pas cessé, durant tout son règne de construire des mosquées : celle du Bardo où il réside et à Tunis son *Jemaâ el-Jedid* flanqué d'une médersa (où enseignent les Cheikhs Chérif, Ej-Jerbi, Al-Harqani Al-Hanafi) et d'une *tourba* (mausolée) ; à Sidi Bou Saïd, il a transformé un modeste lieu de prière (*masjid)* en mosquée du vendredi. Il a fait construire aussi des médersas en affectant à chacune un savant reconnu pour y donner



Mosquée dite Jemaâ el-Jedid à Tunis. Œuvre de Hussein ben Ali.

des cours de *fiqh* : à Tunis la médersa du palmier, derrière la Zitouna (Cheikh Khadhraoui), et dans la rue Sabat Ajam (Cheikh Jaït), à Sfax (Cheikh Charfi) et d'autres à Kairouan et à Nafta. Il a restauré la zaouïa de Sidi Dhrif et restauré les coupoles de Sidi Qacem El-Jelizi et du mausolée de Sidi Mahrez. Il était superstitieux, très marqué par les prophéties répandues chez le peuple et recherchant la protection des saints dont il visitait régulièrement les zaouïas.

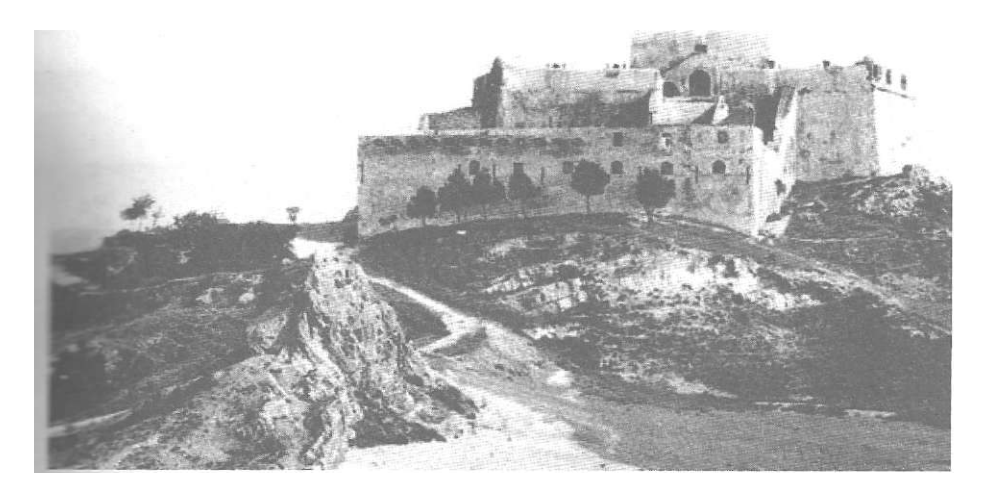
1728

LA GUERRE DES *BACHIA* ET DES *HUSSEINIA*

Pendant douze ans, la Tunisie se divise en partisans d'Ali Pacha : les *Bachia* et en partisans de Hussein Ben Ali : les *Husseinia.* L'ampleur du conflit est due à la personnalité de chacun des deux chefs de clans, mais, il ne faut pas l'oublier, à leur ascendance maternelle. Il faut se rappeler qu'Ali Turki a épousé une fille de la tribu des Chennoufi qui lui a donné Mohamed, père d'Ali Pacha, et a épousé une fille de tribu des Charen qui lui a donné Hussein. De plus, Ali Pacha a épousé, à son tour, d'abord une fille d'un grand Caïd qui lui a donné son fils Younès, puis une fille de Kouroughli, qui lui a donné Mohamed et Slimane. En ajoutant à ces clans les nostalgiques Hannachi, appartenant à la tribu maternelle des Murad et la longue connaissance d'Ali Pacha du monde bédouin, on ne peut que constater que les ingrédients étaient réunis d'un conflit tribal touchant, dès le départ, plusieurs régions du pays.

Sceau de Hussein Ben Ali.

On trouve d'un côté les *Husseinia* : Kairouan, Sousse, Monastir, Mahdia, Kalâa-Kébira, Sfax, plusieurs localités du Sahel, les tribus des Béni Rizg, la majeure partie des Drid, les Zlass, les Awled Aoun, une partie des Awlad Saïd et les Hemamma. De l'au-



Fort d'el-Djellaz, reconstruit par Ali Pacha.

tre côté les *Bachia* : Msaken, Jemmal, Kalâa Seghira, Akkouda, Zaouit Soussa, Jebel Oueslat, et les tribus de Majer, des Frèchich, des Awled Ayar et des Ouertane. Les villes de Tunis et du Kef, malgré leur penchant pour Hussein, sont, tantôt prises par un camp, tantôt par l'autre.

Cette première guerre civile (car il y en aura une autre) se déroule entre 1728 et 1740. La première année, elle se conclut, malgré de nombreux revers, à l'avantage de Hussein Ben Ali, après des affrontements sanglants au Jebel Oueslat (première place forte d'Ali Pacha) puis au Kef, puis au Sahel, jusqu'au moment où Ali Pacha s'enfuit au Sud, en août 1729, puis en Algérie. Hussein Ben Ali rentre à Tunis, victorieux, avec ses fils, Mohamed, Ali et Mahmoud, qui ont subi le baptême du feu.

Mais Ali Pacha qui se rend à Alger, en 1729, est, d'abord, emprisonné par son gouverneur Abdi Pacha pendant quelques années. Après la mort du gouverneur, le successeur, Ibrahim Pacha, le libère. Ali ne

Au mois d'août 1735 l'affrontement entre les deux armées a lieu à Sminja.

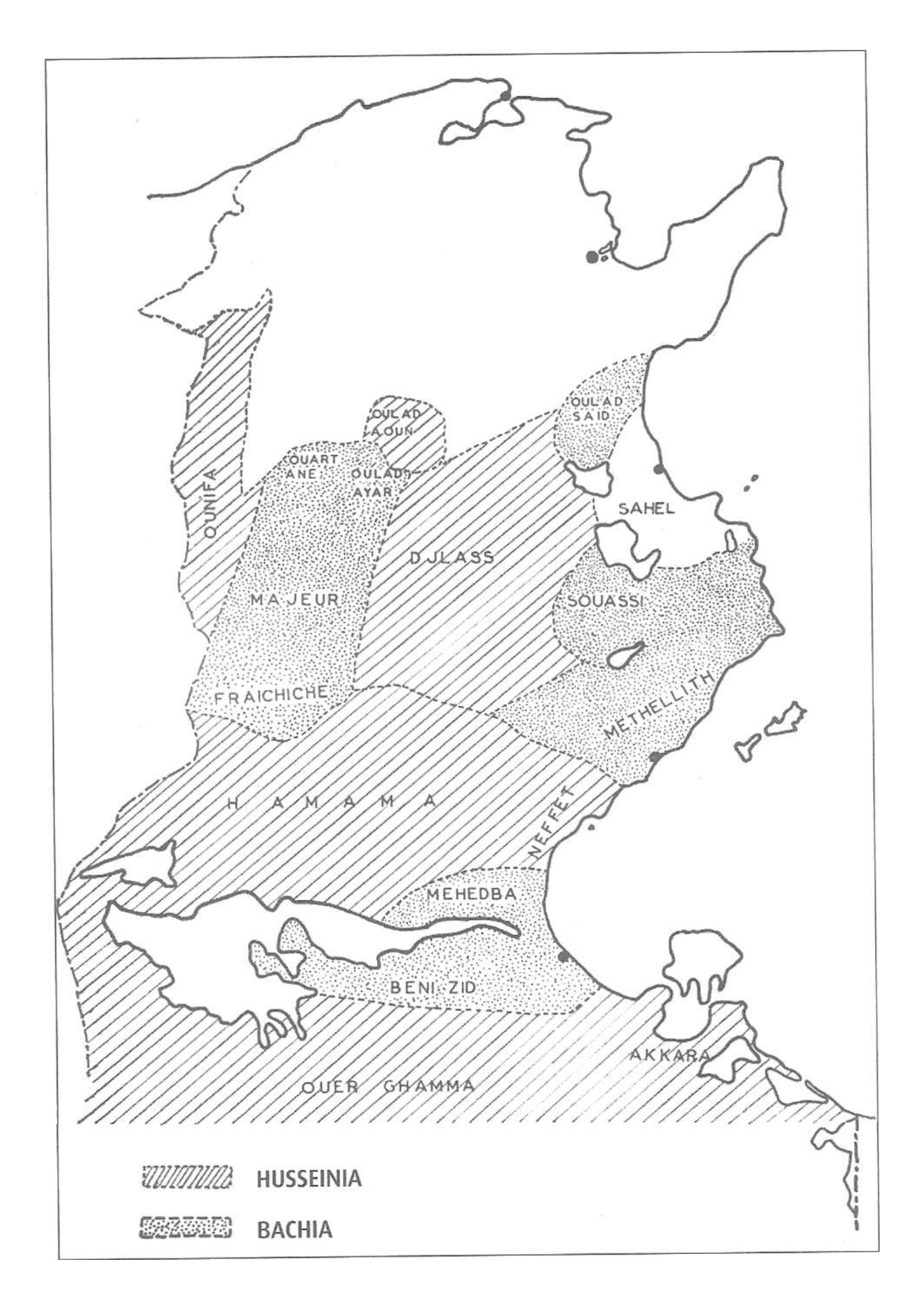


cesse de le harceler, en multipliant les promesses, jusqu'à obtenir la formation d'une armée en mai 1735, commandée par Ibrahim Khoja Khaznaji, avec laquelle il revient en Tunisie. Hussein Ben Ali se prépare à l'affrontement qui a lieu à Sminja au sud de Tunis, au mois d'août. La bataille à épisodes est longtemps restée indécise tant il y a de changements d'attitude, surtout des tribus soutenant le Bey. Le camp algérien reste ferme et voit même le ralliement des Awlad Saïd qui abandonnent Hussein Ben Ali, sauf la fraction des Awlad Qacem. Sans passer dans l'autre camp, une partie des Drid abandonnent le Bey. En septembre, Hussein Ben Ali est blessé à la cuisse. Il se rend en secret à Kairouan et envoie son fils Mohamed à Alger pour clarifier les rapports avec le Pachalik. Son fils Ali le croit mort et rentre au Bardo donner des conseils de conduite à sa femme, fille d'Ali Pacha, pour la sauvegarde de ses enfants. Mais son frère Mohamed arrive et lui remonte le moral. Ils se dirigent vers Kairouan, place sûre pour les Husseinia et croisent, avant d'y



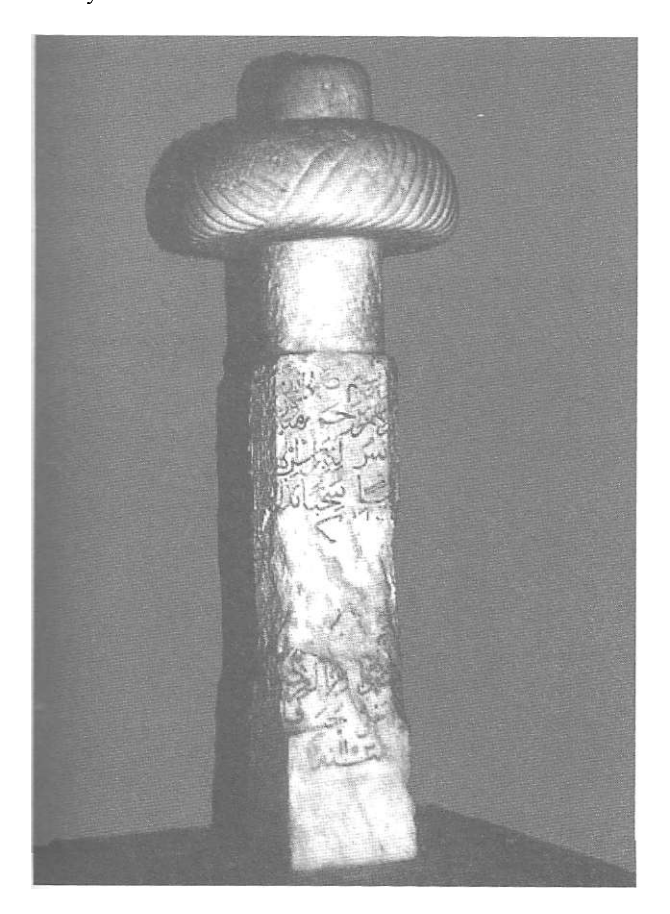
entrer, leur troisième frère, Mahmoud, qui les tranquillise : leur père n'est que blessé.

Commence, alors, la phase kairouanaise de cette guerre. Un premier siège dirigé par Younès, le fils aîné d'Ali Pacha, dure onze mois, de 1736 à 1737, sans résultat, la ville résistant bien. Hussein Ben Ali tente de rallier les Hannachi en apprenant leur abandon du camp d'Ali Pacha. Il envoie son fils Ali qui cherche le chef de ces nomades jusqu'à Tougourt, en vain. Il finit par aller s'installer à Constantine. Younès reprend le siège de Kairouan, en 1738, pendant neuf mois. Dans cette impasse où s'enlise la guerre civile, plusieurs défections sont enregistrées, même Sousse, la plus fidèle au gouvernement légitime, est tentée de rallier le camp d'Ali Pacha. Hussein lui envoie son fils Mahmoud, en juillet 1739. Mais le siège est repris de novembre 1739 à mai 1740 et Kairouan souffre : son ravitaillement est bloqué, ses remparts sont attaqués à coups de canon, ses défenseurs ne peuvent plus les utiliser pour éloigner les assiégeants. Hussein Ben Ali,


OULAD AOUN
OULAD SAID
OUART ANE
OULAD AYAR
OUNIFA
SAHEL
DJLASS
MAJEUR
SOUASSI
FRAICHICHE
METHELLITH
HAMAMA
NEFFET
MEHEDBA
BENI ZID
AKKARA
OUER GHAMMA
HUSSEINIA
BACHIA

sentant la défaite proche, quitte la ville par Al-Bab Al-Gharbi. L'armée de Younès s'en aperçoit et le pourchasse. Il est rattrapé par des cavaliers. Alors, il s'assoit sous un arbre et attend calmement. Personne parmi les poursuivants n'ose l'approcher. Younès arrive et brandit son sabre. Hussein lui dit (d'après l'historien Ibn Abi Dhiaf) : « *Tu vas me tuer, alors que j'ai tenu ton père sur mes genoux lors de sa circoncision ?* » et Younès lui répond : « *Monsieur, la royauté est stérile (Ya Sidi al-MolkAaquim) !* » C'était le 13 mai 1740. Hussein Ben Ali avait soixante-cinq ans. Sa tête est coupée et envoyée à Tunis.

Page de gauche :
La répartition des tribus entre bachia et husseinia. (D'après Bice Slama, L'Insurrection de 1864 en Tunisie, *Tunis, MTE, 1967).*



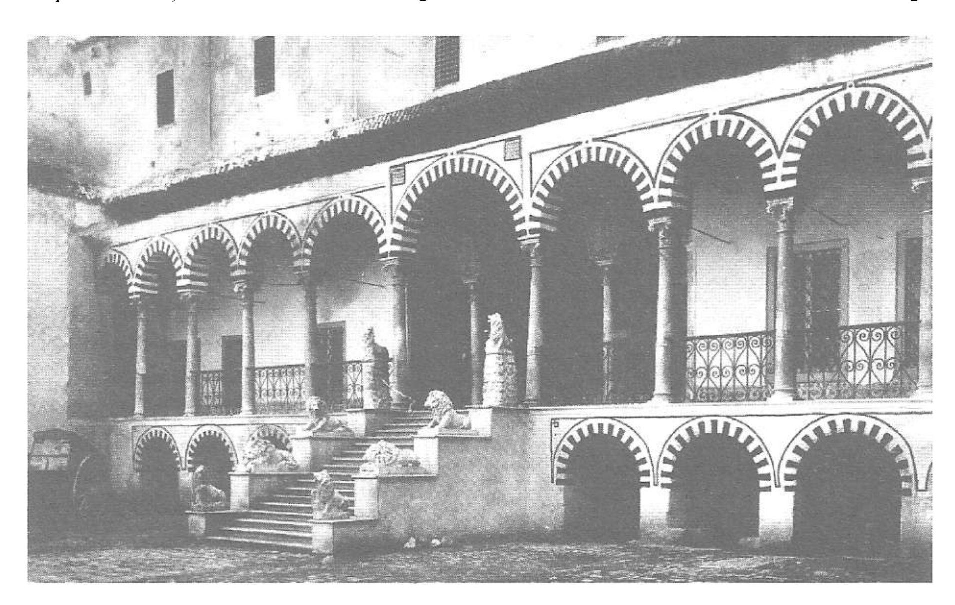
Stèle du tombeau de Hussein Ben Ali. (D'après Ahmed Saadaoui, Tunis, ville ottomane : trois siècles d'urbanisme et d'architecture, *Tunis, CPU, 2001.)*

1746

BACHIA ET *HUSSEINIA*, LA REVANCHE

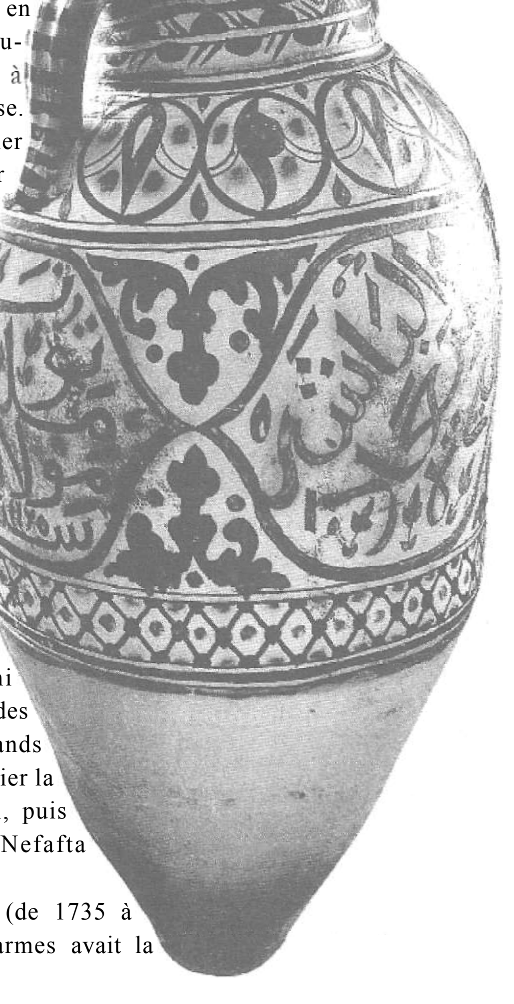
Après les aménagements introduits par Hussein Ben Ali au Bardo où il a résidé, Ali Bacha y adjoint le palais dit El-Borj et s'y installe Photographie de la fin du 19' siècle (où l'entresol est encore forme d'arcs plein-centre).

Si la poursuite du Bey Hussein avait été assurée par le prince Younès, c'est que son père, Ali Pacha, s'est installé au centre du pouvoir, au Bardo et à Tunis. Quand Hussein est blessé à la bataille de Sminja et qu'il s'est réfugié à Kairouan, en septembre 1735, les notables de Tunis se sont adressé au père d'Ali Pacha, le débile Mohamed Bey retenu en résidence surveillée au Bardo et l'ont fait asseoir sur le trône pour recevoir leur allégeance au bénéfice de son fils Ali et ont chargé



les princes Mohamed et Slimane d'en informer leur **père.** Ali, après s'en être assuré auprès de son aîné younès, a fait son entrée à Tunis, venant de Sminja, le 7 septembre. Il est allé, ensuite s'installer au Bardo, laissant à son corps défendant ses auxiliaires algériens pillaient Tunis. Il finit par charger son fils Younès d'y rétablir l'ordre sans trop vexer ceux qui l'ont aidé à arriver au pouvoir.

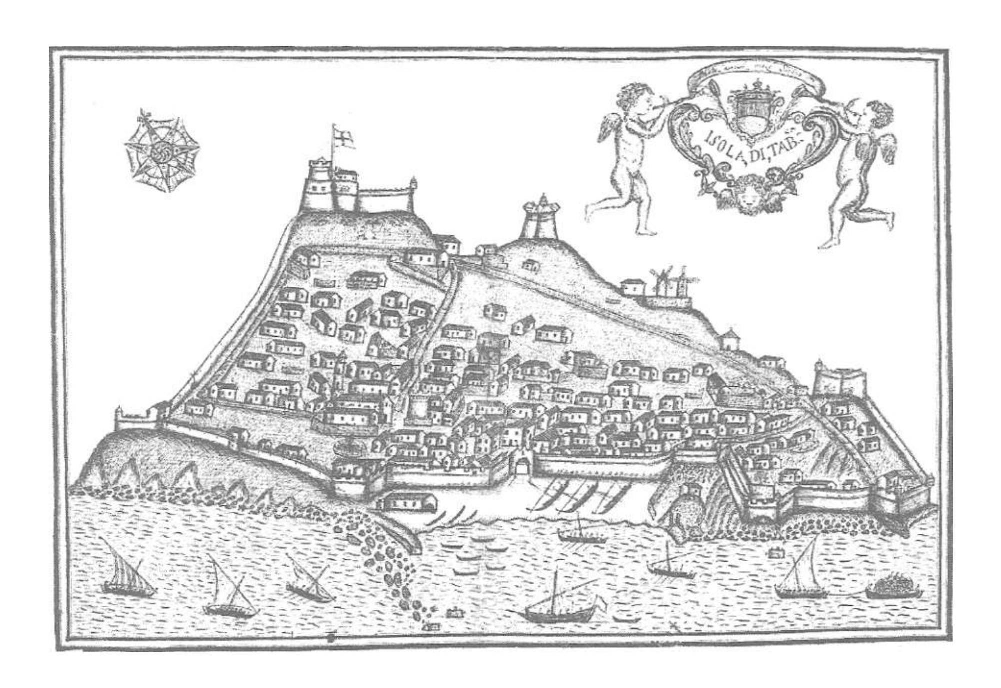
Khabiya, *grande jarre offerte à Ali Bacha,* « Mawlana Malik Tounis, *notre seigneur, Roi de Tunis », en 1752.*



Dans l'autre bord, au moment de 1 'exécution de Hussein Ben Ali, en 1740, les enfants du défunt se trouvaient : Mohamed à Alger, Ali à Constantine et Mahmoud à Sousse. Mohamed envoie un bateau chercher Mahmoud qui quitte Sousse pour Alger via Malte et Marseille. Les trois frères entreprennent à leur tour de faire la cour aux autorités algériennes pour obtenir la mobilisation d'une armée chargée de les aider à venger leur père. Ils y réussissent au bout de six ans.

Entre-temps, Ali Pacha et son fils Younès, tout en dirigeant le pays avec fermeté, se sont rendu coupables d'exactions et d'excès en exécutant par dizaines les fidèles de Hussein Ben Ali, à Tunis, à Sousse ou à Kairouan, ainsi que les dignitaires de la tribu des Hannachi qu'ils ont attirés au Bardo, puis des officiers qu'ils avaient recrutés à grands frais dans l'empire ottoman pour varier la composition des milices du Diwan, puis des Arabes, des Hémamma et des Nefafta de la région de Gabès.

Ali Pacha qui a régné vingt ans (de 1735 à 1756) au milieu du cliquetis des armes avait la

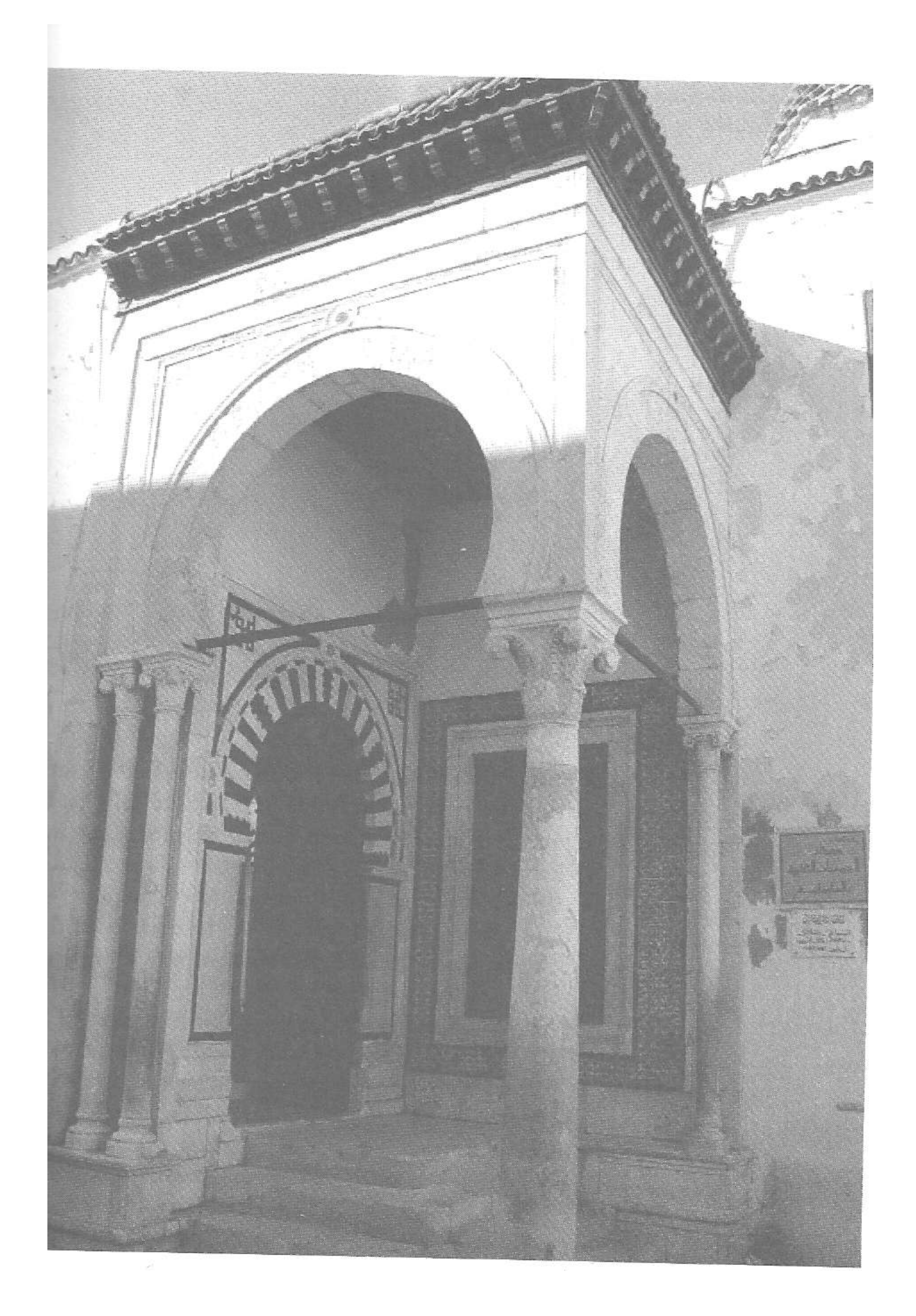


Sujet de discorde entre Tunis et Gênes, Ali Pacha reprend Tabarka aux Génois en 1741.

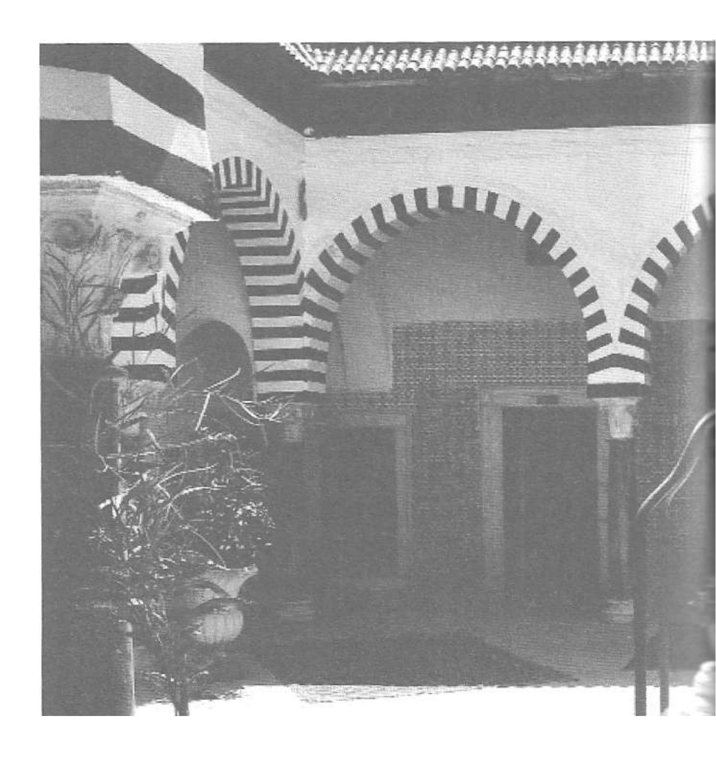
Page de droite : Grand bâtisseur et ayant la réputation d'être bien instruit, Ali Pacha offre à Tunis quatre médersas. Ici, la Slimania construite vers 1754.

réputation d'être bien instruit. On lui attribue même la composition d'un livre de commentaire sur l'ouvrage célèbre d'Ibn Malek le grammairien arabe. Il s'autorisait avec les Ulémas des débats et des controverses qui ne sont pas de tout repos pour ces derniers. Bref, le pays connaît le régime habituel de despotisme sanguinaire au cours de la première dizaine d'années, puis de paix armée et quelques relations heurtées avec les Génois à propos de Tabarka et avec les Français à propos du baise-main exigé d'un consul qui finit par s'y soumettre.

Or voici qu'en 1746, les fils de Hussein Ben Ali arrivent en Tunisie, à la tête d'une armée mobilisée par les autorités d'Alger. Le 10 mai, ils atteignent Le Kef. Ils voient affluer pour les soutenir les Bédouins Charni et les Awled Bou Ghanim. Mais les « Algériens » les lâchent au cours du siège, soudoyés, dit-on, par Ali Pacha qui aurait fait jouer son amitié avec le Bey de

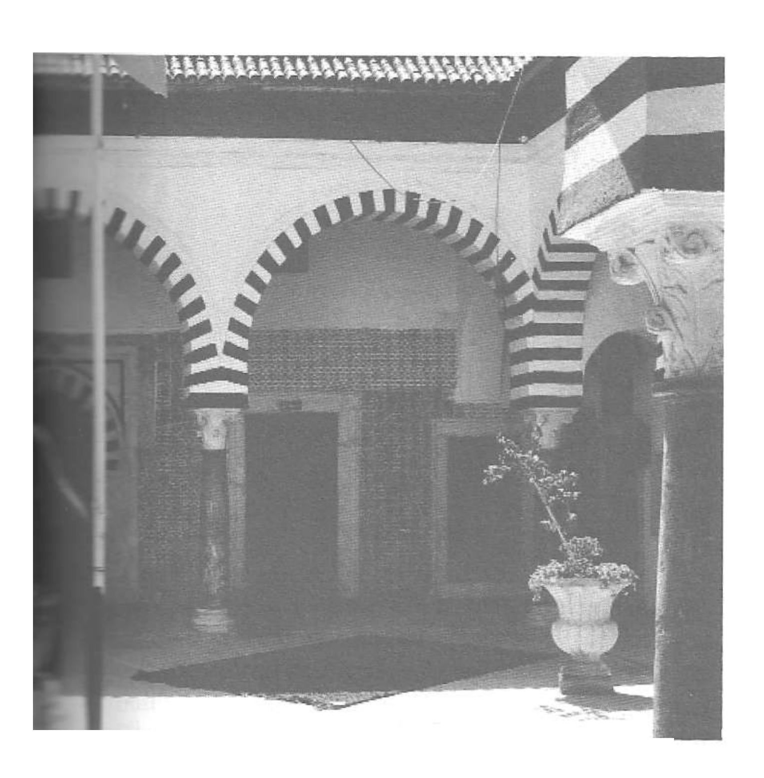


La Médersa El-Bachia à Tunis, œuvre de Ali Pacha.



Constantine. L'échec de cette tentative est consommé et la seule issue qui reste aux fils de Hussein est le retour en Algérie. Chemin faisant, le plus jeune des frères, Mahmoud, meurt. Mohamed, l'aîné, réussit à se faire rappeler à Alger pour échapper au Bey de Constantine pendant qu'Ali se réfugie chez les Aâchèche de la chaîne des Nememcha, à l'est des Aurès.

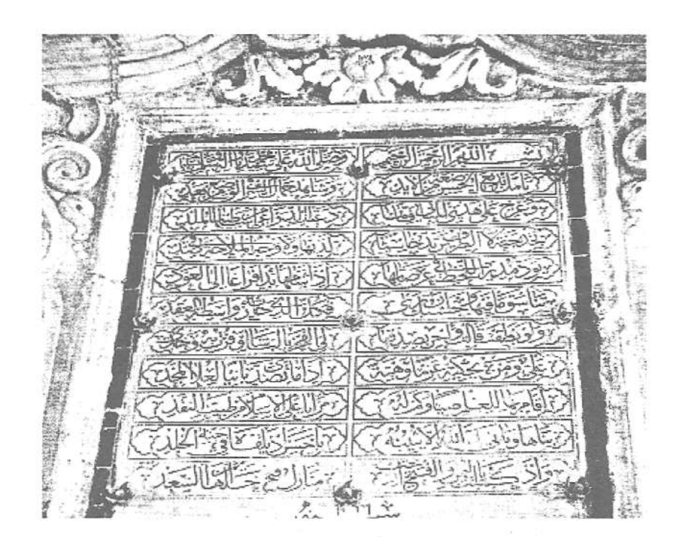
Mais les relations ne sont pas meilleures entre Younès et son père. Ce fils énergique, exécuteur implacable de Hussein Ben Ali et audacieux commandant des troupes, sentant que son père commence à lui préférer ses deux demi-frères, Mohamed et Slimane, entre en rébellion en 1752 et s'installe dans la capitale. Son père le fait assiéger par ses troupes fidèles et Younès est obligé de s'enfuir en Algérie. Encore un !



Mal reçu par le Bey de Constantine, ami de son père, il est mis en prison où il meurt de maladie.

Un changement de maître intervient à Alger : le nouveau Dey accepte, en 1755, de mettre sur pied une force avec laquelle les Husseinites peuvent envahir la Tunisie. Cette force comprend un corps turc sous le commandement de Hassen, Bey de Constantine, un autre corps turc composé des transfuges de Tunisie commandés par Mohamed Ben Hussein Ben Ali, un corps de cavaliers des Arabes Drid, Hannachi et autres bédouins, commandé par Ali Bey. Les deux fils de Hussein Ben Ali veulent éviter toute défection de leurs alliés, et ceux-ci veulent faire oublier le lâchage de 1746. Le Kef est pris en juin 1756 et pillé par les troupes algériennes malgré la protestation de Mohamed Bey. Ali Pacha quitte le Bardo pour la

Inscription à Ventrée de la Médersa El-Bachia, 1752.



Casbah de Tunis où il se barricade. Le siège est mis devant Tunis attaquée au canon de toutes les collines environnantes. La ville elle-même est prise et pillée durant un mois. La Casbah résiste, mais pour combien de temps ? Ali Pacha décide de revenir au Bardo. Il quitte la Casbah par la porte dite « Bab-Ghdar » en la laissant ouverte. Les assiégeants la découvrent et s'y engouffrent. Fin de siège et poursuite des fuyards. Mais les attaquants sont partout dans les environs de Tunis. Ali Pacha est arrêté en route par une escouade de Hannachi qui blesse grièvement son dernier fils Mohamed qui ne tarde pas à mourir. Il est, lui-même, dépouillé avant d'être emmené chez Hassen Bey qui le place sous une tente avec son fils mourant et son petit-fils à qui on a coupé les oreilles. Hassen, Bey de Constantine, hésite sur la conduite à adopter. Il envoie un messager à son supérieur à Alger, Barmaq Sezz, lui proposant soit d'annexer le Pachalik de Tunis, soit d'y replacer Ali Pacha en vassal d'Alger. Barmaq Sezz refuse, considérant que la décision d'Istanbul était de faire coexister trois Pachaliks à Alger, à Tunis et à Tripoli et qu'il ne faut pas changer ce bon ordre.

Intérieur du Mausolée de Ali Pacha à Tunis.

Entre-temps, Mohamed Bey, soupçonnant les mauvaises intentions du Bey de Constantine, envoie son frère collecter des fonds pour pouvoir se débarrasser d'un allié devenu encombrant. Ali Bey fait le tour des vïlles de Hammamet, Sousse, Monastir, Sfax et Kairouan. Il rassemble ainsi une somme importante Qu'il fait parvenir à son frère.

Hassen Bey, recevant la réponse négative d'Alger, se rend à la tente où est détenu Ali Pacha et y laisse entrer ses bourreaux qui étranglent le prisonnier. Ce **25** septembre 1756 le défunt Pacha est enveloppé dans 11 bannière et remis à ses cousins pour l'enterrer.

Mohamed et Ali, les fils survivants de Hussein Ben Ali, ont eu leur revanche, mais dans quelles conditions déplorables ! Le Kef, Tunis, Le Bardo sont ravagés, leurs trésors, l'or et les bijoux des femmes volés, leurs bibliothèques mêmes dépouillées des meilleurs volumes enluminés. Malgré les protestations de Mohamed Bey, Hassen Bey répond imperturbable : « *Il ne faut pas vexer les soldats qui vous rendent le royaume de votre père* ».

1756

RECONSTRUIRE UN PAYS RAVAGÉ

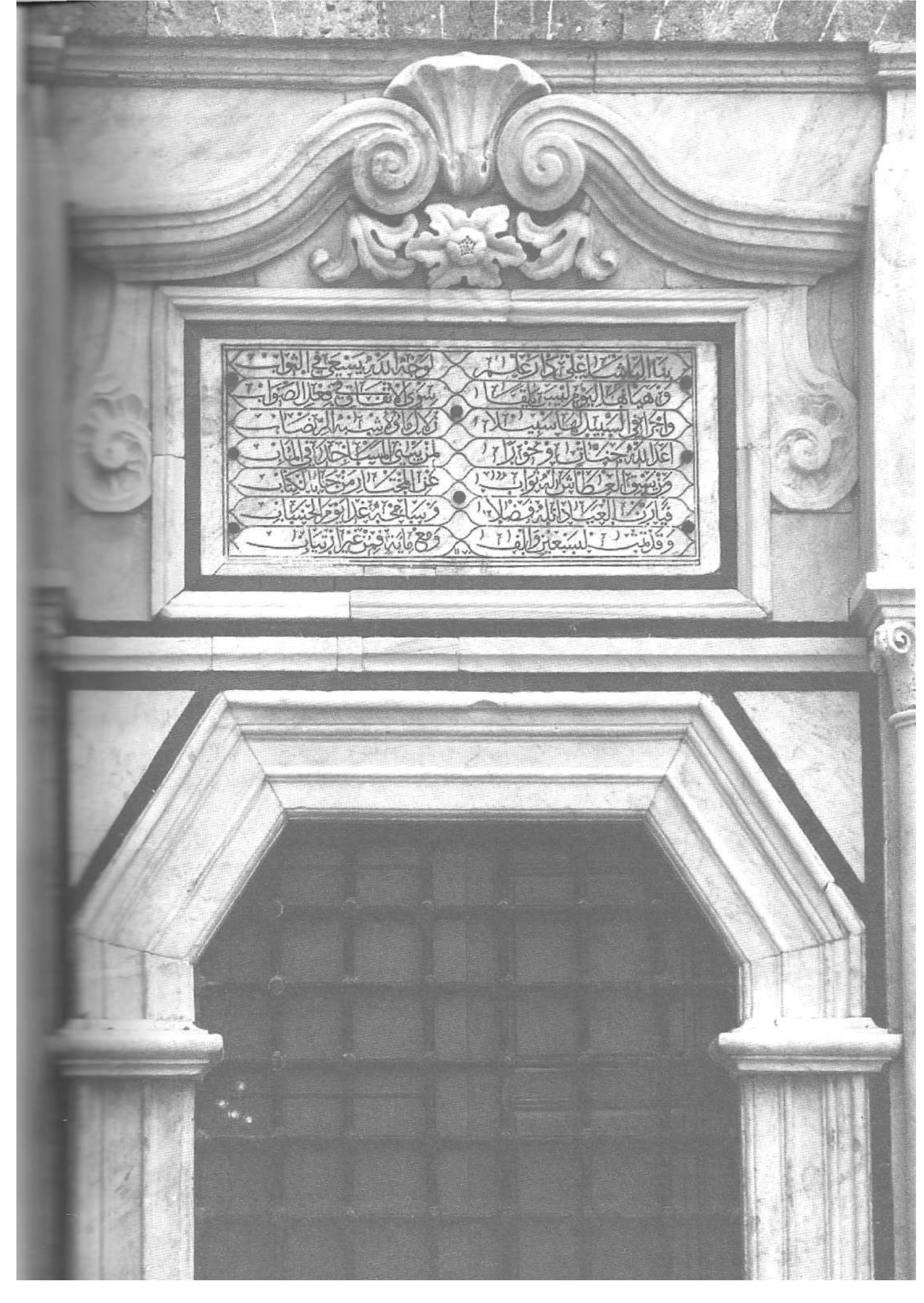
Inscription à la Médersa de Bir Lahjar. Entreprise par Ali Pacha, la médersa est achevée par son gendre Rejet Ben Mami en 1756.

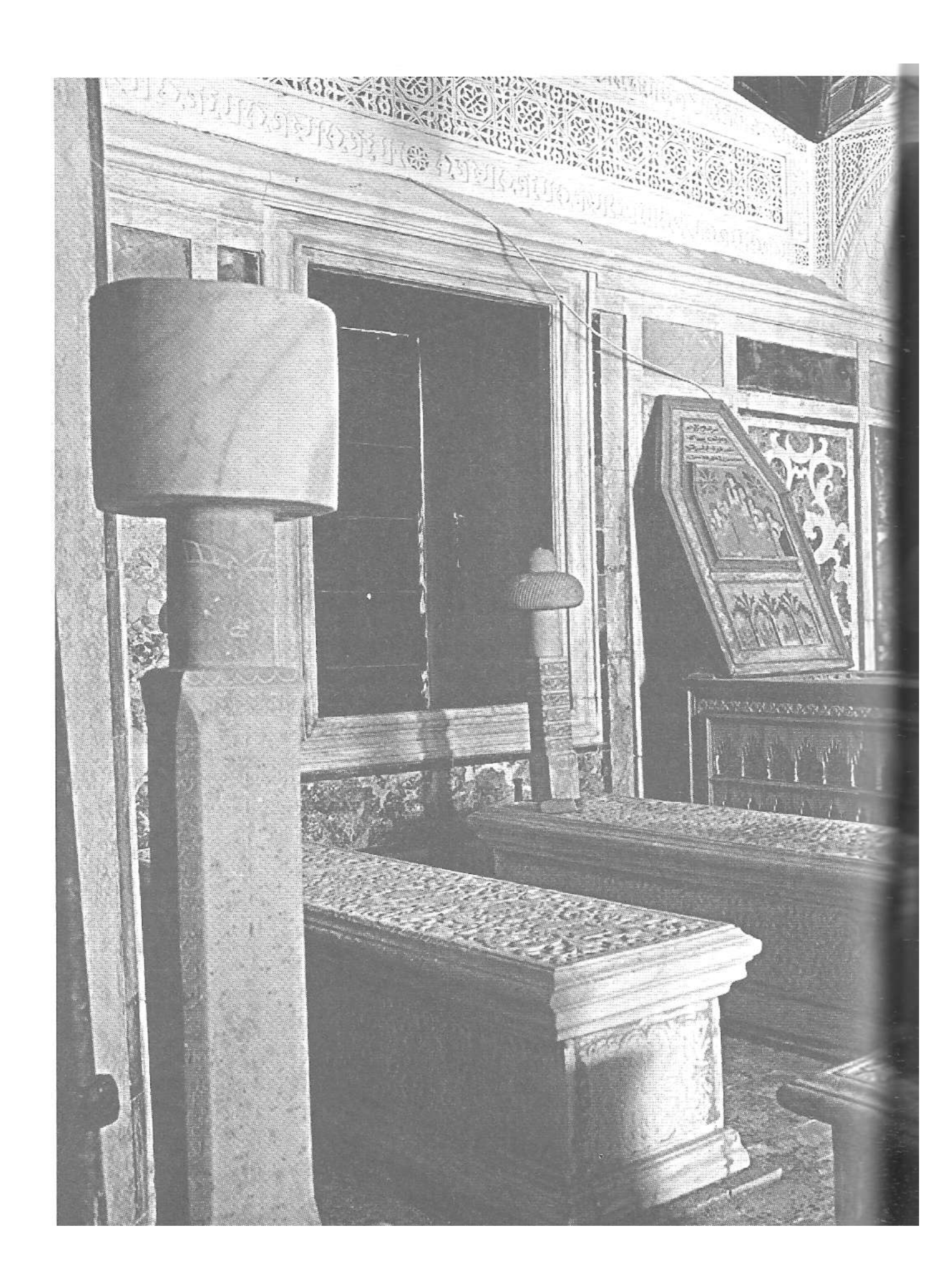
Le royaume est, certes, récupéré, mais il faut se débarrasser des troupes du Bey de Constantine qui se conduisent en occupants déchaînés, apaiser la population traumatisée par les pillages et les exactions, reconquérir une légitimité mise à rude épreuve et reconstruire le pays. Tâche d'autant plus lourde que la Tunisie, comme on l'a déjà vu, est divisée entre Bachia et Husseinia et la guerre civile a laissé des blessures dans toutes les régions longues à guérir.

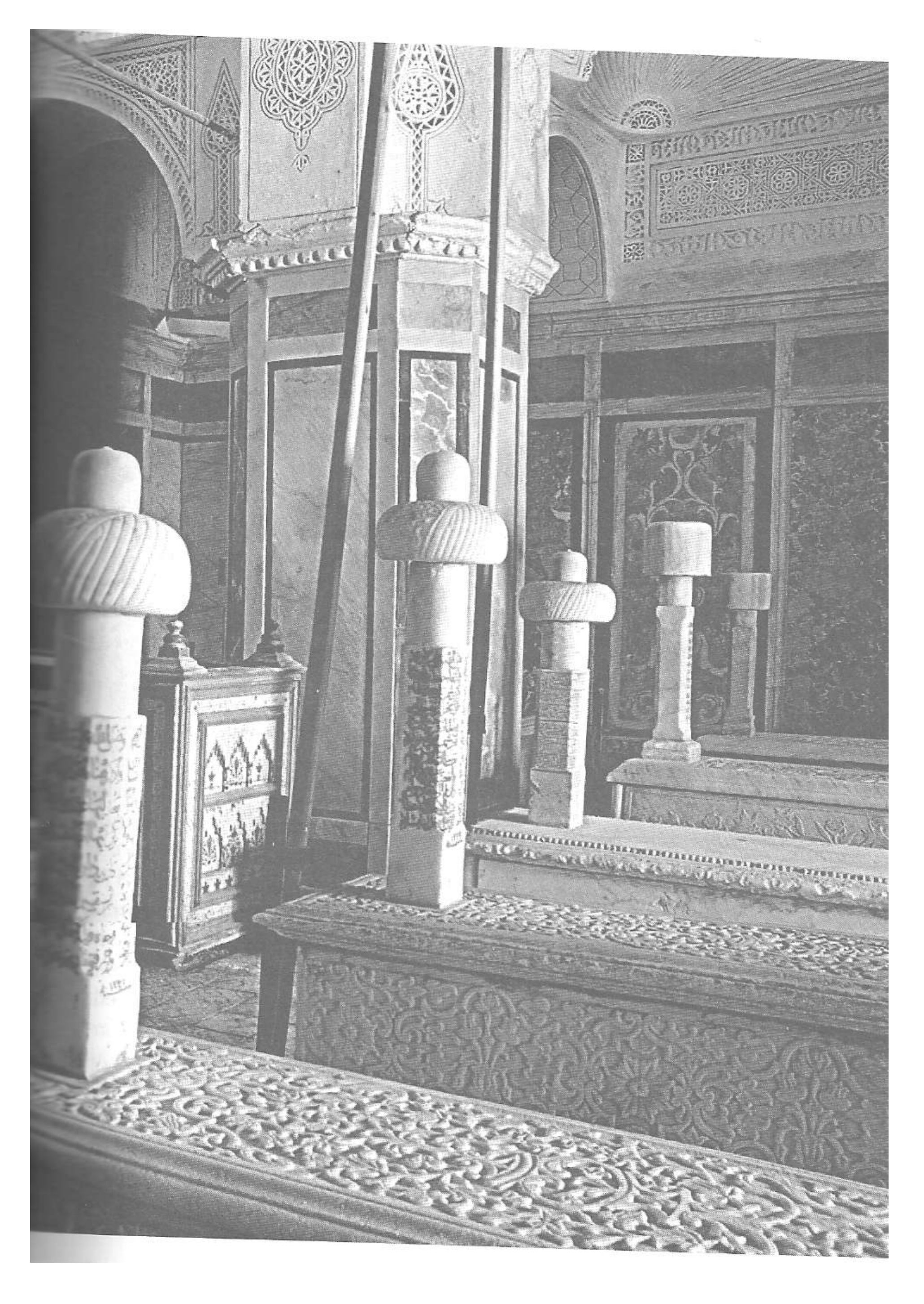
Mohamed Bey demande à Hassen Bey de quitter la Tunisie en lui offrant, nous dit Ibn Abi Dhiaf, des montures, des selles, des bibelots et des objets de valeur. Hassen, obéissant au conseil du maître d'Alger Barmaq Sezz, obtempère. Mohamed le reconduit sur la route de Tébourba et lui dit adieu. Hassen emmène avec lui le fils de Younès Ben Ali Pacha, Mahmoud le frère d'Ali Pacha et, à l'escale du Kef, les blessés qu'il y avait laissés. Quant au gros de ses troupes valides, c'est sur trois bateaux chargés de tout le butin ramassé au cours des pillages qu'a lieu le retour en Algérie. Point d'orgue de l'histoire : à son arrivée à Constantine, Hassen Bey meurt avant de rendre compte au maître d'Alger de sa mission.

Double page suivante : La salle des souverains à Tourbat El-Bey. Mausolée des Beys et dignitaires husseinites.

En Tunisie, Mohamed Bey reçoit l'allégeance de la population, mais fatigué par tant d'épreuves, il abandonne la gestion des affaires publiques à son frère Ali Bey qui lui conseille de ne pas céder au désir de vengeance. Il fait tuer, néanmoins, en 1757, le Dey


لوجه الله يسعى في الثواب
سوى الاتقان في فعل الصواب
فيا رب العباد
وقد تمت لسبعين والف
ومع مائة فمن غير ارتياب



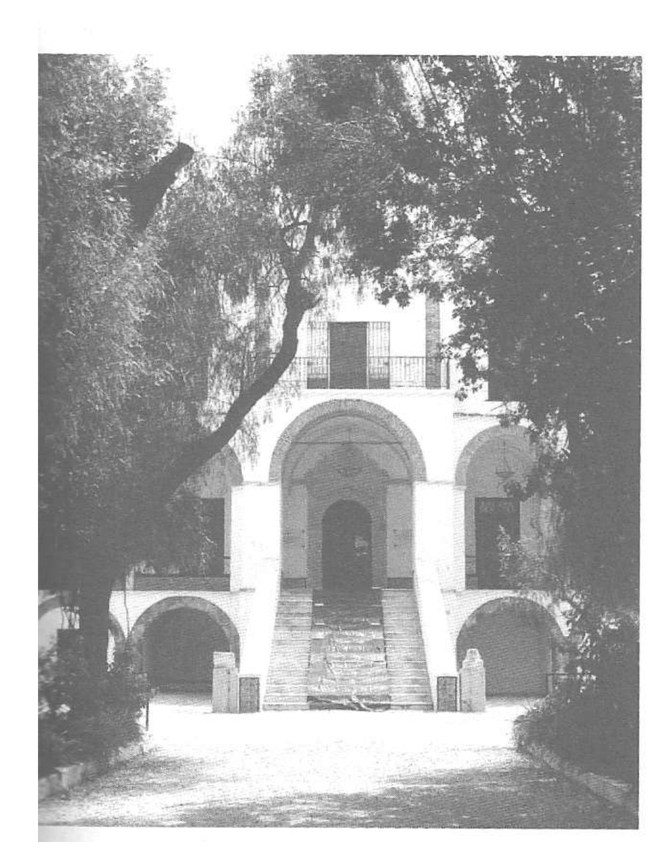




Mohamed Ar-Rachid Bey. (D'après une hinle sur toile de Noureddine Khayachi).

Mohamed Kazdaghli, fomenteur de conflits entre Zouaoua (partisans d'Ali Pacha) et Turcs loyaux aux Husseinites. Il a également démobilisé une grande partie des quarante mille soldats mobilisés par Ali Pacha. Il meurt de maladie, en 1759, après une visite à Kairouan, cité fidèle à la mémoire de son père. Dans l'historiographie tunisienne, il est appelé « Mohamed *Ar-Rachid »,* sans que l'on sache si ce surnom fait partie de son état civil ou un qualificatif de déférence. En tout cas, c'est ce surnom qui sera pris comme référence pour nommer le conservatoire de musique andalouse au vingtième siècle : la *Rachidia.* Mohamed Bey était connu pour sa culture, son penchant pour la poésie et surtout la musique.

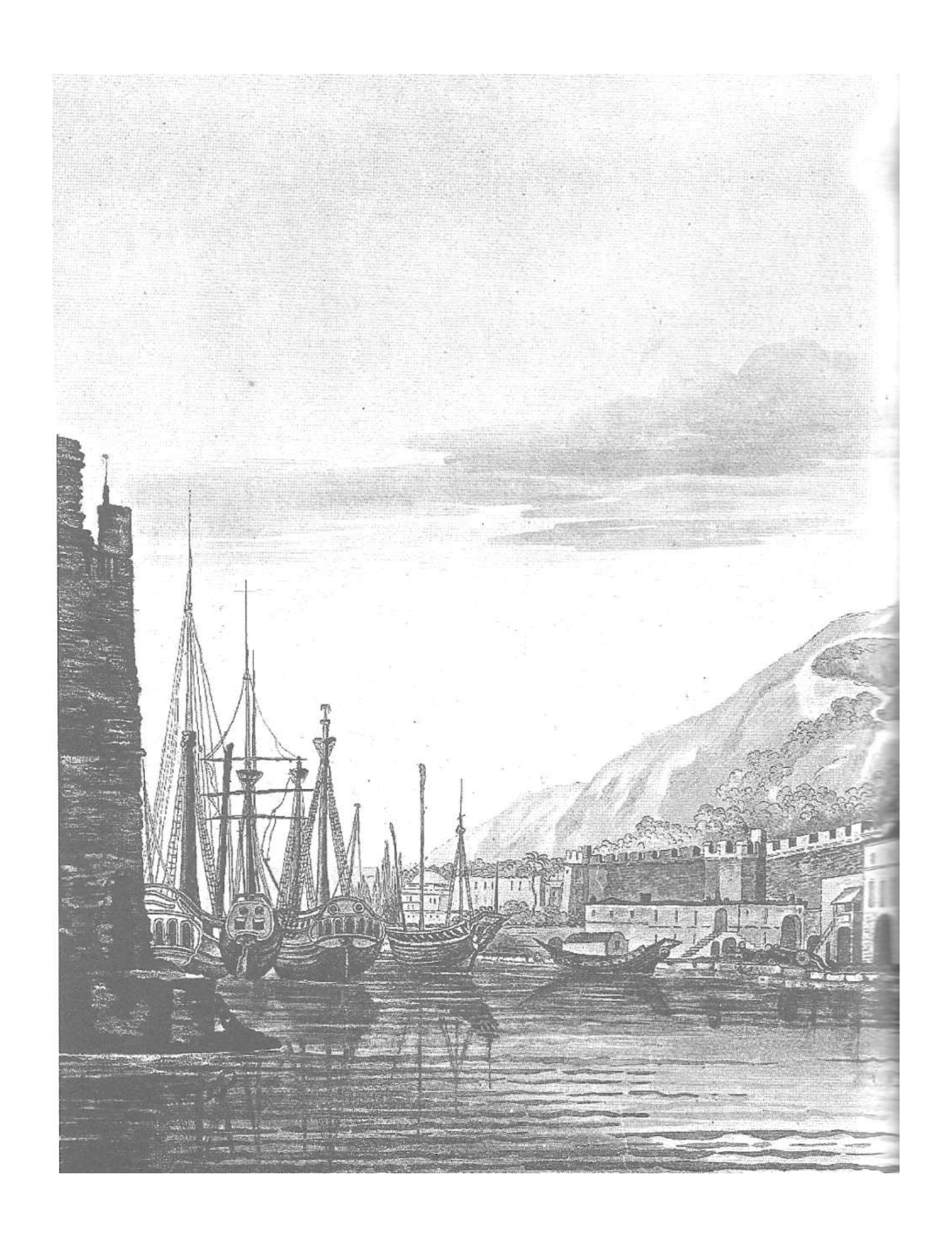
Le sage, le frère Ali, toujours prêt pour les missions délicates civiles ou militaires, succède à son frère Mohamed. Il revitalise l'agriculture en renonçant à certains impôts et en abandonnant les arriérés de certains autres. Il mate la révolte d'un petit-fils d'Ali Pacha, Ismaïl Ben Younès qui réussit à troubler plusieurs régions de 1759 à 1762. Ali Bey réussit en faisant assiéger le rebelle dans son refuge du Jebel Oueslat, le maquis classique tunisien. Il en fait surveiller les issues par les Zlass et les Awled Aoun, et en s'attaquant lui-même aux Awled Ayar (toujours les Husseinia et les Bachia !). Quand Ismaïl s'enfuit à Constantine, il pardonne aux habitants du Jebel, à condition qu'ils quittent leur refuge pour vivre paisiblement dans les plaines. La même année, il résout, après bien des rebondissements, un différend avec la

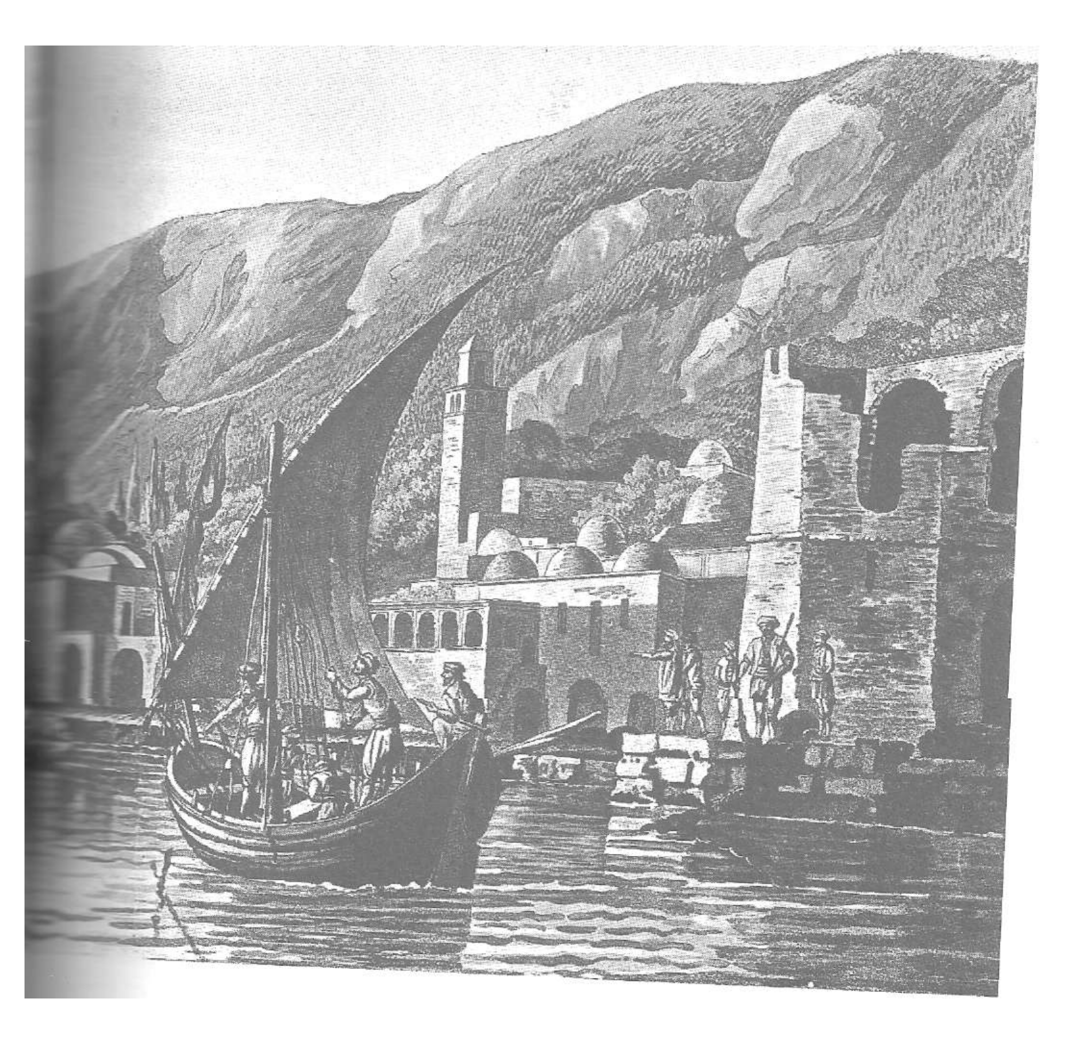


Le Palais Kobet Ennhas à La Manouba, œuvre de Mohamed Ar-Rachid Bey.

France, à propos de bateaux corses pris au cours des péripéties de rattachement de l'île avec sa nouvelle métropole. Il envoie, en 1771, cinq bateaux de guerre participer à la guerre entre l'empire ottoman et la Russie. Il réorganise, durant son règne l'enseignement :11ns les médersas et les mosquées, en lui affectant les revenus de la *Jizya,* l'impôt payé par les non-musulmans. Dans sa vieillesse, il confie le commandement des troupes à son fils Hammouda qui va être un grand souverain et va laisser des traces qui effacent les stigmates des bouleversements du milieu du siècle. Dix ans avant sa mort en mai 1782 le pays avait repris un rythme de vie normal.

Double page suivante : En 1770, sous Ali Bey, une escadre française s'attaque à Porto-Farina, incendie le port et le village qui seront reconstuits. Ghar El-Melh, Porto-Farina. Gravure de 1777.





1782

UN SECOND HAMMOUDA PACHA

Ali Ben Hussein Ben Ali était-il un admirateur de Hammouda Pacha le Muradite qui a laissé dans le royaume le souvenir d'un grand souverain pour appeler son propre fils Hammouda ? Ce deuxième Hammouda ne fait pas mentir le nom. Il règne trente et un ans, de 1782 à 1813, au temps de la Révolution française et du premier empire de Napoléon ainsi que des changements intervenus en Italie et en Espagne, trois pays avec lesquels la Tunisie est en relation. Hammouda laisse une empreinte telle que quand on le cite, on dit Hammouda Pacha, et pour ne pas le confondre avec son homonyme, on ajoute au nom du prédécesseur *Al-Mouradi.*

Dès le début du règne, en 1785, il déclare la guerre à Venise qui a refusé d'indemniser, selon l'usage, des commerçants tunisiens pour un bateau affrété pour un transport de marchandises d'Alexandrie à Sfax et dont le contenu a- été brûlé à Malte. La flotte vénitienne a beau bombarder Sousse, Sfax et la Goulette, la marine tunisienne s'est bien défendue, l'indemnisation a été versée et la paix a, finalement, été conclue. Il accueille, en 1793, Ali Caramanli, le dynaste régnant à Tripoli, réfugié à Tunis, après avoir été chassé de son pays par un insurgé du nom d'Ali Borghol. Or voilà que cet usurpateur occupe Jerba l'année suivante. Hammouda Pacha mobilise une armée de quarante mille homme; ainsi que quarante bateaux. Les troupes et la marine se dirigent vers le Sud, reprennent l'île, débarquent i

Hammouda Pacha.





Ambassade de Hammouda Pacha auprès de la couronne britannique. Huile sur toile de Benjamin West 1781. Fine Arts Museum, Boston.

l'ouest de Tripoli et assiègent la ville où s'est barricadé Ali Borghol. La ville est prise en 1795, l'usurpateur est défait et le prince de la dynastie des Caramanlis est rétabli dans sa principauté.

Avec l'Algérie qui depuis le rétablissement des fils de Hussein Ben Ali rançonne la Tunisie, de différentes manières, la partie s'avère moins facile. Une première tentative de prendre Constantine, au début de 1806, pour rétablir son Bey Al-Haj Mostafa Al-Engliz dans sa fonction, échoue complètement. Une deuxième confrontation aux bords de l'Oued Serrât aboutit à la déroute des troupes constantinoises, en juillet de la même année. Les Algériens reprennent les hostilités en octobre, mais sans résultat. Ils tentent de recommencer en 1808, mais échouent. En revanche, en 1811, ils réussissent en mer à détruire une frégate



Sliman Agha, ambassadeur de Hammouda Pacha auprès de Louis XVI. Huile sur toile de Jean-Bernard Restout, 1777. Musée des Beaux-Arts à Quimper.

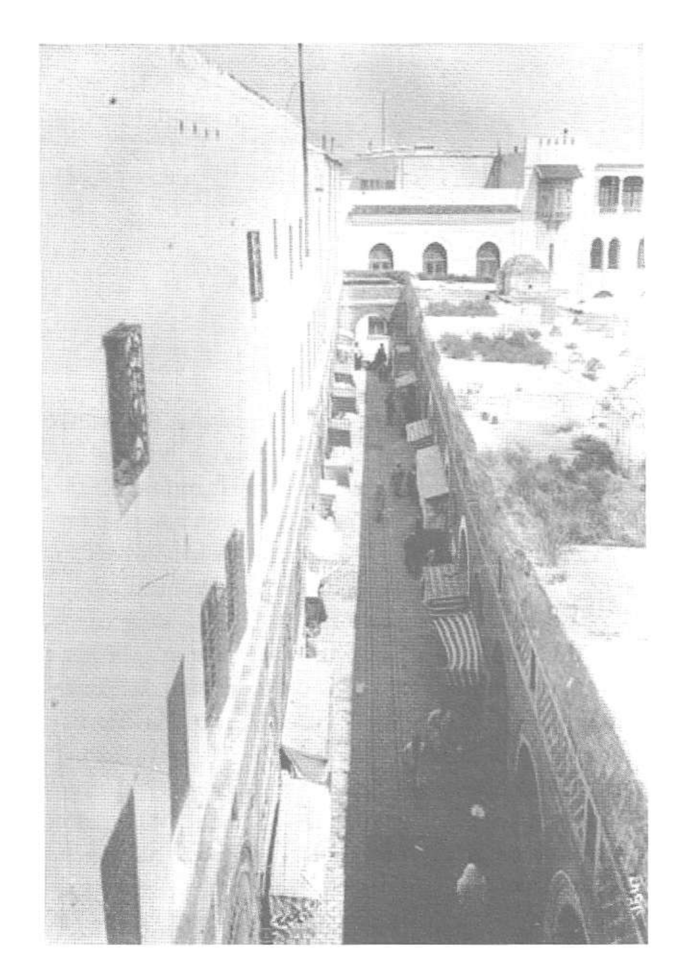
tunisienne et faire prisonnier son capitaine Mohamed Morali parce que les marins des autres bateaux qui l'accompagnaient l'ont lâchement abandonné. Ces marins étaient des Albanais et refusaient de se battre pour un Morali, c'est-à-dire un natif de la Morée, l'autre nom du Péloponnèse ! On a beau être musulman et ottoman, on n'en reste pas moins albanais ou grec !

Hammouda rétablit l'ordre troublé par plusieurs tentatives de soulèvements soit des Bédouins des Awled Msahel (Majer), soit des descendants de Younès Bey soutenus par l'Algérie, soit de ses propres Janissaires.

Des échanges de présents avec Napoléon, des accords de commerce avec l'Espagne, la Hollande et les Etats Unis d'Amérique illustrent ses relations extérieures. Il faut dire qu'il a su s'entourer d'hommes de qualité qui, malgré les jalousies et les règlements de

Page de droite :
Traité de paix, rédigé en turc, entre Hammouda Pacha et le Danemark, 1783.

compte entre eux, l'ont aidé militairement, diplomatiquement et dans la gestion du pays. Certains appartiennent à une noblesse de cœur qui compte encore aujourd'hui plusieurs descendants : les Saheb Et-Tabaâ, les Kahia, les Bach-Hamba, les Ben Ayed, les Zarrouk... Il a organisé ses troupes par appartenance ethnique : les « Turcs » fournissent le corps des Janissaires, les Mkhaznias (du mot *Makhzen*) sont recrutés dans les tribus alliées, les Mzarguia (du mot *mezrègue* qui désigne une sorte de massue) recrutés



Souk El-Bey, œuvre de Hammouda Pacha. Photographie de VAgence Meurisse, 1914.

Double page suivante : L'ambassadeur espagnol en audience chez Hammouda Pacha. Un intendant présente à Hammouda Pacha, sur un plateau, le traité de paix reproduit en face, 1790.

سبب تحرير كتاب وموجب تسطير خطاب اولدركه

افتخار الامراء الملة المسيحية حالا حقيقتلو صداقتلو قديمي دولتلو دوستمز دينمرق قرالينك

بوجانبده مقيم قونصلوسي قدوة الاعيان الطائفة العيسوية آمي كن نام قونصلو

وساطتيله بو طرفده بانديره سني نصب وكشادايلمك طلب واستدعا وطرفمزدن

القاس ايلمكله قرال مشار اليهك اراده والتماسنه بناءً وبينهما ده تشييد اساس

محبت وانعقاد پذير اولان قديمي الفت وصلح وصلاح حرمته رعاية وقونصلوس

مرسوم حذاقتنده يار وصداقت شعار وبين الدولين اداره امورده صاحب اقتدار

اولوب ومطلوبمز اولان اشيالري كتوروب بوجانبه تسليم ايلمكله التماسلرينه

مساعده ملوكانه مز اولمشدر ايمدي اوته دنبرو اوجاغ منصورمز ايله موالات

ومصافات اوزره اولان سائر دوستلريمز دول نصاري مثللو بوجانبده قونصلوس مسفور

بنديره سني نصب وفتح وكشاد ايلمك خصوصنه طرفمزدن اذن ورخصت ويريلوب شروط

سابقه ومواد معتبره يه الحاق وانتظام اولنوب منوال مشروح اوزره شبو صحيفه يه قيد

وتحرير وطرفيندن امضا ومهرلريله مختوم مراعات طرفين واجب وكمال مرتبه مرعى اولنغله

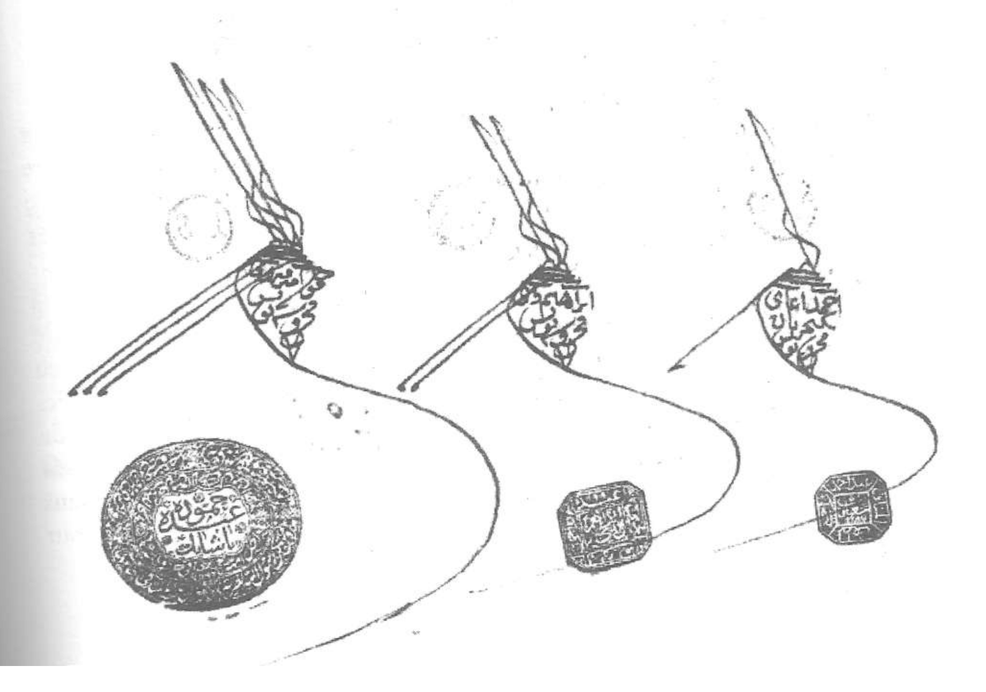
موجبيله عمل وحركت وخلافندن احتراز ومجانبت اولنه تحريرا في اواخر ج سنه ثمانيه وتسعين ومايتين والف




OBSEQUENTE LA REGENCÍA DE TUNEZ Á LAS EFÍCACES INSÍNUACIONES DE LA SUBLÍME
PUERTA LOGRA, DESPUES DE ENTABLADA Y CONSEGUÍDA UNA AMÍSTOSA PAZ CON LA ES-
PAÑA VER FREQUENTADAS SUS COSTAS DE MERCADERES DE ESTE REYNO.

٢٦ شـــــرط سادس وعشرون

اشبو دار الجهاد محروسه تونس اوجاغينك وعموماً مملكتنك صاحبی ووالی متصرفی واوج
میرلواسی دولتلو سعادتلو حموده پاشا وبک یسّر الله له من الخیر ما یرید وما یشاء وسر عسکر
دای ویکیچری اغاسی واهالی دیوان واوجاق اختیارلری یله حالا اسپانیه مملکتنک
امپراطورو پادشاهی سلطان سلاطین الملّة المسیحیّه ومالک کبراء الطائفة العیسویه
دولتلو دوردنجی دون قارلوس ختمت عواقبه بالخیر والرشاد طرفندن مأذون اولان
جوزاب مونینو کونته ده فلوریضا بلانکا نام معتبر وزیری وساطتیله طرفینک ما بینده
منعقد ومتموم اولان صلح مبارکن عقد وتمشیتی وثبوتی اظهار مودّت وخلوص طویت
ایله بین الدولتین وجه مشروح اوزره قول وقرار اولنوب اشبو خاتمه ده ذکر
اولندیغی اوزره اصلا برکسته ارتکاب وجواز کورلمیه هر صحّ
تحریراً فی اوائل جماذی الاولی سنه خمس ومئتین والف ١٢٠٥





Palais de La Rose à La Manouba, œuvre de Hammouda Pacha.

parmi les Bédouins. Quant à sa garde rapprochée, il l'a formée de jeunes mameluks, élevés au sérail à la dure et à qui il a interdit de parler une autre langue que le turc pour qu'ils ne soient pas tentés de fréquenter d'autres soldats. Cela ne l'a pas empêché d'être presque égorgé, au Bardo en 1792, par trois de ces gardes n'était l'irruption de Saheb Et-Tabaâ, de Kahia et de Bach-Mameluk qui ne dormaient pas loin de lui. Il en a gardé une cicatrice visible sur sa mâchoire inférieure. Il a également fait face à un véritable soulèvement de Janissaires, en 1811, qui voulaient revenir à la procédure des élections en vigueur à l'arrivée des Ottomans en 1575. Il les a écrasés à Tunis et en a profité pour supprimer le corps turc de l'armée.

C'était un personnage complexe : il était, par sa mère géorgienne très attaché à l'empire ottoman, par sa lignée paternelle bien enraciné en Tunisie, par son éducation un musulman très pieux et un lettré en langue arabe, et par l'expérience vécue, surtout dans sa jeunesse près de son père, très méfiant et irascible. Il a pris des décisions bien inspirées pour développer l'économie du pays en simplifiant la grille des impôts agricoles. Il s'est libéré de l'hypothèque algérienne. Il a su tenir un juste équilibre entre les demandes d'Istanbul et les intérêts du pays dont il a la charge. Ainsi, au moment de l'expédition de Napoléon en Egypte, en 1798, il a refusé l'ordre de l'empire ottoman de couper toute relation avec la France, arguant du fait que la Tunisie entretient des relations commerciales avec ce pays. Napoléon lui en aurait su gré.

Il est mort le 16 septembre 1813, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Le patio au bassin du Palais de La Rose à La Manouba. Photographie de Lïlia J. Ménif.



1813

COMMENT ENTRER DANS LE SIÈCLE ?

Avec Hammouda Pacha, la Tunisie est entrée dans le dix-neuvième siècle, un siècle d'éveil des nationalités, de révolutions, d'extension des guerres, de progrès mécaniques, de déclin de l'empire ottoman malgré ses tentatives de réforme. Mais la Tunisie n'était pas préparée à faire face à tant de bouleversements. Elle était encore à l'âge de la course et des captives converties en odalisques et continua même à connaître les déchirements de la famille régnante jusqu'en 1830, l'année du choc du débarquement français en Algérie.

Othman, le fils de Hammouda Pacha succède à son père, alors que le droit d'aînesse désigne son cousin Mahmoud. Othman est tué, au bout d'un an, par Mahmoud Ben Mohamed Ar-Rachid Bey qui tue, également, le fils du défunt, Mostafa, et laisse son propre fils Hussein tuer les deux autres frères, Salah et Ali qui s'étaient enfuis à La Goulette. Mahmoud règne jusqu'en 1824, pendant que le congrès de Vienne réorganise l'Europe (en 1815), et que la peste ravage la Tunisie durant deux ans (1818-1820). Il transmet le trône à son fils Hussein II, le tueur des enfants de Othman. Celui-ci règne jusqu'en 1835. Le débarquement français en Algérie (1830) l'inspire doublement. Il empêche, d'abord

Le maréchal Clauzel.



L'émir Abdelkader a lutté pour l'intégrité du territoire algérien avant de s'exiler à Damas.

Tahar Pacha, envoyé par la Sublime Porte pour aider les Algériens de passer par la Tunisie. Il envoie, en novembre 1830, son ministre, Mostafa Saheb Et-Tabaâ, à bord d'un bateau de la marine française (!) pour rencontrer le maréchal Clauzel et lui transmettre le message suivant (d'après Ibn Abi Dhiaf) : « *Vous avez eu un différend avec le Dey d'Alger et vous avez obtenu ce que vous désiriez ; laissez la Tunisie s'occuper de Constantine et elle peut vous garantir la paix !* ». Le maréchal Clauzel refuse et répond : « *Occupez-vous d'Oran ; Constantine, nous nous en chargeons !* ». Il faut

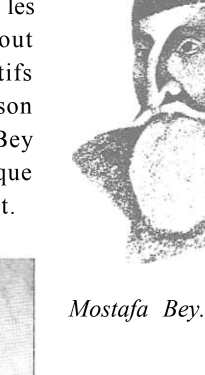
Hussein Bey II.

Mathieu de Lesseps, consul de France à Tunis.

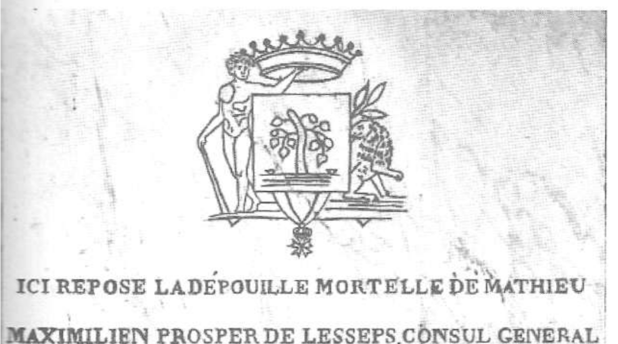


dire à la décharge du Bey Hussein II qu'une flotte française était venue lui imposer, sous la pression du colonel Mathieu de Lesseps, un accord avec des conditions draconiennes auxquelles il a souscrit tout en envoyant en ambassade Mohamed Ben Ayed pour protester auprès de Charles X. Mais le roi de France est écarté du pouvoir par la révolution de 1830 et le

nouveau souverain, au grand soulagement de Hussein II, suspend l'accord. Le Bey a, tout de même, compris qu'il y a des choses à changer dans le royaume, et que 1 absolutisme ne peut perdurer que modéré par les nouveaux usages internationaux ; autrement dit, à tout le moins, sans course et sans enlèvements de captifs sur les côtes européennes. Après un intermède de son trère et successeur, Mostafa Ben Mahmoud Bey 1835-1837), c'est avec Ahmed Bey (1837-1855) que le dix-neuvième siècle tunisien commence vraiment.



Mostafa Bey.



ICI REPOSE LA DÉPOUILLE MORTELLE DE MATHIEU
MAXIMILIEN PROSPER DE LESSEPS, CONSUL GENERAL
ET CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A TUNIS OFFICIER
DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION D'HONNEUR CHEVALIER
DES ORDRES DE S^T JOSEPH DE TOSCANE ET DE
DANEBROG NÉ A HAMBOURG LE 4 MARS 1774
ET DECEDÉ A TUNIS LE 28 DÉCEMBRE 1832.
IL VIVRA TOUJOURS DANS LE COEUR DE SA VEUVE
ET DE SES ENFANS QUI PLEURENT EN LUI LE MEILLEUR
DES ÉPOUX ET LE PLUS TENDRE DES PÈRES
ET DANS LA MÉMOIRE DES GENS DE BIEN DONT
IL FUT LE MODÈLE.
PRIEZ POUR LE REPOS DE SON ÂME

Plaque tombale de Mathieu de Lesseps dans les jardins du Musée de Carthage.

1837

AHMED BEY
ET LE RÊVE DE MODERNITÉ

Le 10 octobre 1837, Ahmed Bey succède à son père Mostafa, à l'âge de trente-et-un ans. L'inauguration de son règne est marquée, le même mois, par la prise de Constantine par les troupes françaises, après leur échec de l'année précédente. L'espoir, entretenu un instant par son père que les Français laisseraient le Bey de Tunis étendre son pouvoir au Constantinois, s'évanouit totalement. La Tunisie reçoit les débris de l'armée du Beylik voisin. La même année commence un différend



Palais beylical de La Marsa. Photographie de Garrigue, fin 19 siècle.



Portrait d'Ahmed Bey I".

avec les Français sur le ressort de la tribu frontalière de Nahd, une branche des Khémirs (que les Français appellent les Kroumirs) dont les terrains s'étendent jusqu'à la région de La Calle. La France, estimant qu'étant l'héritière du Beylik, elle est en droit de revendiquer tout le domaine des Nahd des deux côtés de la frontière. Mais la tribu en question est composée de deux branches, et l'une des deux, celle qui est du



Palais de La Mohammédia au milieu des années 1960.

côté tunisien, n'a jamais relevé de Constantine. Est-ce cet événement qui affermit la conviction d'Ahmed Bey qu'il lui faut une armée forte ? L'essentiel de ses efforts va être orienté dans ce sens. Il sera secondé et bien conseillé par son ministre et beau-frère Mostafa Saheb Et-Tabaâ, un Gorgi (géorgien) féru d'Ibn Khaldoun auquel il se réfère souvent pour comprendre le cours de l'histoire.

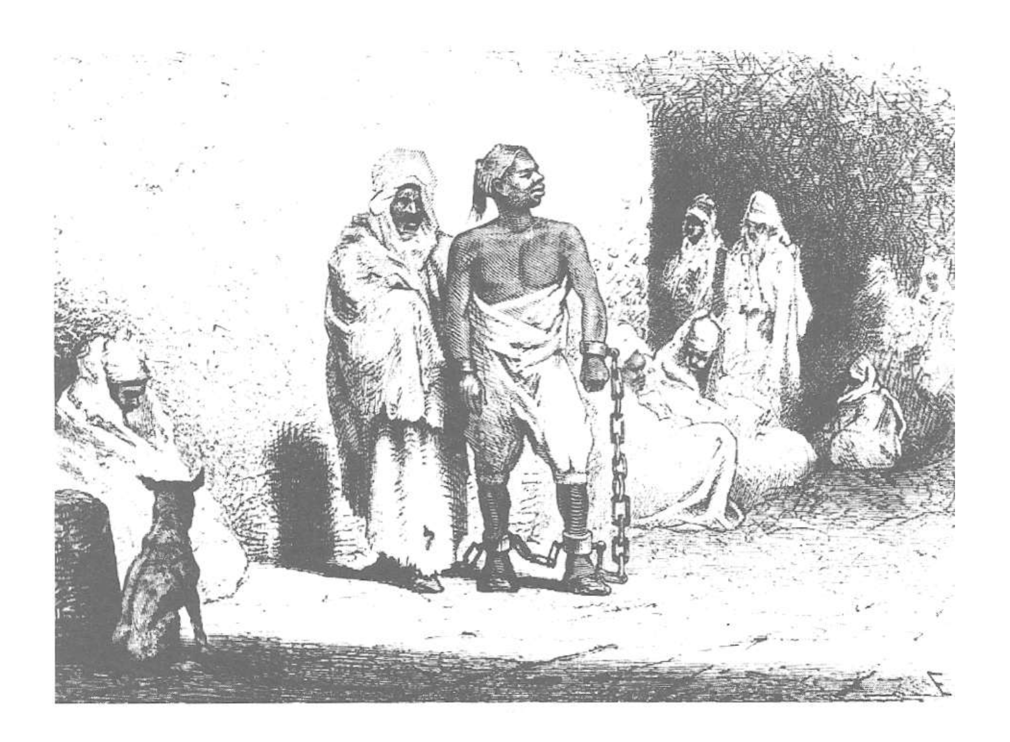
Il multiplie les corps de troupes et s'adonne à la construction de casernes ou à la transformation de palais en casernes. Il passe en revue en 1839 les forces armées présentes dans les environs de la capitale et sélectionne parmi elles les *Hambas,* les *Mameluks*, les *Spahis,* les inscrit dans un *diwan* de cavalerie turque et les installe dans le palais de La Manouba sous commandement autonome. Il dissout le « *diwan des Spahis turcs* » et conserve en l'état ce qu'on appelle les *Hambas arabes* et les *Spahis arabes* chargés de parcourir le pays pour les impôts et d'assurer l'ordre intérieur. Il fait construire, en 1840, la caserne de l'artillerie, hors des remparts de Tunis, au Feddan, près de la porte de Sidi Abd-es-Salem. Ce Feddan était une ancienne villa avec parc appartenant à son oncle et qu'il fit agrandir pour héberger deux régiments.

Sa grande œuvre en matière de modernisation fut la création d'une école militaire au Bardo à la tête de laquelle il a placé Mahmoud Kabadou (un homme d'exception dont nous parlerons plus loin) entouré d'instructeurs européens. C'est là que seront formés

les futurs généraux dont les plus célèbres sont Hussein (l'ami de Kheireddine) et Rostom.

Pour financer ces travaux et bien d'autres (notamment la construction de résidences royales au Bardo, à La Marsa, La Mohammedia, etc.), il s'engage dans une spirale de dépenses qui va entraîner la Tunisie vers des dévaluations successives. Il institue des monopoles pour le savon, le sel, le tabac en plus du cuir. Il institue de nouveaux impôts, et, surtout, il concède des fermages pour leur collecte qui vont aggraver davantage la situation.

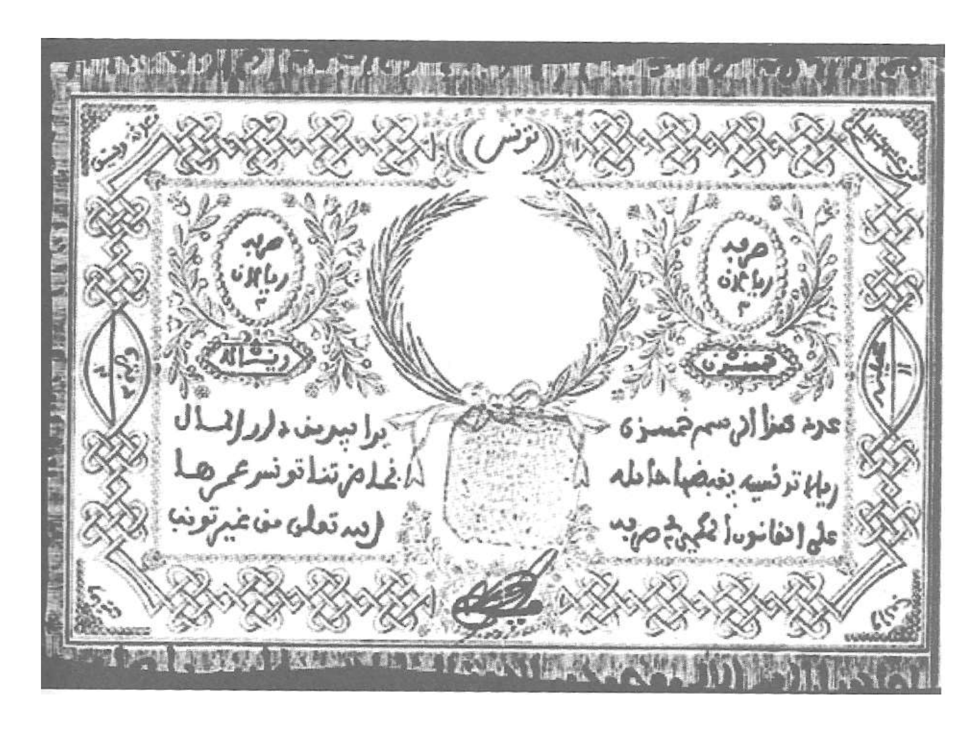
Acte d'abolition de l'esclavage par Ahmed Bey en 1846.



Vente d'esclaves à Tunis. La bourgeoisie et le Makhzen ont plutôt mal accueilli l'abolition de la traite.

En janvier 1846, il promulgue un décret affranchissant tous les esclaves noirs du royaume. Il avait déjà interdit, en 1841, la vente d'esclaves au Souk El-Berka de Tunis, puis interdit, en 1842, l'envoi à l'étranger de personnes à vendre, en considérant que toute personne née en Tunisie est libre quelle que soit l'origine de ses parents. Ces actes ne passent pas aisément car, non seulement ils portent un coup sévère à un commerce lucratif et à une activité de corsaires attardés, mais ils soulèvent des questions que certains docteurs de la foi considèrent fondamentales en faisant des textes religieux une lecture abusive.

Les relations d'Ahmed Bey avec Istanbul demeurent ambivalentes. D'une part, il veut maintenir le lien avec la métropole de l'Empire et n'hésite pas à faire construire une flotte pour participer à l'effort de guerre ottoman, d'autre part, il ne veut ni d'intervention dans



Premier papier-monnaie émis en Tunisie en 1847.

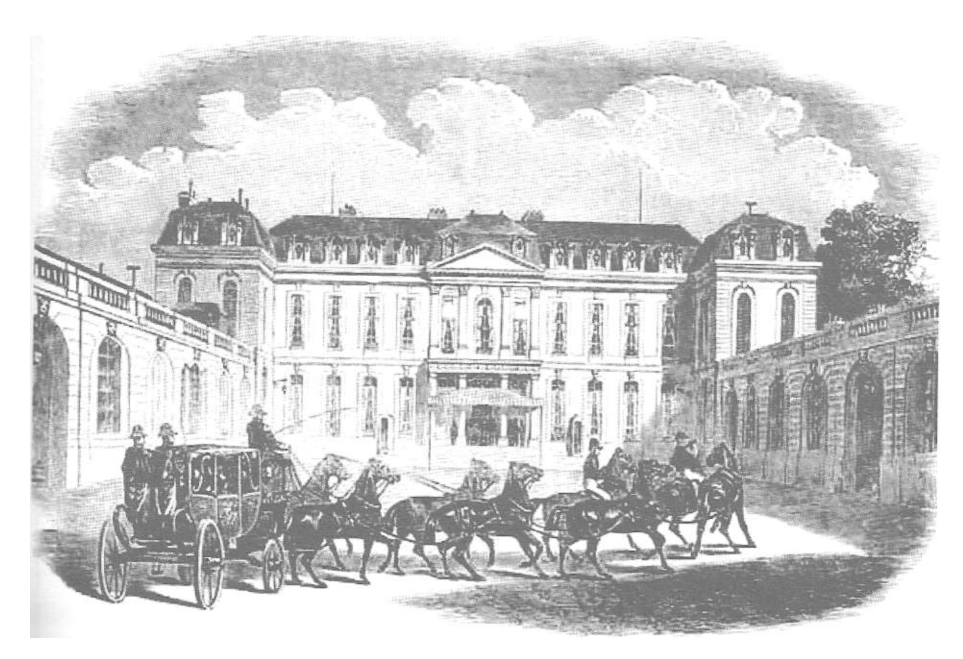
son pays, ni d'être considéré comme un sujet du Sultan. Ainsi lorsque Ibrahim Pacha d'Egypte reçoit du Sultan le titre honorifique de *Mouchir* (maréchal), il demande la même distinction. Le Premier ministre ottoman saisit l'occasion pour répondre favorablement si Ahmed Bey accepte d'être un des maréchaux de l'Empire, avec les obligations qui en découlent, protocolaires, militaires ou fiscales. Ahmed Bey, toujours prêt à répondre à toute sollicitation militaire n'entend pas accepter de tutelle et encore moins payer un quelconque tribut. 11 reçoit néanmoins le titre et se fait appeler le *Mouchir Ahmed Pacha Bey.* L'affaire n'en reste pas là. En 1846, le Bey est reçu en France en grande pompe. L'ambassadeur ottoman à Paris proteste que cela se passe hors de la présence d'un représentant du Sultan. Le Bey et le roi Louis-Philippe répondent chacun de leur côté que les relations entre

Page suivante :
Nicha**n** Al-iftīkhar, *l'équivalent de la Légion d'honneur française. Ahmed Bey manifeste son indépendance à l'égard du Sultan ottoman et crée ses propres ordres.*

la France et la Tunisie ont toujours été directes, sans intermédiaire. En revanche, Londres qui devait constituer l'étape suivante du voyage en Europe, estime que le représentant du Sultan doit être associé. L'apprenant, le Bey, sans hésitation, annule le voyage.

Le voyage en France, nonobstant ces démêlés diplomatiques, s'est passé à la satisfaction des visiteurs et des hôtes. Le Bey et sa suite, arrivés par bateau à Toulon, ont traversé la France en carrosses, admirant les villes et les champs qui offrent les aspects d'un pays développé malgré les secousses des révolutions qu'il a connues. Dans Paris, il est logé au palais de l'Elysée. Il est reçu par Louis-Philippe aux Tuileries. Il visite le Parlement, la Comédie française, les Gobelins, l'Hôtel des Invalides, le tombeau de Napoléon, le musée de l'armée, la manufacture de Sèvres, le château et le parc de Versailles. Il est reçu à dîner chez le roi, les princes, le ministre Guizot. Sur le chemin du retour, il loge au château de Fontainebleau, puis à Marseille et enfin reprend la direction de son royaume à bord du bateau sur lequel les enfants de Louis-Philippe étaient venus, auparavant, visiter la Tunisie.

Après un tel voyage et l'émerveillement exprimé devant le mode de vie français, et après les décisions courageuses d'abolition de l'esclavage, les partisans des réformes pouvaient espérer une accélération des changements. Il n'en fut rien. Déjà le père d'Ahmed Bey avait refusé d'appliquer les réformes ottomanes de 1826. Jusqu'au bout, Ahmed Bey règne en monarque absolu, n'hésitant pas à ordonner des exécutions séance tenante, sans autre forme de procès, quitte à exprimer des regrets



Arrivée d'Ahmed Bey au Palais de l'Elysée, son lieu de résidence durant son séjour à Paris.

Double page suivante : La France réserve un accueil royal à Ahmed Bey et le traite comme un souverain indépendant. Couverture et première page du recueil publié par le poète Jules Burgy à l'occasion des « Adieux de la France à son Altesse le Bey de Tunis Ahmed, ami du genre humain », *où il est qualifié de* Khalife africain !

par la suite. En outre, sa politique de constructions somptuaires (notamment à La Mohammedia aujourd'hui en ruine), ses dévaluations de la monnaie, sa pression fiscale continue et, surtout, le système du fermage détourné par son ami Mahmoud Ben Ayed jusqu'à son évasion, en 1852, ont mis le pays dans une situation critique. Tous accusent Mahmoud Ben Ayed d'être le principal responsable d'une banqueroute annoncée. L'affaire est bien plus compliquée du fait que le Bey n'arrêtait pas de réclamer de l'argent à son fermier général alors que le pays connaissait une alternance de bonnes et de mauvaises récoltes et que la succession d'épidémies de choléra, surtout celle de 1849/1850 qui tua cent mille personnes, réduisaient sensiblement la population normalement imposable. La chute des recettes, malgré toutes les contraintes exercées sur la population, était réelle. Mahmoud Ben Ayed, voyant venir le moment où le Bey allait lui demander de satisfaire ses besoins d'argent sur sa pro-

ADIEUX DE LA FRANCE

A Son Altesse

LE BEY DE TUNIS



Ahmed,

AMI DU GENRE HUMAIN.



Les bons vivent en paix sous le regard de Dieu.

LAMARTINE.

Dans le port de Tunis, — escorté de gondoles,
Le Dante, impatient de sillonner les mers,
Avait orné ses mâts de riches banderoles,
Dont les vives couleurs s'agitaient dans les airs.



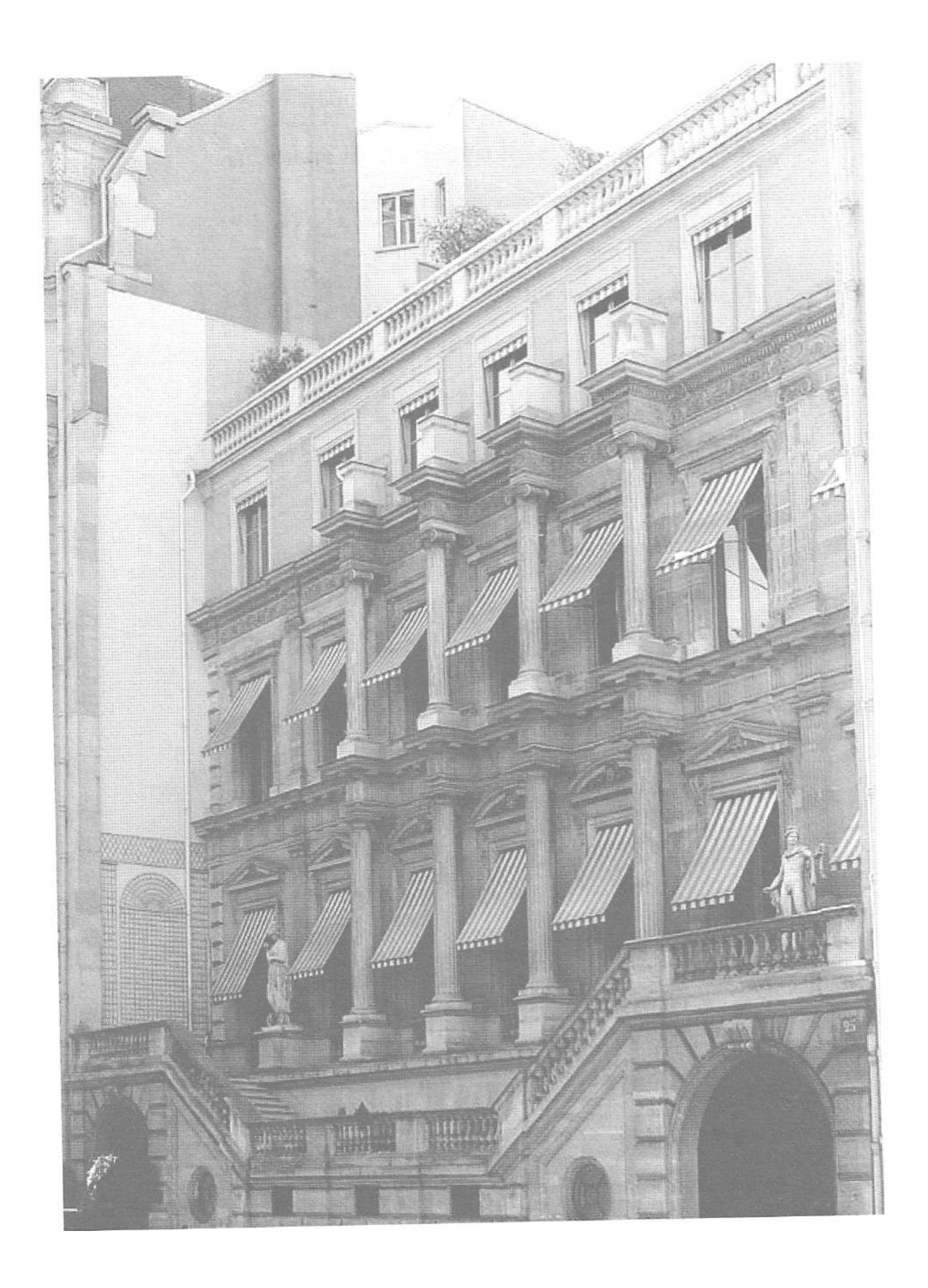
1846

Son ancre était levée : il cinglait vers la France,
Orgueilleux de porter un khalife africain,
Chéri par sa justice et sa noble vaillance,
Et digne d'illustrer un sceptre souverain.

Ce prince est descendu dans notre métropole,
Heureuse à ses regards d'offrir son Panthéon,
Ses temples, ses palais, et la riche coupole
Fière de couronner le grand Napoléon.

A l'aspect des drapeaux qui parent ses murailles ;
De ces aigles en deuil pleurant sur l'Empereur ;
Près de ces vieux guerriers,—restes de nos batailles
Le Bey s'est incliné devant notre grandeur.

Puis, relevant ses yeux éblouis par la gloire ;
Emu par ce tombeau ceint d'immortalité,
Français ! s'écria-t-il : — « La plus belle victoire,
« C'est un règne de paix avec la liberté.



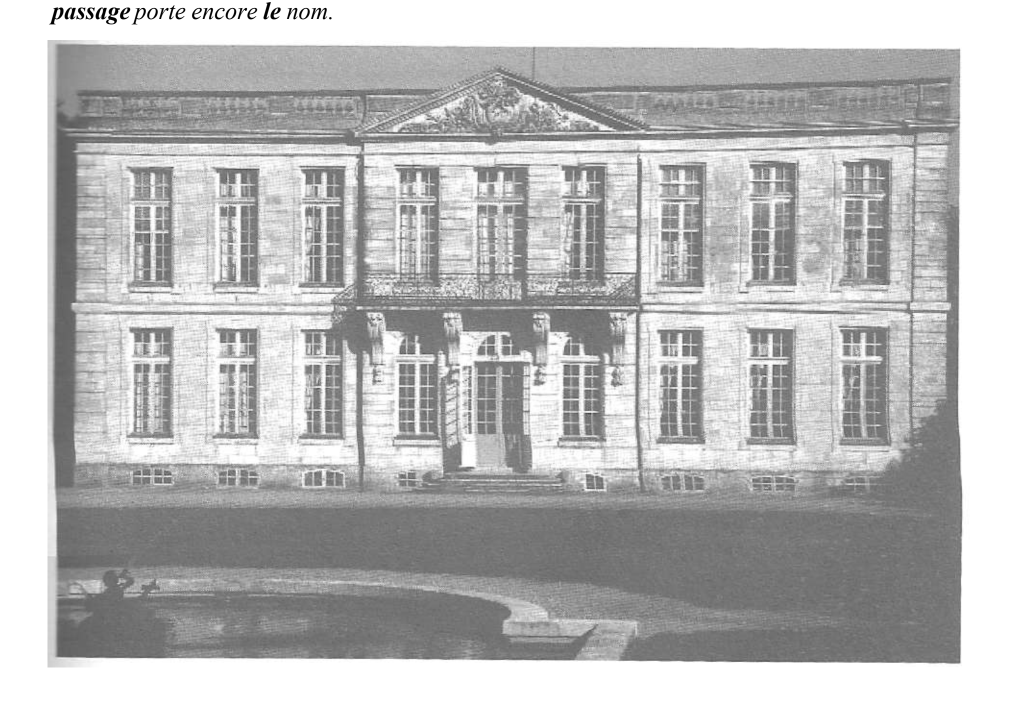
rre fortune frauduleusement amassée, a préféré ?rendre le large et s'assurer de la protection de a France. L'affaire traînera des années devant les instances françaises. En vérité, le Bey était aussi fautif que Ben Ayed, non seulement par ses exigences financières toujours r.us importantes, mais par son refus de retirer sa confiance au fermier général malgré les conseils prodigués par certains de ses fidèles.

Un règne prometteur s'achève ainsi dans jne banqueroute.

L'Hôtel Collot à Paris, Quai Anatole France. L'une des nombreuses acquisitions de Mahmoud Ben Ayed à Paris dont un passage porte encore le nom.

Le château de Bouges dans l'Indre, ancienne propriété de Mahmoud Ben Ayed (et de Talleyrand).

Médaille émise par la Monnaie de Paris à l'occasion de la visite d'Ahmed Bey.



1846

KABADOU, KHEIREDDINE ET **DISCIPLES**

Dans un ouvrage publié en 1972 par la Maison tunisienne de l'édition (MTE, Tunis) et où sont réunies des conférences faites à l'institut de la Khaldounia, Mohamed Fadhel Ben Achour, cheikh, muphti et professeur, a bien décrit l'éveil des consciences au dix-neuvième siècle, ce que l'on pourrait appeler, sans abuser du vocable, la *renaissance* tunisienne. Nous nous référons à cet ouvrage, notamment pour la présentation des acteurs de cette renaissance.

Le premier pays arabo-musulman à se réveiller de sa torpeur séculaire fut, sans conteste, l'Egypte, par l'expédition de Bonaparte, en 1798. Le second pays est la Tunisie, à la suite du débarquement français en Algérie, en 1830. Qu'il y eût un mauvais départ avec le conservatisme d'Ahmed Bey en matière de gouvernement (et surtout son inconscience en matière de finances publiques), cela ne rend pas compte de ce qui se met à évoluer dans la société tunisienne. Pour une partie de l'intelligentzia, il est évident que les pays musulmans accusent un retard à tout le moins matériel vis-à-vis





Entrée de l'Ecole militaire du Bardo, fondée par Ahmed bey 1".

de l'Europe et qu'ils n'ont plus les moyens de s'opposer, sur le terrain, au recul de l'empire ottoman, ni à l'occupation étrangère des pays arabes. Les tentatives de se réformer de l'empire ottoman se sont heurtées à des résistances solides. Mais des individualités commençaient à se singulariser ici et là.

Quand Ahmed Bey fonde une école militaire au Bardo, elle est appelée, d'abord, école d'ingénieurs,

Page de gauche : Cheikh Mahmoud Kabadou, un homme d'exception, en charge avec l'italien Caligaris de la direction de l'école militaire du Bardo. D.R

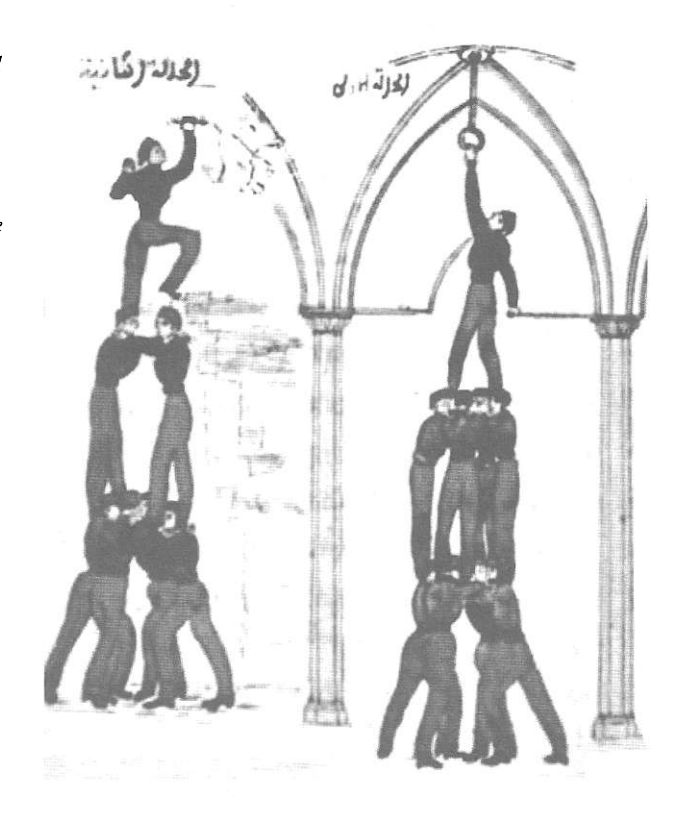


Planche extraite du Précis d'éducation physique à l'usage de l'armée, *version arabe d'un traité rédigé en français par Victor Alfred et traduit par le lieutenant El-Haj Mohamed Ben El-Haj Omar. Manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale de Tunisie.*

Page de droite : Première page du traité destiné à l'instruction des officiers, KitabTabour tâlim. *Manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale de Tunisie.*

puis école des sciences militaires. Il en confie la direction à un officier orientaliste italien, le colonel Caligaris, et fait venir des professeurs français, italiens et anglais, pour y enseigner les mathématiques, la topographie, l'artillerie, l'organisation des armées, l'architecture des fortifications, l'histoire, la géographie et les langues italienne et française. Il associe, dans sa direction, un cheikh de formation classique et de grande notoriété, Mahmoud Kabadou. Ce co-directeur est chargé avec le directeur italien et des étudiants de l'école, de rédi-



كتاب طابور تعليم

بسم الله الرحمن الرحيم صلى الله على سيدنا ومولانا محمد وعلى آله وصحبه وسلم تسليما

الحمد لله

القسم الثالث في المشي على حالة الغول وما يختص به من الحركات المختلفة

القسم الرابع في رجوع ترتيب غول الى ترتيب طابور وكيفياته المختلفة



Officiers et soldats de la garde beylicale dans leurs nouveaux uniformes inspirés des modèles européens;. Gravure extraite de l'ouvrage de Charles Chassiron, Aperçu historique de la Régence de Tunis, *1849.*

Page de droite : Kheireddine à cheval, une image devenue iconique du réformateur tunisien.

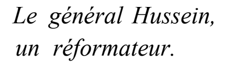
ger des condensés des cours donnés par les professeurs étrangers et de traduire en arabe des livres militaires européens. Il charge de superviser cette activité éditoriale, le jeune Kheireddine, un Tcherkesse (nom générique des Musulmans Abkhazes, Ossètes, Kabardines et Tcherkesses proprement dits). Orphelin, il a été élevé par le doyen des Chérifs Tahsin Bey, Qadhi des soldats dAnatolie. Il est arrivé à Tunis probablement en 1839 et entré au service du Bey Ahmed en tant que mameluk. Il était cultivé, parlait le Turc, le Français, l'Arabe qu'il a perfectionné en Tunisie. Ahmed Bey a, ainsi réuni, un représentant éminent de l'enseignement religieux de la Mosquée Zitouna, un jeune officier ottoman moderniste, un officier italien et des professeurs européens, l'ensemble ayant pour tâche de former une élite militaire tunisienne, musulmane, moderne, prête à se frotter à l'Europe conquérante.







L'étonnant dans cette réunion de compétences, c'est le choix de Mahmoud Kabadou. L'homme est un ascète, un mystique, un chercheur qui sonde dans toutes les disciplines la vérité de sa foi. Il a élargi ses connaissances au point d'apparaître à ses contemporains comme un encyclopédiste reconnu et admiré par ses collègues de l'université Zitouna. Ce mystique était aussi un grand poète de langue arabe, instruit de ce qu'on pouvait alors connaître de l'histoire arabe, musulmane, littéraire et spirituelle. Au contact des matières enseignées à l'école militaire du Bardo, il comprend les raisons du déclin des pays musulmans et s'en explique dans une préface rédigée pour présenter un livre français sur la mobilisation militaire traduit en arabe par les élèves. Pour lui, il est clair que les sciences exactes sont la source de la puissance matérielle et que leur abandon est la source de la faiblesse des Musulmans. Deux courants de pensée se sont formés à partir de ce point de vue. Un courant à l'intérieur de l'école, représenté par de brillants élèves qui seront des champions du réformisme : les futurs généraux Rostem et Hussein et le chef de brigade Mohamed Al-Qaroui. Un autre courant parmi les étudiants de la Zitouna admirateurs de leur maître à penser, représenté par deux futurs grands cheikhs réformistes : Salem Bouhajeb et Mohamed Beyram. La rencontre des deux courants a induit l'apparition d'un parti de la réforme en milieu gouvernemental, donc autour du Bey, et qui n'est pas étranger à l'entreprise du voyage du souverain en France, en



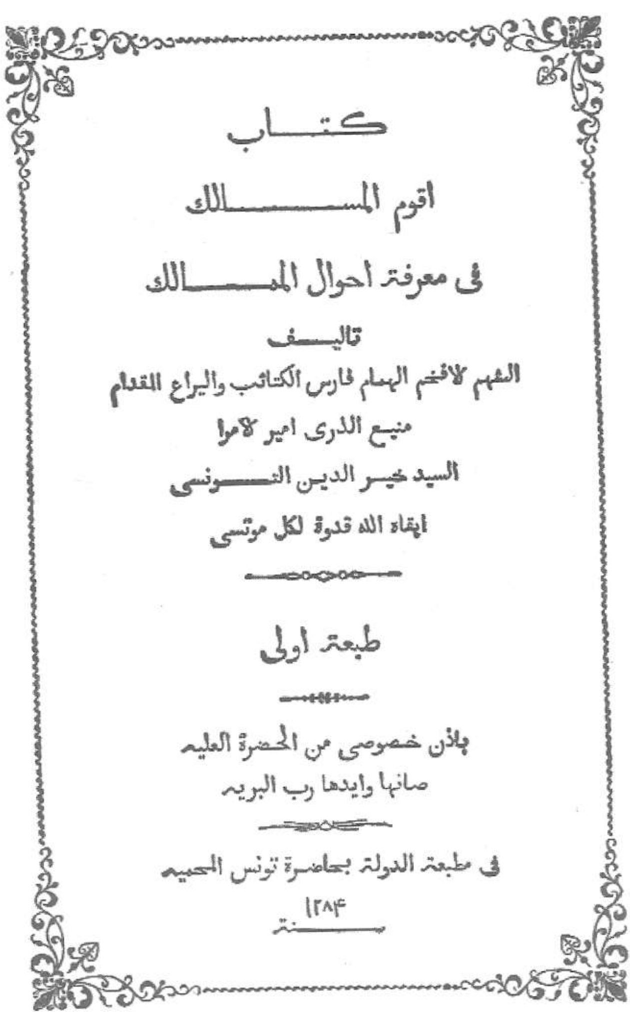
Le général Hussein, un réformateur.

1846. Et si celui-ci ne changea pas son mode de gouvernement à son retour de Paris, ses compagnons de voyage ne cessèrent pas de faire part de leurs impressions sur ce qui les avait éblouis. Ahmed Ibn Abi Dhiaf, le secrétaire du Bey et l'auteur d'une célèbre chronique, est le premier de ces communicateurs. Ce voyage en a entraîné d'autres, notamment celui de Kheireddine (qui va défendre l'Etat tunisien contre Ben Ayed devant la justice française) et de son collaborateur

Page de gauche, de haut en bas : Cheikh Mohamed Beyram, Cheikh Salem Bouhajeb.

Hussein qui sera, en France et en Tunisie, un défenseur très actif des idées de son aîné.

Mohamed Fadhel Ben Achour chez qui nous puisons ces données, souligne que le changement est brutal à la mort d'Ahmed Bey en 1855. Son successeur, Mhamed Bey, est loin de partager les idées modernistes en vogue à la cour. Le parti réformiste s'est trouvé menacé dans son intégrité et Mahmoud Kabadou a dû


كتاب

اقوم المسالك

فى معرفة احوال الممالك

تاليف

الشهم الافخم الهمام فارس الكتائب واليراع المقدام

منبع الدرى امير الامرا

السيد خير الدين التونسى

ابقاه الله قدوة لكل موتسى

طبعة اولى

باذن خصوصى من الحضرة العليه

صانها وايدها رب البريه

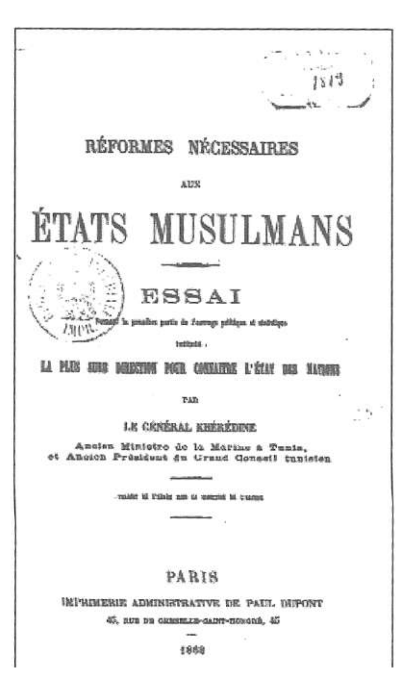
فى مطبعة الدولة بحاضرة تونس المحميه

١٢٨٤

سنة

Première édition en langue arabe du Kitab Aqwam al-Masalik *de Kheireddine Pacha, publié par l'Imprimerie officielle à Tunis en 1867* *(Voirplus loin, chapitre 1873,p.476).*

s'en expliquer dans un long poème. Mais le courant réformiste finit par gagner la partie, en se référant à ce qui se fait à Istanbul, et aussi, pourquoi ne pas le dire, à l'influence du consul de France, Léon Roche, un arabisant surnommé Cheikh Omar au point que certains disaient qu'il était crypto-musulman. Ce succès n'est pas étranger à la promulgation, en 1857, du Pacte Fondamental *(AhdAl-Amanè)* et, en 1861, de la Constitution. Cela représenta des avancées toujours remises en question, comme on le verra plus loin.


RÉFORMES NÉCESSAIRES

AUX

ÉTATS MUSULMANS

ESSAI

LA PLUS SURE DIRECTION POUR CONNAITRE L'ÉTAT DES NATIONS

PAR

LE GÉNÉRAL KHÉRÉDINE

Ancien Ministre de la Marine à Tunis,
et Ancien Président du Grand Conseil tunisien

PARIS

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT

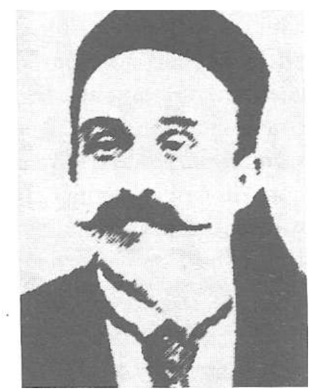
1868

Première édition de la version française des Réformes nécessaires aux Etats musulmans *de Kheireddine Pacha, publiée à Paris en 1868.*

Grâce à Kheireddine qui dut publier un livre essentiel sur les pays d'Europe *(Aqwam Al-Masalik*), le courant réformiste a continué à se développer. Le cheikh Omar Ben Cheikh, le cheikh Hassen Laz-Oghli, le cheikh Mohamed Senoussi, ont poursuivi l'œuvre de leurs maîtres Salem Bouhajeb et Mohamed Bayram. Ils se sont consacrés à des activités d'enseignement, d'éducation, de presse (avec la publication d*Ar-Rayed,* premier journal tunisien en 1860), d'imprimerie (avec la création de ce qui deviendra l'imprimerie officielle), et d'édition (avec la diffusion des livres de Mohamed Bayram (*Safwat al-Ttibar),* de Mohamed Senoussi (*Ar-Rihla Al-Hijazia).* C'est ainsi que la seconde moitié du dix-neuvième siècle est marquée par l'action directe de Kabadou (mort en 1871) ou de Kheireddine (parti de Tunisie en 1877) et de nouveaux militants pour la réforme, notamment des lauréats du collège Sadiki avec leur chef de file Béchir Sfar. Cette action s'est prolongée par l'action des élèves du collège Sadiki (créé en 1875), de la Khaldounia (créée en 1897), de la publication du journal *Al-Hadhira* d'Ali Bouchoucha (en 1888), ou du journal *Az-Zohra* d'Abderrahmane Snadli (en 1886).

C'est dire que si le « Siècle des Lumières » a précédé en France la Révolution, le réformisme tunisien du

Page de droite :
Premier numéro du journal Ar Raid Ettounsi, *daté du dimanche 22 juillet 1860.*

Mohamed Al-Qaroui et Ali Bouchoucha.

dix-neuvième siècle n'est, lui aussi, ni une génération spontanée, ni l'œuvre des seuls gouvernants. Les courants de pensée ont eu leur rôle à jouer grâce au courage intellectuel et physique d'acteurs et d'auteurs qui méritent, encore aujourd'hui, une étude approfondie. On ne peut comprendre le dix-neuvième siècle tunisien sans connaître l'action, étalée dans le temps, de : Kabadou, Kheireddine, Bouhajeb, Bayram, Rostem, Hussein, Al-Qaroui, Ben Dhiaf, Ben Cheikh, Laz-Oghli, Senoussi, Sfar, Bouchoucha, Snadli, etc. On ne s'étonnera pas, alors, de retrouver certains d'entre eux ou de leurs descendants dans le mouvement national naissant, car la première promotion du collège Sadiki sortira en 1881, et le courant réformiste acquerra une légitimité nouvelle dans la résistance à l'entreprise coloniale.

Le journal El-Hadhira, *fondé par Ali Bouchoucha en 1888.*

C'est pour cela qu'on ne peut s'arrêter à la mort d'Ahmed Bey, au milieu du siècle et couper le fd de cette généalogie de la réforme. Mais on ne peut ignorer, non plus, les positions du détenteur du pouvoir absolu et ne pas examiner comment les successeurs d'Ahmed Bey ont réagi face aux événements survenus au cours des décennies suivantes, et comment le courant réformiste s'est adapté dans la nouvelle conjoncture.

العدد الاول

ثاني الاحد رابع المحرم الحرام سنة ١٢٧٧ هجرية الموافق ٢٢ يولية العجمي سنة ١٨٦٠ مسيحية

السنة الاولى



تبرز الصحيفة مرة في الاسبوع

ثمنها في الحاضرة	ريالات
نقدا لصحايف سنة كاملة	٣٦
نقدا لصحايف ستة اشهر	٢٠
ثمنها لساير بلدان المملكة	
نقدا لصحايف سنة كاملة	٤٠
نقدا لصحايف ستة اشهر	٢٢
ثمنها في الممالك الاجنبية	فرنكات
عن سنة	٤٢
عن ستة اشهر	٥

ثمن الصحيفة الواحدة ريال

اماكن بيعها في المملكة

في الحاضرة
في القيروان
في سوسة — في مكتب كتاب الوسطة
في صفاقس
في بنزرت

اماكن بيعها خارج المملكة

في الجزاير عند بستيد كتبي
في طرابلس الغرب عند التجار ريكارد اخوان
في الاسكندرية عند التاجر ميخاييل صايا
في بيروت عند التاجر موسى شربتلي

...none le Associazioni: In Parigi, da' Signori Heitmanrete et Cie, 13, quai Voltaire; — in Marsiglia presso i Signori Camoin frères; — in Malta presso il Signor Muir; nelle altre parti d'Europa presso i principali librari.

قسم رسمي

ان الحمد لله وصلى الله على سيدنا ومولانا محمد وعلى آله وصحبه وسلم

الاعز الانجب امير الامراء ابا عبد الله حسين مستشار الامور الخارجية ورئيس المجلس البلدي حرسه الله تعالى بعين عنايته واهدى السلام عليكم ورحمة الله وبركاته. وبعد فاننا كنا سرحنا الوجيه التاجر الانكليزي المستر ريشارد هولط بامرنا المؤرخ بثاني عشر جمادى الثانية سنة التاريخ لنزل مطبعة باللغة العربية وغيرها في حاضرتنا تونس لما فيها من الفوايد التي لا تحصى ولا يأتي بها العد ولا تستقصى تطبع بها الصحيفة الدورية المعروفة بالجرنال لافادة عامة الناس الاوامر الحكمية والاخبار التجرية والاسعار الوقتية وحوادث الازمان في ساير البلدان وغير ذلك مما يعم نفعه على شروط منها ان الناظر في احوالها وساير امورها رئيس المجلس البلدي ومنها ان لا يتعرض لشيء من الامور السياسية الا اذا سوغه له الرئيس المذكور ومنها أن لا يطبع كلاما يتعلق باحد من الناس مما يشين العرض والمروءة ولو كان منقولا من جرنالات البلدان فالذي نأمرك به الآن ان تشرع في العمل بما تضمنه امرنا الذي بيد التاجر المذكور وأن تسمي صحيفة الاخبار باسم الرائد التونسي وأن تخصص منها قسما لذكر احكامنا الرسمية التي ترد اليكم بواسطة وزيرنا الاكبر وزير العمالة والله تعالى يتولى اعانتكم ويديم حفظكم ورعايتكم والسلام

من الفقير الى ربه تعالى عبده المشير محمد الصادق باشا باي صاحب المملكة التونسية سدد الله اعماله امين

وكتب في ٢٨ ذي الحجة الحرام سنة ١٢٧٦

مقدمة

يا من طبع صور الحقايق في مرآة الطبع السليم * وصبر بخبرة الحذاق بين الصحيح والسقيم * واصطفاه رايدا لا يغتر بخضراء الدمن * واناقدا لا يروج عليه البهرج في معرض الحسن * وترجمانا يفصح عن مستبهم الالفاظ * وصابرا يبلغ ما وعاه من الالفاظ * وحافظه من تحريف الكلم عن مواضعها * وايقاع الشيء في غير مواقعها * احمدك حمد راجع بصره لعجايب حكمتك المرتسمة في الانفس والآفاق * واشكرك شكر مول وجهه شطر معرفتك بعد تقلبه في السبع الطباق * واصلي واسلم على مهذب الامة بالبيان * ومؤدبهم باداب احكامك وعلى آله ومناهج الهداية * واصحابه مصابيح الهداية * اما بعد فان الكمال العقلي مشرق لكافة الطباع * وهو على اختلاف الرتب متكثر في استعماله واستكماله بتلاحق الافكار الى الاستفادة من بني النوع وان للافادة طريقين المشافهة والمكاتبة والثانية فضيلة بدوام الاثر وبقايه غبران المشافه في تحصيلها النفع الذي لا توجد به تلوش الحروف الاستعمالية فتستوعب الساعة الزمن بكثرة الشغل وقصورا في الاثر عن عموم الافادة الكافي لكافة وقد استمرت على تلك الحال لاسرة بهذا الطريق من حد كتابتها الى ان الهم الله طايفة من المكيين على استنباط الصنايع واستخراج جواهر العلوم * بغوص الفهوم * الى اختراع هاته المطابع الناشرة بيسير سعي في اقل زمن تآليف متكاثرة بتدريج تحت لوح مرسوم الاخراج الجزئيات تحت الكلي محفوظة من التحريف بحفظ قد كفلت بعموم الافادة بالكتابة نهايتها وانبسط استعمال اشتات العلوم واستكمالها بتعاضد الافكار * المتواصلة في الاقطار والاعصار * ويجد تناسج الآراء وفوايد الاخبار * واستجلابها من شواسع الاقاليم والامصار واستجدت صناعة الطباعة بهاته المجدودة التي قاليت تلازمت المعاني وكاثرت كتايب الحصا * ذات رياض نواضر * في اسماعات الحواضر سيما نواحي اوروبا * فان العيان شاهد بانها مغارس منتجة لاصولها متجهة لفروعها * وان سالكيها اسعد الناس باقتراف ثمارها واقتطاف ازهارها * بما حصلوا عليه من توفر المعارف وتكاثر الفنون وتكامل الصنايع المستدعية للقوة والثروة وتناسل الشعوب وتسلسل العمران وبها استقربت ما اثرتها الباعثة الرابعة في القاهرة ظهور الشمس في الرابعة * فانك لا ترتاب ان من اعظمها الصحف اليومية والاسبوعية المنشأة لنشر اوامر الدولة الحكمية ومهمات الرسوم السياسية * ونتايج الافكار العلمية * وحوادث الاقطار النايية وبيان الاسعار الوقتية لعامة البضايع * في قالب المواقع الى ما يشاكلها من اوجه المنافع * مفرغة في قالب مقبول لساير الطباع بسهولة تناوله * وعذوبة مقاطعه ومفاصله * وايجاز كلمه وتآلف مبداه ومنتهاه * موشى صدره بكدمه * تطرب موقف السامع * بامثال وحكم مرتبطة * ونوادر واطروفات ملتقطة * لمن ما احرزته من هذه المقاصد النبيلة قد هذبت بتهذيب الطباع * وتوسيع دايرة الانتفاع * خاصتهم وعامتهم * وقويهم وضعيفهم * فاستعد كل منها بحسب وسعه * واتخذت المنافسة فيها بغيتهم حتى لا تكاد ترى بين اظهرهم امرءا ولا عاريا من فوايدها خليا * فاستثارت غيرتهم لدوائر اوطانهم وحميتهم لحراسة اعطانهم واتقتهم من احتمال الهجمة الجشع ورغبتهم لاكتساب الفضايل النفسية والتخلي من سفاسف الاخلاق المزرية بالعرض والمروءة الفاضحة بصاحبها من اوج الفتوة فاستدارت رحاهم على قطب الجد واستنفضوا مهاد البطالة وانبعثت عزايمهم لابتغاء اسباب الثروة من اتقان الصنايع * واطراد البضايع * فاتوا بيوت اغراضهم من ابوابها * وتوصلوا الى المسببات باسبابها وبلغوا في العمران الى ذلك المبلغ المشهود * ثم ان الهمة البالغة الصادقة * ذات النفس الصامية لما كانت بعيدة المرامي في منازع السياسات العصرية * شيقة الغور في مدارك الآداب المدنية * ناظرة الى نظام الامم نظر المستكشف التفتت غيرة الصحيحة لقطره * وحمية الكريمة لمرتع لهوه واسرته ان يحرز له هذه المزية حتى ينضم الى ما نشره فيه من العدل احياء مراسم الفضل * فامر ايده الله بانشاء هذه المطبعة المهونة في القطر التونسي لطبع الكتب العلمية النافعة الموضوع والصحايف الرسمية الدائرة في كل اسبوع * وقصره على نشر اوامره القاطعة * واشاعة الاخبار التي تعم فايدتها بالحسنى منزها لساحتها عن غايلة الاغراض * وتناول الاعراض ... مناظم الشتايت ومراسم التنايب * لنظر رئيس المجلس البلدي * الناظر في صلاح المدينة الحالي والابدي * فيا ايها المتشوف لآثار الاقطار * الباحث عن حوادث الاقطار * المتيقظ لتقلبات الادوار * المستفيد من تقلبات العوايد والاطوار * دونك من هذا الرايد جليسا لا يمل حديثه * ولا يخطئك جديده * ... ولا تمل ما يعيده * يطلعك على احوال المطايا لتسقط الخبر * ... سمعك في كل فن متاع البصر * رقيب لا يستثني شيئا ولا يتسامح بخبرك عن امر الغيب والمشهد * ... ويقص عليك احسن القصص * ويأتيك بالغرائب ... كل قاصي عن هيئة المتنادة * عظيم المعونة * فاتخذه جاسوسا لك لاعداتك * وانتهز معاشرته فهي موليه حكم بين يديك * يهذب بفوايده الفايحة طباعك * ويعد الى الحمي الكمالات بساعك * ويستنهضك من مهاد البطالة * ... من وهات الجهالة * ويفاتحك مناكحة العقلاء ويفصح لك فصيح ... يطلعك على عجايب الاتفاق * ويحثك على مكارم الاخلاق ... في العصر محمد بن باسم عدة * فاستعد منه بالصادق الاخبار ... وتيمن بكونه ... خبير

يا طالبا للخبر الصادق * انعم بهذا الرايد الرايق
ياتيك بالاخبار من قصها * مستعذبا للشايد الشايق
ربي من الآداب ازهاره * تحسن الناظر والناشق
زان بسمه المطبوع مالكها * فاسمت به تحسي من الطارق
يفصح عن احواله تاريخه * انبا بخبير رايد الا ...

قسم غير رسمي

قد جرت عادة المنشيين الصحايف الدورية ان يفتتحوا الصحيفة الاولى منها بمقدمة مختصرة تقتضي الاشارة الى امور الممالك واحوال وقواعد السياسات الراجعة بين فريقها بما يتوقف عليه فهم كثير من الكلام على احوالها ولاستحضار امة الناظرين فيه لاجلية الى احضاره بالبال وتكديده في الكيفية المستقلة سيما في بلاد العرب التي لم تنتشر فيها تلك الصحايف ولم يهتم اهلها باستعلام عوايد اوروبا وقواعد ممالكها قبل ان استبقاء تلك الاصول على وجه تفصيلي لضيق عنه نطاقات الصحايف المديدة فضلا عن صدر صحيفة اوجب تقدمة الاشارة الى مهماتها على وجه اجمالي مناسب للحال فاعلم أن قسم اوروبا يحتوي الآن على عدة ممالك ودول منها دول عظام متقاربة بالرتبة كدولة انكلتيره اي الانكليز وفرانسا والروسيا اي الموسكوف وأوستريا اي النمسا وبروسيا ودولة آل عثمان ومنها دول دونها غير انها متفاوتة في اشهرها دولة اسبانيا وسردانيا والسويد والدانمرك والبلجيك والبونان واحكام هذه الدول نوعان ...

1855

AHD AL-AMANE ET CONSTITUTION

Quand Ahmed Bey meurt, le 30 mai 1855, c'est son cousin Mhamed qui lui succède. Ce nouveau Bey, d'un niveau d'instruction fort modeste, est un partisan du pouvoir absolu et ne voit pas d'un bon œil les réformes préconisées à Istanbul ou à Tunis. Il se met à tout régenter, à tout juger en lit de justice même les causes habituellement confiées à des juridictions de second ordre, à ordonner des exécutions sans entendre de défense des accusés, à confisquer les biens de certains des hommes de confiance de son prédécesseur. En revanche, il réduit les impôts, ce qui fait plaisir aux contribuables en général et notamment aux cultivateurs et paysans, mais aggrave la situation financière du pays. Il donne l'ordre à Kheireddine qui se trouve à Paris de ne pas réaliser l'emprunt ordonné par Ahmed Bey. Il réduit également les effectifs des forces armées et le nombre des pensionnés parmi les vieux janissaires. Il se lie d'amitié avec Léon Roche le consul de France qui, parlant l'arabe, se met à l'entretenir de tout et lui donne des conseils au grand dam de l'entourage du souverain, peu habitué à voir des consuls s'immiscer dans la gestion du pays.



Mhamed Bey promulgue le Pacte Fondamental en 1857. Dans son préambule, on lit : « Dieu est témoin que j'ai préféré l'intérêt du pays (maslahat al-watan) *à celui de ma propre personne. » Gravure publiée dans* The Ulustrted London News *du 30jinn 1855.*

Le comportement, à tout le moins incohérent du Bey, le conduit à commettre la faute qui va l'entraîner bien au-delà de ce qu'il refusait de faire. On lui emmène un jour un juif accusé d'avoir insulté un autre cocher ainsi que sa religion musulmane. Il le condamne à mort malgré les dénégations de l'accusé et s fait décapiter, refusant d'entendre les conseils de son entourage. La victime, du nom de Batto Sfez, était le rocher du fermier général Nissim ; l'affaire comportait des zones d'ombre, notamment le fait qu'elle fait suite à l'exécution d'un musulman qui avait tué un juif et que l'opinion publique s'en était émue. L'association

Page de gauche : Nichan Ahd Al-Amane, *un nouvel ordre créé au nom du Pacte Fondamental.*

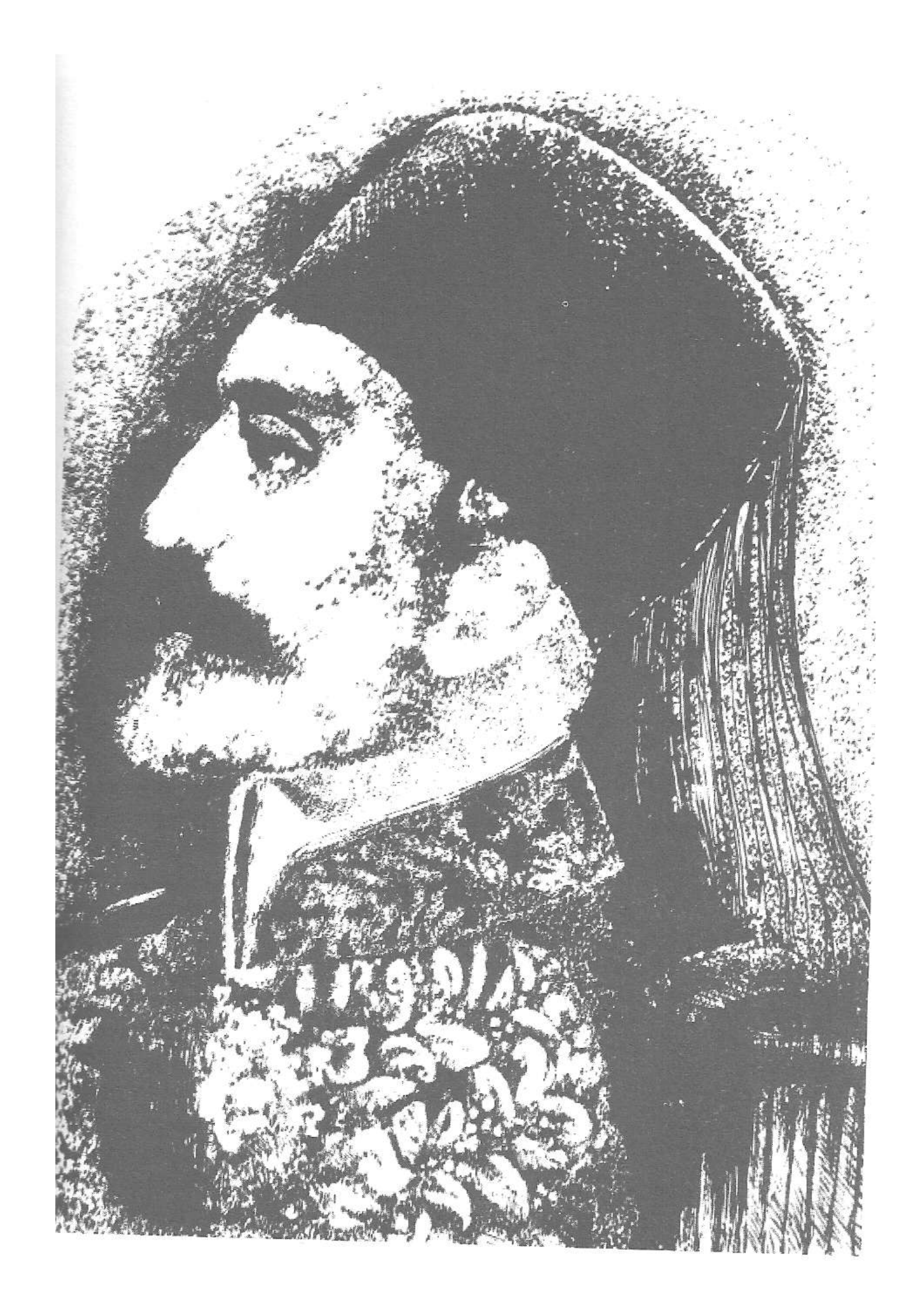
Page de droite : Ahmed Ibn Abi Dhiaf (1804-1874).

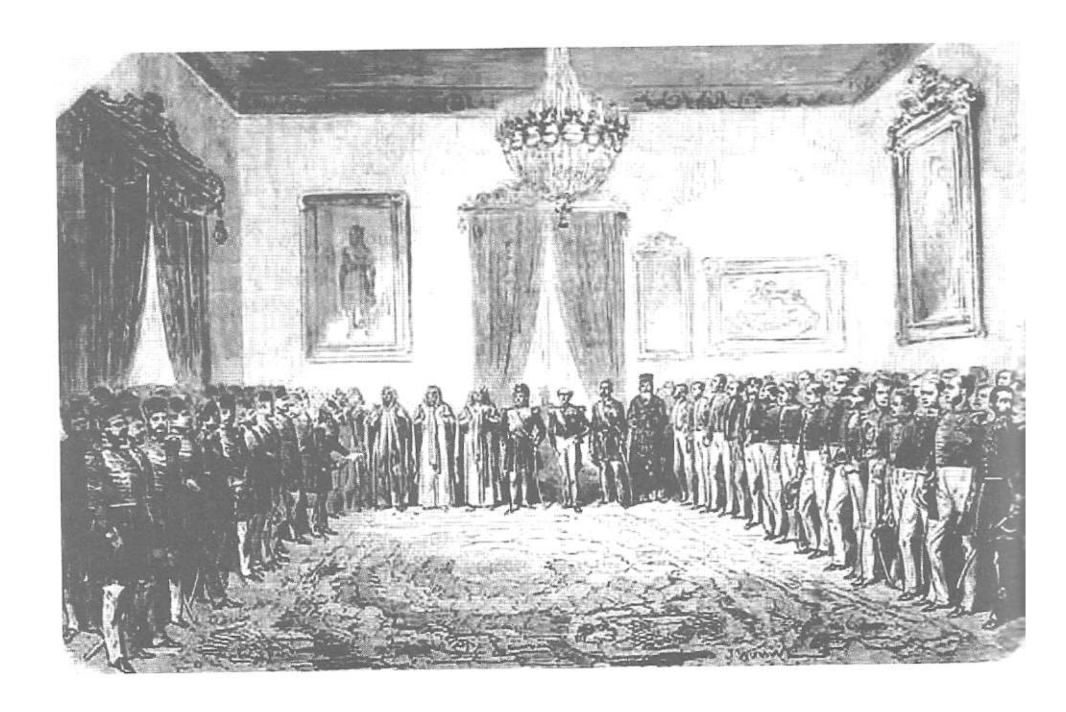
des hommes de religion au jugement donnait lieu à une concurrence entre Malékites (pour la peine capitale) et Hanéfites (considérant que la peine de mort ne peut être prononcée dès lors que l'accusé nie ce qui lui est reproché). Le Bey, bien que d'obédience hanéfite, suit l'avis des plus radicaux malékites. L'exécution qui eut lieu le 24 juillet 1857, soulève des protestations dans les milieux européens. Une flotte française composée de neuf bâtiments et armée de sept cents canons, se présente, en août, à La Goulette. L'amiral commandant cette flotte débarque et se rend à La Marsa où se trouvait le Bey et le met en demeure d'introduire des réformes dans son royaume. Dans une adresse dont les termes diplomatiques masquent mal les intentions, il lui dit, selon la chronique d'Ibn Abi Dhiaf : « *Je suis envoyé par mon souverain avec cetteforce pour vous aider contre toute perso?me qui vous empêche d'accorder la liberté à vos sujets et de leur assurer la paix et la sécurité de leur personne et de leurs biens* ». Ensuite, c'est le consul d'Angleterre, Richard Wood, qui se présente avec le même message en ajoutant qu'une flotte ancrée à Malte n'attend qu'un signal pour venir. Ce consul, lui aussi un arabisant distingué, ne se laisse pas démonter par l'entourage du Bey qui avance des considérations religieuses justifiant l'acte controversé. Le consul répond : « *A quel Islam faites-vous allusion ? A l'Islam qui a permis à vos ancêtres de détruire en quatre-vingts ans ce que les Romains ont mis huit cents ans à édifier, et c'est celui-là que l'on vous demande aujourd'hui de respecter, ou bien vous faites allusion aux fetwas de vos Ulémas adaptées aux désirs du pouvoir ?* »

Le consul dAngleterre Richard Wood. Gravure de G. Thomas Vigne, 1844. Victoria & Albert Muséum, Londres.



Les consuls ont remis chacun un message écrit de leur gouvernement. Celui de la France était daté du 20 juillet 1857

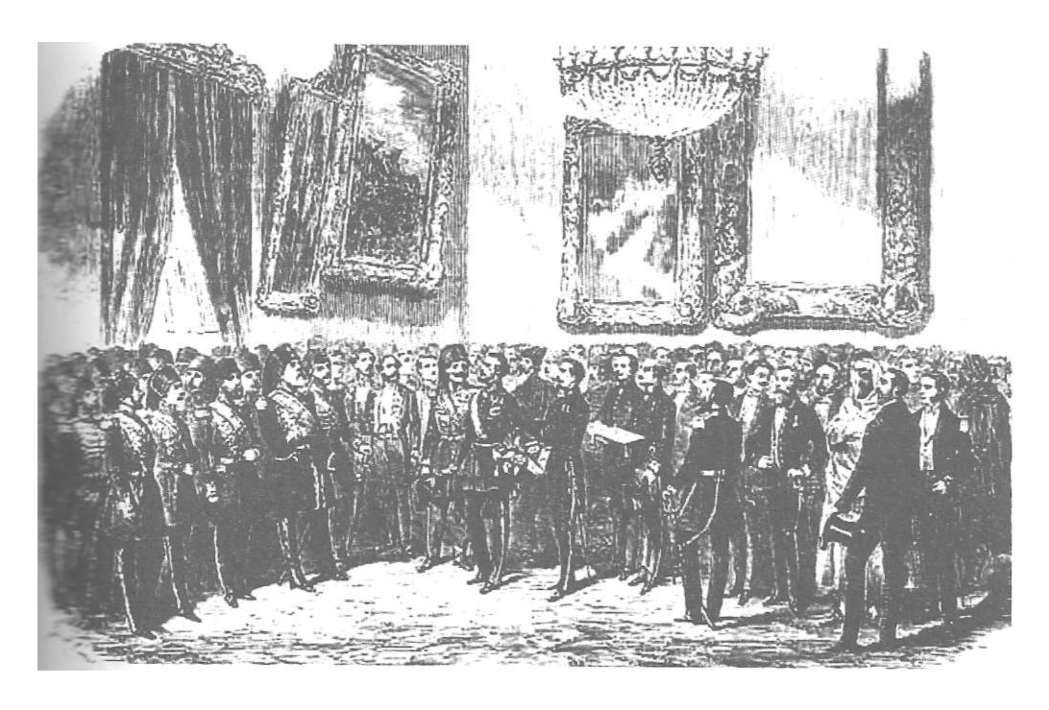




Proclamation du Pacte Fondamental, le mercredi 9 septembre 1857 au Palais du Bardo.

et s'étendait sur les réformes à introduire, en suivant l'exemple des *Tanzimats* promulguées à Istanbul, notamment en matière de justice, de commerce international, de suppression des monopoles, de liberté dans la propriété foncière. Le Bey a compris qu'il n'a plus d'issue pour échapper à cette contrainte. Il ordonne alors, à son secrétaire, Ibn Abi Dhiaf, de rédiger, à partir des demandes européennes et du texte des *Tanzimats* ottomanes, un engagement (d'où le nom arabe de *Ahd). Ce Ahd Al-Amane,* traduit officiellement par : « *Pacte Fondamental* », est une « déclaration de droits » en onze points. Les articles portent sur :

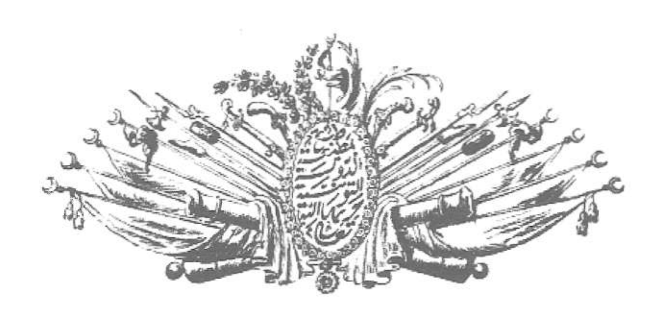
- la sécurité des personnes et des biens (art.l) ;
- l'égalité de traitement en matière fiscale (art.2) ;
- l'égalité de traitement en justice entre musulmans et non musulmans (art.3) ;
- le respect de la pratique religieuse des non musulmans (art.4) ;



Le Bey reçoit le consul de France Léon Roche qui le presse de tenir son engagement de réformer les institutions.

- la réglementation et la limitation du service militaire (art.5) ;
- l'association d'un représentant des non musulmans •à toute juridiction jugeant un non musulman (art.6) ;
- l'institution d'un tribunal de commerce avec participation des étrangers selon des accords à conclure art.7) ;
- l'égalité de tous les sujets dans les affaires coutumières ou légales (art.8) ;
- la liberté du commerce (art. 9) ;
- la liberté pour tout étranger de pratiquer tout métier à condition de respecter les lois du pays (art. 10) ;
- la liberté pour tout étranger s'installant dans le pays de posséder tous fonds de maison, verger, terrain à condition de respecter les lois en vigueur (art.11).

L'engagement est lu au cours d'une séance solennelle, sous la présidence du Bey, le mercredi 9 septembre 1857, dans la grande salle d'apparat du Palais du



بسم الله الرحمن الرحيم

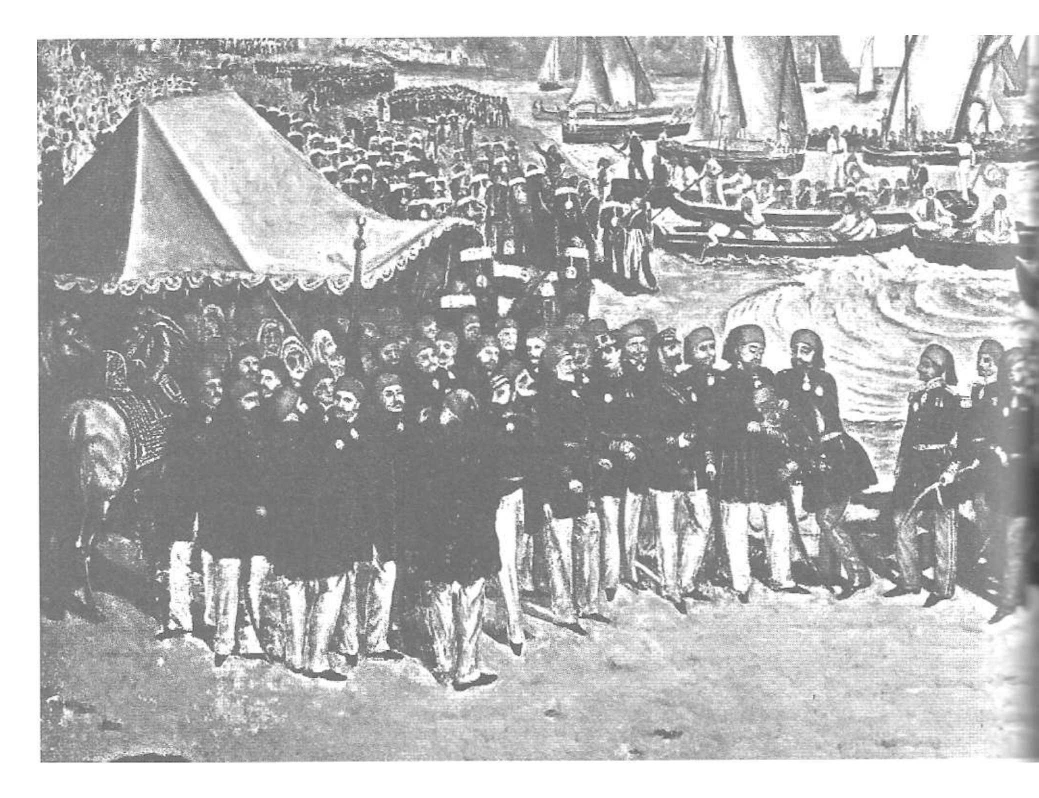


Le Premier ministre (le Grand Vizir) Mostafa Khaznadar.

Bardo, en présence des princes de la famille, des ministres, des dignitaires religieux, des généraux et autres représentants des régions et des tribus et des consuls. Il est revêtu du sceau du souverain, puis il est remis aux consuls et diffusé dans toutes les provinces.

En vérité, le Bey a cru que la déclaration solenelle le dispense de tout autre acte. Il a continué à siéger dans sa salle de justice et à gouverner comme auparavant. Il s'en est suivi une protestation solennelle du consul de France qui lui rappelle qu'il a apposé son sceau sur le texte du Pacte et qu'il faut lui donner suite. Alors, le Bey se décide à former, le 4 novembre 1857,

Page de gauche : L'Acte du Pacte Fondamental, signé par Mhamed Bey.



En 1855, les troupes tunisiennes débarquent à La Abdilliya après avoir participé à la guerre de Crimée à côté de l'armée ottomane. Sur ordre d'Ahmed Bey, plus de 10 000 Tunisiens y avaient pris part. Huile sur toile de Noureddine Khayachi (détail), d'après la toile originale d'Auguste Moynier.

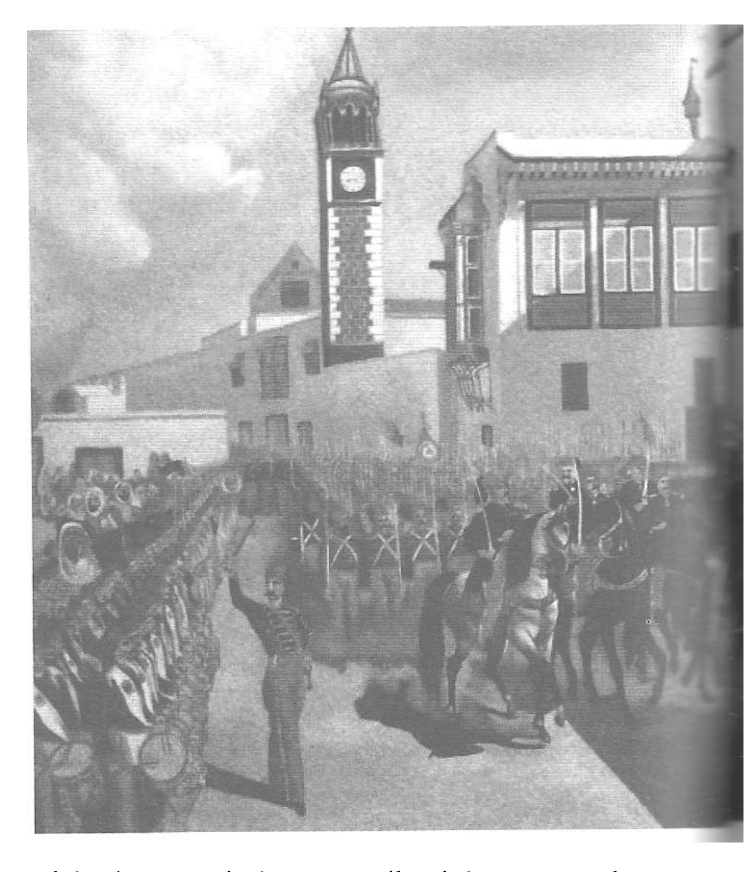
une commission pour rédiger une loi organique découlant de l'engagement pris. Il y désigne le *Cheikh Ai-Islam.* Mohamed Bayram, le cheikh Ahmed Ben Hassine, le cheikh Mohamed Belkhoja, le Premier ministre Mostafa Khaznadar, le ministre de la guerre Mostafa Bach-Agha, le ministre de la marine Kheireddine, le ministre Ismaïl Saheb-et-Tabaâ, le gouverneur des Aâradh (Gabès) et le secrétaire Ahmed Ibn Abi Dhiaf. Il mande à ces dignitaires de se réunir deux fois par semaine au *Dar el-Bey,* à la Casbah de Tunis, pour expliciter les articles contenus dans le Pacte. Il ordonne de prendre, d'abord, connaissance du texte des *Tanzimats.* Le Bey désigne Mohamed Baccouche et YoussefJaït comme secrétaires de cette commission avec possibilité de leur adjoin-



Mohamed Baccouche.

dre le général Hussein. L'ironie de l'histoire veut qu'au moment où cette commission se réunit, un envoyé du Sultan vient demander au Bey : « Qu'a-t-on fait des *Tanzimats* ? Pourquoi y a-t-il tant de retard dans leur application ? » Il faut rappeler que Tunis avait refusé de suivre Istanbul dans la mise en œuvre des réformes édictées par le *Khatti Chérif* de 1839 et le *Khatti Humayoun Gulkhané* de 1856. Le Bey répond à l'envoyé ottoman : c'est ce que nous venons de faire.

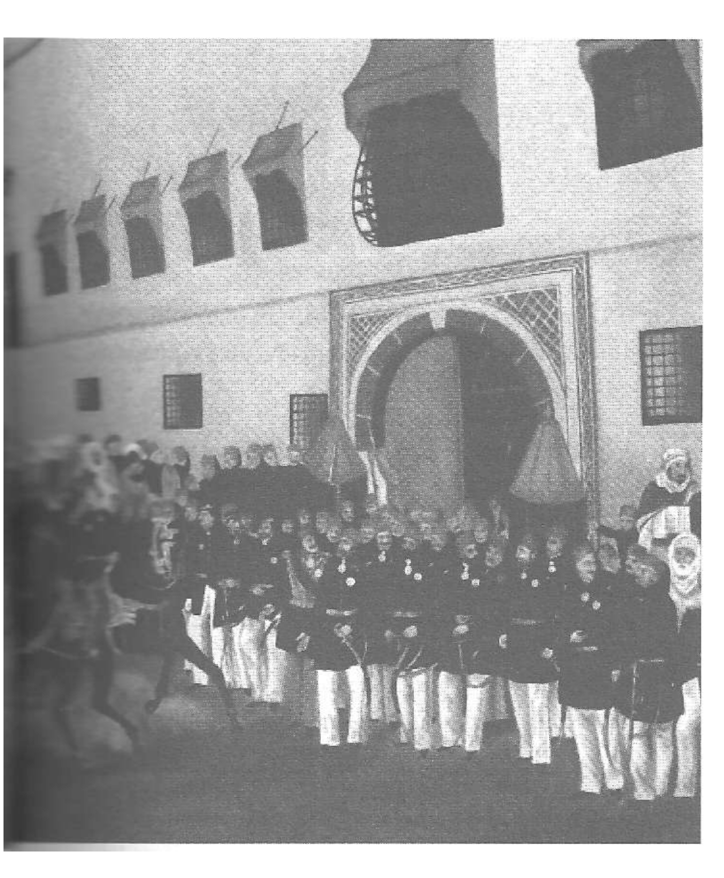
La commission se met au travail sous la présidence du Premier ministre Mostafa Khaznadar. Mais, après l'examen du premier article du Pacte, approuvé par le *Cheikh Al-lslam*, les dignitaires religieux demandent d'être dispensés d'assister aux travaux. La commission poursuit son travail avec six membres. Le Bey, de son



Mhamed Bey et le général Rachid, commandant du contingent tunisien à la Guerre de Crimée, assistent au défilé des troupes tunisiennes rentrant de Crimée. Huile sur toile d'Ahmed Fékih, d'après la toile originale d'Auguste Moynier. Musée militaire national au Palais de La Rose à La Manouba.

côté, s'est constitué un conseil privé pour prendre connaissance des résultats des travaux ; ce qui donne lieu à quelques frictions entre les deux groupes.

Le Bey meurt, le 22 septembre 1859, avant que la commission n'achève son travail. L'héritier, Mohamed Sadok Bey, prête serment, au moment de son intronisation, de respecter comme son défunt frère le « Pacte Fondamental » ou *Ahd Al-Amane.* La commission continue son travail en donnant corps à chaque article de ce Pacte. Un grand conseil, des cours de justice et un tribunal de commerce sont créés. Le Bey désigne, en novembre 1860, les membres qui doivent y siéger. Le chroniqueur Ibn Abi Dhiaf note, qu'à part lui-



même, tous les membres du grand conseil sont nés hors du pays ! Le Bey leur fixe un délai de cinq mois pour prendre connaissance du texte de cette loi organique avant son entrée en vigueur.

En vérité, il faut prendre en considération l'ensemble des textes de cette période pour mieux saisir les enjeux et suivre l'évolution des esprits. Abdelfattah Amor, professeur de droit, a réuni dans un volume, en 1987, tous ces textes. On s'aperçoit que la démarche des promoteurs était, à la fois, prudente et pédagogique. C'était une première dans le monde musulman. Ainsi, le « Pacte Fondamental » est-il suivi par une explication de texte, publiée, la même année, par l'im-

primerie officielle. Puis, le 27 février 1860, est publié un décret portant organisation du « Grand Ministère », en fait d'un gouvernement avant la lettre, car ce que le décret appelle *Wizara Kobra,* (expression plus tard traduite par Premier ministère), comprenait un ministère des provinces, un ministère des affaires étrangères, un ministère des finances et de la tenue des comptes. Puis, est publié le 25 février 1861, un décret portant sur la définition des droits du Souverain et des Sujets, préfigurant ce qu'allait être la Constitution du 26 avril 1861. Tout se passe comme si les rédacteurs de ces textes voulaient avancer avec prudence, non seulement pour ne pas choquer le Bey, mais également pour que les administrés comprennent le fonctionnement d'un système qui rompait avec la pratique du pouvoir absolu.

La proclamation de la Constitution a, donc lieu, le 26 avril 1861, au cours d'une cérémonie solennelle dans la grande salle du palais du Bardo, en présence de la famille beylicale, des ministres, des grands dignitaires religieux de toutes les confessions, des notables et des représentants des régions du pays et les consuls des « pays amis ». La première constitution dans un pays arabe est née. Elle est lue par le général Kheireddine, en l'absence de Mostafa Saheb Et-Tabaâ, président de la commission qui l'a préparée, indisposé. Une fois les solennités achevées, la gouvernance du pays reprend ses mauvaises habitudes. Le Bey continue à siéger en tant que maître de justice. La France se plaint d'un prétendu « *Mahdi* » qui prêche à la frontière algérienne, le Bey le fait arrêter et emmener au Bardo où il comparaît en salle de justice, il est condamné à mort et exécuté. Le chroniqueur Ibn Abi Dhiaf note que la séance n'a duré que trois minutes, alors que la France n'avait demandé que de l'éloigner de la frontière.

La Tunisie était en avance par rapport aux autres pays musulmans, mais il s'agissait de son élite réformatrice et non de son souverain. Celui-ci, dès la constitution du « Grand Conseil » prévu déjà dans le

La loi fondamentale de l'Etat tunisien. Le 26 avril 1861, la première constitution dans un pays arabe est née.

décret portant « droits du souverain et des sujets », s'était parallèlement doté d'un « Conseil privé » qui n'est pas toujours du même avis que les institutions créées dans le cadre des réformes, malgré la présence en son sein de deux ou trois réformistes.

1864

LE BLED INSURGE
LA CONSTITUTION ENTERRÉE

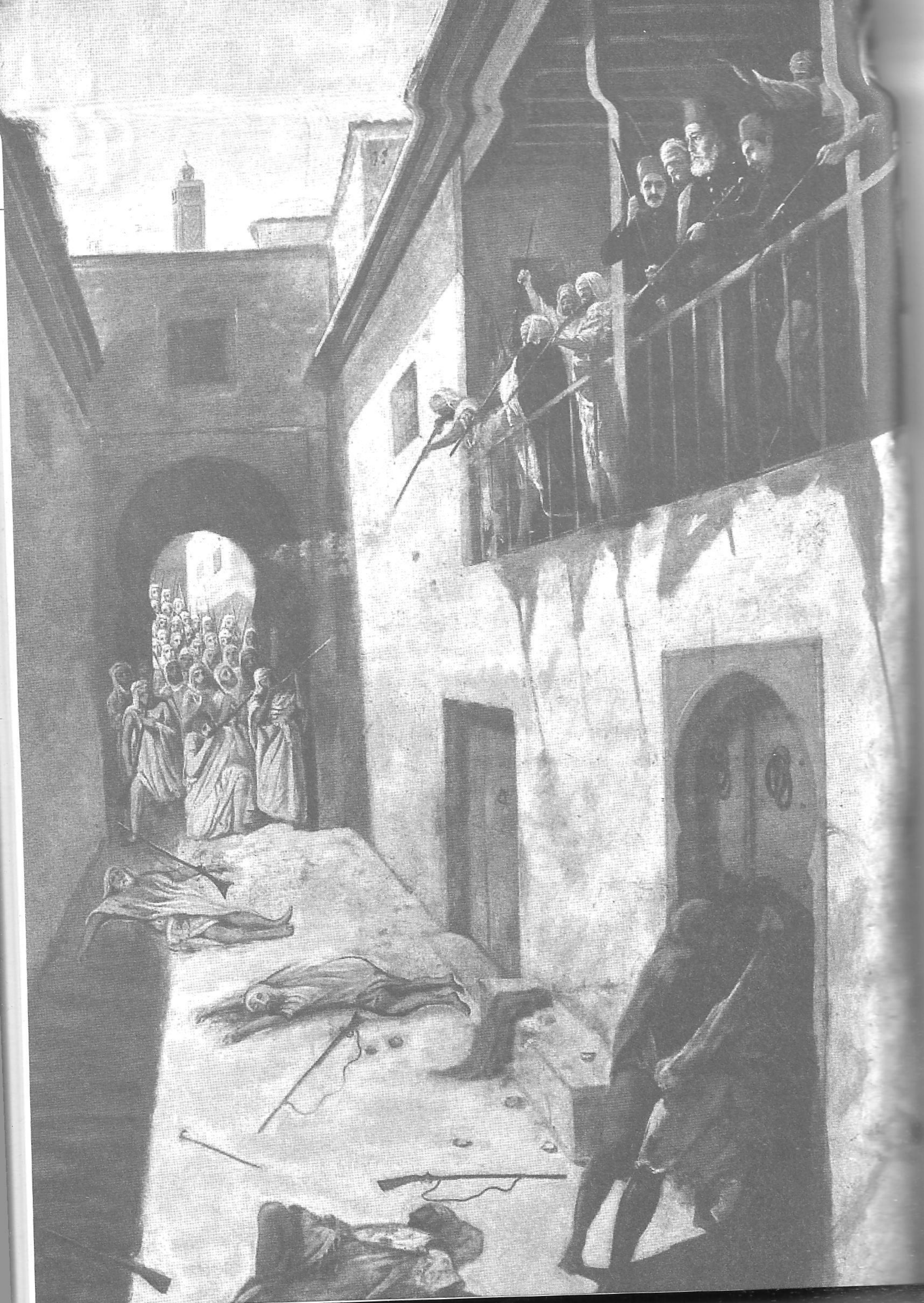
Figure héroïsée de Ali Ben Ghedhahem. **D.R.**

L'insurrection de 1864 sonne le glas des réformes. Les adversaires de la Constitution lui font porter la responsabilité de l'échec, arguant du fait, entre d'autres raisons, que les nouveaux tribunaux mettent du temps à trancher les affaires, alors que la véritable raison est le doublement de l'impôt décidé d'une manière inconsidérée pour couvrir des dépenses toujours croissantes dans un pays où ce sont les campagnes qui sont les plus pressurisées. Plusieurs auteurs, à commencer par Ibn Abi Dhiaf, témoin privilégié de ces événements et Jean Gagniage qui a consacré une thèse à la période qui a précédé le Protectorat français, ont fait justice des prétextes avancés. La cause de l'insurrection se trouve dans la faillite financière, suivie d'un recours à une pression fiscale insupportable, ainsi qu'aux collecteurs chargés d'user de tous moyens pour obtenir des résultats.

La grande figure de cette insurrection déclenchée par le décret beylical de doubler la ***mejba*** ol'***lâna*** (impôt)

en avril 1864, c'est Ali Ben Ghedhahem, un lettré de la tribu de Majer, de la région de Kasserine, fils d'un cadhi guérisseur. Mais l'examen de l'évolution des événements montre que toutes les régions ont pris part à la révolte. Dans la campagne de Kairouan, chez les Zlass, c'est un grand notable, Sebouî Ben Mohamed Sebouî qui conduit l'insurrection. La ville de Kairouan elle-même rebiffe, parce qu'elle était avant exemptée d'impôt. Chez les Riah, Arabes de la région de Zaghouan. c'est encore un notable, Frej Ben Mansour Ben Dahr qui dirige les insurgés. Chez les Frèchich, voisins et cousins des Majer, le chef s'appelle Gadhoum Ben Mohamed. Sfax rompt son allégeance au Bey et se proclame sujet in Sultan ottoman. Sousse et Monastir se barricadent n'obéissent plus à leur gouverneur (***Amel***). Des généraux, Caïds ou Aghas, résidant à Tunis, ne peuvent plus arriver jusqu'au chef-lieu de leur province parce qu'ils sont attendus en route par des troupes de Bédouins, décidés à les tuer. Même le grand Caïd de la tribu ***makhzen*** des Drid est obligé de revenir à Tunis après un arrêt à Téboursouk. Certains réussissent comme à Béja ou à Kairouan à se barricader dans leur ville et, grâce à l'intervention de dignitaires religieux, de sauver leur tête en s'enfuyant la nuit venue. D'autres ne peuvent rejoindre la capitale qu'en se rendant à Gabès ou à Sousse et de partir par bateau vers Tunis. Un seul de ces Caïds, le général Farhat, pourtant opposé au Bardo au doublement de l'impôt, refuse d'être traité de lâche et décide de se rendre au Kef, malgré les avertissements de ses amis et de son représentant sur place. Il est tué juste avant d'arriver à destination devant les Spahis qui devraient lui porter

Sceau de Ali Ben Ghedhahem, daté de 1281 de l'hégire (1864).



secours. Il est vrai que l'année précédente, il avait dépouillé de leurs tentes des Bédouins incapables de payer l'impôt et les a laissés à la belle étoile. C'est même cet incident qu'il avait invoqué en vain devant le Bey pour conseiller de ne pas doubler l'impôt. Les troupes régulières n'obéissent plus ou désertent. Le Sahel qui est la grande réserve des troupes n'a plus de soldats à fournir. Le Bey aux abois décide de faire appel aux Zouaoua (Zouaves) démobilisés par son prédécesseur. Ceux-ci exigent de recevoir tout l'arriéré. Le Bey accepte et fait dresser un camp sur le Jebel Lakhdhar, à côté de la Rabta de Tunis, et tout Zouaoui qui se présente reçoit intégralement son arriéré de solde.

Vers la fin du mois d'avril 1864 deux flottes se présentent à La Goulette, l'une française et l'autre ottomane. Celle-ci commandée par le capitaine Haydar Efendi déclare au Bey qu'elle était venue le remettre sur son trône, parce qu'à Istanbul on avait appris qu'il avait été obligé de fuir sa capitale. Ayant constaté qu'il n'en était rien, sa mission est devenu sans objet. Mais le 29 avril, le consul de France, Charles de Beauval, se rend au palais du Bardo, accompagné du commandant de la flotte française et de son second, ainsi que de l'interprète Monge et du lieutenant-colonel Campenon, ancien instructeur à l'école militaire du Bardo. Le consul demande à voir le Bey et, une fois en sa présence, exige de le voir en tête à tête. Le souverain refuse. Le consul notifie, alors, la demande officielle du gouvernement de l'empereur Napoléon III d'abroger la Constitution. Le Bey, pris de court, tente d'argumenter, mais c'est Campenon qui lui répond d'une manière insolente en langue arabe en insistant sur ses responsabilités et celles de son entourage dans la détérioration de la situation dans le pays. Le Bey résiste et le consul va plus loin, quelques jours plus tard, en demandant le renvoi du Premier ministre Mostafa Khaznadar, du général Kheireddine, du général

« Tuerie des Jlass à Kairouan ». Huile sur toile signée de Bertrand, 1865, légendée en arabe : « Maqtalat Aj-Jlass fi-l-Qayrawan ma'a amir al-oumara' Sidi Rachid Agha, fi qi'dat **1281** » ***(mars-avril 1865). Musée militaire national au Palais de La Rose à L.a Manouba.***



« Tuerie des Jlass à Kairouan ». Huile sur toile signée de Bertrand, 1865 (détail).

Hussein, du général Rostem et du secrétaire Ibn Abi Dhiaf. Il est clair que ceux dont on demande la mise à l'écart sont les principaux promoteurs des réformes.

Le 1" mai 1864, le Bey notifie aux institutions créées par la Constitution : le Grand Conseil, la cour criminelle et à la Cour de vérification (cour d'appel), dans un ordre sec d'une ligne que « *l'intérêt exige que l'institution s'arrête de fonctionner* ». Adieu Pacte Fondamental et Constitution !

La suite n'est que le récit des fins de révoltes avortées. Devant la détérioration de la situation, aggravée par la diffusion de lettres attribuées au représentant de la France et qu'il aurait adressées à Ali Ben Ghedhahem pour l'assurer du soutien aux revendications des Bédouins, le Bey annule toutes les augmentations et constitue un corps d'armée sous les ordres d'Ismaïl Saheb Et-Tabaâ. Il l'envoie annoncer la bonne nouvelle et accorder l'*aman* à tous ceux qui acceptent de mettre fin à la rébellion. La rencontre avec les troupes

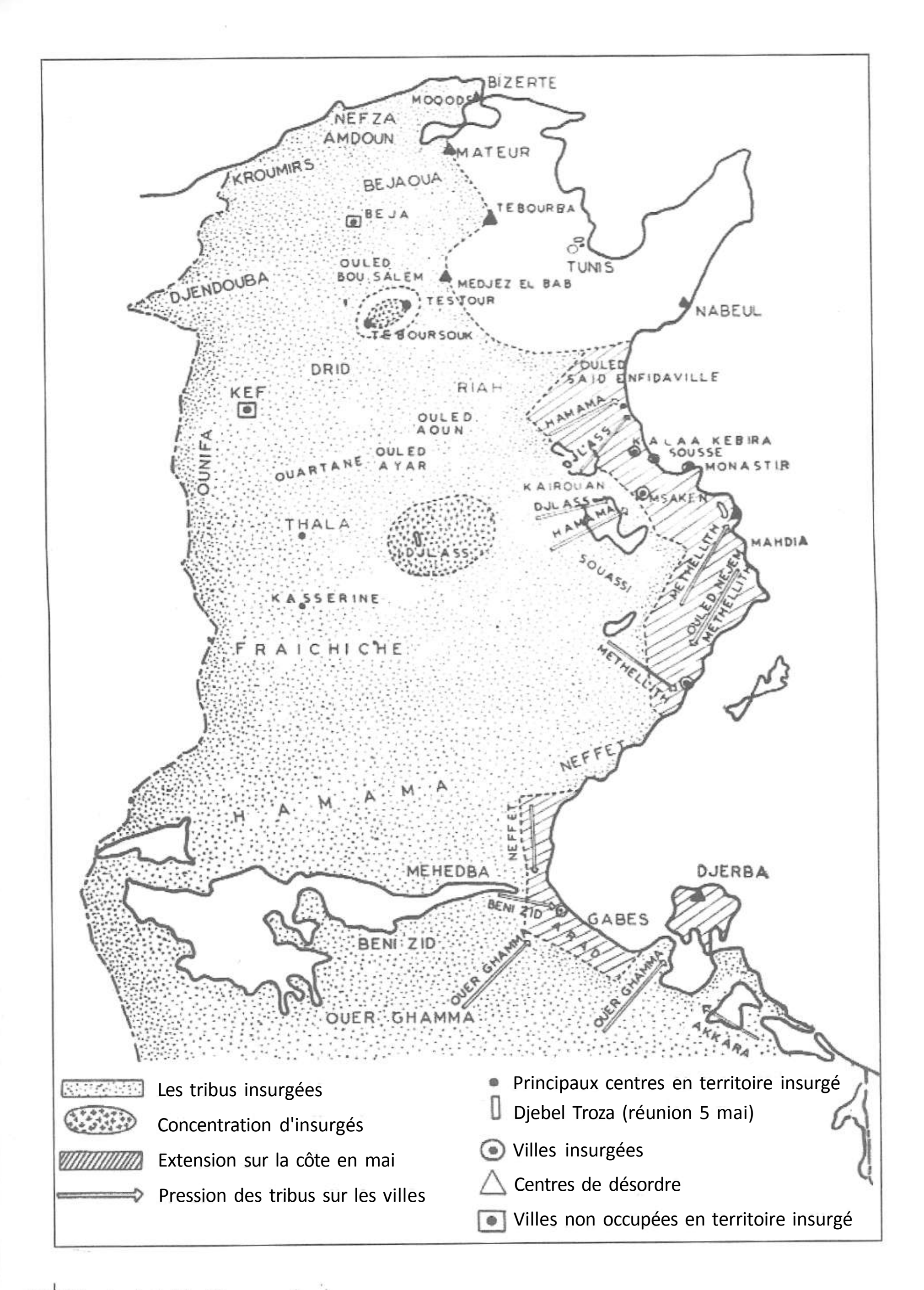
d'Ali Ben Ghedhahem a lieu près de Béja et pour éviter l'affrontement, le grand cheikh de la confrérie Ar-Rahmaniya, Mostafa Ben Azzouz, intervient et fait accepter par le chef de l'insurrection l'*aman* offert par le souverain. Mais ce n'est que la fin de la première phase de la révolte, car Ismaïl Saheb Et-Tabaâ poursuit sa route vers Le Kef pour châtier les assassins du général Farhat, et il n'y va pas de main morte. Méfiant, Ali Ben Ghedhahem reprend alors la lutte. Si *Yaman* est accordé aux individus qui y souscrivent, les provinces subiront une répression sans précédent. Au Sahel les massacres et les exactions de l'expédition dirigée par le général Zarrouk sont restés dans les mémoires jusqu'au milieu du vingtième siècle. Le Jérid, le Kef, les Zlass **et** la région de Siliana ont gardé pour longtemps des traces indélébiles des châtiments subis. Finalement, Ali Ben Ghedhahem est arrêté et emmené au Bardo où il mourra. Le régime beylical, réduit les impôts, mais reprend ses vieilles habitudes dans la répression.

Les adversaires de la Réforme ont gagné. Les voleurs, les concussionnaires, les fermiers généraux et les autres prévaricateurs sont heureux de retrouver un pays sans contrôle. Mais ce n'est que momentané.

L'attitude de la France au cours de ces événements peut surprendre. Elle devient plus lisible sous l'éclairage de la suite des événements. La France ne veut pas que la Tunisie soit réformée par ses propres efforts : il est plus aisé pour la diplomatie française d'avoir un seul interlocuteur en la personne d'un Bey au pouvoir absolu. Les engagements du Pacte Fondamental qu'elle a réclamés et qui protègent, surtout, les étrangers lui suffisent. La Constitution introduit d'autres acteurs dans la gestion du pays. La Tunisie risque de redevenir un enjeu entre puissances et l'existence d'institutions de délibération et de contrôle ne peut que gêner un pays qui a des vues sur le voisin immédiat de l'Algérie. Dans cette perspective, les démarches réclamant l'annulation de la Constitution annoncent la préparation

Le soldat tricotant. A partir d'une photographie de la seconde moitié du 19' siècle, représentation largement diffusée, reproduite en gravure, en carte-postale, en imagerie populaire, etc., montrant l'indigence de l'armée beylicale.





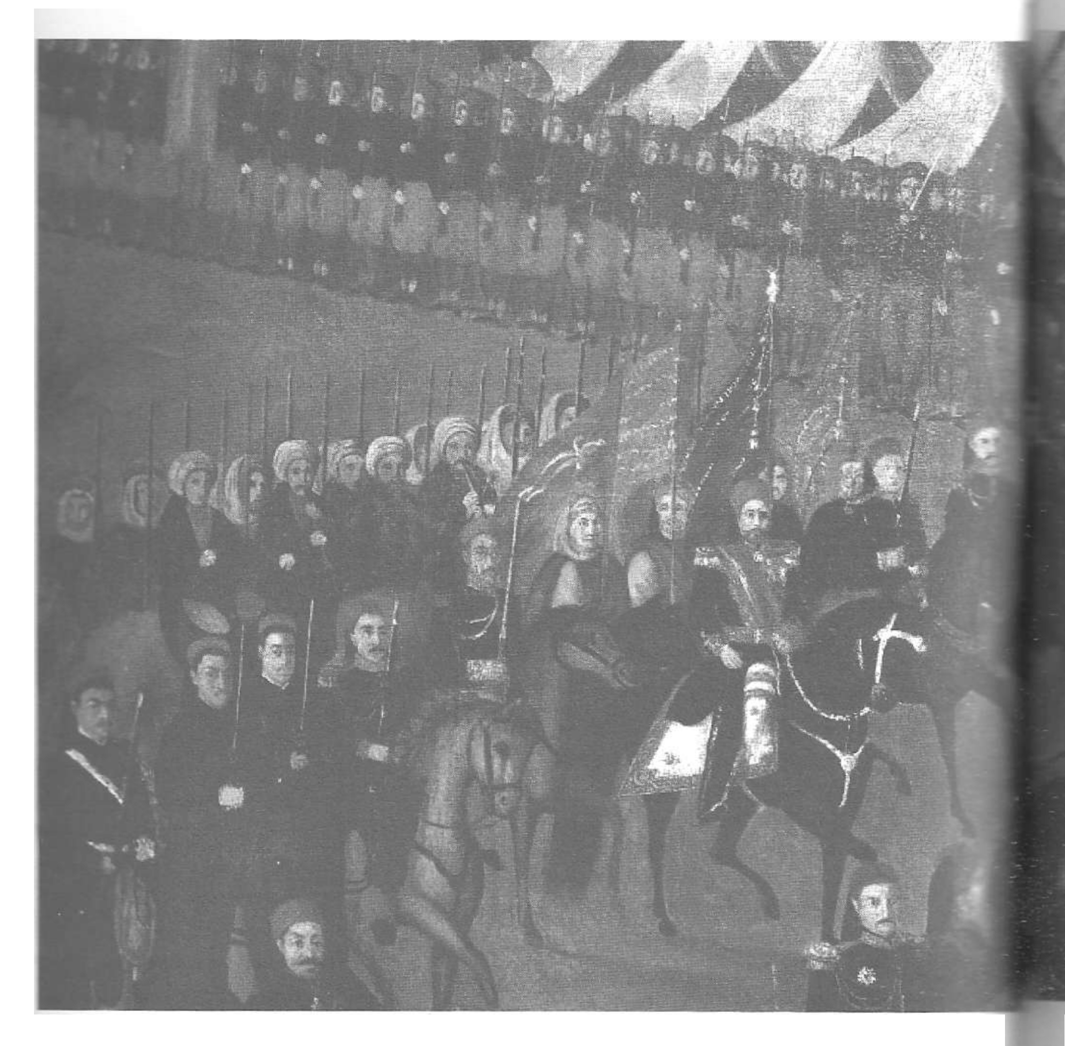
BIZERTE
MOGODS
NEFZA
AMDOUN
MATEUR
KROUMIRS
BEJAOUA
TEBOURBA
BEJA
TUNIS
OULED BOU SALEM
MEDJEZ EL BAB
DJENDOUBA
TESTOUR
TEBOURSOUK
NABEUL
DRID
OULED SAID
ENFIDAVILLE
RIAH
KEF
HAMAMA
OULED AOUN
DJLASS
KALAA KEBIRA
SOUSSE
MONASTIR
OUNIFA
OUARTANE
OULED AYAR
KAIROUAN
DJLASS
MSAKEN
HAMAMA
THALA
DJLASS
MAHDIA
SOUASSI
METHELLITH
OULED NEJEM
METHELLITH
KASSERINE
FRAICHICHE
METHELLITH
NEFFET
HAMAMA
NEFFET
MEHEDBA
DJERBA
BENI ZID
GABES
ARAD
BENI ZID
OUER GHAMMA
OUER GHAMMA
OUER GHAMMA
AKKARA
Les tribus insurgées
Concentration d'insurgés
Extension sur la côte en mai
Pression des tribus sur les villes
Principaux centres en territoire insurgé
Djebel Troza (réunion 5 mai)
Villes insurgées
Centres de désordre
Villes non occupées en territoire insurgé

Page de gauche :
Mai 1864, le pays insurgé. (Carte d'après Bice Slama, L'Insurrection de 1864 eu Tunisie, ***Tunis, MTE, 1967).***

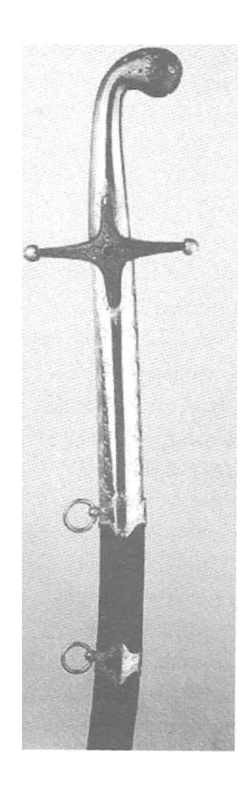
Le cahier de doléance des tribus Riah ***(Béja), négocié avec le cheikh Mostafa Ben Azouz, lors de l'insurrection de 1864. Parmi leurs treize revendications : l'amnistie de tous les actes commis au passé, l'application de la loi charaïque, la suppression des tribunaux, la fixation de l'impôt pour tout majeur à 10 piastres, le rétablissement du commerce des esclaves et la démission des anciens Caïds. (D'après Brice Slama, op.cit.).*** Archives nationales de Tunisie.

Page de droite:Sabre offert par Sadok Bey au redoutable général Pélissier, gouverneur-général de l'Algérie, 1865. Musée de l'Armée, Paris.

de la future commission financière internationale et de la mise sous contrôle de l'ensemble du régime beylical. Le commandant de la flotte française avait déjà tenté, en vain, de s'opposer au débarquement du commandant de la flotte ottomane pour maintenir le Bey isolé et éviter l'intervention de l'empire ottoman ou d'autres puissances. La Grande-Bretagne ne s'y trompe pas : le consul britannique annonce l'opposition de son



gouvernement à l'abandon du Pacte Fondamental. Or *c'est* la Constitution qui a défini les cours, les tribunaux et les conseils annoncés par le Pacte fondamental et leur suppression signifie un retour au ***statu quo ante*** comme si le Pacte fondamental n'a jamais existé. Les deux textes sont liés. Les puissances européennes n'ont pas apporté, malgré leurs divergences, de solution à cette contradiction.



Le camp de la M'halla. Huile sur toile de Bertrand, milieu du 19' siècle (détail). Musée militaire national au Palais de La Rose à La Manouba. A la tête d'une armée, le successeur présomptif du Bey (Bey el-Mhalla) sillonnait le pays deux fois par an pour collecter les impôts et soumettre les insurgés.

1873

KHEIREDDINE L'ULTIME RECOURS

Kheireddine Pacha, Grand vizir d'octobre 1873 à juillet 1877.



L'heure a sonné pour Kheireddine de déclarer publiquement son point de vue. On l'a déjà vu à l'œuvre, dans l'école militaire du Bardo, dans ses missions à Istanbul, dans sa mission en France où il a présenté la plainte de la Tunisie contre l'ancien fermier général Mahmoud Ben Ayed. On l'a vu ministre, membre de la commission qui a élaboré les textes essentiels relatifs à la Constitution et, enfin, on l'a vu présider, après la mort de Mostafa Saheb Et-Tabaâ, le Grand Conseil de contrôle de l'action gouvernementale. Or tout cela n'est plus à l'ordre du jour. En vérité, Kheireddine avait devancé les événements, car, dès 1862, il avait démissionné du ministère de la marine et de la présidence du Grand Conseil, parce qu'il s'opposait au lancement d'un emprunt en Europe qui ne pouvait qu'aggraver la situation. Le Bey ne l'abandonne pas, toutefois, car il l'invite à faire partie de son Conseil Privé. Il le charge, entre 1863 et 1867, de plusieurs missions à l'étranger. L'homme va mettre à profit cette pause relative dans son activité publique pour mettre au clair, avec l'aide de ses fidèles, ses idées sur les

اعلان

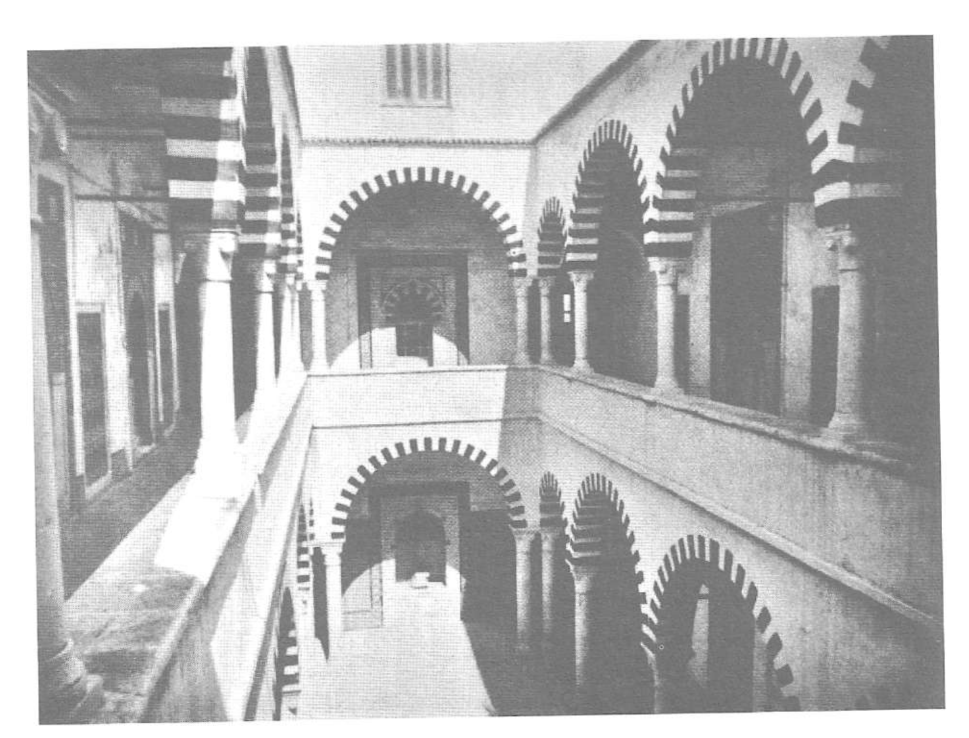
المدرسة الصادقية

الحمد لله   الوزارة المصونة تعلن بما ياتي

المدرسة الصادقية بالحاضرة المحمية ستفتح ان شاء الله تعالى للتعليم في العشرين من المحرم الحرام فاتح شهور العام الجديد المبارك عام اثنين وتسعين ومائتين والف * وهي معدة لتعليم القرءان العظيم والعلوم النافعة الشرعية بوسائلها والمعارف السياسية على مقتضى تراتيبها الممضاة من الحضرة العلية * ويقبل فيها من التلامذة من كان في سن سبع سنين الى تمام خمسة عشر عاما هذا في السنة الاولى وهي سنة ١٢٩٢ اما فيما بعدها فيقبل من كان في سن السبع الى سن العشر * وجملة من يقبل فيها مائة وخمسون تلميذا مائة من اهل الحاضرة وخمسون من اهل الافاق التونسية * وهولاء التلامذة على صنفين الصنف الاول يقيمون بالمدرسة ليلا ونهارا والدولة تتكفل لهم بجميع ضرورياتهم مجانا * وعدد هذا الصنف خمسون ثلاثون من اهل الحاضرة وعشرون من اهل الافاق * والصنف الثاني ياتون للتعليم نهارا ويبيتون عند اهلهم وعددهم مائة سبعون من اهل الحاضرة وثلاثون من اهل الافاق والدولة تتكفل لجميعهم بضروريات التعليم فقط مجانا * فمن اراد ان يعلم ولده او قريبه بالمدرسة المذكورة فليقدم الى ناظرها اسمه. واسم التلميذ مع بيان سنه ومحل سكناه وما يختاره من الاقامة بالمدرسة او الاتيان اليها نهارا للتعليم * ومن ليس له ولي فليات الى المجلس البلدي ليكون دخوله للمدرسة على طريق المجلس البلدي والمجلس يقدم اسمه * ومحل تقييد الاسماء المدرسة من قبل الزوال بثلاث ساعات الى الزوال في مدة نهايتها شهر من تاريخ هذا الاعلان * ويقدم الاسبق في التقييد اذا اجتمع من الاسماء اكثر من العدد المطلوب وهو المائة والخمسون تلميذا *

وكتب في الرابع والعشرين من ذي الحجة الحرام سنة احدى وتسعين ومائتين والف *   (امضاء المولى الوزير الاكبر)   خير الدين

Avis d'ouverture du Collège Sadiki signé par Kheireddine le 1" février 1875, faisant suite au décret du 1er juin 1874 relatif à la désignation de la commission des programmes. Par cet acte, c'est l'homme rf'Aqwam al-Masalik *qui met en œuvre ses idées. Comme le note Ahmed Ahdessalam, « en créant le collège Sadiki, Kheireddine ne poursuivait pas des buts purement culturels : il ne cherchait pas la simple diffusion des savoirs. Des préoccupations d'homme d'Etat réformateur, mais non pas révolutionnaire, guidaient son action. » A. Ahdessalam,* Sadiki et les sadikiens, *Tunis, Cérès Productions, 1975, p. 21.*



Les anciens locaux du Collège Sadiki à la caserne de la rue Jemaâ Zitouna à Tunis.

réformes nécessaires, non seulement en Tunisie, mais dans l'ensemble du monde musulman. De ce travail de réflexion, inspiré par les observations enregistrées au cours de ses nombreux voyages (cinq en Europe et deux à Istanbul), il élabore un livre qui demeure, aujourd'hui encore, la référence à la pensée des réformistes du dix-neuvième siècle. Cet ouvrage est intitulé ***Aqwam Al-Masalik Fi maârifati Ahwal Al-Mamalik*** (titre traduit par le professeur Moncef Chennoufi à la Fondation nationale à Carthage, en 1991, par : ***Les plus sûres directions pour connaître l'état des nations).*** Kheireddine le publie, en Tunisie, en 1867, précédé d'une introduction intitulée : ***Réformes nécessaires aux Etats musulmans.***

Le livre présente une série d'études sur les pays visités par l'auteur ou sur lesquels il a collecté des informations précises grâce à l'aide d'assistants engagés au



Les nouveaux locaux du Collège Sadiki à la Casbah, bâtis à l'emplacement de l'ancien jardin des Bayram, accueillent les élèves à partir de la rentrée d'octobre 1897.

cours de ses voyages et qui lui ont traduit des textes relatifs à l'organisation de ces pays. Il passe en revue l'Empire ottoman, la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Prusse, la Confédération germanique, l'Italie, l'Espagne, la Suède, la Norvège, la Hollande, le Danemark, la Bavière, la Belgique, le Portugal, la Suisse, les Etats du Pape, le Wurtemberg, le Land de Bade, la Grèce. Le livre ne néglige pas le reste du monde, mais se contente de présenter des fiches géographiques sur les continents. De l'ensemble de ces études aussi complètes que le lui permettaient les renseignements dont il disposait, il offrait à ses lecteurs, à la fois, une ouverture sur le monde et la possibilité de procéder à des comparaisons fort utiles.

Le grand intérêt, cependant, de cet ouvrage réside dans la longue introduction (122 pages dans l'édition de 1991) où il présente ses propres réflexions. Il insiste

Mostafa Ben Ismaïl, le favori du Bey, animait les résistances à l'encontre de Kheireddine qui finit par quitter le gouvernement.



sur la nécessité d'emprunter ses méthodes à l'Occident, dénonce l'opposition des dignitaires religieux musulmans à cette démarche, affirme qu'il est possible de trouver des compromis entre les deux attitudes. Il défend le système consultatif comme rempart contre les dérives de l'absolutisme. Il proclame que l'islam n'est pas en contradiction avec la liberté, la justice, la primauté de la loi. Après avoir passé en revue les réformes préconisées dans l'empire ottoman, qu'il juge de peu de portée, il analyse les enjeux entre les Musulmans, les Chrétiens, les fonctionnaires impériaux de toute obédience et les autres éléments opposés au progrès dans la société ottomane. Il conclut que la ***Chariâa*** ne s'oppose pas aux ***Tanzimat.*** Dans une



Le Sultan ottoman Abdiilhamid II confie à Kheireddine la direction du gouvernement ottoman en qualité de Sadr Aâzam, ***Premier ministre.***

seconde partie de cette introduction, il résume l'évolution de l'Europe vers la modernité après le Moyen Age, et les étapes par lesquelles elle est passée pour distancer le monde musulman resté replié sur lui-même. Enfin, dans une troisième partie, il dresse la liste des découvertes et des inventions européennes qui ont fait la force de l'Occident.

Pour le lecteur de Kheireddine, cette introduction représente l'essentiel de la pensée réformatrice, un véritable manifeste pour la modernité, illustrée par les descriptions des structures des divers pays cités. Kheireddine ne parle ni de démocratie, ni d'élection encore moins de suffrage universel, mais de liberté, de primauté de la loi, d'égalité devant la justice, de légiti-

Malgré toute l'action de Kheireddine, le climat politique qui régnait sous le gouvernement de Mostafa Khaznadar est encore dominant. La France a peu apprécié la politique de Kheireddine, l'avocat Edmond Desfossés prend sa plume pour défendre l'autre ligne, celle de Khaznadar, qui coïncide avec celle des intérêts français.

AFFAIRES D'ORIENT

LA DISGRACE

SIDI MOUSTAPHA KHASNADAR

ANCIEN PREMIER MINISTRE

LL. AA. AHMET, MOHAMED, ESSADOCK

BEYS DE TUNIS

CONSIDÉRÉE AU POINT DE VUE

INTÉRÊTS EUROPÉENS

Par Edmond DESFOSSÉS

AVOCAT

PARIS

LE CHEVALIER, [illegible]

Imprimerie Polyglotte de LOUIS HUGONIS 19 & 13 bis, passage Verdeau

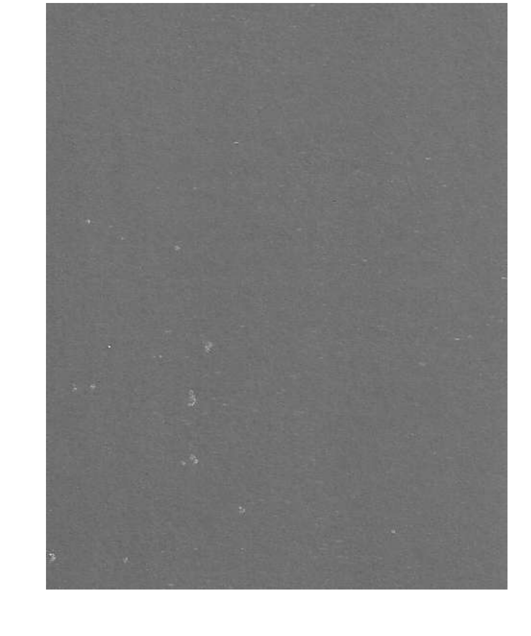
mité du pouvoir, de système de gouvernement consultatif de système de contrôle des finances publiques et de cohabitation paisible entre les différents éléments de la société. Son choix est pour la monarchie constitutionnelle quelle qu'en soit la forme et, pour Kheireddine, les formules ne manquent pas dans les pays passés en revue.

En 1869, pour contrôler les dépenses publiques (et, surtout, pour assurer le remboursement de la dette tunisienne de 160 millions de francs-or), une Commission internationale (avec la France, l'Angleterre et l'Italie) est créée et sa présidence est confiee a Kheireddine. En 1870, il est nommé ministre exécutif

(Wazir Moubachir), titre équivalant à vice-premier ministre en charge de toute l'administration. Puis, en 1873, il est nommé Premier ministre. Dans cette charge, il réorganise l'administration du Premier ministère en quatre sections avec des attributions précises pour chacune d'entre elles ; le système judiciaire est supervisé par deux sections, l'une pour le civil, l'autre pour le pénal ; le système fiscal se réfère à la production ; les Habous publiques sont confiées à une administration spéciale. De plus le système éducatif est réorganisé. Il crée, sur ce plan, son oeuvre majeure : le Collège Sadiki destiné à former une élite moderne et procède à une réforme en profondeur de l'enseignement traditionnel à la Mosquée Zitouna, sans trop heurter les caciques de cette institution.

On a beaucoup glosé sur le ministère de Kheireddine en lui reprochant de ne pas avoir appliqué tout ce qu'il préconisait dans son livre. Il ne faut pas perdre de vue que son ministère était le gouvernement du Bey, souverain absolu qui vient de suspendre la Constitution, et qu'il lui fallait négocier chaque étape avec des adversaires nombreux agglutinés autour du Bey. Il a fait montre de beaucoup de pragmatisme. Malgré cela, il s'est heurté à des résistances insurmontables animées par Mostafa Ben Ismaïl, le favori du Bey, et il a fini, en 1877, par quitter le gouvernement.

Pour lui, rien n'est perdu puisque l'année suivante, après deux cures thermales en France au cours desquelles il avait espéré, en vain, être rappelé par le Bey, il est appelé à Istanbul par le Sultan Abdulhamid II qui, après lui avoir donné différentes charges, lui confia la direction du gouvernement ottoman en qualité de Premier ministre ou ***Sadr Aâzam.*** C'est la Tunisie qui a perdu au change car, avec la fin du ministère de Kheireddine, elle a vu disparaître sa dernière chance de se réformer par ses propres moyens avant que l'étau de la colonisation ne se resserre sur elle quatre ans plus tard.



IV. DU PROTECTORAT
À L'INDÉPENDANCE

LE PROTECTORAT FRANÇAIS

La France n'a pas cessé de s'immiscer dans les affaires tunisiennes depuis l'occupation de l'Algérie. Le comportement d'Ahmed Bey, attaché à la modernisation de son pays tout en en assurant son indépendance vis-à-vis d'Istanbul, faisait le jeu d'une diplomatie française, prudente et même hésitante, mais surveillant constamment les Italiens et les Anglais. La proclamation du « Pacte Fondamental » en 1857 a offert l'occasion à la France et à l'Angleterre de peser de tout leur poids pour pousser Mhamed Bey à prendre cet engagement solennel de respecter les droits des habitants et des étrangers. Mais, à partir de cette date, la politique des deux pays évolue de manière différente. Alors que les Anglais veulent voir se renforcer les liens entre Tunis et Istanbul, les Français jouent la carte de l'autonomie tunisienne qui leur permet d'intervenir plus aisément dans les affaires internes du pays. L'insurrection de 1864 et la suspension de la Constitution de 1861 qui s'en est suivie ont permis aux deux pays européens de se retrouver, pour un temps, avec la même revendication : le maintien

Théodore Roustan, consul de France à Tunis *de 1874 à 1882*





Monument Jules Ferry à Tunis. Il se dressait jusqu'à l'indépendance à la hauteur de la Place du 14 Janvier, sur l'avenue Habib Bourguiba, ex-avenue Jules Ferry. C'est sous son gouvernement que la France impose son protectorat à la Tunisie.

des engagements du « Pacte Fondamental » en ce qu'ils protègent, essentiellement, les étrangers et leur commerce. Or, « Pacte » et Constitution font un tout. La renonciation aux deux permet au Bey de reprendre l'exercice des prérogatives de la monarchie absolue à laquelle il a dû renoncer sous la pression étrangère. Sur un autre plan, la situation financière de la Tunisie, avec un endettement insurmontable, des dépenses accrues et un régime fiscal dans l'impasse, donne l'occasion aux puissances étrangères d'intervenir directement dans la gestion du pays. La commission financière internationale devient une sorte de gouvernement supranational où, en fait, les représentants de la

Jules Barthélémy Saint-Hilaire, le ministre des Affaires étrangères pousse à une intervention française en Tunisie.



Tunisie, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie négocient, chacun poussant ses pions selon sa diplomatie. Le ministère Kheireddine, ultime espoir pour la Tunisie, s'est retiré, miné par les agissements d'une cour beylicale toujours plus assoiffée de richesses illicites et par un Bey plus attaché sentimentalement à ses favoris (Mostafa Ben Ismaïl et Allala Bezzaï) qu'au sauvetage du pays. Enfin, Bismarck encourage la France à « ***cueillir***», selon ses propres termes, « ***la poire tunisienne mûre*** ». L'Allemagne compense, ainsi, pour son voisin de l'Ouest, la perte de l'Alsace-Lorraine, en 1870. Le départ de Kheireddine en 1877, la crainte de la France de voir Istanbul décréter pour la Tunisie un régime analogue à celui de l'Egypte (un vice-roi ***-Khédive-*** attaché institutionnellement à l'empire) et l'action permanente du consul Théodore Roustan à Tunis, précipitent les événements.



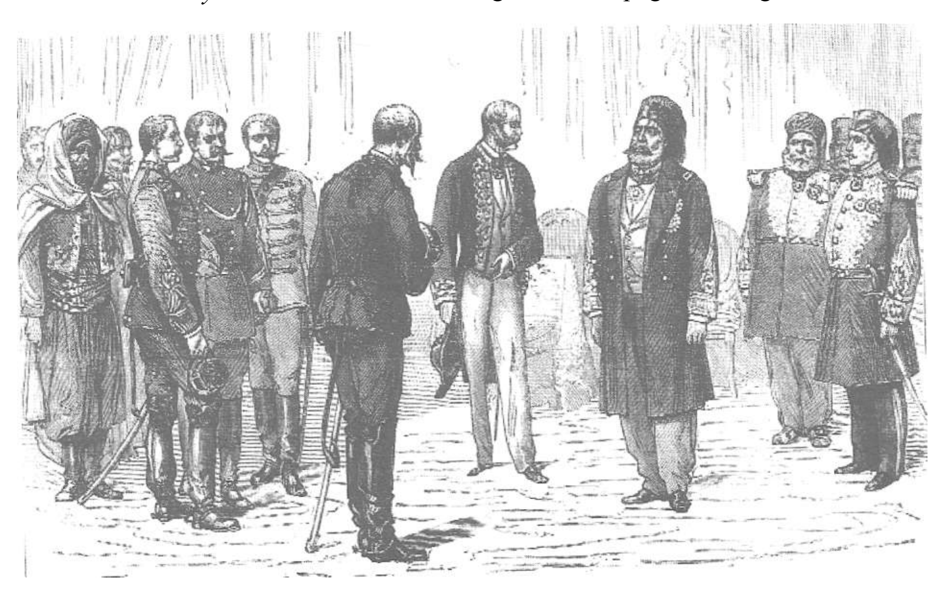
Le général Saussier, chef du 19 corps d'armée basé en Algérie, participe activement à l'expédition française en Tunisie.

Pourtant l'atmosphère politique en France même n'est pas pour une franche colonisation. Gambetta est même opposé à toute intervention. L'année 1881 est une année d'élections et Jules Ferry, plus attaché à sa réforme de l'enseignement qu'à l'extension de l'empire colonial, ne veut pas ouvrir une brèche qui permettrait à l'opposition de s'engouffrer dans un débat difficile. Mais, le ministre des affaires étrangères, Barthélémy Saint-Hilaire pousse à l'intervention en Tunisie, alors même que le ministre de la guerre, le général Farre, se montre réticent. Celui-ci, estimant que le prétexte des « incursions des Khroumirs en territoire algérien » est ténu et qu'il faut plutôt chercher un arrangement. En revanche, les militaires d'Algérie se préparent sérieusement à l'action et poussent le gouverneur général, Albert Grévy (frère du président de la République Jules Grévy), à réclamer le feu vert de Paris. Les

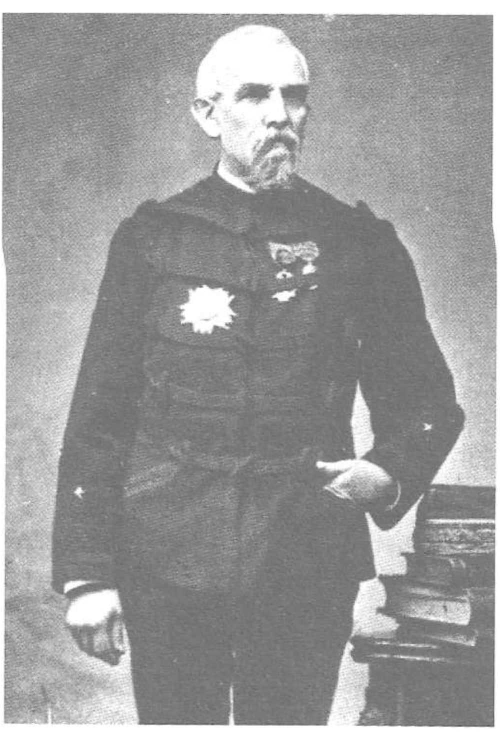
partisans de la guerre gagnent la partie. Mais quelle guerre ?

Alors que les préparatifs militaires vont bon train en Algérie et que le gouvernement en France obtient des crédits supplémentaires dès le 3 avril, les instructions données au commandant en chef de l'expédition, le général Forgemol, précisent que « ***l'expédition ne saurait être assimilée complètement à une guerre internationale ; nos rapports avéc la Régence de Tunis continuent et l'état de paix subsiste entre les deux gouvernements*** ». Il s'agit, selon ces instructions, de « ***combattre une rébellion armée en substituant notre action à celle du souverain territorial*** » ; et d'ajouter que « ***cette fiction*** (sic) ***ne va pas jusqu'à effacer chez les adversaires le caractère de belligérants que l'extranéité leur conféré en principal !*** » C'est là un véritable casse-tête pour le général âgé de soixante ans et habitué à un langage clair. Toujours est-il que cette guerre qui n'est pas donc une guerre mobilise pour l'incursion à partir de l'Algérie cinq généraux, 13 bataillons, 5 escadrons, 4 batteries, 2 sections de montagne, 4 compagnies du génie avec les

Le consul de France Théodore Roustan présente le général Bréart à Sadok Bey.



ambulances et les convois et une flotte. Le 15 avril, alors que les troupes sont embarquées, le général Farre fait admettre au président du conseil, Jules Ferry, que l'expédition peut avoir un autre but que le châtiment des Khroumirs et « ***qu'il faut assurer complètement la sécurité de l'Algérie en établissant d'une manière définitive notre influence en Tunisie.*** » Il a donc changé d'avis et rejoint les partisans de la colonisation ; et, pour atteindre cet objectif, un autre corps expéditionnaire est embarqué à Marseille et à Toulon sous le commandement du général Bréart. Sa destination est Bizerte et il comprend une brigade avec 30 bataillons de chasseurs, 6 bataillons d'infanterie, une compagnie du génie, 2 batteries de 80 de montagne. Même le général Forgemol, commandant en chef de l'expédition à partir de l'Algérie ne sera informé de ce second front que le 28 avril soit plus de dix jours plus tard. Le gouvernement français a ainsi franchi le Rubicon. Il s'agit pour lui, maintenant, de couvrir cette entreprise par un acte diplomatique qui justifie ce qu'il faut bien appeler une invasion.



Le général Logent.

Le 15 avril est donné le signal du départ d'une colonne sous commandement du général Logerot de Souk-Ahras à destination du Kef et de Souk-el-Arba (Jendouba) qu'il atteindra le 27. Une autre colonne sous le commandement du général Delebecque s'engouffre, le 26 avril, au Nord, avec comme objectif Tabarka (bombardée par des unités de la flotte venue de la Calle), et atteinte le 29, avant de faire la liaison, en passant par Ain Drahem, avec la colonne de

Le 12 mai 1881, Sadok Bey signe à Ksar Saïd le traité connu sous le nom de Traité du Bardo.

Page de droite :
La une du journal satirique La Comédie politique. ***Le prétexte Khroumir ne trompe personne, le Khroumir demeure introuvable. En 1881, de nombreuses personnalités politiques en France s'étaient, au début opposées à une intervention militaire en Tunisie.***

Delebecque à Jendouba. A l'Est, c'est le premier mai que deux milles hommes des troupes du général Bréart arrivent à Bizerte à bord de trois transports de la Compagnie générale transatlantique (le *Cassard,* la *Sarthe* et la *Dryade*) rejoints par quatre mille hommes venant de Bône sur *La Galissonnière, l'Alma* et *La Surveillante.* Les troupes débarquées ont pour mission d'occuper Bizerte et de sécuriser la route jusqu'au Bardo. Le général Bréart est chargé d'aller au plus vite imposer au Bey la signature d'un traité dont il a reçu le texte de Paris. Le général se met en route à la tête d'une colonne le 9 mai et atteint le Bardo le 12.

Ce 12 mai, Mohamed Sadok Bey, dont le pays est *« amicalement »* envahi par les troupes françaises, signe le *Traité du Bardo,* établissant un protectorat sur la Tunisie. Le texte en deux exemplaires, en arabe et en français, porte quatre signatures : celle de Mohamed Sadok Bey, celle du général Bréart, celle de Mostafa

Ismaïl, Premier ministre, et celle de dore Roustan, consul général de France.

Dire que le Bey a facilement signé, ce n'est exact. Il a commencé par protester parce qu'il n'y a pas eu de négociation, que le texte présenté est unilatéralement conçu et que la manière de faire, avec débarquement de troupes, relève plutôt du diktat et qu'il a besoin de réfléchir et de consulter. Le général Bréart qui a été reçu à seize heures lui donne jusqu'à 21 heures. Le Bey n'attend pas l'expiration du délai de l'ultimatum. A sept heures du soir, il rappelle le général qui attendait dans un salon du rez-de-chaussée et la signature a lieu.

Cela n'empêche pas la situation d'être des plus ambiguës. Le Bey avait dépêché son frère et héritier, Ali Bey, à la tête d'une colonne de trois mille hommes vers l'ouest du pays, officiellement pour pacifier la région. Cette force pouvait-elle s'opposer aux trente mille hommes commandés par Forgemol ? Devait-elle s'opposer à l'invasion et rallier les soi-disant Khroumirs, ou les châtier et enlever toute justification à la pénétration française ? Il n'était pas question dans l'esprit du Bey et de son dauphin que la Tunisie s'engageât dans une guerre contre la France d'autant moins que la menace de déposer Sadok Bey et de faire appel à son autre frère, Taïeb Bey, pouvait se réaliser à tout moment. Aussi, lorsque, à la rencontre des deux troupes dans la région de Jendouba, les Français demandèrent aux Tunisiens de reculer, Ali Bey obtempéra, après un affrontement commenté de différentes façons par les deux parties : pour Ali Bey, c'était un massacre et pour Forgemol, une escarmouche.

En fait, et la délibération du Bey avec ses conseillers l'a prouvé, ce que craignait la

La presse coloniale vante le soutien de la famille beylicale à la France.

AFFAIRE DE TUNISIE.

Mous recevons de notre correspondant particulier la dépêche suivante :

Tunis, 15 juillet, 8 h., matin.

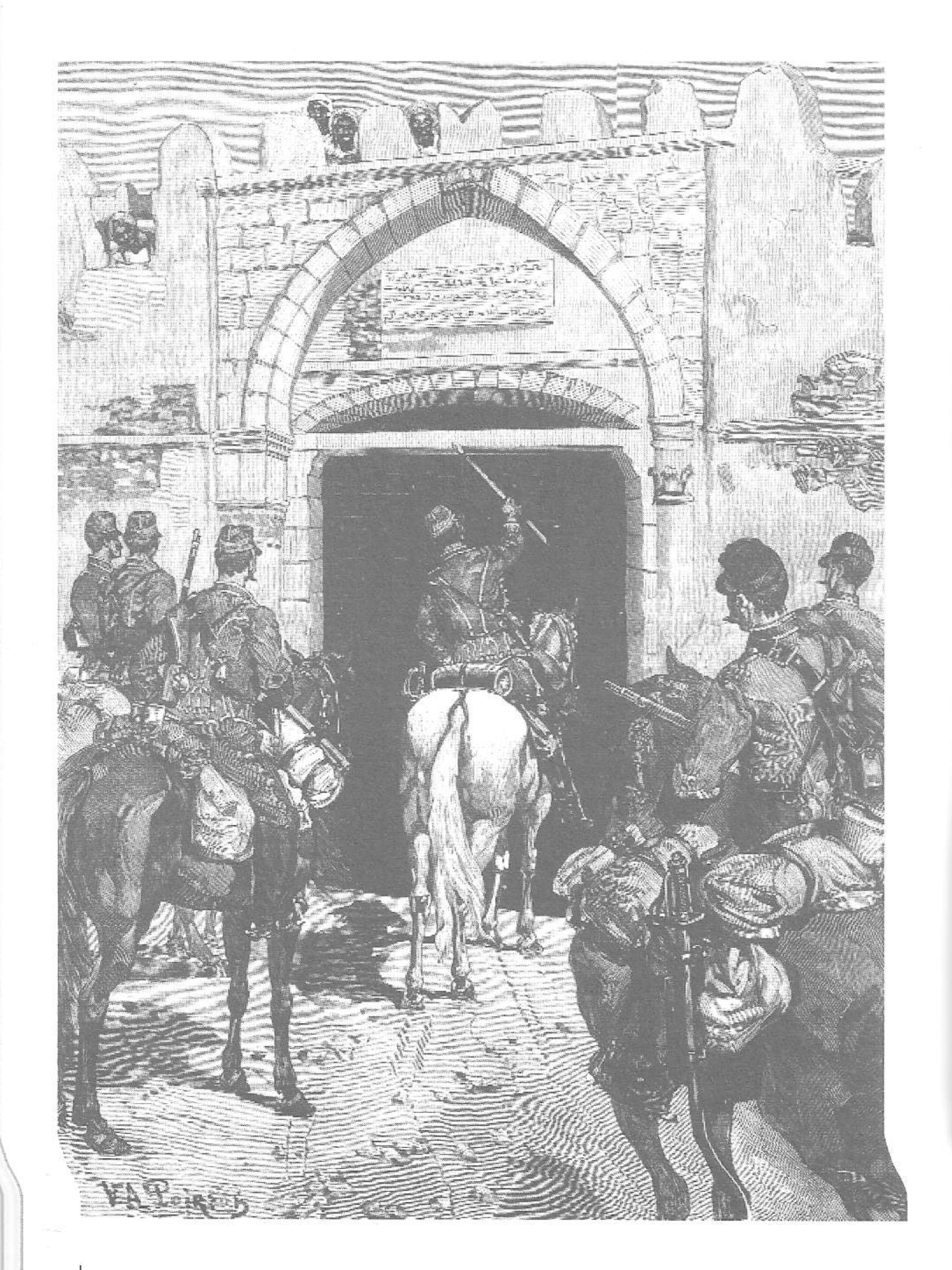
Hier soir, réception brillante à la résidence du ministre do France. Tous les ministres du bey étaient présents, ainsi que divers généraux. Si-Aziz, faisant fonctions de premier ministre, est venu an nom du bey boire à la prospérité de la France et Jurer une amitié inaltérable. Les deux fils de Si-Aly-Bey, l'héritier présomptif, sont venus apporter tes hommages de leur père. Tous les notables musulmans de Tunis étaient présents; jamais on n'avait vu chose semblable. Cette réception, cette fête et la présence des notables tunisiens à la résidence françaises sont du meilleur effet. Tous sont unanimes â se louer de l'amabilité et de la cordialité du ministre français, qui sait si bien ramener les gens par son tact et sa politique. M. Roustan est bien l'homme de la situation, et, dans les circonstances actuelles, personne ne pourrait le remplacer à Tunis. Connaissant â fond les hommes et les choses de ce pays, il rendra les plus grands services à la France, et avec lui nous sommes certains de voir bientôt la Tunisie prospérer, au grand avantage de la France et de l'Algérie. La fête s'est terminée dans le plus grand ordre et le plus grand calme. Ainsi sont déjouées les manoeuvres de ceux qui comptaient sur des troubles dans la capitale pour nous créer des embarras.

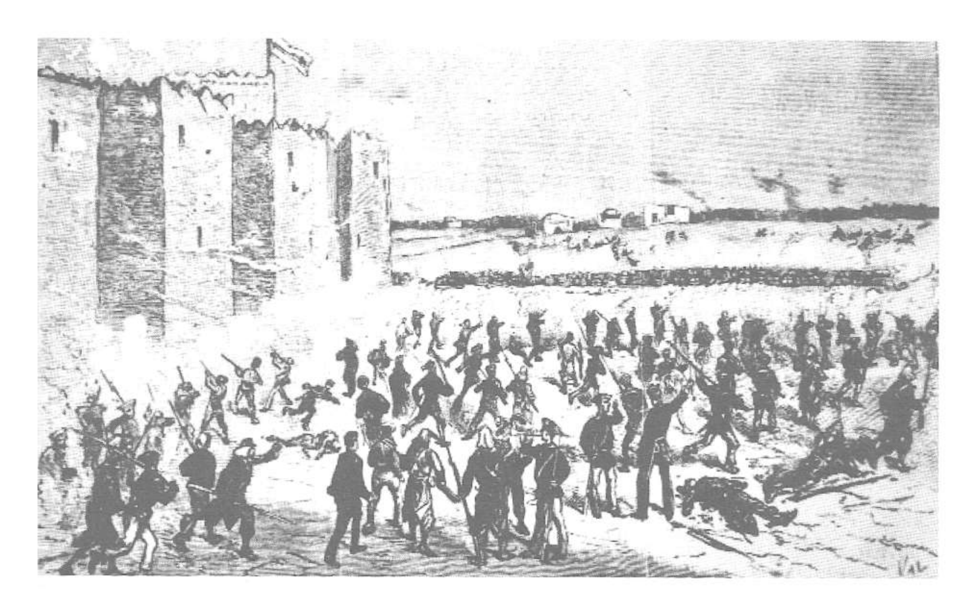
Toutes les précautions étalent prises, et, â la Manouba, nos troupes, au premier signal, seraient accourues à Tunis par un train spécial prêt et avec ses locomotives sous pression.

COMEDIE POLITIQUE

Où est le khroumir •







Long siège et attaques sans cesse renouvelées face aux remparts de Sfax.

famille husseinite c'était l'annexion pure et simple de la Tunisie à l'Algérie. La France le savait et avait fondé son coup d'audace sur cette crainte. Ce risque écarté, (le traité maintenant la famille en place et le consul Roustan s'étant employé les jours précédents à assurer le Bey que toute l'action ne pouvait que lui être favorable), l'intervention française pouvait être acceptée.

Il n'en allait pas de même de la part de la population, et c'est une fois le traité signé que la France allait rencontrer les plus grandes difficultés pour asseoir son autorité sur le pays. Il lui a fallu bombarder Sfax, en juillet, entrer de force à Kairouan, en octobre, à Gafsa et à Gabès, en novembre. La résistance, c'en était bien une, allait se poursuivre d'une façon sporadique ici et là, et d'une façon continue dans le Sud, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.

Texte du Traité du Bardo

Page de gauche : Le 26 octobre 1881, occupation de Kairouan.

Voici la teneur du traité conclu le 12 mai au Palais de Kassar Saïd :

Première page du Traité du ***Bardo.***

Le Gouvernement de la République Française et celui de S. A. le Bey de Tunis, voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux Etats et sur le littoral de la Tunisie, et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une convention à cette fin, dans l'intérêt des deux hautes parties contractantes.

En conséquence, le Président de la République Française a nommé pour son plénipotentiaire M. le Général Bréart qui est tombé d'accord avec S. A. le Bey de Tunis sur les stipulations suivantes :

Article premier. - Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la République Française et S.A. le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

Article 2. - En vue de faciliter au Gouvernement de la République Française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, S.A. le Bey consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral. Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires française et tunisienne auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

Article 3. - Le Gouvernement de la République Française prend l'engagement de prêter un constant appui à S.A. le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de S.A. ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats.

Article 4. - Le Gouvernement de la République Française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le Gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes.

Article 5. - Le Gouvernement de la République Française sera représenté auprès de S.A. le Bey de

Traité conclu entre le —
Gouvernement de la République
et le Gouvernement de S. A le Bey

———

Le Gouvernement de la —— République Française et celui de Son Altesse le Bey de Tunis, voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits — récemment sur les frontières des deux États et sur le littoral de la —— Tunisie et désireux de resserrer — leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage ont résolu de conclure une convention à cette fin dans l'intérêt des deux Hautes Parties Contractantes

Suite du Traité du Bardo, signé à « Casr Saïd » le 12 mai 1881 .

En conséquence le Président de la République Française a nommé pour son Plénipotentiaire M. le Général Bréart qui est tombé d'accord avec Son Altesse le Bey sur les dispositions suivantes.

Article 1er

Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres Conventions existant actuellement entre la République Française et Son Altesse le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

Article 2

En vue de faciliter au Gouvernement de la République Française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les Hautes Parties Contractantes, Son



Casr Saïd, 12 Mai 1881

Tunis par un ministre résident qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement français avec les autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes des deux pays.

Article 6. - Les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence. En retour S.A. le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au Gouvernement de la République Française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

Article 7. — Le Gouvernement de la République Française et celui de S.A. le Bey de Tunis se réservent de fixer d'un commun accord, les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

Article 8. - Une contribution de guerre sera imposée aux tribus insoumises de la frontière et du littoral. Une convention ultérieure en déterminera le chiffre et le mode de renouvellement dont le Gouvernement de S.A. le Bey se porte responsable.

Article 9. - Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre les possessions algériennes de la République Française, le Gouvernement de S.A. le Bey Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre sur l'île de Djerba, le port de Gabès et les autres ports du sud de la Tunisie.

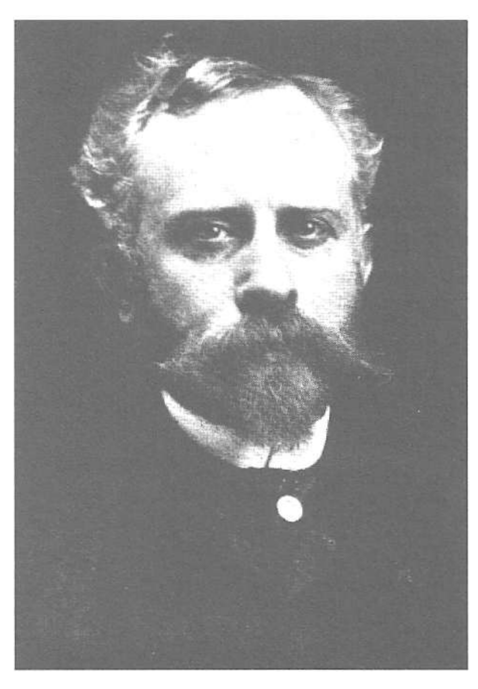
Article 10. - Le présent traité sera soumis à la ratification du Gouvernement de la République Française et l'instrument de ratification sera remis à S.A. le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

1883

L'ADMINI STRATI ON FRANÇAISE DIRECTE

La *fiction* d'une intervention pour protéger l'Algérie des incursions des Khroumirs et de protéger le Bey de l'indiscipline de ses sujets ne dura pas longtemps. La Tunisie n'est, certes, pas rattachée à l'Algérie, mais elle va être soumise, peu à peu, au même régime d'administration coloniale. Ce régime ***à!administration directe*** maintient en apparence l'Etat tunisien et se traduit par l'exercice d'une ***co-souveraineté.*** Toute la hiérarchie tunisienne est mise en parallèle à une hiérarchie française qui dispose du véritable pouvoir : le Bey est placé sous le contrôle du Résident général, devenu ministre des affaires étrangères (depuis le décret du 9 juin 1881), et président le Conseil des ministres à côté du Premier ministre. Les ministres sont doublés par les Directeurs français, les Caïds par les Contrôleurs civils. Les administrations traditionnelles demeurent entre les mains des Tunisiens, mais les administrations modernes (finances, travaux publics, poste et télégraphes, etc.) sont dévolues aux Français. Enfin tout acte officiel (décret, arrêté, circulaire, décision de nomination ou d'organisation) est tributaire du visa de la hiérarchie française, jusqu'au texte de loi (***décret beyli-***

Le Ministre-Résident Paul Cambon.





Ali Bey III (1817-1902), le signataire de la Convention de La Marsa.

cal) qui ne peut être promulgué que revêtu du visa du Résident général.

Cela aurait pu être pire. Charles-André Julien rappelle (in ***L'Afrique du Nord en marche)*** que, dès mars 1882, le nouveau représentant de la France avec le titre de Résident général, Paul Cambon, a dévoilé son dessein de « ***constituer peu à peu un ministère du Bey avec des Français et de gouverner au nom du Bey la Tunisie du haut en bas.*** » Il a fait effectivement signer au Bey Mohamed Sadok, le 30 octobre 1882, une convention qui accordait au gouvernement français le droit d'exercer, à son gré, les attributions administratives et judi-

Page de droite et pages suivantes :
La Convention de La Marsa, signée le 8 juin 1883. Le mot Protectorat qui ne figurait pas dans le Traité du Bardo est désormais inscrit noir sur blanc.

ciaires, d'établir à son profit la quotité, l'assiette et la perception de l'impôt et de régler l'emploi des ressources ! C'est le Gouvernement Français qui n'en a pas voulu et a refusé de la faire ratifier par le Parlement.

La *Convention de la Marsa*, signée par le nouveau Bey, Ali, le 8 juin 1883, tout en aggravant les engagements pris dans le Traité du Bardo, établit une *administration directe* respectant les formes mieux que la convention annulée de 1882. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit plus d'un acte de droit international d'Etat à Etat, mais d'un accord destiné à *faciliter l'application* du Traité. Cette ambiguité sera mise à profit par la France pour introduire de nouvelles chaînes reliant la Tunisie à l'administration française, mais sera aussi utilisée par les nationalistes pour ne reconnaître que le Traité du Bardo qui a, expressément, un caractère provisoire. Les Français parleront jusqu'à la fin de la colonisation des *actes subséquents* (entendez par là tous les actes découlant de la Convention de la Marsa) et les Tunisiens s'accrocheront au maintien de l'Etat tunisien que le Traité du Bardo n'a pas dissous. D'ailleurs, même le terme de *protectorat* ne figure pas dans le Traité initial, mais dans l'article premier de la Convention de la Marsa (*Afin de faciliter au Gouvernement français l'accomplissement de son Protectorat, S.A. le Bey s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le Gouvernement français jugera utiles).* Et, ce n'est pas un hasard que le parti nationaliste prendra plus tard le nom de *Destour* - cest-à-àire de Constitution -, parce que la Constitution de 1861 n'a pas été formellement abrogée, mais suspendue. Et la France jouera également le jeu de l'ambiguité quand elle voudra jeter du lest en 1922 ; elle accordera la formation d'un *Grand Conseil,* clin d'œil à l'assemblée prévue dans le texte de 1861, mais incarnant la *co-souveraineté* avec ses deux sections, française et tunisienne

Convention entre la France et la Tunisie pour régler les rapports respectifs des deux pays

---

S. A. le Bey de Tunis prenant en considération la nécessité d'améliorer la situation intérieure de la Tunisie dans les conditions prévues par le traité du 12 Mai 1881 et le Gouvernement de la République ayant à cœur de répondre à ce désir et de consolider ainsi les relations d'amitié heureusement existantes entre les deux pays sont convenus de conclure une convention spéciale à cet effet en conséquence le Président de la –

الحمد لله

اتفاق بين فرانسا والقطر التونسي لتحديد العلايق الكائنة بين هذين القطرين

لما كانت عناية حضرة الباي المعظم متجهة الى تحسين الاحوال الداخلية في القطر التونسي وفقا لاحكام المعاهدة المبرمة في الثاني عشر من شهر ماي سنة ١٨٨١ وكانت حكومة الجمهورية راغبة خالص الرغبة في تحقيق مراد حضرته توثيقا لعرى الوداد الميمون الكائن بين القطرين العامرين اتفق الفريقان على عقد اتفاق مخصوص بهذا الشان واعتمد رئيس الجمهورية في ذالك على مسيو بيار بول كمبون وزيره المقيم بتونس الممتاز بنيشان اللجيون دونور من صنف اوفيسيه ونيشان القهر ونيشان الافتخار من الصنف الاكبر الخ. الخ. بقدوم الوزير الموما اليه الحركات المؤذنة باعتماده في هذه الخطة واذ وجدت في تمام الاحكام و الانتظام ارم مع حضرة الباي

République Française a nommé pour son plénipotentiaire M. Pierre Paul Cambon, son ministre résident à Tunis, Officier de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ahed et grand'croix du Nichan Iftikhar, etc, etc, lequel, après avoir communiqué ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a arrêté, avec S. A. le Bey de Tunis les dispositions suivantes

المعظم الشروط المبينة في الفصول الاتية

Article premier

Afin de faciliter au Gouvernement Français l'accomplissement de son Protectorat, S. A le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le Gouvernement Français jugera utiles

الفصل الأول

لما كان مراد حضرة الباي المعظم ان يسهل للحكومة الفرانساوية اتمام حمايتها تكفل باجراء الاصلاحات الادارية والعدلية والمالية التي ترى الحكومة المشار اليها فائدة في اجرائها

Article 2.

Le Gouvernement Français garantira, à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleures, un emprunt à émettre par S. A. le Bey, pour la conversion ou le remboursement de la dette consolidée s'élevant à la somme de 125 millions de francs et de la dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17.550.000 francs.

S. A. le Bey s'interdit de contracter, à l'avenir, aucun emprunt pour le compte de la Régence sans l'autorisation du Gouvernement Français.

الفصل الثانى

الحكومة الفرانساوية تضمن قرضا يعقده حضرة الباى المعظم لتحويل او لدفع الدين الموحد البالغ ١٢٥ مليون فرانك والدين السائر الذى لا يمكن ان يتجوز قدره ١٧،٥٥٠،٠٠٠ فرانك ولكنها هى التى تختار الزمن و الشروط الموافقة لذلك وقد تعهد حضرة الباى المعظم ان لا يعقد قرضا فى الاستقبال لحساب الايالة التونسية دون اذن الحكومة الفرانساوية

Article 3.

Sur les revenus de la

الفصل الثالث

يأخذ حضرة الباى المعظم

Régence, S. A. le Bey
prélèvera : 1° les sommes
nécessaires pour assurer
le service de l'emprunt
garanti par la France,
2° la somme de -
deux millions de -
Piastres (1.200.000 francs,
montant de sa liste
civile, le surplus des
revenus devant être
affecté aux dépenses
d'administration de
la Régence et au
remboursement des
charges du Protectorat.

من مداخيل المملكة : اولا المبالغ
اللازمة للإقامة بمقتضيات
القرض الذي تضمنه فرانسا
ثانيا راتبه السنوي الملوكي
وقدره مليونان من الريالات التونسية اي
فرانك ١،٢٠٠،٠٠٠ وما زاد على
ذالك يُعين لمصاريف ادارة
الايالة ودفع مصاريف الحماية

Article 4 -

Le présent arrangement
confirme et complète,
en tant que de besoin,
le traité du 12 Mai
1881. Il ne modifiera
pas les dispositions
précédemment
intervenues pour le
règlement des contributions
de guerre.

الفصل الرابع

هذا الاتفاق مكمّل ومثبّت
للمعاهدة المبرمة في ١٢ من شهر
ماي سنة ١٨٨١ فيما يحتاج
منها الى التثبيت والتكميل
ولا تتغير به التراتيب التي
سبق وضعها فيما يتعلق بتقرير
الغرامة الحربية

Article 5 — الفصل الخامس

La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République Française et l'instrument de la dite ratification sera remis à S. A. le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets

Fait à la Marsa le 8 Juin 1883

Paul Cambon

RÉSIDENCE FRANÇAISE A TUNIS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

تعرض هذا العقد على
الحكومة الفرانساوية لتوقعه
وتعاد حجة التوقيع الى حضرة
الباي المعظم بما امكن من السرعة
وابداءا لصحة ما تقدم حرر
هذا الرسم وختمه الموقعان
بختميهما

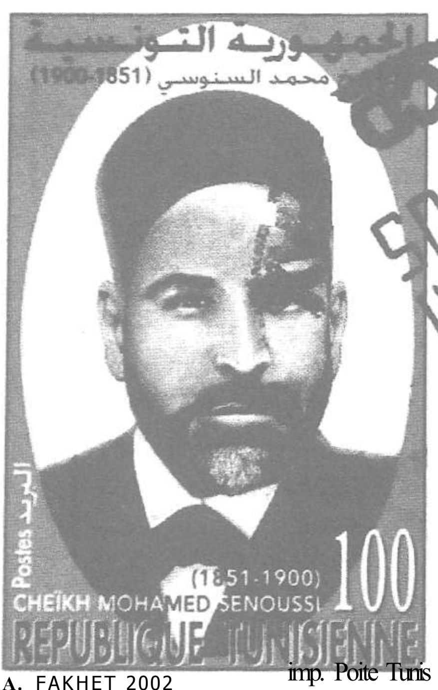
علي باشا باي
١٢٩٩

1885

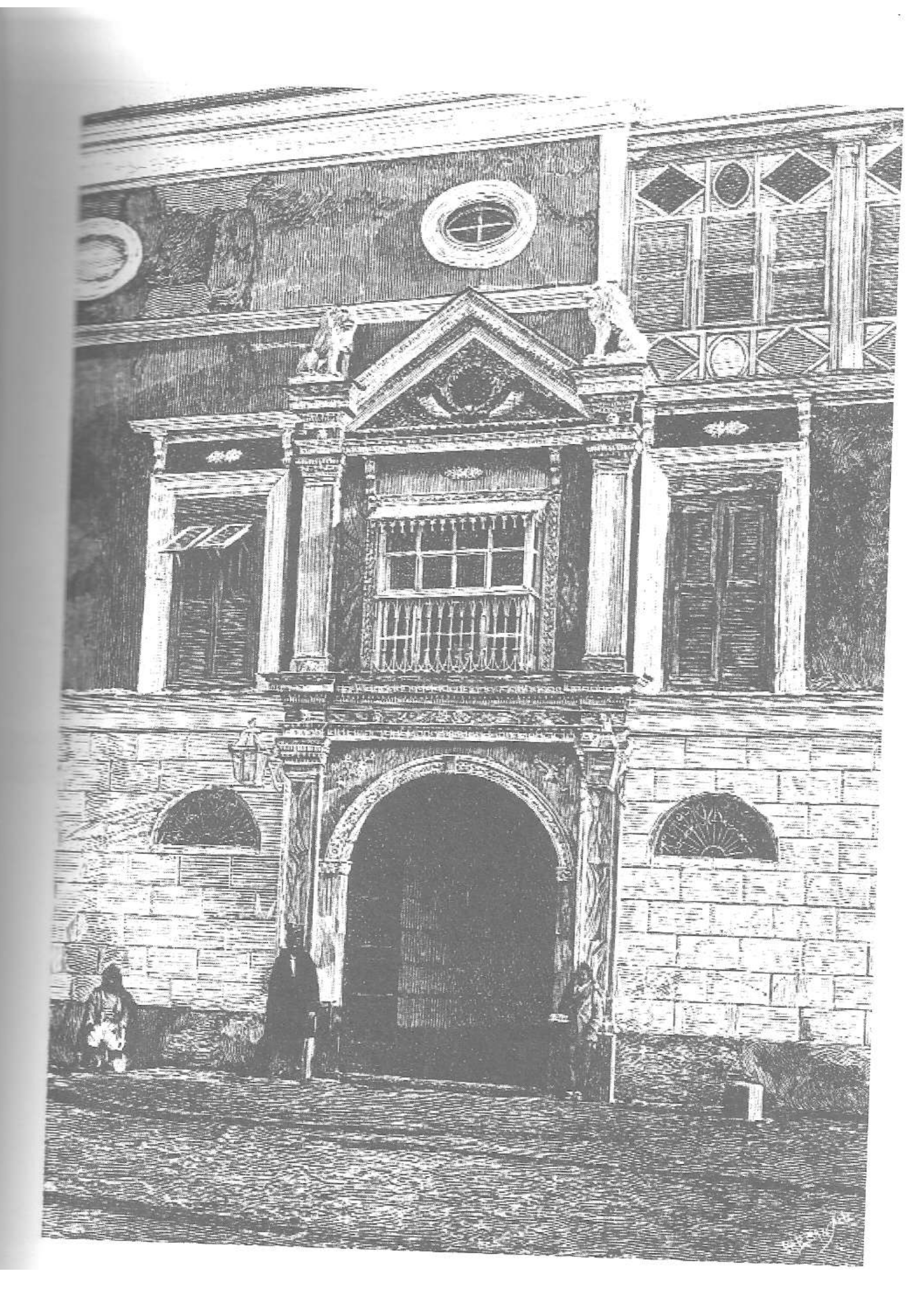
« L'AFFAIRE TUNISIENNE » DES NOTABLES DE TUNIS

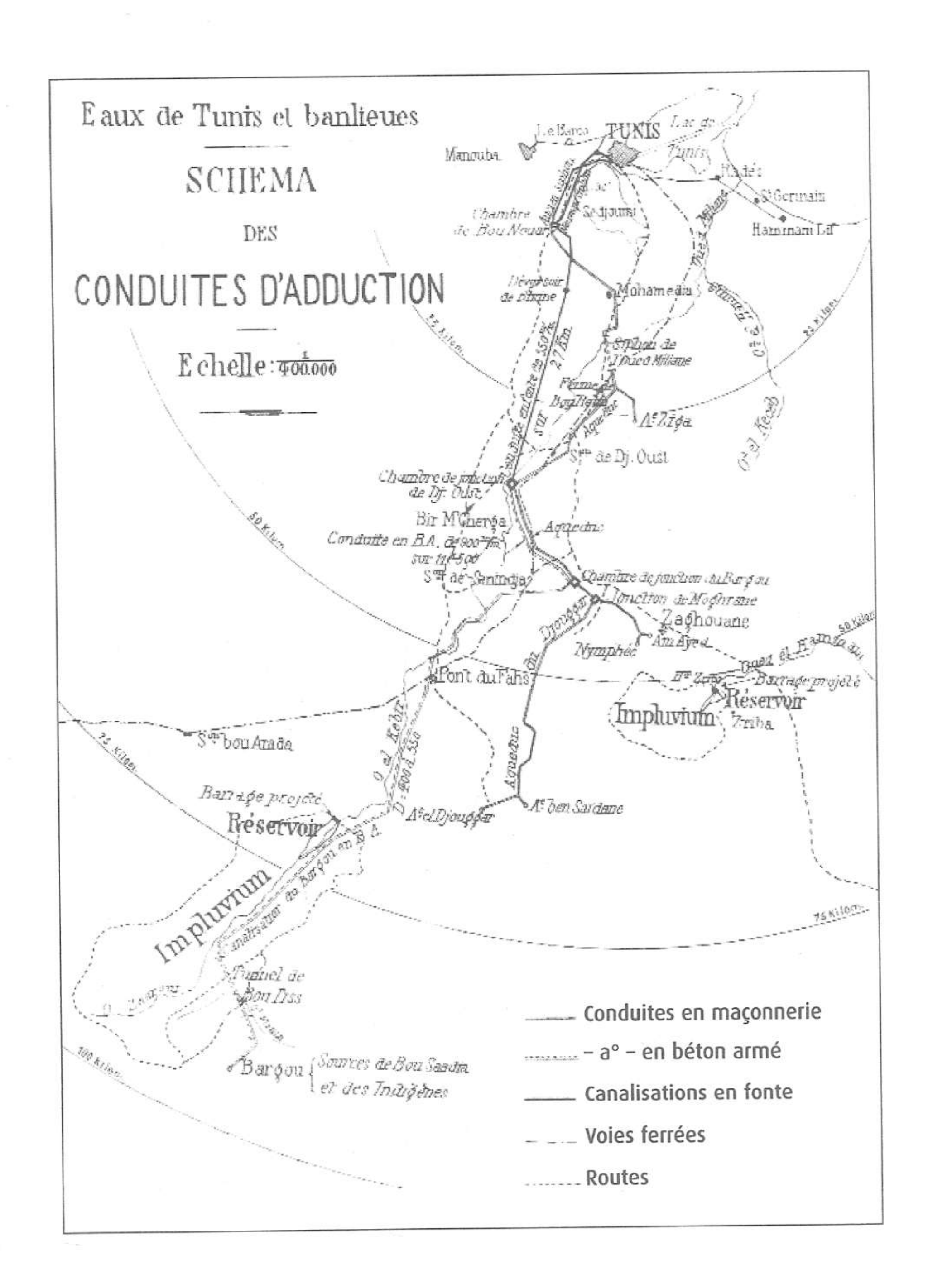
Page de droite : Palais de La Marsa où s'est déroulée la manifes tation de 1885.

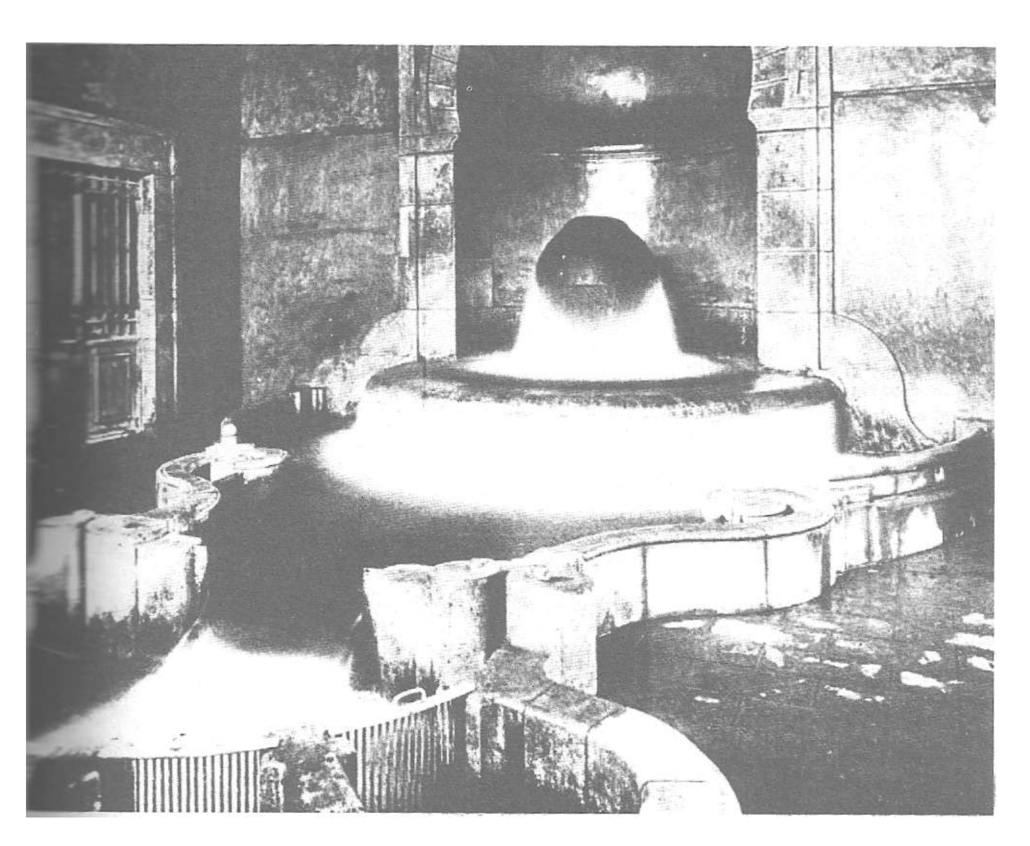
Timbre-poste à l'effigie du Cheikh Mohamed Senoussi (1851-1900).



Les réactions à l'occupation ne se sont pas fait attendre de la part d'une population livrée à elle-même et qui a vu son souverain accepter de se soumettre au diktat. Les villes que l'armée française a dû bombarder avant de les occuper de force - Sfax, Gabès, Kairouan et sa région, Gafsa, Gabès - ont agi sans concertation, spontanément, et ont été vaincues une à une. Le 6 avril 1885, quarante notables de la capitale, entourés de trois mille personnes, se sont rendus à La Marsa, pour présenter au Bey Ali, une pétition récapitulant leurs griefs contre des décisions relatives aux biens publics, au commerce d'importation concurrençant les produits locaux, à la nouvelle tarification de l'eau amenée de Zaghouan, etc. Ce qu'on appela, alors en France, « ***l'affaire tunisienne*** » connut plusieurs étapes : une rencontre de notables avec des ministres du Bey au mausolée de Sidi Mahrez, une rencontre avec le Premier ministre Mohamed AI-Aziz Bou-Attour, une



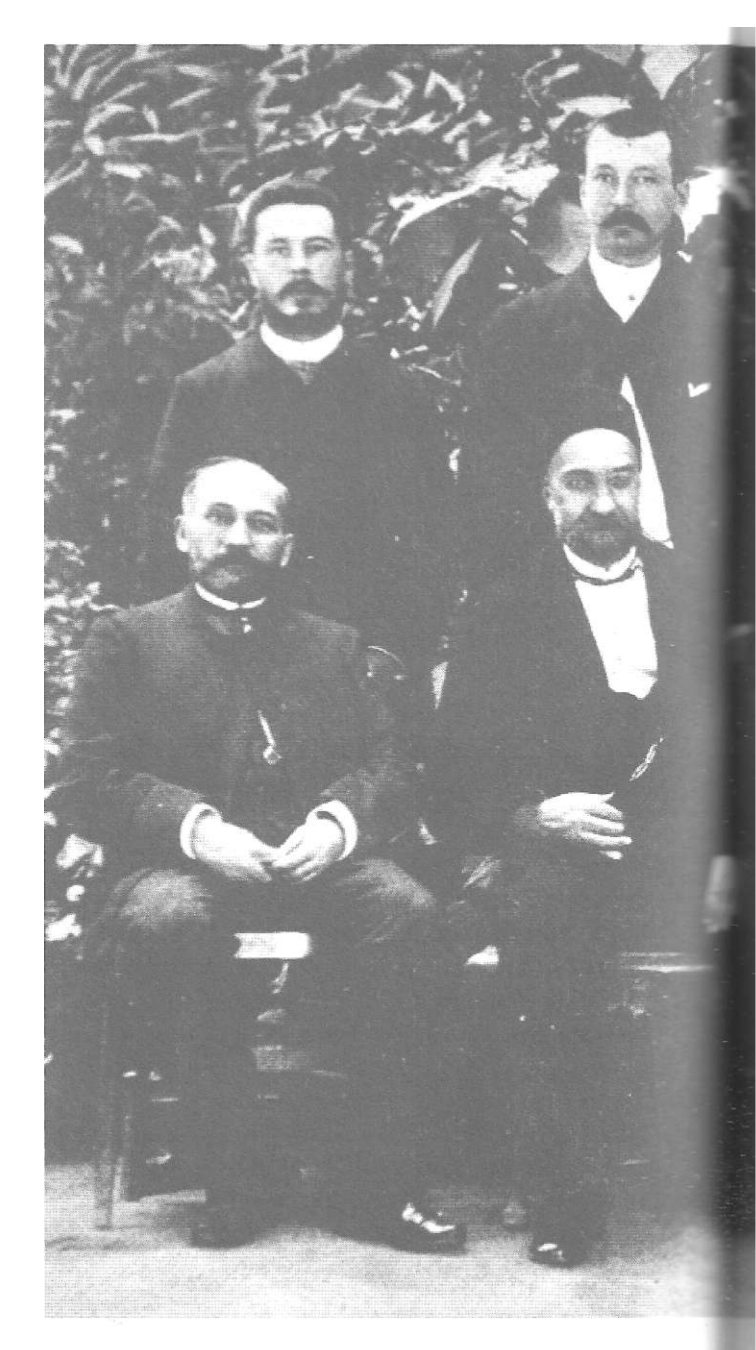

Eaux de Tunis et banlieues
SCHEMA
DES
CONDUITES D'ADDUCTION
Echelle : 1/400.000
TUNIS
Manouba
Sedjoumi
Mohamedia
Pont du Fahs
Zaghouane
Réservoir
Impluvium
Hammam Lif
Bir M'Cherga
Barrage projeté
Conduites en maçonnerie
– a° – en béton armé
Canalisations en fonte
Voies ferrées
Routes



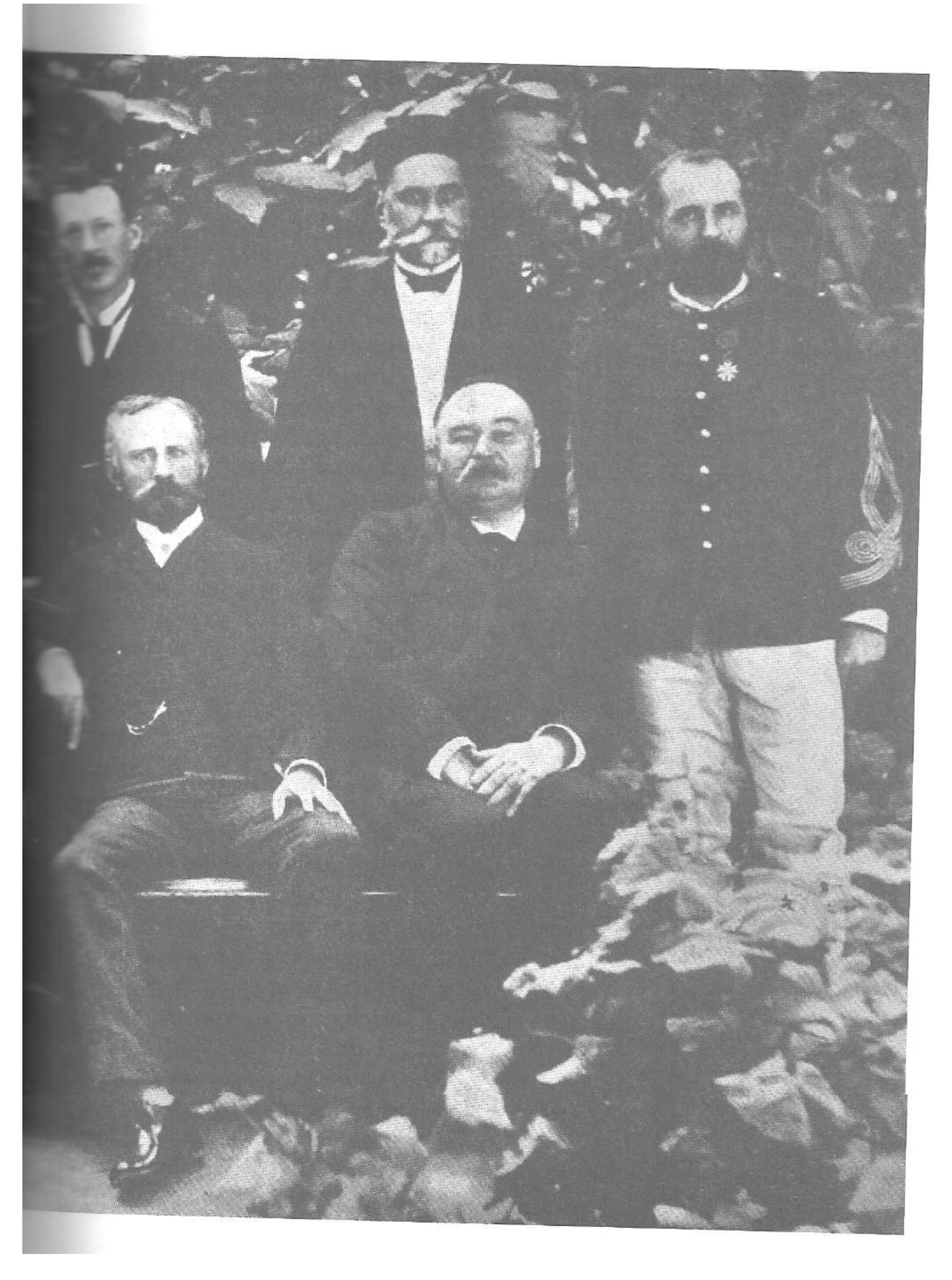
plainte devant les tribunaux contre la nouvelle compagnie française des eaux de Zaghouan et même une lettre adressée au Président de la Chambre des Députés française. On était alors aux premiers temps du Protectorat. Les notables croyaient que l'on pouvait discuter avec l'Autorité. Les chefs, ou présumés tels, de ce mouvement, au total treize notabilités, ont été démis de leurs fonctions (comme le professeur Mohamed Senoussi, vieux compagnon de Kheireddine et le chef des ***Habous*** Ahmed Al-Ouartattani, un cheikh zitounien réformiste), ou Mohamed Dallaji, ainsi que deux Aminés de corporations, celle des parfumeurs (Attarine) et celle des selliers (Sarrajine).

Arrivée de l'eau au réservoir de Bab-Sidi Abdallah à Tunis, fin XIX' siècle.

Page de gauche : Les conduites d'adduction de l'eau potable à Tunis. La population s'est plainte de la nouvelle tarification de l'eau amenée de Zaghouan.



Le premier gouvernement du protectoivt. De gauche à droite, assis : Robin, Al-Aziz Boit Attour, Paul Cambon Depienne. Debout : Kegnaidt, Maurice Bompard, Grcmt, Mohamed Jallouli, commandant Coyne.



1896

LA KHALDOUNIA

Béchir Sfar (1856-1917).

Béchir Sfar que nous avons déjà vu actif à la tête de la première promotion des élèves du Collège Sadiki suivant des études supérieures en France et qui était en charge de l'administration des ***Habous*** ne perd pas de vue son rôle d'éducateur qu'il entend assumer sur tous les plans. Le 22 décembre 1896, il crée l'Association ***Al-Khaldounia*** pour donner la possibilité aux lauréats de la Grande mosquée ***Az-Zeitouna*** (plus communément appelée La Zitouna) d'avoir la possibilité de suivre des cours et des conférences dans les matières qui ne sont pas enseignées dans la vénérable université coranique. Dix ans plus tard, c'est encore Béchir Sfar qui, le 24 mars 1906, fait un discours devant le Résident général Stephen Pichon, réclamant les réformes auxquelles aspire le peuple tunisien. Ce discours qui déclencha l'ire des colons resta dans les mémoires, car Béchir Sfar, réputé modéré, jouissait d'un grand prestige aux yeux des Tunisiens et d'un certain respect de la part de l'administration française.

مختصر قانون الجمعية الخلدونية

حسن

الفصل الأول

تأسست بتونس جمعية تسمى الخلدونية

مقصد الجمعية

الفصل الثاني

مقصد الجمعية البحث عن الوسائل الموصلة لتوسيع نطاق معارف المسلمين ولذلك كان من غرضها خصوصا أولا أن ترتب دروسا وخطبا أو محادثات في علم التاريخ والجغرافية واللسان الفرنساوي والاقتصاد السياسي وعلم حفظ الصحة والطبيعة والكيميا وغير ذلك - ثانيا أن تسهل وسائل الاشتغال في التجارة على من هو أهل لذلك ثالثا أن تعين على إنشاء مكتبات - رابعا أن تحرر جريدة تنشر بالعربية والفرنساوية والغرض الأصلي من هاته الجريدة أن تعين على تعريف القوم العربي للفرنساويين والقوم الفرنساوي للعرب

الفصل الثالث

الجمعية تحجر على نفسها المناقشات في السياسة أو الدين ونحو ذلك

تركيب الجمعية

الفصل الرابع

تتركب الجمعية من أعضاء شرفيين وأعضاء مؤسسين وأعضاء مباشرين وأعضاء مكاتبين

الفصل الخامس

يعطى لقب العضو الشرفي بالمجلس العام على مقتضى طلب القسم المباشر

الفصل السادس

الأعضاء المؤسسون هم الذين يدفعون مبلغا أقله مائة فرنك

الفصل السابع

يلزم لقبول العضو المباشر أن يقدمه عضوان مباشران ويقبله القسم المباشر

الفصل الثامن

على كل عضو مباشر أن يؤدي اثني عشر فرنكا في السنة

الفصل التاسع

العضو المكاتب هو الذي يعين بمعارفه على نجاح جريدة الجمعية

إيراد الجمعية

الفصل العاشر

رأس مال الجمعية يجتمع من أداءات الأعضاء المباشرين ومدافيع الأعضاء المؤسسين وجهات أخر

Première page de l'acte constitutif et du règlement interne de l'Association La Khaldounia, Tunis, 1896.

الحمد لله

هذه جريدة عموم اعضاء الجمعية الخلدونية على اختلاف
اصناف عضويتهم من تاريخ تاسيسها الى غرة دجنبر سنة ١٩٠٠

اعضاء محسنون

سمو الامير الجليل المرفع شانه الواضح في افق المعالي برهانه
امير الامراء سيدي محمد الهادي باي ولي العهد حرس
الله مهجته وبهجته
نجله الكريم البرنس سيدي الطاهر باي
اخوه البرنس سيدي البشير باي
فضيلة مولانا الشيخ سيدي محمود بن الخوجه شيخ الاسلام
جناب امير الامراء سيدي محمد الجلولي وزير القلم والاستشاره
الاميرة المصونة صدفة الدر البرنسيس نزلي هانم
الشيخ سيدي محمد محسن امام جامع الزيتونة الاعظم
الشيخ سيدي عمر بن الشيخ المفتي المالكي

Liste des membres bienfaiteurs de La Khaldounia, de la date de sa création jusqu'au 1" décembre 1909 : Le Prince héritier Mohamed El-Hédi Bey, son fils Tahar Bey, son frère Béchir Bey, Cheikh el-Islam (hanéfite) Mahmoud Belkhouja, le ministre de la Plume MohamedJallouli, la Princesse Nazli (Nazli Fadhel, nièce du Khédive d'Egypte et épouse du Tunisien Khalil Bouhajeb), le Mufti malékite Cheikh Amor Ben Cheikh.

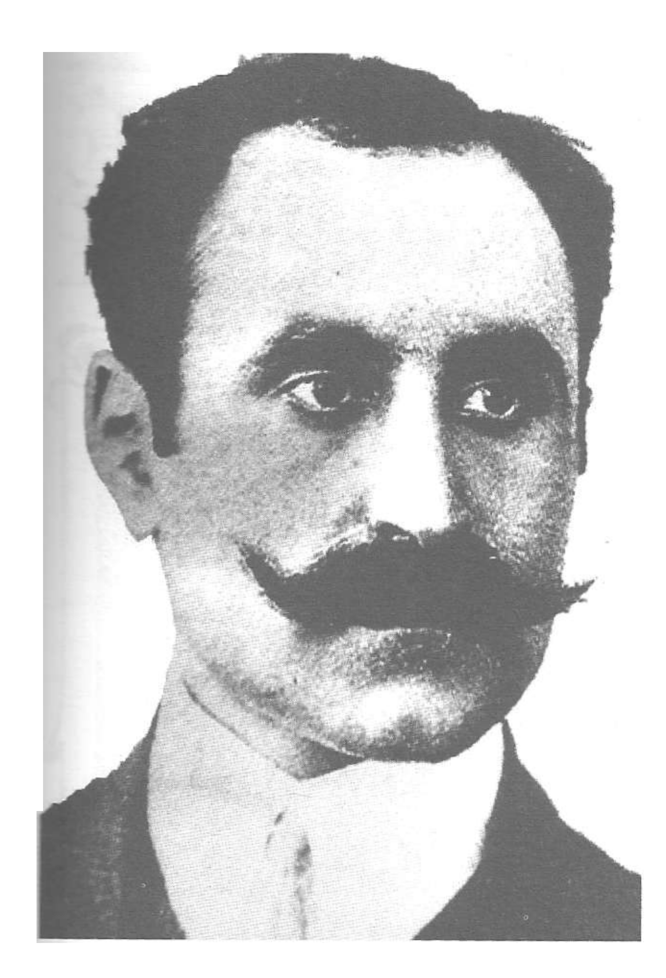
Page de gauche : Les membres de La Khaldounia reçoivent le Cheikh azharien, l'égyptien Mohamed Abdouh. Béchir Sfar et Mohamed Lasramprésident une réunion à La Khaldounia le lundi 20 juillet 1908. La salle est équipée de supports didactiques modernes.

1905

LES ANCIENS DU COLLÈGE SADIKI

L'avocat Ali Bach-Hamba avait déjà créé, le 23 décembre 1905, l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki, qui, en rassemblant l'élite formée dans cet établissement, lui donna une mission pour poursuivre l'œuvre voulue par le réformateur Kheireddine : moderniser la Tunisie. Les ***Sadikiens*** se sentent bien outillés pour servir leur peuple face à une puissance





Ali Bach Hamba (Tunis 1876 - Istanbul 29 octobre 1918).

colonisatrice dont ils connaissent et la langue et l'esprit. A l'idéal de réforme de Kheireddine, ils ajoutent la défense des intérêts d'une population désarmée et d'une jeunesse ambitieuse.

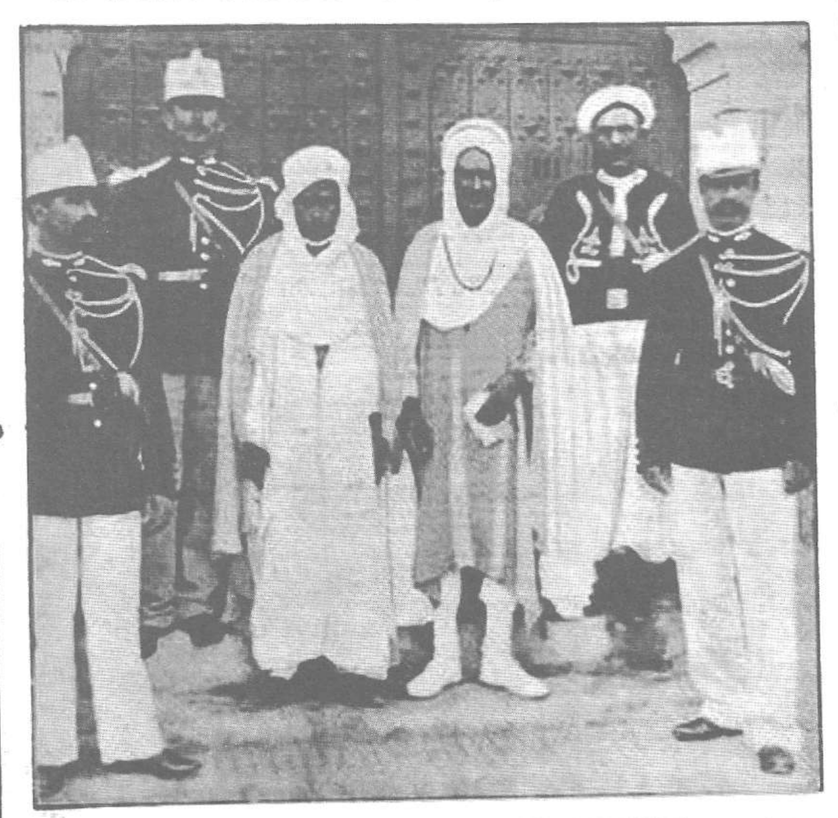
Le 27 avril 1906 éclate *l'affaire de Thala,* une manifestation qui fait suite aux troubles intervenus dans cette région des Frechich, en réponse aux nombreuses confiscations de terres et à la pression fiscale accrue. La manifestation devant le siège du Contrôle civil tourne au massacre et laisse sur le terrain 12 morts et

Vingt pages : 10 CENTIMES

L'ACTUALITÉ

Revue Hebdomadaire de la Famille

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE DE KASSERINE-THALA



ARRESTATION DE DEUX DES MENEURS

(Assassinat de deux colons et d'un ouvrier italien — Abjuration de trois cavaliers de la remonte.)

sept blessés. La défense des intérêts de la population tunisienne s'impose de plus en plus à une élite consciente des dangers que fait courir l'expropriation les terres de parcours, des terres collectives ou des ***Habous*** et leur distribution aux colons.

Page de gauche : L'affaire dite de Kasserine-Thala fait la couverture de la revue parisienne **L'Actualité** ***du 14 décembre 1906. Amor Ben Othman et Ali Ben Mohamed Ben Salah sont les deux principaux accusés.***



Médaille du concours agricole, Tunis 1906.

1907

LE PARTI *JEUNES TUNISIENS* ET LE JOURNAL *LE TUNISIEN*

Le premier numéro (7février 1907} de l'hebdomadaire Le Tunisien. *« Journal des intérêts indigènes », dirigé par Ali Bach Hamba.*

En 1907, Ali Bach-Hamba lance, en langue française, un journal - *Le Tunisien* - pour la défense des « *intérêts indigènes* » dont le premier numéro est publié le 7 février. Les revendications nationales ont, dès lors, leur organe de presse. Il faut dire que le décret du 16 Août 1887 a supprimé la caution préalable pour la publication des journaux, mais seuls des organes de la colonie françaises en ont profité : *La Tunisie* (1887), *La Petite Tunisie* (1888) et *La Dépêche Tunisienne* (1885), ainsi que *Le Colon Français* et *La Tunisie Française. Le Tunisien,*


LE NUMÉRO : DIX CENTIMES

Le Tunisien

ORGANE DES INTÉRÊTS INDIGÈNES

HEBDOMADAIRE

Directeur politique : ALI BACH-HAMBA

Huitième année. Le numéro : Tunis et Tunis-banlieue : 5 centimes ; extérieur : 10 centimes. Numéro 2316

La Dépêche Tunisienne

DERNIERS TÉLÉGRAMMES DE LA NUIT

Directeur : E. LECORE-CARPENTIER

Samedi 21 Novembre 1896

Service télégraphique

BOURSE DE MARSEILLE

BOURSE DE PARIS

LES RÉVÉLATIONS DE BISMARCK

LA PAIX ITALO-ABYSSINE

LE RAPPROCHEMENT ANGLO FRANÇAIS

Italie

Alsace-Lorraine

Espagne

Autriche-Hongrie

L'AMÉNAGEMENT DES EAUX dans la Régence de Tunis

La Dépêche Tunisienne, ***fondée en 1889par Edmond Lecore-Carpentier à la demande du Résident général. Le plus grand tirage de la presse coloniale.***

premier journal indigène de langue française, devint vite, à la fois, le fer de lance du nationalisme et la cible privilégiée des colons.

En 1909, la version arabe du journal *Le Tunisien* (*At-Tounousi*) voit le jour grâce à la collaboration de Abdelaziz Thâalbi, un zitounien acquis aux idées réformatrices. Béchir Sfar, Ali Bach-Hamba, son frère Mhamed, Abdelaziz Thâalbi, regroupés autour de leurs journaux constituent ce que l'opinion tant française que tunisienne appella les *Jeunes Tunisiens*, par référence aux *Jeunes Turcs* qui militent à Istanbul pour la modernisation de l'Empire Ottoman.

التونسي

Le Tunisien

علي باش حانبه

At-Tounousi, ***Journal politique tunisien pour la défense des droits des nationaux, la version*** *en* ***langue arabe du journal*** Le Tunisien.

1911

L'AFFAIRE DU DJELLAZ TRIPOLI OCCUPÉE PAR L'ITALIE

Mustafa Kemal (le futur Atatùrk), vêtu à la libyenne, participe en 1911 aux contre-offensives ottomanes à Tobrouk où il parvient à repousser l'armée italienne.



Les ***Jeunes Tunisiens*** se manifestent, en 1911, contre l'occupation de la Tripolitaine par l'Italie et organisent l'élan de solidarité avec le peuple voisin dont le destin a été lié à celui du peuple tunisien depuis les Carthaginois. L'année suivante, c'est au tour du Maroc de voir s'établir le protectorat français coiffant sa monarchie pluriséculaire. Pour les peuples de l'Afrique du Nord, c'est ***La Reconquista*** catholique, autre forme des Croisades, qui se poursuit et qui déclenche des réactions passionnelles. Un incident vient, dans cette atmosphère, mettre le feu aux poudres. La municipalité de Tunis décide d'immatricu-

الله أكبر

والعزة للوطن

تخليد الذكرى
الذين استشهدوا
في سبيل الوطن
يوم 16 ذو القعدة 1329
الموافق لـ 7 نوفمبر 1911

من هذا الموقع انطلقت حوادث
الزلاج فيها تصدى الشعب لتحديات
الاستعمار الفرنسي الذي حاول
انتزاع المقبرة الإسلامية وتسخيرها
لأربابه وعبر الشعب عن تضامنه مع أشقائه
بطرابلس المتصدين للاحتلال الإيطالي

هنا سقط عشرات الضحايا
وامتحنت تونس في العديد من أبنائها
وأعدم فيما بعد الشهيدان
المنوبي الجرجار و الشاذلي القطاري

Page précédente : Monument dressé à Bab-AIioua à la mémoire des victimes du ? novembre 1911 au Djellaz, et notamment aux deux martyrs guillotinés, Mannoubi Jarjar et Chadli Guétary.



1er le cimetière musulman du Djellaz, terre particulièrement consacrée par la présence au sommet de sa colline de la Zaouïa (marabout) de Sidi Abou-l-Hassen Ach-Chadli et de sa ***meghara*** (grotte de recueillement), particulièrement vénérées par la population de Tunis. La loi française du premier juillet 1885, étendue à la Tunisie, a été saluée avec enthousiasme par



Carte postale coloniale qualifiant l'incident du Djellaz de « Révolte musulmane ». La légende précise : « M. Tridon, directeur de La Tunisie Française ***prenant des notes Place Bab-Souika.»***

une colonie française qui y a trouvé l'instrument d'enregistrer à la Conservation Foncière les terrains acquis souvent grâce à l'arbitraire administratif. Pour les Tunisiens, chaque parcelle enregistrée a échappé au patrimoine national. Du coup, ils ont vu dans l'affaire du Djellaz, non point un simple acte d'enregistrement, mais le prélude à une action plus sournoise de dépos-







session (le terrain du cimetière devenant propriété de la Municipalité) et de futur lotissement. L'affaire provoque un véritable soulèvement populaire le 7 novembre 1911, et se traduit par un affrontement avec les forces armées qui laisse sur le terrain des morts et des blessés. Les arrestations sont nombreuses, et 35 personnes sont condamnées dont sept à mort. Deux des condamnés (Jarjar et Guétary) vont être guillotinés. L'administration française décrète l'état de siège qui va perdurer jusqu'en 1921.

Manifestation réprimée à Bab Souika le 8 novembre 1907.

Page de gauche : Abdeljelil Zaouche au procès du Djellaz.

Mannoubi Ben Ali Khadraoni dit El-Jarjar et Chédli Ben Amor El-Guétary, guillotinés en 1912.

1 9 1 2

L'AFFAIRE DU TRAMWAY L'ÉTAT DE SIÈGE JUSQU'EN 1921

Action de la Société des Tramways de Tunis.

SOCIETÉ ANONYME

DES

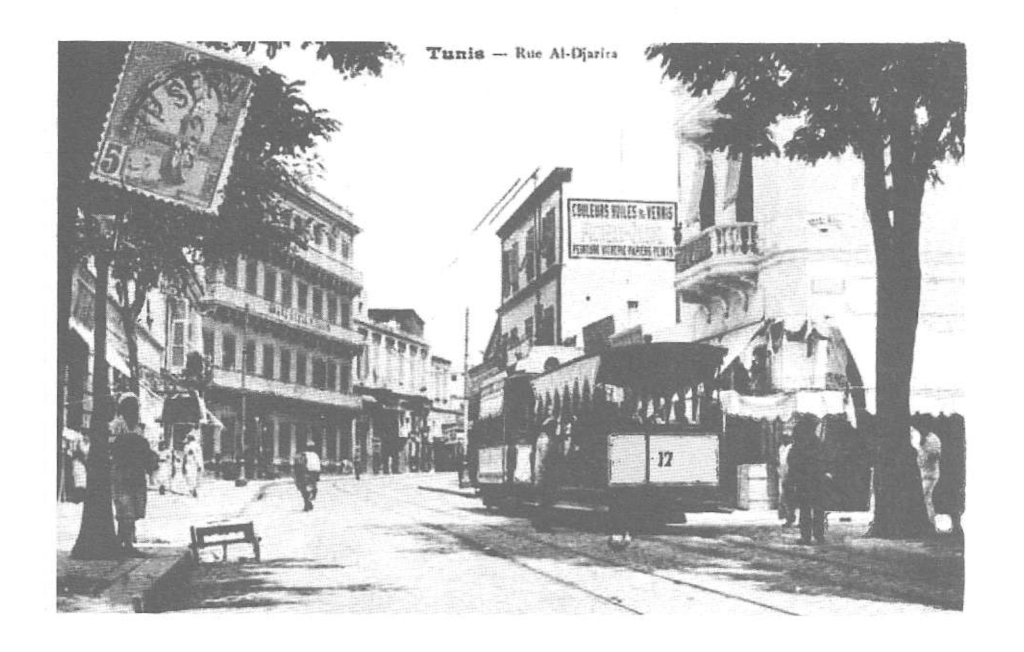
Tramways de Tunis

Capital social : 12,500 actions ordinaires

Action ordinaire au porteur

N° 11162

Comme si cela ne suffisait pas pour tendre les relations entre la population et l'administration, un autre incident intervient trois mois plus tard. En février 1912, un conducteur italien du tramway de Tunis écrase un jeune tunisien à Bab Souika, quartier populaire et frondeur. Il s'ensuit de la part des Tunisiens un boycottage du train par les usagers et un mouvement de revendication des employés de la compagnie pour l'égalité des salaires et des conditions de travail. L'administration accuse les ***Jeunes Tunisiens*** d'être les organisateurs du mouvement, suspend le journal ***Le Tunisien*** et bannit Ali Bach-Hamba, le cheikh Thâalbi, les avocats Hassan Guellaty et Mohamed Noômane. Elle décrète l'éloignement à Tataouine de Chedli Darghouth et Sadok Zmerli et la mise aux arrêts de Mokhtar Kahia à la prison beylicale (***La Zindalcï)*** du Bardo. Ali Bach-Hamba ne reviendra plus en Tunisie. Il s'installe, d'abord, en Suisse où il est rejoint par son frère



Le tramway à Tunis.

Mhamed qui lance, à Geneve, un autre journal, ***La Revue du Maghreb.*** Les deux frères entrent en relations avec l'animateur infatigable de la renaissance arabo-musulmane, le syrien Chakib Arslan et leur combat acquiert une autre dimension. Ali s'installe à Istanbul et crée ***Le Comité de Libération du Maghreb.***

Il s'agit bien là du noyau du mouvement nationaliste. La chaîne est continue depuis Kabadou, Kheireddine, le général Hussein (dont la fille Férida a épousé Ali Bach-Hamba), Béchir Sfar et leurs émules: Mohamed Noômane sera l'avocat des Destouriens plus tard ; Abdeljelil Zaouche dirigera la ville de Tunis ; Kheirallah Ben Mustapha deviendra célèbre par sa plume en langue française ; d'autres figures représenteront le nationalisme en marche comme Chedli Darghouth, Mohamed Lasram, Hassouna Al-Ayachi et Abdelaziz Thâalbi. Les ***Jeunes Tunisiens*** n'ont pas constitué un parti, au sens moderne du terme. Mais ils avaient leurs journaux, leur doctrine,

Habib Bourguiba et le Syrien Chakib Arslan (lors d'une rencontre au milieu des années 1940).



Mohamed Lasram.



Abdeljelil Zaouche (1873- 1947).

leur influence et surtout ils ont exercé une grande attraction sur l'élite et la jeunesse du pays. Ils ont montré leur ardeur à se compléter les uns les autres, et ce que réalise l'un est soutenu et diffusé par les autres. On rencontrera plus tard plusieurs d'entre eux, soit dans l'action militante, soit dans les rouages de l'Etat. Un survivant des plus célèbres de ce premier mouvement, Abdelaziz Thâalbi, sera le pivot de l'action qui, à la fin de la Première Guerre mondiale, accouchera d'un vrai parti : le ***Destour*** qui fera parler de lui.

1920

LE DESTOUR

L'enfantement d'un parti est tributaire des circonstances, des références au passé et des rapports avec l'extérieur. Il est normal que les survivants de l'expérience de la première décennie du siècle se souviennent du journal ***Le Tunisien.*** Il est non moins normal que la vague d'espoirs qui a soulevé le monde des colonisés après la publication, en janvier 1918, des quatorze points par lesquels le Président américain Wilson soutenait la liberté des peuples et leur droit à l'autodétermination, touche les Tunisiens comme les Indiens ou les Egyptiens. Toutefois, la position de la France dans le camp des vainqueurs de la Première Guerre mondiale a pour effet de bloquer les revendications nationales et d'obliger les Tunisiens à revenir à un tête-à-tête contraignant avec le Protectorat. Tout cela se retrouve dans les différentes étapes de la naissance du parti du ***Destour.***

Abdelaziz Thâalbi



La fin de la Grande Guerre a consacré l'effondrement de l'Empire Ottoman. Non seulement il n'est plus question de se référer à une quelconque autorité supranationale, mais la Turquie, le cœur de l'empire ottoman, elle-même est alors menacée de dispa-



Hassen Guellaty

rition. L'ensemble du Croissant fertile convoité par la famille Hachémite du Cherif de La Mecque (Syrie, Liban, Palestine, Iraq), la Tunisie des Beys et l'Egypte des Vice-rois doivent se débrouiller par leurs propres moyens. L'Egypte envoie une délégation ***(Wafd)*** à Londres pour négocier l'indépendance. La famille Hachémite se laisse trahir par la promesse du ministre britannique Lord Balfour au congrès juif mondial pour un ***foyer juif*** en Palestine, et se voit chassée du Liban et de la Syrie par la France. Elle doit se contenter d'un Iraq sous protectorat britannique et d'une



Délégation tunisienne à Paris en décembre 1924. De gauche à droite : Salah Farhat, Taoufik Madani, Ahmed Essafi, Taïeb Jémaïl.

Transjordanie désertique. Les Tunisiens traversent différentes étapes traduisant chacune une déception après l'autre. Juridiquement, la notion même de ***Régence*** n'a plus de sens. Les textes arabes donnent au Bey le titre de ***Possesseur du Royaume de Tunis (Sahib Al-Mamlaka Attounisia).*** Mais l'appellation ***Régence*** en français subsistera, comme si la France voulait maintenir cette fiction, alors que l'Egypte passe, en accord avec les Anglais, de Vice-royaume (,***khédivat)*** à Royaume (***mamlaka).***

D'abord le ***Parti Tunisien*** est créé, à Tunis, au printemps de 1919, par des notables comme Abdelaziz Thâalbi, Ahmed Essafi et Hassen Guellaty. Les promoteurs insistent pour la promulgation d'une Constitution ***(Destour)*** et adressent une pétition au Président Wilson lui demandant d'appliquer le prin-

cipe de l'autodétermination à la Tunisie. Ils découvrent que, dans l'entendement des vainqueurs de la guerre, les principes de Wilson s'appliquent à l'Europe centrale de l'Empire austro-hongrois et non aux pays colonisés.

Ils se retournent vers la France pour y combattre la propagande qui fait apparaître le régime colonial comme une *mission civilisatrice.* En janvier 1920 apparaît à Paris un livre intitulé *La Tunisie martyre.* Le livre décrit la réalité du Protectorat : les expropriations des terres, la paupérisation de la population rurale, les

LA TUNISIE
MARTYRE

SES REVENDICATIONS

W

JOUVE & Cie EDITEURS
15, RUE RACINE — PARIS VIe
1920

L'ouvrage attribué à A. Thâalbi et auquel collaborèrent Ahmed Sakka et Ahmed Essafi. La Tunisie martyre, *Paris, Jouve & Cie, 1920.*

difficultés de l'économie traditionnelle, les atteintes aux libertés. Le pamphlet réclame un nouveau statut pour le pays, avec séparation des pouvoirs, élection d'une assemblée contrôlant le gouvernement, le tout justifié par ***l'impôt du sang*** payé par les soldats tunisiens au cours de la guerre. Le livre dont la publication est anonyme, a mobilisé pour sa rédaction de nombreuses plumes dont celle de Abdelaziz Thâalbi en arabe, et Ahmed Sakka et Ahmed Essafi en français. Les autorités du Protectorat tiendront, en principal, Thâalbi comme auteur et le traduiront en justice pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Les Tunisiens comptaient beaucoup sur la victoire de la gauche en France, mais les élections d'octobre 1919 ont porté au pouvoir la droite. Thâalbi change de tactique et défend auprès de ses amis la nécessité de se battre en Tunisie même pour les revendications tunisiennes. Ainsi est né un parti, en mars 1920, qui porte le nom de Parti Libéral Constitutionnel Tunisien ***{Al-Hizb Al-Horr Ad-Doustouri At-Tounsî)*** et que l'usage, tant arabe que français, abrégera en ***Destour !***



Carte d'adhésion au Destour (détail), le Parti libéral constitutionnaliste tunisien.

Il s'agit là d'un parti avec un siège social (25 Rue d'Angleterre), dirigé par un ***Comité Exécutif,*** s'appuyant sur des adhérents et comptant au départ quelques sections dont celle du quartier de Halfaouine, au centre populaire de Tunis. Le parti affiche un programme en neuf points dont : un gouvernement res-



Naceur Bey

ponsable devant une assemblée législative, la séparation des pouvoirs, la participation des Tunisiens à l'exercice de la fonction publique, les libertés publiques, l'enseignement obligatoire (comme en France). Mais la délégation partie à Paris présenter ce programme sous la direction d'Ahmed Essafi échoue dans sa mission. Devant cet échec, l'aile dite « modérée » du parti réduit le programme. Il se limite alors à la demande d'un conseil avec représentation des Tunisiens et des Français (ce qui consacre la co-souveraineté !) et devant lequel ni le représentant de la France, ni le commandant des troupes, portant le titre de ministre de la Défense, ne seraient responsables.

Entre 1920 et 1925 plusieurs délégations se succèdent à Paris pour défendre les revendications tunisiennes, mais elles se heurtent toujours à l'influence grandissante des représentants des colons. Ce qui distingue



néanmoins cette période, c'est que le Destour prend, dès le départ, l'attache du Bey Naceur. C'est à lui qu'est adressée la demande de promulgation de la Constitution, et le nouveau parti trouve chez le Souverain une oreille attentive. En contre-partie, le ***Destour*** va soutenir le Souverain lorsqu'il entre en



La délégation destourienne auprès de Naceur Bey juin 1920. Au premier plan, de gauche à droite : Mohamed Bennys, Tahar Mhiri, Chedli Belhassen, Khemaïs Kebaïli, Othman Belkhouja, Sadok Ennaïfer, Taïeb Radhouane, Mohamed El Bahi, Hammouda El Mestiri, Habib ElAlmi, Sliman Jadoui, Abdelhamid Jarboui. Debouts, de gauche à droite : Mohamed Ressaisi, Ali Kahia, Mohamed Bouhachem, Mohamed Tlili, Mohamed Darghouth, Mohamed Ben Ammar, Sadok Boukraâ, Mohamed Hentati, Mohamed Belhassen, Youssef Zouiten, Mannoubi Darghouth, Hassine Chelaïfa, Ahmed El Atki, Mohamed Riahi, Mohamed Chaouchi, Mohamed Jaïbi, Hassen Triki, Tahar Sayadi.

conflit, en 1922, avec la Résidence générale, et qu'il se trouve contraint d'abdiquer avant de revenir sur cette abdication, grâce, précisément, au soutien populaire et à un changement d'attitude de la Résidence générale. Pour la première fois dans l'histoire de la dynastie husseinite l'accord est total entre le peuple et son prince.

1930

LES NATURALISÉS

1931

LA NOUVELLE VAGUE D'ACTIVISTES

L'arrivée d'une nouvelle vague d'animateurs de l'action nationaliste s'est effectuée par étapes. Elle fut préparée par divers facteurs : l'aggravation de la crise économique de la fin des années vingt, la réaction au choc de la manifestation chrétienne du ***Congrès Eucharistique International***, les heurts à l'occasion de l'enterrement des naturalisés français, l'éclatement de l'ancienne direction du mouvement destourien et la tentative avortée de ceux qui y sont restés de régénérer le parti avec du sang nouveau.

Le parti du Destour sommeillait depuis le milieu des années vingt, et surtout depuis ce qu'on a appelé « ***les décrets scélérats*** » du 29 janvier 1926 qui ont permis la dissolution de la première centrale syndicale authentiquement tunisienne -CGTT- et l'exil de son animateur, Mohamed Ali El-Hammi (1890/1928). Ils ont également permis l'interdiction de divers journaux (***Ifriqiya, Al-Asr Al-jadid; Le Libéral)*** et l'exil d'Ahmed

Taoufik El-Madani et Abderrahmane r.l-Yaâlaoui, deux Destouriens qui furent ictifs dans le soutien aux combattants — irocains de la guerre du Rif. Les raisons du sommeil du parti nationaliste se trouvent aussi dans son éclatement et le départ de sa direction de Hassen Guellaty et Mohamed Noômane qui ont fondé le ***Parti Réformiste,*** ainsi que Farhat Ben Ayed, son représentant à Paris, qui a fondé, à Tunis, le ***Parti Destourien Indépendant.*** Les raisons se retouvent, enfin, dans l'opposition de la direction du parti à Tahar El-Haddad et les idées émancipatrices lancées par son livre « ***Notre femme dans la Chariâa et la Société*** » et, surtout, l'abandon, en cours de lutte, du syndicat CGTT, après avoir concouru à sa création. Un parti nationaliste qui abandonne la lutte syndicale, l'émancipation de la Femme, la solidarité avec les Marocains en lutte et qui, à cause de l'intransigence de la Résidence Générale, ne cesse de réduire ses reven-


امرأتنا

في

الشريعة والمجتمع

تأليف

الطاهر الحداد

حقوق الطبع محفوظة

للمؤلف

المطبعة الفنية بنهج الكنيسة عدد ٧٦ - بتونس - تليفون ٤٨.٤٤

١٣٤٨ــ١٩٣٠

Page de gauche :
Tahar Haddad.

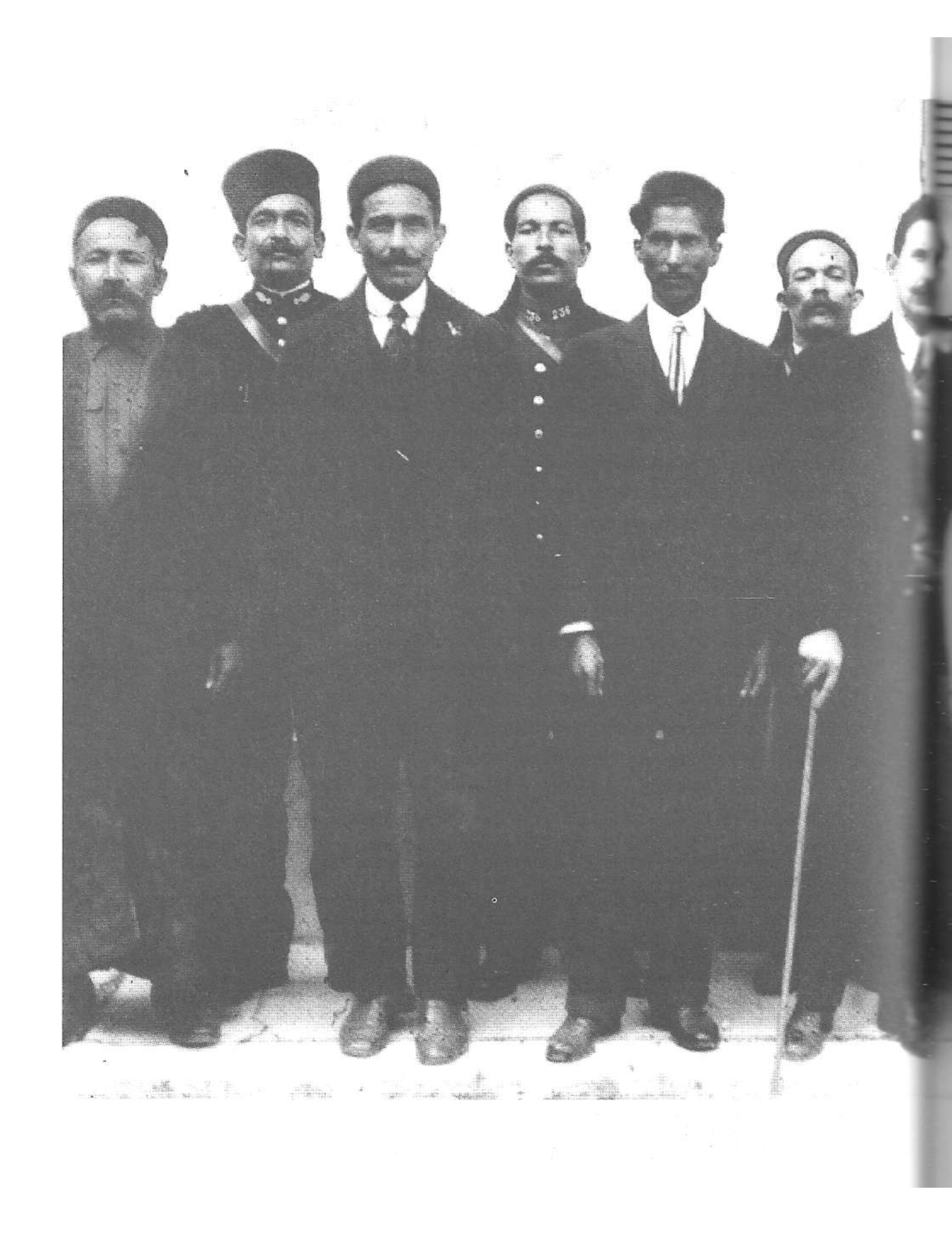

L'Action Tunisienne

Hebdomadaire du Parti Libéral Constitutionnaliste Tunisien

HABIB BOURGUIBA | 158, Rue Bab-Souika - TUNIS - Tél. : 75.00 | BAHRI GUIGA

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

Les naturalisés reconnaissent leur erreur et veulent la réparer

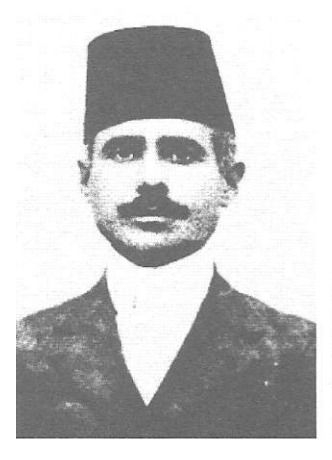




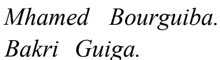
Novembre 1925.
Le procès des syndicalistes tunisiens accusés de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat.
A la sortie du Tribunal, de gauche à droite :
Mohamed Ghannouchi, Mokhtar Ayari, Mohamed Ali El-Hammi (Secrétaire général de la CGTT), Jean -Paul Finidori (militant communiste corse, directeur du journal L'Avenir Social/, *Mahmoud Kabadi, Ali Karoui.*
El-Hammi, Ayari et Finidori sont condamné à dix ans de bannissement, leurs trois coïnculpés à cinq ans.

Page 547 :
Notre femme dans la chariâa et la société *de Tahar Haddad, ouvrage de défense de la cause féminine, publié à compte d'auteur à Tunis en 1930.*

Page suivante :
Portrait de Tahar Sfar, étudiant à Paris en 1925. (Collection de M. Rachid Sfar).







Mhamed Bourguiba. Bakri Guiga.

dications, dans l'espoir de les rendre acceptables, n'est plus un pôle d'attraction pour une jeunesse ambitieuse.

Il est normal, dans ces conditions, que des jeunes militants de la cause patriotique lancent, le 1 novembre 1932, leur propre journal, *L'Action Tunisienne*, après avoir collaboré, durant deux années, à un autre journal, *La Voix du Tunisien.* Ces jeunes s'appellent Mahmoud Matéri, Mhamed et Habib Bourguiba, Bahri Guiga, Tahar Sfar, et leurs écrits obtiennent immédiatement un grand succès dans l'atmosphère d'effervescence patriotique qui régnait alors dans le pays, par les thèmes traités et le ton employé vis-à-vis de l'administration. Mais la Résidence Générale réagit vivement à l'agitation. Elle publie des « *décrets super-scélérats* » le 6 mai 1933 qui permettent de placer sous contrôle administratif toute personne jugée suspecte ou dangereuse et étendent aux journaux de langue française les sanctions déjà prévues contre les journaux de langue arabe par le décret du 27 avril 1933.

Le quotidien La *Voix* du Tunisien, *dirigé par Chadly Khairallah.* Sa *devise : « La défense des intérêts tunisiens ».* L'Action Tunisienne *reprendra le même mot d'ordre avant d'adopter le sous-titre de journal du « Part; libéral constitutionnaliste tunisien ».*

LA VOIX DU TUNISIEN

Quotidien de défense des intérêts tunisiens

LE SENS DE LA REMISE " SINE DIE "

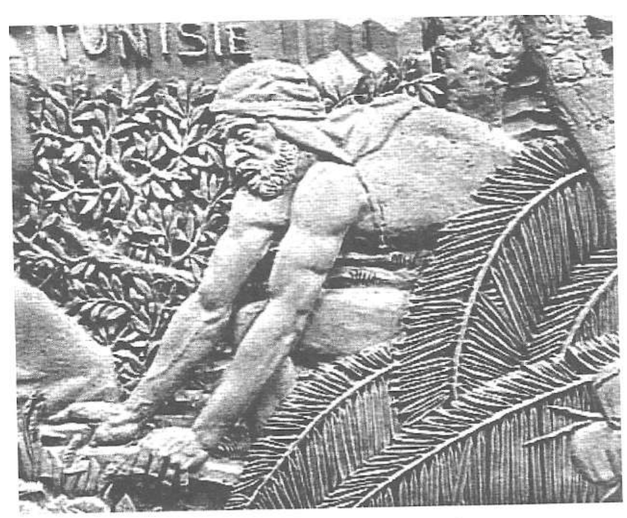


1931

CINQUANTE ANS DE PROTECTORAT

En 1930, la France célèbre un siècle de colonisation de l'Algérie. En 1931, elle célèbre le cinquantenaire du Protectorat imposé à la Tunisie. Il va de soi que l'événement n'est pas pris en considération de la même manière du côté tunisien et du côté français, surtout qu'il a été précédé par une manifestation religieuse œcuménique ***le Congrès Eucharistique,*** célébré à Carthage, en présence du représentant du Pape, pour fêter le retour de ***YAfrica*** à la Chrétienté. La France laïque ne se gêne pas d'invoquer la religion pour donner une dimension spirituelle au Protectorat !

Pour le côté français, il s'agit de cinquante ans de ***mission civilisatrice,*** de ***modernisation*** du pays et de



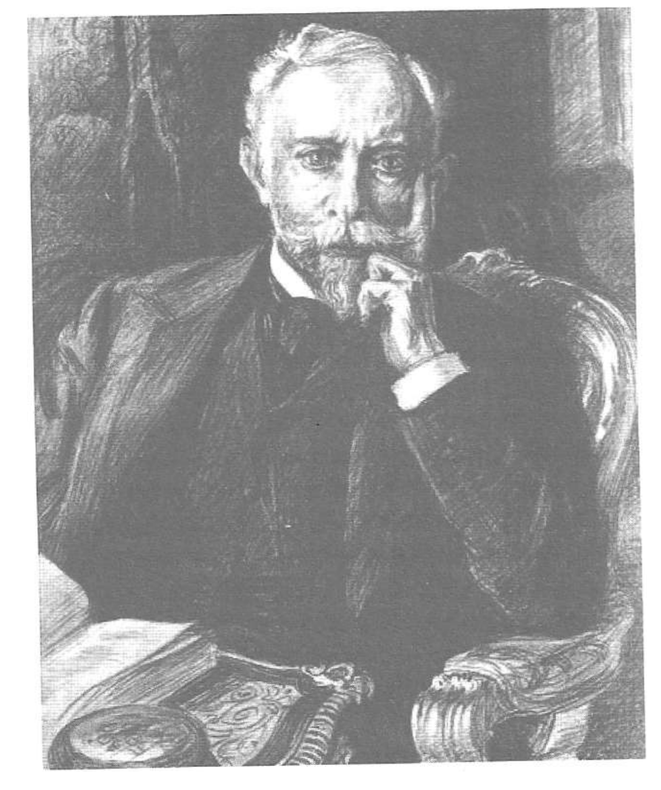
La Tunisie telle que représentée à l'exposition coloniale de 1931.

saine administration. Comment évaluer objectivement aujourd'hui cela ? Dans les paragraphes qui suivent nous allons passer en revue, chronolo giquement, les décisions prises durant cin quante années, dans les termes mêmes où elles étaient présentées par un défenseur du Protectorat. Il s'agit d'A. Pellegrin, auteur d'un livre déjà cité *$ Histoire de la Tunisie* publiée en 1948 (Editions de la Librairie Namura). Nous signalerons, au passage, les réactions tunisiennes.

Théodore Roustan, le premier *Ministre Résident de France* fait prendre au Bey, le 9 juin 1881, soit un mois après la signature du Traité du Bardo, un décret par lequel le Bey « *charge le Ministre-Résident de France à Tunis du rôle d'intermédiaire officiel et unique dans les rapports que les représentants des puissances amies, auprès de Nous, entretiendront à l'avenir avec Nous.* » Un décret du 10 novembre 1884 fait de ce haut fonctionnaire le dépositaire en Tunisie des pouvoirs du Gouvernement Français et, par une autre décision, il devient, le 23 juin 1885, *Résident Général.* Déjà ministre des Affaires étrangères du Bey, il préside le Conseil des Ministres, coiffe les commandants des armées, promulgue et rend exécutoires les lois tunisiennes prises sous forme de décrets beylicaux.

Médaille commémorant le cinquantenaire du protectorat et le voyage du Président Doumergue en Tunisie en avril 1931.

Le 4 avril 1883 est créé le poste de secrétaire général du Gouvernement Tunisien, confié à un haut fonctionnaire français, chargé de coordonner la préparation de tous les textes législatifs et réglementaires. Le 18 avril 1883, un décret beylical promulgue en Tunisie, la loi française du 27 mars 1883 organisant la Justice française en Tunisie et un autre décret fait relever les étrangers de cette justice, les soustrayant à la justice consu laire prévue par les accords de *Capitulations* qui les avaient déjà soustraits à la Justice tunisienne. Le



Le Résident général Paul Cambon. Dessin de P. Renouard.



NOTICE SUR LA TUNISIE

A L'USAGE DES ÉMIGRANTS

TUNIS

Notice sur la Tunisie, à l'usage des émigrants *français, publiée par la Direction de l'agriculture et du commerce, Tunis, J. Picard et Cie, 1897.*

8 juin 1883, Paul Cambon, successeur de Roustan depuis 1882, fait signer à Ali Bey, successeur de Sadok Bey (mort en octobre 1882) la *Convention de La Marsa.* Le Souverain tunisien cède par ce texte tous les pouvoirs restants à la France, s'engage à introduire toutes les réformes proposées par le Gouvernement Français et s'interdit de contracter tout emprunt, la gestion des dettes étant assurée par la puissance protectrice.

Le 4 octobre 1884, un décret organise les *Contrôles civils* au nombre de cinq, coiffant les *Caïdats* tunisiens. Ils se substituent aux bureaux militaires, sauf dans le Sud soumis au service des *Affaires Indigènes* des forces armées françaises.

Le 14 octobre 1884, un décret autorise les journaux à se publier en Tunisie.

Le premier juillet 1885 est promulguée, en Tunisie, une loi française permettant 1 immatriculation des terres devant le *Tribunal Mixte*, en vue de leur enregistrement dans la *Conservation foncière.* La loi a un vif succès auprès des colons parce qu'elle donne un caractère juridique à leur occupation de la terre. Il faut rappeler qu'en France même elle fut présentée comme inspirée de l'*Act Torrens* qui détermine, en Australie, le droit de propriété. Certains publicistes français n'ont pas manqué de fustiger ce recours à l'exemple australien qui considère le territoire colonisé comme terre sans propriétaire.

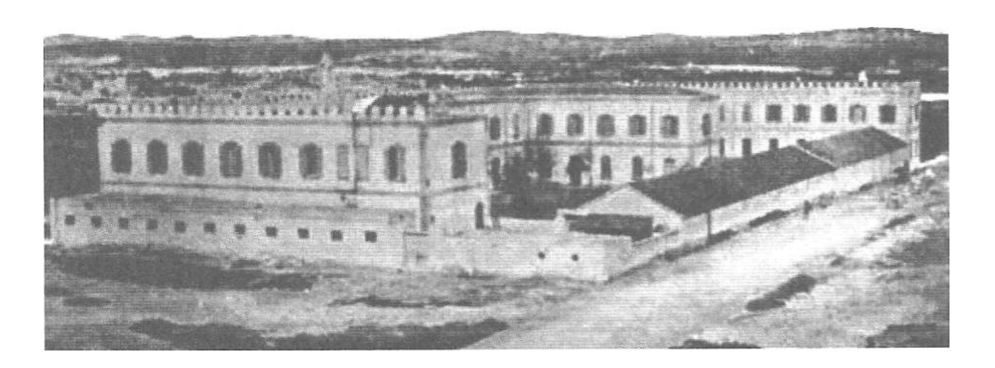
Par la loi du 19 juillet 1890, le Résident général Justin Massicault obtient, grâce aux interventions, en France, des représentants de la colonie française, un début d'union douanière qui favorise l'écoulement des produits tunisiens et notamment le vin.



Monument dressé à Bizerte en hommage au Résident général Justin Massicault.

Le 23 janvier 1891, une *Conférence Consultative* est créée auprès du Résident Général qui la préside, assisté des chefs de service. Elle comprend les représentants de la colonie française : les membres du bureau de la Chambre de commerce et leurs correspondants à Sousse et à Sfax, les vice-présidents des municipalités, les représentants du syndicat des viticulteurs et des associations agricoles

Le 8 fevrier 1892, un décret met à la disposition des planteurs les terres domaniales de la région de Sfax qui vont se couvrir d'une forêt d'oliviers, par le système de la *Mogharsa* (la complantation) où le dévolutaire du terrain à défricher engage, en lui fournissant quelques sommes d'argent, un *Mgharsi* (planteur) qui apporte



Le Lycée Carnot.
Carte postale, 1891.

travail, outillage et plants. Au bout de 15 à 16 ans, les oliviers étant devenus productifs, le dévolutaire -qui a bénéficié de l'octroi du terrain par l'administration- en cède la moitié pour rémunérer le ***Mgharsi*** (complanteur) qui s'est investi corps et biens.

En 1894, le collège religieux Saint-Charles, fondé, à la veille du Protectorat par le Cardinal Lavigerie, tenu par les Pères Blancs et transformé en lycée en 1889, prend le nom de Lycée Carnot. Il sera le lycée français le plus important et, jusqu'à la seconde guerre mondiale, les élèves du Collège Sadiki seront obligés de passer par ce lycée pour obtenir le baccalauréat afin d'accéder à l'enseignement supérieur, en France.

Le 28 mai 1894 a lieu l'inauguration du port de



Le nouveau port de Tunis accueille le Tisza, son premier navire.

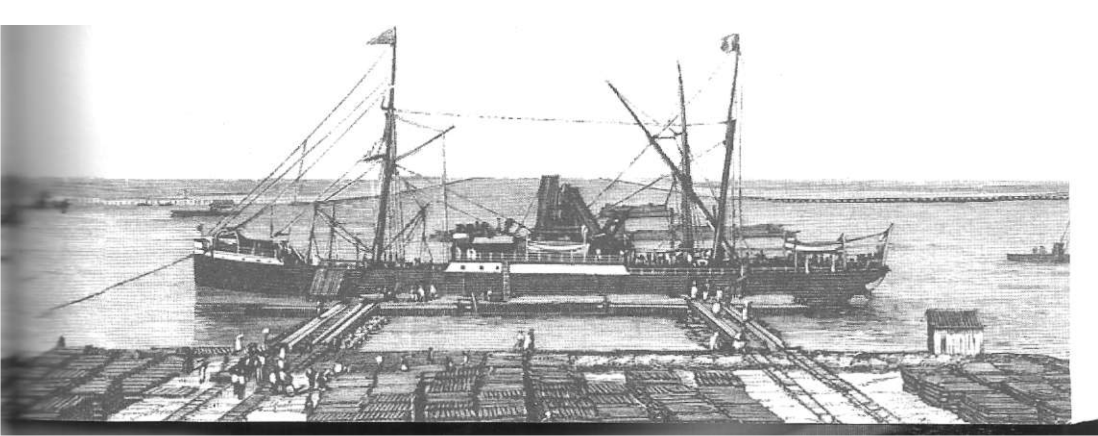


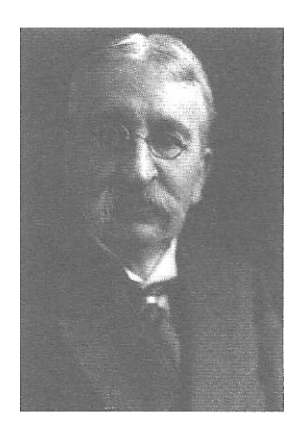
La maison du colon au Pont-du-Fahs.

iunis en présence de deux ministres venus de France : Guérin, Garde des Sceaux et Poincaré, alors ministre de l'Instruction Publique.

En 1896/1897, les gisements de phosphates, découverts dans la région de Gafsa en 1895, sont amodiés à une société française, en contre-partie de l'engagement de construire la voie ferrée Sfax-Gafsa et de payer une redevance calculée sur la production.

En 1902, le Résident Général Stéphen Pichon, installe une Chambre de Commerce française à Bizerte et, en 1906, il fait inaugurer les lignes de chemin de fer reliant Pont-du-Fahs à Kalâat-es-Senam et Sousse à Henchir-Souatir pour le transport des phosphates et des minerais.





Le Résident général Stephen Pichon

Le 2 janvier 1905, le Résident Général réforme la ***Conférence Consultative***, en faisant élire ses membres français au suffrage direct par des électeurs répartis en trois collèges, d'agriculteurs, de commerçants et de représentants des autres professions, soit une quarantaine de conseillers. Un décret du 2 fevrier 1907 y crée une ***section indigène*** de 16 membres ***désignés*** par le Gouvernement dont un israélite. Les réunions communes donnant lieu à des incidents de séances mettant aux prises les représentants des deux communautés et leurs chefs de file, le tunisien Abdeljelil Zaouche et le français de Carnières, le décret du 27 avril 1910 décide que les Conseillers se réuniront séparément en deux sections.

Au cours du mandat de Gabriel Alapetite, Résident Général de 1906 à 1918 « ***la fixation de petits colons français sur des lots de colonisation inaugure une politique méthodique de peuplement français*** », relève Pellegrin ***{op. cit.*** p. 185). C'est ce Résident qui eut à gérer les répercussions, en Tunisie, de l'occupation de la Libye par l'Italie, ainsi que les affaires du Djellaz et du tramway (1911/1912), et à décider l'exil des animateurs du courant des ***Jeunes Tunisiens.*** C'est aussi ce Résident qui rationalisa le recours aux représentants des ***grandes familles indigènes*** pour les charger des fonctions d'autorité exercées par les Tunisiens (Caïds, Khalifats, fonctionnaires de la Section d'Etat du Premier ministère, ministres et conseillers du Bey). Ils ne furent pas tous des collaborateurs zélés de l'administration coloniale, mais ils constituèrent une pépinière pour le Protectorat et contribuèrent à la division de l'aristocratie tunisienne jusqu'alors acquise en bloc au mouvement de libération nationale naissant.

La Grande Guerre de 1914/1918 voit la Tunisie, comme d'autres colonies, payer l'***impôt du sang.*** Ses soldats, recrutés de force, participèrent aux combats européens sur plusieurs fronts, et le territoire tunisien accueillit les blessés ainsi que les réfugiés de la Russie

Page de droite : Le Résident général Gabriel Alapetite et les tirailleurs tunisiens partant an feu.

Cinquième année. — N° 69. Le Numéro : 25 centimes. DIMANCHE 21 Mars 1915.

LE MIROIR

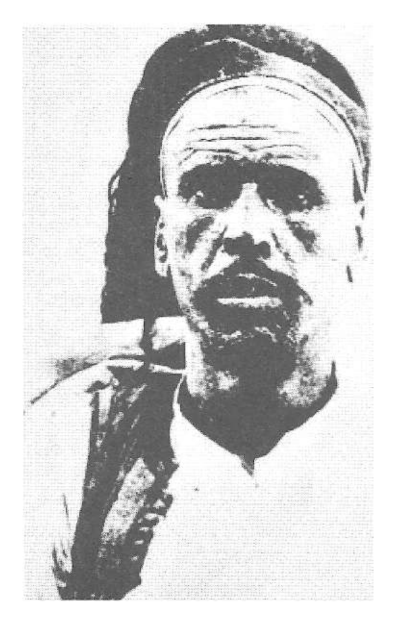
PUBLICATION HEBDOMADAIRE, 18, Rue d'Enghien, PARIS

LE MIROIR paie n'importe quel prix les documents photographiques relatifs à la guerre, présentant un intérêt particulier.



LE TEMOIGNAGE DE LOYALISME DES TURCOS DE TUNISIE PARTANT AU FEU
Des tirailleurs partant de Tunisie pour le front viennent de fournir une touchante preuve de leur loyalisme à M. Alapetite, résident général de France. En passant près de lui, tous lui donnaient un baiser sur l'épaule..

Blanche (la flotte du Général Wrangel dont 29 bateaux furent désarmés à Bizerte). C'est au cours de cette guerre que le sud du pays fut le théâtre, entre 1915 et 1917, de combats violents et répétés entre les insurgés, conduits, notamment, par Khelifa Ben Askar et les deux frères Ali et Haj Saïd Ben Abdellatif. Les contre-attaques furent conduites par les troupes françaises commandées par les généraux Véran et Alix et les colonels Le Bœuf (qui laissa son nom à un Bordj de la région de Rémada) et Trestournel. Cette insurrection mobilisa du côté français 15 000 hommes de troupes, et coûta 748 morts et 264 blessés. Ce ne fut donc pas une mince affaire.



Le chef des insurgés Koeîifii Ben Askar.

Le 13 juillet 1922 est promulguée la grande réforme instituant le ***Grand Conseil***, à la place de la Conférence consultative, les ***Conseils de Caïdats*** et les ***Conseils de Régions.*** Par décret du 10 novembre 1926, les fonctionnaires français du Protectorat obtiennent une majoration de 33% de leurs émoluments (le fameux ***tiers colonial).***

À Carthage, du 7 au 13 mai 1930, a lieu le ***Congrès Eucharistique international,*** sous la présidence du Cardinal Lépicier, légat du Pape. Salué par les Chrétiens comme un symbole du retour du Christ en terre d'Afrique, il est ressenti par les Tunisiens comme une nouvelle Croisade et une humiliation. Il va être un des éléments déterminants de la renaissance du mouvement de libération nationale, en sommeil depuis le milieu des années vingt. Ce qui aurait pu passer pour une rencontre islamo-chrétienne est devenu une provocation inacceptable. Le financement du Congrès par le budget tunisien et les défilés dans les rues des Jeunes Chrétiens en tenue de Croisés ne pouvaient que. choquer la population tunisienne. Pourtant, les organisateurs avaient pris soin de placer la manifesta-

Médaille cormmémorant la tenue du 3O Congrès eucharistique international à Carthage.



non sous l'égide du souverain Ahmed Bey et de faire participer au comité d'honneur des notabilités tunisiennes : les ***Cheikhs Ai-Islam*** malékite Ben Achour et hanéfite Bayram, le Premier ministre Bouhajeb, les ministres Lakhoua et Jallouli, et trois représentants tunisiens du Grand Conseil -Chenik, Ben Romdhane et Baccouche- ainsi que le maire de Tunis et le caïd de sa banlieue.



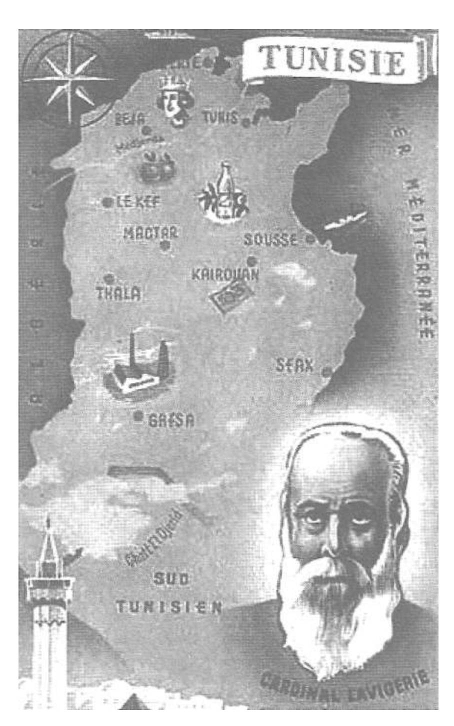
Ahmed Bey II.

Le bilan du cinquantenaire peut ainsi être évalué de façon contradictoire. Pour les Français, c'est la modernisation de la Tunisie, sa dotation d'une infrastructure ferroviaire, télégraphique, postale, portuaire et même aéronautique (la première liaison Antibes-Tunis est créée en novembre 1926). C'est la

T



Procession lors du Congrès eucharistique.



Carte postale coloniale associant la Tunisie au cardinal Lavigerie, mettant en relief la figure de Saint Louis, les oranges, l'huile d'olive, le tapis de Kairouan, les industries minières et un minaret. Résumé éloquent de la vision coloniale de la Tunisie.

Page de droite : Annonce vantant les conditions avantageuses pour voyager et s'établir en Tunisie.

mise en valeur des richesses minières et agricoles. C'est la bonne gouvernance des finances et le renouveau de l'administration. Pour les Tunisiens, c'est la confiscation des terres et leur distribution aux Français en lots de colonisation, au mépris du statut de biens inaliénables ***(Habous***), au mépris du statut des terres collectives appartenant à des tribus et au mépris des terres de parcours nécessaires dans les steppes à l'élevage. C'est la paupérisation des populations autochtones qui a fait l'objet d'une dénonciation par Béchir Sfar dès la fin du XIX[e] siècle devant le Résident général, dénonciation reprise et développée par le journal ***Le Tunisien,*** dix ans plus tard en 1907. C'est la promotion d'une économie captive du marché français soutenue par la création de structures politiques, économiques, bancaires et mutualistes en faveur des entreprises privées coloniales. Et, par-dessus tout, c'est la confiscation du pouvoir d'Etat au profit de la France. Lorsque l'élite tunisienne passe en revue les possibilités d'action pour améliorer le sort du peuple, elle découvre qu'elle ne dispose d'aucun levier de commande, à quelque niveau que ce soit. Les quelques améliorations réelles, sur le plan de la santé ou de l'éducation, le sont par des Résidents lucides et attentifs aux désirs de leurs administrés, mais ils furent en butte à l'hostilité grandissante et à l'agressivité d'une colonie française de plus en plus nombreuse et jamais satisfaite. Grâce aux moyens de pression qu'elle détient en Tunisie et à l'audience dont elle dispose en France cette colonie a fait échouer toutes les tentatives de réforme initiée par la Gauche ou par certains Proconsuls qui avaient compris ce qui se passait dans le pays.

COLONISATION DE LA TUNISIE

Billets à demi tarif

pour les émigrants français

sur les compagnies de chemins de fer et de transports maritimes

Cinq départs de bateaux par semaine de Marseille à Tunis

Trente six heures de traversée.

TERRES A VENDRE

à partir de cinquante francs l'hectare

Bizerte
Porto-Farina
Mateur
Djedeida
Tabarka
Béja
TUNIS
La Goulette
Soliman
Kelibia
Souk-el-Khemis
Medjez-el-Bab
Nebeul
Hammamet
Zaghouan
Le Kef
Enfidaville
Sousse
Monastir
Maktar
Kairouan
Mahedia
El-Djem
Kasserine
Fériana
Sfax
Gafsa
Gabès
Tozeur
Nefta
Zarzis
TUNISIE

propres
à la culture de la vigne,
de l'olivier,
des céréales,
à l'élevage des bœufs,
des moutons.

Cultures industrielles : lins, tabacs.
Cultures maraichères : primeurs,
oranges, citrons, cédrats, figues, dattes.

On traite au comptant et on livre immédiatement à l'acquéreur.

Récompenses obtenues par les vins tunisiens à l'Exposition Universelle de 1889: 1 diplôme d'honneur, 6 médailles d'or, 11 médailles d'argent - *Le phylloxera n'a pas pénétré en Tunisie* - Céréales exportées par la Tunisie en 1890: 1 071 290 quintaux - Huiles d'olives exportées par la Tunisie en 1890: 6 475 790 kilogs. - Bêtes bovines existant en Tunisie à la fin de 1890 : 193 396. - Moutons: 1 015 185.

Exploitation des forets de la Khroumirie: chênes liège, chênes zens, ecorces à tan, exploitation d'alfa.

Pêcheries de thons, de sardines, d'anchois, de poulpes, d'éponges.

Mines de fer, de plomb, de cuivre, de zinc. Puissants gisements de phosphates.

Pour les renseignements plus détaillés qu'on peut désirer, écrire à la

DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS ET DE L'AGRICULTURE A TUNIS.

1933

LE RENOUVEAU DU *DESTOUR*

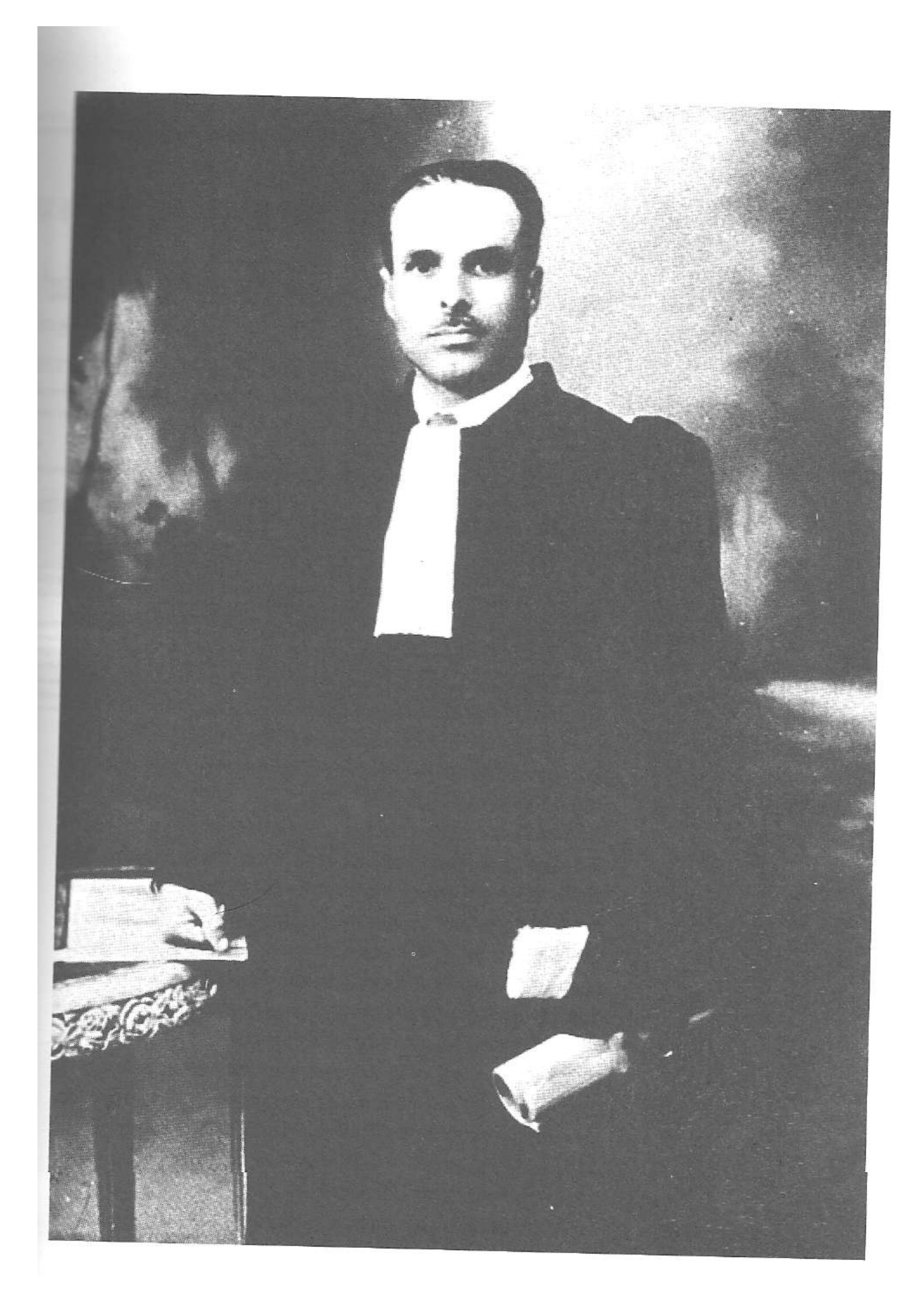
1934

LE *NÉO-DESTOUR*

Délégation de Monastiriens conduite par Habib Bourguiba, le 7 septembre 1933, venue présenter ses doléances au Bey au sujet de l'enterrement des naturalisés dans les cimetières musulmans.

Le parti du Destour, poussé par les jeunes membres de sa direction et par l'opinion publique, répond à la répression coloniale par la tenue, le 12 mai (anniversaire du Protectorat), d'un congrès extraordinaire connu sous le nom de ***Congrès de Nahj-El-Jebel*** (du nom de la rue de la médina de Tunis où il a eu lieu). Ce congrès décide d'adjoindre au ***Comité Exécutif*** du parti, toute Équipe de ***L'Action Tunisienne*** et adopte





Page précédente :
Le jeune Habib Bourguiba, avocat à Bab Souika à Tunis en 1931.

PREMIERE ANNEE — N° 1.

L'Action

Quotidien

ORGANE DE DÉFENSE

ABONNEMENTS

TUNISIE	3 mois, 15 fr. ; 6 mois, 30 fr. ; 1 an, 60 fr.
ETRANGER	3 mois, 30 fr. ; 6 mois, 60 fr. ; 1 an, 120 fr.
ETUDIANTS	3 mois, 12 fr. ; 6 mois, 20 fr. ; 1 an, 40 fr.

Le Budget tunisien

De tout temps, l'Etat, pour faciliter le développement des activités individuelles, a senti le besoin de prendre à sa charge un certain nombre de services d'intérêt général, que les particuliers, pour une raison ou une autre, étaient dans l'impossibilité d'assurer avec leurs propres moyens. Pour cela, l'Etat doit user de son pouvoir de contrainte pour [...] édicte que le Grand Conseil de Tunisie a des attributions *strictement budgétaires*, entendant par là qu'il doit examiner le budget présenté par le Gouvernement sans pouvoir s'immiscer dans la politique générale de ce dernier, nous ne pouvons retenir notre indignation devant une telle hypocrisie.

Malheureusement, en fait, il s'est [...]

L'Action

Fondée en cette période de CRISE, l'Action [...] aux efforts de ceux [...] misères.

Crise économique [...]

Crise morale [...] qui fait que la [...] tête de la naïveté et [...]

Crise politique [...] des faibles, des [...]

comme programme de « ***conduire le peuple tunisien jusqu'à la liberté »***.

Mais cette belle entente ne résiste pas neuf mois à l'épreuve des événements, tant il est vrai que trop de différences séparent les membres de la direction du parti. Les anciens sont, pour la plupart, issus de la bourgeoisie acclimatée à Tunis aux méthodes du pouvoir ; les nouveaux sont, en majorité, des jeunes trentenaires provinciaux, issus d'une formation européenne au cours de laquelle ils ont, à tout le moins, fréquenté les milieux de gauche en France. Les uns ont confiance dans une démarche favorisant le dialogue avec le pouvoir ; les autres croient aux vertus de la dénonciation publique des défauts du régime. Les uns comptent sur leur influence dans les milieux proches de l'autorité ; les autres comptent sur la mobilisation



25 CENTIMES — MARDI 1er NOVEMBRE 1932.

Tunisienne

...dépendant

... INTÉRÊTS TUNISIENS

Réedité par le Secrétariat d'État à l'Information et à l'Orientation à l'occasion du 33e anniversaire de l'Action Tunisienne.

SECRETARIAT DE LA REDACTION :

BECHIR MHEDHBI

...sienne

LA VOIX DU GUENILLARD

La Voix du Guenillard s'excuse auprès de ses bienveillants lecteurs de son long silence.

Heureuse et fière de la fin de l'éclipse, elle souhaite bon courage aux volontaires de valeur qui ont bien voulu l'accueillir et l'aider, et reprend de suite sa tâche quotidien-

Pourquoi ce silence soudain ? Et pourquoi aussi ce mot d'ordre, passé à tous les Contrôleurs Civils, d'avoir à inaugurer les conseils de région par le solennel démenti de toute mesure de protection, et l'infirmation officielle de tout projet de transaction.

« Le Budget tunisien », premier article retentissant de Bourguiba dans L'Action Tunisienne ***du mardi 1" novembre 1932.***

populaire. Le divorce s'annonce par deux incidents. Le premier est l'accord donné au Résident Général Marcel Peyrouton, arrivé en juillet 1933, par une délégation du ***Comité Exécutif*** du parti qu'il a conviée à s'entretenir avec lui, de rétablir l'ordre en attendant des réformes. Cet accord devait rester secret, mais Bahri Guiga, membre de cette délégation s'y oppose et le rend public. Le second incident est l'initiative prise par Habib Bourguiba de conduire, en septembre, une délégation de sa ville Monastir, venue présenter ses doléances au Bey en raison des violences de l'administration contre la population à l'occasion de l'enterrement des naturalisés dans le cimetière musulman. Pour le ***Comité exécutif*** une telle démarche aurait dû recevoir d'abord son aval. Le Comité décide alors d'exclure Bahri Guiga et d'adresser un blâme à Habib

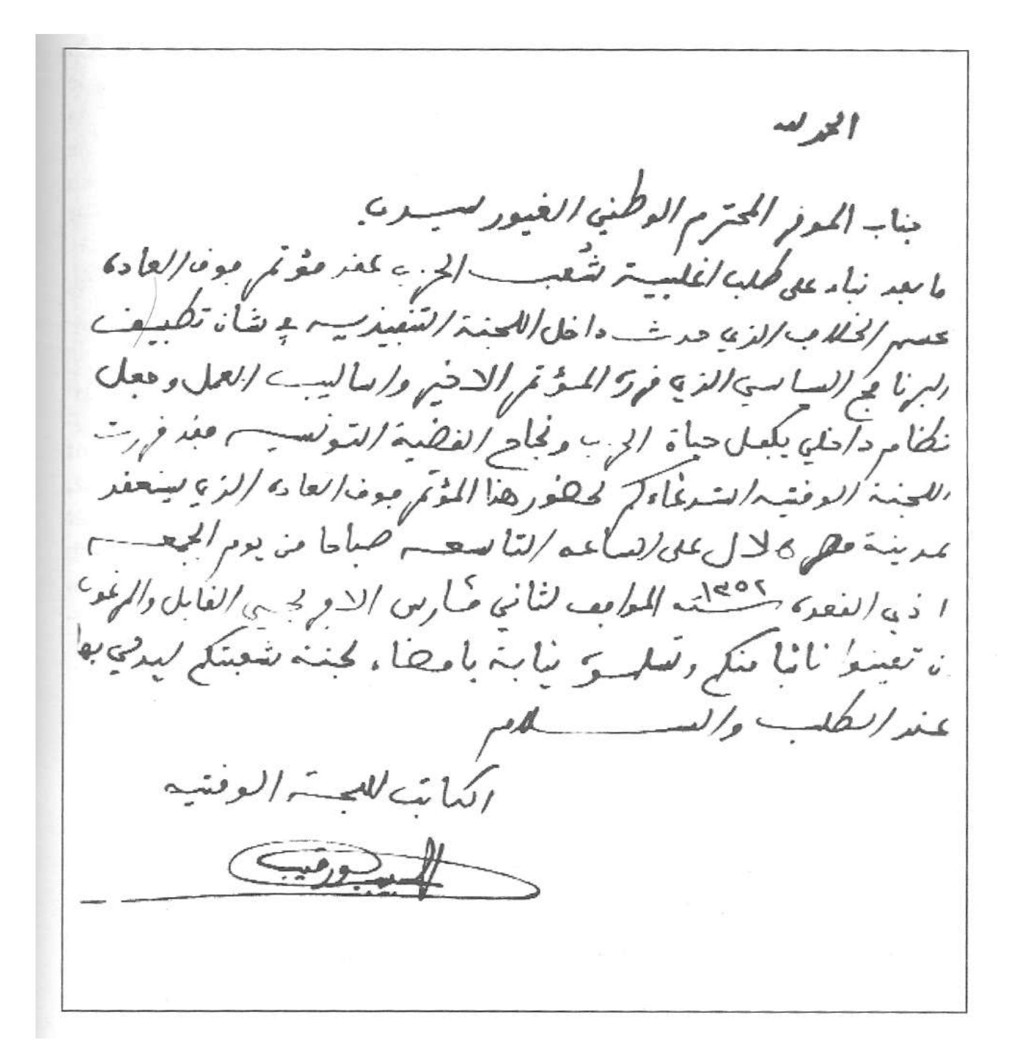


Délégués du Destour au congrès de Ksar Helal, 2 mars 1934.

Bourguiba qui y répond en démissionnant du Comité. C'en est trop pour les autres membres de la jeune équipe et de leurs supporteurs ; ils décident de recourir à l'arbitrage de la base du parti au cours d'un congrès. Devant le refus du Comité Exécutif, un comité provisoire dont le secrétaire est Habib Bourguiba convoque ce congrès en s'adressant à toutes les cellules (sections) du parti. Le lieu désigné est Ksar-Helal, au Sahel, région particulièrement sensible à la crise économique et bien encadrée par le Destour. Soixante cellules sur quatre-vingts répondent à l'appel, le 2 mars 1934. Le congrès dissout le ***Comité exécutif*** et lui substitue un ***Bureau Politique*** composé des rédacteurs de ***L'action Tunisienne.*** Il institue un Conseil national (***Majlis milli)*** de 19 membres représentatifs de toutes les régions et dont certains deviendront célèbres comme Youssef Rouissi et Hédi Chaker. Le ***Comité Exécutif*** réplique en convoquant un autre congrès à Tunis, le 27 avril 1934 (dit ***Congrès deNahj Gharnouta*** du nom de la rue où il s'est tenu). Ce congrès décide à son tour d'exclure du parti les membres du ***Bureau politique***, de considérer nul et non-avenu le Congrès

de Ksar-Helal et de confirmer son soutien à la vieille direction. Désormais, il y a deux *Destours,* l'un dirigé par un Comité Exécutif, et l'autre, par un Bureau Politique ; et l'habitude est vite prise de dire et d'écrire : le Vieux-Destour et le Néo-Destour. Mais l'histoire finit par pencher du côté du Néo-Destour, le plus actif, le plus suivi par une base de plus en plus élargie et encadrant tout le pays.

Bourguiba convoque les destouriens au congrès extraordinaire de Ksar Helal.



الحمد لله

جناب الموقر المحترم الوطني الغيور سيدي.

أما بعد بناء على طلب أغلبية شعب الحزب عقد مؤتمر فوق العادة
لحسم الخلاف الذي حدث داخل اللجنة التنفيذية في شأن تطبيق
البرنامج السياسي الذي قرره المؤتمر الأخير وأساليب العمل وجعل
نظام داخلي يكفل حياة الحزب ونجاح القضية التونسية فقد قررت
اللجنة الوقتية استدعاءكم لحضور هذا المؤتمر فوق العادة الذي سينعقد
بمدينة قصر هلال على الساعة التاسعة صباحا من يوم الجمعة
ا ذي القعدة سنة ١٣٥٢ الموافق لثاني مارس [illegible] القابل والرجو
أن تعينوا نائبا منكم وتسلموه نيابة بإمضاء لجنة شعبتكم ليدلي بها
عند الطلب والسلام

الكاتب للجنة الوقتية

الحبيب بورقيبة

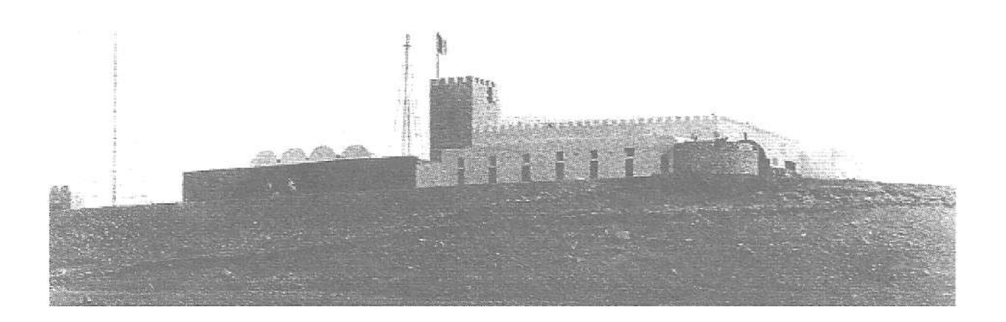
1938

L'AFFRONTEMENT

*Page de droite :
Ahmed Bey II et le nouveau Résident général Armand Guillon, succédant à Peyrouton, Nommé par le Font Populaire, il libère les nationalistes détenus mais déclare l'état de siège en avril 1938,*

Entre 1934 et 1937, le paysage politique change radicalement deux fois en Tunisie. L'administration du Protectorat ne se trompe pas d'adversaire : c'est bien le Néo-Destour qu'elle entend mater. En réponse à la multiplication des réunions publiques mobilisant une masse populaire en faveur des méthodes du nouveau parti (dès le 12 mars 1934 Habib Bourguiba a conduit une manifestation rassemblant des centaines de personnes à Tunis), la Résidence décide ***d'éloigner*** au Sud, en septembre, les membres de la direction de ce parti. Ils sont vite rejoints par de nouveaux militants fraîchement arrivés dans l'arène comme Salah Ben Youssef. Le séjour à Bordj-Le Bœuf constitue une première épreuve pour la cohésion du groupe et le commandant du camp, sur instruction de la Résidence Générale, cherche à jouer sur les différences de tempérament entre les internés. Mais en 1936, le Front Populaire gagne les élections en France, l'administration du Protectorat change de politique, les camps d'interrte-

Bordj-Le Bœuf



ment sont fermés, la nouvelle politique sociale française est étendue à la Tunisie (semaine de 40 heures, congés payés, etc.). Les internés de Bordj-Le bœuf sont libérés et, de part et d'autre, les partenaires tunisiens et français veulent bien croire à la possibilité d'un dialogue fructueux. Mais l'expérience échoue comme a échoué le Front populaire à rester au pouvoir (mars-avril 1938). Le nouveau changement d'orientation en France correspond à un changement de climat en Tunisie et la tension monte entre Tunisiens et autorités du Protectorat. Pellegrin .(*op. cit.)* signale dans ***Histoire de la Tunisie*** (p. 204, avec une erreur de date corrigée) que des grèves sont organisées un peu partout, de mars à août 1937 et que l'on « ***déplore de nombreux morts et blessés à***



Timbre-poste commémorant la détention de Bourguiba à Bordj-Le Bœuf et la création du Bureau Politique du Néo-Destour en 1934.

Les dirigeants du Néo-Destour au Congrès de la rue du Tribunal.



Metlaoui, Djerissa, Metline, etc.». Le Néo-Destour estime devoir tirer la leçon de l'expérience de dialogue avorté avec le Front Populaire et tient son congrès, du 30 octobre au 2 novembre 1937, au siège du parti dans la rue du Tribunal, à Tunis, avec la participation de sept cents délégués. On est bien loin de la soixantaine de délégués du congrès constitutif de 1934 ! Au cours de ce congrès, la personnalité de Habib Bourguiba qui s'est nettement imposée au cours de l'internement au



Sud et ensuite par une grande activité sur le terrain, marque de son empreinte les débats. Le congrès décide la poursuite de la lutte et la consolidation de la base du parti, car les épreuves à venir pourraient s'annoncer dures. En fait, le congrès s'est interrogé sur la nécessité de remplacer dans son programme le mot ***« Liberté*** » par le mot « ***Indépendance »***. Le président du parti, le docteur Matéri était pour la modération ; le secrétaire général Bourguiba était pour le durcisse-

L'Action Tunisienne

Hebdomadaire du Parti Libéral Constitutionnaliste Tunisien

HABIB BOURGUIBA

186, Rue Bab-Souika — TUNIS

Téléphone 75.00

BAHRI GUIGA

EST-CE LE RETOUR A LA DICTATURE ?

Poursuites contre « L'Action Tunisienne »

Resurrection des décrets scélérats sur la presse

Suppression de la liberté de réunion

Massacre de grévistes à Djerissa

Peuple Tunisien, sois sur tes gardes !

A PROPOS DES POURSUITES CONTRE

L'offensive continue

La une de l'hebdomadaire L'Action Tunisienne *du jeudi 22 juin 1937.*

Page de droite : Le leader nationaliste Ali Balhaouane.

Double page suivante : Suite aux événements sanglants, édition spéciale du 11 janvier 1938 de L'Avenir Social, *organe du Parti communiste de Tunisie.*

ment dans l'action non dans les termes et il opte pour une formulation ambiguë. Il est dit dans la motion de politique générale que le but que le parti « *s'assigne est, aujourd'hui comme hier, la libération du peuple tunisien de l'oppression politique et de l'exploitation économique* » et il appelle à une collaboration avec « *la France démocratique et libérale* ».

En vérité, l'ambiance n'était pas au compromis dans l'opinion publique. L'arrivée de nouveaux chefs de file nationalistes sur le terrain -Sliman Ben Sliman, Hédi Nouira, Mongi Slim, Ali (Allala) Balhaouane- donne une impulsion vigoureuse à l'action des masses. D'ailleurs le congrès a adjoint au Bureau politique deux nouveaux membres (Salah Ben Youssef et Sliman Ben Sliman). Il a étoffé le Conseil National en portant le nombre de ses membres de 19 à 29 pour une meilleure représentation des régions et y a fait entrer des personnalités marquantes telles que Youssef Rouissi (Jérid), Mongi Slim (Tunis), Hédi Nouira (Monastir),



PROLETAIRES ET PEUPLES OPPRIMÉS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-

l'Avenir S

ORGANE DU PARTI COMMUNI

ÉDITION SPÉCIALE 3eme ANNEE - N 60 - 25 RUE DE L ANCIENNE DOUANE — TUNIS —

Après Metlaoui. M'dilla. Djeriss

Les agents des "200 familles" co

Assez de S

Assez

Le Gouvernement doit

TOUTE LA PRESSE A ME

MARDI 11 JANVIER 1938

ocial

E DE TUNISIE

...ENTIMES — HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE SAMEDI

Plus que jamais il est nécessaire d'épurer les cadres de l'administration de la police et de l'armée qui cher-chent à faire haïr de notre peuple la France démocrati-que

...t Metline

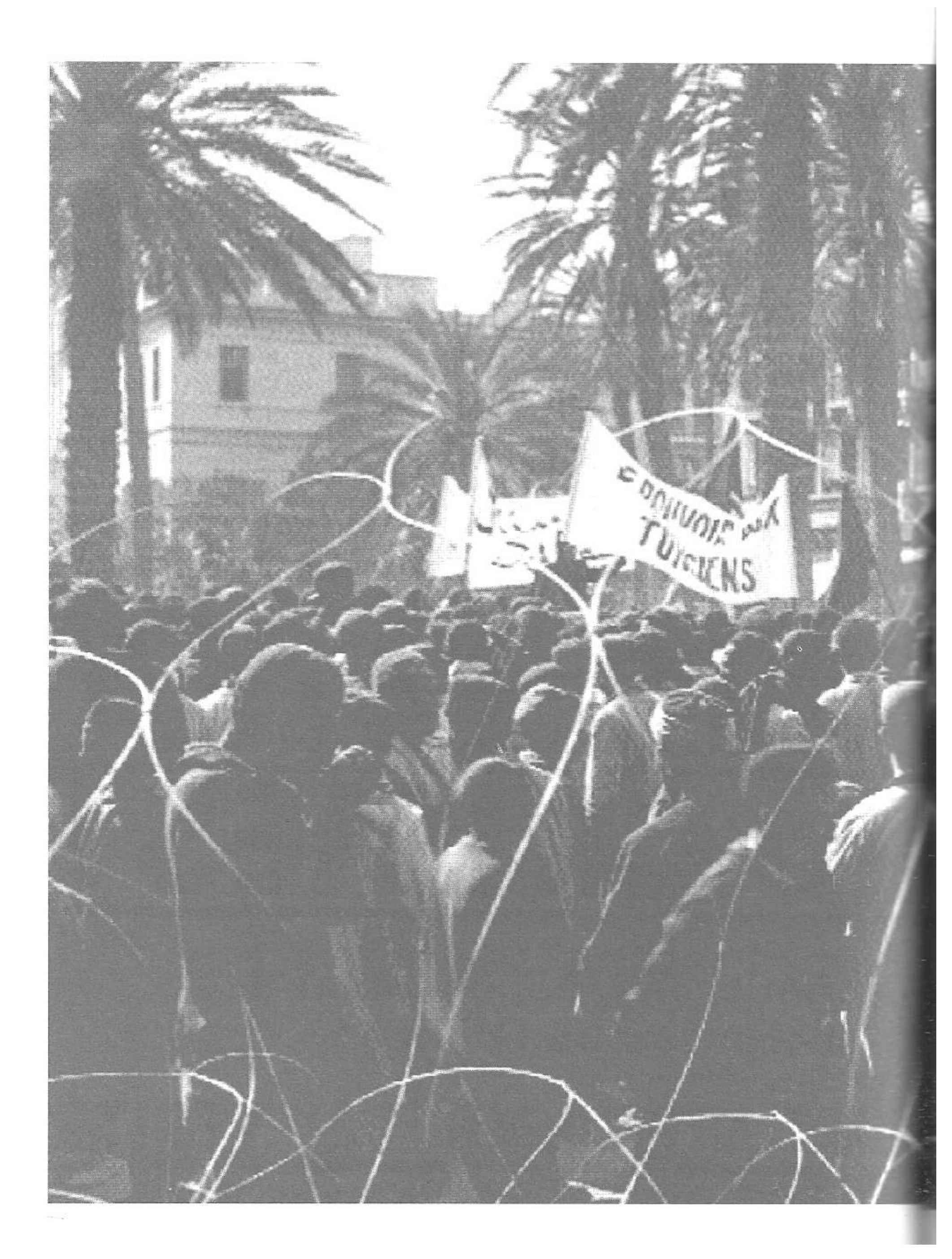
...inuent à **TUER** *les fils du peuple*

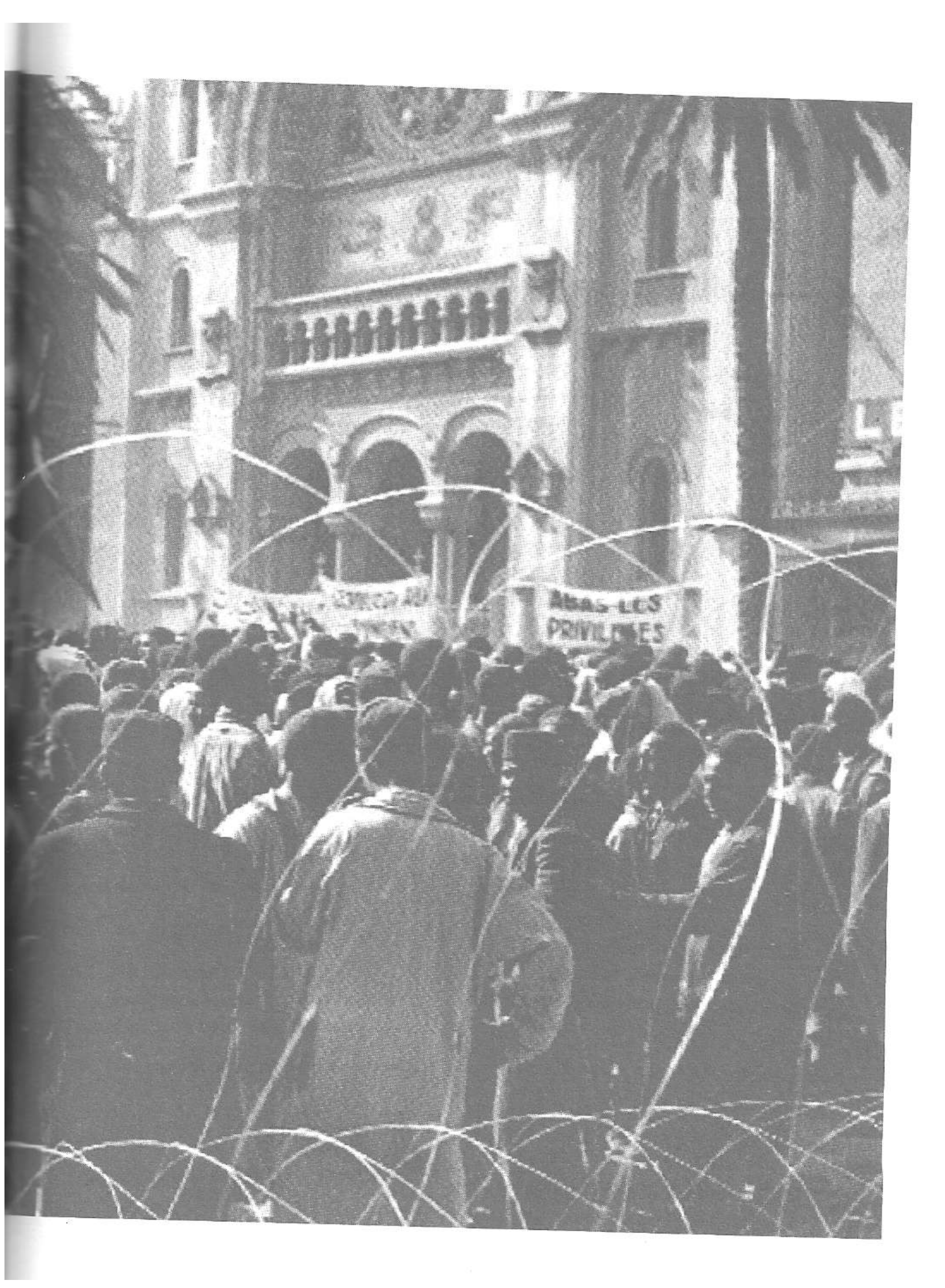
ANG !

de CRIMES !

- châtier les responsables !
- libérer les innocents !

TI ET DEFORME LA VERITÉ


POUVOIR AUX
TUNISIENS


ABAS-LES



Belgacem Gnaoui, leader de la CGTT.

Hédi Chaker (Sfax). Matéri, opposé au durcissement des positions du Néo-Destour, démissionne de la présidence du parti en décembre 1937. Dans cette ambiance, la Tunisie qui connaît un renouveau syndical depuis la création d'une seconde ***Confédération des Travailleurs Tunisiens*** en juin 1937, voie le chef de cette centrale, Belgacem Gnaoui, écarté au profit de Hédi Nouira, au cours d'un congrès extraordinaire tenu le 29 janvier 1938. L'administration coloniale répond aux grèves et à « l'agitation » par des arrestations qui se succèdent jusqu'aux grandes manifestations d'avril 1938. Le bilan de l'affrontement sanglant du 9 avril est de 22 tués, d'une centaine de blessés et l'arrestation de tous les chefs nationalistes encore en liberté ainsi que de tous les adhérents du Néo-

EDITION SPECIALE

L'Action Tunisienne

Hebdomadaire du Parti Libéral Constitutionnaliste Tunisien

136, Rue Bab-Souika — TUNIS

Téléphone 75.00

LE SANG TUNISIEN A ENCORE COULE

LA POLICE TIRE SUR UN CORTEGE

qui allait porter au Contrôle Civil un ordre du jour de protestation contre le bannissement, par mesure administrative, de notre camarade Hassen Nouri refoulé mardi dernier sur l'Algérie, à sa sortie de prison où il venait de purger une peine de deux mois

Résultat : six morts, une vingtaine de blessés et une grave tension dans les esprits

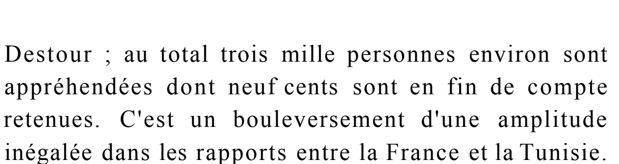
Habib Bougueita et Boubaker Bakir sont arrêtés immédiatement après les obsèques des victimes

Avant l'irréparable

LA VERITE SUR LA TRAGEDIE DE BIZERTE



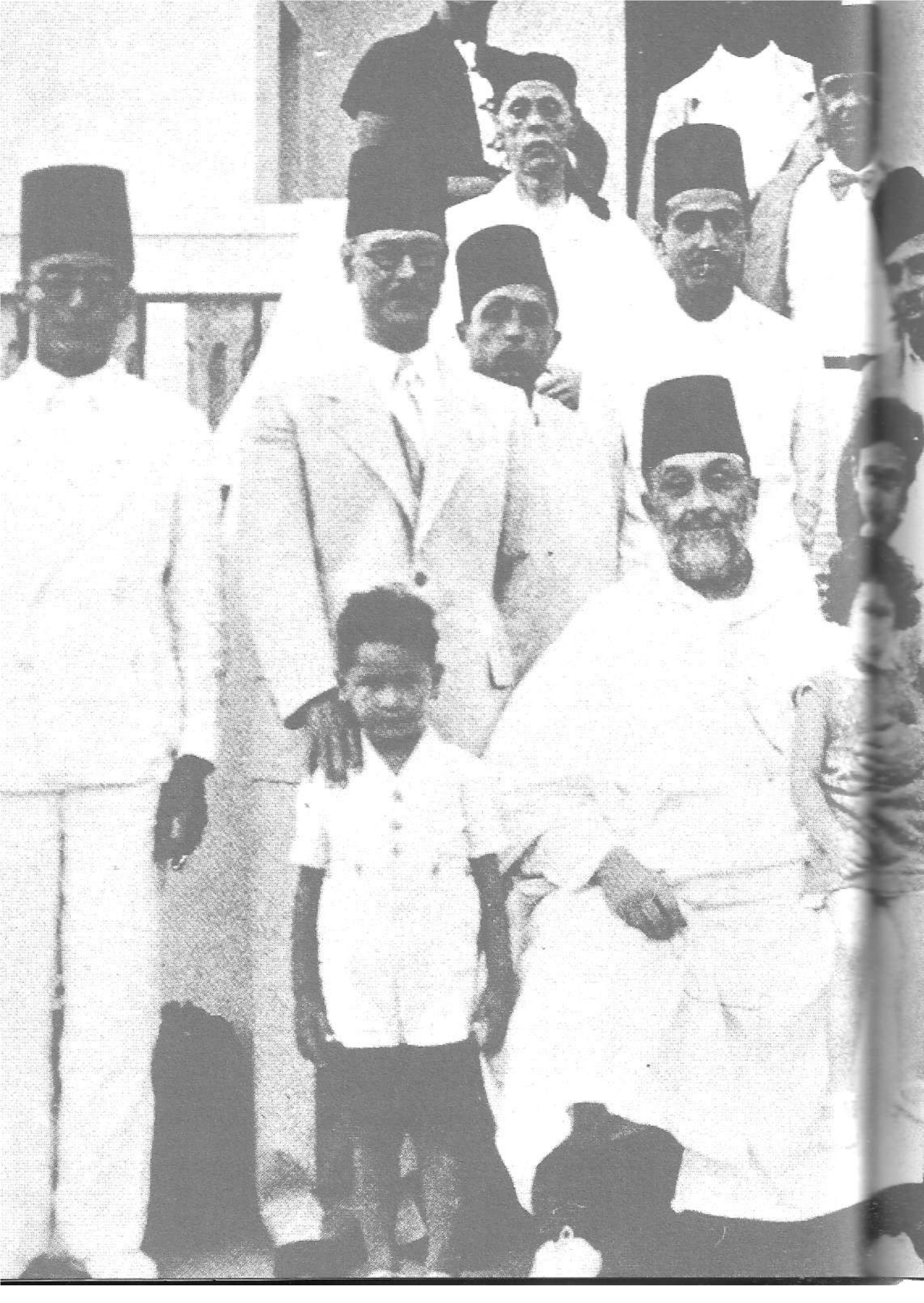
Carte d'adhésion à la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT).

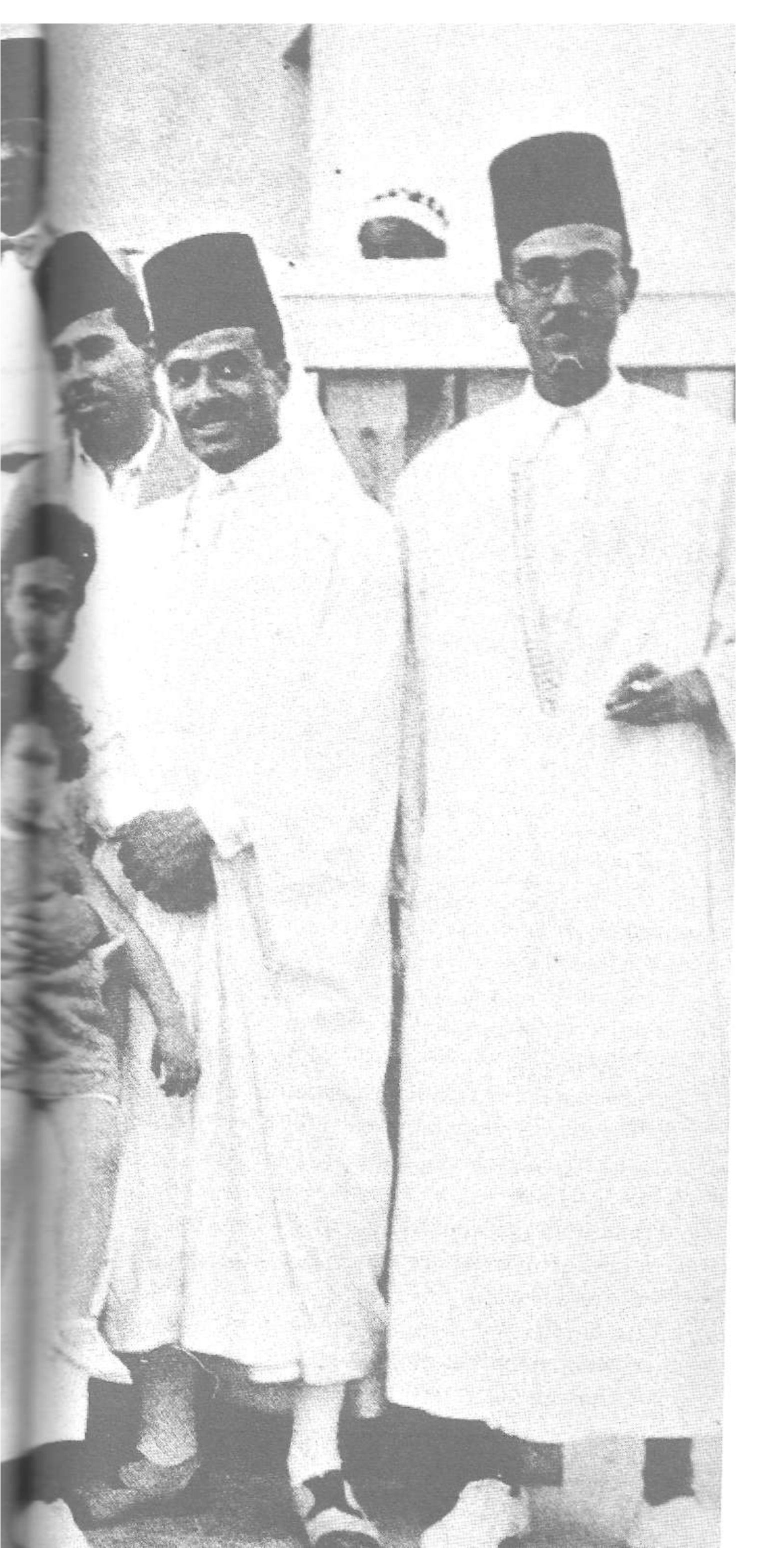


Page de gauche : Edition spéciale de L'Action Tunisienne.

Double page précédente : Le 9 avril 1938, les manifestants au centre de Tunis sur la place séparant la Cathédrale Saint-Vincent de Paul de la Résidence. Ils réclament « Un parlement tunisien » et « Le pouvoir aux Tunisiens ». Photographie de Victor Sebag.

Destour ; au total trois mille personnes environ sont appréhendées dont neuf cents sont en fin de compte retenues. C'est un bouleversement d'une amplitude inégalée dans les rapports entre la France et la Tunisie.





Le ***leader*** *du Vieux* ***Destour, Abdelaziz Thâalbi, rentré d'exil en juillet 1937.*** *Il* ***est*** *ntouré* ***de Salah Ben Youssef, Mahmoud Matéri... et de l'enfant Habib Bourguiba Jr, Habib Bourguiba et Bahri Guiga. Il échouera à réunir les deux ailes du Destour.***

LA GUERRE ET LA TUNISIE

j

1940

VICHY ET UN PROTECTORAT ILLUSOIRE



L'histoire de la Tunisie de 1938 à 1943, se lit sur plusieurs plans : celui du sort des dirigeants emprisonnés, et Bourguiba apparaissant, après la démission du Dr. Matéri, comme le vrai chef du mouvement nationaliste (c'est d'ailleurs durant cette période que le peuple lui donne le titre de ***Combattant Suprême)*** ; celui du sort du Néo-Destour en l'absence de ses premiers animateurs ; celui de la politique de l'Etat de Vichy et de la France Libre ; et enfin, celui du sort du souverain tunisien, Moncef Bey. L'historien est obligé d'observer l'évolution de la situation sur tous ces plans en même temps. Suivre le déroulement des événements sur un seul de ces plans, c'est amputer l'histoire de ses éléments interactifs et s'exposer à mal comprendre la suite.

LA TUNISIE EN DEUIL

S. A. SIDI AHMED PACHA BEY EST DECEDE HIER MATIN

Les funérailles du regretté Souverain auront lieu ce matin à 10 heures



La Dépêche Tunisienne

HIER SOIR AU PALAIS DU BARDO

S. A. SIDI MONCEF PACHA BEY

A ETE SOLENNELLEMENT INVESTI DE SA DIGNITE PAR L'AMIRAL ESTEVA, Résident Général



L'investiture du nouveau Souverain

discours de l'Amiral Esteva

Résident Général



A la une de La Dépêche Tunisienne, ***du 20 juin 1942, Moncef Bey succède à Ahmed bey II.***

Les manifestations d'avril 1938 avaient mis en avant le désir de liberté et d'autodétermination exprimé avec force par la revendication d'un « ***Parlement tunisien*** ». Le débat reste ouvert de savoir si, le 9 avril, c'est le Néo-Destour ou les autorités françaises qui ont cherché à pousser l'affrontement jusqu'au sang ou bien si tout cela était fortuit. Toujours est-il que la réaction française s'est traduite par une répression sévère. Le parquet du tribunal militaire chargé de l'affaire va s'employer, durant trois mois, à distinguer les personnes contre lesquelles un délit précis pouvait être retenu de celles qui ne sont que suspectes. Ces « ***suspects*** » (c'est ainsi qu'ils ont été appelés à l'époque), sont remis en liberté. Les autres sont classés par cas de responsabilité directe ou collective. Plusieurs affaires sont dissociées les unes des autres. La longue instruction commence avec Bourguiba et les principaux accusés et se prolonge plus d'un an jusqu'au mois de mai 1939. Le

Page de gauche : Timbre de l'armée allemande en Ajrique du Nord.

N° 10
81300 | Nom et prénoms : Habib b. Ali b. Hadj Moh. Bourguiba
Surnoms et pseudonymes :
Né le 3-8-0. 1903 à Monastir
Fils de f. Ali et de f. Fathouma b. Hadj Ahmed Khefacha
Profession : Avocat au Barreau de Tunis Motif de la détention : C.J.
Dossier N° :

Arrestations constatées

C.J. 23 JUIL 1937

P.M. 1772 - 13-4-38.
Provocation haine raciale, excitation de la population à enfreindre la loi du pays. Provocation directe soit au vol, soit au crime de meurtre, de pillage et d'incendie, provocation ayant pour but d'empêcher ou de retarder le départ des jeunes soldats, soit de détourner de leurs obligations militaires ceux qui n'étant pas encore appelés sous les drapeaux sont néanmoins destinés à y être appelés par application de la loi militaire.

Renseignements divers

Dr domicile : 158 Rue Bab Souikha
Nom du Cheik :
Sce militaire :
Célibataire ou marié à Lorain Mathilde

MAIN GAUCHE : Impression successive et roulée des doigts :
Auriculaire Annulaire Médius Index Pouce

Fiche de 162x... à classer alphabétiquement pour les sujets photographiés. Mod. 196

Fiche ***signalétique et dactylo s copique de Bourguiba (détail).***

juge d'instruction auprès du tribunal militaire, Guérin du Cayla, fait passer tous les dirigeants devant lui. Matéri, Sfar, Thâalbi, Noômane, et d'autres moins connus, se désolidarisent de l'action violente dont la responsabilité se retrouve reportée, par l'instruction, sur Bourguiba et 19 compagnons. Les inculpés appartiennent, sauf deux ou trois, à la nouvelle vague des

activistes avec une moyenne d âge de trente ans (Ben Slimane, Rouissi, Slim, Belhaouane, Ben Youssef, Nouira, Bougatfa, Chaker, Jrad, Zlitni, Laouiti). Dans un ouvrage de 866 pages, Ahmed Khaled a rassemblé les rapports du 2e Bureau de l'état-major des Forces armées françaises, entre 1937 et 1940. Ces rapports étaient des notes confidentielles rédigées au jour le jour avec ce que cela implique de précisions et d'erreurs. Il se dégage de ces documents confidentiels (publiés à Tunis, par la STD, en décembre 1983), que passée une période de quelques mois où le calme a

Parmi les 19 inculpés, représentatifs d'une nouvelle génération de militants, on compte, de gauche à droite et de haut en bas : Hédi Nouira, Mongi Slim, Slimane Ben Slimane, Habib Bougatfa, Hédi Chaker, Youssef Rouissi.



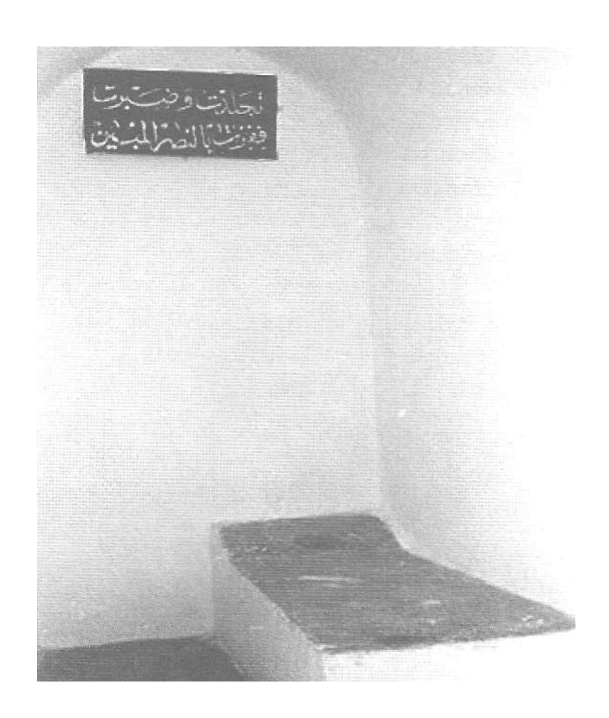


Le 16 décembre 1938, manifestation à Milan réclamant le rattachement de la Tunisie à l'Italie.

régné, ***"l'agitation"*** néo-destourienne a repris partout, sous forme de tracts, de sabotages de lignes télégraphiques, de reconstitution de cellules dissoutes du parti, de contacts avec les nationalistes algériens et les réfugiés tripolitains fuyant les menées italiennes. Nous apprenons également de ces documents que les autorités françaises suivaient avec attention les agissements, en Libye, de l'Italie qui ne cachait pas son ambition de prendre le contrôle de la Tunisie.

En vérité, en reprenant l'histoire du mouvement de libération nationale avec quelque recul, l'on constate que le Néo-Destour est passé par différentes phases après le 9 avril 1938. À la suite de la première vague d'arrestations, le calme a régné parce qu'il n'y avait plus de candidats au sacrifice. Mais dès la libération des ***« suspects »***, certains d'entre eux -Bahi Ladgham (27 ans), Hédi Saïdi (32 ans), Mohamed Ben Othman (30

ans), Hassouna El-Karoui (27 ans), Mabrouk Abdessemad (20 ans ?)- se sont remis au travail et ont recommencé à constituer des cellules d'action directe. Leur action se retrouve précisée dans un autre document français, l'ouvrage confidentiel de Roger Casemajor, *L'action nationaliste en Tunisie,* imprimé en 200 exemplaires numérotés et destinés aux hauts responsables du Protectorat. Cet ouvrage récapitule tous les renseignements concernant les militants fichés et leurs activités publiques ou clandestines. Ces actions de résistance créent une image qui va renforcer l'importance du Néo-Destour : le Parti ne peut être décapité, car, après l'arrestation des membres d'un Bureau politique, un autre prend sa place. Ainsi apparaissent des tracts signés « *Cinquième Bureau Politique* » dont les membres -Bahi Ladgham, Hédi Saïdi, le vieux Hédi Khefacha et le jeune Ahmed Khabthani (23 ans)- sont arrêtés. Après un intermède, se constitue un *Septième Bureau* avec Rachid Driss, Hassine Triki, Slaheddine Bouchoucha, Belhassine Jrad, Youssef Ben Achour, qui sont à leur tour arrêtés. Le système donne de si bons résultats pour le moral de la population que les autorités relèvent, un jour, des tracts et des affiches signés *Dixième Bureau Politique.* Enquête faite, elles découvrent qu'il s'agit d'une seule personne, un militant algérien, qui appelle ses concitoyens à la désobéissance civile et à la désertion. C'est ainsi que s'est imposée aux premières lignes de la lutte la génération des militants âgés de 25 à 30 ans. Tous les activistes n'obéissant pas, nécessairement, à des ordres de la direction du parti, l'initiative privée joue son rôle. Une équipe autonome, comprenant des Jerbiens de Tunis -Béchir Zargayoune, Amor Ben Hamida, Mohamed Ben Amara- est arrêtée, au cours de l'été 1939, après des sabotages et des distributions de tracts. L'instruction leur adjoint Hédi Saïdi et les fait condamner à mort, condamnation changée, après recours, en travaux forcés à perpétuité.



La cellule occupée par Bourguiba à la prison militaire de Téboursouk.

Une fois l'instruction concernant Bourguiba et ses compagnons d'infortune close, les inculpés sont transférés, de chez les militaires à la prison civile de Tunis, puis à Téboursouk, puis au Sud, avant d'être envoyés en France, en 1940, parce que l'arrêt de la Cour de Cassation les défère devant le tribunal militaire de Marseille. Treize des inculpés sont mis en résidence forcée à Trets (Bouches-du Rhône) ; les sept autres sont incarcérés au Haut Fort-Saint-Nicolas, dans des conditions difficiles. Durant leur emprisonnement en Tunisie, ils n'ont pas cessé d'être en contact, par l'intermédiaire de leurs avocats, avec les dirigeants clandestins du mouvement. Certains de ceux-ci ont, d'ailleurs, été, à leur tour, arrêtés et jugés. Bahi Ladgham a été envoyé purger sa peine à Lambèze en Algérie ; Thameur, Driss, Triki, entre autres, iront occuper la place laissée libre à la prison civile, jusqu'à la fin de novembre 1942.

Page de droite : La cour du Haut-Fort Saint-Nicolas à Marseille, prison où furent incarcéré* Bourguiba et ses compagnons.

Habib Thameur, médecin, militant discret utilisant son cabinet comme base, peu loquace mais méthodique, a marqué d'une grande empreinte l'activité nationaliste entre 1939 et 1943. Par deux fois, il a dirigé le Néo-Destour clandestin, à partir de 1940. Il est arrêté en janvier 1941 et condamné, en fevrier 1942, à 20 ans de travaux forcés. Libéré le premier décembre 1942, après une grève de la faim en juillet et une révolte des prisonniers de la prison civile, il a repris en main le Néo-Destour comme président et en a reconstitué les cellules, l'une après l'autre, partout où il a pu se rendre. N' aimant pas faire des discours, il se fait accompagner d'un étudiant de la Zitouna, Mahmoud Charchour, qui prononce les harangues à sa place ! Rachid Driss et Hassine Triki, condamnés et libérés en même temps que Thameur, ayant lancé un quotidien, ***Ifriqiya Al-Fatat,*** le 2 janvier 1943, Habib Thameur le leur confis-

Le Dr. Habib Thameur.





L'armée allemande traverse l'avenue de France à Tunis, 1943.

Page de droite en haut : De nombreux juifs furent contraints au travail obligatoire, Archives Fédérales, décembre 1942. De quel droit le régime de Pétain a-t-il pu étendre à la Tunisie /es lois raciales du gouvernement de Vichy ?

que, une semaine après, estimant que le parti doit parler d'une seule voix. Le journal devient, ainsi, l'organe officiel du Néo-Destour, réclamant la libération des chefs emprisonnés et développant les revendications tunisiennes. A noter que le journal donne comme titres à Habib Bourguiba celui de ***Combattant Suprême*** et à Habib Thameur celui de Président du Parti. Rachid Driss et Hassine Triki lancent un autre journal, ***Ach-Chabab.*** C'est au cours de cette période que Habib Bourguiba, libéré des prisons françaises et emmené en Italie, adresse une lettre à Habib Thameur le mettant en garde contre toute erreur de jugement entraînant une collaboration avec les Forces de l'Axe germano-italien.

Il faut dire que l'occupation par les Allemands de la France, en juin 1940, et de la Tunisie, en novembre 1942, posait un problème juridique ardu. Le Protectorat est-il encore valable ? Le régime de Vichy

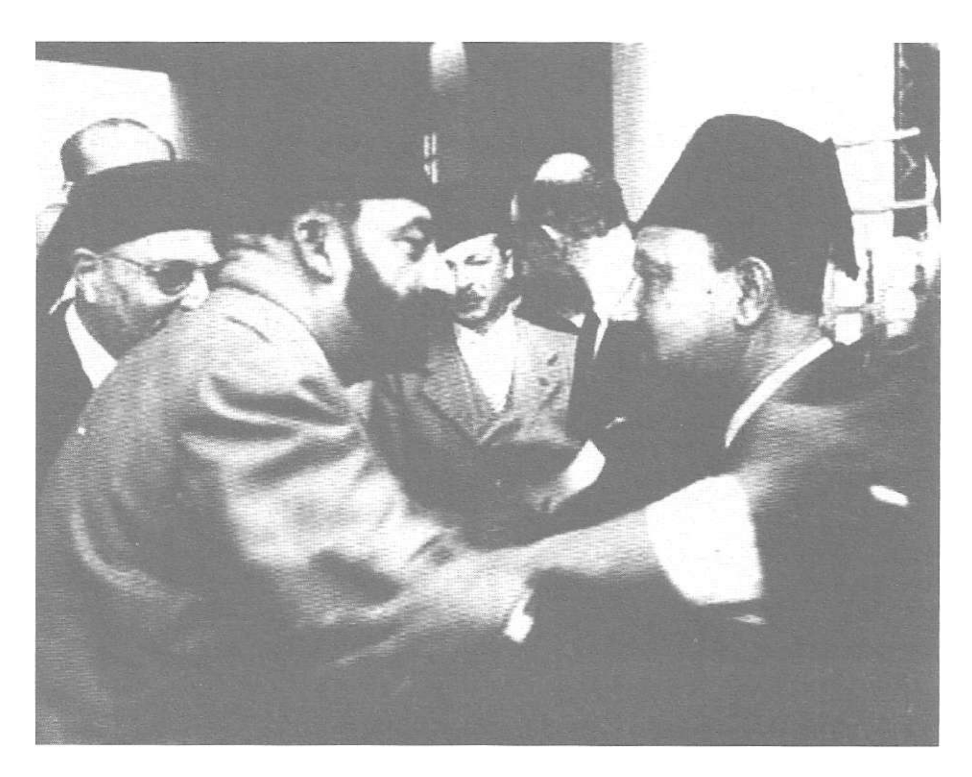


ayant supplanté la Troisième République française a-t-il le droit d'étendre à la Tunisie les lois vichystes, notamment en ce qui concerne les Juifs français et ***tunisiens*** ? D'autres part, à qui doit répondre le Bey : aux autorités occupantes (allemandes), à celles du Protectorat (vichystes obéissant aux Allemands) ou à celles de la ***France libre*** quand les Alliés anglo-américains débarqués au Maroc et en Algérie en novembre 1942 entrent, à leur tour, en Tunisie, en avril-mai 1943 ? Ce sont là des questions que se posent les nationalistes et la cour du Bey Moncef. Il faut rappeler que la Tunisie, par l'arrivée des Allemands s'est trouvée coupée en deux. À l'Est d'une ligne qui va de la région de Béja jusqu'à Gafsa, c'est une armée allemande sous les ordres du Général Nehring, puis du Général Von Arnim, qui occupe le terrain pour sécuriser la retraite de ***l'Afrika Corps*** du maréchal Rommel, remontant d'Egypte et de Libye en direction de l'Italie. À l'Ouest

AVIS

A LA

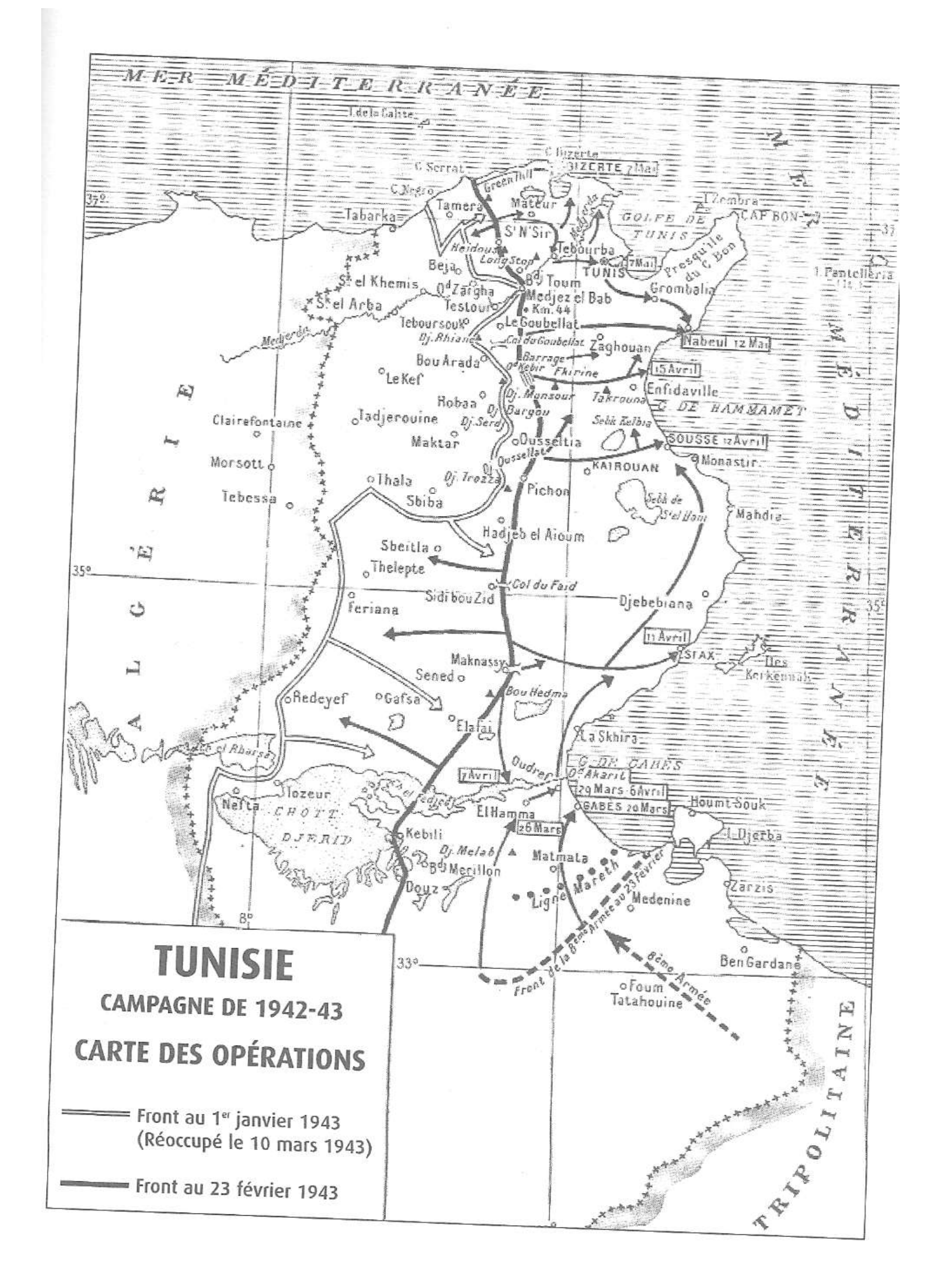
Population Israélite



Moncef Bey et son Premier ministre Mhamed Chém :

Page précéden te en bas : « Avis à la population Israélite », leur imposant de «fournir un contingent important de travailleurs qui seront employés à des travaux de terrassement », conformément « aux termes du décret du 12 mars 1942. »

de cette ligne, ce sont les forces françaises de Tunisie regroupées par le Général Barré, qui se sont rangées sous les ordres de l'Etat-major d'Alger et du Général Juin. L'amiral Darlan, ayant rompu avec Vichy, et s'étant installé à Alger, a confié au Général Giraud le commandement en chef de toute l'Afrique du Nord, et celui-ci a pris le Général Juin dans son équipe. La marine française, stationnée à Bizerte et commandée par l'amiral Derrien, s'est soumise à l'injonction allemande et s'est laissé désarmer. Moncef Bey qui a accédé au trône le 19 juin 1942 s'est fait entourer de conseillers de qualité en constituant un ministère présidé par Mhamed Chénik (vice-président du Grand Conseil) et comprenant des célébrités comme Mahmoud Matéri (ancien président du Néo-Destour), Salah Farhat (secrétaire général du Vieux-

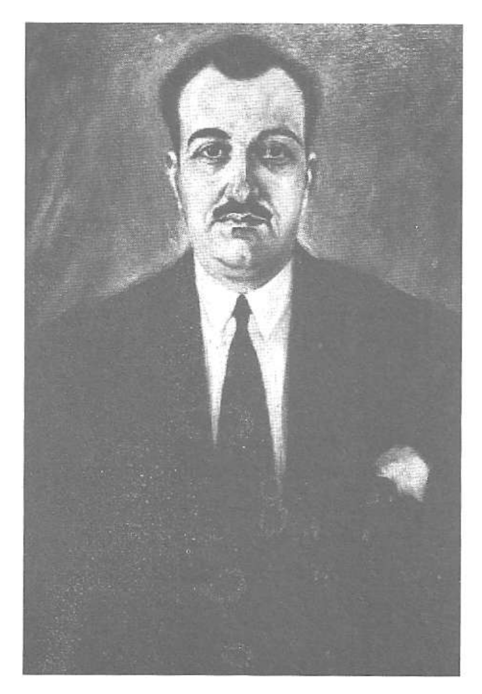

TUNISIE
CAMPAGNE DE 1942-43
CARTE DES OPÉRATIONS
Front au 1er janvier 1943
(Réoccupé le 10 mars 1943)
Front au 23 février 1943
MER MÉDITERRANÉE
ALGÉRIE
TRIPOLITAINE
Bizerte 7 Mai
Tunis 7 Mai
Nabeul 12 Mai
15 Avril
Sousse 12 Avril
11 Avril
7 Avril
29 Mars - 6 Avril
Gabès 20 Mars
26 Mars
Front de la 8ème Armée au 23 Février
8ème Armée
Tabarka
Mateur
Béja
Medjez el Bab
Le Kef
Enfidaville
Kairouan
Monastir
Mahdia
Sbeitla
Feriana
Sfax
Gafsa
Tozeur
Nefta
Kebili
Matmata
Medenine
Ben Gardane
Tatahouine
Ligne Mareth





Hamadi Badra, Dr. Mahmoud Matéri. Photographies de Victor Sebag.

Destour) et Aziz Jallouli (maire de Tunis). Cette équipe, renforcée par Hamadi Badra, chef de cabinet du Premier ministre, s'est posé des questions sur la ligne à adopter vis-à-vis des uns et des autres. Le Souverain et ses ministres font face à une situation singulière : d'un côté des représentants officiels du Protectorat aux ordres de Vichy acceptant une occupation allemande, de l'autre, des anciens chefs civils et militaires qui se sont rangés sous les ordres du commandement d'Alger. Certains, dans l'entourage du Bey, sont partisans d'une attitude attentiste qui ne trompe pas le ministre allemand, le Dr. Rahn, qui les qualifie de ***demi-américains*** ! Le Bey lui-même, sans mettre en cause la tutelle de la France, est partisan d'une reprise de tous les attributs de sa souveraineté. Il le fait savoir aux Caïds qui doivent se libérer des Contrôleurs civils français. Il le confirme en nommant





Salah Farhat (portrait peint par Alexandre Roubtzoff), Aziz jallouli. D.R.

le Dr. Matéri ministre de l'Intérieur, domaine contrôlé par la Résidence. Il décide de créer un ministère des Habous, confié à Jallouli. Il entre en conflit avec le représentant de Vichy, l'Amiral Esteva, et se plaint de lui, pour impolitesse, dans une lettre au Maréchal Pétain. Il intervient efficacement auprès des autorités françaises pour faire libérer les détenus nationalistes de la prison civile et du bagne de Porto-Farina (Ghar-el-Melh). Il fait pression sur les Français et les Allemands pour faire libérer les chefs néo-destouriens détenus à Marseille ou assignés à résidence à Trets. Il obtient, d'abord, le transfert de Bourguiba et ses compagnons de Marseille à Lyon (Fort Montluc) et la libération de ceux de Trets. Ils sont tous, en janvier 1943, transférés à Rome où les Italiens leur réservent un traitement d'hôtes de marque.

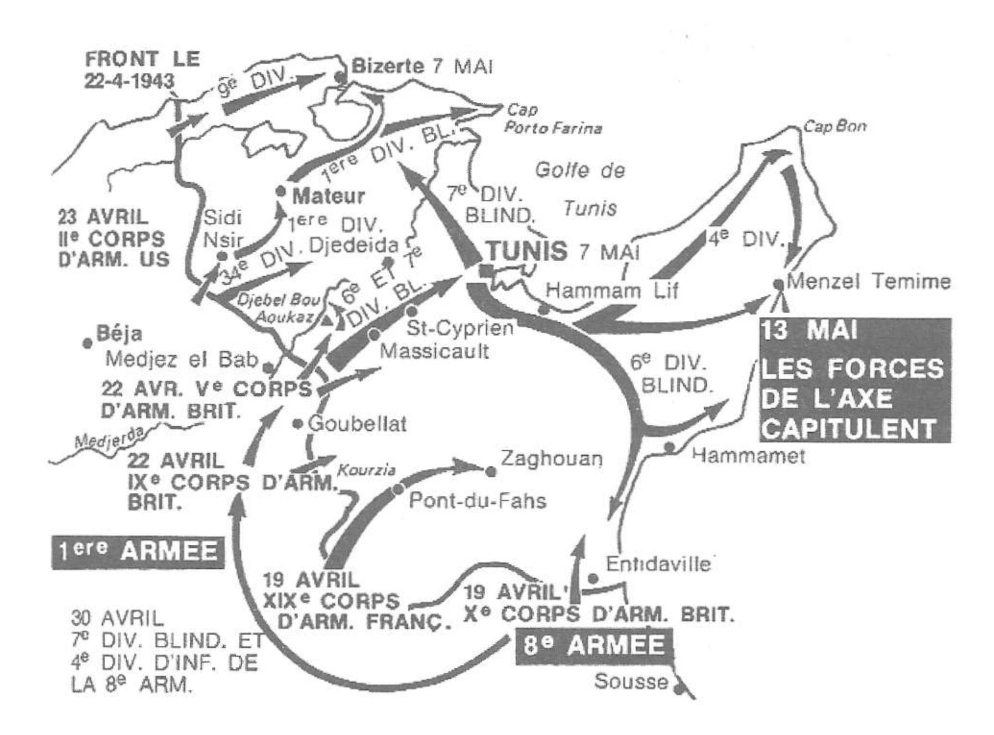
Page suivante de droite : Moncef Bey, en exil à Pau. Photographie dédiée au ministre Georges Gorse, le 18 août 1948. (Georges Gorse sera le premier ambassadeur de France dans la Tunisie indépendante).

1943

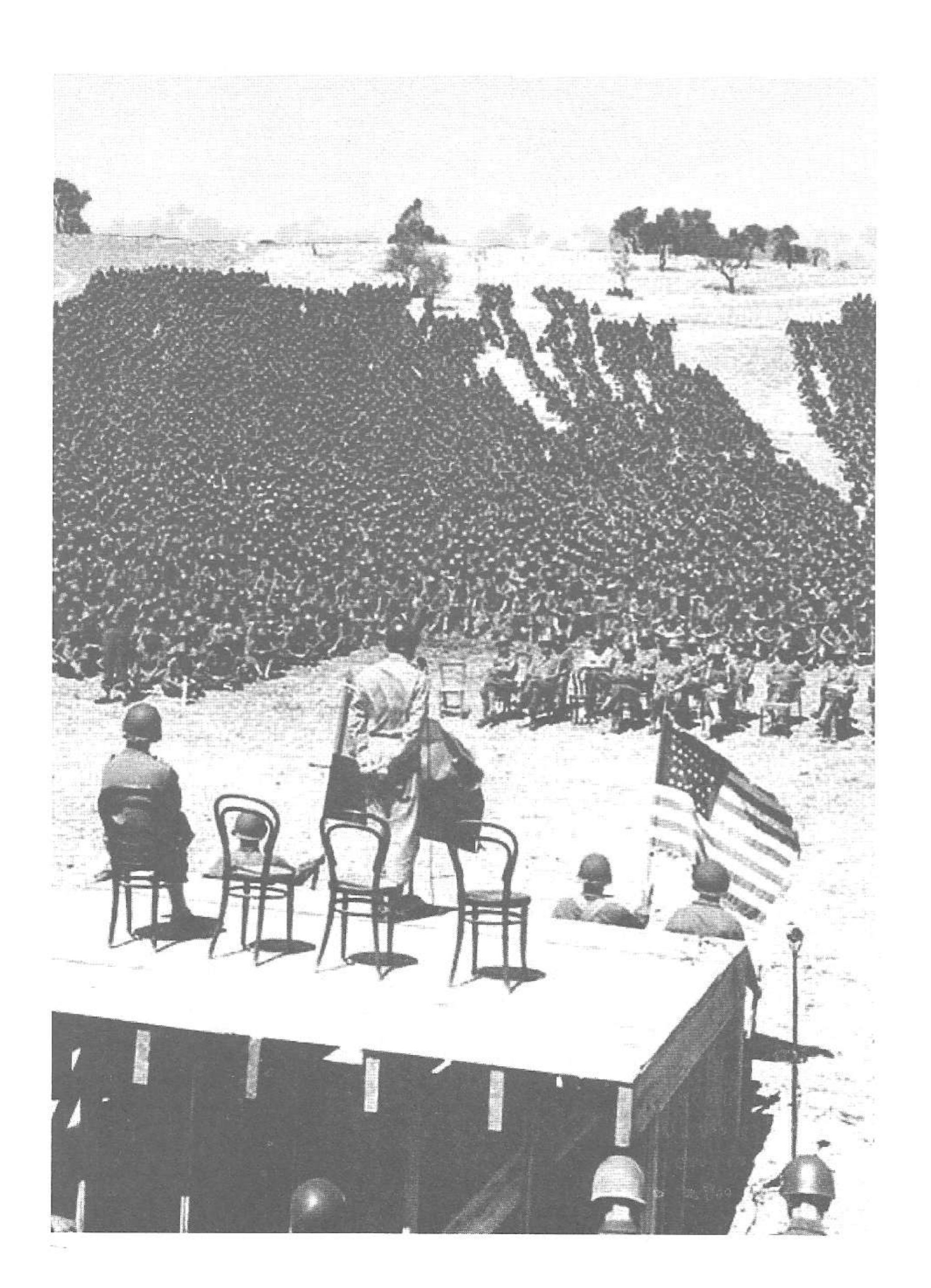
UN SOUVERAIN MARTYR : MONCEF BEY

D'avril à mai 1943, la dernière phase de la guerre en Tunisie.

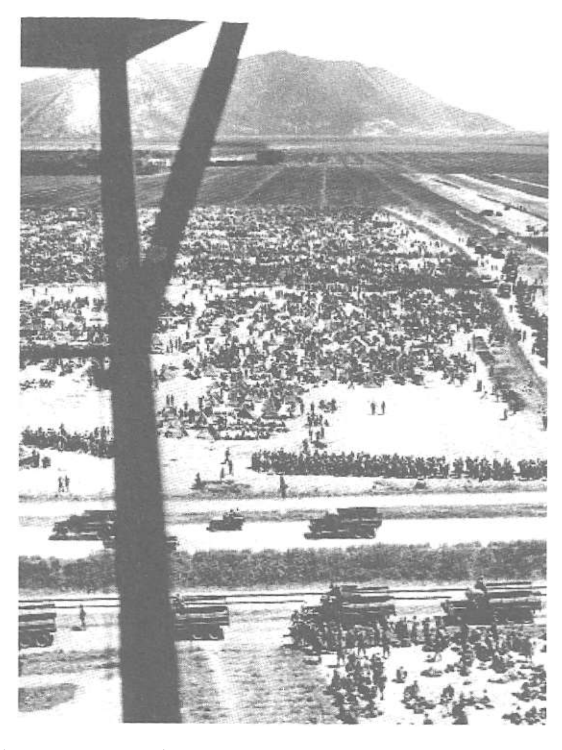
La ***Bataille de Tunisie*** (c'est son nom dans l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale) fait rage de novembre 1942 jusqu'à mai 1943. Les villes sont bombardées par l'aviation alliée et le pays est ravagé du Sud où a été constituée à Mareth une ligne de défense allemande,




التونسيين الوزير
أوت ١٩٤٨



au Nord où s'est installée une armée britannique, puis les forces françaises du général Juin. Enfin à travers la région de Kasserine une armée américaine commandée par le général Patton a déployé son rouleau compresseur. L'armée française participant à cette reconquête de la Tunisie, fait payer cher son attitude à Moncef Bey qui n'avait, pourtant, jamais remis en question le Protectorat. C'était, incontestablement, un prince patriote qui s'est senti, très tôt du vivant de son père Naceur, très proche de ceux qui militent pour ce qu'on appelait ***l'émancipation de la Tunisie***, sans s'attacher directement à un courant plus qu'à un autre. Il ne supportait pas de voir la souveraineté tunisienne foulée au pied par un pouvoir censé la protéger. Il voulait remettre les pendules à l'heure. C'était trop tard ou trop tôt. Par ordonnance du général Giraud, en date du 14 mai 1943 qui lui donne tous ses titres « ***Son Altesse Sidi Mohamed El Moncef Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunis, est destitué ! »***. L'exécution de l'ordonnance est assurée par le général Juin, accompagné des généraux Barré et Jurion. Le Bey, accompagné d'un aide de camp et d'un serviteur, est emmené à Laghouat en Algérie, d'abord, puis à Ténès, enfin à Pau, en France où il mourra en 1948.



Camp de prisonniers de guerre allemands dans la région de Mateur, 9 mai 1943.

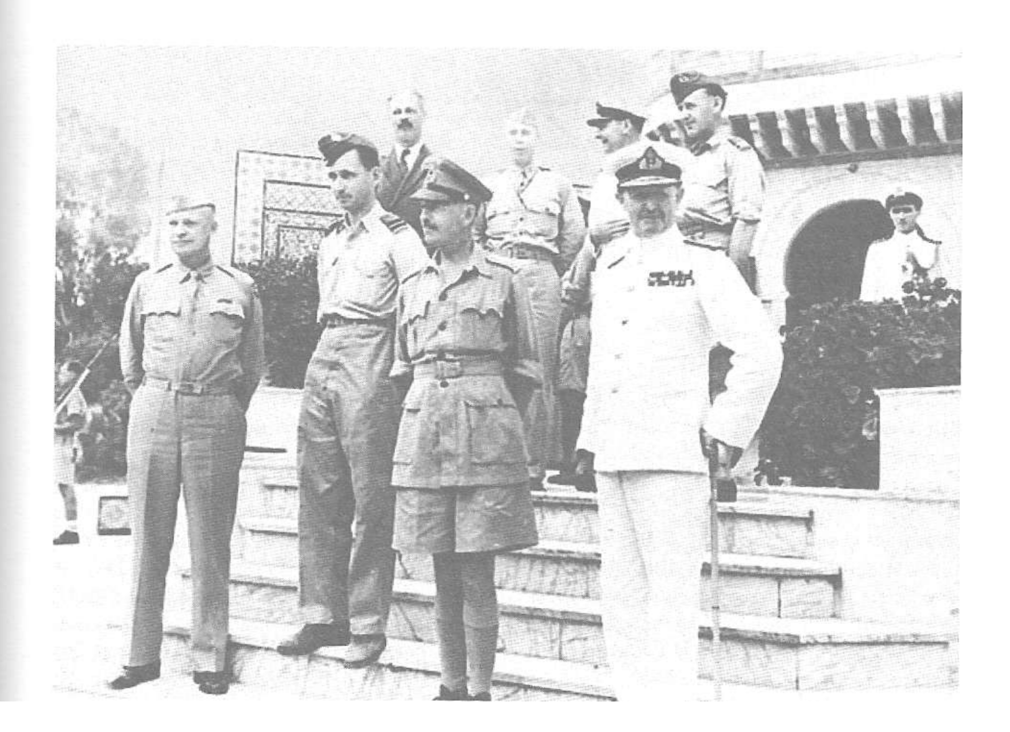
Cette destitution est un acte inique sans aucun fondement juridique. Elle n'a aucune justification politique ou morale. On ne sait pas qui, exactement, l'a inspirée ; sans doute, pas les Américains qui s'étaient désolidarisés de l'épisode grotesque où des soldats anglais avaient

Page de gauche : L'armée américaine à Kasserine sous le commandement du général George Patton.



L es troupes américaines à tunis, sur l'actuelle avenue Habib Bourguiba.

transféré le Bey de Hammam-Lif au garage (!) de la Résidence générale à Tunis, avant de le laisser retourner à son palais ; pas non plus par les autorités anglaises supérieures qui soutenaient de Gaulle et non Giraud. Qui a initié l'opération ? Le ***lobby*** de la colonie française qui a voulu profiter des circonstances pour faire oublier sa collaboration avec Vichy ? Un acte irréfléchi du général Giraud qui prouve, là aussi, son inconsistance politique ? Charles-André julien (in ***L'Afrique du Nord en marche***, p. 90/92 de l'édition Omnibus, 2002) rapporte que « ***les autorités d'Alger étaient persuadées que le Bey était un collaborateur et avaient fait partager leur conviction aux Alliés*** ». C'est un peu court ! L'auteur qui ne cache pas, lui, son opinion, conclut : «... ***en éliminant Moncef on avait créé le Moncéfisme qui devait donner au nationalisme une virulence sans précédent*** ». Notons, toutefois, que ni le général de Gaulle, ni le gouverne-



Les chefs Alliés américains et britanniques à Tunis. Au premier plan, de gauche à droite : le général Eisenhower, le général Arthur Tedder, le Commandant en chef des troupes alliées en Afrique du Nord (1942-43) le général Harold R.L.G. Alexander, l'amiral Andrew Browne.

ment de la Quatrième République n'ont rapporté cette décision. Une faute politique par excellence, qui va dresser davantage le peuple tunisien contre le Protectorat.

Un mois auparavant, symboliquement le 9 avril 1943, le dernier des détenus à l'étranger, Habib Bourguiba, est rentré en Tunisie. Une nouvelle ère s'ouvre en Tunisie avec

- le retour de Bourguiba,
- le départ pour l'étranger du Dr. Thameur et de ceux qui s'estimaient menacés par une colonisation renforcée par l'ouverture d'une procédure contre un millier de personnes (Ch. A. Julien ***dixit),***
- la déposition de Moncef Bey,
- et l'installation sur le trône de Lamine Bey, souverain illégitime aux yeux de la population.

Tout va changer en cinq ans.

1943

UN SOUVERAIN ILLÉGITIME

***Page de droite :* Déclaration du Néo-Destour, en mai 1943, en faveur des Alliés.**

Double page suivante :* Le général de Gaulle tient à soutenir la légitimité de Lamine Bey (considéré comme Bey des Français jusqu'à la mort de son prédécesseur le Bey Moncef en 1948). Il l'invite officiellement en France en juillet 1945. Ici, un extrait du journal** Ath-Thouraya, ***donnant une large place aux discours prononcés à cette occasion par de Gaulle et son hôte.

Le Comité Français de Libération Nationale -CFLN- qui a donné mandat au général Giraud de destituer ***« Son Altesse Sidi Mohamed Moncef Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunis*** » n'a rien compris au Bey détrôné, ni à la Tunisie d'alors, ni à la conjoncture internationale. Le chemin pris par la Syrie et le Liban vers l'émancipation, les encouragements anglais à la création d'une Ligue des Etats Arabes, le refus de Bourguiba de collaborer avec l'Axe, auraient dû inciter les autorités françaises à adopter, au lendemain de la « libération » du territoire, une politique appropriée. Comme d'habitude, les Britanniques, pragmatiques, se sont excusés de leur conduite à l'égard de Moncef Bey laissant aux Français le soin de réparer la faute. Les Américains se sont employés à sauver Bourguiba qui a manifesté publiquement sa solidarité avec les Alliés par deux tracts (le 9 et le 13 mai 1943) en plus des lettres envoyées au consul américain et d'un message au Président des Etats-Unis. Une entrevue, le 9 juin 1943, avec le nouveau Résident Général scelle sa liberté. Il rouvre son cabinet d'avocat et, se fondant sur l'intention affichée de prêcher la modération, il fait placer à son balcon, l'enseigne du Néo-Destour. C'en est trop pour les autorités françaises qui la lui font enlever. N'empêche que les militants ont su que c'est là qu'il faut, désormais, s'adresser à ses clercs, Allala Laouiti et Mabrouk Abdessemad, pour connaître les directives destouriennes et que c'est là que se réunis-

Le Destour aux Cotés des Puissances Unies

L entrée des troupes alliées àTunis nous a pour toujours débarrassés du spectre du Colonialisme fasciste qui comptait faire de notre chère Tunisie ce qu'il a fait de laTripolitaine: un domained'exploitation et une terre de peuplement.

Cela le peuple tunisien ne l'oubliera jamais.

Toutefois, la victoire des Alliés ne doit pas replacer la Tunisie dans la meme situation qu'auparavant ni ramener la vieille politique de contrainte et d'incompréhension quia fait tant de mal aussi bien à la France qu'a la Tunisie. Une ere nouvelle s'est ouverte dans l histoire de l Humanité du jour ou les Nations Unies ont proclamé le droit des petits peuples à une vie autonome et digne dans le cadre de la Communauté de toutes les nations

Le Parti Destourien qui n'a cessé de lutter depuis tant d'années pour un regime nouveau garantissant au peuple tunisien sa liberté interieure, sa dignité et son honneur a tout de suite senti que l'idéal des Alliés est le sien que la charte de l Atlantique traduit ses propre sesperances et qu'au cune paix durable entre les grandes puissances ne peut se concevoir sans une organisation internationale garantissant aux petits leur droit a la vie: le parti DESTOURIEN est fermement convaincu que la liberation de la Tunisie est conforme a l ideal de Justice et de Paix des Puissances Alliées

Son souci des réalités lui fait toutefois un devoir de reconnaitre que la situation geographique de notre pays et son importance strategique lui imposent certaines servitudes au profit de la communauté internationale qui pour étre efficaces doivent être librement consenties et ne pas aboutir à l oppression politique en vue de son exploitation economique.

Telle est et telle a eté toujours la pensée des dirigeants responsables du DESTOUR.

le Secretaire Général du PARTI du fond de sa prison alors qu il ne disposait d aucun moyen pour faire entendre sa voix au peuple tunisien a maintes et maintes fois soit dans ses conversations avec ses visiteurs soit dans ses lettres mis en garde tant les militants destouriens que les sympathisants contre une propagande de nature a égarer l'opinion et à la tromper.

Le Bureau Politique l a prouvé ensuite d'une maniére nette et positive par son attitude à l'egard des puissances de l'Axe. Celle ci en liberant ses membres aprés cinq ans de detention dans differentes prisons de Tunisie et de France croyaient faire d'eux des serviteurs complaisants . Mais, malgré les prévenances les sollicitations et les pressions tant à Rome qu'ici meme, les dirigeants destouriens se sont refusés a toute collaboration et a toute compromission.

Tout dernierement le leader reconnu du Parti, Secretaire Général du Bureau Politique Habib BOurGuiba s'est obstinementrefusé, malgé, les« sollicitations» de toutes sortes aquitter lesol Tunisien pour aller à Rome ou àBerlin mettre son autorité au service de l'Axe.

Enfin quoique rendu à la liberte par ces puissances il a tenu, à peine débarqné sur le sol Tunisien occupé militairement par les forces de l'Axe,à aller saluer le representant de la France et à l'assurer que les evénements de ces dernieres années n'ont ni altéré ses sentiments vis à vis de cettePuissance ni entamé sa conviction dans la necessité plus urgente que jamais pour la France de pratiquer a l'egard du PeupleTunisien une politique de confiance et de compréhension.

Il a agi ainsipar ce qu'il est fermement convaincu qua l'intéret superieur de notre Pays n'est pas dans le triomphe du fascisme oppresseur mais dans la victoire des principes de Justice et de liberte qui sont à la base de toute Vraie Democratie et en particulier de la Democratie française.

Aussi notre Parti Destourien est pret à collaborer à cette victoire dont il espereunavenirmeilleur.

Cette collaboration il l'a constamment souhaitee il l'appelle de toutes ses forces.

LEBUREAU POLITIQUE
du PARTI DESTOURIEN

واني عليم بان الحكومة الفرنسية قد وضعت تحت الدرس برنامجا للاصلاحات ونظاما لتجهيز البلاد وانرائها وكلاهما يدخل تحت النظام الحسن الذي تم انجازه لفائدة السير بالبلاد التونسية في طريق التقدم واكون سعيدا اذا ما تحققت تلك الاصلاحات وذلك البرنامج بمعونة الدولة الفرنسية لانهما يعودان على مجموع السكان بالفائدة .

ويلذلي في هذه المناسبة ان اوجه تحياتي الى مستحقيها من قواد الجيش المجلين والذين اجتمعوا حول هذه المائدة والى قواد الجيش الاخرين الذين ساحظى بمقابلتهم بعد ايام والذين كلل الغار رؤوسهم في المواقع الحاسمة التي لم يعرف التاريخ لها مثيلا . سيبقى مجدهم قائما ابد الدهر

فلقد كانوا بحق الرؤساء الاكفاء للجنود البواسل الذين سقوا بدمائهم شتى ميادين القتال وانقذوا بفضل تضحياتهم الحضارة وفرانسا فاجلسوها في المكان اللائق بها في طليعة الدول العظمى

واني احيي اولائك الابطال الخالدين والاحياء الماجدين تحيه ولاء وابلغهم تحية اخوية صادرة عن رعاياي الذين حاربوا الى جنبهم لفائدة المثل الاعلى .

واتمنى على الله ان يشملكم بالسعادة ويكلاكم بالعناية يا جناب رئيس الحكومة وان يحقق الرفاهية والمجادة لفرانسا .

خطاب جناب الجنرال دوغول دام محروسا

تفضلت حضرتكم العلية فاعربت عن مدى تاثرها بالحماس الذي قابلتها به الامة الفرنسية اليوم في باريس وبالامس في مرسيليا ولم تكن تلك التحايا الصادرة عن مرور ركبكم الميمون موجهة فحسب الى صديق وطنهم الذي خبرناه . بل والى الملك الجالس على عرش امة نبيلة ارتبط مصيرها بمصير فرانسا بروابط لا تنفصم عراها

ان الصداقة التقليدية الموجودة بين فرانسا وتونس قد ارتكزت منذ بزوغ فجرها على اتفاق متين في العواطف والمصالح وقد زادها قوة وتماسكا الدم العزيز الذي اهرقه ابناؤهما في ميادين القتال بافريقيا وايطاليا وفرانسا والمانيا .

والتونسيون الذين تحملوا بمزيد الشجاعة والباس محن الحرب واهوالها التي فاقت ما تحملوه منذ ربع قرن فائت . قد استحقوا امتيازات جديدة وخاصة من التفات فرانسا وعنايتها .

والحكومة الفرنسية ترى من واجبها ان لا تقصر همتها . والحالة تلك . على مديد المساعدة لتونس حتى ترمم خراباتها وتجدد بناياتها فقط بل هي تريد ان توجه مجهوداتها نحو انجاز مشروع مقبل واسع النطاق . وقد تفضلت جلالتكم بالاشارة اليه .

ولا يشتمل ذلك البرنامج المسطر على تنمية ثروة المملكة التونسية بالاساليب المنظمة التي تتوقف عليها رفاهية البلاد وهي تتناول ايضا بعض الاصلاحات التي ترمي . في نطاق الحماية . الى ترضية المصالح والامال الشرعية لرعاياكم .

مولاي !

حكومة الجمهورية ترحب بمقدمكم وفرانسا التي امتحنت بالويلات وسارت قدما نحو مصيرها الثابت . لسعيدة ومتشرفة بحلولكم المبارك في ارضها وهي تشهد بوفاء القطر التونسي وفاء لم تؤثر فيه الاحداث . وهي تبلغ اليه ـ في شخص مليكه الجليل ـ احر عواطفها مبتهلة الى الله جل وعلا ان يكلا برعايته عهدكم الميمون الذي نتمنى ان يدوم طويلا .



مجلة الثريا سعيدة بان تفتح صدر صفحاتها الاولى للحديث عن رحلة جلالة الملك المعظم سيدنا ومولانا محمد الامين باشا باي دام عزه وعلاه الى فرانسا واراضي المانيا المحتلة تلك الرحلة الميمونة المباركة التي تشرف فيها مدير المجلة بمصاحبة الركب الملكي السامي وتجدون الى جانب الخطابين التاريخيين الملقيين في ١٥ جويلية ١٩٤٥ اثناء العشاء الرسمي الذي نظمه جناب الجنرال دوغول رئيس حكومة فرانسا على شرف جلالة باي تونس. شريط الرحلة بقلم مدير المجلة

صورة تاريخية التقطت لجناب الجنرال دوغول رئيس حكومة فرانسا عندما زار البلاد التونسية واستدعى جلالة الباي المعظم لزيارة فرانسا فكانت تلبية الدعوة في شهر جويلية ١٩٤٥ ويرى في الصورة الى جانب الضيف الكريم . جلالة الباي المعظم وجناب الجنرال ماست المقيم العام لفرانسا بتونس والصورة ملتقطة في قصر باردو المعمور .

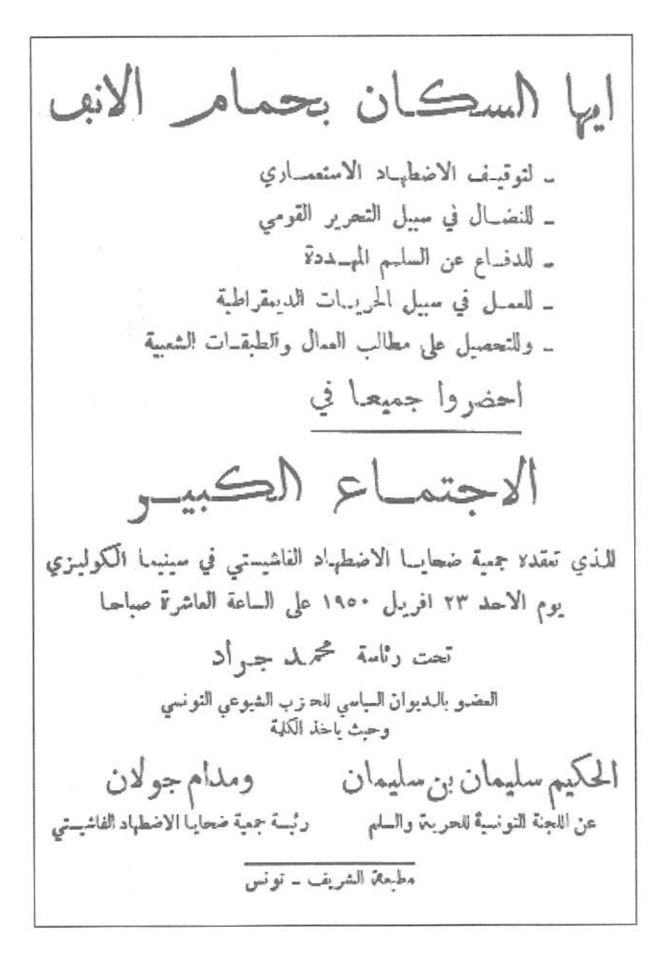
خطاب جلالة الباي المعظم دام عزه وعلاه

يا جناب الرئيس !

لقد بلغ مني التاثر مبلغا عظيما لما بلغتني دعوتكم الكريمة وقد هالتني عواطف الحماس القلبية التي شعرت بها منذ ان نزلت ضيفا على فرانسا . واني ارى من خلالها العبارة البليغة عن الصداقة التي تختلج بصدر الجندي العظيم ورئيس حكومة الجمهورية المجيد وبصدر الشعب الفرنسي نحو شخصي ونحو بلادي .

ستبقى مظاهر ذلك الولاء حية في نفسي ويزيدها رسوخا ما تنطوي عليه ضمائر رعاياي وضميري انا من حب للدولة الفرنسية النبيلة . هذه العواطف مصدرها القلب والعقل ويرجع عهدها الى العلائق الودية المتبادلة بين فرانسا والعائلة الحسينية منذ ما يزيد عن القرنين ولم تكدر صفوها الحوادث مرة واحدة .

وليعلم الشعب التونسي مدى الامتنان لفرانسا والى صديقه الحميم الجنرال ماست الذي تتجسم فيه خصال الجندي العظيم والاداري المنحك



ايها السكان بحمام الانف

- لتوقيف الاضطهاد الاستعماري
- للنضال في سبيل التحرير القومي
- للدفاع عن السلم المهددة
- للعمل في سبيل الحريات الديمقراطية
- وللتحصيل على مطالب العمال والطبقات الشعبية

احضروا جميعا في

الاجتماع الكبير

الذي تعقده جمعية ضحايا الاضطهاد الفاشيستي في سينما الكوليزي
يوم الاحد ٢٣ افريل ١٩٥٠ على الساعة العاشرة صباحا

تحت رئاسة محمد جراد

العضو بالديوان السياسي للحزب الشيوعي التونسي
وحيث ياخذ الكلمة

الحكيم سليمان بن سليمان — ومدام جولان

عن اللجنة التونسية للحرية والسلم — رئيسة جمعية ضحايا الاضطهاد الفاشيستي

مطبعة الشريف - تونس

Tract du Parti communiste tunisien appelant à une réunion à Hammam-Lif présidée par Mohamed Jrad, membre du Bureau politique du PCT, en présence du Dr. Slimane Ben Slimane représentant le Comité tunisien pour la liberté et la paix (1949) et de la présidente de l'Association des victimes de la persécution fasciste.

sent les rescapés du Bureau politique de 1937 élargi aux dirigeants qui se sont imposés dans l'épreuve. Bourguiba qui avait aussi exhorté, en vain, ses camarades à ne pas quitter la Tunisie, vit partir Habib Thameur, Taïeb Slim, Rachid Driss, Hassine Triki, Hédi Saïdi et bien d'autres en Europe, à la suite des Allemands. Le devoir le plus urgent, alors, était de sauver le millier de personnes arrêtées dans la foulée de la « libération » et Bourguiba s'y emploie, avec l'aide, encore, des Américains. Avant la fin de l'année, les prisonniers -350 en juillet puis 517

en septembre- sont libérés. Mais l'horizon politique demeure bouché et les possibilités d'action extrêmement limitées pour les nationalistes.

Le Souverain Mohamed Lamine qualifié par les Tunisiens de « ***Bey des Français »*** fait l'objet d'un rejet ; la population boycotte ses apparitions publiques et insulte publiquement ses collaborateurs et ses familiers. La Tunisie n'est même plus à l'ère de la « co-souveraineté » dénoncée depuis la fin du XIXe siècle comme contraire aux traités. La France, par le truchement du CFLN, a confisqué toute la souveraineté tunisienne et, après s'être arrogé le droit de déposer un Souverain qu'elle est censée protéger, elle a placé toute l'administration du royaume sous les ordres directs du Résident Général et le contrôle de son représentant, ***le Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien,*** par les décrets du 21 juin 1943 puis du 27 mars 1944 ! Ce n'est pas fait pour rendre le Bey Lamine plus populaire. Celui-ci réalise très bien l'inconfort de sa situation et manifeste des velléités de rébellion. Il a fallu, pour donner quelque espoir à Lamine Bey, la diffusion, en juillet, de l'intention d'abdiquer de Moncef Bey adressée, le 3 juin 1943, de Laghouat au général Juin et au Général Mast, et par laquelle il espérait échapper au désert pour être placé à Ténès, au bord de la Méditerranée. Mais le peuple tunisien ne reconnaît pas l'authenticité de ces documents et continue à bouder Lamine Bey, encouragé en cela par des princes de la famille. Même le parti socialiste français revendique en avril 1944 le retour de l'exilé. La France exige une abdication en bonne et due forme, et transfère Moncef Bey à Pau, au cours de l'été de 1945. Son fils Raouf est autorisé à le rejoindre. Mais, en Tunisie toutes les occasions sont bonnes pour demander le retour de Sidi El-Moncef jusqu'à sa mort en septembre 1948. C'est dire que le problème du trône est resté posé durant cinq ans.

La France, cherchant, d'une part à satisfaire une partie de l'opinion publique métropolitaine et, d'autre

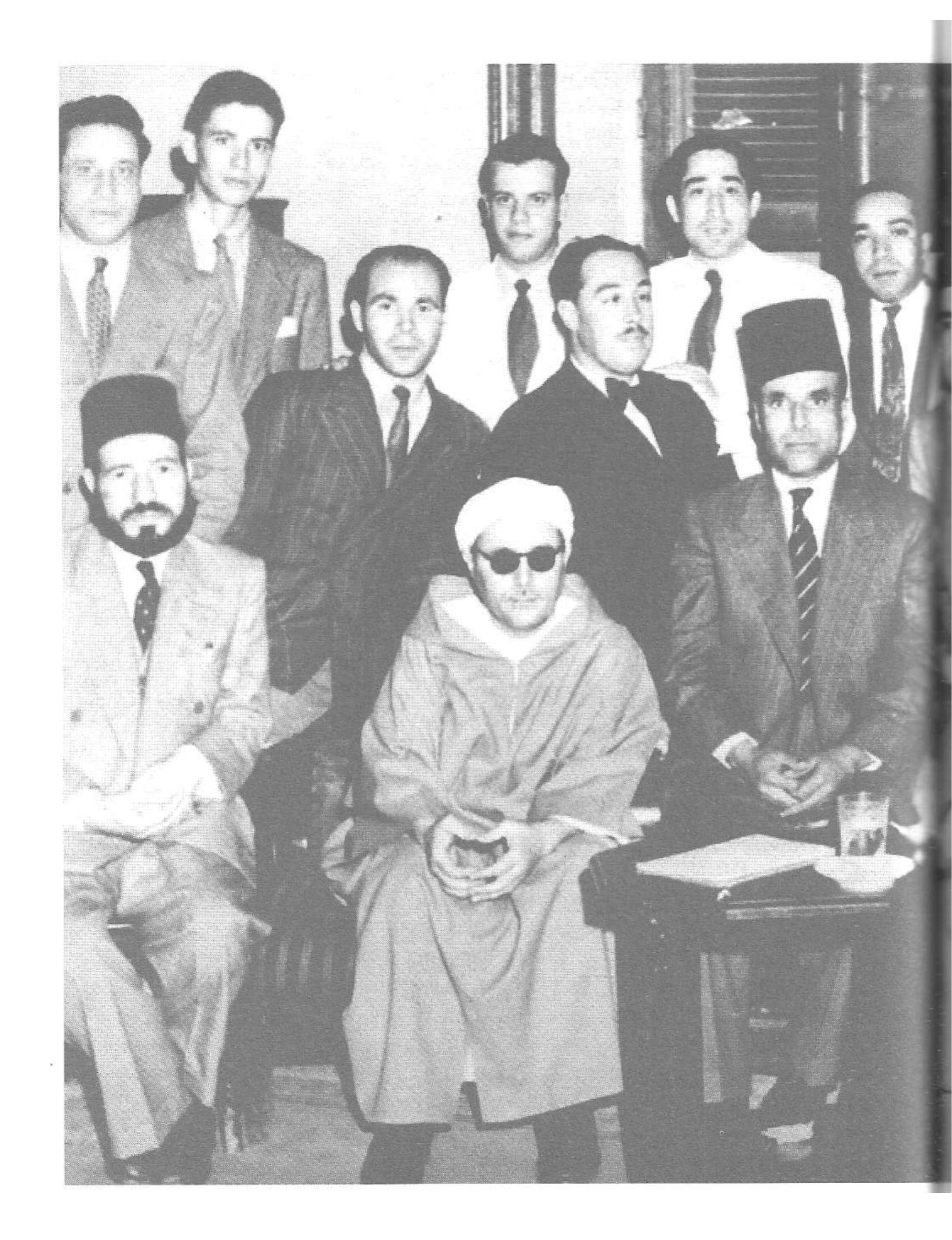


Le jeune cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour, membre d'une commission d'études, chargée en 1944, d'élaborer le statut futur de la Tunisie.

part, à gêner le Néo-Destour, a autorisé l'action du Parti Communiste Tunisien -PCT qui est devenu autonome par rapport à son aîné de France- dans l'espoir que ce parti attire les ouvriers tunisiens soucieux de leur niveau de vie. Bourguiba tente d'y répondre en parcourant le pays, en octobre 1943, mais la Résidence met un frein à sa mobilité. En outre, le Résident Général fait un discours à Kairouan le 23 novembre 1943, plein de promesses pour les diplômés et pour les agriculteurs. Le champ d'action du Néo-Destour est bien rétréci. Un ***Front national*** va y suppléer : une « Commission d'études » est chargée d'élaborer le statut futur de la Tunisie. Elle rassemble toutes les tendances patriotiques. Elle regroupe, en septembre 1944, aussi bien Tahar Ben Ammar, Salah Farhat, Habib Bourguiba que Mustapha Kaâk, Mohamed Ben Romdhane, Hamadi Badra, Fadhel Ben Achour et Tahar Lakhdar. Autrement dit, elle comprend les représentants du Vieux et du Néo-Destour, des assemblées élues, du parti réformiste et des enseignements laïc et religieux. Elle se prononce unanimement « ***vu les circonstances*** », pour limiter les revendications à « ***l'autonomie intérieure de la nation tunisienne (self'-government)*** -sic-, ***à base démocratique et dont la forme sera déterminée par une assemblée issue d'une consultation nationale*** ». Cette résolution est présentée à une Commission élargie, le 13 novembre 1944, et recueille l'adhésion de M" Albert Bessis, Dr. Matéri, Mhamed

Chenik, Aziz Jallouli, les trois Zaouche Ahmed, Noureddine et Tahar, Bahri Guiga, Moncef Mestiri, Ali Kahia, Dr. Chédli Ben Romdhane. La commission étant de plus en plus élargie, le 22 février 1945, ce texte est devenu le « ***Manifeste du Front Tunisien*** » élaboré par le « ***Comité des Soixante*** ». L'opinion publique en est informée par des tracts du Néo-Destour distribués au mois d'avril. Le savoir-faire de Bourguiba dans tout son éclat.

Cet accord va être mis à profit par le chef du Néo-Destour qui prend, le 26 mars 1945, le chemin du Caire où vient de s'établir la nouvelle Ligue des Etats arabes. Ce départ est présenté dans l'historiographie du mouvement de libération nationale comme une libération de l'enfermement où la France voudrait garder la Tunisie. C'est aussi une action politique pour obliger les Arabes indépendants à ne pas oublier leurs frères encore dominés. Les statuts de la Ligue permettent aux Arabes colonisés de se faire représenter dans les commissions s'ils ont un programme à présenter ; or, la Tunisie en a un : ***Le Manifeste du Front Tunisien,*** et Bourguiba est un excellent communicateur. En outre, apprenant que Thameur et ses camarades sont bloqués à Madrid après leur odyssée à travers l'Italie, l'Allemagne et la France, il intervient auprès des chancelleries arabes et trouve écho auprès des Irakiens qui leur fournissent des passeports pour se rendre au Caire. Un nouvel horizon s'ouvre devant les Néo-Destouriens pour une action diplomatique internationale et ils vont en exploiter toutes les ressources disponibles. Bourguiba parcourt le Moyen-Orient et Thameur et ses camarades fondent, avec les Algériens et les Marocains, le ***Bureau du Maghreb Arabe,*** et l'installent au 10 Rue du Mausolée de Saâd (il s'agit de Saâd Zaghloul, le chef du mouvement de libération égyptien.), une adres.se. symbolique qui devient célèbre chez les nationalistes maghrébins. En décembre 1946, Bourguiba se rend à New-York pour la session de l'ONU.





Habib Bourguiba, au centre de l'image,parmi les membres du Bureau du Maghreb arabe au Caire et quelques sympathisants.
A sa gauche, le leader nationaliste marocain l'émir Abdelkrim El-Khattabi, à sa droite Mohamed le frère de Abdelkrim. Assis, le dernier à gauche, le chef des Frères musulmans Hassan El-Banna.

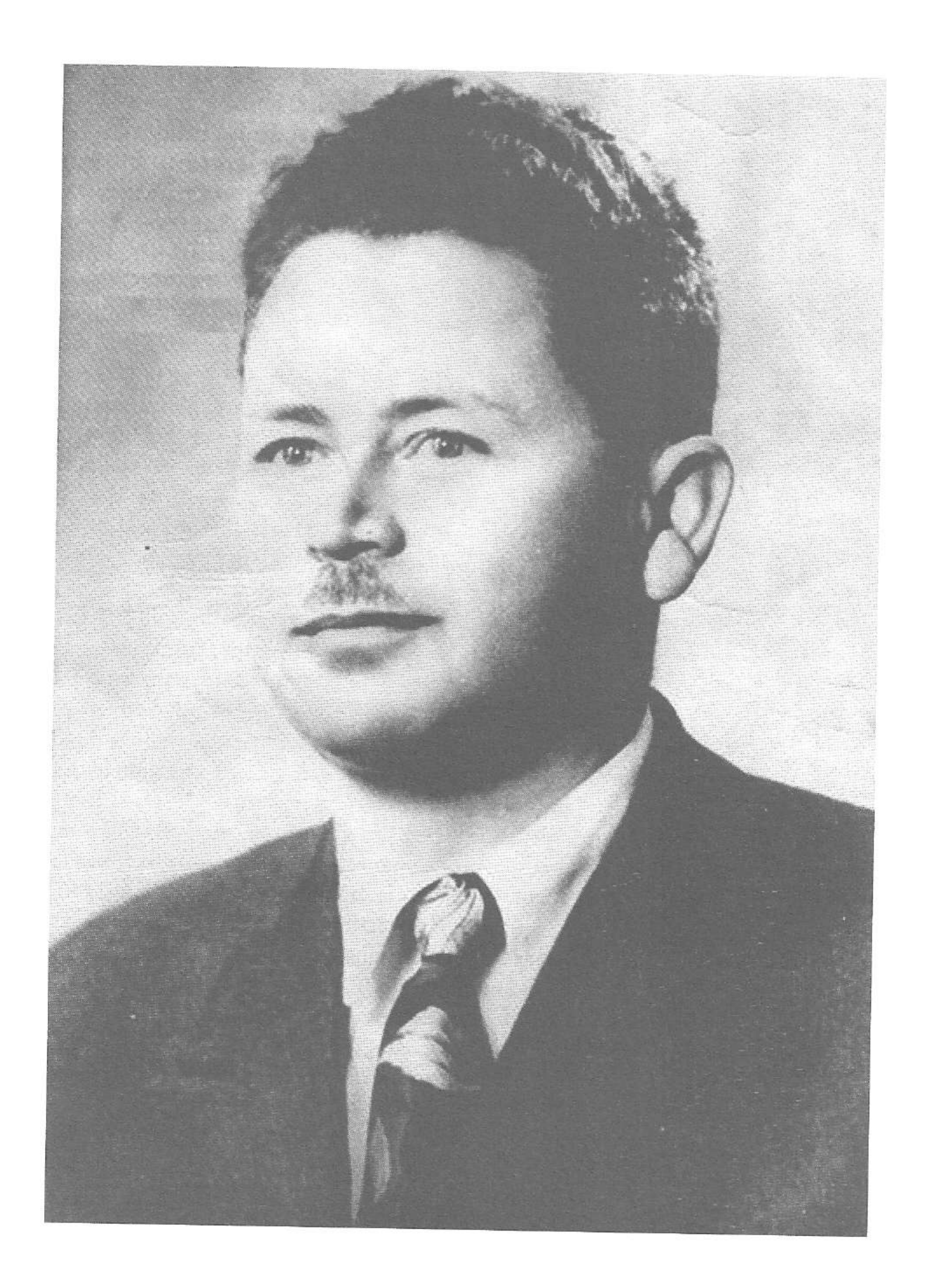
1946

UN FRONT POUR L'INDÉPENDANCE

Mais le front intérieur n'est pas resté inactif en Tunisie. Le ***Manifeste*** est un excellent outil de travail qui a été, pourtant, ignoré par le Protectorat. La France a perdu des occasions de rétablir un dialogue avec des interlocuteurs représentatifs prêts à des solutions négociées. Bourguiba avait même fait parvenir à la Résidence Générale, le 28 mars 1944, un mémoire plaidant pour une politique de coopération. La démarche est restée sans suite. Les Néo-Destouriens en tirent les conséquences et le paysage change en Tunisie



Maison des Syndicats à Sousse lors des grèves de 1946. [Archives de la famille Napolitano).





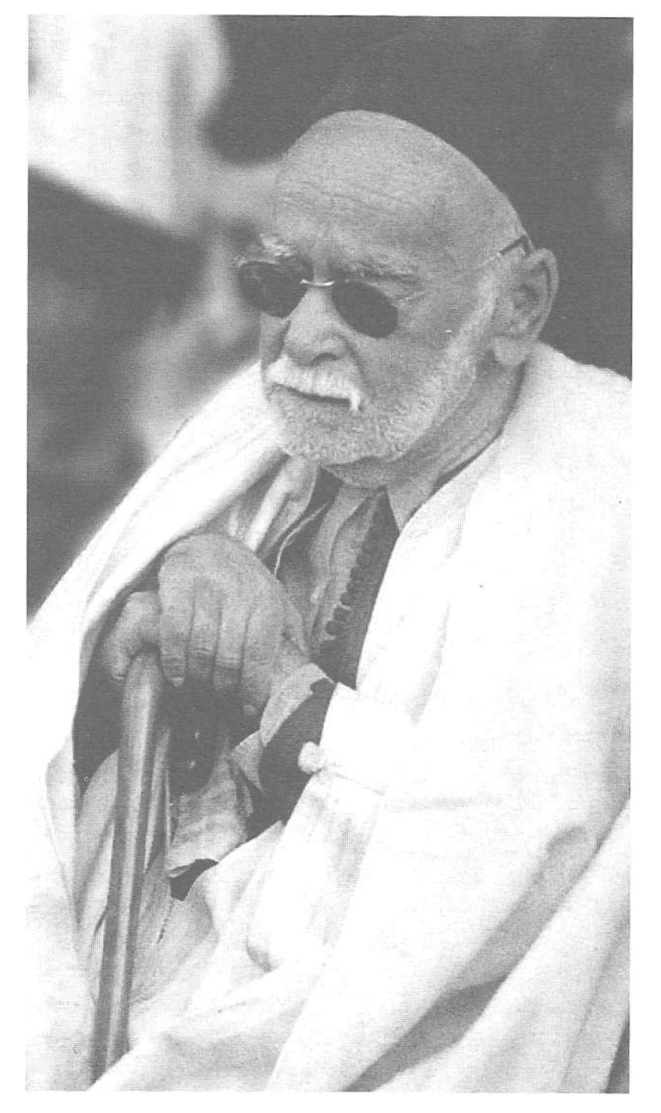


d'année en année. En 1945, déjà, le congrès de la CGT, réuni les 18 et 19 mars, est l'occasion d'une scission qui voit des ouvriers tunisiens quitter la Centrale française de gauche et créer ***l'Union des Syndicats autonomes du Sud,*** avec à leur tête Farhat Hached et Habib Achour. Le 20 janvier 1945, cette Union s'allie avec des fédérations établies dans la capitale pour créer l'UGTT ***-Y Union Générale des Travailleurs Tunisiens-*** dont le secrétariat général est confié à Farhat Hached, un homme qui va jouer un rôle déterminant dans l'évolution du pays et de son audience internationale. Il faut rappeler à cette occasion que la Tunisie a souffert, de 1944 à 1948, d'une succession d'années de sécheresse provoquant des mouvements d'exode rural vers les villes et des famines dont le point culminant est atteint en 1947. Les syndiqués tunisiens, dans la CGT, voulaient soulager la misère du peuple, dans un pays où les statistiques officielles indiquent que 36% de la population est sous-alimentée et 12% seulement des enfants sont scolarisés contre 100% des enfants français de Tunisie. Or, les Communistes, participant au gouvernement en France, estiment que ce n'est pas le moment de gêner la politique française. En 1946, l'UGTT engage des actions de revendications sociales qui rencontrent l'intransigeance du patronat français et de l'administration. Elles coïncident avec un mouvement de protestation générale pour d'autres raisons et par d'autres acteurs que les syndicats. Le 13 août, une manifestation est organisée à Sfax pour le retour de MoncefBey. Le 17 août, un appel au ***Jihad*** est lancé dans les mosquées. Le 18 août, des réunions et des manifestations sont organisées dans toute la Tunisie sous l'égide de l'UGTT. Le 23 août, les partis politi-

Page précédente : Farhat Hached (1914-1952), leader syndical, fondateur de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) en janvier 1946.

ques prennent le relais à l'occasion de la veille de la ***Nuit du Destin*** (26 du mois de ramadan). Il ne s'agit plus d'un Front Tunisien pour l'autonomie, mais de constituer un Front pour l'Indépendance. Un Congrès national se réunit sous la présidence d'un magistrat

Page de gauche :
En 1947, trois années après la fin de la Seconde Guerre mondiale en Tunisie, des bons d'alimentation sont distribués. C'est l'année où les Tunisiens sont confrontés à une grande famine.



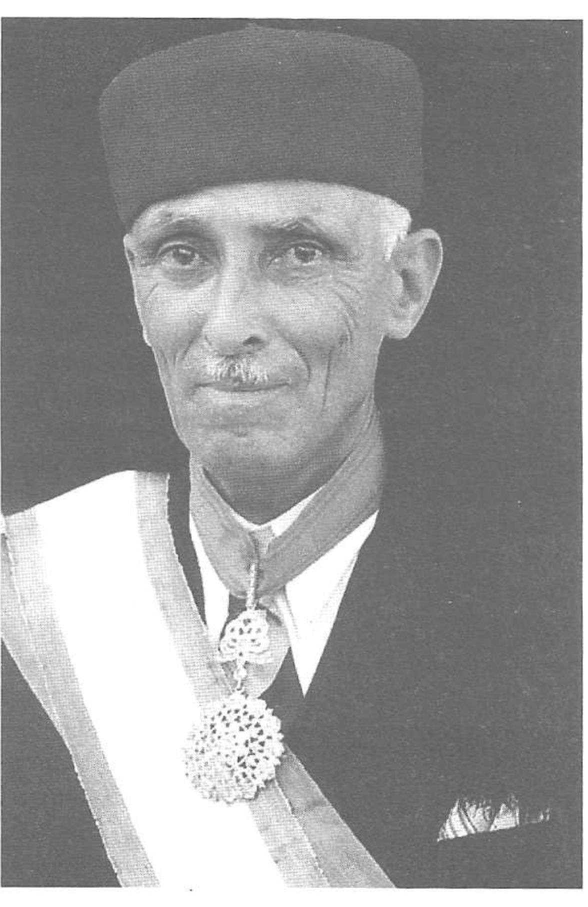
Laroussi Haddad préside dans la nuit du 23 au 24 août 1946 le congrès du Néo-Destour; connu sou le nom de la Nuit du Destin.



Le nouveau Résident général Jean Mans, nommé en février 1946 pour élaborer une nouvelle politique.

respecté, Laroussi Haddad, qui déclare « ***aujourd'hui, c'est le Protectorat que je condamne à mort !*** » Qualifié de ***Congrès de la Nuit du Destin,*** ce rassemblement est resté dans l'histoire comme la plus illustre manifestation de l'unité nationale. Au moment de la préparation de ce congrès, Salah Ben Youssef a reçu des missives d'Algérie et du Maroc où les nationalistes des deux pays expriment leur désir de se joindre au mouvement. Ce détail que signale R. Casemajor qui est au courant des censures de courrier, donne une idée de l'impact en Afrique du Nord de la lutte tunisienne. Le même auteur donne le compte-rendu de la réunion, écrit par Habib Chatti et censuré, dans le journal ***Az-Zohra.*** Salah Farhat, secrétaire général du Vieux-Destour y prononce un discours où il fait le procès juridique de la France qui, en ne défendant pas le sol tunisien contre l'invasion allemande, en confisquant les attributs de la souveraineté tunisienne et en déposant le Bey légitime Moncef, a manqué aux clauses du traité du Bardo et l'a rendu obsolète. De ce fait le Protectorat est mort. Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour prend ensuite la parole, mais, au milieu de son discours, la police fait irruption et il a juste le temps de demander aux présents : « ***Etes-vous d'accord pour proclamer l'indépendance ?*** » et l'auditoire de scander : « ***Indépendance ! Indépendance !*** » Cinquante personnes sont arrêtées. Mhamed Chenik et Mahmoud Matéri sont rapidement relâchés. Salah Ben Youssef, Salah Farhat, Fadhel Ben Achour, Ahmed Ben Milad, Mongi Slim, Ali Balhaouane, Sliman Ben Sliman, Fathi Zouhir, Amar Dakhlaoui, Abderrahmane Aloulou et le journaliste Hassine Belhadj, pour ne parler que des plus connus, sont maintenus en détention. Dans

l'imagerie populaire, cette détention est qualifiée de *« Habs* (prison d') ***El-Baqlaoua*** » en raison des envois de confiseries aux prisonniers à l'occasion de l'aïd, trois jours après. L'emprisonnement, sans procès, dure un mois. On imagine l'embarras de la cour du Bey et la gêne de la France. Mais l'événement donne des atouts aux réprésentants tunisiens à l'extérieur et fait des vagues au mois de décembre dans les coulisses de l'ONU, une fois bien mis en lumière par les défenseures arabes et asiatiques de la cause tunisienne. De plus, Habib Bourguiba rencontre à Washington un représentant du Département d'Etat en janvier 1947. La France tente une sortie de crise en envoyant, en fevrier, Jean Mons comme Résident Général chargé d'élaborer une nouvelle politique. Il supprime la censure sur les journaux et met au point des réformes. Mais ce qui aurait été accueilli comme un pas en avant, en 1943, ne peut être que rejeté en 1947. En maintenant la présidence du conseil des ministres en la personne du Résident Général, et le visa du Secrétaire Général français sur tous les actes de l'administration y compris sur ceux du Premier ministre, la France condamne à l'échec ces réformes. Il n'est pas étonnant que le nouveau Premier ministre, Mustapha Kaâk,



Le nouveau Premier ministre Mustapha Kaâk, nommé le 15juillet 1947. Photographie de Victor Sebag.



LT Jnio 11 générale iles agriculteurs tunisiens (UGATj, ancêtre de l'Union tunisienne de /agriculture et de la Pêche (UTdP)

nommé le 15 juillet, soit hué et même giflé lors d'une visite du Bey Lamine à la mosquée Saheb Et-Tabaâ, à Tunis..

D'autre part, l'exemple de l'UGTT a fait tache d'huile. Déjà en juin 1946 s'est créée une ***Fédération Générale des Syndicats Agricoles,*** sous la conduite de Habib Mouelhi et Brahim Abdellah. Salah Ben Youssef intervient l'année suivante pour que le mot Fédération soit transformé en Union. En janvier 1947, une ***Union des Syndicats des Artisans et des Petits Commerçants*** est créée sur intervention de Farhat Hached (UGTT) et de Salah Ben Youssef (Néo-Destour). Farhat Hached préside même l'assemblée constitutive et Salah Ben Youssef est nommé conseiller juridique. Ferjani Belhaj Ammar est le chef de cette nouvelle organisation qui va devenir quelque temps après l'UTIC, où l'Industrie remplace l'artisanat et le C tout le Commerce pour couvrir un secteur plus large.

1947 se termine mal. Une année de disette où la France commet la gaffe de renvoyer un navire égyptien chargé d'une aide à la population tunisienne de trois cents tonnes de céréales. Le 5 août 1947, la grève de S fax tourne à la tragédie : les forces de sécurité tirent sur les grévistes et laissent sur le sol 29 morts et 57 blessés. Suivent une série d'arrestations dont celle du chef syndicaliste Habib Achour. L'événement joue un tel rôle dans l'évolution du syndicalisme tunisien qu'il est commémoré jusqu'à ce jour par l'UGTT.



Le Néo-Destour, on l'a vu, n'est pas étranger à l'évolution du paysage politique. Dès 1945 et le départ de Bourguiba à l'étranger, il a entrepris une véritable mue. Le parti est sorti exsangue de la gue re. De parti de l'exclusivité de la lutte politique et de l'action directe, exclusivité et action déterminées par

l'inertie du Vieux-Destour, le refus des communistes de prendre en compte l'aspect national et la violence de la répression, il est devenu, petit à petit, le coordonnateur d'une activité plus décentrée et plus large. La multiplication des fronts de lutte, avec le respect de la spécificité de chacun, n'empêche pas les Destouriens d'être les initiateurs des nouvelles organisations et d'y être largement représentés. Ainsi est née l'UGTT où l'action d'initiateur de Farhat Hached est incontestable, mais où l'apport des fédérations est dû, incontestablement aussi, à l'activisme des militants néo-destouriens. Habib Achour, Béchir Bellagha, Abbas Agha, Mahmoud Khiari, Mahmoud Messadi, Abdallah Farhat, entre autres, sont des Destouriens. Mohamed Ben Abdelkader, chez les fonctionnaires, est du Vieux-Destour, Fadhel Ben Achour est un patriote zitounien. Les agriculteurs, exploitants et propriétaires, ont constitué l'Union de leurs syndicats qui deviendra, en 1950,1TJGAT -union générale des agriculteurs tunisiens. Bchira Ben Mrad, fille de Mohamed Salah Ben Mrad (le ***Cheikh el-Islam*** hanéfite, révoqué pour Moncéfisme et pour avoir protesté contre les arrestations de la Nuit Du Destin), a créé une union des femmes. Les Scouts ont connu un renouveau avec Mongi Bali. Souad Ennaïfer a créé l'association des ***Jeunes Musulmanes***, à l'instar des ***Jeunes Musulmans*** de son père Mohamed Salah Ennaïfer et de l'ancienne association de Rachid Driss. Même quand il n'est pas à l'origine de ces organisations, le Néo-Destour les fait renforcer par ses militants et ses cadres. Les nationalistes prennent vite l'habitude de parler de l'ensemble ***Parti et Organisations nationales*** comme d'un tout. Salah Ben Youssef est considéré

L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), fondée en 1946.



Le leader syndical Habib Achour (1913-1999).



Bchira Ben Mrad, fonde des 1936.. l'Union musulmane des femmes de tunisie de Tunisie (JJMFT).

Page 620 : l'Union des Syndicats des artisans et des petits commerçants, ancêtre de l'UTICA.

comme le maître d'œuvre et le chef d'orchestre de ce déploiement. Mongi Slim, installé au cabinet de Habib Bourguiba, en qualité de Directeur du Parti -fonction nouvellement créée- a pour tâche le renouvellement des structures du Néo-Destour.

L'année 1948 va apporter des éléments nouveaux à ce paysage politique. Habib Bourguiba qui est, en janvier, secrétaire général du nouveau Comité de Libération du Maghreb arabe, en est évincé, en mars. Un différend majeur surgit entre lui et l'équipe de Habib Thameur qui a la haute main sur le Bureau du



Buste de Mongi Bali, fondateur du «louvement des scouts musulmans de Tunisie, sur la place qui porte son nom a Tunis.

Maghreb Arabe. Le Bureau politique du Néo-Destour dépêche Sliman Ben Sliman, en janvier, pour y voir clair. Le conflit se développant, Salah Ben Youssef s'y rend à son tour, accompagné de Jallouli Farès, en août. Le conflit, raconté dans les mémoires de Rachid Driss, oppose en vérité un homme politique tout feu tout flamme -H. Bourguiba- à un homme méthodique, économe et glacial -H. Thameur-. Une opposition de tempérament, de méthodes de travail, de gestion et d'organisation sépare les deux hommes. Elle est doublée d'une opposition politique. Bourguiba est déçu par l'aide arabe et l'échec de l'internationalisation de la cause tunisienne. En plus, en 1948, les Arabes ont perdu la guerre de Palestine. Il ne perd pas de vue que la solution ne peut être trouvée hors d'une négociation avec la France. Dans ce sens, le ***Front Tunisien*** (son œuvre de 1945) est plus utile que la ***Nuit du Destin*** (œuvre de l'équipe de Salah Ben Yousef). Habib Thameur et ses compagnons estiment que la magie du mot ***indépendance*** opère mieux, au niveau international que le ***Self-Government.*** Le Bureau Politique adopte la solution consistant en une distribution des rôles : à Thameur l'organisation, à Bourguiba la propagande politique ; et, au congrès du Néo-Destour tenu à Tunis, à la maison de la famille Slim, le 17 octobre 1948, Habib Bourguiba, qui était secrétaire général devient président du Parti et Salah Ben Youssef, d'intérimaire, est confirmé en tant que secrétaire général. Sliman Ben Sliman est reconduit en tant que membre et Hédi Nouira, Hédi Chaker, Mongi Slim et Youssef Rouissi, membres du Conseil National, entrent officiellement au Bureau Politique où sont nommés, également, Jallouli Farès, Allala Balhaouane et Habib Thameur. Les congressistes croient satisfaire tout le monde. La suite des événe-

Salah Ben Youssef.





Mongi Slim. En 1948, Bourguiba se considère victime d'un « complot » ourdi par Slim et Ben Youssef.

ments montrera la fragilité de cette solution. Habib Bourguiba se considère victime d'un complot ourdi par Salah Ben Youssef et Mongi Slim le cousin de Habib Thameur. A tout cela s'ajoute le différend politique évoqué plus haut. Salah Ben Youssef et l'équipe restée à Tunis ont évolué vers le Front de la Nuit du Destin, autrement dit pour l'indépendance, sous la pression des forces qu'ils ont eux-mêmes constituées. Le hiatus est réel ; et les militants de cette époque se livraient à des acrobaties de rhétorique pour expliquer comment on pouvait concilier les deux choix.

Page suivante de droite : La dépouille de Moncef Bey, accueillie au port de Tunis le 5 septembre 1948.

1948

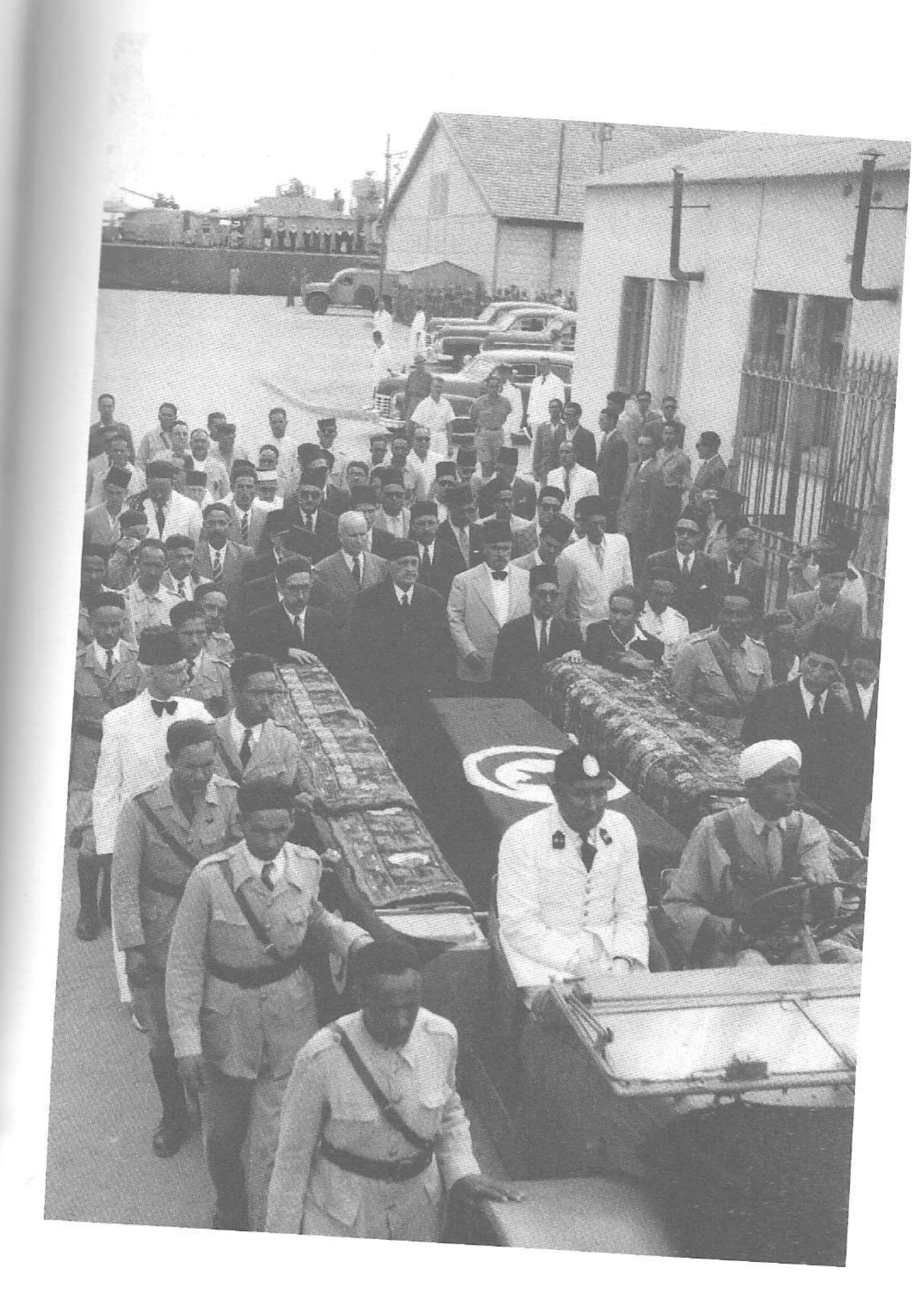
UN SOUVERAIN DE NOUVEAU LÉGITIME

L'événement qui a changé fondamentalement le paysage politique, c'est la mort de Moncef Bey, le premier septembre 1948. L'héroïque souverain dont les Tunisiens n'ont jamais désespéré, s'éteint à Pau. Il était malade, certes, mais la nouvelle secoue rudement le peuple tunisien qui lui fait des funérailles grandioses. Il est enterré, à sa demande, au cimetière du Djellaz, celui des émeutes de 1911, au milieu de son peuple, et non au mausolée historique de sa dynastie. Le roi martyr est mort ; sa légende prend de l'ampleur. Le Moncéfisme va s'éteindre en tant que mouvement politique.

Lamine Bey.



Pour Lamine Bey c'est la fin d'un calvaire qui a duré cinq ans. Il n'est plus un souverain illégitime, ***le Bey des Français*** est devenu un Chef d'Etat à qui les Tunisiens vont s'accrocher pour couper court aux manœuvres de la Résidence. Celui qui a bien compris cela, c'est Salah Ben Youssef qui avait, bien avant la mort de Moncef Bey, entrepris des opérations d'approche en passant




سيدنا ومولانا محمد الأمين
المنصف باي
تونس
Photo N.
Boudidah
المصوّر
الناصر بودبجة
١٩٥٠

par le fils du Bey régnant, le prince Chédli. Pour Ben Youssef qui s'est fixé pour but d'isoler complètement la Résidence Générale des milieux sur lesquels elle comptait pour neutraliser les nationalistes, il est indispensable qu'aucune hypothèque ne pèse sur le Bey, souverain et symbole. Une campagne intelligente et discrète dans la presse commence à rehausser le prestige du Souverain. Il est cité dans les informations comme le Roi Vénéré ***-Al Malik Al Moâdham-*** et, en arabe du moins, Sa Majesté !

Mais Salah Ben Youssef va se faire piéger par sa propre politique. La multiplication des fronts de lutte entraîne une certaine autonomie dans l'action sectorielle des organisations nationales ; et l'année 1949, en particulier, est celle des grandes grèves : 45 jours dans les mines du sud-ouest, en février, entraînant des grèves dans les mines du nord-est, en mars ; 110 jours de grève dans les fermes de Bousalem... Cette même année, l'UGTT, tenant son troisième congrès, signifie

Page de gauche : Lamine Bey est désormais reconnu et associé à Moncef Bey et à Habib Bourguiba. Montage du photographe Nacer Boudidah, 1950.

A la une du Tunis-Soir ***du dimanche-lundi 5 et 6 septembre 1948.***



TUNIS-SOIR

QUOTIDIEN POLITIQUE ET D'INFORMATIONS

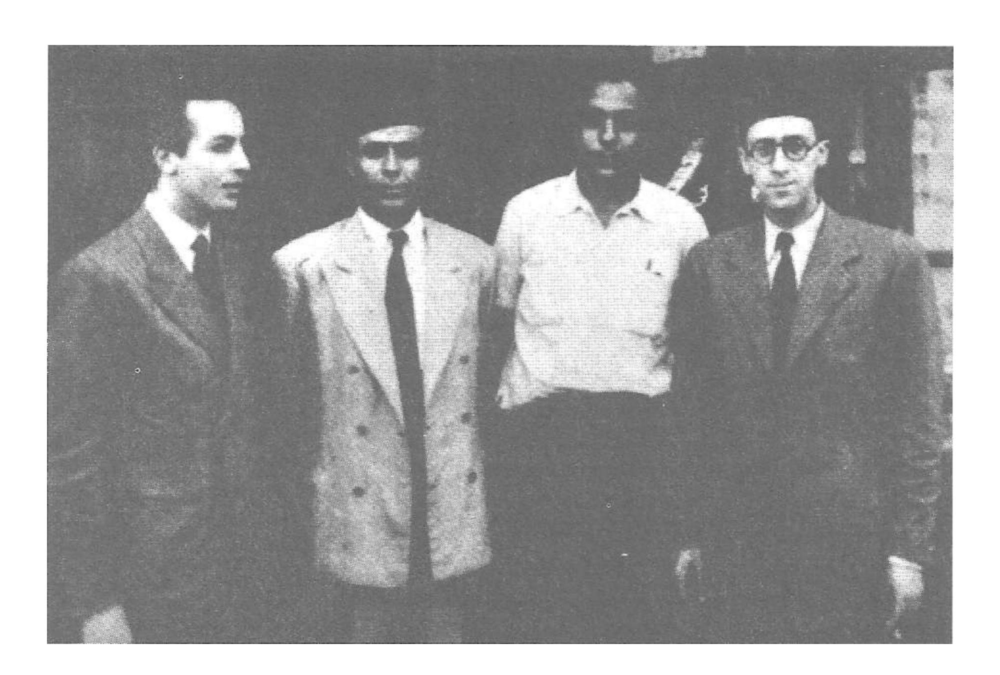
DIMANCHE LUNDI 5-6 SEPTEMBRE 1948

LE PEUPLE TUNISIEN CALME ET DIGNE A FAIT D'EMOUVANTES OBSEQUES A SIDI MONCEF PACHA BEY

QUELQUES IMAGES DE LA POIGNANTE CEREMONIE

FILM

Du Port à la Colline sacrée de Sidi Bel Hassen des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants pleuraient



Au Caire, Tateb Slim, Bourguiba, Ali Kamoun, et le Dr. Habib Thameur.

Page de droite ; Mohieddine Klibi au Caire, en compagnie du Cheikh Al-Azhar, le Tunisien Mohamed Alkhidr Hussein.

clairement dans sa motion générale qu'elle revendique l'élection d'un Parlement et la constitution d'un gouvernement tunisien de plaine souveraineté. Le fait que l'UGTT et les syndicats agricoles mènent leur activité d'une manière autonome, crée des situations incontrôlables par le Parti. Il y a une incohérence entre la "trêve" observée par Salah Ben Youssef et l'attente du pays. Un parti nouveau, ***Union et Progrès,*** voit le jour, peut-être à l'instigation de la Résidence Générale, en mesure d'attirer des élites reprochant au Néo-Destour de s'écarter de l'unité nationale. Habib Thameur, du Caire, et Youssef Rouissi, de Damas, réclament une direction collégiale pour le parti. La grève des ouvriers agricoles du domaine d'Enfidha, en octobre 1950, terminée par un carnage, finit par donner l'impression d'un bateau ivre où chacun fait ce qu'il veut. Le Vieux - Destour profite de l'abandon par Ben Youssef du Front de l'indépendance pour le dénigrer en Tunisie et envoyer au Caire son ténor Mohieddine Klibi pour



saper la crédibilité de Bourguiba auprès des instances arabes. Bref, la situation du Néo-Destour n'est pas enviable en 1949.

Habib Bourguiba rentre en Tunisie le 8 septembre et le Bureau politique, bon gré mal gré, lui organise un accueil populaire imposant. Il décide de s'engager, rapidement, dans une tournée pour reprendre contact avec le peuple, et, en fait, pour reprendre en main le Parti. Il constate que "l'immobilisme" reproché à la direction du parti n'entame pas sa capacité de mobilisation des masses, mieux encadrées par les syndicats et plus conscientes de l'unité des combats sociaux et politiques. En décembre, Habib Thameur meurt dans un accident d'avion au-dessus du Pakistan. Le ***Combattant Suprême*** peut désormais avoir les mains libres pour mener sa politique, une politique d'approche avec la France pour une autonomie qu'il a toujours réclamée. Le nouveau Ben Youssef n'y est pas opposé. Le Bey lui-même se met de la partie et adresse à la France

Page suivante de droite : Bourguiba reprend le contact direct avec la population. L'hebdomadaire de Noureddine Ben Mahmoud, Al-Ousbou', ***du 31 octobre 1949, évoque dans sa manc/jeCCe les troubles que vit le gouvernement tunisien, la rencontre de Matéri avec le Résident général et publie deux grandes photographies du déplacement de Bourguiba à Sfax, le gratifiant du titre de « Sayid al-ahrar » ; « Le maître des hommes libres inspecte les rangs. »***


BIENVENUE A BOURGUIBA

2e ANNÉE - N° 78

VENDREDI 9 Septembre 1949

MISSION

L'union de toutes les forces saines et unies de la nation, voilà le gage des succès et le secret de la réussite.

HEBDOMADAIRE POLITIQUE PARAISSANT LE JEUDI

10 francs

10 francs

REMEMBER!...

Editorial

LE PEUPLE ENTHOUSIASTE

ACCLAME SON LEADER BIEN-AIMÉ

BOURGUIBA NOUS DECLARE :

L'ARRIVEE...

...DU CORTEGE

HABIB BOURGUIBA

Salah Ben Youssef

Après quatre années passées au Caire, Bourguiba rentre en Tunisie. Son retour est à la une de Mission, *l'hebdomadaire tunisien d'Habib Zemni, du 9 septembre 1949.*

un message, en avril 1950, réclamant des réformes. Au même moment, Habib Bourguiba présente, le 14 avril 1950 à Paris, son programme en 7 points :

1- résurrection de l'exécutif tunisien,

2- constitution d'un gouvernement homogène dont le Souverain présiderait les réunions,

3- suppression du Secrétariat général du gouvernement,

4- suppression des contrôleurs civils,

5- suppression de la gendarmerie française,

6- institution de municipalités élues avec représentations des intérêts français là où se trouvent des minorités françaises,

7- création d'une assemblée nationale constituante élue au suffrage universel.

Il n'y est question ni de fin du Protectorat, ni d'indépendance. Robert Schuman, ministre des Affaires

العدد ١٧٨ يوم الاثنين ٩ محرم الحرام ١٣٦٩ ـ ٣١ اكتوبر ١٩٤٩ ثمن النسخة ١٥ فرنكات ١٢ ص (OUSBOUH Lundi 31 Octobre 1949 (4e Année السنة الرابعة



غابة الزياتين ثمرة جهود الصفاقسية يخترقها الركب الرهيب

مقابلتان سريتان تعقدان في الليل بقصر السفارة بالمرسى ـ الاب الروحي للوزارة الحالية يقصي عن الحكم ـ هل يتحقق رجاء الجنرال ماسط ؟

اضطراب في الوزارة التونسية ـ مقابلة الماطري للمقيم

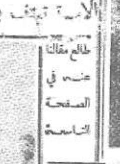
طالع اسرار الاسبوع

هتلر يتعلم في موسكو

ذكرت جريدة الاديب الصادرة في بيروت في اكتوبر ١٩٤٩ ما يلي : من اغرب ما قرأت ان الكولونيل توري وهو من كبار رؤساء قلم المخابرات الامركية يؤكد ان هتلر حي يرزق وانه يقيم في موسكو في البقية على الصفحة ٠

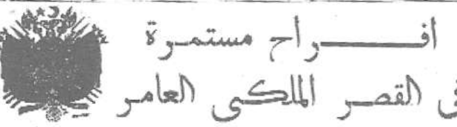
سيد الاحرار يتفقد الصفوف

الامة تهتف بحياته وتحيي جهاده

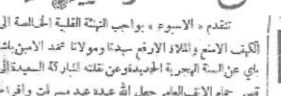


طالع مقالنا عنه في الصفحة التاسعة

قلب المدينة العربية بصفاقس يموج ـ الزعيم مرفوعا على الاكف



افراح مستمرة في القصر الملكي العامر



تتقدم « الاسبوع » بواجب التهنئة القلبية الخالصة الى الكهف الامنع والملاذ الارفع سيدنا ومولانا محمد الامين باشا باي عن السنة الهجرية الجديدة وعن نقلته المباركة السعيدة الى قصر حمام الانف العامر جعل الله عهده عهد مسرات وافراح وبهجة وانشراح .

* * *

كما تهنيء جلالته بختان الامير الجليل حفيده المصون المرفع شانه سيدي نور الدين باي وتتقدم الى جده الملك المفدى ووالده الامير الجليل سيدي محمد باي بالتهنئة الخالصة

البقية على الصفحة (٩)

جرائد

« اذا فقدت فرنسا الشمال الافريقي ضيعت اهميتها كدولة عظيمة »

هذا فحوى خطاب ناجلان الوالي العام بالجزائر على اثر افتتاح مؤتمر الشمال الافريقي

وعلقت صحف عديدة على هذه التصريحات . ونحن نتذكر على شهادة الكفاءة التي اعطاها لشعوب الشمال الافريقي . فهي في نظره دول اصبحت تستحق ان تحمي غيرها لا ان تحتمي بالغير .

فلم يبق لنا اذن الا ان تعترف لنا باهليتنا الجمعية العمومية بعدما اعترفت لنا بها فرنسا على لسان واليها العام المعتمد .

ولكن شتان بين القول والعمل

نور الدين بن محمود



صوت الزعيم يدوي في الجماهير الصفاقسية المتعلقة بشخصه المصغية لقوله الزعيم يضع يده على صدره متذكرا نبض احساس الامة في صفاقس

الحادث الخطير الذي سيثير حربا عالمية يبشر به برادلي

صرح الجنرال برادلي رئيس اركان حرب القوات المسلحة الامريكية قال ان اندلاع نار الحرب متوقف على وقوع حادث ما لا يرتضيه احد الطرفين المتقابلين ويعني بذلك روسيا والولايات المتحدة واكد في تصريحه بان اميركا لن تكون هي مصدر ذلك الحادث ولكنه لم يقل انها لن تكون المحرضة عليه فموقفها الحالي من يوغوسلافيا يمكن ان يفسر بالتحريض المباشر على الحرب ضد الاتحاد الروسي وقد وعدت بلغراد بالاعانة المستمرة (بقية ص ١٠

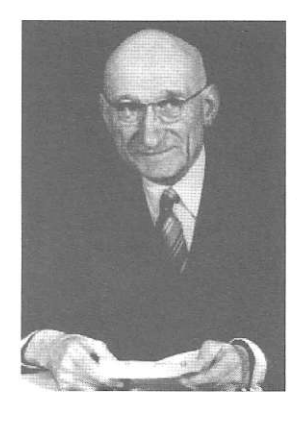
يهبون سككنا لشركاتهم

... في حكومة متحدة

لجمع افريقيا الشمالية

حوادث وإشاعات

Robert Schuman, ministre des Affaires étrangère, lâche le mot « indépendance ».



Etrangère se sent encouragé à déclarer, à Thionville, en Lorraine, que la mission du nouveau Résident Général ***est de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses et de l'amener vers l'indépendance qui est l'objectif final pour tous les territoires au sein de l'union française.*** Il se rétracte après, mais le mot



السنة ٣٣ – السلسلة الجديدة العدد ٧٧ ٢ ربيع الاول ١٣٦٩ ٢١ ديسمبر ١٩٤٩

الشهيد الذي قتل الحماية

قتلها في المؤتمر الاممي ولم يمت في سجنها الذي حكمت عليه به

ذالكم هو الدكتور الحبيب ثامر الذي توفي طائرا بعد المؤتمر الاقتصادي للدول الاسلامية في مدينة كراتشي كما بيناه في الطبعة الثانية للعدد الماضي من تونس

• • •

كان قائد جيش الاحتلال الافرنسي يصارحه بأنه لن يتوقف دون قتله لو ظفر عليه بأدنى بادرة وكان يبتسم لهذا ديه ...

Dans son numéro du 21 décembre 1949 le journal *Toums*, de Zine el-Abidine Snoussi, rend hommage au Dr. Habib Thameur : « Le martyr qui a tué le protectorat. »

Indépendance est lâché ! Et les multiples tractations aboutissent à la formation d'un ministère présidé, en août 1950, par Mhamed Chenik, avec Hamadi Badra (deux Moncéfistes !) et Salah Ben Youssef, un représentant du Néo-Destour pour la première fois au gouvernement.

1950/1952

COMMENT DIT-ON AUTONOMIE ?

Le ministère formé en 1950 est chargé de « ***négocier au nom de S.A. le Bey les modifications institutionnelles qui, par étapes successives, doivent conduire la Tunisie vers l'autonomie interne*** ». Mais cette ligne politique est, à l'évidence, en rupture avec celle de la Nuit du Destin, de 1946, en rupture avec le programme défini par le congrès du Maghreb arabe au Caire, en 1947, et, enfin, en rupture avec la politique du Comité de

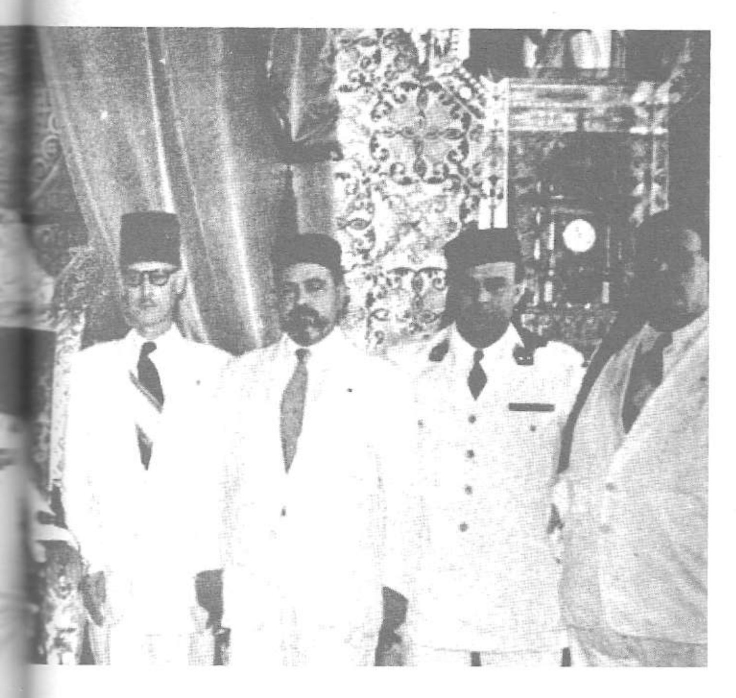


Libération du Maghreb arabe, arrêtée en 1948. Le Néo-Destour doit faire accepter cela par ses militants, par l'opinion publique, par les partenaires du front de l'indépendance et par les multiples défenseurs de la Tunisie dans le monde. Bourguiba reprend son bâton de pèlerin pour une tournée qui l'emmène jusqu'aux Etats-Unis où Farhat Hached l'introduit auprès des syndicalistes américains de l'AFL-CIO.

L'étape qui s'ouvre en 1950 est celle qui va mener la Tunisie à l'indépendance, une indépendance enfantée dans la douleur.

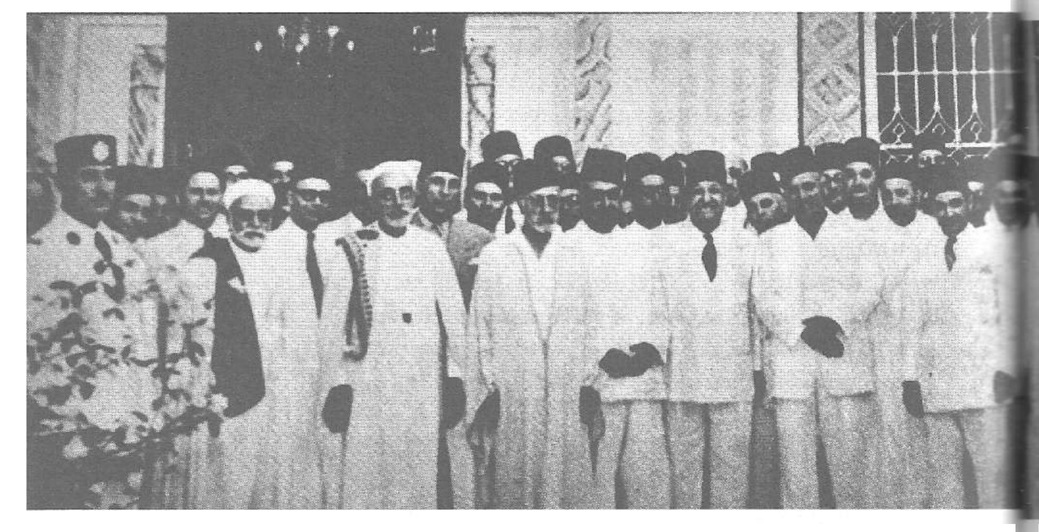
Résumons cette phase pour aider à en saisir les tenants car tant de faits ont interféré les uns avec les autres.

Les premières négociations tunisiennes avec la France échouent en 1951, la lutte reprend, la répression se déclenche en 1952 et l'insurrection se poursuit jusqu'en 1954. Le Sultan du Maroc demande, le 21



Lamine Bey reçoit les membres du nouveau gouvernement formé par Mhamed Chenik. De gauche à droite : Hamadi Badra, Salah Ben Youssef Mhamed Chenik, Lamine Bey, Dr. Mahmoud Matéri, Mohamed Salah Mzali, Dr. Hamadi Ben Salem, général Saadallah.

mars 1952, la révision du Protectorat et le 18 novembre, il réclame des négociations pour l'indépendance. Il est destitué le 20 août 1953. La lutte armée se développe au Maroc. Le président du gouvernement français Mendès France ouvre de nouvelles négociations pour l'autonomie interne de la Tunisie en juillet 1954.

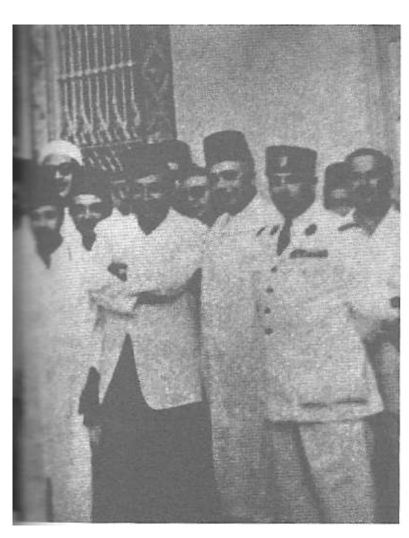


Le 7 septembre 1952, Lamine Bey réunit « Le Conseil des Quarante », composé de quarante personnalité:; représentatives des forces politiques et sociales tunisiennes. Ils rejettent les propositions françaises qui ne vont Pas dans le sens de la reconnaissance de la souveraineté.

La révolte algérienne commence en novembre 1954 pour devenir la guerre de sept ans pour la libération nationale. Les négociations pour l'autonomie tunisienne sont conclues en juin 1955. Le Secrétaire général du Néo-Destour s'oppose à cette autonomie et initie un mouvement insurrectionnel, le Yousséfisme. Les Algériens demandent aux Tunisiens et aux Marocains de poursuivre la lutte ensemble dans toute l'Afrique du Nord et s'allient avec les Yousséfistes tunisiens. Le Sultan du Maroc est ramené de Madagascar à la Celle-Saint-Cloud, en France, et annonce, le 6 novembre 1955, des négociations pour l'indépendance du Maroc. Le 16 novembre, Mohamed V rentre dans son pays, et c'est ce jour qui est fêté comme jour de l'indépendance. Après les concessions faites aux Marocains les négociations sont

reprises par les Tunisiens, en fevrier 1956, pour l'indépendance. Tous ces événements ont interféré les uns avec les autres, que l'historiographie officielle de chacun des trois pays du Maghreb le veuille ou non !

Reprenons le fil des événements. Le ministère tunisien est constitué le 17 août 1950, certes, mais rien ne se passe durant cinq mois, comme si la France considérait la formation de ce ministère comme une fin en soi. Le 1" octobre, les ministres tunisiens demandent des explications au Résident Général Louis Périllier. Il répond le 7 en préconisant effectivement une « pause » ! Mais à la suite de la grève du domaine de l'Enfidha qui est ensanglantée par la mort d'ouvriers tunisiens le 20 novembre, le nouveau ministre des Affaires sociales, Hamadi Badra, prend faits et cause pour les grévistes et rejette la responsabilité sur les autorités françaises. Les négociations s'engagent, néanmoins, et aboutissent aux réformes du 8 fevrier 1951. Les colons représentés par le Rassemblement Français de Tunisie (RFT) déclenchent une campagne contre ces changements qui sont considérés par l'opinion tunisienne comme des cosmétiques. Les Tunisiens espéraient que, comme première étape vers l'autonomie, la constitution d'un gouvernement homogène serait annoncée, cette « ***résurrection de l'exécutif tunisien*** » réclamée par Bourguiba dans ses sept points. Déception !



Les accrochages se multipliant entre ministres tunisiens et directeurs français, entre ministres et Grand conseillers français, et la date du renouvellement du

Les ministres Salah Ben Youssef et Hamadi Badra à Paris en janvier 1952 pour présenter au président du Conseil de Sécurité de l'ONU une requête soumettant le différend entre la Tunisie et la France à l'arbitrage international.

Grand Conseil approchant, le Bey prend l'initiative, le 15 mai 1951, de déclarer publiquement dans son discours au cours de la célébration de l'anniversaire de son accession au trône que « ***le peuple tunisien... a acquis le droit... de vivre dans la paix et la dignité dans le cadre de la souveraineté nationale intégrale*** ». Le RFT se hérisse ; et, le Gouvernement français, dit R. Le Tourneau (cf. ***Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane,*** p. 121), charge le Résident Général de ***« faire des représentations au Bey pour son incartade ! ».*** En juillet, le représentant de la France met au point un projet pérennisant la représentation des Français de Tunisie dans les institutions du pays, autrement dit, il adopte les revendications de ses concitoyens les plus conservateurs de la colonie. Il prévoit même que si le gouvernement tunisien s'y oppose, il doit disparaître. Le ministère Chenik qui pressent cette évolution veut avoir le cœur net. Il remet, le 31 octobre, à Paris, au Quai d'Orsay (qui gère les Affaires tunisiennes) une note qui précise sa position. « ***La nouvelle orientation à prendre ne saurait se manifester autrement que par le dégagement complet de la souveraineté tunisienne*** ». A cette note, le Gouvernement Français répond par une fin de non-recevoir exprimée clairement dans une lettre en date du 15 décembre 1951.

Bourguiba n'était pas en Tunisie. Il parcourait le monde depuis le 2 fevrier 1951, tout en restant en contact permanent avec Tunis. Il passe par Paris et prend connaissance de la réponse française le jour même de sa remise aux ministres tunisiens. Il rejette immédiatement son contenu. Il rentre en Tunisie le 12 janvier 1952. La crise éclate, lorsque deux ministres tunisiens, Salah Ben Youssef et Hamadi Badra, s'envolent pour Paris, le 13 janvier 1952, pour présenter au président du Conseil de Sécurité de l'ONU, réuni au Palais de Chaillot, une requête soumettant le différend entre la Tunisie et la France à l'arbitrage international.



1952/1954

EPREUVE DE FORCE DÉCISIVE

Slaheddine Baccouche, ancien Premier ministre (1943-1947) succède en mars 1952 à Mhamed Chenik à la tête du gouvernement. Pour la population, c'est un fantoche.



Une épreuve de force s'engage en janvier 1952 entre la Tunisie et la France, entre des nationalistes tunisiens déterminés à aller jusqu'au bout, et les forces de sécurité françaises, avec à leur tête un Résident Général du type même du colonial borné, Jean-Marie de Hautecloque, arrivé à bord d'un croiseur et déclarant, sans que le ridicule le tuât : « ***Je viens gonflé à bloc*** ». Une telle attitude pouvait remonter le moral des incorrigibles ténors de la colonie française, ***les prépondérants,*** mais n'entame en rien celui des Tunisiens. Car cette fois-ci, Bourguiba n'est pas seul à déclencher le mouvement, le front tunisien rassemble le Souverain qui a donné son feu vert à son gouvernement qui dépêche deux de ses membres à l'ONU, le Néo-Destour et ses militants qui sont prêts à tout, l'UGTT et ses syndiqués ainsi que les autres organisations nationales qui se sont mobilisées. Le Résident « ***gonflé à bloc*** » croit pouvoir intimider tout le monde en arrêtant Bourguiba et Mongi Slim, le 18 janvier. Le Néo-Destour y répond en tenant son congrès, le même jour, sous la présidence de Hédi Chaker. L'objectif de l'indépendance est de nouveau proclamé et le départ est



Les étudiants de la Mosquée Zitouna observent une grève de la faim, octobre 1952.

donné pour un combat qui va bouleverser l'ordre dans toute l'Afrique du Nord.

Le combat connaît plusieurs phases. Manifestations et grèves se succèdent. Répression et « ratissages » se succèdent aussi. Le point culminant de l'horreur est atteint au Cap Bon, dans le village de Tazerka livré à la Légion étrangère et aux tirailleurs du général Garbay, le bourreau de Madagascar. Réaction du Souverain qui envoie ses ministres enquêter sur les exactions, déprédations, agressions et viols commis par les troupes françaises. Des grèves générales durent jusqu'à l'extrême limite du supportable pour une population privée de tout. Mouvement de protestation des étudiants et des élèves de tous les établissements en mars. Coup de force le même mois de la Résidence qui fait arrêter les ministres du gouvernement de Chenik et les envoie à Kébili. Formation d'un gouvernement présidé par Slaheddine B accouche considéré par la population comme un ***Kisling,*** un fantoche.

Pendant ce temps, la mobilisation des Arabes et des Asiatiques se poursuit à l'ONU. Et l'année se termine par l'assassinat, le 5 décembre, de Farhat Hached, le chef syndicaliste, celui que les autorités n'ont pu arrêter à cause de son audience internationale, surtout auprès des Américains. Le forfait est commis par un groupe dit de la ***Main Rouge,*** une organisation terroriste des ultra-coloniaux, en vérité jouissant de la complicité avérée de la police et de la couverture directe de la Résidence.

L'assassinat de Farhat Hached à Rades, le 5 décembre 1952.



Au Maroc, les autorités du Protectorat sont surprises par la réaction populaire à l'assassinat de Farhat Hached. Les habitants des Carrières Centrales descendent dans la rue à Casablanca ; des accrochages violents les opposent aux forces de sécurité, faisant des morts, des blessés et de nombreuses arrestations. Désormais, c'est l'ensemble du Maghreb qui est secoué. Il faut rappeler que par deux fois, le 21 mars et le 18 novembre 1952,

le Sultan Mohamed V avait réclamé l'ouverture de négociations pour l'indépendance. Cette fois-ci, il réprouve ouvertement les agissements des forces de sécurité ; ce qui lui vaut d'être appelé par les ultra-coloniaux « *le sultan des Carrières Centrales* ».

L'assassinat de Farhat Hached entraîne ce que la France a essayé durant toute l'année 1952 d'éviter : l'internationalisation de *YAffaire tunisienne.* Désormais, il lui faut trouver d'autres solutions que la répression. Elle change de proconsul et nomme Pierre Voizard comme Résident. Il tente une autre formule de gouvernement en 1953, avec Mohamed Salah Mzali, ancien membre du gouvernement de Chenik déposé en mars 1952. Mais la résistance tunisienne a changé d'aspect. En plus de l'ampleur de l'action diplomatique à travers le monde, ce sont d'autres combattants

Page de gauche :
Les membres du gouvernement Chenik en exil à Kébili.
De gauche à droite :
Mohamed Salah Mzali,
Mhamed Chenik,
Dr. Mahmoud Matéri,
Dr. Haniadi Ben Salem.

LE PEUPLE TUNISIEN REND UN DERNIER HOMMAGE A FARHAT HACHED

Tirant la leçon de la mort du leader M. Ben Salah appelle les Tunisiens à l'union

PLUSIEURS dizaines de milliers de personnes ont assisté dimanche matin à Tunis à l'inhumation dans le mausolée édifié place de la Kasbah, de la dépouille mortelle de Farhat Hached, qui arrivée la veille de Kerkennah avait été veillée toute la nuit rue de Constantine

C'est à 8 heures 15 que le convoi mortuaire s'est ébranlé, au milieu d'une foule énorme massée aux abords de la Maison de l'UGTT et contenue par un service d'ordre de dockers et de scouts musulmans.

Derrière la camionnette transportant le cercueil on remarquait notamment M. Ahmed Ben Salah, leader de l'UGTT, M. Tahar Ben Ammar, Président du Conseil, M. Habib Bourguiba, Président du Néo-Destour, les Ministres du Gouvernement Tunisien, des représentants du Bureau Politique du Néo-Destour, des organisations nationales de Tunis et de l'Intérieur.



Cérémonie funéraire et hommage à la Casbah à Farhat Hathed. On reconnaît, de gauche à droite : Habib Bourguiba, le prince Chédli Bey, Tahar Ben Ammar et Ahmed Ben Salah, leader de l'UGTT, chargé de prononcer l'éloge funèbre.

COUP DE THEATRE DANS L'AFFAIRE DE LURS

Aujourd'hui 6 pages

TUNIS-SOIR

QUOTIDIEN POLITIQUE ET D'INFORMATIONS

JEU TRES SERRE A L'O.N.U.

A PROPOS DE LA TUNISIE

La petite Elizabeth était encore vivante

La diplomatie américaine

Irak et Indonésie mènent le jeu

Les amis de la France

Réveil

Les mémoires de Farouk

Le fils de l'entrepreneur avait tué son père trop brutal

Le meurtrier avoue

Quelques questions à résoudre

qui font leur apparition dans le maquis tunisien : les ***Fellagas.*** Le mot appartient au vocabulaire du sud tunisien et il désignait, à l'origine, les frontaliers qui passent, irrégulièrement, en Libye. Il va connaître dans toute l'Afrique du Nord et surtout en Algérie la plus grande diffusion. Déjà en janvier 1953 un groupe de combattants, venant de Libye, avait été accroché et éliminé par les troupes françaises entre Médenine et Benguerdane. D'autres groupes de combattants apparaissent là où le relief le permet. On en comptera jusqu'à vingt, plus ou moins autonomes, mais actifs sur tout le territoire sauf l'extrême Sud. En face, outre les actions régulières des troupes françaises, le terrorisme civil colonial frappe. Le 13 septembre 1953, c'est au tour de Hédi Chaker, le président du congrès du Néo-Destour, de succomber sous les coups d'un groupe manipulé par les coloniaux. Au Maroc, Mohamed V a été déposé en août et déporté à Madagascar avec sa famille tandis que le peuple boycotte son remplaçant, ***le Sultan des Français*** Arafa. Les réformes de Pierre Voizard sont rejetées en Tunisie. L'impasse est totale

Hédi Chaket, assassiné *le 13* ***septembre 1953.***



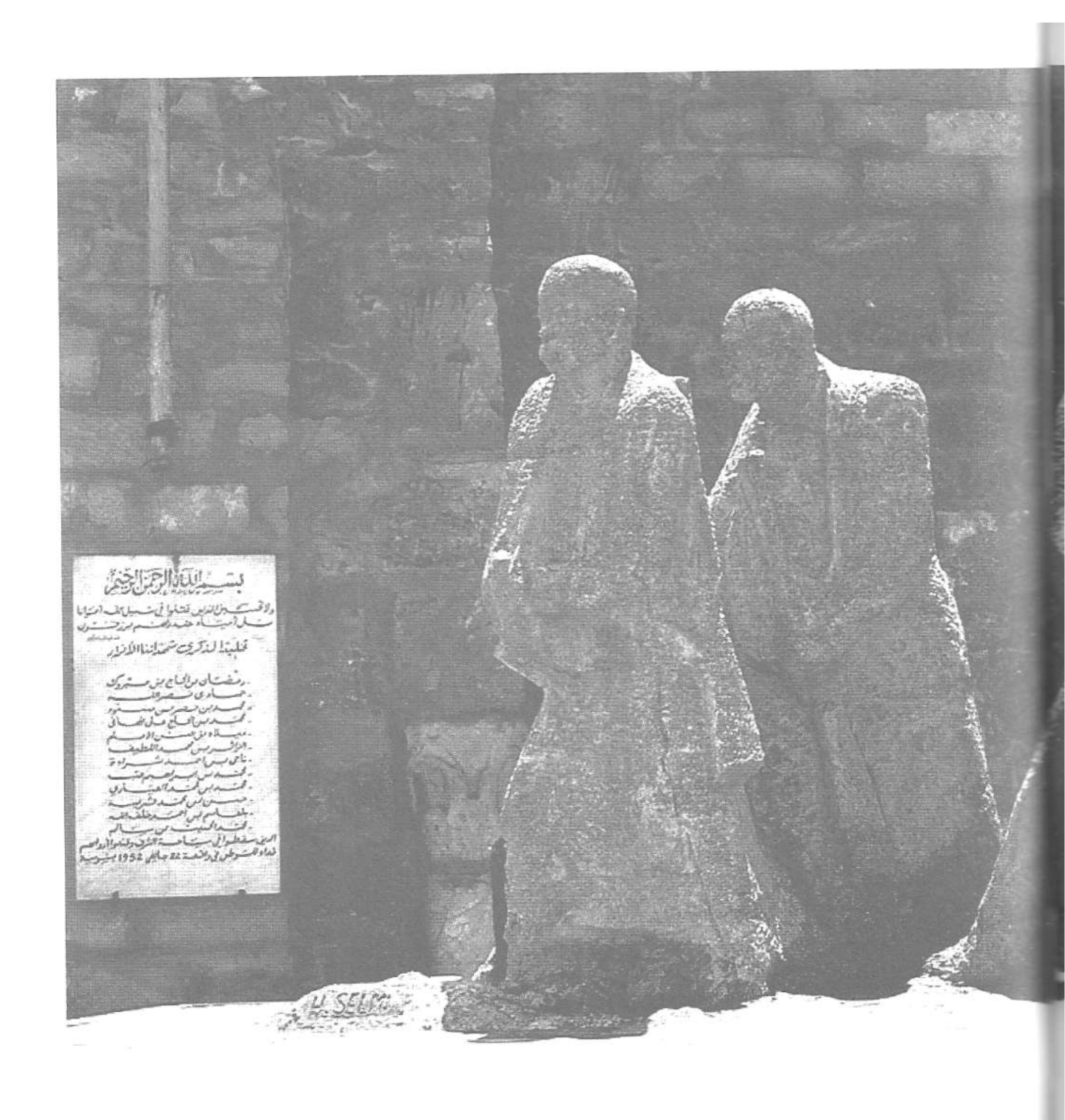
pour le Protectorat aux deux bouts de l'Afrique du Nord. La conjoncture internationale change en 1954. La défaite française à Diên Biên Phu (7 mai) porte au pouvoir Pierre Mendès France en juin. Par une audacieuse négociation engagée à Genève, il met fin à la guerre d'Indochine.

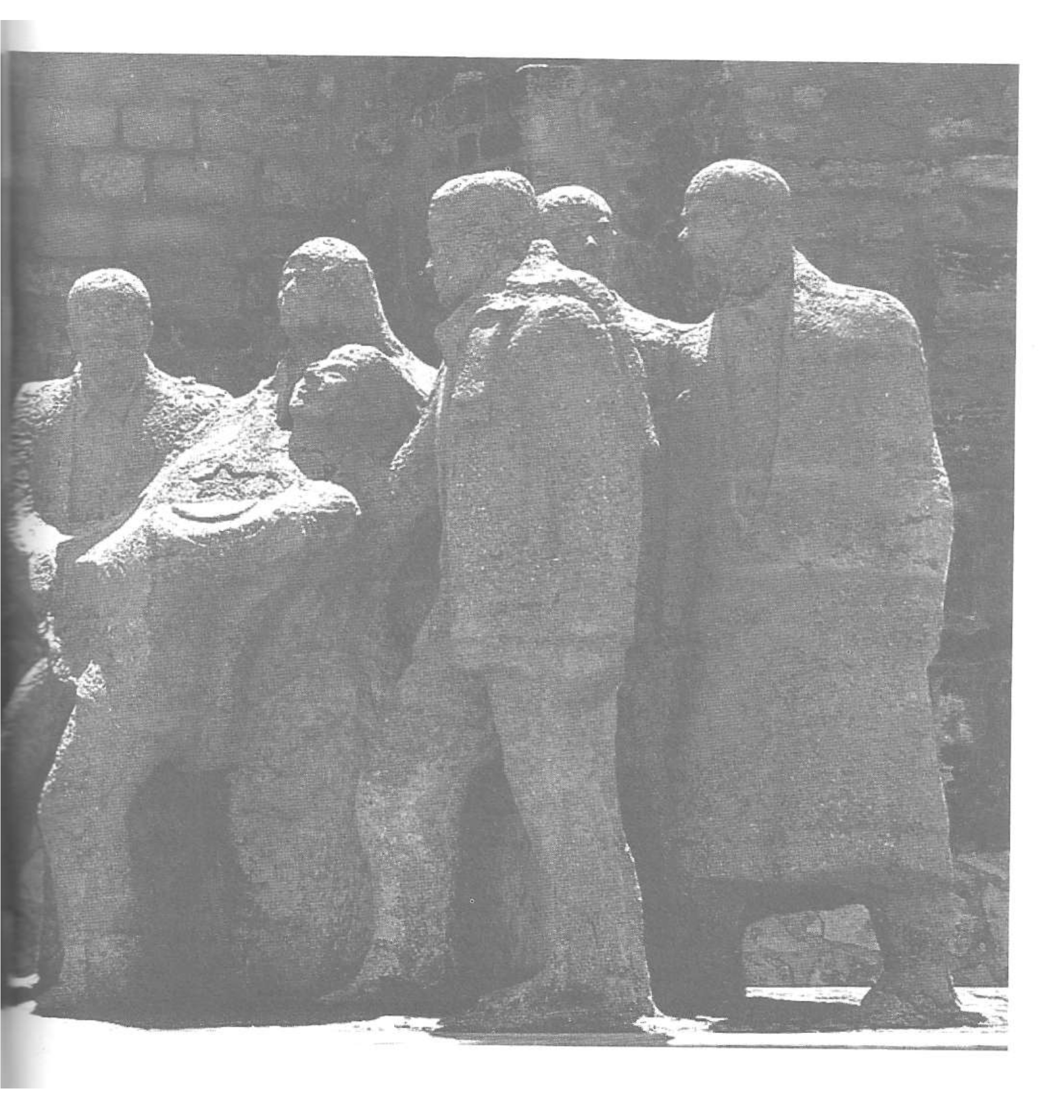
En Tunisie, l'ouverture sera assurée par un discours inattendu que le même Président du Conseil français, Pierre Mendès France, vient faire devant le Bey à Carthage, le 31 juillet 1954, et où il reconnaît l'autonomie interne « sans restriction ». Il s'agit alors d'en définir les modalités avec un nouveau gouvernement tunisien.

Page de gauche :
Les négociations à l'ONU se poursuivaient encore. Le soutien qu'apporte le département américain à la position tunisienne à l'ONU était, en grande partie, le résultat du militantisme de Farhat Hached et de ses liens privilégiés avec les syndicats américains.



La résistance tunisienne a changé d'aspect. En plus de l'ampleur de l'action diplomatique à travers le monde, ce sont d'autres combattants qui font leur apparition dans le maquis tunisien : les Fellagas. Montage d'époque associant « le Combattant suprême » aux chefs des fellagas. Le titre : « Les moujahids, les héros », « Si vous soutenez Dieu, Il vous soutiendra » (Coran, verset 1, Sourate XLVII).
De haut en bas et de gauche à droite ; Bourguiba et Lazhar Chraïti, Sassi Lassoued, Mosbah [Jarbou], Hassan Abdelaziz.
(L. Chraïti sera condamné à mort suite au complot de 1962 visant la vie de Bourguiba.)


بسم الله الرحمن الرحيم
ولا تحسبن الذين قتلوا في سبيل الله أمواتا
بل أحياء عند ربهم يرزقون
تخليدا لذكرى شهدائنا الأبرار



L'Etat indépendant rendra hommage aux martyrs de la lutte nationale et érigera divers monuments à travers le pays. Ici, le monument aux martyrs de Sousse du 22 janvier 1952. Œuvre du scidpteur Habib Selmi.

1954/1955

... ET L'AUTONOMIE EST SIGNÉE

Le voyage de Pierre Mendès France et son discours, précise Charles-André Julien, dans ***Et la Tunisie devint indépendante*** (Editions J. A., Paris, 1985, p. 155) : « ***ne fut point un coup de théâtre improvisé*** ». Il a longuement été préparé dans le plus grand secret du cabinet du Président du Conseil, tant on craignait les réactions des opposants au geste prévu. Mendès France s'est fait accompagner du Maréchal Juin, autorité militaire respectée, du Général Boyer de la Tour nommé le 30 juillet 1954 nouveau Résident Général, de Christian Fouchet, Secrétaire d'Etat aux Affaires Tunisiennes et Marocaines et d'Yves Perrussel, ancien président du RPF à Tunis, espérant par sa présence calmer la colonie. « ***L'autonomie interne de l'Etat tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français*** ... » déclare Mendès France et d'ajouter à l'adresse du Bey : « ***Dès maintenant et si tel est votre désir, un nouveau gouvernement peut être constitué qui... sera chargé de négocier en votre nom avec le gouvernement français les conventions destinées à fixer clairement le droit des uns et des autres*** ». Satisfaction chez les Tunisiens, soulagement des Français libéraux inquiets de la détérioration des relations et franche hostilité chez les représentants de la colonie, membres du RFT, qui ont poussé le manque de civisme jusqu'à refuser de rencontrer le Président du gouvernement français.

Satisfaction aussi du groupe afro-asiatique, à l'ONU qui, sur la proposition de l'Inde, décide de faire ajour-



ner, le 15 septembre, l'examen par la commission politique de l'Assemblée générale de la « question tunisienne ». La constitution du nouveau gouvernement ne va pas de soi. Mendès France exige d'écarter certaines personnalités ayant fait partie du ***Conseil des Quarante*** constitué par le Bey au mois d'août 1952 qui a rejeté les réformes de Hautecloque et les membres du gouvernement de Chenik qui ont porté plainte contre la France. Autonomie « ***reconnue et proclamée*** » mais tout doit être précisé avec l'assentiment de la France. Emoi chez les représentants tunisiens à l'étranger. Salah Ben Youssef, Mohamed Badra, Ali Balhaouane, Bahi Ladgham rejoignent Genève et demandent des explications à leurs collègues du Bureau Politique qui leur ont dépêché. Bourguiba calme le jeu en déclarant, de sa nouvelle retraite du château de la Ferté, à Amilly, près de Montargis, que ***« les propositions constituent une étape. L'indépendance reste l'idéal du peuple tunisien, mais la marche vers cet idéal ne prendra plus désormais le caractère d'une lutte entre le peuple tunisien et la France ».***

Arrivée de Pierre Mendès France, président du Conseil, au Palais beylical de Carthage le 31 juillet 1954. Il vient proposer à la Tunisie l'autonomie interne, accompagné de Christian Fouchet, gaulliste, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et du maréchal Alphonse Juin, héros de la Seconde Guerre mondiale et commandant en chef du secteur Centre-Europe de l'Organisation atlantique, qui vient apporter sa caution à la politique émancipatrice de Mendès France.

Habib Bourguiba Jr, Bahi Ladgham et Salah Ben Youssef s'entretiennent à l'ONU avec U Thant, représentant de la Birmanie (et futur secrétaire générale de l'ONU), 1952.



Il faut donc constituer le gouvernement. Le choix de la France se porte sur Aziz Jallouli pour le présider, mais celui-ci refuse catégoriquement de devenir Premier ministre. On offre le poste à Tahar Ben Ammar, Président de la Chambre d'agriculture du Nord, indépendant mais actif dans l'arène politique depuis 1921 et ancien président de la section tunisienne du Grand Conseil. Il accepte. Mais le choix des ministres s'avère plus laborieux, car le Premier ministre veut constituer un gouvernement avec des Destouriens et entre en conflit avec le Résident Général Boyer de Latour. C'est Bourguiba qui tranche en acceptant le compromis. Enfin le nouveau ministère est formé le 4 août.

Il comprend :

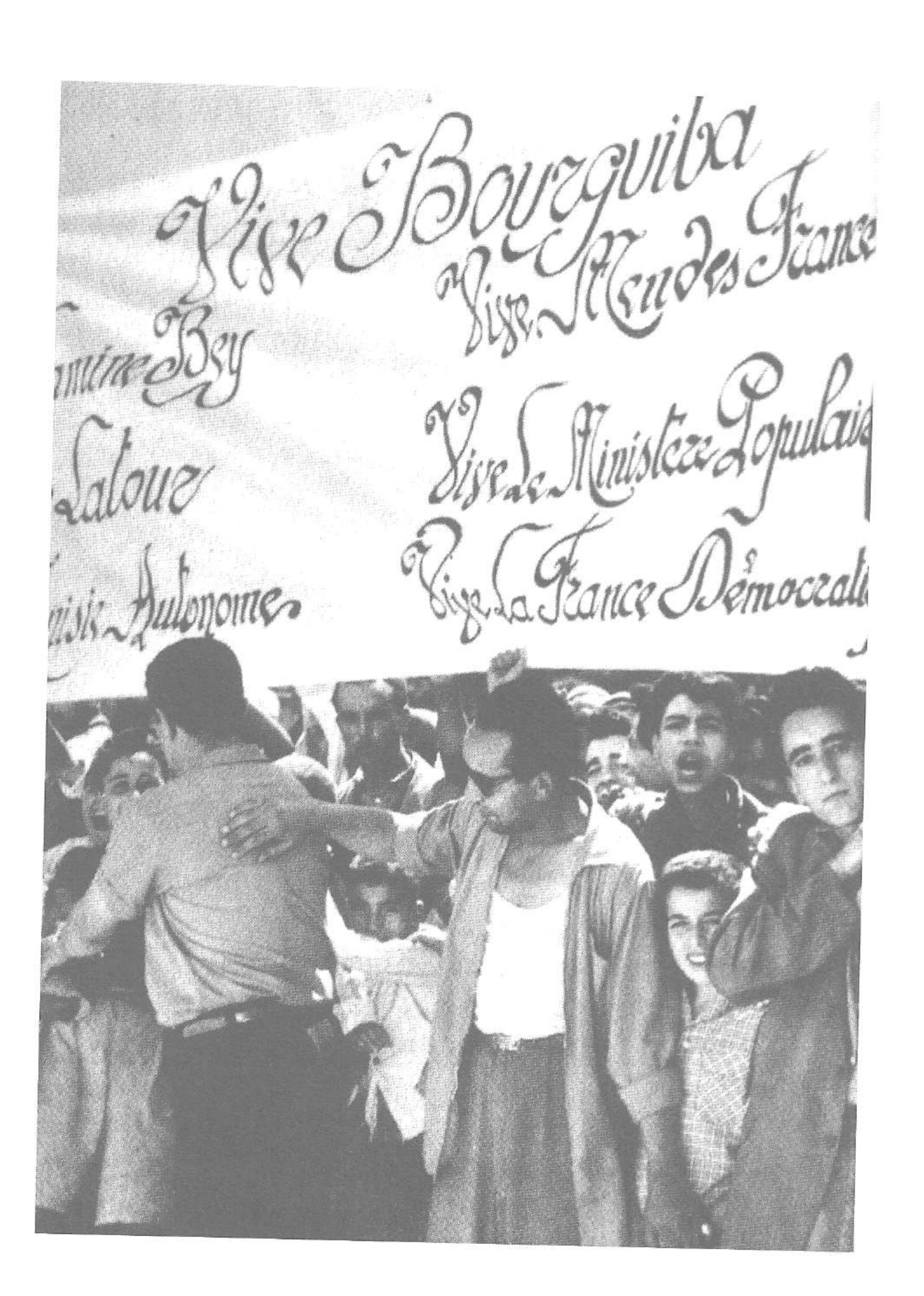
• ***Quatre indépendants*** ou considérés comme tels :

- Tahar Ben Ammar, Premier ministre,
- Aziz Jallouli, ministre d'Etat,

~ Tahar Zaouche, médecin, ministre de la santé publique,

~ ^ Belhaj, vice-président de la chambre d'agriculturc, ministre de l'agriculture.

A Tunis, la foule acclame** la. **nouvelle politique du gouvernement de Mendès France.


Vive Bourguiba
Vive Mendes France
Bey
Autonome

PREMIER EFFET DU VOYAGE-ÉCLAIR DE MENDÈS ET JUIN

Tunis : le bey a désigné son premier ministre

M. Ben Amar, nationaliste indépendant, va s'efforcer

Le quotidien France Soir ***titre sur la désignation de Tahar Ben Ammar Premier ministre.***

• ***Quatre Néo-Destouriens :***

- Mongi Slim, avocat, ministre d'Etat,
- Mohamed Masmoudi, délégué en France, ministre d'Etat,
- Hédi Nouira, avocat, ministre du Commerce,
- Sadok Mokadem, médecin, ministre de la Justice.

• ***Un caïd, Saint-Cyrien et ancien combattant :***

- Nasr Ben Saïd, propriétaire foncier, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat.

• ***Un socialiste*** SFIO :

- Chédly Rhaïm, syndicaliste, ministre du Travail.

En outre le Général Boyer de Latour, Résident Général, est nommé ministre des Affaires étrangères, et les départements des Finances, de l'Instruction publique, des Travaux publics et des PTT demeurent dirigés par des Directeurs français.

Il s'agit de négocier, non point l'autonomie interne ***« reconnue »***, mais les conditions de sa mise en œuvre. Deux obstacles demeurent dressés devant les deux partenaires. Pour les Tunisiens, il faut fermer les camps d'internement et libérer les prisonniers. Pour les Français, il faut mettre fin au maquis tenu par les groupes de ***Fellagas.*** Cela ne semble pas aller de soi. Ce n'est qu'en septembre que 200 Tunisiens astreints à la résidence forcée obtiennent la liberté de se déplacer,

que le camp d'internement de Tataouine est fermé et que le Néo-Destour est légalisé. Ce n'est qu'en novembre que les deux partenaires se mettent d'accord sur un texte exigeant la remise des armes par les Fellagas en contre-partie de *YAman,* l'assurance de sécurité. Près de 2400 combattants remirent 1862 armes à 44 envoyés tunisiens et français dûment mandatés.

Les négociations peuvent reprendre sérieusement, mais non sans divergences graves et incidents majeurs. Quelques Fellagas (Tahar Lassoued et son groupe par exemple) ont refusé de quitter leur maquis et continuent à se battre. Ils seront rejoints par six autres groupes quand la dissidence youssséfiste prendra de l'ampleur. Au même moment, le terrorisme organisé par des Français de la colonie fait des victimes parmi les personnalités tunisiennes régionales. Le différend au sein du Néo-Destour entre partisans de la poursuite



Mendès France reçoit line délégation tunisienne : Aziz jallouli, Mongi Slim, Tahar Ben Ammar, Albert Bessis.

Salah Ben Youssef à Paris.



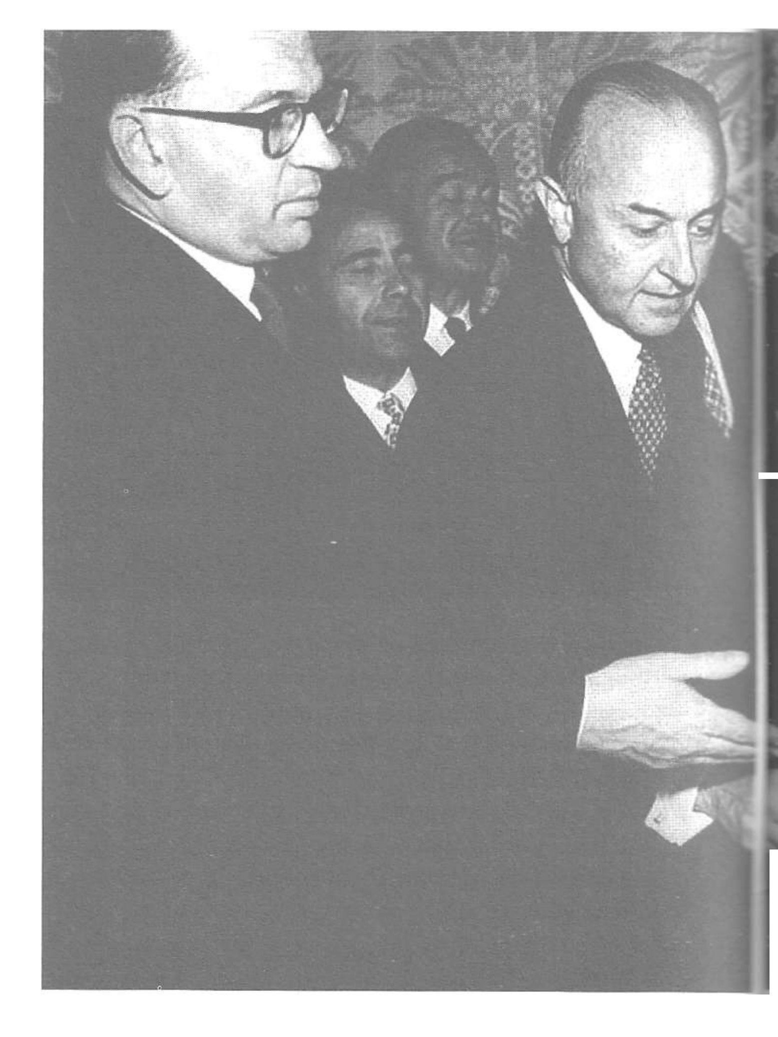
de la lutte jusqu'à la fin des négociations et partisans de la cessation des hostilités, commence à devenir public et à être attisé par les positions de la délégation extérieure, notamment par la déclaration du 31 décembre 1954 de Salah Ben Youssef affirmant que la longueur stérile des négociations indique que « ***la France n'entend, nullement honorer ses engagements »***. Bourguiba qui, placé à Chantilly, s'est rapproché de Paris, se montre aussi impatient de voir les négociations aboutir. Le côté français est freiné par les difficultés que rencontre Pierre Mendès France avec sa propre majorité dans les débats sur la Communauté Européenne de Défense (CED). D'ailleurs, c'est cette question qui finira par abattre son gouvernement le 6 février 1955.

Les Tunisiens craignent de voir le successeur de Mendès France revenir sur les engagements pris d'autant que certains représentants des partis de droite et du centre-droit ont adopté le point de vue de la colonie française, franchement hostile à l'autonomie



interne et représentée à Paris par ses deux sénateurs Antoine Colonna et Gabriel Puaux, le véritable inspirateur de la lettre du 15 décembre 1951 qui avait mis le feu aux poudres. L'opposition à Mendès avait déjà utilisé l'affaire tunisienne pour déchaîner, selon les mots de Christian Fouchet, secrétaire d'Etat aux Affaires Tunisiennes « la meute décuplée ». Mais le successeur de Mendès France est, le 23 février 1955, Edgar Faure, habile, rompu aux manœuvres politiques, à l'aise dans les coulisses du pouvoir de la Quatrième République. Les Tunisiens qui le connaissent bien sont soulagés. Il avait séjourné en Tunisie pendant l'Occupation et avait défendu des Destouriens devant les tribunaux. Il va montrer son habileté à manœuvrer avec les partis de sa majorité française et avec ses vis-à-vis tunisiens, au milieu d'un environnement international favorable à un Tiers-Monde qui va naître, en avril 1955, à Bandoeng (Indonésie) et où le Néo-Destour extérieur est représenté par Salah Ben Youssef.

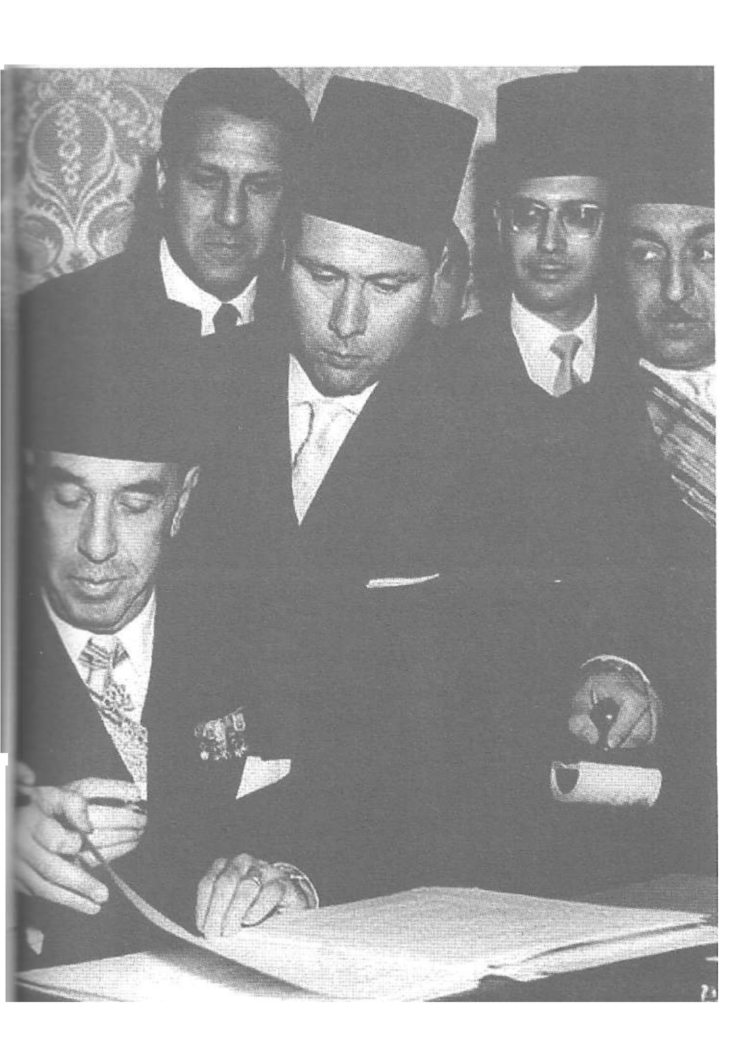
La délégation tunisienne lors des négociations avec le gouvernement d'Edgar Faure.
De gauche à droite : Albert Manet (délégation française), Albert Bessis, Taoufik ben Cheikh (?), Mongi Slim, Tahar Ben Ammar, Aziz Jallouli, Mohamed Masmoudi.



A Paris, à l'Hôtel Matignon,** signature **des** conventions de **Vautonomie** interne, **le 3 juin 1955. De gauche à droite : Edgard Faure, Habib Chatti, (?), Jean Basdevant, Tahar Ben Ammar,** Taoufik **Ben Cheikh,** Fathi Zouhir, **Ahmed** Mestiri, Mongi **Slim.

Finalement, après avoir franchi de nombreux obstacles, aplanis par des rencontres directes d'Edgar Faure avec Bourguiba, des Conventions sont signées le 3 juin 1955, à Paris. Ce n'est pas une mince affaire. Il s'agit de :

1) Une convention générale et quatre protocoles annexes relatifs à l'exécution du traité et au règlement des différends, à l'installation des services administra-



tifs, à la défense et à la sécurité, au statut fiscal et douanier des forces françaises, à l'ordre public, à l'interprétation des conventions sur l'arbitrage et l'ordre public.

2) Une convention sur le statut personnel et la situation des personnes.

3) Une convention judiciaire et deux protocoles annexes.







4) Une convention sur la coopération administrative et technique et une annexe relative aux règlements des contrats qui est lui-même complété par quatre protocoles annexes.

5) Une convention culturelle suivie d'un protocole annexe.

6) Une convention économique et financière.

7) Un accord entre les signataires sur le crédit agricole.

En tout sept conventions et douze annexes et les échanges de lettres interprétatives soit plus de quatre-vingt-dix pages de dispositions juridiques.

En vérité, hormis les négociateurs et leurs collaborateurs, ceux qui ont lu les textes de ces conventions sont peu nombreux. D'une part, le retour de Bourguiba dans son pays, le 1er juin 1955, libre de toute contrainte, et sa bénédiction des résultats des négociations, plonge les Tunisiens dans une euphorie peu propice à l'analyse et à l'intelligence des textes. D'autre part, l'opposition de Ben Youssef devenue publique, la poursuite des incidents fomentés par les Fellagas dissidents, les attentats des terroristes de la colonie française, créent une situation où, d'un côté, il y a les partisans des Conventions et, de l'autre, leurs adversaires, chez les Tunisiens comme chez les Français. Chaque camp se contente de ce que lui disent ses chefs pour ou contre l'autonomie interne, sans chercher à en comprendre le mode d'application.

Salah Ben Youssef rentre en Tunisie, en septembre 1955. Sa dénonciation des Conventions est catégorique. Le congrès du Néo-Destour est convoqué pour le 15 novembre. Ben Youssef refuse de s'y rendre. Le congrès se range du côté de Bourguiba, approuve les Conventions d'autonomie interne et demande au nouveau Bureau Politique d'aller plus loin, vers l'indépendance. De fait, les critiques des Youssefistes portent sur les mêmes thèmes qu'utilisent les autorités françaises pour calmer la colonie partagée entre espoir

***Le congrès du Néo-Destour à Sfax scelle la rupture entre les partisans de Bourguiba et ceux de Ben Youssef.
De. haut en bas : Bourguiba, Mongi Slim, Bahi Ladgham ; Mhamed Chenik, Tahar Ben Ammar et une délégation égyptienne ; le public assistant.***

La composition du nouveau bu reau politique du Néo-Destour, *de* ***haut en bas et de*** *gauche à* ***droite : Ahmed Tlili,*** *Bahi* ***Ladgham, Ali Belhaouane, Taïeb Méhiri, Mohamed Masmoudi, Mongi Slim, Sadok*** *Mokadem,* ***Abdallah*** *Fardai,* ***Jallouli Farès, Hédi*** *Nouira.*

et désespérance. Il s'agit de la permanence des liens avec la France qui est réaffirmée par le maintien du traité du Bardo. La Tunisie s'engage à respecter les droits des Français ; la défense, la sécurité, les affaires étrangères restent entre les mains de la France, au moins pour quinze ans ; la gendarmerie n'est supprimée que dans les circonscriptions rurales où il n'y a pas de Français ; et, quand certains services seront concédés, plus tard, aux Tunisiens, ils seront dirigés par des fonctionnaires français. La représentation de la colonie française dans les municipalités est modulée selon l'importance locale des Français. En matière judiciaire, la Justice tunisienne devient seule compétente pour les affaires où les Tunisiens seuls sont intéressés sauf dans les cas où les intérêts de la France, le contentieux administratif ou sociétaire est en jeu. Les tribunaux français continueront à faire partie de l'organisation judiciaire française et toute modification doit faire l'objet d'un accord préalable. Au terme de cinq ans, avec l'extension de certaines compétences aux tribunaux tunisiens, des juridictions mixtes, sont créées pour connaître des affaires où cette compétence est étendue. Ces tribunaux sont présidés par des juges dont la nationalité est choisie par le défendeur. En appel, ils sont présidés automatiquement par un Français.

Telles sont les clauses qui, citées dans des discours, souvent tronquées et sorties de leur contexte, alimentent les débats. Comme on peut le constater, ce qui est avancé par la France pour calmer les coloniaux, est repris par les Youssέfistes pour rejeter les Conventions.

الديوان السياسي الجديد



1955

1er JUIN : LE TRIOMPHE DE BOURGUIBA

Une foule dense se presse sur les quais du port de La Goulette. Bourguiba est ému. Il agite son mouchoir blanc pour saluer ceux qui sont venus l'accueillir :pas moins d'un demi-million de Tunisiens.

Le Premier juin 1955, les négociations sur l'autonomie étant conclues à Paris et les textes livrés à l'habillage nécessaire pour la signature des conventions le 3 juin, Habib Bourguiba prend le bateau pour rentrer triomphalement à Tunis. Un retour mémorable à plus





Bourguiba descend de la passerelle du paquebot Ville-d'Alger.
A sa gauche, Mongi Slim, derrière lui (en tarbouch), Tahar Ben Ammar.

d'un titre ! Trois ans et demi auparavant, il avait été arrêté par un Résident Général -Jean de Hautecloque- que Vincent Auriol, Président de la République Française, traite dans ses mémoires d'imbécile. Bourguiba avait été assigné à résidence à Tabarka, puis éloigné sur l'île de La Galite, puis encore plus loin sur l'île de Groix, en France, avant d'être rapproché de Paris, par Pierre Mendès France, et installé au château de la Ferté, à Amilly, puis, à Chantilly, puis, enfin, librement à Paris. Chacun de ces changements de résidence a correspondu à une aggravation de la tension ou à un retour de la détente entre la France et le Néo-Destour. L'oracle, pour Bourguiba qui lui a gardé une reconnaissance éternelle, est Pierre Mendès France accédant à la présidence du gouvernement français.

Cet homme intelligent et courageux a compris qu'il faut prendre le problème à bras le corps comme il l'a fait pour l'Indochine. Il a commencé à réfléchir sur ce qu'il doit faire pour la Tunisie alors même qu'il était encore à Genève, en pleine négociation sur le sort du Viêt-Nam. Le retour de Bourguiba est l'aboutissement d'efforts soutenus de juillet 1954 à février 1955 par Pierre Mendès France, et de février à juin 1955 par son successeur Edgar Faure. A chaque obstacle, le chef nationaliste, le ***Combattant Suprême*** Habib Bourguiba, a dû donner un coup de pouce pour débloquer la situation. La réussite de juin 1955 est la sienne.

Il faut se rappeler qu'en ce début d'été, le Sultan Mohamed V était encore éloigné à Madagascar et les événements d'Algérie (on ne parlait pas encore de ***guerre)*** ont commencé huit mois seulement auparavant. L'embrasement de l'Afrique du Nord illustrait pourtant une réaction en chaîne évidente : 1952 en Tunisie, 1953 au Maroc, 1954 en Algérie. L'autonomie interne était considérée alors comme le maximum à quoi pouvaient aspirer les Protectorats. Bourguiba rentre dans son pays en ayant obtenu ce maximum. Pour lui ce n'était pas le but ultime -il l'a dit- mais une clé pour l'avenir. Ce n'est pas l'indépendance, mais il n'a jamais caché dans ses déclarations que l'objectif demeure l'indépendance. On pensait, alors, du côté tunisien comme du côté français, qu'il s'agit de commencer par traduire l'autonomie dans la réalité avant de se préparer pour la suite. Quant à l'Algérie, considérée comme un ensemble de trois départements français, son avenir est -pour le gouvernement français-scellé avec la France !

En entrant dans le golfe de Tunis, le paquebot transportant Bourguiba est soudain escorté, dans leurs embarcations, par les pêcheurs des régions de Bizerte, de Tunis, du Cap Bon, du Sahel, de Sfax et de Jerba, accourus pour prendre part à l'événement. Une foule dense se presse sur le vieux quai de La Goulette.



Du port de La Goulette, et avant Tunis, le cortège fait un détour par Carthage : la première visite de Bourguiba sera pour Lamine Bey en son palais.

Bourguiba est ému. Il agite son mouchoir blanc pour saluer du pont du bateau ceux qui sont venus l'accueillir. Il y a là tout ce que Tunis compte comme personnalités de toutes obédiences. Une estrade est préparée dans le vieux hangar pour lui permettre de s'adresser à la foule.

Le retour de Bourguiba, les horaires, l'itinéraire, la sécurité du cortège ont été minutieusement négociés par Taïeb Méhiri, directeur du Néo-Destour, avec le colonel Méric, le responsable désigné par la Résidence

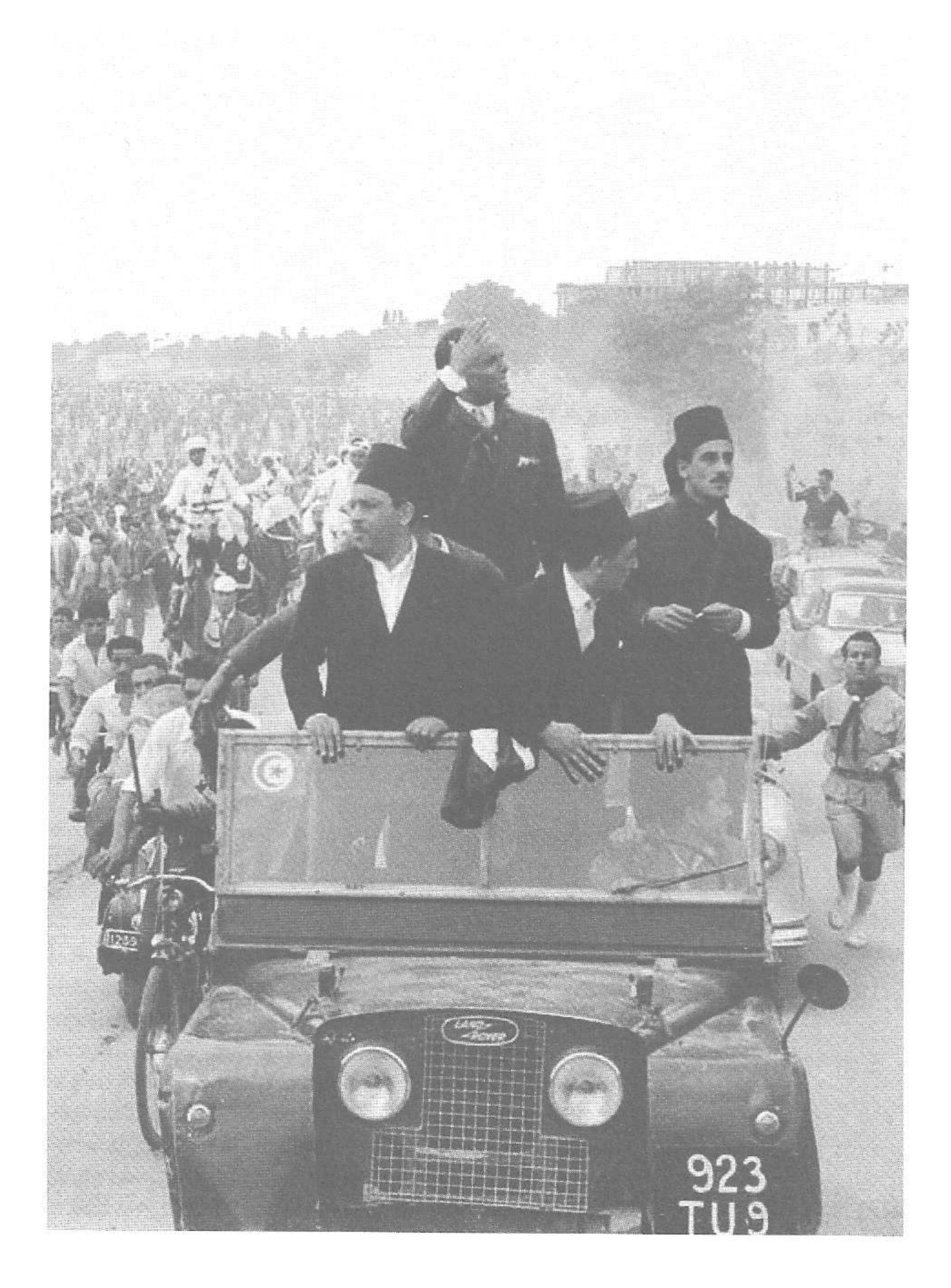


Fanion saluant le « Jour du retour du Combattant suprême, jour de félicitations », daté en l'année de l'hégire « 1374 ».

Page de droite :
Après une courte allocution faite sous le coup de l'émotion à la tribune de La Goulette, Habib Bourguiba s'installe sur une voiture Land Rover entouré des responsables de son Parti et de sa sécurité. Au premier plan : M. Masmoudi, M. Slim, T. Méhiri. Le retour de Bourguiba, les horaires, l'itinéraire, la sécurité du cortège ont été minutieusement négociés par Taïeb Méhiri, directeur du Néo-Destour., avec les autorités françaises.

Générale de France (il deviendra plus tard général et gardera le meilleur souvenir de la Tunisie). Il faut comprendre qua l'époque, la France détenait tous les leviers de la sécurité en Tunisie, que l'organisation de « la Main Rouge », le groupement terroriste français, bénéficiait de complicités réelles dans la police et que le Néo-Destour, parti hors la loi depuis avril 1938 mais fraîchement légalisé en 1954, réclamait l'entière responsabilité de la sécurité du retour triomphal du ***Combattant Suprême.*** Il faut reconnaître qu'il fallait un certain courage et une grande souplesse d'esprit au colonel Méric pour accéder à toutes les demandes présentées par Taïeb Méhiri et une reconnaissance aussi de la capacité d'organisation et de maîtrise des foules par le Néo-Destour. Il faut rappeler aussi que la route qui longe le rail de Tunis à la Goulette n'existait pas encore et qu'à partir de Carthage, il fallait passer par l'Aouina pour entrer dans la capitale via Bab el-Khadra, Bab-Souika, la Casbah et le quartier de Bab Menara où se trouvait la maison de Bourguiba, dans ce qui s'appellera, désormais, la Place-du-Leader. Un chemin très long dont il fallait sécuriser chaque étape. Des centaines de milliers de personnes se sont déplacées de toutes les provinces pour accueillir le Zaïm, le chef ! Les chameliers du Sud, les cavaliers du Centre, les scouts, les Fellagas, les sportifs, et les formations de la ***Jeunesse Destourienne*** habituées à encadrer les cortèges ont tous concouru à l'organisation. Tout a été minutieusement préparé.

Après une courte allocution faite sous le coup de l'émotion à la tribune de La Goulette, Habib Bourguiba s'installe sur une voiture Land Rover entouré des responsables de son Parti et de sa sécurité et prend la direction de Carthage pour saluer le Souverain en son palais. Rencontre historique entre l'homme qui incarne la volonté d'un peuple et l'homme qui se trouve à la tête d'un Etat malmené depuis trois quarts de siècle. Comment le peuple se



1955 : 1er juin : Le triomphe de Bourguiba



reconnaîtra-t-il dans l'Etat ? On le saura deux ans plus tard. En ce jour les témoins de la scène, y compris des membres de la famille royale, s'interrogent. A chacun ses espérances ou ses illusions. La France n'a-t-elle pas fait inscrire, en plusieurs dispositions des Conventions, qu'elle continuera à assurer la défense et la sécurité du pays ***et de la dynastie ?***

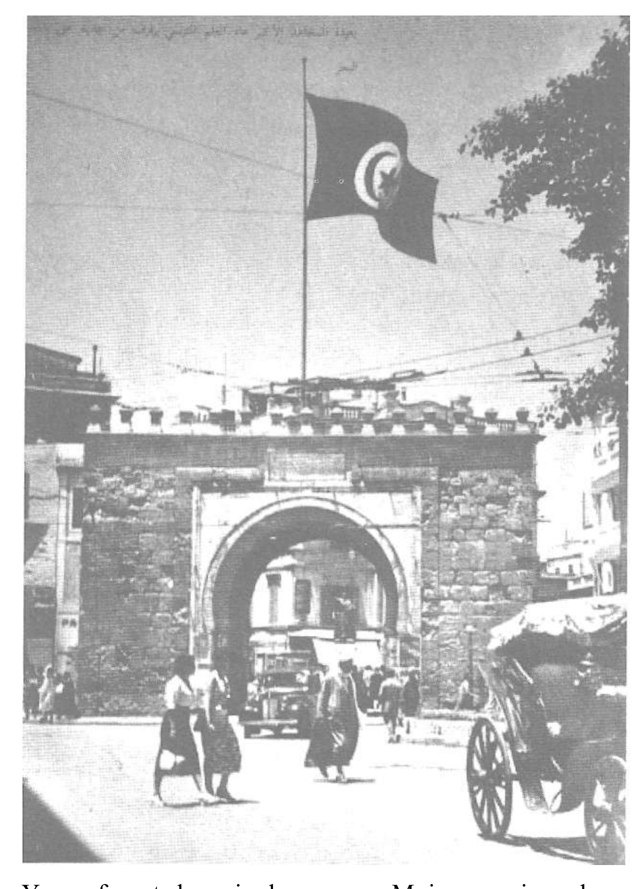
Pour l'instant, tout le monde prend part à la liesse.

Le cortège prend la route de Tunis, et plusieurs fois, Bourguiba abandonne la voiture pour enfourcher un blanc destrier préparé pour lui et se coiffe du chapeau de paille des cavaliers des Zlass. Toute la Tunisie dans cette foule bigarrée vibrait à l'unisson en cette journée bénie par un ensoleillement complice. Les journaux arabes étaient aussi de la fête. Le rédacteur en chef d***Assabah,*** le célèbre Hédi Labidi, a fait barrer la première page du journal par une manchette déclarant ***Ce jour rentre dans la patrie qui mérite le sacrifice l'homme tenace qui n'a jamais désespéré de la grâce de Dieu !*** (Al-yawma yaôudou ila-l-Watan al-moufadda Arrajoulou assamid alladhi lam yay'as min rawh Illah !). Belle déclaration résumant un long parcours. Jamais le pays ne s'est autant identifié à un homme. Jamais un jour n'est apparu comme étant la clé de l'avenir. Habib Bourguiba, fin psychologue, a choisi la date de son retour en la séparant de la conjoncture, c'est-à-dire de la signature des Conventions. Il ne rentre pas avec un contrat. Il rentre, ***lui,*** le maître des événements. C'est là l'explication du fait que, durant son exercice du pouvoir, il a choisi la date du 1er juin comme fête nationale. Il a dit et répété que ce jour avait ouvert toutes les portes. Quand les policiers étaient venus l'arrêter le 18 janvier 1952, il leur avait déclaré : « ***C'est la dernièrefois que vous venez m'arrêter !*** » Son retour final n'était pas seulement un triomphe à la manière romaine. Bourguiba recevait dans cette union avec son peuple un ***blanc-seing*** pour décider de l'avenir.

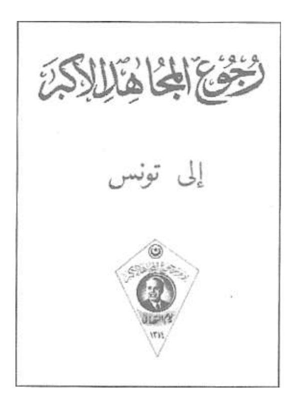
Jamais Bab el-Khadra n'a été autant sollicité. La foule s'amasse sur sa *terrasse* ***et occupe tous les*** *recoins.* ***Le cortège le*** *traverse tel* ***un arc de*** *triomphe.*

Il va commencer par faire accepter au peuple tunisien cette étape. Il faut reprendre en main le Parti, c'est ce qu'il fait deux jours après son arrivée en modifiant la composition de sa direction, et maîtriser ces corps de Fellagas qui échappent à tout contrôle. Il faut confier la préparation du congrès du Néo-Destour à des fidèles avec à leur tête Abdallah Farhat. Fin politique, Habib Bourguiba comprend que, faute de ralliement improbable, en cet été de 1955, Salah Ben

Dernière image du livre-album publié en 1955 pour saluer le retour du 1" Juin : le drapeau tunisien remplace le drapeau français sur la Porte Bab-Bhar.

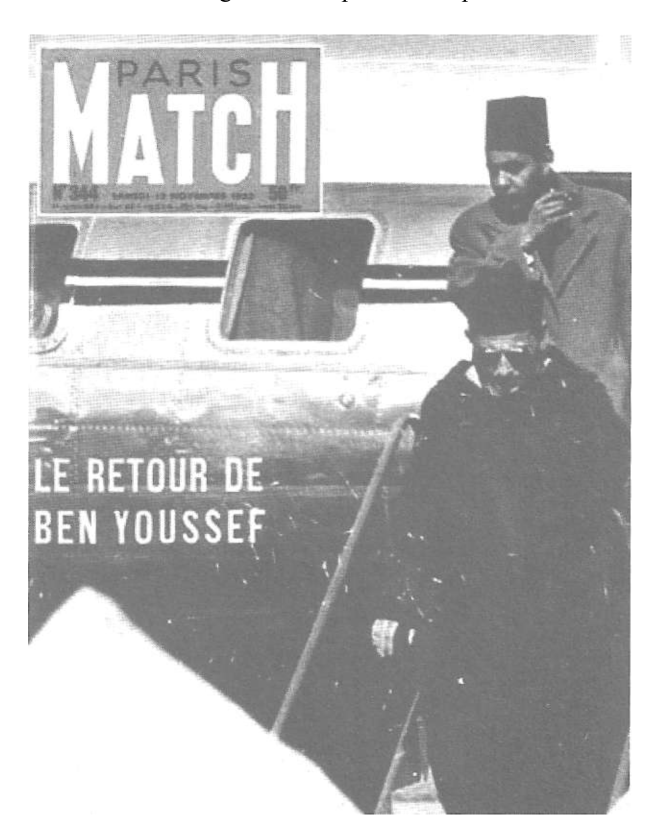


***Page** de titre **du** livre-album publié en 1955 :*
Retour du Combattant suprême à Tunis.



Youssef peut devenir dangereux. Mais ce qui va donner le coup de grâce aux Conventions d'autonomie, ce n'est pas le Yousséfisme (qui développera à partir de décembre une action violente) c'est -on ne l'a pas assez souligné- le Maroc ! En effet, au cours du mois de novembre 1955 où Bourguiba pesait de tout son prestige pour faire accepter par son Parti et son peuple l'autonomie interne, la France fait amende honorable vis-à-vis du Sultan Mohamed V et le ramène de Madagascar à la Celle-Saint-Cloud. Engageant avec lui des pourparlers pour son retour au Maroc, elle découvre un Sultan qui exige l'indépendance, ***et la***

France accepte cette exigence. Le gouvernement marocain allait être formé pour négocier, non l'autonomie interne comme pour la Tunisie, mais les modalités de mise en œuvre de l'indépendance proclamée par le Sultan. D'ailleurs celui-ci rentre dans son pays le 18 novembre 1955 et, c'est cette date qui, jusqu'à aujourd'hui, est célébrée en tant que fête de l'indépendance. On imagine l'effet sur les relations entre la Tunisie et la France. Salah Ben Youssef exulte, mais, devant les difficultés rencontrées en Tunisie où sa vie est menacée, il décide de réémigrer en janvier 1956. Le nouveau gouvernement de Tahar Ben Ammar formé pour mettre en œuvre l'autonomie, se doit de réclamer l'ouverture de négociations pour l'indépendance.

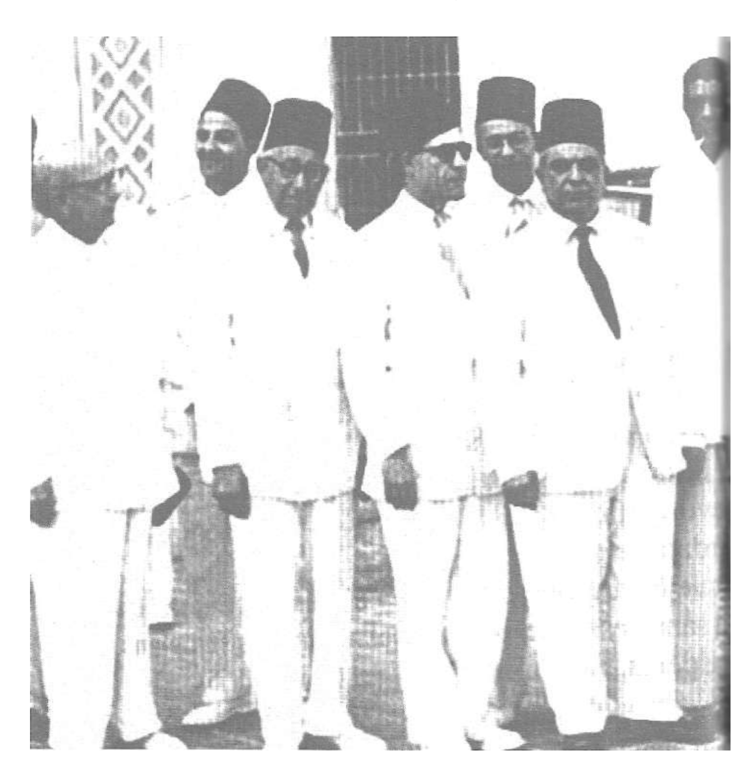


En novembre 1955, à la une de* Paris Match, *le retour de Ben Youssef (le Sultan Mohamed V). Derrière lui, son fils, le futur roi Hassan II.

1956

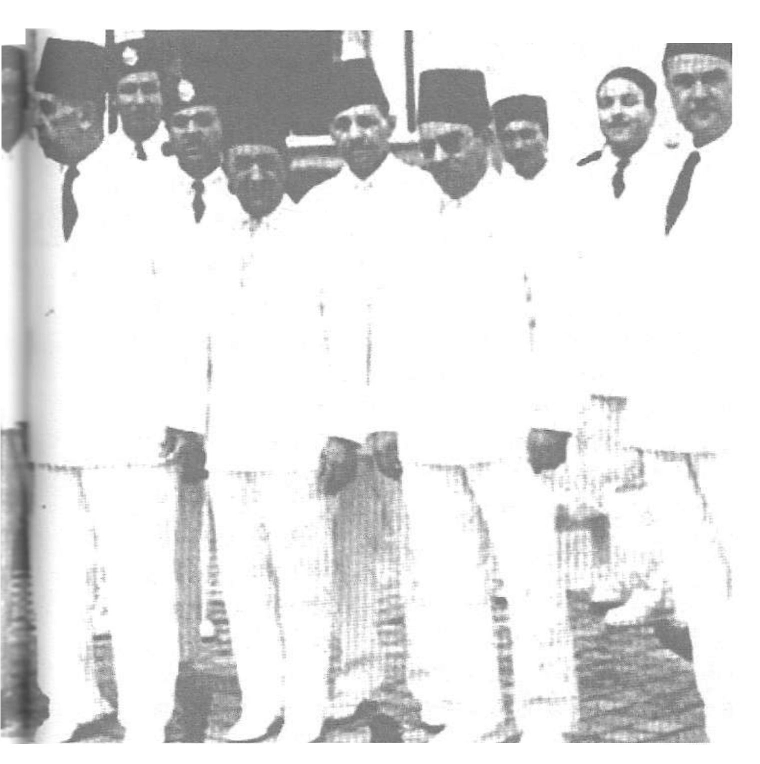
20 MARS : L'INDÉPENDANCE, ENFIN !

Le 17 septembre 1955, Tahar Ben Ammar, chargé de constituer le gouvernement, présente au Bey la nouvelle équipe. Elle comprend, à côté du Premier ministre devenu Président du Conseil, onze ministres



dont sept du Néo-Destour : Mongi Slim, à l'Intérieur, Kadhem Ben Achour (magistrat), à la Justice, Mohamed Badra, à l'Agriculture, Hédi Nouira, aux Finances, Mohamed Masmoudi, à l'Economie nationale, Jallouli Farès, à l'éducation nationale, Dr. Sadok Mokadem, à la Santé publique, Ezzedine Abassi, aux Travaux publics, Fathi Zouhir, aux Affaires sociales, Chadly Rhaïm, aux PTT, Albert Bessis, à l'Urbanisme et à la Construction.

Les dénominations des départements sont nouvelles. Le gouvernement a pour charge essentielle de traduire dans les faits l'autonomie par quoi renaît l'exécutif tunisien ; encore qu'aux termes des Conventions, la Défense, les Affaires étrangères et les services de sécurité restent dirigés par des Français. Le Résident Général devient Haut Commissaire. Le Sud reste sous com-



Le deuxième gouvernement formé par Tahar Ben Ammar; le 17 septembre 1955, comprend une majorité de néo-destouriens.

Le départ de Tahar Ben Ammarpour Paris, pour signer le protocole de Vindépendance, à la une du Tunis-Soir *du mardi 20 mars 1956.*



QUALITE D'ABORD...

Rien ne remplace le

VERNICIRE

pour l'entretien des meubles vernis, cirés laqués ainsi que les parquets cirés, vitrifiés et plastifiés

EN VENTE DANS LES BONNES MAISONS

TUNIS

QUOTIDIEN POLITIQU

15 francs

AUJOURD'HUI SIGNATURE DU PROTOCOLE FRANCO-TUNISIEN

C'EST UNE JOUR

POUR LA TU

DECLARE M. TAHAR

en partant ce mati

M. TAHAR BEN AMMAR
Président du Conseil

Une déclaration du Président Ben Ammar

mandement militaire. Dans les départements cédés aux Tunisiens, les chefs de service français conservent leur poste. La cohabitation ne sera pas facile entre les nouveaux ministres et ces chefs de service.

Les Tunisiens considèrent ce gouvernement comme une équipe de transition, alors que les Français considèrent que cette autonomie-là est une fin en soi. Le Congrès du Néo-Destour a bien ratifié les Conventions, mais a bien insisté, dans ses résolutions, sur l'objectif de l'indépendance. Les médias de l'époque, tant en Tunisie qu'en France, ont relevé que le congrès avait repris, dans son importante motion générale, la revendication de Salah Ben Youssef. Ce n'est pas seulement


-SOIR

ET D'INFORMATIONS

15 francs

24 ANNÉE N° 9183

MARDI 20 MARS 1956

NEE DE FETE

NISIE

BEN AMMAR

pour Paris

M. Mongi Slim souriant...

A ORAN

Contre les grèves politiques

Un Cheik assassiné

Pour bien affirmer le problème de Chypre

Démonstration grecque au Conseil de l'Europe

A coups de haltère la jeune femme tente d'assommer une bouquinière

pour couper à l'opposant l'herbe sous les pieds ; c'est pour adapter la situation tunisienne à l'évolution du Maroc. Le congrès répond, par cette revendication, aux critiques des Arabes d'Orient saluant la lutte armée algérienne déclenchée depuis un an. Il répond également aux Afro-Asiatiques dont les représentants, présents au Congrès, s'interrogent sur la conduite à adopter aux Nations Unies. Bourguiba a accepté l'épreuve nouvelle : la mise en œuvre des Conventions d'autonomie dont il s'est porté garant avec Edgar Faure, ne se justifie que si le Maroc n'obtient pas l'indépendance ou si la Tunisie obtient, en même temps, la sienne. Bourguiba encourage Tahar Ben Ammar à

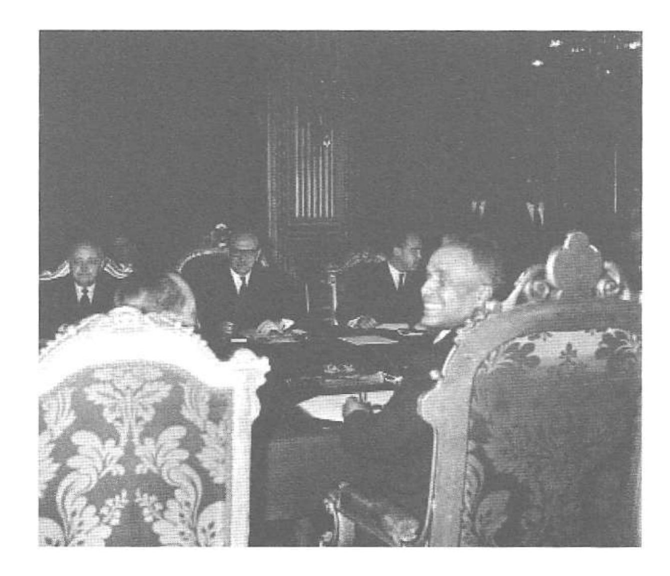


Tahar Ben Ammar signe à Paris le protocole franco-tunisien accordant à la Tunisie son indépendance. A sa droite, Bahi Ladgham.

reprendre la tête du gouvernement avec mission de convaincre les Français de reprendre les négociations. Il le fait même seconder de Bahi Ladgham, nouveau numéro deux du Néo-Destour, dès que cette possibilité est assurée. Plus tard, Bourguiba, usant d'une image très réaliste, évoquera, dans ses discours, la difficulté de « *dégager la soie des épines !* ».

Le 27 février, soit cinq mois après, s'engagent les négociations pour l'indépendance, avec Tahar Ben Ammar, secondé par Mongi Slim et par Bahi Ladgham, nommé trois jours auparavant, vice-Premier ministre. Les négociations se déroulent avec, en arrière-fond, l'accroissement, en Tunisie, du terrorisme français et du fellaguisme yousséfiste. La police demeure passive devant les agissements publics des manifestants français qui vont jusqu'à brûler le drapeau français devant le Haut Commissariat (la Résidence), ne fait aucun effort pour arrêter les auteurs français des attentats visant des personnalités tunisiennes, mais réagit vigoureusement contre les Tunisiens quand les victimes sont françaises, même si

la culpabilité n'est pas claire. L'armée continue à traquer les fellagas au Sud. Pendant ce temps, les négociations avec le Maroc sont conclues et l'acte d'indépendance est signé le 2 mars 1956. La France refuse jusqu'au bout, pour la Tunisie, l'abrogation du traité du Bardo et tient à faire accepter l'interdépendance avant l'indépendance. Charles-André Julien souligne *{op.cit.* p. 204) que le Président du Conseil français Guy Mollet «***faillit provoquer la rupture, au moment où la mise au point du protocole*** (de l'indépendance tunisienne) ***paraissait acquise, par des exigences limitatives en matière d'affaires extérieures, de sécurité et de défense nationale*** ». Une entrevue entre Alain Savary, secrétaire d'Etat et Bahi Ladgham accompagné de Masmoudi, fait avancer les positions des négociateurs, mais non celle de Guy Mollet. Bourguiba monte à la rescousse, ne s'entend pas avec Guy Mollet le 6 mars, mais trouve meilleure audience chez Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères. Tahar Ben Ammar reprend le fil avec Guy Mollet. Finalement, l'affaire est conclue et le Protocole d'indépendance est signé le 20 mars 1956.



Bourguiba face à Guy Mollet.

V. DE L'INDÉPENDANCE À LA RÉVOLUTION

1956/2011

DE NOUVEAU LA SOUVERAINETÉ !

Nous avons esquissé, dans l'introduction le problème que se posent les historiens en abordant la période moderne, par manque de recul. Nous voici donc au seuil de cette période. La Tunisie indépendante ? Quand l'est-elle redevenue ? en 1956 ? Bourguiba lui-même insistait, dans ses discours et ses actes officiels, sur le fait qu'il s'agissait, le 20 mars 1956, de la reconnaissance d'une indépendance formelle qu'il fallait ***concrétiser.*** Ce n'était pas une tâche facile. Certains ont dit que l'indépendance ne fut parachevée qu'en 1964 par la nationalisation des terres coloniales : la Tunisie est revenue aux Tunisiens. Mais cet acte a été précédé par d'autres non moins importants dont l'évacuation des troupes d'occupation, en deux temps, en 1958 et en 1963. La date de 1956 est bien à retenir comme date symbolique, mais en ne perdant pas de vue tout l'effort déployé, voire les sacrifices humains consentis (comme à Bizerte en 1961), pour passer du symbole au concret.

Peut-on porter un regard serein sur tout ce qui s'est passé depuis ? Bourguiba, père de l'indépendance et fondateur de l'Etat républicain, n'est mort qu'en l'an 2000 et les souvenirs sont encore frais. Juger ses actes en matière d'institutions, d'économie, de relations arabes, de relations internationales, exige encore du recul. En outre, la gouvernance directe de Bourguiba n'a, en

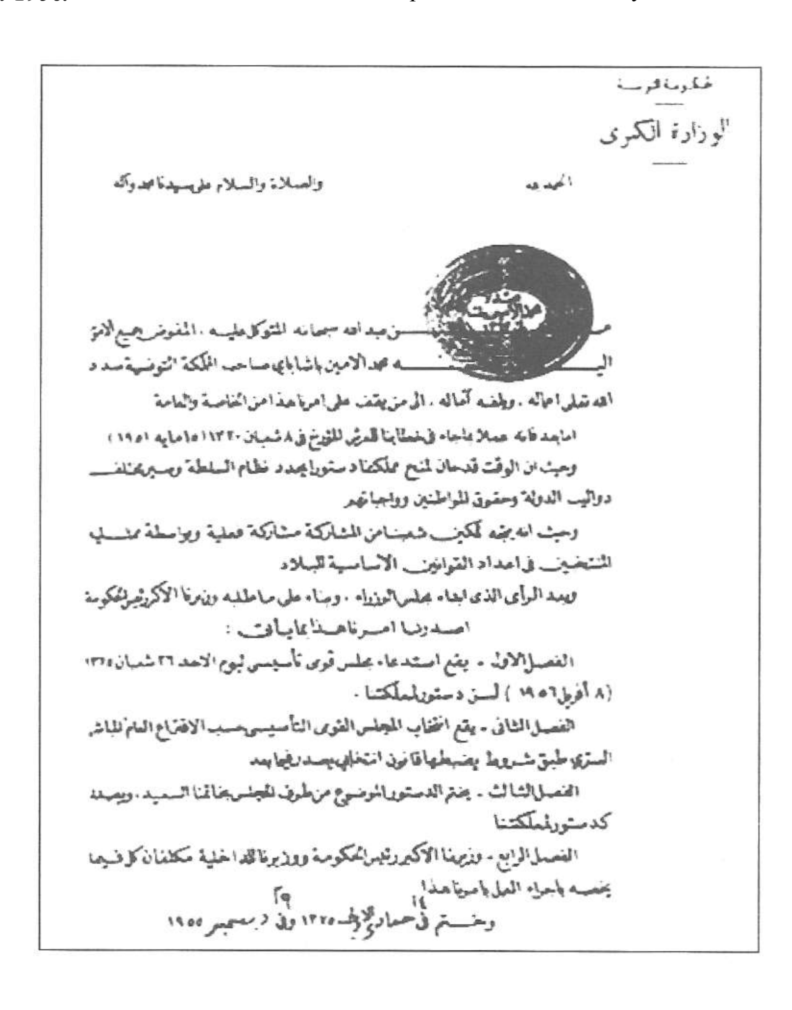
vérité, duré que de 1956 à 1970. Sa conception du pouvoir, son comportement vis-à-vis du système judiciaire, son traitement de l'armée, ses positions à l'égard de la femme, ses rapports heurtés avec de Gaulle, Nasser, Ben Bella, Kadhafi, son approche particulière de l'avenir de la Palestine, toutes ces questions exigent d'être traitées avec soin avant de faire le bilan de ce que fut réellement ce que l'on a appelé le ***Bourguibisme.*** Il est vrai que durant cette gouvernance directe, Bourguiba a délégué, sans l'abandonner totalement, son pouvoir souverain en matière d'économie, d'éducation ou de gestion du parti unique. Mais après 1970, dix-sept années couvrent une période de pouvoir partagé avec cinq Premiers ministres et une influence grandissante de l'entourage immédiat du chef de l'Etat en raison de son état de santé. C'est dire qu'il est encore prématuré de dresser un bilan honnête. Les acteurs encore vivants ont un droit légitime à défendre leur gestion. L'historien attendra de disposer de tous les éléments d'appréciation.

Les observations précédentes sont encore pertinentes eu égard à ce que le pays a connu, ensuite, au cours de vingt-trois années sous la présidence de Zine-el-Abidine Ben Ali. Comment prendre la mesure des changements intervenus ? C'est dans ce cas qu'on aimerait bien pouvoir, comme dans des films de fiction, se projeter dans le futur et ***voir*** ce que ***fut*** la fin du XXe siècle.

Avec la fin de la présidence de Ben Ali, il est de bon ton de n'en voir que le côté sombre. C'était sans conteste un régime policier où non seulement le ministère de l'Intérieur constituait un Etat dans l'Etat, mais même ce département se voyait contourné par des formations sécuritaires indépendantes et ne relevant que du chef de l'Etat. La Tunisie a souscrit presqu'à tous les actes internationaux concernant les Droits de l'Homme mais, dans la pratique, ces droits étaient bafoués. De même, ce qui sera le plus reproché

à ce régime, c'est l'absence de liberté de l'information et le culte de la personnalité sur le modèle de la Corée du Nord ! Enfin, ce qui alimenta l'exaspération des Tunisiens, c'est la mise en coupe réglée du pays par le président, son entourage et la famille de sa deuxième épouse. On comprendrait aisément que nous nous limitions, pour la période contemporaine, à aligner une sorte de table des matières des faits marquants, laissant aux historiens, aux sociologues et aux mémorialistes le soin d'aller plus loin dans l'analyse.

Décret scellé par Lamine Bey le 29 décembre 1955 convoquant une Assemblée Constituante pour le 8 avril 1956.



حكومة تونس

الوزارة الكبرى

الحمد لله والصلاة والسلام على سيدنا محمد وآله

من عبد الله سبحانه المتوكل عليه، المفوض جميع الأمور إليه، محمد الأمين باشا باي صاحب المملكة التونسية سدد الله تعالى أعماله، وبلغه آماله، إلى من يقف على أمرنا هذا من الخاصة والعامة

أما بعد فإنه عملا بما جاء في خطابنا العرشي المؤرخ في ٨ شعبان ١٣٧٠ (١٥ ماي ١٩٥١)

وحيث أن الوقت قد حان لمنح مملكتنا دستورا يحدد نظام السلطة ويضبط مختلف دواليب الدولة وحقوق المواطنين وواجباتهم

وحيث أنه يجب تمكين شعبنا من المشاركة مشاركة فعلية بواسطة ممثليه المنتخبين في إعداد القوانين الأساسية للبلاد

وبعد الرأي الذي أبداه مجلس الوزراء، وبناء على ما طلبه وزيرنا الأكبر رئيس الحكومة

أصدرنا أمرنا هذا بما يأتي :

الفصل الأول - يقع استدعاء مجلس قومي تأسيسي يوم الأحد ٢٦ شعبان ١٣٧٥ (٨ أفريل ١٩٥٦) لسن دستور لمملكتنا.

الفصل الثاني - يقع انتخاب المجلس القومي التأسيسي حسب الاقتراع العام المباشر السري طبق شروط يضبطها قانون انتخابي يصدر فيما بعد

الفصل الثالث - يختم الدستور الموضوع من طرف المجلس بخاتمنا السعيد، ويصبح كدستور لمملكتنا

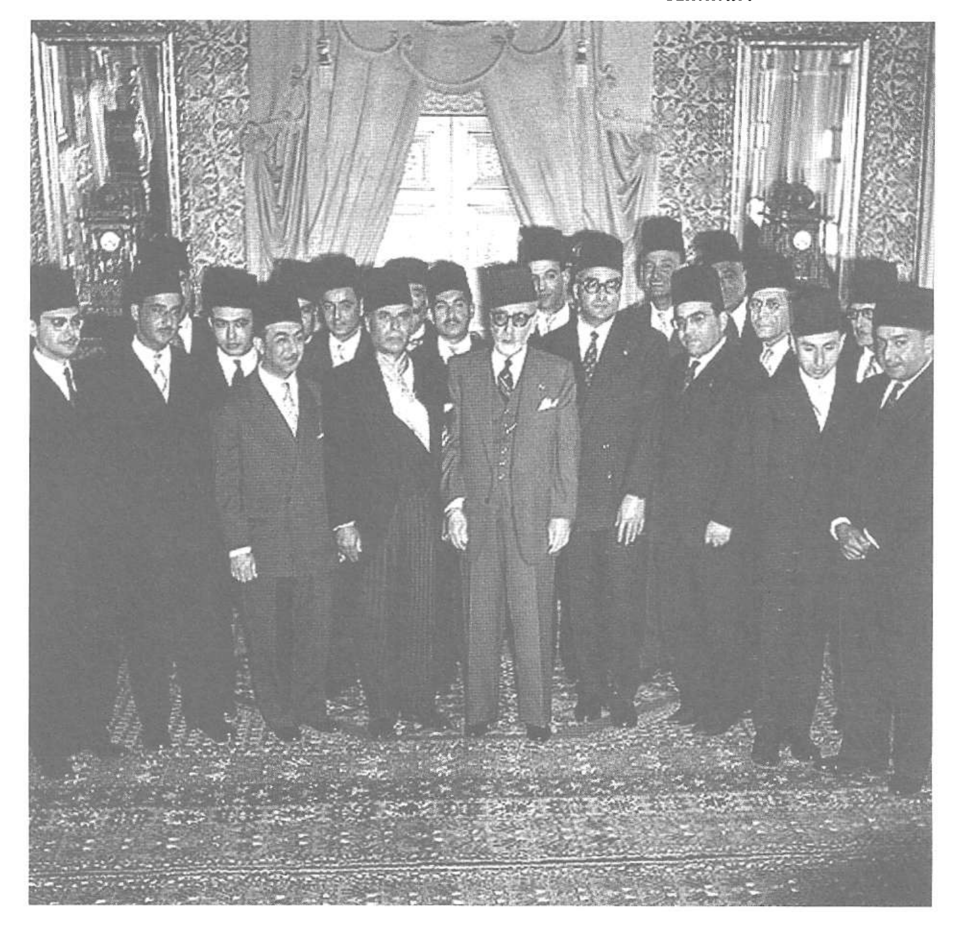
الفصل الرابع - وزيرنا الأكبر رئيس الحكومة ووزيرنا للداخلية مكلفان كل فيما يخصه بإجراء العمل بأمرنا هذا

وختم في ١٤ جمادى الأولى ١٣٧٥ وفي ٢٩ ديسمبر ١٩٥٥

1956 : BOURGUIBA PREMIER MINISTRE

- 20 mars : Elections d'une Assemblée Constituante dont Bourguiba est élu président.
- 9 avril : première réunion de l'Assemblée Constituante.
- 14 avril : Bourguiba devient Premier ministre et assume, malgré les protestations de la France, les Affaires étrangères et la Défense.
- 13 août : Promulgation du Code de statut personnel révolutionnant la condition de la femme.

Le gouvernement formé par Bourguiba le 14 avril 1956. Au premier rang, de gauche à droite : Ahmed Mestiri, Taïeb Méhiri, Mongi S/im, Habib Bourguiba, Lamine Bey, Bahi Ladgham, Mohamed Masmoudi, Mustapha Fila/i, Feijani Bel Haj Ammar.



المملكة التونسية — الحمد لله — وصلى الله على سيدنا محمد وعلى آله وصحبه وسلم

وزارة العدل

محمد الامين باشا باي ١٣٦٢

من عبد الله سبحانه المتوكل عليه المفوض جميع الامور اليه محمد الامين

باشا باي صاحب المملكة التونسية سدد الله تعالى اعماله

وبلغه اماله من تحسين القوانين الخاصة والعامة اما بعد اطلاعنا على الامر العلي المؤرخ في ربيع

الثاني ١٢٩٣ (٥ ماي ١٨٧٦) المتعلق بتنظيم سير المحاكم الشرعية بالحاضرة وبالآفاق .

وعلى امرنا المؤرخ في صفر ١٣٧٥ (١ سبتمبر ١٩٥٥) المتعلق بتنظيم السلط العمومية تنظيما موقتا كما نقحه

امرنا المؤرخ في ذي الحجة ١٣٧٥ (١٣ اوت ١٩٥٦) .

وعلى امرنا المؤرخ في ذي الحجة ١٣٧٥ (١٢ جويلية ١٩٥٦) المتعلق بضبط الاحوال الشخصية للتونسيين

من غير المسلمين واليهود .

وعلى امرنا المؤرخ في ذي الحجة ١٣٧٥ (٣ اوت ١٩٥٦) المنقح لفصول من مجلة المرافعات المدنية .

وعلى الرأي الذي ابداه مجلس الوزراء .

وبناء على ما عرضه وزيرنا الاكبر رئيس الحكومة .

اصدرنا امرنا هذا بما ياتي :

الفصل الاول - النصوص المنشورة بما بعد المتعلقة بالاحوال الشخصية جمعت في تاليف واحد

باسم "مجلة الاحوال الشخصية" .

الفصل الثاني - يجري العمل باحكام هذه المجلة ويقع تطبيقها ابتداء من غرة جانفي ١٩٥٧ بيد ان لا

يكون لها تأثير على الماضي الا ان النوازل التي مازالت جارية في تاريخ غرة جانفي ١٩٥٧ سواء منها

التي قدمت قبل غرة اكتوبر ١٩٥٦ او بعده تبقى خاضعة للاحكام القانونية المعمول بها في تاريخ صدور

هذا الامر الى ان تفصل بوجه بات .

الفصل الثالث - بصفة موقتة يبقى المتقاضون الاسرائليون خاضعين بالنسبة لاحوالهم الشخصية

الى القواعد المعمول بها في تاريخ صدور هذا الامر كما يبقون راجعين بالنظر في هذه المادة الى مجالس

الاحبار .

والمتقاضون من غير المسلمين والاسرائليين يبقون خاضعين في مادة الشخصية الى احكام امرنا المشار

اليه المؤرخ في ذي الحجة ١٣٧٥ (١٢ جويلية ١٩٥٦) .

الفصل الرابع - تنطبق مع ذلك مجلة الاحوال الشخصية على المتقاضين المشار اليهم في الفصل

المتقدم الذين قاموا بطلب الاختيار حسب الشروط المبينة بالفصل الخامس الآتي .

ويسحب هذا التطبيق وجوبا وبنص الصفة التي خولت للاب او للام ان كانت ارملة

على الابناء الذين لم يتزوجوا او كان عمرهم دون العشرين سنة كاملة .

الفصل الخامس - كل اختيار يجب ان يكون موضوع تصريح للوالي او لضابط الحالة المدنية

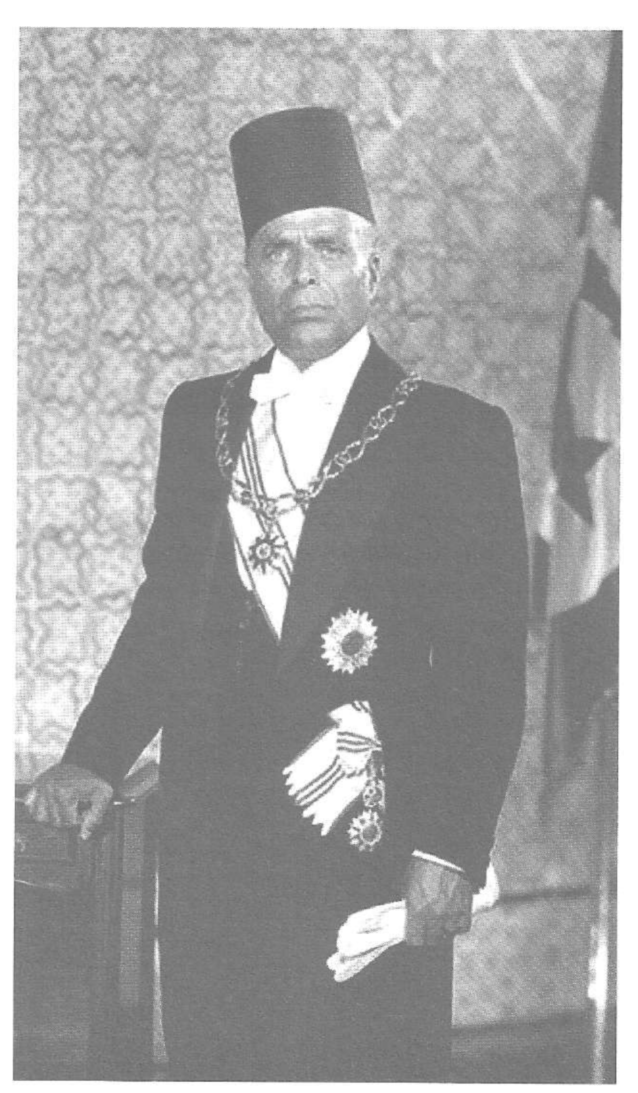
المقيم بدائرة القائم بالتصريح ويقيد هذا التصريح بدفتر معد لذلك ويوجه مضمون منه الى

عدد ١٤ - ٩ - ٥٦

1957 : LA RÉPUBLIQUE

- 25 juillet : La monarchie est abolie et la République est proclamée. La présidence en est confiée à Bourguiba avec les pouvoirs tels qu'ils étaient exercés par le Bey !

Page de gauche : Décret scellé par Lamine Bey le 13 août 1956 (contresigné par son Premier ministre H.Bourguiba) promulguant le Code du statut personnel.



L'une des premières poses voue un portrait officiel (non retenu} de Bourguiba, Président de La République. Le portrait adopté., sans le couvre-chef et une bibliothèque en arrière-plan, s 'inspire directem snt du modèle français. Photographie de Sam ***Lévin.***

عدد 1 — السنة 100 — الجمعة 28 ذي الحجة 1376 — 26 جويلية 1957

الرائد الرسمي للجمهورية التونسية



المجلس القومي التأسيسي

بسم الله الرحمن الرحيم

نحن نواب الأمة التونسية أعضاء المجلس القومي التأسيسي
بمقتضى ما لنا من نفوذ كامل مستمد من الشعب
وتدعيما لأركان استقلال الدولة وسيادة الشعب
وسيرا في طريق النظام الديموقراطي الذي هو وجهة المجلس
في تسطير الدستور.
نتخذ باسم الشعب القرار التالي النافذ المفعول حالا.

أولا: نلغي النظام الملكي الغاء تاما.

ثانيا: نعلن أن تونس دولة جمهورية.

ثالثا: نكلف رئيس الحكومة السيد الحبيب بورقيبة بمهام رئاسة الدولة على حالها الحاضر ريثما يدخل الدستور في حيز التطبيق ونطلق عليه لقب رئيس الجمهورية التونسية.

رابعا: نكلف الحكومة بتنفيذ هذا القرار وباتخاذ التدابير اللازمة لصيانة النظام الجمهوري كما نكلف كلا من رئيس المجلس والأمين العام لمكتب المجلس والحكومة بإبلاغ هذا القرار الى الخاص والعام.

أصدرناه في قصر المجلس بباردو يوم الخميس في ٢٦ ذي الحجة سنة ١٣٧٦
وفي ٢٥ جويلية سنة ١٩٥٧
على الساعة السادسة مساء

جلولي فارس
رئيس المجلس القومي التأسيسي

LA TUNISIE DANS LA GUERRE D'ALGERIE :

- 8 février 1958 : Bombardement, par l'aviation française, du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef. Plainte tunisienne à l'ONU. Médiation anglo-américaine. Evacuation de l'armée française de tout le territoire tunisien à l'exception de Bizerte et du Sud.
- Septembre : Installation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) à Tunis.

Page de gauche : En première page du* Journal officiel *d.u 26 juillet 1956, abolition de la monarchie et instauration du régime républicain.



Massacre Sakiet III, ***huile sur*** *toile* ***du peintre français André Fougeron dénonçant le carnage de Sakiet-Sidi- Youssef,*** *1958. Tate* ***Gallery, Londres.***

V JUIN 1959 : LA CONSTITUTION

- Election au suffrage direct de Bourguiba comme Président de la République et élection des députés à la première Assemblée nationale *(Majlis Al-Oumma).*



Jallouli Farès, président de l'Assemblée nationale constituante, remet à Bourguiba le texte de la Constitution.

1961 : BATAILLE DE BIZERTE

Juillet : L'allongement de la piste d'aviation de la base aérienne, par décision unilatérale de la France, provoque une opposition tunisienne et le blocage des militaires français. Le général de Gaulle donne l'ordre de dégager par la force la base assiégé. Il s'ensuit une bataille et l'occupation de la ville par l'armée française plusieurs centaines de morts parmi les Tunisiens et des dégâts matériels considérables... Nouvelle plainte à L'ONU. La ville est finalement évacuée par les troupes françaises, mais la base ne le sera que deux ans plus tard.



Sur le grand parvis de la Casbah ù Tunis, cérémonie funéraire le 24 juillet 1961 pour tes victimes de la guerre de Bizerte.

1962 : INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE



Pages 6 et 7 : DEUX ANS DE NÉGOCIATIONS AVEC LE F.L.N., par Serge BROMBERGER

BAGNOLES-DE-L'ORNE
PHLÉBITES - VARICES
5 MAI — 25 SEPTEMBRE

LE FIGARO

ÉDITION DE 5 HEURES

LUNDI 19 MARS 1962

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

MIDI : CESSEZ-LE-FEU EN ALGÉRIE

DEMAIN

LE GÉNÉRAL DE GAULLE : " Qui sait si la lutte et le sacrifice des morts n'auront pas aidé les deux peuples à mieux comprendre qu'ils sont faits pour marcher fraternellement ? "

• CET APRÈS-MIDI : Conseil des ministres à l'Élysée
• DEMAIN MATIN : Session extraordinaire du Parlement

Accord conclu hier à 17 h. 40 à Évian

• DÉCLARATION GÉNÉRALE : " La coopération de la France et de l'Algérie répond aux intérêts des deux pays "
• BEN KHEDDA A TUNIS : " J'ordonne à toutes les troupes de l'A.L.N. d'arrêter les combats "

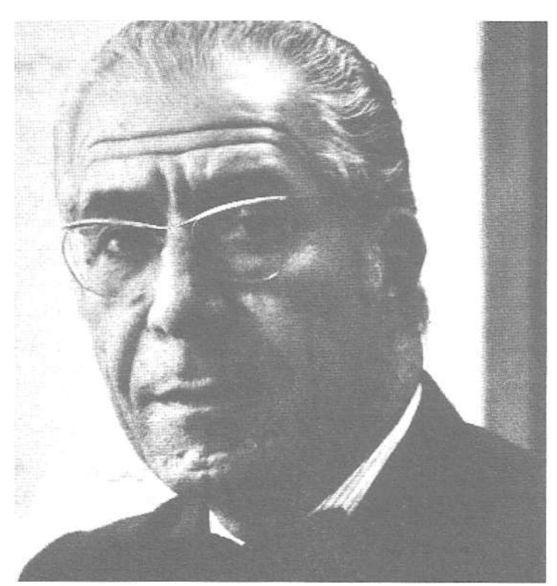
Suite aux accords d'Evian conclu lu veille, le cessez-le-feu en Algérie, a la une du Figaro *du lundi 19 mars 1962 De Tunis, Benyoucef Ben Khedda, président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) déclare : « J'ordonne à toutes les troupes' de l'Armée de libération nationale (ALN) d'arrêter les combats. L'Algérie sera déclarée indépendante le 5juillet 1962 à l'issue du référendum d autodétermination du1 'juillet 1962.*

1963 : LES TROUPES FRANÇAISES ÉVACUENT BIZERTE

12 MAI 1964 : NATIONALISATION DES TERRES COLONIALES

1967/1969/1970 : MALADIES SUCCESSIVES DE BOURGUIBA

- Après une alerte cardiaque sévère en 1967, le Président de la République est atteint d'un ictère en 1969 puis sombre dans une psychose maniaco-dépressive qui va s'aggraver en 1970. La cause pourrait avoir été l'échec de la politique économique dans laquelle il s'était engagé personnellement au début des années soixante. Dès 1969 le poste de Premier ministre est créé et il va être dépositaire des pouvoirs durant les différentes absences du Chef de l'Etat. Il est confié d'abord à Bahi Ladgham, puis en 1970 à Hédi Nouira, en 1980 à Mohamed Mzali, en 1986 à Rachid Sfar et en 1987 à Zine-el-Abidine Ben Ali.



Hédi Nouira (1911-1993), Premier ministre de novembre 1970 à avril 1980, période durant laquelle, il a mis en œuvre une politique économique de type « libéral » en rupture avec les choix socialisants des années 1960.

1974 JANVIER : UNION AVORTÉE ENTRE LA TUNISIE ET LA LIBYE



Bourguiba et Kadhafi signent à l'hôtel Ulysse-Palace à jerba une union improvisée, mort....née, entre la Tunisie et ta Libye.

1975 : HABIB BOURGUIBA PRÉSIDENT À VIE

1978 : ÉMEUTES ET AFFRONTEMENTS ENTRE LES SYNDICATS ET LES FORCES DE L'ORDRE

- Entrée de l'armée en scène pour rétablir l'ordre.



الشعب

عدد خاص

امام تكرر المغالطات واعمال العنف والاستفزازات ومحاولات قتل الحريات

الاتحاد يخطر لاعلان

الاضراب العام بكامل البلاد

طيلة اربع وعشرين ساعة يوم غد الخميس

Numéro 'spécial à Echaâb. *journal de la centrale syndicale UGT T en date du mercredi 25jan vier 1975, annonçant une grève générale pour le lendemain.*

1980 : AFFAIRE DE GAFSA

- Un commando entraîné et armé en Libye et infiltré à travers l'Algérie, s'installe à Gafsa en vue d't ne subversion qui, découverte, provoque une bataille a[ir]ec l'armée tunisienne qui a de profondes conséquences sur l'évolution de la situation politiques en Tunisie et de ses relations avec ses deux voisins.

1983 : TRAITÉ AVEC L'ALGÉRIE

- Un traité d'amitié et de fraternité est signé a[ir]ec l'Algérie qui s'était opposée à l'union éphémère entre la Tunisie et la Libye.
- ÉMEUTES provoquées par le doublement du prix du pain.
- EXPULSION de milliers de Tunisiens de Libye et fermeture des frontières entre les deux pays.

Suite aux « Emeutes du pain », état de siège à Tunis, janvier 1984.



1987 : NOVEMBRE

- Une commission médicale constatant l'incapacité du Président d'exercer le pouvoir, Habib Bourguiba est démis de ses fonctions et la présidence de la République est confiée, selon la Constitution, au Premier ministre Zine-El-Abidine Ben Ali. De nombreux observateurs qualifièrent cette destitution de « coup d'Etat médical »
- 16 décembre : Création du Conseil Constitutionnel.
- 29 décembre : Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et de la fonction de Procureur général de la République.
- 23 avril : Loi sur les Associations.
- 3 mai : Loi sur les Partis politiques.
- 25 juillet : Amendement de huit articles de la Constitution portant : suppression de la Présidence à vie et de la succession automatique à la tête de l'Etat.
- 7 novembre : Signature d'un Pacte national entre partis politiques, organisations socio-professionnelles et la Ligue des Droits de l'Homme.



Novembre 1987. Et l'on décroche le portrait de Bourguiba pour le remplacer par celui tic Ben Ali.

1989 : UNION DU MAGHREB ARABE

- Le 17 février un traité est signé à Marrakech par les chefs des Etats de Mauritanie, du Maroc,

d'Algérie, de Tunisie et de Libye, portant constitution d'une Union entre les cinq pays.

1990:

- 10 juin : Réforme de la loi électorale suivie d'autres réformes qui aboutissent en à l'entrée des partis de l'opposition dans la Chambre des Députés en 1993. Leur représentativité sera limitée.

1991 :

- 7 janvier : Création du Haut Comité des Droits de l'Homme.

1992:

- 13 août : nouvelles avancées juridiques pour la condition féminine qui vont se poursuivre les années suivantes en consacrant l'égalité des sexes et la participation de la femme aux institutions du pays. Dix ans plus tard le code de la nationalité est révisé pour donner la possibilité à la femme tunisienne, en cas de mariage avec un étranger, de donner sa nationalité à ses enfants.

1995:

- La Tunisie s'associe à l'Union Européenne en vue d'un marché commun.

2003:

- 10 décembre : Réunion à Genève de la première du Sommet Mondial de la Société de l'Information, la seconde phase étant invitée à se tenir à Tunis.
- 5 décembre : Réunion à Tunis du 1er Sommet des 5 + 5 (les cinq pays maghrébins et les cinq pays européens du bassin occidental de la Méditerranée).

2005:

- Réunion à Tunis de la deuxième partie du Sommet Mondial de la Société de l'Information.

2009:

- Inauguration du Pont de Radès-La Goulette et de l'aéroport d'Enfidha, faisant suite à d'autres réalisations comme le stade olympique de Radès, l'aménagement de la zone de Taparura à Sfax, ou l'extension du réseau des autoroutes de Bizerte vers Gabès.
- Election de Zine el-Abidine Ben Ali pour un nouveau mandat de cinq ans. À peine le mandat inauguré, une campagne était organisée pour réclamer un renouvellement en 2014 !

2010:

- 17 décembre : Un drame va être le détonateur d'une révolution qui va embraser tout le pays. Mohamed Bouazizi, un chômeur de Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie, exaspéré par la confiscation de son étalage de marchand de fruits par une représentante de la municipalité, s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat. La population de la ville réagit vivement à cette tragédie, suivie par celles de deux autres agglomérations, Regueb et Menzel Bouzaiène, toujours dans le même gouvernorat. La répression des manifestations provoque l'extension des protestations au gouvernorat voisin de Kasserine. Le cycle des manifestations suivies de répression, va entraîner des réactions en chaîne dans tous le pays, du Nord au Sud, provoquant selon l'O.N.U. 219 morts, 510 blessés et dégâts matériels énormes.

Fimbre-poste, appartenant à *une série émise* ***en mars 2011,*** *en* ***hommage à Bouazizi et à la Révolution.***



2011 :

- 14 janvier : Après quelques vaines tentatives de redresser la situation, en renvoyant le gouvernement, en faisant des concessions et en déclarant ne pas se représenter en 2014, Ben Ali quitte le pays, laissant le pouvoir vacant. Le Conseil Constitutionnel en prend acte et confère le 15 janvier la présidence par intérim à Foued Mebazaa, président de la Chambre des Députés, chargé d'organiser des élections.



Capture d'écran de la chaîne d'information « i TELE », au soir du 14janvier 2011, annonçant le départ de Ben Ali.

— 23 octobre : Election d'une nouvelle assemblée nationale constituante, chargée de rédiger une nouvelle constitution.

- Un gouvernement intérimaire dirigé par Béji Caïd Essebsi, ancien ministre de Bourguiba, confie à une instance indépendante (l'ISIE, Instance supérieure indépendante pour les élections,) l'organisation de ces élections. Pour la première fois dans l'histoire du pays aucun parti n'obtient la majorité absolue. Le parti Ennahdha, de tendance islamique mais revendiquant un Etat civil, réalise le meilleur score et obtient 89 sièges sur 217. Il forme des alliances pour gouverner.

Ce qui avait commencé par être un drame personnel, provoqué par le chômage des jeunes instruits ou diplômés, était devenu une véritable Révolution chassant le chef de l'Etat, réclamant l'abolition de l'ancien régime et l'instauration d'une Seconde République.

Double page suivante : Nuage de tags reprenant les mots clés de la Révolution. Au centre le mot d'ordre de la manifestation du 14 janvier 2011 à Tunis Dégage. D.R.



الإنتخابات
مظاهرة
أنا فهمتكم
فرنسا
عصابات سليم عمامو
أحمد ونيس
حرية التعبير
الشغل إستحقاق
DÉ
الفصل 57
قناصه
RCD
الكرامة
العفو التشر
انفلات امني
مصر
الإتحاد
سيدي بوزيد
الشعب
قافلة شكر
طارق المكي
أمن
تونس
UGTT
القصرين
عماد الطرابلسي
بكل
حزم
الوزير
محمد الغنوشي
الحرس الرئاسي
الدستور
الحراقة
قبلي
صفاقس
لجان
خبر عاجل
العلمانية
غازات
قتيل
الغنوشي
الحوض المنجمي
المساجين
المافيا
سوسة
أحمد ابراهم
الفصل 56
حكومات
تحويرات وزارية
إرادة الحياة
ميلشيات
القصبة
صخر الماطري
منزل بوزيان
لا للطرابلسية
القيروان
لجان شعبية
المكناسي
راشد الغنوشي
علي
بن
فؤاد المبزع
بن قردان
قفصة

أبو القاسم الشابي
القصر الرئاسي
اللائكية
الحرية
محمد البوعزيزي
تويتر
حالة إستثنائية
فايسبوك
الحكومة المؤقتة
الرئيس
أحداث معزولة
آثار
GAGE
الإعلام
الخنجب
الرقاب
نابل
الجيش الوطني
بلحسن الطرابلسي
القدافي
النهضة
هرب
الزين
إيطاليا
البطالة
عياض بن عاشور
خبز وماء
يا توانسة
نظام برلماني
2011
إعتصام
حرق
14 جانفي
الدبلوماسية
المنصف المرزوقي
كندا
دوز
ليلى الطرابلسي
إحتجاج
رشيد عمار
نجيب الشابي
حالة الطوارئ
الإنتفاضة
السعودية
علي السرياطي
تالة عصابة السراق
التجمع
قابس
كمال مرجان
شهداء
ليبيا
الثورة
نظام
القانون هو الفيصل

ANNEXES

I. NOMS ET TRANSCRIPTIONS

Les noms puniques

Les Puniques de Carthage ont conservé le système des noms de personnes en usage dans leur pays d'origine, le pays de Canaân. Ce système que l'on retrouve aussi bien dans la Bible que chez les Arabes consiste à identifier la personne par son prénom suivi parfois par l'indicatif de filiation -Ben— et du prénom du père. C'est ainsi que nous retrouvons les personnes citées dans les dédicaces des pierres votives. Hannibal peut être identifié par Ben Abd-Melqart (Amilcar) et un Hannon Ben Bod-Eshmoun. Malheureusement dans les récits historiques seuls sont conservés les prénoms : Magon, Hannon, Amilcar, etc.

Pour les historiens, ce système a plusieurs défauts :

La liste des prénoms est limitée et faute de précisions supplémentaires on est porté à confondre les individus.

Comme tous les peuples orientaux, les prénoms sont très souvent théophores et établissent une liaison avec un dieu. Or, le panthéon est limité. On a beau varier la liaison avec la divinité (Abd au masculin et Amatu au féminin, Ger, Azr, Bod, etc.) la limitation demeure. Cette situation n'est pas unique et les Etats qui ont pris l'habitude d'enregistrer les états-civils ont cherché à préciser l'origine d'une manière ou d'une autre, en se référant à un titre de noblesse, une charge, un métier, un lieu ou même une caractéristique physique. Ainsi nous rencontrons un exemple dans l'appellation d'un Hannibal le Rhodien (originaire de l'île de Rhodes), mais l'exemple est rare chez les Carthaginois.

Notre connaissance de l'histoire de Carthage étant essentiellement fondée sur des documents gréco-romains, on ne nous a pas épargné les déformations dues aux défauts de transcription. Zichr-Baâl (trésor de Baâl), mari d'Elissa, devient Sicherbal ou même Sichée, Azr-Baâl (Soutien de Baâl) devient Asdrubal en lui ajoutant une lettre d, Ger-Sukun (affilié à Sukun)

devient Giscon avec suppression de la lettre r, Saphon-Baâl devient Sophonisbe en lui ajoutant (en français seulement) la lettre s... Il n'est pas possible de corriger toujours parce que nous ne possédons pas une inscription en caractères puniques pour tous les noms. Toutefois, la transcription en caractères latins ou grecs fournit une indication sur les voyelles inexistantes dans l'alphabet phénicien uniquement consonantique.

Le lecteur trouvera ci-dessous une liste de noms relevés dans la Grammaire de Stanislav Segert (Munich), spécialiste de la langue phénicienne. Il va de soi qu'elle ne saurait être exhaustive. Nous avons corrigé ces noms, autant que faire se peut, en nous fondant sur les voyelles retenues par les transcriptions grecques et latines. Nous avons également pris soin dans le texte, en citant un personnage, de préciser de qui il s'agit, pour éviter la confusion entre les Hannon, Hannibal, Asdrubal et autre Giscon.

Adam, Adon-Baal, Azitawadday, Ahiram, Akbaratu (f), Am-Ashtart (f), Amatu-Baâl (f), Amatu-Ashtart (f), Aru-Milki, Arash, Arasht (f), Ashmoun-Khales, Ashmoun-Yaât, Ashmoun-Azr, Ashmoun-Amos, At-Baâl, B-Baâl, Bod-Ashmoun, Bod-Ashtart, Bod-Tanit, Baâl-Hana, Baâl-Yaten, Baâl-Mlk, Baâl-Fda, Baâl-Salem, Baâl-Shamer, Bar-Jed, Barca, Gabaru ou Jabr, Hi-Milkn, Han-Baâl, Yarrd (f), Yadaâ-Mlk, Yahu-Mlk, Yatun-Baâl, Magon, Mahr-Baâl, Mlk-Yatun, Mlk-Ashtart, Mnhim, Abd-Adoni, Abd-Elonim, Abd-Mlk, Abd-Mlqart, Abd-Shams, Abd-Tanit, Azr-Baâl, Sid-Yatun, Shaul, Samaâ-Baâl.

Suffixes des dynasties

Les historiens ont pris l'habitude de dénommer les dynasties d'origine orientale à la manière héritée de la tradition et de la mythologie gréco-romaines (les ***Atrides,*** les ***Néréides,*** les ***Lagides...).*** Ils ajoutent le suffixe ***ide*** au nom propre : la dynastie issue d'Idris, par exemple, devient les ***Idrissides.*** Curieusement, ils ne pratiquent pas cette méthode pour la dénomination des dynasties européennes : les Capétiens, les Hohenzollern ou les Windsor ne sont pas appelés les Capétides, les Hohenzllolides ou les Windsorides ! En outre le suffixe ***ide*** est parfois remplacé par le suffixe ***ite*** ou ***ate,*** soit pour être appliqué aux adjectifs, soit pour des raisons de phonétique. Cette pratique institutionnalisée dans l'historiographie européenne n'aide pas le lecteur non familiarisé avec les textes d'origine orientale à percevoir le vérita-

ble nom de la dynastie. Les textes orientaux utilisent le pluriel du mot d'origine : ***Abbassiyoune,*** par exemple, et non ***Abbassides.*** Ainsi faut-il savoir que lorsqu'on parle des ***Barcides,*** on parle des membres de la famille d'Amilcar ***Barca,*** que les ***Magonides*** sont les membres de la dynastie des Magon, que les ***Alides*** sont les descendants d'Ali Ibn Abi Talib, cousin et gendre du Prophète de l'Islam. Pour aider le lecteur à se retrouver dans la multitude de ces noms propres, nous donnons dans le texte la dénomination d'origine et dans le glossaire la référence historique à ces dynasties.

Pluriel des noms de tribus berbères

Les historiens arabes ont gardé le pluriel berbère des noms propres qui se termine invariablement par la voyelle ***a.*** Les Européens ont, souvent, appliqué le pluriel de leur langue : ils écrivent ***Zénètes, Lévites, Zouaves,*** pour Zenata, Louata, Zouaoua. Mais, parfois, ils utilisent le pluriel berbère en parlant des ***Sanhaja,*** des ***Lemtouna,*** des ***Barghwata,*** des ***Meknassa...*** Certains auteurs, tout en employant le pluriel berbère, le traitent comme un singulier et lui ajoutent un ***s*** pour indiquer leur pluriel. Ils écrivent ainsi ***Hawaras, Koutamas, Masmoudas,*** ce qui ne manque pas de créer la confusion dans l'esprit des lecteurs non avertis. Pour éviter cet écueil, nous avons utilisé le pluriel berbère sans ***s,*** et nous avons écrit le singulier avec un ***i*** : Zenata, singulier ***Zenati,*** Hawara, singulier ***Hawari,*** Louata, singulier ***Louati,*** etc.

IL GLOSSAIRE

A

ABBASSIDES : Dynastie de Khalifes qui a succédé à celle des Omeyyades de Damas en 750. Les Abbassides se rattachent à Al-Abbas Ibn Abd-Al-Mouttalib, oncle du Prophète Mouhammad Ibn Abd-Al-Allah Ibn Abd-Al-Mouttalib. Un descendant du Prophète du nom dAbou-Hachim a choisi comme héritier Mouhammad Ibn Ali arrière-petit-fils d'Al-Abbas et de ce fait, aux yeux des Abbassides, la légitimité de la succession à la tête de l'empire musulman est passée aux descendants d'Al-Abbas au détriment des descendants d'Ali et de Fatima qui récusent ce captage d'héritage. La nouvelle dynastie ayant ses partisans les plus déterminés à l'Est, en Perse et au Khorassan, choisit de s'installer dans une nouvelle cité -Baghdad- en Mésopotamie (Irak). Elle y régna jusqu'**à** l'invasion mongole conduite par Hulagu en 1258. Un représentant de la dynastie fut recueilli par les Mamelouks d'Egypte et une nouvelle lignée d'Abbassides, sans pouvoir réel, perdura au Caire jusqu'en 1517 lorsque les Sultans Ottomans reprirent la dignité et le pouvoir des Khalifes et firent d'Istanbul la capitale de l'Islam.

ABDELWAD ou **ABDELWADIDES** : Dynastie de souverains dits également Zayanides descendants de Yaghoumrassen Abd Al-Wad Ibn Zyane, un chef de nomades Zenata, et qui régna à Tlemcen de 1236 à 1550 en étendant son pouvoir, parfois, sur tout le Maghreb central. Elle eut à résister aux Mérinides de Fès, aux Hafsides de Tunis, aux Deys d'Alger, aux Espagnols de la côte et aux Saâdiens du Maroc. S'écrit aussi Abd Al-Wadid.

AFRICA : Nom composé, à l'origine, avec le suffixe de l'adjectif latin ***ica*** à partir du radical ***Afr*** ou ***Afri*** dont on n'est pas sûr du sens, mais qui désignait la population de la campagne de Carthage. Par la suite, il eut un grand succès en étant appliqué à l'ensemble de l'ancien territoire de Carthage hérité

par les Romains au IIe siècle av. J.-C. ***Africa*** donna naissance avec les Arabes à ***Ifriqiya*** avant d'être appliqué à tout le continent : l'Afrique !

AGHA : En turc peut avoir le sens de frère aîné (dans ce cas aghabey) ou de chef féodal. Dans l'histoire : titre porté par les chefs militaires exerçant une responsabilité (Agha du Diwan, Agha de la Kasbah...) sous l'autorité du Dey ou du Bey.

AGUELLIDE : Roi en berbère.

AGHLABIDES : Dynastie fondée en Ifriqiya par Ibrahim Ibn Al-Aghlab et qui régna à Kairouan de 800 à 909 au nom des Khalifes Abbassides.

ALMOHADES : en arabe Al-Mowahhidoune, c'est-à-dire les Unitariens. Dynastie fondée par l'imam ***Al-Mahdi*** Mouhammad Ibn Toumert, dans la Haut-Atlas marocain, au milieu de la confédération des tribus berbères Masmouda, dont une branche -les Hintata- servit de fer de lance. C'est son lieutenant et successeur, Abd Al-Moumen Ibn Ali, un berbère Koumi d'Algérie, allié par mariage au chef des Hintata, qui est le véritable fondateur de la dynastie. Les Almohades engagèrent la lutte contre les Al-Moravides en 1130, finirent par les écraser, partirent à la conquête du Maroc qu'ils achevèrent en 1147, puis de tout le Maghreb et de l'Ifriqiya, conquise en 1160, et une grande partie de l'Espagne musulmane.

ALMORAVIDES : en arabe Al-Mourabitoune. Dynastie fondée par Abd-Allah Ibn Yassin, un ascète parti de Sijelmassa aux confins sahariens de l'Atlas et s'installant dans une île sur la côte de ce qui est aujourd'hui la Mauritanie où il fonda un ribat, couvent de prédication et de prière (d'où le nom de Mourabitoune). De là, en mobilisant la tribu saharienne des Lemtouna, les Almoravides partirent en 1055 à la conquête du Maroc où ils fondèrent Marrakech, étendirent leur pouvoir sur le Maghreb central jusqu'à Bougie, en 1082, et sur le Sud de l'Espagne, en 1086. Leur règne prit fin en 1147 sous la poussée des Al-Mohades.

AMOKRANE : Prince ou chef en berbère.

AM : Peuple en langue phénicienne. Le mot semble avoir désigné l'assemblée du peuple à Carthage par rapport au Sénat, assemblée des nobles (cf. les Communes en Grande-Bretagne).

ARIUS, ARIANISME : Arius nom d'un prêtre d'Alexandrie (256-336) qui, durant le IIIe siècle où le ***credo*** catholique n'était pas encore fixé, rejeta la thèse de l'existence d'une part divine dans le Christ. Sa doctrine fut condamnée par le concile de Nicée (325) qui décréta le dogme de la Trinité. L'arianisme, considéré par les Catholiques comme une hérésie, eut beaucoup d'adeptes en Afrique et jusqu'aux plus hautes sphères de l'empire

romain. Les Vandales christianisés l'adoptèrent et se trouvèrent de ce fait en butte aux Catholiques notamment en Afrique.

AYOUBIDES : Dynastie fondée par Salah-Ad-Din Al-Ayoubi (Saladin) en Egypte après avoir mis fin au règne des Fatimides en 1171. Les Mamelouks y mirent fin en 1250.

B

BAB 'ALI, ou Sublime Porte : Nom donné au siège du Sultan à Istanbul. Porte, probablement parce que le hall dans lequel le Khalife siégeait se trouvait à l'entrée du palais de Top-Kapu, et ***'Ali,*** auguste, cela va de soi.

BACHI : s'écrit Basi en turc (***s*** avec cédille) et se prononce ch. Il signifie tête, d'où son emploi au sens de chef ou commandant dans de nombreux mots composés.

BACHI-BOUZOUQj ou basibozuk *(fron.* Bachibozouk). Soldat irrégulier de l'armée ottomane indiscipliné et même déserteur.

BENOU GHANYA : Rameau des Al-Moravides, s'opposant à la conquête du Maroc et de l'Espagne musulmane par les Al-Mohades, se déclara indépendant aux Baléares, en 1131, et tenta sa chance en Algérie. La dynastie des Béni Ghanya fut à l'origine de grandes difficultés pour les Al-Mohades et pour les Hafsides au Maghreb central et en Ifriqiya durant un siècle.

BEY : Ce titre turc de noblesse eut les honneurs de la souveraineté en Tunisie, mais fut accordé aussi par les rois d'Egypte et de Jordanie jusqu'au milieu du XXe siècle.

BEYLERBEY : Littéralement Bey des Beys, ou Bey en chef, il a fait partie de la titulature des Beys de Tunis et fut le titre porté longtemps par les grands gouverneurs ottomans au Maghreb tels que Eulj Ali ou Kheireddine.

BEYRAQ^DAR : ou en turc bayraktar. Porte-drapeau.

BULUKBACHI : ou en turc bôlukbasi (***pron***. Beulukbachi). Chef de troupe, titre porté par les officiers supérieurs de la milice turque au Maghreb (XVIe/ XVIP siècles). Le parler tunisien en a fait « Boulakbèche ».

BYZACENE : La partie de l'Africa romaine qui correspond au centre de la Tunisie, du Sahel jusqu'à Gabès, et de la côte jusqu'à Tébessa. L'historien H. H. Abdelwahab croit y voir une déformation de ***Mozagha*** ou pays des ***Amazigh.***

C

CANAAN : Nom donné dans lAntiquité à tout l'espace compris entre la Mésopotamie et la Mer Méditerranée et comprenant plusieurs villes célèbres telles que Ghazza, Jérusalem, Bethléem, Nazareth, Hébron, Ascalon, Jéricho, et au Nord Byblos, Bérit, Tyr, Sidon, Ugarit... Les Grecs donnèrent le nom de ***Phénicie*** à la côte, du Mont Carmel jusqu'au Taurus, à partir du nom grec du murex, mollusque dont est extraite une matière colorante qui donne la pourpre fort appréciée pour les habits des nobles et les robes des femmes. Les villes de cette côte commercialisent précisément la pourpre en exclusivité. Les Carthaginois se sont toujours dits dans les textes ***Canaânéens*** et non Phéniciens.

CARAMANLI : Famille d'origine turque qui gouverna la Tripolitaine durant le XIX[e] siècle. S'écrit aussi Karamanli.

CITE : en latin ***civitas*** (ville de premier ordre administrée par ses propres lois). A l'origine, seule Rome avait ce statut qui conférait à ses habitants libres la citoyenneté romaine ; puis le ***droit de cité*** fut accordé à d'autres villes de la péninsule italienne au fur et à mesure de l'extension du pouvoir romain. Après les conquêtes, surtout en Afrique et en Gaule, on distingue les villes jouissant du droit de cité quand elles sont une ***colonie*** romaine, des villes où ce droit n'est accordé que personnellement aux magistrats qui y exercent des responsabilités. L'empereur Caracalla étendit, en 211, le droit de cité à tous les habitants de l'empire.

CIRCONCELLIONS : Littéralement rôdeurs de celliers, des pauvres affamés, voire des moines ambulants, des nomades s'attaquant aux réserves des fermes en périodes de disette, et plus spécialement membres d'un mouvement social dans l'Afrique de la fin du IV[e] et du début du V[e] siècles, confondus souvent avec les Donatistes.

CONSUL, PROCONSUL : Dignité des dépositaires du pouvoir annuel à Rome après la fin de la monarchie en 508 av. J.-C. Ce sont les ***Comices centuriates*** ou assemblées des classes de citoyens groupés par centaines disposant d'une voix par centurie, qui élisent chaque année les ***deux consuls*** de l'année suivante. A l'origine, seule la classe des patriciens exerçait ce droit ; puis les ***tribuns*** de la plèbe l'acquirent pour représenter le peuple ; puis en 367, tous les ***plébéiens*** libres obtiennent le droit d'y participer et enfin de se faire élire consuls. On prit alors l'habitude de choisir un consul chez les patriciens et un autre de la plèbe. A sa sortie de charge, le consul peut se voir confier un commandement ou être désigné à la tête d'une province ; Il porte alors le titre dç ***proconsul.*** C'est ainsi que ***YAfrica*** eut à sa tête

des magistrats de cet ordre et la Tunisie actuelle porta le nom d''***Afriquepro-consulaire.*** La fonction ne disparut pas avec l'instauration de l'empire, mais perdit de son importance, le vrai pouvoir exécutif étant exercé par l'empereur. Sous Tibère (14/37 après J.-C.), les consuls ne furent plus élus, mais nommés par le Sénat. La fonction ne disparut qu'en 534 en Occident, et en 567 dans l'empire romain d'Orient.

D

DAWLATLI : ou en turc Devletli. Avatar du titre de Dey en Tunisie lorsque les Beys n'ont laissé au titulaire qu'un pouvoir de police dans la capitale. Le mot signifie en turc homme de l'Etat.

DEY : en turc ***Dayi.*** Oncle maternel, titre affectueux donné aux chefs des milices ottomanes en Afrique du Nord. Il fut porté par les chefs militaires des garnisons ottomanes en Tunisie et en Algérie. Les Beys de Tunis le joignirent à leur titulature ***(Pacha Bey Dey).*** Les Deys d'Alger le conservèrent jusqu'à la conquête française.

DIVAN, DIWAN : Conseil militaire Ottoman au Maghreb, exerçant le commandement des milices, mais s'octroyant, parfois, le pouvoir exécutif collectif permettant de démettre un Dey ou un Bey.

DONAT, DONATISME : Donat ou en latin ***Donatus*** évêque africain qui, à la suite de la persécution des Chrétiens sous l'empereur Dioclétien, entra en conflit avec l'église officielle de Carthage parce qu'il rejetait l'autorité des prêtres qui ont accepté de livrer les livres de prière au pouvoir impérial. En 311, il refusa de reconnaître Mensurius comme évêque de Carthage. Il fut très suivi en Afrique et les Donatistes virent leurs rangs croître tout le long du IVe siècle, malgré la condamnation du concile d'Arles. Ils furent combattus par Augustin (futur saint) à la conférence de Carthage de 411. Leur courant fut dominant chez les Circoncellions au point qu'on a confondu les deux mouvements, le social et le religieux.

E

EULJ, OULOUJ ou 'ILJ : Mot d'origine arabe signifiant homme fort comme un onagre, employé dans l'empire ottoman, et notamment au Maghreb, pour désigner le corsaire européen converti mettant sa force au service du Sultan. Un glissement de sens lui fit désigner au féminin ***—Euljia***

ou *'Iljia-* la captive européenne belle et blonde, celle qu'on appellera improprement *odalisque* qui en turc équivaut à femme de chambre.

EXARQUE, EXERCHAT : Il s'agit de deux gouvernements militaires créés par l'empereur Maurice en Italie en 584 et en Afrique en 591. L'exarque est revêtu de la dignité de patrice et jouit des pouvoirs d'un véritable vice-roi. Les Arabes en arrivant en Afrique *(Ifriqiya)* ont trouvé en face d'eux le Patrice Grégoire.

EQUESTRE : ou ordre équestre. Chez les Romains, classe privilégiée comprenant les chevaliers, citoyens n'appartenant pas à la classe des sénateurs et qui sont possesseurs d'un cens de première classe (400 000 sesterces) ; ils passent de l'ordre équestre à l'ordre sénatorial en accédant à des magistratures civiles.

F

FATIMIDES : Dynastie de descendants du Prophète Mohamed par sa fille Fatima, de la branche des Chiites Ismaéliens. Ils ont réussi à régner sur la plus grande partie de l'Afrique du Nord à partir de 909, avec Kairouan comme capitale. Ils ont fondé Mahdia en 916 et l'ont quittée après la conquête de l'Egypte en 969, en laissant, en partie, le gouvernement de l'Afrique à la famille de Bologgine Ibn Ziri As-Sanhaji. Ils étendirent leur pouvoir sur la Syrie, avant d'être délogés par les Turcs Seldjoukides qui se disputeront la Palestine avec les Croisés. Repliés sur l'Egypte et ayant perdu le Maghreb dès le milieu du XIe siècle, les Fatimides ont vu leur pouvoir se réduire jusqu'au moment où Saladin, Premier ministre du dernier de leurs Khalifes, mit fin à leur dynastie, en 1171, et rattacha l'Egypte au Califat Abbasside de Baghdad.

G H

HABOUS (pluriel Ahbès) ou Waqf (pluriel awqaf) : En jurisprudence musulmane, bien de main morte légué à des œuvres de charité ou à une famille en particulier. Le système a été supprimé en Tunisie, après l'indépendance, mais perdure dans les pays musulmans.

HAFSIDES : Dynastie fondée en 1230 au Maghreb par Abou Hafs Omar de la tribu des Hintata, au service des Almohades puis indépendante. Elle régna sur la Tunisie et sur la plus grande partie du Maghreb

durant trois siècles et demi. Elle compta cinq très grands Sultans sur vingt-sept avant de s'éteindre. Les Ottomans y mirent fin, en occupant Tunis en 1575

HAMMADITES : Hammad Ibn Bologgin Ibn Ziri (mort en 1028) s'est vu confier le gouvernement du Maghreb central par son neveu Badis Ibn Al-Mansour Ibn Bologgin. Installé d'abord à Msila, chef-lieu de la province, puis dans une kasbah qui portera dans l'histoire le nom de Kalâa des Béni Hammad, au sud de Sétif, il se déclare indépendant. Combattu par son neveu et assiégé dans la Kalâa, il doit son salut à la mort soudaine de Badis. Le successeur de celui-ci Al-Moîzz Ibn Badis se désintéresse du Maghreb central où prospère alors la dynastie de Hammad. Elle étend son pouvoir jusqu'à Tunis, un moment, quand elle y installe, au XII[e] siècle, la famille des Béni Khorassane (dans le parler tunisois famille de Sidi Boukhrissane) qui, à son tour, devient une dynastie indépendante.

I

IDRISSIDES : Dynastie de descendants d'Ali Ibn Abi Talib par son fils Hassan et établie par Idris 1" au Maroc en 788, grâce au soutien de la tribu de sa mère, les berbères Awraba, d'abord dans la région de Volubilis, puis à Fès dont l'emplacement fut choisi par son fils Idris II. Les princes de cette famille régnèrent jusqu'en 928, en butte aux insurrections Kharijites, aux avancées des Omeyyades de Cordoue et, enfin, aux Fatimides.

IYALA : Mot signifiant, en arabe, dévolution, employé au Maghreb pour désigner les grandes provinces gouvernées par des Deys ou des Beys, notamment en Tunisie, traduit en français administratif par régence.

J

JANISSAIRES : en turc Yeniçeri. A l'origine des auxiliaires recrutés parmi les paysans de l'intérieur de l'Anatolie, puis dans les provinces de l'empire Ottoman, pour constituer un corps de troupes disponibles, une sorte d'armée de métier. Au Maghreb, ils furent surtout des descendants de convertis ou de ***Kouroughli,*** métis de Janissaires et de femmes tunisiennes.

K

KAAB : (singulier Kaâbi, pluriel Kououb). Tribu arabe, branche des Béni Soleym, très actifs en Arabie avant leur transfert en Egypte puis au Maghreb où ils arrivèrent au XIe siècle avec leurs cousins les Béni Hilal. Ils ont donné naissance aux Béni Yacoub, Béni Ali, Awled Mohalhil et surtout aux Awled Bellil qui jouèrent un rôle au cours du règne des Hafsides au XIVe siècle.

KABIR : Son sens en phénicien est le même qu'en arabe : âgé. Il est employé pour parler des Anciens, comme des Patriciens chez les Romains. Il semble avoir désigné le Sénat de Carthage.

KAHIA : en turc ***Kahya*** intendant, majordome. Le vocable fut abondamment utilisé en Tunisie pour différentes fonctions durant la période ottomane avant d'être limitativement porté par l'adjoint du Caïd.

KALBI : Les Kalbiine sont les Arabes descendants de Kalb Ibn Wabra, grand chef de tribu du nord de la Syrie qui donna sa fille Meysoun en mariage au premier des Omeyyades, Mouâwiya Ibn Abi Soufiane. De ce fait, les Kalbiine furent tout le long du règne de la dynastie Omeyyade au service du gouvernement de Damas et furent persécutés par les Abbassides. Ils furent, par la suite, des alliés des Fatimides dont le prosélytisme était fort en Syrie où leur ***Imam caché*** résidait. Ceux-ci leur confièrent, en quittant l'Ifriqiya pour l'Egypte, au Xe siècle, le gouvernement de la Sicile et certaines fractions sont entrées au service des Omeyyades de Cordoue.

KHAZNADAR : en turc gardien du trésor de l'Etat. Trésorier général.

KHEDIVE : Titre donné par les Sultans Ottomans aux gouverneurs de l'Egypte et équivalant à vice-roi. Le premier Khédive fut Ismaïl Pacha en 1867, puis ses successeurs Tawfiq et Abbas Hilmi. En 1914, avec l'arrivée des Anglais, en guerre contre l'empire Ottoman, les souverains égyptiens abandonnèrent le titre de Khédive et s'appelèrent Sultan. Ce fut le cas de Hussein Kamel et de Fouad ; celui-ci mit à profit l'accord de 1922 avec l'Angleterre pour changer le titre de Sultan en Roi Fouad Premier.

L

LAMTOUNA : Tribu berbère du Sahara à l'ouest du Maghreb où elle soutint la dynastie des Almoravides. Ses membres se voilent le visage à la manière des Touaregs ; pour cette raison, ils furent souvent mentionnés dans les textes par l'appellation des « Voilés » ou ***Al-Moulathamoune.***

LEGAT : Dans l'organisation romaine il s'agit du représentant du Consul disposant de pouvoirs étendus pour négocier avec l'ennemi ou gouverner un territoire conquis.

LIMES : en latin, on prononce le ***-s-.*** Limite du territoire sous l'autorité romaine pour empêcher les incursions des tribus nomades ou rebelles.

M

MAKHZEN : Mot en usage au Maghreb pour désigner l'administration de l'Etat au service du Souverain. Il est encore employé au Maroc pour désigner l'administration relevant directement du Roi. En Tunisie, il fut employé pour désigner les représentants de l'ordre mis à la disposition des Caïds : les ***Mkhaznis.***

MAMELOUK : A l'origine Turcomanes et Tcherkesses achetés (d'où le mot mamelouk=possédé en propriété) par les Kurdes Ayyoubides de l'Egypte au XIIIe siècle pour constituer des auxiliaires du pouvoir, attachés exclusivement au service du Souverain. Ce sont eux qui mirent fin, en 1250, à la dynastie des Ayyoubides et prirent le titre de roi. Deux groupes de dirigeants élus par leurs pairs, sans appartenir nécessairement à la même famille, se succédèrent en Egypte, les Mamelouks Bahriyine dont le plus célèbre fut Baïbars et les Mamelouks Borjiyine qui régnèrent jusqu'à l'annexion de l'Egypte par l'empire Ottoman en 1517. En Tunisie et en Algérie, le mot garda son sens de Turcoman ou Tcherkesse ***acheté*** pour demeurer attaché à la personne du Bey régnant ; mais cette proximité avec le Souverain et les charges militaires et civiles qu'ils remplissaient, outre les mariages avec des filles de la famille régnante, leur accordèrent une certaine noblesse.

MANICHEISME : Doctrine développée en Perse par Manès ou Mani (216/277) professant que l'univers est régi par une opposition permanente entre le Bien et le Mal. Il fut exécuté par le roi de Perse Bahram 1er, mais le Manichéisme connut un grand succès dans le monde et rivalisa jusqu'au Moyen Age avec le Christianisme en Europe. Saint Augustin était manichéiste avant de se convertir au Catholicisme. Les Bogomiles (dans les Balkans) et les Cathares (en France) l'étaient également. Dans le monde musulman ils sont appelés ***Manawiya***, et ceux qui y adhérèrent furent accusé de ***Zandaqa***, incroyance ou hérésie, et furent souvent mis à mort.

MASMOUDA : Tribu du Haut-Atlas marocain à laquelle appartenait le ***Mahdi*** Mouhammad Ibn Toumert fondateur des Al-Mohades et dont une des branches, les Hintata, donna naissance à la dynastie Hafside.

MAURETANIE : Nom donné par les Romains à la partie occidentale du Maghreb pour la distinguer du territoire de Carthage, ***YAfrica***, et de la Numidie voisine. La Maurétanie césarienne correspondait à l'Algérie centrale et la Maurétanie Tingitane (de Tanger) au Maroc du Nord. Le mot a glissé vers le Sud pour être appliqué, par la colonisation française, aux territoires sahariens limitrophes de l'Afrique noire, avec une légère modification orthographique : ***Mauritanie.***

MERINIBES : Dynastie marocaine, d'origine berbère ***Zenata,*** qui prit le pouvoir en 1266 en renversant le Khalife Al-Mohade Al-Mourtadha, après avoir, en 1251, occupé Fès. Les Mérinides régnèrent jusqu'au moment où les princes de la branche principale furent écartés, en 1465, par les Béni Wattas ou Wattassides, un autre rameau de la famille. Ces derniers régnèrent, à leur tour, jusqu'en 1541, date de la prise de pouvoir par les Saâdiens.

MIDRARITES : Les Benou Midrar sont des berbères de la tribu des Miknassa qui ont adopté un Kharijisme exigeant, ***le Sofrisme,*** et ont fondé en 757 un royaume à Sijilmassa, aux confins sahariens de l'Atlas, au sud-est du Maroc. Ils furent vaincus par le général fatimide Jawhar sous le règne d'Al-Moïzz (953/975) avant d'être chassés définitivement de la région du Tafilelt par un chef Zenati au service du royaume Omeyyade de Cordoue en 976-977.

MUNICIPE : en latin : ***municipe civium romanorum.*** Agglomération n'ayant pas le rang de Cité, mais déjà considérée romaine. Elle héberge des citoyens romains et des citoyens qui ne le sont pas, mais qui peuvent acquérir la citoyenneté romaine en accédant aux charges municipales.

MZARQUIA : pluriel de Bou Mezraq (muni de massue). Il s'agit de la dernière classe de soldats recrutés parmi la populace, comme les Bachi-Bouzouks des forces ottomanes.

N

NABUCHODONOSSOR : Il s'agit de Nabuchodonosor II, roi de Babylone (605/562 av. J.-C.) qui après sa victoire sur les Egyptiens a pris Jérusalem et a dominé tout le pays de Canaan en étendant ainsi son royaume de la Mésopotamie à la Mer Méditerranée. C'est en son temps et pour s'affranchir de la pression des envahisseurs que la ville de Tyr a demandé à Carthage de la relayer pour veiller sur les comptoirs phéniciens à l'Ouest méditerranéen et dans l'Atlantique.

NUMIDIE : Nom donné par les historiens antiques, notamment latins, au territoire situé à l'ouest du territoire carthaginois, soit la plus grande partie de l'Algérie actuelle. Il y eut plusieurs Numidies : celle des ***berbères Massyles*** avec Cirta (Constantine) comme capitale, celle des ***berbères Massaessyles*** avec Riga (près d'Oran) comme capitale et des Numidies réduites après l'extension romaine jusqu'au centre de l'Algérie et que la puissance romaine confia à des princes de la descendance de Massinissa, formés à Rome. Elles ont vu se déplacer leurs frontières au fil de l'histoire. Sous Massinissa après la deuxième guerre punique, la Numidie de l'Est engloba une partie de la Tunisie jusqu'à Gabès ; et, après la défaite de Syphax, la Numidie de l'Ouest fut morcelée et connut de multiples transformations. Son nom est d'origine inconnue ; les historiens s'accordent à dire qu'il n'a rien à voir avec le mot nomade.

O

OCAK : en turc, à prononcer ***Odjak,*** foyer, âtre. Le mot, dans les troupes Ottomanes, s'appliquait à une section réunie autour d'un feu servant à faire la cuisine commune, probablement l'effectif d'une compagnie. Un glissement de sens fit donner ce nom aux garnisons d'une ville tels l'odjak de Béja ou du Kef. Les textes français l'ont utilisé aussi pour désigner les autorités algériennes : l'odjak d'Alger. Durant la période coloniale, le nom demeura réservé aux troupes de Spahis mises à la disposition des Caïds ou des Contrôleurs civils français.

OMEYYADES : Première dynastie héréditaire en Islam (661/750) avec Damas comme capitale. Elle fut fondée par Mouàwiya Ibn Abi Soufiane, parent de Othman Ibn Affane, troisième successeur du Prophète et dont l'ancêtre s'appelait Omeya. Lorsque 'Othman fut assassiné en 656, à Médine, au terme d'une révolte et d'une conspiration, Moâwiya, gouverneur de Syrie, s'opposa au successeur désigné par la communauté musulmane, Ali Ibn Abi Talib, lui reprochant de ne pas avoir secouru Othman assiégé par des rebelles, et entra en guerre contre lui. Toute l'affaire connue dans l'histoire musulmane sous le nom de ***Al-Fitnatou-l-Koubra*** (la Grande Discorde) conduit, après de multiples épisodes, à l'assassinat d'Ali, en 661, par un groupe de ses propres partisans, les ***Khawarij*** ou Kharijites (c'est-à-dire Dissidents) lui reprochant d'avoir accepté, un arbitrage entre lui et Mouàwiya et de ce fait, de leur point de vue, mettant en balance sa propre légitimité. Moâwiya s'imposa à tous ses adversaires de haute lutte, mais les

partisans fidèles d'Ali (en arabe ***Chïâ***=partisans^ développèrent le mouvement d'opposition et de revendication de l'héritage légitime de la communauté musulmane qui s'appela ***Chiîsme.***

P

PACHA, PACHALIK : Titre turc donné aux généraux, grands dignitaires de l'Empire, ministres, gouverneurs de provinces et amiraux de la flotte. Le Pachalik est le domaine gouverné par un Pacha. Le titre de Pacha survécut comme titre des Souverains en Tunisie, comme degré de noblesse en Egypte et en Jordanie et comme l'équivalent de gouverneur de ville ou sous-préfet au Maroc.

PATRICE : Dignité accordée par les empereurs romains à de hauts fonctionnaires appartenant à la classe des Sénateurs et chargés d'une grande responsabilité comme la direction d'une grande province.

PEREGRIN : Dans l'empire romain, il s'agit d'un étranger qui n'est pas citoyen romain mais qui est libre. Dans les municipes ***pérégrines*** d'Afrique, les pérégrins deviennent automatiquement citoyens en accédant à des charges municipales.

PHENICIE : Nom donné par les Grecs à la côte du pays de Canaân.

a

QARMATES : Mouvement d'origine chiite ismaëlienne, lancé par Hamdan Qarmat, en 890, à Wasit, au Sud de l'Irak. De là, il occupa une citadelle en Syrie, à Mardin, puis crée un Etat indépendant à Bahrayn, en fait, sur la côte Est de l'Arabie au niveau du Qatar d'aujourd'hui. Le fils de Hamdan conquiert Mossoul, au nord de l'Irak, en 905, après avoir soulevé les bédouins de Syrie. Le mouvement prend une grande ampleur et, en 930, les Qarmates envahissent le Hedjaz, entrent à La Mecque, arrachent la pierre noire scellée dans la Kaâba et l'emportent à Qatar. Ce qui était pris pour un courant ismaëlien, aux ordres de ***l'Imam caché*** en Syrie, est devenu un mouvement indépendant social et probablement ethnique, en enrôlant les nostalgiques du mouvement des Noirs, les ***Zinj,*** qui a agité le IX" siècle et n'a été définitivement écrasé qu'en 883; peu de temps avant l'apparition de Hamdan Qarmat. Les Fatimides, au pouvoir au Maghreb, essayèrent, en vain, de rappeler ce mouvement oriental à l'ordre. Ils le combattirent quand

ils se sont installés en Egypte. Le mouvement Qarmate a disparu, au Nord, par la perte de Mossoul sous les coups des Kurdes et, en Axabie, sous les coups des Turcs engagés par Baghdad.

QASTILYA : Nom antique de la région du Jérid tunisien.

R

REYES DES TAYFAS : ou rois des clans, expression adoptée très tôt par les historiens pour désigner les chefs de provinces andalous devenus indépendants après la disparition, en 1031, du royaume Omeyyade de Cordoue. Les Arabes les ont appelés ***Moulouk At-Tawaef,*** et les Espagnols, ***Reyes des Taïfas*** parce qu'ils se sont donné des titres monarchiques, sans que leur pouvoir s'étende au-delà parfois de leur ville. Mais certaines de ces familles princières ont eu un destin glorieux, comme les Béni Abbad de Séville. D'abord les Al-Moravides, ensuite les Al-Mohades occupèrent la majeure partie de l'Andalousie et mirent fin à ces principautés indépendantes, mais certains Emirs, parfois grâce à l'aide chrétienne, se sont maintenus au -pouvoir. Les Béni Nasr (les Nasrides), alliés des Chrétiens à leurs débuts sur la côte Est, et successeurs, ensuite, des Beni Ziri à Grenade, résistèrent à la ***Reconquista*** jusqu'en 1492.

ROSTOMIDES : Le nom Rostom est persan, mais il désigne au Maghreb un chef Kharijite qui, après avoir été délogé avec sa communauté de Tripoli, a tenté de l'installer en Tunisie puis a finalement réussi, en 810, à s'établir à Tahert en Algérie. Les Rostomiyoune (ou Rostomides) résistèrent aux Aghlabides et aux Idrissides, avant d'être vaincus par les avant-gardes Fatimides en 909.

S

SAADIENS : Dynastie marocaine qui prend, d'abord, le pouvoir à Marrakech en 1425, puis succède aux Wattassides, en prenant Fès, en 1549 ; mais le roi Wattassi est rétabli par les Ottomans d'Alger. Les Saâdiens attendent 1554 la mort du dernier Wattasside, Bou Hassen, pour triompher définitivement et régner, à partir de Marrakech, sur un Maroc dont les côtes atlantiques sont envahies par les Portugais et les côtes méditerranéennes envahies par les Espagnols. Ils restent à la tête d'un pouvoir contesté par des mouvements religieux qui leur reprochaient de ne pas

résister aux envahisseurs jusqu'à l'apparition des Alaouites du Tafilelt et l'assassinat du dernier Saâdien, en 1659.

SANHAJA : Tribu berbère dont le territoire se situe au centre de l'Algérie et que les Fatimides emploient, sans doute pour ne pas rester dépendant des Koutama du Constantinois, mais également pour servir de bouclier contre les Omeyyades d'Andalousie et les Idrissides du Maroc. En partant au Caire, le Khalife Fatimide confie le gouvernement du Maghreb à un représentant de cette tribu, Bologgin Ibn Ziri As-Sanhaji. Les Sanhaja sont prolifiques et à l'approche des temps modernes on distingue les Sanhaja du Nord et les Sanhaja sahariens qui étendent leur domaine, semble-t-il, jusqu'aux rives du fleuve Sénégal.

SIPAHI : en turc cavalier. Mot déformé, en Tunisie, en Sbaïhi et dans l'armée française en Spahis.

SUBLIME PORTE : voir Bab 'Ali.

SUFFETE : Après la royauté des Magonides, le mot désigne, en phénicien, le Chef élu pour diriger. En hébreu il désigne, dans la Bible, ceux que les traductions européennes, appellent les Juges. En arabe, par remplacement du son -f- par le son -b-, il se lit Sibt, et désigne, au pluriel Asbat, les douze Tribus d'Israël ; il est employé également en arabe pour désigner les deux fils de Ali Ibn Abi Talib, Hassan et Hussein. A Carthage, les assemblées élisent deux Suffètes par an. Cette charge représente le sommet de la carrière politique d'un homme. Hannibal fut élu suffète après la deuxième guerre punique.

T

TANZIMAT : L'ensemble des réformes décrétées par Istanbul au XIXe siècle pour tenter de s'adapter aux temps modernes.

TOULOUNIDES : Dynastie de gouverneurs de l'Egypte au IXe siècle.

U V W Y Z

ZEUGITANE : La partie Nord de la Tunisie jusqu'à Bône, à l'Ouest et jusqu'au golfe de Hammamet, au Sud.

ZIRIDES : Voir Sanhaja.

ZWAWA : Zouaoua, en arabe, Zouaves, en français : tribu berbère de petite Kabylie, branche des Koutama.

Achevé d'imprimer sur les
presses de l'Imprimerie Finzi
Rue des Martyrs
2086 - Douar Hicher - Tunisie
Décembre 2011

HABIB BOULARÈS

HISTOIRE De LA TUNISIE

LES GRANDES DATES DE LA PRÉHISTOIRE À LA RÉVOLUTION

40 CARTES
80 DATES BALISES
650 ILLUSTRATIONS
720 PAGES

l'Histoire de la Tunisie, de la Préhistoire à la Révolution est un livre aux multiples accès. Il se lit comme un roman, s'étudie comme un manuel, se feuillette comme un album et on y revient comme à un atlas ou à un dictionnaire. Il offre, en un volume unique, une présentation juste et vivante de tout ce que l'on doit savoir de l'histoire d'un des plus vieux pays du monde.

Prix : 26 DT

ISBN 978-9973-19-754-2
N° d'éditeur : 010898
www.ceres-editions.com

